

# CHAMBRE DES DÉPUTÉS GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°9 • SESSION ORDINAIRE 2012-2013

## Session de printemps de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN à Luxembourg

27 <sup>e</sup> séance	Judi	21 mars 2013
28 <sup>e</sup> séance	Mardi	9 avril 2013
29 <sup>e</sup> séance	Mercredi	10 avril 2013
30 <sup>e</sup> séance	Judi	11 avril 2013

257 représentants des 28 pays d'Amérique du Nord et d'Europe, membres de l'Alliance, et 66 délégués des 14 pays associés: du 17 au 20 mai 2013, la Chambre des Députés a accueilli à Luxembourg la Session de printemps de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN (AP-OTAN). Vu l'envergure de l'événement, les réunions ont eu lieu au Centre de conférences à Kirchberg. La Chambre a été représentée par M. Norbert Hauptert (président de la délégation), M. Marc Angel (vice-président), Mme Lydie Polfer, Mme Nancy Arendt, M. Félix Eischen et M. Claude Adam.

Le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, et le Premier Ministre, M. Jean-Claude Juncker, ont souligné l'attachement du Luxembourg aux principes défendus par l'Alliance. Actuellement, dix soldats luxembourgeois participent à la mission de paix en Afghanistan, 22 font partie de la KFOR.

Les questions d'actualité traitées en séance plénière ont tourné autour de l'utilisation des moyens en temps de crise financière et de coupes budgétaires. Le Président de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN, le Britannique Hugh Bayley, a rappelé que les engagements de l'Alliance dans les domaines de la défense et de la sécurité des pays membres, mais également les engagements de l'OTAN dans des pays en crise nécessitent la mise à disposition des moyens adéquats. Les parlementaires des États membres étaient nombreux à s'exprimer sur les interventions de l'OTAN en Afghanistan et au Kosovo. Dans son discours, le Secrétaire général de l'OTAN, M. Anders Fogh Rasmussen, a vigoureusement défendu l'engagement de l'Alliance en Afghanistan.

Après la séance plénière, les parlementaires des pays membres se sont réunis conjointement avec les délé-



La session de printemps de l'AP-OTAN a eu lieu au Centre de conférences à Kirchberg.

gués du Conseil de l'Atlantique Nord.

Les journées du samedi 18 et du dimanche 19 mai ont été consacrées aux réunions des cinq commissions de l'AP-OTAN: politique, défense et sécurité, sciences et technologies, dimension civile de la sécurité et économie et sécurité. Dans la commission sur la dimension civile de la sécurité, Mme Viviane Reding, Vice-présidente de la Commission européenne, a exposé les initiatives de la Commission européenne contre la cybercriminalité, un des fléaux

modernes qui menacent la sécurité en Europe et dans le monde.

Plusieurs experts luxembourgeois du monde politique, du gouvernement et du milieu universitaire sont intervenus devant les délégués.

Le Ministre luxembourgeois de la Défense, M. Jean-Marie Halsdorf, a illustré l'engagement de soldats luxembourgeois comme démineurs au Liban auprès des soldats de l'ONU et comme formateurs des soldats maliens (intervention de l'Union européenne).

M. Pierre Decker du Ministère de la Recherche luxembourgeois a présenté la politique spatiale du Grand-Duché à la commission des sciences et des technologies, informant sur la mise à disposition à l'OTAN de capacités satellitaires ou la mise en place de la plate-forme [www.emergency.lu](http://www.emergency.lu).

L'exposé du Général Mario Daubenfeld, chef d'état-major de l'Armée luxembourgeoise, a entre autres porté sur les unités de disponibilité opérationnelles (UDO) mises en

place à la suite de la réforme de l'Armée luxembourgeoise de 2007.

À l'ordre du jour des commissions ont encore figuré des exposés sur la défense antimissile, les avions de combat, la situation au Sahel ou encore l'avenir de l'Afghanistan. Chaque commission permanente de l'AP-OTAN a également examiné ses projets de rapport qui seront adoptés en automne lors de la prochaine session qui aura lieu en Croatie. Il s'agissait de la 4<sup>e</sup> réunion du Parlement de l'OTAN au Luxembourg.



Mme Ulla Schmidt, députée allemande, et Mme Viviane Reding, Vice-présidente de la Commission européenne



M. Norbert Hauptert, président de la délégation luxembourgeoise, M. Hugh Bayley, Président de l'AP-OTAN, et M. David Hobbs, Secrétaire général de l'AP-OTAN (© Charles Caratini)



M. Laurent Mosar, Président de la Chambre des Députés, M. Anders Fogh Rasmussen, Secrétaire général de l'OTAN, et M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État



Mme Lydie Polfer, membre de la délégation luxembourgeoise, et S.E.M. Jean-Jacques Welfring, Ambassadeur et Représentant permanent du Luxembourg auprès de l'OTAN



M. Félix Eischen et Mme Nancy Arendt, membres de la délégation luxembourgeoise



M. Claude Adam, M. Norbert Hauptert et M. Marc Angel, membres de la délégation luxembourgeoise; Mme Rita Brors de l'administration parlementaire.



«Jeunes» et «moins jeunes» se retrouvent à la Chambre

## Promouvoir le dialogue intergénérationnel



Dialogue intergénérationnel à la Chambre des Députés

À une époque où l'opposition de sentiments, de motivations et d'opinions entre jeunes et moins jeunes semble flagrante, la Conférence Générale de la Jeunesse du Luxembourg (CGJL) et le Centre Information Jeunes (CIJ) avaient invité à la Chambre pour un dialogue intergénérationnel autour de cinq sujets.

Les conclusions des ateliers (travail-emploi; pénurie de logements; vivre ensemble; inégalités des chances; environnement) ont été présentées conjointement par des porte-parole des «14-22 ans» et des «50+», en présence des mandataires publics.

Ils ont émis un certain nombre de propositions: l'organisation d'une

journée et d'une plate-forme intergénérationnelles, une meilleure orientation des jeunes et plus d'informations sur les professions, maintenir le savoir-faire des anciens grâce à un système de tutorat et une revalorisation des métiers et professions. Les critiques ont notamment porté sur l'apparition de nouvelles formes de pauvreté, la lenteur administrative, l'absence d'un cours d'éthique à l'école, la pénurie de logements ou la nouvelle date des examens de fin d'études secondaires. Ils ont suggéré que le luxembourgeois reste la langue d'intégration de tous les habitants du Grand-Duché, que les entreprises acceptent davantage de stagiaires, que les parents éduquent leurs enfants au respect de la nature.

Les réflexions et suggestions ont généré de nombreuses réactions de la part du Premier Ministre et des Ministres Marie-Josée Jacobs, Marco Schank, Nicolas Schmit et Romain Schneider qui ont expliqué les efforts du Gouvernement actuel pour faire face à certaines situations.

Le mot de clôture de la Convention était réservé au Premier Ministre, M. Jean-Claude Juncker.

Pour cette 9<sup>e</sup> édition de la Convention des Jeunes («Jugendkonvent») la CGJL et le CIJ s'étaient associés au RBS-Center fir Altersfroen afin d'offrir aux jeunes des espaces d'information, de participation et d'échange avec leurs pairs plus âgés.

## Conférence Benelux sur la cybercriminalité

La sécurité des communications en ligne et la sensibilisation du public aux risques de la cybercriminalité constituaient les sujets de la Conférence du Conseil Benelux qui s'est tenue fin avril à la Chambre des Députés. En juin 2012, le Conseil interparlementaire consultatif de Benelux avait décidé d'accorder une priorité à la lutte contre la cybercriminalité. Les exposés de différents experts devaient servir à approfondir la coopération internationale en matière de lutte contre la cybercriminalité.

M. Luc Beirens de la Federal Computer Crime Unit (Belgique) a exposé quelques-unes des méthodes criminelles utilisées par les escrocs pour arnaquer personnes privées et entreprises. L'expert belge a donné des exemples de moyens que la Police belge a mis à la disposition des victimes pour signaler des contenus illi-

cites ou pédopornographiques ou pour demander de l'aide en cas de chantage ou de harcèlement. Les experts recommandent aujourd'hui d'impliquer davantage les opérateurs de réseaux qui se retrouvent souvent aussi victimes d'attaques.

Au Luxembourg, il existe une équipe spécialisée (le CERT - Computer Emergency Response Team), dont le chargé de direction, M. Patrick Houtsch, est intervenu pour expliquer les nouvelles formes de cybercrime, comme le vol d'identité, l'interception de communications et les virus qui s'ajoutent aux crimes plus classiques «à composante cyber», comme le mobbing, le stalking, le vol à l'aide d'une fausse identité.

L'exposé de M. Fred Streefland, expert néerlandais du European Network for Cyber Security, a porté

sur les dangers potentiels et les possibilités de sensibiliser le public à la sécurisation des réseaux et des communications. La présentation du Luxembourgeois Gérard Hoffmann a eu comme sujet l'organisation des entreprises face à la cybercriminalité.

Le rapport concernant la cybercriminalité sera présenté lors de la prochaine séance plénière du Parlement Benelux, qui se tiendra le 15 juin à la Chambre des Députés, par Mme Ingrid de Caluwé, présidente de la Commission de la Justice. La présentation pourrait être suivie d'un débat sur les aspects pénaux. À la Chambre des Députés, la Commission juridique discute actuellement sur l'approbation de la Convention du Conseil de l'Europe de 2001 contre la cybercriminalité et du Protocole additionnel de 2003.



La délégation luxembourgeoise

## Pierre Mellina assermenté comme député

M. Pierre Mellina, bourgmestre de Pétange, a été assermenté comme député lors de la séance publique du 14 mai 2013. Il intègre les rangs du groupe chrétien-social et occupe dorénavant le siège laissé vacant par M. Marc Spautz, appelé aux fonctions de ministre.

Le nouveau député souhaite plus spécifiquement se concentrer sur les dossiers à cheval sur les compétences communales et nationales, comme p. ex. la réforme des services de secours, la réorganisation des finances communales, la politique du logement et la mobilité. Pierre Mellina représentera son groupe au sein de trois commissions parlementaires, en l'occurrence celles de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police.

M. Mellina est actuellement encore vice-président du Syvicol, mais compte démissionner de ce poste.



Prestation de serment de M. Pierre Mellina

## Visite de maisons témoins à Luxembourg-Cents



Visite de maisons témoins à Cents

Le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, a visité à la début mai deux maisons unifamiliales à basse consommation d'énergie réalisées à Luxembourg-Cents. Le projet Carmel couvre un ensemble de quelque 18 hectares de terrains et comprend environ 800 logements. Il est réalisé grâce à la collaboration de la Société Nationale des Habitations à Bon Marché et du Fonds pour le Développement du Logement et de l'Habitat.

Les maisons disposent d'une surface habitable d'environ 140 m<sup>2</sup> (trois chambres à coucher), d'un jardin privatif et d'une cave. Certaines sont de construction bois, d'autres de construction massive. Elles sont chauffées par un système de pompe à chaleur combiné à la photovoltaïque.

Les terrains sont cédés par emphytéose. 60% des maisons seront vendues à des familles bénéficiant de la prime de logement, sur base de critères sociaux, 40% seront mises en vente libre.

La procédure de vente devrait débuter en juin. D'autres grands chantiers de la SNHBM et du Fonds du Logement sont en cours ou en planification, notamment à Cessange et à Itzig.

Afin de pallier à la pénurie de logements, la Chambre a adopté en 2008 le projet de loi 5696 communément appelé «pacte logement». Par le biais de ce pacte, l'État et les communes signataires s'engagent à unir leurs efforts pour augmenter l'offre de logements et pour réduire le coût du foncier et de l'habitat.

### DANS CE NUMÉRO

État de la nation

- Déclaration p. 344

- Débats p. 348

État actuel de la viticulture p. 325

Sommaire des séances publiques n<sup>os</sup> 27-30 p. 358

Sommaire des questions parlementaires p. Q127





Les députés de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media, des Communications et de l'Espace visitent les studios de production à Contern.

## Sur le set du tournage du film «Le dernier diamant»

«Silence, on tourne!» Les députés de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media, des Communications et de l'Espace ont, au cours de leur réunion du 29 avril, à plusieurs reprises dû rester immobiles et tranquilles. Ils ont observé le tournage d'une scène du long-métrage «Le dernier diamant» dans un hôtel de luxe à Luxembourg.

Après y avoir rencontré les responsables de la société de production Bibul, Mmes Christel Hénon et Lilian

Eche, ils se sont déplacés sur Contern au «Studio Luxembourg», où sont actuellement montées les coulisses pour d'autres scènes de ce film. Le «village des media» offre en location des locaux de production et des bureaux.

La descente sur les lieux a servi à se rendre compte des dernières évolutions dans le secteur de la production médiatique. Le régime de soutien à la production audiovisuelle, jadis basé sur les certificats d'investissements audiovisuels (CIAV), est en

pleine révision. Les représentants de l'Union luxembourgeoise de la production audiovisuelle (ULPA) ont salué les modifications législatives envisagées. Les demandes en obtention d'une aide financière seront évaluées par un comité sur base notamment de critères de qualité artistique et culturelle, de critères de production et de l'impact sur le développement du secteur de la production audiovisuelle et des perspectives de distribution, de circulation, de commercialisation et d'exploitation, tant sur le plan national qu'international.

## Le Président rencontre les bénévoles du Cent Buttek



Visite du Cent Buttek à Beggen

Le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, est parti à la rencontre des 67 volontaires qui assurent le fonctionnement du Cent Buttek à Beggen. Créé en 2010, le magasin pour familles dans le besoin accueille en un an quelque 400 familles et a enregistré plus de 11.000 passages pour un total de quelque 33.000 personnes.

Le Président a remercié les dizaines de collaborateurs pour leur engagement et leur disponibilité au service de celles et ceux qui sont dans

le besoin. La situation économique plus difficile et la montée du chômage font que le nombre des personnes qui ont recours au Cent Buttek croît en permanence. Le bourgmestre de la Ville de Luxembourg, M. Xavier Bettel, a rappelé qu'il suffit qu'une personne perde son emploi pour qu'elle se retrouve dans une situation précaire.

Le principe du Cent Buttek est simple: distribuer aux nécessiteux les surplus des boulangeries, supermarchés ou magasins d'alimentation qui

ne peuvent plus être vendus, mais qui sont toujours de bonne qualité. Les 67 bénévoles du Cent Buttek assurent la collecte de ces aliments. Les aliments et produits de première nécessité sont redistribués aux personnes détentrices d'une carte spécifique de l'Office social de la Ville de Luxembourg ou de Walferdange, contre un don de deux euros. Après un premier magasin à Bettembourg, ouvert en 2009, le Cent Buttek de Beggen est la deuxième structure de ce genre.

## «Carton jaune»: la Commission retire un texte

À la suite de l'adoption d'avis motivés de la part de douze parlements nationaux (soit 19 voix), la Commission européenne a décidé de retirer une proposition de texte élaborée par ses soins. Le Président de la Chambre vient d'informer les députés que, dans un récent courrier à son adresse, la Commission européenne a justifié sa décision par le fait que la proposition de règlement en question était dès lors peu susceptible de recueillir le soutien nécessaire.

Le mécanisme du «carton jaune» avait été déclenché en mars 2012 à l'encontre de la proposition de règlement du Conseil relatif à l'exercice du droit de mener des actions collectives dans le contexte de la liberté d'établissement et de la libre prestation des services (COM (2012) 130 final).

La Chambre des Députés avait adopté son avis motivé le 15 mai 2012.

## L'UGDA accueille le Président de la Chambre



Le Président de la Chambre reçu par des membres du Comité central de l'UGDA.

Dans le cadre du 150<sup>e</sup> anniversaire de l'Union Grand-Duc Adolphe (UGDA), le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, a visité le 3 mai 2013 les locaux du siège de la fédération de sociétés musicales et chorales à Strassen. Il a rencontré les collaborateurs et a eu un échange de vues avec les membres du Comité central de l'UGDA concernant les difficultés de survie de certaines sociétés

de musique, notamment dans la Ville de Luxembourg.

Le 6 septembre 1863 fut fondé le premier groupement de sociétés musicales, pour fédérer 26 associations de musique autour de Luxembourg. Aujourd'hui, l'Union Grand-Duc Adolphe regroupe 329 associations affiliées et compte plus de 14.000 membres. 4.900 élèves sont inscrits à l'école de musique de l'UGDA.

## Entente à toute épreuve entre Chambre et presse

«La collaboration entre le Conseil de Presse et la Chambre des Députés est bonne, les conditions de travail des journalistes au parlement sont très satisfaisantes», a ainsi pu rapporter le Président du Conseil de Presse, M. Fernand Weides, à l'occasion d'une entrevue avec le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar. Les interlocuteurs ont saisi l'occasion pour évoquer un certain nombre de dossiers qui posent problème, dont la loi du 19 juin 2012 sur le principe de l'égalité de traitement entre hommes et femmes dans l'accès à des biens et services et la fourniture de biens et services. En

effet, le Conseil de Presse craint une possible atteinte à la liberté de la presse, notamment lors d'une application à la lettre de certaines dispositions de la nouvelle législation. Étant donné l'existence d'un Code de déontologie pour les journalistes, le Conseil de Presse estime qu'il n'est ni opportun ni nécessaire d'inclure le domaine relatif au contenu des médias dans la loi du 19 juin 2012.

D'autres sujets préoccupant le Conseil de Presse furent également évoqués tels que l'accès à l'information des journalistes dans les administrations et la «presse à l'école».



Échange de vues du Président Laurent Mosar avec des membres du Conseil de Presse





Le Président de la Chambre et les membres de la Commission du Développement durable visitent les locaux de lux-Airport.

## La sécurité à l'aéroport

À l'aéroport de Luxembourg, l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan global de sécurité et de sûreté ont été confiées à lux-Airport. Le Président de la Chambre des Députés et les membres de la Commission du Développement durable s'y sont déplacés le 2 mai 2013 pour se rendre compte de la mise en place des mesures prises pour prévenir des problèmes de sûreté. Ils ont pu visiter le terminal A, le centre de contrôle et le «tri-bagages». De plus l'organisation

de la sûreté (prévention d'actes intentionnels) et de la sécurité (prévention d'actes non intentionnels) ainsi que les mesures et procédures y relatives leur ont été expliquées.

Selon le directeur général de lux-Airport, M. Fernand Brisbois, lux-Airport occupe 178 agents de sûreté. Ce personnel est renforcé par 100 agents venant de sociétés externes. Tous ces agents assurent entre autres le contrôle de 95.500 personnes par mois (chiffres de mars 2013); s'y ra-

joutent les contrôles du staff et des postes d'accès routier. Selon le Ministre du Développement durable, M. Claude Wiseler, «l'aéroport de Luxembourg est au top en ce qui concerne la sûreté».

La société lux-Airport exploite la nouvelle aérogare ainsi que le «terminal petits porteurs». Le département de la sécurité fait, selon le ministre, régulièrement l'objet de divers audits externes de la part des autorités nationales et internationales.

## D'importantes délégations africaines à la Chambre



M. Younoussi Touré signe le Livre d'or de la Chambre

48 heures à peine après la Conférence des bailleurs internationaux pour la reconstruction du Mali à Bruxelles, M. Laurent Mosar a accueilli à la Chambre des Députés le Président de l'Assemblée nationale malienne, M. Younoussi Touré. Les deux homologues ont pu s'entretenir des derniers développements dans la crise malienne qui, il y a quatre mois, avait vu la France déclencher une opération militaire afin de donner un coup d'arrêt à l'avancée terroriste djihadiste vers le sud du Mali, sécuriser le pays et lui permettre de retrouver son intégrité territoriale.

Depuis lors, la situation institutionnelle et sécuritaire du Mali qui menaçait la stabilité de toute l'Afrique de l'Ouest a heureusement bien évolué, même si tout n'est pas encore parfait. Aux yeux de M. Touré, il faut absolument en terminer avec la période de transition actuelle qui n'est pas bonne pour son pays. D'où l'importance qu'il accorde aux prochaines échéances électorales (présidentielle en juillet et législative en septembre), même s'il sera difficile de les respecter, étant donné qu'à l'heure qu'il est 500.000 Maliens déplacés ou réfugiés ne sont toujours pas rentrés au pays et seraient dès lors dans l'impossibilité de déposer un bulletin de vote dans les urnes.

M. Touré a aussi signifié à M. Mosar que, une fois la sécurité et la paix retrouvées, il s'agira aussi d'initier un processus de redéveloppement de son pays pour que les jeunes, désœuvrés au sud et au nord du Mali, résistent aux sirènes djihadistes.

Aux yeux du Président de l'Assemblée nationale malienne, il faudra aussi tout mettre en œuvre pour aboutir à une réconciliation nationale. Les rebelles, parmi lesquels de véritables assassins, doivent être punis pour les exactions commises. Il faut mettre fin à une impunité qui n'a que trop duré. C'est la raison aussi pour laquelle les tribunaux maliens ont été saisis (une dizaine de parlementaires seraient même dans le collimateur de la justice pour avoir pactisé avec les insurgés) et une requête a été déposée auprès de la Cour pénale internationale de La Haye pour crimes contre l'humanité. M. Touré a aussi tenu à remercier le Président de la Chambre des Députés du soutien que le Grand-Duché a bien voulu accorder au Mali durant

la crise et bien au-delà. Il s'est notamment félicité du formidable fonctionnement de l'hôpital luxembourgeois érigé au Mali, qui en l'espace de peu de temps est devenu une véritable vitrine.

Avant la visite de son homologue malien, M. Mosar a eu l'occasion de s'entretenir avec le chef d'État d'un pays attenant au Mali, à savoir M. Mahamadou Issoufou, Président de la République du Niger. Là aussi, la crise malienne a constitué le principal point à l'ordre du jour. Mais il fut aussi question d'autres crises, notamment celle qui enflamme la Syrie et dans une moindre mesure celle qui impacte la Libye, n'ayant pas encore réussi à se doter d'une véritable assise démocratique.

Concernant ces deux foyers, le Président nigérien a mis en garde devant un embrasement régional qui à terme pourrait se prolonger à tout le Proche- et Moyen-Orient ainsi qu'à l'entière région sahélo-saharienne allant du Nigeria jusqu'à la Somalie.

Furent aussi évoquées les relations bilatérales entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République du Niger qualifiées de très bonnes par M. Laurent Mosar.

M. Issoufou a donné l'assurance appuyée au Président de la Chambre que les aides versées par le Grand-Duché au Niger dans le cadre du financement de projets de coopération arrivent à bon port, ceci d'autant plus que depuis son arrivée au pouvoir il y a deux ans, le Niger a fourni d'énormes efforts en faveur d'une meilleure gouvernance économique et politique.



M. Mahamadou Issoufou et M. Laurent Mosar

## Laurent Mosar rencontre André Azoulay de la fondation Anna Lindh

M. André Azoulay, Président de la Fondation Anna Lindh, a eu une entrevue avec le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, le 14 mai 2013. Les interlocuteurs se sont prononcés en faveur d'un développement de la dimension parlementaire du dialogue interculturel à travers l'Europe et la Méditerranée. Ils ont rappelé les défis qui se posent pour la région autour de la Méditerranée et se sont montrés particulièrement concernés par le drame palestinien et la situation en Syrie.

Les deux Présidents ont évoqué le Forum Méditerranéen de la Fondation Anna Lindh qui représente une occasion unique pour des représentants de la société civile venant de la région euro-méditerranéenne d'échanger leurs avis dans le respect de leurs cultures et croyances respectives.

M. Azoulay a exprimé le souhait de voir se transformer en actions concrètes les nouvelles idées formulées au cours du Forum.



M. André Azoulay et M. Laurent Mosar

## Coopération parlementaire dans le cadre de l'UEM

La Conférence des Présidents de Parlement de l'Union européenne qui s'est déroulée du 21 au 23 avril 2013 à Nicosie était focalisée sur la création de la conférence prévue à l'article 13 du traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire permettant aux Parlements nationaux et au Parlement européen de débattre des politiques budgétaires et d'autres questions régies dans ledit traité.

M. Marcel Oberweis, qui a représenté la Chambre des Députés, a souligné dans son intervention qu'il importe surtout et avant tout de ne pas perdre de temps alors qu'il s'agit d'une matière cruciale qui touche à l'autonomie budgétaire. Il faut absolument trouver rapidement une solution qui puisse donner satisfaction à tous les parlements».

Les Présidents ont retenu que la conférence se composera de représentants de tous les Parlements nationaux des États membres de l'Union européenne et du Parlement européen, chaque Parlement déterminant la composition et la taille de sa délégation. La conférence se réunira deux fois par an, en coordination avec le cycle du semestre européen. Au cours du premier semestre de chaque année, la conférence se tiendra à Bruxelles et sera co-organisée et coprésidée par le Parlement européen et le Parlement du pays assurant la présidence du Conseil de l'Union européenne, alors que durant le deuxième semestre, la Conférence sera organisée et présidée par le pays assurant la présidence semestrielle du Conseil.

La solution préconisée par la Conférence des Présidents s'est en fait rapprochée de la proposition du document de travail élaboré lors de la réunion informelle des Présidents de Parlement des pays fondateurs de l'Union européenne et du Parlement européen que la Chambre des Députés avait organisée à Luxembourg en date du 11 janvier 2013.

D'autres sujets à l'ordre du jour de la Conférence des Présidents étaient le rôle des Parlements nationaux dans le renforcement de la démocratie et des droits de l'Homme dans les pays tiers, en particulier dans la région méditerranéenne, ainsi que le rôle des Parlements nationaux dans



M. Marcel Oberweis

la cohésion sociale en période d'austérité.

À propos du renforcement de la démocratie dans les pays tiers, les Présidents ont encouragé les Parlements nationaux et le Parlement européen à poursuivre leurs activités dans ce domaine, y compris les programmes d'assistance technique, d'échange et de jumelage, le soutien aux défenseurs des droits de l'Homme et de la démocratie, l'adoption des résolutions pertinentes et la ratification de traités et de conventions. Ils ont souligné que toute aide apportée doit s'effectuer dans un esprit de respect mutuel avec des élaborations conjointes de projets, de manière à assurer une coopération véritablement efficace.

En ce qui concerne le rôle des Parlements nationaux dans la cohésion sociale en période d'austérité, les Présidents ont estimé que les Parlements nationaux devraient être associés de façon étroite à l'élaboration et à la mise en œuvre du cadre pour le renforcement des réformes économiques et sociales au niveau national. Ils ont reconnu également que le processus du semestre européen, introduit par le «Six Pack», est un outil destiné à améliorer la coordination des politiques de l'Union européenne concernant les questions macroéconomiques et structurelles.



## Cohérence et coordination des politiques de développement

Le 23 avril 2013, la Commission du Développement du Parlement européen (PE) a accueilli à Bruxelles les députés des parlements nationaux pour débattre de la cohérence et de la coordination des politiques de développement. La présidente de ladite commission, Mme Eva Joly, a rappelé qu'il était essentiel, plus particulièrement dans un contexte de crise économique, de coordonner les efforts en la matière et d'assurer leur cohérence tant au niveau national qu'au niveau de l'Union européenne (UE).

Le commissaire Andris Piebalgs a souligné que la coopération au développement constituait un outil essentiel pour atteindre la prospérité, la paix et le développement durable mondial. La cohérence des politiques pour le développement (CPD) pouvant avoir un effet multiplicateur sur l'aide publique au développement (APD), l'UE cherche à réduire au minimum les contradictions et à construire des synergies avec les autres politiques qui ont un impact sur la politique de coopération.

C'est ainsi qu'en 2005, l'UE a décidé d'appliquer cette approche dans douze domaines d'intervention susceptibles d'accélérer les progrès accomplis dans la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement. Des résultats positifs en termes de CPD ont pu être observés dans certains domaines, entre autres avec la Directive sur les exigences d'information visant l'industrie extractive et les exploitants de la forêt primaire et des obligations d'information financière simplifiées pour les PME. Cette directive devrait pouvoir rendre plus transparente une industrie qui a souvent agi de manière opaque, et devrait contribuer à lutter contre la fraude fiscale et la corruption ainsi qu'à créer un cadre où à la fois les entreprises et les gouverne-



M. Marc Angel

ments peuvent être amenés à rendre des comptes quant à l'usage des revenus issus des ressources naturelles. Des efforts importants restent néanmoins à fournir et la Commission a appelé les États membres à honorer leurs engagements d'APD. Le député européen Louis Michel a souligné que les États membres s'étaient engagés à atteindre 0,56% pour 2010 et 0,7% du PIB en 2015, et que ces objectifs étaient loin d'être atteints.

D'autres sujets ont été débattus, comme la diminution de l'APD dans un contexte de crise économique mondiale; la nécessité d'une source de revenu global après l'occasion manquée de la taxe sur les transactions financières; l'importance de flux financiers prévisibles et transparents; la coopération Sud-Sud et l'avenir de l'accord de Cotonou. Plusieurs députés ont appelé à une spécialisation des donateurs en matière de développement.

Le député luxembourgeois Marc Angel a félicité le commissaire pour son engagement au sein des Nations Unies dans le groupe qui prépare l'après-2015 dans le cadre des Ob-

jectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et pour vouloir fusionner les OMD avec les objectifs du développement durable (ODD). La communication de la Commission «Une vie décente pour tous: éradiquer la pauvreté et offrir au monde un avenir durable», qui propose un cadre global pour traiter de ces questions, dans le but de parvenir à une position commune de l'UE qui permettra d'alimenter le débat aux Nations Unies et dans le monde entier, constitue un grand pas selon le député.

Ce dernier a d'ailleurs rappelé que le Luxembourg consacrait depuis plus de dix ans 0,7% de son PIB à l'APD, et 1% du PIB depuis deux ans. Le Grand-Duché a par ailleurs modifié sa loi sur la coopération au développement en 2012 pour y inscrire la cohérence des politiques pour le développement instituant, entre autres, un comité interministériel qui se réunit régulièrement pour débattre des questions de développement.

Le député européen Charles Goerens, rapporteur sur la CPD au Parlement européen, a défini la CPD comme le cadre nécessaire pour «ne pas démolir dans un secteur ce qui a été construit dans un autre». Afin d'améliorer la CPD, le député a proposé de répéter ce type de réunions interparlementaires sur la cohérence et a invité les parlements nationaux à lui faire part de leurs avis sur le sujet qui pourront alimenter le rapport dont il est chargé au sein du PE.

La réunion s'est terminée sur un débat autour de la nécessité de coordonner les politiques de développement entre la Commission et les États membres afin d'augmenter l'efficacité de l'aide et de réduire les coûts de transaction pour contribuer à un développement plus efficace et durable.

Conférence internationale

## Coopération - Aide au développement



M. Andris Piebalgs et M. Marcel Oberweis.

La conférence internationale, organisée par l'Assemblée Balte à Riga du 9 au 11 mai 2013 et à laquelle furent invités le Conseil Nordique, le Parlement Benelux et les pays de Visegrad et du GUAM (Géorgie, Ukraine, Azerbaïdjan, Moldavie), se focalisait sur les résultats obtenus quant aux défis de l'aide au développement, tout en tenant compte des Objectifs du Millénaire pour le développement 2015 (OMD).

Cette aide représente une partie importante de la politique étrangère de l'Union européenne. Il fut souligné que seulement cinq pays européens dépassent le taux demandé de 0,7% du PIB. Quoique les crises financière et économique n'aient pas encore trouvé de solution, les efforts envers les plus démunis de ce monde ne doivent pas être réduits.

La politique européenne de développement a amélioré la qualité de vie de millions de citoyens dans les pays en voie de développement, et surtout celle des femmes et enfants. À travers une plus grande cohérence, la coopération entre les autres politiques sur le terrain a été achevée et ceci en supportant les initiatives aux niveaux bilatéral et international.

Dans son discours, M. Andris Piebalgs, membre de la Commission européenne et responsable pour le volet de la coopération humanitaire, a souligné que l'Union européenne, puissance commerciale et industrielle, est restée le premier pourvoyeur public en faveur des pays en voie de développement. L'Union s'efforce d'aider de manière financière et matérielle afin d'éradiquer la pauvreté, soutenir la croissance et favoriser le développement durable. De plus, les 27 États membres s'efforcent à protéger les droits de l'Homme en encourageant la bonne gouvernance.

Les exploits non réussis en faveur des OMD 2015 ont été commentés par les différentes délégations et il fut demandé à l'Union européenne d'entreprendre tous les efforts afin que des résultats soient obtenus en 2015. Il fut énoncé que tant que la faim règne sur la planète, il y n'aura pas de paix. Dans ce cadre il fut mentionné que l'Union européenne entretient des relations privilégiées avec les pays ACP (ensemble des pays et entités d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique) et des exploits ont été réalisés dans les domaines de l'irrigation, de la santé et de l'éducation des femmes.

Un autre élément de la conférence fut le changement climatique et la mise à disposition d'énergie. Dans ce cadre on a souhaité que l'Union européenne mette en exergue ce dossier lors du sommet mondial sur l'environnement des Nations Unies à Varsovie fin de cette année.

Dans son intervention, M. Marcel Oberweis, Président du Parlement Benelux, a expliqué la coopération entre les trois pays de Benelux tout en soulignant les relations avec l'Assemblée Balte, le Conseil Nordique et les pays de Visegrad et du GUAM. Le nouveau Traité sur le Benelux porte sur trois domaines, entre autres le développement durable, l'aide humanitaire et le respect des droits de l'Homme. Dans ce contexte le Parlement Benelux organisera prochainement une conférence sur «L'immigration vers la forteresse européenne».

En guise de conclusion, la conférence s'est prononcée pour que les «best practices» présentées par les différents intervenants soient mises à disposition des trois milliards d'individus démunis afin d'améliorer leur qualité de vie.

## Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE)

Du 22 au 26 avril s'est tenue à Strasbourg la 2<sup>e</sup> partie de la session ordinaire de 2013 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE). La Chambre y fut représentée par M. Fernand Boden, Président de la délégation luxembourgeoise, Mmes Anne Brasseur, Lydia Mutsch, M. Norbert Hauptert et M. Félix Braz, membres effectifs respectivement suppléants.

Parmi les points figurant à l'ordre du jour et ayant fait l'objet d'une attention toute particulière de la part des parlementaires, il y a lieu de citer:

- la lutte contre le «tourisme sexuel impliquant des enfants» et le bilan à mi-parcours de la campagne «1 sur 5», initiée par les parlements pour combattre la violence sexuelle à l'égard des enfants;

- la discrimination envers les enfants roms ainsi que la violence subie par les communautés religieuses;

- l'accès des jeunes aux droits fondamentaux et l'éducation des jeunes européens, un défi qu'il s'agit de relever d'urgence;

- l'éthique dans la science et la technologie, y compris la mise en balance des avantages et des risques que constitue la nanotechnologie pour la santé publique et l'environnement;

- la gestion des défis en matière de migrations et d'asile au-delà de la frontière orientale de l'Union européenne.

Cette 2<sup>e</sup> session a vu se tenir un seul débat d'actualité. Il y fut ques-



(de gauche à droite) M. Félix Braz, Mme Lydia Mutsch, M. Fernand Boden, S.E. M. Ronald Mayer, Ambassadeur et Représentant permanent du Grand-Duché auprès du Conseil de l'Europe, Mme Anne Brasseur, M. Norbert Hauptert ainsi que Mme Toiny Thommes-Gerbac, secrétaire de la délégation luxembourgeoise.

tion des citoyens syriens contraints de quitter leur pays à cause de la guerre civile y sévissant et qui ont trouvé refuge dans les pays voisins de la Syrie que sont la Jordanie, la Turquie, le Liban et l'Iraq. Leur prise en charge et l'aide internationale pour les soutenir furent notamment débattues.

Parmi les discours prononcés à la tribune de l'assemblée, celui de Joachim Gauck, Président de la République fédérale d'Allemagne, intrigua un grand nombre de parlementaires. À la question de Mme Anne Brasseur, Présidente du groupe ADLE (Alliance des démocrates et libéraux pour l'Europe), de savoir comment il voit le «vivre ensemble» des diverses confes-

sions en Europe, M. Gauck répondit que le «vivre ensemble» pourrait mieux se réaliser si tout le monde était au fond de lui-même davantage convaincu de ses propres valeurs. Et d'ajouter: «J'ai parfois l'impression que les catégories de la population qui penchent le plus vers l'intolérance sont surtout celles qui doutent de leur propre identité. Dès lors, elles ont littéralement besoin des différences incarnées par les autres afin de pouvoir mettre l'accent sur leurs propres valeurs».

Au cours de la 2<sup>e</sup> partie de la session ordinaire de 2013 de l'APCE, dix résolutions, cinq recommandations et un avis furent en tout et pour tout adoptés.



# Chamber TV

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op  
**www.chd.lu**  
mat de Rubriken

- Actualité
- Organisation et fonctionnement
- Travail à la Chambre
- La Chambre et l'UE
- La Chambre et vous





## Sommaire

- 6516 - Projet de loi relatif à la construction d'une nouvelle Bibliothèque nationale à Luxembourg-Kirchberg
  - Rapport de la Commission du Développement durable: M. Fernand Boden
  - Discussion générale: Mme Martine Mergen (Mme Lydie Polfer intervient), Mme Lydie Polfer (M. Gast Gibéryen intervient), M. Ben Fayot (Mme Lydie Polfer intervient), Mme Josée Lorsché, M. Fernand Kartheiser, M. Jean Colombero, M. Serge Urbany, M. Xavier Bettel (M. Michel Wolter intervient); Mme Martine Mergen pose une question
  - M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures
  - Mme Octavie Modert, Ministre de la Culture
  - M. Jean Colombero (parole après ministre)
  - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
- Résolution relative à la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2012/34/UE du Parlement européen et du Conseil du 21 novembre 2012 établissant un espace ferroviaire unique européen, en ce qui concerne l'ouverture du marché des services nationaux de transport de voyageurs par chemin de fer et la gouvernance de l'infrastructure ferroviaire (document COM(2013)29 final) et à la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (CE) n°1370/2007 en ce qui concerne l'ouverture du marché des services nationaux de transport de voyageurs par chemin de fer (document COM(2013)28 final)
  - Art. 169 (5) du Règlement de la Chambre
  - M. le Président
  - Vote sur la résolution (adoptée)
- Débat d'orientation sur l'état actuel de la viticulture
  - Exposé: M. Raymond Weydert
  - Débat: M. Léon Gloden, M. Carlo Wagner, M. Ben Scheuer, M. Henri Kox, M. Gast Gibéryen, M. Jean Colombero
  - M. Romain Schneider, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural (M. Henri Kox pose une question)
- Dépôt d'une proposition de loi par M. Gast Gibéryen
  - M. Gast Gibéryen

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Claude Wiseler, Mme Octavie Modert et M. Romain Schneider, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.00 heures)

► **M. le Président.**- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

► **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.*- Neen, Här President.

► **M. le Président.**- Den éischte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut ass de Projet de loi 6516 iwwert de Bau vun enger Nationalbibliothék um Kierchbiereg. D'Riednerzäit ass hei nom Modell 1 festgeluecht, an et hu sech bis elo schonn ageschriwwen: d'Madame Mergen, d'Madame Polfer, den Här Fayot, d'Madame Lorsché, den Här Kartheiser an den Här Urbany. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den Här Fernand Boden. Här Boden, Dir hutt d'Wuert.

### 1. 6516 - Projet de loi relatif à la construction d'une nouvelle Bibliothèque nationale à Luxembourg-Kirchberg

#### Rapport de la Commission du Développement durable

► **M. Fernand Boden** (CSV), *rapporteur.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir diskutieren haut iwwert de Gesetzesprojet fir de Bau vun enger neier Nationalbibliothék um Kierchbiereg hei an der Stad. Et ass e Projet, deen eng grouss Bedeitung huet fir dat kulturellt, fir dat intellektuellt a soziaalt Liewen zu Lëtzebuerg. Et ass e Projet, iwwert dee scho ganz vill Joren diskutéiert ginn ass an op dee vill Leit säit Laangem waarden.

Wat d'Geschicht, d'Entwécklung an d'Missioun vun der Nationalbibliothék ugeet, verweisen ech fir den Detail op mäi schrëffleche Rapport.

Ech wëll just drun erënneren, datt d'Wuerzele vun der Nationalbibliothék op 1798 zrëckféieren, also d'Zäit vun der franséischer Besatzung. A bis an d'60er Jore war si eng éischter modest Institutioun mat weineg Mëttele. E puer Faiten hunn hir zu engem groussen Opschwung verhollt. 1958 ass den Dépôt légal agefouert ginn, dat heescht d'Obligatioun vun den Éditeuren, fir hir Publikatiounen der Nationalbi-

bliothék zouzestellen. An 1973, also viru genee 40 Joer, ass d'Nationalbibliothék an deem speziell dofir renovéierte Gebai vum Ale Kolléisch niewert der Kathedral installéiert ginn.

Virun allem dëst neit Gebai am Zentrum vun der Stad an och nach d'Gesetzter vun '88 an 2004 iwwert d'Reorganisatioun vun de staatleche Kulturinstituter hunn der Nationalbibliothék eng schnell Entwécklung erméiglecht. Et sinn no a no nei Servicere geschafte ginn, wéi d'Informatisioun vum bibliographesche Katalog, d'Schafung vum Centre d'études et de documentation musicales, enger Mediathék an engem photographesche Service. D'Kollektiounen hu sech erweidert, an och d'Zuel vun de Besucher ass no an ganz staark gewuess.

D'Nationalbibliothék huet virun allem véier grouss Missiounen ze erfüllen:

Éischtens ass si eng Bibliothèque patrimoniale. Dat heescht, si konservéiert a valoriséiert hir al Fongen, déi sougenannte Réserves précieuses. Si sammelt, si konservéiert a katalogiséiert all déi hei zu Lëtzebuerg editéiert Publikatiounen, déi sougenannt „Luxemburgensia“, an och déi Publikatiounen, déi am Ausland erschéngen an déi am Zesummenhang sti mat Lëtzebuerg. Méi wéi 1,5 Milliounen Dokumenter op materiellem Support sinn hei an der Nationalbibliothék stockéiert.

Zweetens ass si zënter hirem Bestoen déi Haaptwëssenschafts- a Fuerschungsbibliothék hei am Land. D'Zesummesetzung vun hire Fongen ënnersträcht dëst och. Ongeféier zwee Drëttel vun de Fonge stamen aus dem Ausland, fir der grousser Nofro vum Léierpersonal, de Fuerscher an de Studente gerecht ze ginn.

Drëttens ass si awer net eng Bibliothék, déi enger gewëssener Elite virbehalen ass, mä si ass virun allem eng öffentlech Lies- an Ausléinungsbibliothék fir de grouss Publikum. D'Popularitéit vun der Nationalbibliothék ass iwwerregens stänneg gewuess. Si hat 2012 ronn 88.000 Visiteuren, an dat obschonn déi numeresch Medien ëmmer méi wichteg ginn. 2011, zum Beispill, ass de Site eLuxemburgensia.lu 659.134-mol consultéiert ginn.

Véiertens erfëllt d'Nationalbibliothék d'Aufgab vun enger Déngschtleeschungs- a Koordinatiounsstell fir déi öffentlech Bibliothéiken hei am Land. Dës Aufgab huet sech zënter dem

Opschwung vun der Numerisatioun, déi eng méi grouss Standardisatioun erfuerdert, staark entwéckelt.

Dës véier Haaptmissiounen vun der Nationalbibliothék wäerten och an deenen nächste Jore wuel déi nämlech bleiwen, mä si fannen an engem geännerten Ëmfeld statt, deem ee beim Neibau muss Rechnung droen.

Wat sinn dës Ännerungen?

Éischtens, d'Konsequenze vun der numerescher Revolutioun op d'Aarbechte vun der Bibliothék si villfälteg a si änneren zimlech radikal déi intern Fluxen an och d'Aarbecht vum Personal. Nei Erausforderungen an Erwaardungen kommen op d'Bibliothék duer. D'Aufgab, dee gedrechten nationale Patrimoine ze numeriséieren an en dem breede Publikum zur Verfügung ze stellen, wäert méi e grouss Stellewäert kréien.

An deem Mooss, wou eis Bevëlkerung hei am Land ëmmer méi international gëtt, gëtt hir Roll als Kohäsiounselement fir eis Gesellschaft och ëmmer méi wichteg duerch d'Förderung vun der Lëtzebuurger Sprooch a Kultur an och vun anere Sproochen a Kulturen.

An enger Zäit, wou Kënnen a Wëssen an eiser Gesellschaft ëmmer méi u Bedeitung gewannen, wou „lifelong learning“ ëmmer méi zouhëlt, kann d'Nationalbibliothék dozou e wichtige Bäitrag leeschten, an dat komplementär zur schoulescher Bildung a Weiterbildung.

Esou wéi viru 40 Joer brauch d'Nationalbibliothék nei Infrastrukturen op engem neie Site, fir hir Missiounen kënnen erfollegräich an zefriddestellend ze erfüllen a fir déi nei Erausforderungen, déi op si zoukommen, ze meeschteren.

Et ass säit Laangem gewosst, datt d'Verbesserung an den Ausbau vun den Infrastrukturen net Schrëtt gehalen huet mat dem Opschwung vun der Nationalbibliothék a mat der Entwécklung vun hiren Aktivitéiten a Missiounen.

Am Laf vun de Jore sinn d'Defiziter an d'Mängel vun den Infrastrukturen ëmmer méi grouss ginn: net genuch an net méi ugepasste Raimlechkeeten; inadäquat Méiglechkeete fir de Stockage an d'Conservatioun vun den Dokumenter; keng zäitgeméis Liessäll; e Mangel u Sécherheet fir d'Kollektiounen. Folglech ass d'Zil vum virleiende Projet, fir dës Mësselen ze behiewen an der Nationalbibliothék endlech déi néideg Raimlechkeeten zur Verfügung ze stellen.

D'Haaptobjektiver vum Bauprogramm sinn: e méiglechst direkten Accès un d'Dokumenter an de Liessäll; eng grouss Aménagéierungsflexibilitéit fir déi Beräicher, wou d'Dokumenter kënnen konsultéiert ginn; rationell Circuite vun den Dokumenter; kloer definéiert an hierarchiséiert Sécherheetskriterien, an eng rigouréis preventiv Conservatioun.

No de virleiende Schätzung wäerten d'Käschte vum Neibau vun der Nationalbibliothék sech op 112.171.000 Euro belafen, esou datt mir hei an der Chamber gréng Luucht musee gi fir de Bauprojet. Et ass scho laang a vill iwwert de Site vun der neier Bibliothék diskutéiert ginn. Et ass kloer, datt een eng Nationalbibliothék net egal wou hi ka setzen. Si muss do stoen, wou d'Leit sinn a wou se lichte accessibel ass.

Säit ronn 20 Joer ass no engem gëeegente Site gesicht ginn. Nodeems d'Méiglechkeet fale gelooss ginn ass um aktuelle Site, nieft der Kathedral an d'Déift ze bauen, huet d'Regierung sech '98 fir de Bau vun enger Annex um Kierchbiereg ausgeschwat. Dëse Choix ass awer erëm fale gelooss ginn, well esou en Opsplécken op méi Sité sécherlech méi Nodeeler wéi Virdeeler mat sech bruecht hätt. D'Optioun, d'BNL op Esch Belval ze plënnere, ass net zrëckbehale ginn. An et war och alle Responsabele relativ schnell kloer, datt et kaum Méiglechkeete géif ginn, en adequate Site an der Alstad oder am Garer Quartier ze fannen.

2003 ass en Architektoconcours lancéiert ginn mam Zil, d'BNL op der Place de l'Europe am Robert-Schuman-Gebai ze installéieren, dat speziell dofir sollt renovéiert ginn. Dëse Projet wier allerdéngs ganz deier ginn an et hätt och wuel nach bis 2020 gedauert, bis eppes geschitt wier, well jo nach d'Servicer vum Generalsekretariat vum Europaparlament an deem Gebai ënnerbruecht sinn an déi fir d'Éischt hätte misse relogéiert ginn.

Schlussendlech ass dann 2010 d'Entscheidung gefall, fir eng nei BNL um Bricherhaff um Kierchbiereg ze bauen. Den Terrain mécht den Eck Avenue John F. Kennedy - Boulevard Konrad Adenauer a bréngt eng ganz Rei vu Virdeeler mat sech: En ass lichte ze erreeche mam öf-

fentlechen Transport, en ass no beim groussen Akafszentrum an dem Kino, gradesou wéi bei der Europaschoul. Esou datt eng grouss Mixitéit vu Leit do virzefannen ass.

Um neie Site, deen eng Gréisst vu ronn 1,6 ha huet, ginn dann all d'Servicer an all d'Dépôte vun der BNL ënnerbruecht. Och de Bicherbus, deen am Moment zu Dikrech ass, wäert am neie Gebai seng Plaz fannen. Duerch de Regruppement op dësem Site unique kann et zu enger Rationaliséierung vun der Aarbechtsorganisatioun kommen an och zu enger Verbesserung vun den Aarbechtskonditiounen vum Personal.

Selbstverständlech wäert de Stat och nach Geld doduerch spueren, datt déi Loyerer, déi haut fir d'Annex bezuelt ginn, ewechfalen, gradesou wéi d'Käschte fir d'Astandhalung vum Site um Boulevard Roosevelt.

Ech wëll och nach bemierken, datt am neie Gebai, no Récksproch mat alle Concernéierten, och d'Bibliothéksservicer vum Institut grand-ducal a vun der Société préhistorique ënnerbruecht ginn.

Fir datt esou eng Situatioun, wéi mer se haut am aktuelle Gebai kennen, ka vermidde ginn, gesäit de Projet de loi vir, an der neier BNL genuch adequat Raimlechkeeten ze schafen, fir de gudden Fonctionnement vun enger moderner Bibliothék ze garantéieren. D'Berechnunge fir déi néideg Surfacen hu verschiddene Facteure Rechnung gedroen. Sinn haut 40.000 Bicher an Dokumenter direkt accessibel fir de Public, esou sollen dat der am neie Gebai 300.000 ginn. A bis 2045 solle ronn 3,2 Milliounen Dokumenter an de Magasinë stoen; also duebel esou vill ewéi haut.

Et gi Raimlechkeete geschafft, déi am aktuelle Gebai ganz feelen, zum Beispill: Ausstellungssäll; Konferenzzaim; Formatiounssäll; nei gemütlech Liessäll; Aarbechtsemplacementer, fir eenzel a fir a Gruppen ze schafen; e Beräich fir Eltere mat Kanner, an och eng Cafeteria.

Eng Evolutioun vun der Demande, déi zesummenhängt mat der Entwécklung vun eiser Bevëlkerung an och vum Bildungsniveau, ass a Betruucht gezu ginn. D'Entwécklung vum Bestand vun de Fongen ass no engem Schléssel, deen och am Ausland ugewannt gëtt, berechent ginn.

Duerch dat rasant Uklamme vun den digitalen Dossierer ass et natierlech am Moment ganz schwieereg anzuschätzen, wéi vill Plaz ee laangfristeg fir de Stockage brauch. Et wier allerdéngs sécherlech e Feeler dovun auszegoen, datt et zu engem allgemenge Réckgang vu Pabeierpublikatiounen géif kommen. Momentan ass et jo esou, datt obschonn déi digital Publikatiounen staark wuessen, och d'Publikatiounen op Pabeier nach klammen. Souwisou gehéiert et zu den obligatoresche Missiounen vun enger Nationalbibliothék, d'Printmedien a méi engem grouss Mooss nach méi laang ze konservéieren, wéi dat fir aner Bibliothéiken de Fall ass.

Aus dësem Grond ass och d'Sécherheet vun de Kollektiounen, a besonnesch d'Luxemburgensia, eng vun de Prioritéiten beim Ausschaffe vum Programm a vun der Architektur vun der neier BNL. Am neie Gebai gëtt grouss Wäert op den direkten Accès zu de Bicher geluecht, gradesou wéi zu den audiovisuellen Toun- an digitalen Dokumenter.

Eng vun den Ambitiounen ass et, eng sougenannte Wohlfühlbibliothék ze schafen. Dat heescht eng Bibliothék, wou de Client a senger Fräizäit gären hikënn, fir sech beim Liese weiderzubilden, sech mat aneren auszetauschen an Neies ze entdecken.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Basissiddi hannert dësem Projet ass e funktionnell a representatiiv Gebai ze schafen, dat qualitativ héichwäerteg ass a puncto Confort an Energieeffizienz. Et soll ganz flexibel aménagéiert kënnen ginn, fir eng einfach an effikass Exploitatioun ze erméiglechen. Et sinn dofir innovativ Léisunge gesicht ginn, fir déi architektoneschen an technesch Choixen ze maachen.

Wat d'Architektur selwer ugeet, do wäert ech probéieren, an e puer Wierder ze erklären, wat ee sech awer vill besser op engem Plang ukucke kann. Aus dësem Grond verweisen ech op d'Plang, esou wéi se um Projet de loi drunhän-



ken. Da kënt Der lech e bessert Bild iwwert déi nei Bibliothéik maachen.

D'Entréesfassad, déi a Richtung Avenue Kennedy orientéiert ass, ass duerchsiichteg a representativ. Et soll ee scho vu Wäitem erkennen, datt et sech ëm d'Gebai vun der Nationalbibliothéik handelt.

Wat d'Gebai selwer ugeet, esou kann een dräi raimlech Zonen ënnerscheiden: d'Entréeszon mat engem oppene Forum iwwer zwee Stäck; dann d'Mëttelzon mat Consultationsterrassen, déi sech no baussen opmaachen duerch eng Fassad aus Glas, déi op eng Gréngzon nördlech vum Gebai orientéiert ass; dann d'Zone Magazin Akropolis mat fénnef Stäck fir de Stockage vun de Kollektiounen an de Fongen, dovunner dräi ënnerdeeg. An dodriwwer kënt dann um Niveau 3 dee grouss Liessall.

De Bauprogramm, dee refléiert déi funktionell Organisatioun vun der Nationalbibliothéik, déi sech a siwe Secteuren opdeelt. Déi siwe Secteuren sinn:

Éischtens emol, den Accueil, dat heescht de Foyer, d'Caferia, d'Boutique, d'Konferenz- a Formatounssäll, Raim fir Ausstellungen. Dësen Accueil huet eng Gesamtläch vun 2.220 m<sup>2</sup>.

Zweetens, de Beräich fir d'Consultation vun de Bicher an Dokumenter mat 6.332 m<sup>2</sup>.

Dann drëttens, d'Magasin, wéi gesot op fënnef Stäck, fir de Stockage vun den Dokumenter. Dat sinn 11.800 m<sup>2</sup>.

Véiertens, den interne Service mat allen Aktivitéite fir d'Veerarbeitung vun den Dokumenter an de Kollektiounen op 1.772 m<sup>2</sup>.

Fënneftens, den administrative Beräich op 508 m<sup>2</sup>.

Sechstens, de Logistikberäich op 907 m<sup>2</sup>, an da sinn nach 490 m<sup>2</sup> virgesi fir den Institut grand-ducual an d'Société préhistorique.

Domadder komme mer dann op en Total vu 24.029 m<sup>2</sup> Notzfläch. Also eng grouss Fläch, déi hei zur Verfügung steet. A sollt et emol eng Kéier néideg sinn, fir d'BNL ze vergréisseren, da kann een dat a Richtung Gréngzon laanscht de Boulevard Konrad Adenauer maachen.

Ech invitéieren lech och alleguer, a mengem schrëftleche Rapport nozeliesen, op wéi eng flott a wéi eng effikass Aart a Weis d'Bicher transportéiert ginn an da mat engem Lift an engem Monte-charge dispatch ginn. Dëse sophisticateden Transportsystem huet eng duerchschnëttlech Capacitéit vu 500 bis souguer 1.000 Dokumenter pro Dag.

Erlaabt mer nach e puer Wuert zum energetesche Konzept vun der neier BNL. Et handelt sech ëm en extrem energieeffizient Konzept, dat op enger héich qualitativer Enveloppe, enger effikasser Thermik vun der Struktur vum Gebai baséiert. Doduerch ginn et kuerz Phase vun Erhéizung am Wanter, vun Ofkillung am Summer, an duerno laang Phasen, wou keng zousätzlech Energie muss genotzt ginn. D'Sonnlicht spillt och eng grouss Roll, wann et drëm geet, d'Gebai opzehëtzen.

Doniewent gëtt och op erneierbar Energien zréckgegraff: Wärmetausch a Kollektoren am Buedem, Reewaasseropfänken. An da ginn och souwäit wéi méiglech d'Wärmequellen am Gebai selwer genotzt, fir ze hëtzen, wéi zum Beispill d'Wärmt, déi vun de Computerserveren ausgestrahlt gëtt. Et ass also hei konsequent probéiert ginn, den CO<sub>2</sub>-Verbrauch, souwäit wéi et geet, erfzesetzen an dobäi ass op innovativ, mä ganz einfach an natierlech Methoden zréckgegraff ginn.

Déi nei BNL kritt och eng ganz modern Brandschutzanlag, fir fir eng beschtméiglech Sécherheet, souwuel fir d'Clienten an d'Personal wéi och fir d'Bicher an d'Dokumenter, ze garantéieren.

Bei esou engem grousser Projet ass natierlech de Finanzvolet vun enger gewëssener Envergnung. Ech hu schonn drop higewisen, datt de Gesamtkäschtepunkt sech op 112.171.000 Euro beleeft. Hei sinn awer dräi Milliounen fir Imprévuë mat abegraff. Déi järelech Ënnerhalts- a Fonctionnementskäschte wäerten zirka 7.293.000 Euro bedroen. Wann dat neit Gebai vun der BNL och bis ageriicht ass, gëtt en zousätzleche Besoin u Personal néideg, wat nei Käschte vu ronn 1.060.000 Euro pro Jahr mat sech bréngt.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, well dëst e wichtege Projet ass, hu mer eis an der Kommissioun vun der nohalteger Entwécklung an den Infrastrukturen ausgiebig domat auserneegesat. A well de Volet Organisatioun, Missioun an Aktivitéit vun der BNL schwéier vum Bauprojet selwer ze trennen ass,

hate mer och eng Réunioun mat der zoustänneger Kulturkommissioun. Et versteet een d'Konzept vum Gebai am beschten, wann een och d'Missioun vun der BNL mat a Betruecht zitt.

E puer zousätzlech Informatiounen oder Diskussionspunkten aus der Kommissioun erausgepickt: D'Käschte vun der Transformatioun vum Bâtiment Robert Schuman hätte sech 2004 op ronn 150 Milliounen Euro belaf. D'Käschte vum aktuelle Projet si staark reduzéiert ginn op 212 Milliounen. Et muss een awer och wëssen, datt de Bauprogramm ëm ronn 20% reduzéiert ginn ass par rapport zu deem deemoolege Programm.

De Bau vun neie Gebai soll 2017 fäerdeg sinn. Den Émzug an dat neit Gebai, dee muss awer an Etappe geschéien, esou datt d'Diere vun der BNL wäerten 2018 opgoen.

Et ass nach keng Décisioun geholl ginn, wéi déi véier Siten, déi momentan vun der BNL besat sinn, solle genotzt ginn. An eis Madame Kulturminister huet sech och bereet erkläert, eng méi profund Analys ze maachen, ob et sënnvoll wier, en Établissement public Bibliothèque nationale ze schafen oder net.

Här President, ofschléissend nach e Wuert zum Avis vum Statsrot. Déi héich Kierperschaft ass absolut averstane mam Projet de loi. Si huet just insistéiert, datt am Artikel iwwert d'Dépenses eng Formulatioun erausgestrach gëtt, déi net kompatibel ass mam Artikel 99 vun der Verfassung. D'Kommissioun ass dëser Opfuerderung nokomm.

An doniewent huet de Statsrot virgeschloen, mat dem virleiende Gesetzprojet explizit och d'Gesetz vum 20. Juli 1998 iwwert de Bau vun enger Annex vun der BNL um Kierchberg ze abrogéieren. Och hei ass d'Kommissioun mat der Propos vum Statsrot averstanen.

Also, no ville Jore vun Diskussioun, vu villem Hin an Hier kritt d'BNL elo endlech en neit Gebai, dat hire Missioun gerecht gëtt an dat der Nationalbibliothéik nei Perspektiven opmécht. Dofir bieden ech lech alleguer, dëse Projet ze stëmmen.

An ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Rapporteur. Als éischt Riednerin ass d'Madame Martine Mergen a gredroen. Madame Mergen, Dir hutt d'Wuert.

#### Discussion générale

► **Mme Martine Mergen (CSV).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären: „Schockéier deng Elteren, lies e Buch.“ Dat ass den Numm vun engem vill besichten Internetforum, deen haaptsächlech d'Jugend usprécht. Dëse Spontisproch zitt sech wéi e roude Fuedem duerch d'Essenz an duerch eng... pardon, iwwer eng ganz Rei Joren duerch d'Diskussioun ëm déi nei Nationalbibliothéik. Nämlech dass Liesen trotz den neie Medien net un Intérêt a Wichtegkeet verluer huet.

A wann ee Curricula vitæ liest, déi een esou ze liese kritt oder zougesechekt kritt, da weess een och, dass liese vun enger ganz grousser Majoritéit vu Leit nach ëmmer eng wichtege Fraizäitbeschäftigung ass. Dat grad an och am Zesummespill mat de neie Medien, sou wéi och de Succès vun esou Konzepter aus dem Ausland beleeden an och net zulescht den neie Konzept vun der Stater Bibliothéik.

Dass déi nei Bibliothéik... Dass den Neibau vun der Nationalbibliothéik e Must war, ass bekannt a gëtt och net ëmstridden. Mir ware mat der Kulturkommissioun net nëmmer d'Gebai vum Ale Kolléisch um Boulevard Roosevelt besichen, mä och d'Annexen, a konnten eis e Bild maachen, a wat fir fierchterleche Konditiounen d'Mataarbechter geschaff hunn an ënner wat fir Émstänn déi Schätz, déi si verwalten, ënnerbruecht waren.

De Verglach mat dem Statslabo läit hei no, wou jo eng Léisung fonnt gouf, esou wéi leider och de Verglach mat der Administratioun vun de Statsarchiven, fir déi ebenfalls an den nächste Joren onbedéngt misst eng Léisung fonnt ginn. Mä ech hunn do voll Vertrauen an eis Kulturministerin, dass dës Administratioun, déi och e wichtege vun eise Patrimoine géréiert, deemnächst op de Leescht geholl gëtt. Et kéint ee sech zum Beispill och ganz gutt virstellen, datt et méiglech wier duerch Synergie mat der neier Nationalbibliothéik eng Rei vun Double-emploien mat den Archiven ze vermeiden.

Déi grouss Chance, déi mer haut hunn, ass ganz sécher déi, ee Bau ze erlaben, deen déi ganz Nationalbibliothéik op engem Site zesummebréngt. D'Madame Polfer hat an hirem Interview op Chamber-TV gemengt, et wier schued, dass de Kierchberg eigentlech dezentral geleeë wier an der Stad an dass een als Stater Politiker d'Bibliothéik besser am Zentrum vun der Stad gesinn hätt.

Mä ofgesi vum Fait, datt et esou eng Plaz am Zentrum vun der Stad net gëtt, eng Plaz, déi wéi op der grénger Wiss, wéi et elo leeft, esou e Gebai géif erlaben, dat sämtlech Missiounen an Inhalter ënner engem Daach vereenege géif, wat Tabula rasa mécht mat deem ganze Getäsels vun den Annexen. A wann et en dat gi wier, esou e Site, dann hätten déi Gemengeresponsabel e jo kéinte scho säit Jore proposéieren. Mir hate jo eng Diskussioun, déi iwwer zéng Joer gedauert huet.

Ofgesinn dovun, fannen ech et awer pour le moins komesch, dass d'Gemeng Lëtzebuerg de Kierchberg fir dezentral hält. Schliesslech ass de Quartier Kierchberg mat senger schéine Gebaier, mat de Muséen...

► **Mme Lydie Polfer (DP).**- Madame Mergen, entweder Dir hutt net nogelauscht oder et huet een lech falsch ënnerriicht. Ech hunn dat do net an de Mond geholl, well mäi Choix, dee war um Kierchberg, an zwar bei der Philharmonie. Dat ass also net en aner. Do huet een lech falsch ënnerriicht.

► **Mme Martine Mergen (CSV).**- Also e bësse manner zentral.

#### (Interruption)

► **M. le Président.**- Esou, elo huet ganz eleng d'Madame Mergen d'Wuert.

► **Mme Martine Mergen (CSV).**- Bon. Jiddfalls ass de Kierchberg an onsen Aen e Fleuron vun onser Stad an e gëtt och a sämtlechen Touristebroschüren als dat erausgeschilt. De Kierchberg ass och mat sengen europäeschen an internationalen Institutioone wéi geschafendofir, d'Verbindung ze maachen tëscht europäeschen an nationale Vergaangenheeten.

De Kierchberg ass a voller Entwécklung a wäert mat dem Bevölkerungszuwues, mat der Diversifikatioun vun der Fräizäit- a Geschäftswelt, déi ze erwaarden ass, mat enger besserer Accessibilitéit, wou de Bauteminister jo och dru schafft zesumme mat de Gemengeverantwortlechen, et och iergendwa verdéngen, vum Knuedler aus gedanklech an d'Stat integréiert ze sinn. Wann de Kierchberg net attraktiv wier - an en ass et! -, da géife weder de Geschäftszentrum, nach de Kinoszentrum, nach de Sportszentrum dee Succès hunn, dee se hunn.

Mä fir awer nach ee Moment bei der Sitendiskussioun ze bleiwen. Domadder war et net geden. D'ACEL, d'Associatioun vun de Studenten, huet an engem Communiqué gefuerdert, dass een dës Nationalbibliothéik dach hätt sollen op d'Uni Belval setzen. Do wier et da méi kamoud fir Studenten a Proffen, hir Etüden a Recherchen do ze maachen. Dat zeugt onser Meinung no vun engem bedauerlechen Egoismus, well ech wëll hei ganz däitlech un d'Adress vun der ACEL an och un déi vläicht vum Här Adam soen, deen an engem Interview eng ähnlech Meinung zum Ausdrock bruecht huet, dass d'Nationalbibliothéik net eleng fir d'„Uni Lu“ geduecht ass, mä fir déi ganz Bevölkerung vum ganze Land.

Si huet eben net nëmmer d'Missioun vun enger Fuerschungsbibliothéik, mä soll a muss och hir aner Missiounen kënnen erfüllen. Dës Missioun si scho vum Rapporteur beliicht ginn. Ech wëll awer just nach déi eng oder déi aner usprechen, well si hunn net... jiddweree fir sech hu se all eng grouss Bedeutung, mä wichtege ass, dass se alleguer wichtege sinn. A si hänken zesummen.

Esou soll weiderhin d'Nationalbibliothéik hir Missioun als Lecture- a Locatiounsbibliothéik behalen. Déi nei Strukturen erlaben dat. Si si méi convivial. An et ass och proposéiert, fir d'Öffnungszäite vun der Bibliothéik ze verlängeren.

Si soll weiderhin de Patrimoine littéraire vun onsem Land verwalten. Och dat erlaben déi nei Strukturen vill besser. Si ass domadder e Symbol vun nationaler Identitéit a vu Souveränitéit a gehéiert onser Opfaassung no, esou wéi dat bei all onsen Nopeschlänner och de Fall ass, an d'Haaptstad.

Si ass och Tête de réseau. Si huet eng national Missioun och hei ze erfüllen. Si géréiert déi elektronesch Publikatiounen, déi se kofinanzéiert mat der „Uni Lu“ an de Centres de recherche publics. Si géréiert net nëmmer de Bicherbus, deen ernimmt gëtt, mä si féiert an hirem Réseau och déi ënnerschiddlech Bibliothéiken zesummen: d'Schoulbibliothéiken - zum Beispill, d'Bibliothéik vu menger aler Schoul, dem Kolléisch, war eng vun deenen éischte Schoulbibliothéiken, déi an deem Réseau waren -, d'Kulturinstituten, d'Gemengebibliothéiken, d'Bibliothéik vun der Zentralbank, d'Commission des droits de l'Homme. An och de Mouvement écologique ass interesséiert un enger Zesummenaarbecht mat där neier Bibliothéik, déi den Neibau vun hirem Zentral am Pafendall wäert erlaben.

Alles an allem sinn et ongeféier 40 Memberen, déi vum Réseau profitéieren an déi op déi Aart

a Weis der ganzer Populatioun vun onsem Land eng Offer kënnen bréngen, déi se an deenen eenzelen klengen Strukturen sécher net hätten.

Schliesslech bleift ze soen, dass d'Universitéit zwar zwou Fakultéiten op Belval kritt, mä dass eng dovunner, a sécher net déi mat deem mannste Rayonnement, an der Stad wäert bleiwen. Pour rappel.

D'CSV-Fraktioun wäert also mat grousser Begeescherung deemem Projet zoustëmmen, deem seng Realiséierung sécher net zulescht duerch den Engagement vun der Kulturministeresch a vun der Direktioun an dem Personal vun der Nationalbibliothéik erfollegt gëtt. Domadder wëll ech awer net de Mérite vum Bauteministère a Fro stellen. De Projet ass mat exemplarescher Vitesse duerch d'Prozedure vun de Kolléegen an der Bautekommissioun gaangen.

Ech wëll nach e Message vun engem Frënd vu mer bréngen, deen an der Nationalbibliothéik schafft. E schafft do säit 21 Joer, an e kritt säit 18 Joer versprach, dass se geschwé géife plëneren. An en hofft, dass et dës Kéier klapp. Domadder wëll ech nach den Accord vun der CSV-Fraktioun bréngen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci der Madame Mergen. Als nächst Riednerin ass d'Madame Lydie Polfer a gredroen. Madame Polfer, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Lydie Polfer (DP).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, fir d'Alleréischte wëll ech dem Rapporteur Merci soe fir säi ganz interessanten a ganz ausféierleche Bericht zu deemem Projet, souwuel dee schrëftleche wéi och dee mëndlechen. Dat erlaabt ons am Fong wierklech, net méi an den Detail, souwuel vun der Virgeschicht ze goen, där laanger, an déi gutt Zesummenaarbecht.

Dat gëtt besonnesch an deem schrëftleche Rapport wierklech ausdrécklech ënnerstrach. An ech wëll do nëmmer hiweisen, an dat och nach eng Kéier ënnersträchen, datt d'Stater Bibliothéik déi beschte Relatiounen mat der Nationalbibliothéik ënnerhält an datt déi Opdeelung am Fong vun den Aufgaben zënter laange Joren zesummen ofgeschwat ass. An ech wënsche mer och, datt déi gutt Zesummenaarbecht och nach laang esou bleift.

Dir Dammen an Dir Hären, et wäerten elo gläich 20 Joer hier sinn, wéi mer et gehéiert hunn, datt fir d'éischte Kéier festgestallt gouf, datt déi aktuell Raimlechkeete vun der Nationalbibliothéik ze kleng géife ginn. Et huet ee missen op Annexen zréckgräifen, fir deen ëmmer méi grouss Volumen u Stockage ënnerzékriegen. An ënner de Plazproblemer an den Nodeeler vun deem aktuelle Gebai hunn d'Aarbechtsbedéngunge vun de Leit ganz besonnesch geliden.

Awer och d'Bicher hu missen zum Deel ënner ganz schlechte Bedéngunge stockéiert ginn. Zoustänn, déi ee sech an engem Land wéi Lëtzebuerg eigentlech net hätt kënnen esou virstellen. D'Mataarbechter schwätzen dervun, datt ganz wäertvoll Fongen um Späicher stinn a Banannekëschten, datt se do stockéiert ginn an datt net genuch Personal do ass, fir se och nëmmer ze répertoriieren.

Derbäi kënt awer och, datt d'Missioun vun enger Bibliothéik sech am Laf vun leschte Jorzéngt ausgebreet hunn. Do denken ech zum Beispill un d'Konsequenze vun der sougenannter Révolution numérique, déi de Bibliothéiken eng ganz aner Aarbechtsopdeelung opzwéngt. An och sinn d'Erwaardunge vun Public immens gewuesen. An all deem soll eben déi nei Nationalbibliothéik gerecht ginn.

D'Noutwendegkeet also vun neie Raimlechkeete steet hei guer net zur Fro. A well sech dëse Projet elo schonn iwwer esou vill Joren hinczitt an elo endlech ee Projet um Dësch läit, wëll ech och direkt ënnersträchen, fir datt et kee Suspense méi gëtt: D'Demokratesch Partei wäert fir dëse Projet stëmmen.

#### (Interruptions)

Awer net ouni Bedenken.

► **Plusieurs voix.**- Aaahhh.

► **Mme Lydie Polfer (DP).**- An déi, déi an der Kommissioun waren, déi kenne se jo och schonn. Ech wëll se awer dofir hei nach eng Kéier soen. Eis Bedenken, déi sinn effektiv... déi bedrinn de Site. An zwar wéinst dem Site, op deem déi nei Nationalbibliothéik soll gebaut ginn, hu mir echt Bedenken.

Wéi den Här Rapporteur et scho gesot huet, ass also dee Site um Bricherhaff, uweuven um Kierchberg um Eck vun der Avenue Kennedy an dem Boulevard Adenauer. An de Projet de loi, dee





seet eng Rei Avantagé vun deem Site, wann dann och emol eng Kéier den Tram do wier, wat d'Accessibilitéit ubelaangt.

Fir mech gëllt een...

► **M. Gast Gibéryen (ADR)**.- Wéi laang dauert et?

► **Mme Lydie Polfer (DP)**.- Fir mech gëllt effektiv een Advantage, an dat ass deen, datt en direkt disponibel ass. Dat ass effektiv en Advantage vun deem Site op eng Rei anerer. Mä, mä...

► **M. Gast Gibéryen (ADR)**.- Hutt Der wëlls, d'Bibliothéik do ze bauen?

► **Mme Lydie Polfer (DP)**.- Mä de Bricherhaff ass awer - an ech soen et ganz kloer -, fir mech net de premier Choix. De Site u sech vun enger Bibliothéik spillt nämlech eng ganz, ganz grouss Roll fir de Succès vun enger Bibliothéik, sief dat eng Gemengebibliothéik oder sief dat eben eng Stadbibliothéik.

An ech géif do, wéi ech et effektiv op Chamber-TV scho gesot hunn, d'Beispill vun der Bibliothéik vun der Stad Lëtzebuerg..., déi jo virun e puer Joer vun dem zweete Stack um Aldringen op d'Place d'Armes geplënnert ass an de Cité a wou d'Besucherzuelen enorm - awer wierklech enorm - an d'Luucht gaange sinn. Wa mer fréier esou eng 80 Visiteure pro Dag haten, da si mer haut bei op engem normale Schaffdag zwësche 400 a 500 - dat ass also scho fënnemol méi -, an de Weekend, samsdes, komme mer gäre bis op 1.000. Dat ass also bal méi wéi eng zéngmol méi.

An dat eben duerch e Site, deen zentral geleë ass, deen net nëmmen direkt accessibel ass, mä wou eben einfach sech e grouss gesellschaftlech Liewe ronderëm och entwéckelt. Ech wollt dat hei nach eng Kéier kloer ënnersträichen, well dat e bëssen anescht duergefallt ginn ass.

De Site ass also scho ganz wichteg. E puer sinn der duerchgekuckt ginn. Bon, datt de Site beim Parvis, d'Ennerbuddle vun dem Parvis vun der Cathedral net deen ideale Site war a ganz schwéier an och ganz deier gewiescht wier, och dat steet net zur Fro. Mä et ass vun engem anere Site geschwat ginn an engem anere Projet, an zwar deen och um Kierchberg - Madame Mergen, um Kierchberg -, wou mer 2003 - do war ech nach méi no mat den Aarbechten an der Regierung befaasst -, 2003 war do een Architektoconcours organiséiert ginn, fir d'Nationalbibliothéik um Terrain vun Schuman-Gebai ze bauen. Dat heescht also an direkter Proximitéit, souwuel vun der Philharmonie, wéi eben och dem Mudam.

Et läit jo op der Hand, datt sech duerch esou eng Konzentratioun vun dräi grouss kulturellen Institutioune sech ganz einfach Synergien net nëmmen opgedrängt hätten, mä offréiert hätten. An déi hätte fir déi dräi Haiser nëmme kënnen positiv sinn. Et ass wouer, datt dee Projet dunn ausgesat ginn ass herno, fir d'Éischt aus finanziellen Ursachen, duerno well gesot ginn ass, de Schuman wier nach net disponibel, et wieren do nach Sektione vun dem Parlament dran.

Mä ech wëll dat hei nach eng Kéier soen: Et deet mir leed, datt dee Projet effektiv fale gelooss ginn ass. An den Här Boden huet selwer schonn drop geäntwert: E war effektiv méi deier, dee Projet, mä e war och méi grouss. Et ass also souwisou un Programm gefréckelt ginn. An et hätt een och kënnen un deem nach schaffen, fir de Präis erofzedringen. Dat ass dat, wat ech op Chamber-TV gesot hunn a wat ech hei wollt nach eng Kéier ënnermaueren.

Ech wëllt d'ailleurs och froen an deem Kontext - et ass opgeworf gi vu menger Virriednerin -: Wéi ass dann do, wéi gëtt déi Kollaboratioun, déi sech, wéi gesot, ugebueden hätt op dem ënneschte Kierchberg mat der Philharmonie a mat dem Mudam? Wéi leeft déi Kollaboratioun elo mat deenen zwou... also mat der Unisbibliothéik eben zu Belval? Mä do wäert d'Madame Minister eis bestëmmt drop äntwerten.

Mä da war nach en anere Site. Vun engem anere Site war geschwat ginn. An zwar 2010, den Här Minister wäert sech vläicht dorun erënnern, an der Kommissioun vum Développement durable, wou geschwat ginn ass iwwert de finanzielle Suivi vu groussen Infrastrukturprojeten, do ass op d'Villa Louvigny higewise ginn. An et ass souguer gesot ginn an et ass versprach ginn, et géif eng Faisabilitéitstudie an d'Weeër geleet ginn, fir eben ze kucken, ob dat eng Alternativ wier.

Mir hunn dovun awer net méi héiere schwätzen. Och dat wier effektiv en extrem, net nëmmen eng zentral Plaz gewiescht, mä wou ee sech also - do huet d'Imaginatioun elo guer keng Grenze méi - wonnerbar Saache hätt kënnen virstellen: mam Buch, ronderëm d'Buch am Park. Mä ech sinn... Wann ech den Här Minister kucken, da wäerte mer doriwwer nach méi Donnéeën herno a sengem Exposé kréien.

Sou! Nun ass et awer esou wäit. D'Bibliothéik soll eben op de Kierchberg kommen. An ech wollt awer och nach d'Madame Kulturminister froen: Ass éieren oder ass eng Etüd gemaach ginn oder eng Émfro, wéi d'Usagere vun der Nationalbibliothéik zu esou engem geplangten Émzuch stinn? Ass déi am Virfeld gemaach ginn? Et ass nëmmen eng Fro.

Bon, een Argument, wat ëmmer nees an der Diskussioun ëm d'Nationalbibliothéik opkënn, ass dat vun der Digitaliséierung, vun de Medien a vun Internet. Et gëtt gefrot: Wie brauch dann haut nach eng Bibliothéik, wann ech jo alles vun doheem aus iwwert den Internet ka sichen? Huet vläicht d'Zäitalter vun Internet eng Bibliothéik net ganz einfach iwwerflësseg gemaach?

An do ass awer meng Äntwert an ons Äntwert vun der Demokratescher Partei ganz kloer. An déi ass: Neen. D'Nationalbibliothéik huet eng villsäiteg Daseinsberechtigung. Mir hunn d'Fonds anciens, wou d'Nationalbibliothéik derzou bäidréit, eise Patrimoine culturel ze ënnerhalen. An datselwecht gëllt fir d'Luxemburgensia, wou d'Nationalbibliothéik all déi Publikatiounen dokumentéiert an der Öffentlechkeet zur Verfügung stellt.

D'Nationalbibliothéik ass dofir wéi eng Mémoire vun onsem Land, déi mer fleege mussen, well et ass ganz einfach e wichtegen Deel vun onser Identitéit.

An dann ass d'Nationalbibliothéik awer och eng modern Maison du savoir, déi am 21. Jorhonnert ukomm ass. Vill spezialiséiert an deier Abonnemente vu Fachzäitschrëfte kënnen an der Nationalbibliothéik zum Deel iwwert digital Medië consultéiert ginn. An ass dës Offerte - dat ass ganz kloer - géife mer den Uschloss un d'Wëssensgesellschaft ganz sécher verléieren.

Mä, an de Rapporteur huet et och gesot, d'Nationalbibliothéik ass awer och do, wou d'Mammen hir Kanner mathuelen, fir hinnen hir éischt Geschichte virzeliesen.

► **Une voix**.- An d'Pappen! D'Pappen och.

► **Mme Lydie Polfer (DP)**.- An natierlech. An natierlech. An déi zwee zesummen nach besser.

► **La même voix**.- Nach besser.

► **Mme Lydie Polfer (DP)**.- An et ass och do, wou d'Schüler an d'Studenten hikommen, fir ze léieren, a wou se den Internet solle kënnen benotzen oder Recherchë maachen. Wat ëmmer méi verschidden Nationalitéiten d'ailleurs hei zu Lëtzebuerg liewen, wat d'Nationalbibliothéik ëmmer méi wichteg gëtt, well eng Bibliothéik dréit nun einfach zur Kohäsion bäi, ënnerstëtzt souwuel déi lëtzebuergesch Kultur a Sprooch wéi all déi aner Sproochen a Kulturen, déi hei zu Lëtzebuerg zesumme vertruede sinn, a Gott sei Dank nach op eng harmonesch Aart a Weis zesummeliewen.

An eng Bibliothéik ze goen, bedeit fir jiddweneen eppes anescht. Mä de Rôle an d'Bedeutung vun enger Nationalbibliothéik ass do d'uerjer an deene vergaangene Joren ëmmer méi wichteg ginn, jo, ganz besonnesch hei zu Lëtzebuerg.

Dir Dammen an Dir Hären, wéinst all dese Grënn spillt eng Bibliothéik eng immens wichteg Roll an enger Gesellschaft, an enger Kultur vun engem Land. A bei dësem Projet stounge mir - ech hunn et am Üfank ugedeit - virun engem richtegen Dilemma, well mir an enger Situatioun sinn, wéi se weider ganz sécher net ka weiderbestoen.

D'Nationalbibliothéik brauch - mir sinn eis et bewosst - dréngend nei Raimlechkeeten. D'Bicher sollen esou séier wéi méiglech weider adequat stockéiert kënnen ginn. Déi nei Nationalbibliothéik soll och sengem Personal de beschte Kader bidden an der Demande vun den Utilisateuren gerecht ginn.

Datt dës Wohlfühlbibliothéik, wéi et och am Projet beschriwwen gëtt, datt dese Projet deem gerecht gëtt, steet och net zur Debatt. An an deem Sënn ass ons Zoustëmmung als Jo fir d'Weiderbestoe vum lëtzebuergesche Patrimoine culturel ze verstoen, awer och als Merci fir deen onermiddlechen Asaz vun der Directrice, der Madame Monique Kuffer, an all... Kieffer, an all hire Mataarbechter, déi oft a laang ënner schwierege Konditiounen elo hu misse schaffen, mä - an dat bleift - mat awer deem ongudde Gefill, datt de Site net deen éischte Choix ass.

Ech soen lech Merci fir Är Opmierksamkeet.

► **Une voix**.- Très bien!

► **M. le Président**.- Merci der Madame Polfer. Als nächste Riedner ass den Här Fayot agedroen. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Ben Fayot (LSAP)**.- Här President, dëst ass d'Lëtzebuergesche Bibliothéik, déi éischt, déi de Lëtzebuergesche Stat a senger gan-

zer Geschichte baut. Ech fannen de Werdegang vun de Lokaler vun der Nationalbibliothéik zu Lëtzebuerg symptomatesch fir d'Entwécklung vun onsem Land.

Fir d'Éischt war d'Bibliothéik, oder si huet deemools emol net esou geheescht, an engem Schloss vum Athénée vu 1798 un.

Duerno war se an enger fréierer Bank um Boulevard Royal, och e verstëbsten Lokal. Ech ka mech nach souguer erënnern: Wann d'Leit komm sinn an no engem Roman gefrot hunn, hu se e Koup dohinnergestallt kritt an hu sech dat erausgewielt.

An 1973 si se dann an den Ale Kolléisch erëmm. An et wäert 2018, '19 - loosse mer soen 2017, '18 -, sinn, bis se um Kierchberg an e Gebai op siwe Stäck mat zwee Sous-solés kënnen anzéien.

Dofir ass dese Projet e Meilesteen an der Geschichte vun Bibliothéikswiesen zu Lëtzebuerg an och an der kultureller Geschichte. An ech wëll soen, dass d'Konzeptioun vun deem Ganzen, vun deem Bau do an och d'Plaz an engem neie Quartier vun der Stad, d'Roll am kulturellen an intellektuelle Liewe vun Land dat zu engem Projet maachen, deen ee mat Begeeschterung muss begrëssen.

Ech wëll ee Wuert soen iwwert de Site, dee jo d'Madame Polfer hei kritiséiert huet. Sécher war d'Iddi, et do op den Terrain vun dem Bâtiment Schuman vum Europaparlament ze setzen, an dat ass jo schonn an där Regierung vu 1999 bis 2004, wou d'Madame Polfer Member war, an deem Projet vun dem Bolles+Wilson, ass dat jo konkretiséiert ginn.

Et huet sech awer gewisen, an ech hunn dat 2008 bei menger Interpellatioun kloer ënnersicht, dass dee Bâtiment Schuman nach soubal net fräi géif ginn. Ech ka mech erënnern, dass mer 2009 nach Sécherheets-, Sécurisatiounsmoossnamen hu misse maache vun Honnerte vun Dausende vun Euro.

An ech froe mech, wat déi Regierung vu 1999 bis 2004 wierklech ënnerholl huet, fir ze wësen, ob een enger rasonabler Zäit op deem Terrain do kéint bauen. Dat ass menger Usicht no e bëssen eng Illusioun gewiescht, fir do e Projet ze maachen, ouni dass een d'Zoustëmmung oder den Accord vun Europaparlament hat, fir an enger rasonabler Zäit ewechzegoen. Ech kommen iwwerens nach eng Kéier do-rober zrëck.

Dofir sinn ech der Meenung, dass déi Plaz, wou mer déi Bibliothéik do bauen, eng exzellent Plaz ass. Et ass eng Plaz an engem neie Quartier vun der Stad Lëtzebuerg. An et ass e Quartier, deen elo vläicht net vu Kultur strotzt, mä et ass e Quartier, deen extrem lieweg ass, wou et Banke gëtt, wou et den Auchan gëtt, wou et also ganz vill Mënsche gëtt, déi vun enger Bibliothéik kënnen ugesprach ginn.

Also, ech versti wierklech éierlech gesot meng Virriednerin net, dass se esou kritesch mat deem Terrain do ass. D'autant plus, wou et e schéine kompakten Terrain ass, op deen ee kann eng schéi Konstruktiooun setzen an deen och nach e bëssen Extensiounsméiglechkeete gëtt. Dat ass meng Meenung zu deem Quartier. Ech kann also der Madame Polfer hir Meenung dozou absolut net deelen, au contraire.

Ech wollt dann och nach soen, Här President, dass elo dat sécher laang gedauert huet, bis mer déi Bibliothéik wäerte kréien: 2017/'18. Et ass eigentlech net nozevollzéien, léif Kollegeginnen a Kollegen, firwat dass mer an engem Land, wou an deene leschte Jorzéngten esou enorm vill gebaut ginn ass - ech wëll dat net alles opzielen, mä mir hu jo riseg Investissementer gemaach -, dass do ni Geleehtheit war, fir esou eng geeschtge Infrastruktur ze schafen.

An ech wëll dozou och d'Archiven zielen. Dat ass en anert Instrument, wat indispensable ass fir e Land a fir seng kulturell a geeschtge Entwécklung. Dass mer et och do nach net fäerdegbruecht hunn, an all deene Jorzéngten, wou mer déi Investissementer gemaach hunn, fir eppes Anstännege ze bauen. An ofgesinn dovunner, huet et jo bis 2003 gedauert, bis mer eng Uni zu Lëtzebuerg kruten.

Här President, eng Fro, déi an deem Zesummenhang, säit der Grënnung vun der Uni eng Zäit laang am Raum stoung, war déi vun enger National- an Unisbibliothéik zesummen. Dat ass jo och schonn hei évoquéiert ginn. Dat war 2005, ier decidéiert gouf, d'Uni bal ganz op Belval ze zentraliséieren.

Dass elo niewent der Nationalbibliothéik an der Stad och eng Unisbibliothéik op Belval gebaut gëtt, ass an der Logik vun där Zentralisatioun. Et ass logesch, dass eng Bibliothéik als wichteg Aarbechtsinstrument op d'Uni zougeschnidde gëtt. An déi Unisbibliothéik soll jo véier verspreete Bibliothéike vun der Uni zesummen an engem moderne Bau mat och engem moderne Konzept, wat der Uni ugepasst ass, gebaut ginn.

Déi nei Nationalbibliothéik um Terrain vun der Stad erlaabt et, deen Duercherneen, deen mer elo vun Haaptgebai, Dépöten an Annexen hunn, fir doraus erauszekommen, doduerch Suen ze spueren, Iwwersicht an Effikasitéit am Service an am Bestand vun den Dokumenter ze kréien. An och derbäi komme jo déi Bibliothéike vun de véier Sektione vum Institut grand-ducal, an och do leie wichteg Bicherschätz, déi op déi Manéier revaloriséiert kënnen ginn.

A mech stéiert et net, léif Kollegeginnen a Kollegen, dass mer dann herno eng grouss Nationalbibliothéik hei an der Stad hunn, an eng anstännege, effikass a gutt ugepasste Bibliothéik op Belval fir d'Uni kréien. Ech mengen net, dass e Land wéi Lëtzebuerg sech muss schummen, fir herno zwou Bibliothéiken ze hunn, eng an der Stad an eng op dem Site vun der Uni. Ech gesinn net, wou do de Problem ass.

► **Une voix**.- Très bien!

► **M. Ben Fayot (LSAP)**.- Ech mengen och, fir dat ganz kloer ze soen, dass et logesch ass, dass déi nei Nationalbibliothéik als national Institutiooun an der Haaptstad gebaut gëtt. Si mécht d'Koordinatioun vun alle Bibliothéiken aus dem Land, si huet selwer déi gréisst Kollektioun vu Luxemburgensia. Si huet eng Réserve précieuse mat wichtegen Archiven opgebaut. Si gëtt de Site fir de Bicherbus, deen am ganze Land circuléiert. Si ass d'Instrument fir d'Fuerschung, net nëmme fir d'Uni, mä och vun de CRPen an all de Fuerscher, déi et zu Lëtzebuerg gëtt. A si ass doniewent déi gesetzlech Institutiooun fir den Dépôt légal, a si ass eng grouss öffentlech Mediathéik.

Dat ass alles an de leschte Jorzéngten opgebaut ginn, ënner oft ganz schwierege Bedéngungen, an et gëtt elo duerch den Neibau méiglech, all déi Servicer an engem logesch opgebauten Ensemble zesammenzibréngen an dem Publikum ze offréieren. Dat ass also déi Konkusioun, déi ech aus deem Projet zéien.

Här President, de 5. Mee 2010 war fir mech e ganz bedeutenden Datum. Do huet de Statsminister a senger Ried zur Lag vun Land am Numm vun der Regierung kloer an daitlech deklaréiert, déi nei Bibliothèque nationale géif um Kierchberg um Terrain beim Bricherhaff gebaut ginn, an en huet och gesot, dass d'Aarbechten 2014, nach an deser Legislatur, ufänke géifen.

Et gëtt seelen esou kloer Aussoe vun enger Regierung, wann et ëm en zukünftege Bau geet, an dat huet dann och derzou gefouert, dass déi kloer Zousoe gehollef hunn, vill Obstakelen ze iwwerwannen. Sécher, et huet vu Mee 2010 bis Mäerz 2013 gedauert, bis mer esou e Projet hei an der Chamber hunn, mä d'Haaptsaach war, dass déi Ausso do war, an dass op déi Ausso konnt opgebaut ginn, fir bis zu deemem Gesetz ze kommen.

Ech wëll och drun erënnern, dass déi Ausso deemools vum Premierminister 2010 um Enn vun enger laanger Entstehungsgeschicht war. Et ass schonn un dee Projet vun der Madame Hennicot vun 2003 erënnert ginn, deen den Architektbüro Bolles+Wilson ausgeschafft huet, deen de Concours gewonnen hat, an et ass natierlech deemools an der Diskussioun an der Haaptsaach drëm gaangen, fir sech op de Bâtiment Schuman ze konzentréieren.

Ech hunn ufanks vu menger Interventioun hei scho gesot, dass dat eigentlech schlecht ugepaakt gi war, oder vun Üfank u keng gutt Iddi war, well d'Europaparlament net esou séier géif do erausgoen.

Ech kennen e bëssen d'europäesch Institutioone, léif Kollegeginnen a Kollegen, an ech weess, wann een do net... An den Här Minister Wiseler huet jo och vill Erfahrung mat deene Leit do, mat sengem Centre européen an all deenen anere Konstruktioone, déi en amgaangen ass um Kierchberg ze maachen, fir ze wëssen, dass et net esou licht ass, do kloer Zousoen ze kréien an och kloer Datumen ze kréien, wann eppes soll fräigemaach ginn, an dat war beim Bâtiment Schuman sécher bis elo nach ni erreecht ginn.

► **Mme Lydie Polfer (DP)**.- Här Fayot, Dir wësst jo awer och, datt d'Europaparlament, wann et aner Lokalitéiten zur Verfügung gestallt kritt hätt, datt dat guer net esou schwéier gewiescht wier, fir déi ze bewegen, an aner, an nei Lokalitéiten ze goen, dass also den Terrain disponibel gewiescht wier.

► **M. Ben Fayot (LSAP)**.- Sécher, sécher. Ech weess net, ob dat probéiert ginn ass vun der Regierung, wou Dir dra wart, oder deene Regierungen duerno, mä sécher hunn all déi Regierungen all Kéiers gesot, dass dat héchstwahrscheinlech ze deier géif ginn.





Ech hat dat a menger Interpellatioun 2010 (veuille lire: 2008) hei gesot, dass et um Kierchberg vill Bürosraim géif ginn, wou ee kéint déi Leit logéieren, mä d'Regierung, déi wollt net op dee Wee goen. An ech fanne finalement och, dass et gutt ass, dass se net op dee Wee gaangen ass, well de FUAK, deen hat jo Terrainen, deen huet jo Terrainen, an déi Terrainen, déi de Fonds pour l'urbanisation de Kirchberg huet, dat si jo Terrainen, ech wëll lech dorun erënneren, dat si Felder, fir déi Bauere vum Kierchberg an de 60er Joren expropriéiert gi sinn, an déi Terrainen, déi Felder, déi ware geduecht fir öffentlech Bauten. An dofir ass et gutt, wann eng öffentlech Institutiuon wéi de FUAK Terrainen um Kierchberg huet, dass déi Terrainen dann och fir öffentlech Baute kënnen profitéiert ginn, an dofir, wann ee mam Europaparlament net eens ginn ass, à moins dass een iwwerhaupt net mat em verhandelt huet, fannen ech dat hei gutt, dass mer deen Terrain geholl hunn.

Ech fannen et och gutt, dat wëll ech derbäi soen, dass d'Regierung an der Zwëschenzäit d'Décsion geholl huet, dass deen Terrain ganz fir d'Nationalbibliothék reservéiert gëtt, souguer wann en elo net ganz verbaut gëtt, well en och dann nach d'Méiglechkeete gëtt fir nach eng kleng Extensiuon, wann dat de Fall sollt sinn.

Ech wëll awer och niewent dem Verdéngscht vun der Regierung - et ass jo d'Regierung, déi dat hei virubruecht huet -, wëll ech och de Mérite vun der Direktesch vun der Nationalbibliothék, der Madame Monique Kieffer, ervirhiewen, hiren Asaz, och selbstverständlech dee vun de Leit, déi do schaffen, koom aus der rationaler Virstellung vun deem, wat e modernt Land haut a muer als Bibliothék brauch,...

► **M. le Président.** - Ech bieden lech, dem Här Fayot nozelauschteren!

► **M. Ben Fayot (LSAP).** - ...engersäits, a vun deene villen Onzougléckheete vun deem heite Gebai, dem sougenannten Ale Kolléisch.

Dat Gebai, wou jo d'Nationalbibliothék 1973 agezunn ass, war vun Ufank un ze kleng. Et huet keng Klímaanlag, fir d'Bicher gutt ze versueren; wéineg Plaz, fir de Publikum ze empfänken. D'Bicher stinn a Këschte jorelaang; d'Leit, déi do schaffen, maachen dat an den onméiglechten Ecker; d'Bestänn sinn a verschidden Dépôten ënner oft schlechte Konditiounen uechtert d'Land ënnerbruecht.

Ech wëll och soen, dass d'Chamber selwer eng Roll gespilt huet, öfters an den 90er a bis haut huet zum Beispill d'Kulturkommissioun d'Nationalbibliothék besicht, ech war selwer e puermol derbäi, an an all Kéier alarmisteschen Rapporté verfaasst.

De Kolleg Claude Adam huet am November 2005 eng Aktualitéitsstonn ugefrot, an um Enn dovunner waren all d'Fraktiounen mat dem Constat averstanen, dass eppes misst geschéien.

Ech hu selwer den 23. Oktober 2008 eng Interpellatioun un d'Regierung geriicht - e bëssen extraordinär, e Majoritéitsdeputéierten, dee seng Regierung interpelléiert! An et ass natierlech eng Motioun och herno erauskomm, déi eestëmmege vun alle Fraktiounen ugeholl ginn ass, fir eben eng nei Nationalbibliothék ze bauen.

An dozwëschent, dat wëll ech awer och nach soen, ass dann an der Kulturkommissioun iwwert déi aldeegleche Problemer vun der Nationalbibliothék geschwat ginn, vill parlamentaresch Ufrozen hunn d'Regierung mat de Fiichtegkeetsproblemer konfrontéiert, déi ganz Kollektiounen beschiedegt hunn, an déi dann opwennege restauréiert hu misse ginn. Ech mengen, et wär emol interessant erauszefannen, wat dat alles kascht huet.

Här President, mir stëmmen haut kee Prunkbau, mä e fonctionellen an architektoneschen schéine Bau. D'Flächen an d'Volumen an d'Parkplaze goufen a laangen an zéie Verhandlungen zwësche Bâtiments publics an dem Kulturministère an de Leit vun der Nationalbibliothék op dat Néidegst festgeluecht. Op dat Néidegst! Well et ass jo Kris, an an der Kris muss jo méiglechst bëlle gebaut ginn.

An deem exzellenten Exposé des motifs ginn d'Eraufuerderunge fir eng Nationalbibliothék an der Wëssensgesellschaft vun haut beschriwwen. Et ass och scho gesot ginn, d'Informatik verännert dat ganz Bibliothéikswiesen. Bicher an Zäitschréfte gi gedréckt oder erschéngen ëmmer méi elektronesch. D'Nationalbibliothék verfügt haut schonns iwwer eng riseg Zuel vun numeriséierten Zeitungskollektiounen a wëssenschaftleche Bicher a Revuen, an des Ent-

wécklung wäert weidergoen an d'öffentlech Bibliothéike vum 21. Jorhonnert radikal verännere.

An eng vun de wichtegsten Ännerunge wäert an dëser Nationalbibliothék sinn den Iwwergang vun enger Bibliothék, an där d'Bicher a Magaséng stinn, zu enger Bibliothék mat ofenem Zougang zu de Bicherreien. D'Konzept gesäit d'Bibliothék un als eng Plaz, déi fir d'Leit alleguer op ass, an ech zitieren do den Exposé des motifs: «...un lieu de détente-lecture, de recueillement, de rencontre et d'échange d'idées, de récréation et de découverte intellectuelle.»

Et féint een an deem Haus an Zukunft Bicher, Biller, audiovisuell Dokumenter, eng Mediathek, agréabel Säll, fir sech opzehalen an ze schaffen, also e richtege Lieu de vie, an ech mengen, esou wéi de Projet dosteet, ass en e quantitativen an e qualitative Sprong vun enger vun onse wichtegste Kulturinstitutionen.

Här President, wa mer also dee Projet mat Begeeschterung begréissen, da kann ee jo vläicht awer déi eng oder déi aner Fro stellen.

Éischt Fro: Mir bauen also elo eng Nationalbibliothék fir 112 Milliounen, wat jo eng staark Reduktioun vis-à-vis vum ursprüngleche Projet vun 150 Milliounen aus dem Joer 2003 ass. D'Fro stellt sech: Wat ass dobäi u Wichtegem fale gelooss ginn? Hoffentlech ass net fale gelooss ginn dee Sutt, deen esou en Institut néideg huet, fir ze ootmen, dat heescht, fir niewent de villen heitegen Aktivitéiten och nach neier am Laf vun den Zäiten unzegoen.

Zum Beispill: Fir d'Bicher ze versueren, anstänneg opzestellen, alles aus de Këschten ze huelen a Plaz ze hu fir nei Acquisitiounen, ass elo duebel esou vill Fläche an engem Horizont vu 35 Joer bis 2045 virgesinn. Déi Projektioun gouf 2010 gemaach. A wa mer dovun ausginn, dass de Bau 2018 bezuchsfäerdeg wäert sinn, muss ee schonn aacht Joer ofzéien, da bleiwen nach 27 Joer Sutt fir déi Verduebelung. Ob dat duergeet? Bon, dat soen déi nächst Generationen ons.

Mä sécher kann een och argumentéieren, dass duerch d'Numérisatioun vill Plaz gespuert gëtt, a jee nodeem, wéi dat sech entwéckelt, kann déi Reserv méi oder manner duergoen. Et bleift awer natierlech e kleng Risque.

Déi zweet Fro ass ähnlech. Mir gesinn d'Plazen an de Liessäll vir: 450. Den Exposé des motifs gëtt zou, dass mer verglach mat ähnlech grouse Bibliothéiken am Ausland relativ wéineg Plaze virgesinn. Dat ass bedauerlech. Nun ass dat awer haut eng wesentlech Charakteristik, fannen ech, vun enger moderner Bibliothék, well duerch d'Mobilitéit schaffen ëmmer méi Leit an de Liessäll an net doheem, ëmmer méi Standardwierker si fräi zougänglech an ëmmer méi schnell sinn all Plaze besat. An haut si jo 40.000 Wierker direkt zougänglech, an der neier Nationalbibliothék sollen et der 300.000 ginn.

An dofir, ech kommen nach eng Kéier drop zrëck, ass ze begréissen, dass den Terrain, deen d'Nationalbibliothék kritt, eng kleng Extensiuon erlabe kann, wann dat sech dann als néideg wäert erginn, wéinst de Plazen an de Liessäll an och de Plazen, fir Bicher an aner Saachen opzehuelen.

Déi drëtt Fro ass och eng wichteg Fro, déi elo näischt mat dësem Projet direkt ze dinn huet, mä indirekt: Den Neibau bréngt mat sech, dass d'Personal ëm 21...

Ech weess net, ob ech lech stéieren...

► **M. le Président.** - Jo, ech bieden lech wierklech, e bëssen nozelauschteren!

► **M. Ben Fayot (LSAP).** - Ech si bal, ech si geschwé fäerdeg.

#### (Interruptions diverses)

Ech wollt soen, Här President, dass duerch den Neibau d'Personal ëm 21 Unitéite muss opgestockt ginn, fir de Betrib op deem Niveau ze halen, wéi en elo ass. Well wann d'Liessäll méi grouss ginn an d'Öffnungszäite méi laang ginn, muss méi Personal fir den Accueil, d'Hëllef, bei der Recherche a fir d'Surveillance zur Verfügung stoen.

An deem Zesammenhang iwwregens just en Detail, Här President: Et ass eigentlech net ze versteoen, firwat d'Nationalbibliothék net och Studente fir kleng Aarbechten a setze kann, zum Beispill fir ze raumen, wéi dat an der Bibliothék vun der Stad Lëtzebuerg gemaach gëtt.

Virun allem awer wäert an Zukunft méi spezialiséiert Personal fir d'Numérisatioun, de Catalogage an aner informatiséiert Aarbechte gebraucht ginn.

D'Nationalbibliothék ass haut en héich spezialiséierten a sophistiquéierten Betrib, an d'Fro, ob d'Nationalbibliothék en Etablissement public anstatt eng staatlech Verwaltung soll ginn, gouf schonn oft diskutéiert, och an der Kommis-

sion. Den Etablissement public géif erlaben, méi einfach un déi Spezialisten erunzekommen, déi mer einfach zu Lëtzebuerg net ëmmer hunn, an dofir, mengen ech, soll d'Chamber an hirer Kulturkommissioun emol seriöser mat der Regierung iwwert déi Fro diskutéieren an zu enger politescher Konklusioun kommen.

Dat gesot, Här President, wollt ech selbstverständlech och dem Rapporteur villmools Merci soe fir säin exzellente schrëftlechen a mündleche Rapport. Ech wollt och all deene Leit Merci soen, déi heirunner geschafft hunn, der Regierung selbstverständlech, de Leit vun der Nationalbibliothék.

An ech wollt soen, dass d'LSAP dëse Projet mat vill Begeeschterung wäert stëmmen. A virun allem bieden ech d'Regierung, keng Zäit ze verléieren, fir dass mer ufanks 2014 d'Baggere kënnen gesinn um Kierchberg rullen.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Fayot. Als nächst Riednerin ass d'Madame Lorsché agedroen. Madame Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - déi gréng kommen erëm an den Turnsclappen, dat ass scho laang net méi de Fall.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, néierens léiert een d'Kultur vun enger Stad esou séier kennen, wéi an hirer Bibliothék. Dee Saz kënnt net vun der Kulturministesch an e kënnt och net vun Nohaltegkeetsminister, mä vun Heinrich von Kleist an en ass iwwer 200 Joer al. E staamt aus där Zäit, wou d'Bibliothéikswiesen ugefaangen huet, sech massiv weiderzuentwéckelen a méi wéi jee den Ursproch erhewen huet, net nëmmen elitär Kreesser, mä och aner Bevölkerungsschichten, souzesoen all Bevölkerungsschichten unzschwätzen.

Dat Zil gëtt och mat dësem Projet de loi ugestriift. Aus der Nationalbibliothék soll eng sougenannt „Wuelfillbibliothék“ entstoen, en Uert, an deem d'Mënsche sech schonn eleng wéinst der agréabler Atmosphär gären ophalen a gäre begéien.

Nodeems déi Lëtzebuurger Bibliothéikskultur der internationaler Entwécklung laang hannendrugelaf ass a jorelaang just un den aktuelle Sitten erëmgepléischert ginn ass, geet et bei dësem Projet awer fir d'Éischt emol drëms, de Mangel u Raimlechkeeten duerch de Bau vun enger neier Infrastruktur ze behiewen. Dat ass elo schonn e puermol ugeklongen, an dat ass och gutt.

Datt déi aktuell Situatioun den Ufuerderunge vun enger moderner Bibliothék net méi gerecht gëtt, ass scho laang gewosst. Scho säit 20 Joer huet den däitschen Expert Rolf Fuhlrott vun engem Zerstéierungsprozess geschwat, deen net méi opzehale wier, wann um Niveau vun de Gebailechkeeten näischt géif geschéien. Et féiert also kee Wee laanscht en neit Gebai, e Gebai, wat et endlech erlaabt, eise Patrimoine culturel dauerhaft ze schützen an nei Weeër am Bibliothéikswiesen anzuschloen.

Aus deem Grond si mir frou, dass no laangem Stillstand endlech Bewegung an d'Spill kënnt. Och wa mir de Choix vum Site, dee leider net ganz no bei der Philharmonie läit, och éischer als zentral geleeën Noutléisung emfanne wéi als territoriale Glécksfall, wäerte mir dësem Projet zoustëmmen, mat engem Merci un den Här Boden fir säin interessanten an ausfuerleche Rapport, mat engem Merci awer och un d'Madame Kieffer fir hir Ausdauer an dësem kulturelle Marathon.

D'Fro, firwat de Projet vun enger neier Nationalbibliothék eréischt haut konkret gëtt an net scho viru Jore realiséiert ginn ass, ass schnell beäntwert. Et brauch een d'Diskussiounen aus der Vergaangenheet nëmmen e wéineg verfollegt ze hunn, fir ze wëssen, wéi holpreg de Parcours vun dësem Dossier war.

D'Iddi fir d'Nationalbibliothék mat der Universitätsbibliothék ze verbannen, stoung laang am Raum an huet fir vill Polemik gesuergt, mat onverkennbaren Divergenzen tëschent den implizierten Acteuren. Déi ëmstridde Fro, ob eng gemeinsame oder zwou getrennten Infrastrukturen sollten entstoen, huet och en Afloss gehat op d'Décsionne vun der Regierung, an deem Sënn, dass laang Zäit iwwerhaupt keng Décsion geholl ginn ass, nodeems och de Site vun Esch/Beval an d'Gespréich koom.

Fir net direkt op d'Nues ze falen, sinn d'Koalitionsparteien am Regierungsprogramm vun 2009-2014 zimlech zrëckhalend bliwwen. Wat awer festgehalé gouf, war, dass d'Nationalbibliothék och de Statut vun der Universitätsbibliothék ka kréien, dëst well déi zwou Institutionen gemeinsam Funktionieren hunn a well d'Synergien tëschent der Nationalbibliothék, der Universitätsbibliothék an de Centres de recherche onbedéngt misste verdéift ginn.

Kuerz duerno ass d'Iddi vun där gemeinsamer Bibliothék op Esch/Beval awer nees fale gelooss gi mam Argument, dass et deem Site un der néideger Accessibilitéit géif feelen, wat eigentlech net déi beschten Zensur ass fir e Site, dee vun darselwechter Regierung als Modell fir eng nohalteg Landesplanung an eng nohalteg Mobilitéit duergestallt gëtt.

Nodeems d'Haaptstad - zu Recht vun deenen engen, vläicht zu Onrecht vun deenen aneren - als klore Gewënner aus där Diskussioun ervirgaangen ass an d'Nationalbibliothék definitiv vun der Universitätsbibliothék getrennt wäert bleiwen, besteet an eisen Ae Klärungsbedarf: fir d'Éischt emol an der Fro vun der konkreter Zesummenaarbecht mat regionalen a kommunalen Bibliothéiken, mat anere kulturellen Institutionen, mat de Centres de recherche a virun allem mat der Uni.

E wichtige Schrëtt an déi Richtung ass ënner anerem de Réseau „bibnet“ mat 34 ugeschlossene Bibliothéiken, grad esou wéi déi international Zesummenaarbecht, déi de kulturelle Pluralismus wäert förderen. Dat ass an eisen Aen duerchaus wünschenswäert.

Fir d'Potenzial vun de Synergien awer voll a ganz auszuschöpfen, mussen eiser Meenung no nach aner Efforté gemaach ginn, net nëmmen am Beräich vun der Bündelung vun de finanziellen an informateschen Ressourcen, mä och am Beräich vun de mënschlechen Ressourcen, mat engem liewigen a kreativen Austausch vun de Kompetenzen vun de Leit.

Dat geet natierlech net vum selwen. Schliesslech läit Esch/Beval jo net nëmmen e Kasesprung vum Kierchberg ewech. Och wann d'Benotzer vun der Bibliothék fréier oder spéider mam Tram op de Kierchberg kënnen fueren an déi öffentlech Verbindungen ronderëm d'Stad verbessert ginn,...

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - ...dann heescht dat nach laang net, dass och d'Studenten eemol mam Tram tëschent Esch/Beval an dem Kierchberg hin an hier pendele kënnen. Oder iren ech mech do, Här Ministeren? Ech weess et net.

#### (Interruption)

An deem Sënn war d'Argument vun enger mangelhafter Accessibilitéit vun Esch/Beval net aus der Loft gegräff. Wat an anere Wieder awer och heescht, dass d'Accessibilitéit vun deem Site verbesserungswürdeg ass.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, eng Fro, déi un d'Zesummenaarbecht mat der Uni uknäpft, ass och déi vun der Gestiuon vun der Bibliothék. A sengem Rapport weist den Här Boden drop hin, dass d'Madame Minjster sech net géint d'Schafung vun engem Etablissement public gewiert huet an dass et derwärt wier, fir iwwert déi Fro méi déif gräifend nozedenken.

Datt déi Fro awer op Initiativ vum Kolleg Claude Adam scho virun aacht Joer op dëser Plaz diskutéiert ginn ass a souguer beäntwert gi war, dat steet net am Rapport. Wann ee liest, wat d'Spreecher vun der CSV an der LSAP deemools hei gesot hunn, mengt een haut, et wier een an engem anere Film.

#### (Interruption)

Während de Spreecher vun der CSV sech vehement, dat war den Här Fred Sunnen, deen huet sech vehement fir eng gutt funktionéierend, vollstänneg a modern National- an Universitätsbibliothék breetgemaach, während deen dat gesot huet, huet mä Virriedner, den Här Ben Fayot, vun alle Säite recht kritt, wéi hie gemengt huet, dass déi nei Nationalbibliothék onbedéngt als Etablissement public misst instituéiert ginn. Nëmmen da wier et méiglech, méi flexibel mat anere kulturellen Institutionen an CRPen zesummenzeschaffen a Synergien ze schafen.

A schlussendlech konnt och den Här Biltgen als deemoleg Kultur- a Fuerschungminister sech net virstellen, dass d'Nationalbibliothék anescht kéint funktionéiere wéi als Etablissement public. Als direkt Dépendance vum Ministère wier et der Nationalbibliothék nämlech net méiglech, effikass mat der Uni Lëtzebuerg zesummenzeschaffen.

Wuel wëssend, dass nach ëmmer keng kloer Kritären doriwwer opgestallt gi sinn, wéini en Etablissement public Sënn mécht a wéini net, a wuel wëssend, dass déi Zort vu Personalitéit juridique schnell zu Ongerechtegkeeten an der Bezielung vum Personal an domat zu engem schlechten Aarbechtsklima ka féieren, si mir als Gréng net d'office fir d'Schafung vun engem Etablissement public. Allerdéngs géif et eis interesséieren, wéi d'Regierung dann elo gedenkt, déi zukünfteg Gestiuon auszeriichten, fir scho beim Start eng maximal Plus-value aus dësem héijen Investissement zéien ze kënnen.

Domat sinn ech beim Käschtpunkt. Dat Mannst, wat een dozou ka soen, ass, dass de





Stat sech déi nei Bibliothéik eppes kaschte léisst, esou wéi eng Journalistin dat schonn d'lescht Joer op RTL ausgedréckt huet. Als bëlleg géif ech de Projet jiddefalls net bezechen. Iwwer 112 Milliounen Euro schonn eleng fir de Bau ouni d'Folgekäschte si kee Pappentiel. De Präis entsprécht ongeféier deem vun der Philharmonie a läit bal 25 Milliounen iwwert dem ëmstriddene Präis vum Mudam.

„Fir dat, wat mir bauen, sinn 112 Milliounen normale Präis.“, géift Dir elo soen, Här Minister. An Dir hutt och recht, wann Der behaupt, dat de Käschtepunkt vun de Lycéien an deene selwechte Proportionen läit. Wat dobäi awer vergiess gëtt, ass, datt d'Lat hei am Land trotz steigendem Statsdefizit an unhalender Wirtschaftskris nach ëmmer vill méi héich ugesat ka gi wéi am Ausland, wou beim Bau vun öffentleche Gebaier nach just vun esou héijen Investisementsgeredreemt ka ginn.

Fir ofzeschlüsse wéilt ech nach just kuerz op den zimlech knapp bemoossenen Espace parents um drëtten Stack agoen, mat der Fro, firwat net och en Espace enfants geplangt ginn ass, an anere Wierder, en Espace, deen de Kanner virbehalen ass a sech un de bewährten auslännesche Modeller vu sougenannte Kannerbibliothéiken inspiréiert.

Léif Kolleginnen a Kollegen, et steet eppes fest: All Kand léiert liesen, mä nëmme déi wéinegst hu Freed dorun. Souguer an Akademikerkreesser gëtt sech beklot, datt d'Kanner léiwere Bou ronderëm d'Bicher maachen, wéi datt se se opschloen. De sougenannte „Leseknick“, wéi eis däitsch Noperen de Verloscht vun der Freed um Liesen nennen, huet sech längst op d'Notzung vun de Bibliothéiken ausgewierkt.

Och wann déi Evolutioun net direkt aus de Statistiken ervirgeet, et geet aus enger fundierter Etüd ervir, déi net méi spéit wéi d'lescht Joer am Opdrag vun der Leipziger Héichschoul fir Technik, Wirtschaft a Kultur duerchgefouert ginn ass. D'Resultat war kloer an och net ganz verwonnerlech a widerleet e wéineg dat, wat d'Madame Mergen virdru gesot huet. D'Bibliothéiken entsprechen nëmme nach bedénge den Interesse vun der eropwuessender Generatioun a leiden ënner engem groussen Imageverloscht bei de jonke Leit.

Den entscheidende Facteur fir de Besuch vun enger Bibliothéik ass bei Kanner a Jugendlechen net d'Quantitéit vun der Offer oder d'Prächtigkeet vum Gebai, mä d'Qualitéit vum Openthalt a vum Empfang. D'Méiglechkeet, d'Bicher an d'Medië gemeinsam an autonom mat Frënn ze entdecken an ze erliewen, spillt dobäi eng wichteg Roll. Fir d'Kanner a Jugendlecher als nei a virun allem als dauerhaft Clienten ze gewinnen, mussen d'Bibliothéiken als modern Fräizäit-, Léier- an Erlebnisswelt wouergeholl ginn. Nëmme esou geléngt et de Bibliothéiken, hiert eegent Iwwerliewen laangfristeg ofzesécheren.

An der Hoffnung, datt dësem Aspekt Rechnung gedroe gëtt, wënsche mir eis, datt aus der Nationalbibliothéik en Uert vun der Begéierung gëtt, dee souwuel d'Generatiounen wéi och d'Kulturen an eisem Land matenee verbënnt.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci der Madame Lorsché. Als nächste Riedner ass den Här Kartheiser agedroen. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech fänken och u mat engem ganz häerzleche Merci un de Rapporteur fir déi Wieder, déi hie fonnt huet, fir de Projet ganz interessant virzustellen.

An ech relevieren och, wat d'Madame Mergen gesot huet, datt dat heiten e Projet ass, deen an enger exemplarescher Vitesse geschitt ass, ech soe just: „exemplaresch“ fir d'CSV!

Deen éischte Projet, wann ech mech richtig erënneren, dat ass 1988 an d'Diskussioun komm, dat sinn elo 25 Joer. Dann hate mer 1997 eng Diskussioun - dat missten elo 16 Joer hier sinn - iwwert d'Konstruktioun vun enger Annex deemools fir 24 Milliounen Euro, ëmgerichtet vun de Lëtzeburger Frangen. Dann hate mer 2003 de Projet, dee schonn e puermol ermimmt ginn ass. Also, déi exemplaresch Vitesse, déi gesinn ech an dësem Projet eigentlech net!

Mä et gëtt héich Zäit, datt mer esou eng Bibliothéik bauen. Mir hate jo vill Schued, jo, et ass héich Zäit, datt mer deen hei elo bauen an och wierklech bauen, well mir hate ganz vill Schued! Ech mengen, mir erënneren eis alleguer, datt virun enger gewësser Zäit nach geschwat ginn ass vun 30.000 endommagéierte Bicher, vu Renovationskäschten - wou ech hoffen, datt dat och da Wierkung gehat huet! - an Héicht vun 200.000 Euro. Dat sinn alles Reportagen an Artikelen, déi mer nach am Ge-

diechtnes hunn, an et ass wierklech héich Zäit ginn, datt eppes geschitt, fir d'Nationalbibliothéik op eng anstänneg Zukunft virzereeden an nei ze bauen.

Wat sinn d'Missioune vun der Nationalbibliothéik?

Oder vläicht nach e Wuert iwwert de Site: De Site ass effektiv net ideal. Mä an där Diskussioun, déi mer elo de Mëtteg hei héieren hunn, wéll ech awer relevieren, datt verschidden Intervenante gesot hunn, well dat heiten eng Missioun ass, déi un d'national Souveränitéit an un d'national Identitéit - déi kéier am Singular - réiert, misst de Site an der Hauptstadt sinn.

Déi Leit, déi dat gesot hunn, déi wéll ech awer da just drop opmierksam maachen, datt deeselwechte Rasonnement och fir d'Archive gëllt. Ech mengen, wann dat d'Argument ass, da mussen d'Archiven och an d'Hauptstad. Wann et awer eng aner Opdeelung ass oder aner Argumenter, da kann een och en anere Site fir d'Archiven envisagéieren, mä ech mengen, do muss eng Kohärenz an der Argumentatioun bestoen.

Wouer ass, datt d'Nationalbibliothéik eng Missioun vun nationaler Souveränitéit an Identitéit erfëllt, iwwert d'Luxemburgensia notamment. E Fragezeiche setzen ech awer hannendrun, wann et heescht, datt d'Nationalbibliothéik niewent der nationaler Identitéit an der nationaler Sprooch och misst aner Sproochen a Kulturen fördern. Dat ass eigentlech d'Aufgab vun auslännesche Kulturinstituter zu Lëtzebuerg.

An dat ass och en Opdrag fir d'national Kulturpolitik. Mir hunn ëmmer méi grouss auslännesch Communautéiten an ëmmer méi villfältig auslännesch Communautéiten am Land, an eng Regierung wär gutt beroden, och eng Kulturministesch wär gutt beroden, wa se géif déi aner Länner encouragéieren, fir auslännesch Kulturinstituter hei opzemaachen, fir datt eben déi respektiv Sproochen, déi an deene Communautéite vill benotzt ginn, hei gefördert ginn, an datt déi mat der Nationalbibliothéik mussen zesummeschaffen. Dat ass dee richtege Rasonnement!

Datt déi Lëtzeburger Nationalbibliothéik awer elo fir déi iwwer honnert auslännesch Communautéiten, oder wéi vill et der sinn, jee weils déi Sprooche misst fördern, ech mengen, dat iwwerfuert se, dat kann och net hir Haaptmissioun sinn.

Da sollte mer kucken, datt mer och emol e Gesamtkatalog vläicht kréie vun allem, wat hei am Land existéiert. Do gëtt et jo Usätz duerch den „findit“, duerch den „bibnet“, mä et muss een och kucken, datt ee wierklech probéiert, all méiglech Ressourcen, déi mer hei am Land um intellektuelle Bicherniveau hunn, datt mer déi kennen zesummefaassen.

Dat gëllt natierlech och fir de Centre virtuel de la connaissance sur l'Europe, et gëllt fir d'Museeën, et gëllt fir verschidde spezifesche Muséeën, déi interessant Kollektiounen hunn, wéi zum Beispill den Dikrecher Militärmusée. An et muss ee sech och froen, ob et néideg ass, ob et nach akzeptabel ass, datt verschidden Double-emploien existéieren, Madame Minister.

Zum Beispill fällt op, datt an der Nationalbibliothéik eppes ganz Interessantes ass, dat ass dee Centre de documentation iwwert d'Musek, de Cedom, an deen huet jo eng ganz Rei interessant Kollektiounen, notamment iwwer Lëtzeburger Komponisten, dont d'Lou Koster. Gläichzäitig gesi mer, datt d'Regierung awer de CID-Femmes staark ënnerstëtzt, deen och mam Centre Euterpe spezifesch just weiblech Komponisten da collectionnéiert, an dat ass einfach d'Fro vum double Emploi. Ech mengen, datt d'Kollektiounen vu Lëtzeburger Komponisten sollten an der Nationalbibliothéik sinn, do gehéiere se hin, an net verspreecht op x aner Instituter, déi sech beruff fillen, fir eege Kollektiounen do ze maachen.

Déi gréng Kolleegen hu vun enger „Erlebnisswelt“ geschwat, nodeem se gesot hunn: „Et ass jo schued, dass net méi gelies gëtt! Da muss eng Bibliothéik eng Erlebnisswelt ginn.“ U sech, wat déi gréng soen, ass: „Kommt, mir maachen eng Bibliothéik, déi eigentlech d'Leit erëm vun Liesen oflenkt.“ Neen, d'Bibliothéik brauch keng Erlebnisswelt ze sinn! Et soll eng Plaz sinn, wou ee sech natierlech wuëffillt a wou ee gär hikënn, mä si soll sech op d'Buchkonzentrieren, op d'Liese konzentréieren, a si brauch kee Fräizäitpark fir déi gréng ze sinn.

(**Interruption**)

D'Archiven, bei den Archiven, do muss mer och kucken, datt mer virkommen. Et ass, géif ech soen, Madame Presidentin vun der Kulturkommissioun, néideg, dass d'Kulturkommissioun sech an nächster Zukunft mat där Problematik auseruesetzt nees eng kéier, fir datt mer och vun eiser Säit aus deen néidegen Drock ausüben, datt den Dossier vun den Archive virugeet.

Schlussendlech wéll ech och der Direktioun an dem Personal vun der Nationalbibliothéik Merci soe fir hiren Engagement, dee wierklech net ëmmer einfach ass. An un déi Responsabel vun der Stad Lëtzebuerg riichten ech den Appell, dach wann ech gelift d'Bauerlaabis fir déi nei Nationalbibliothéik ganz séier auszustellen an op kee Fall op den Tram ze waarden, fir déi Bauerlaabis do auszustellen, well soss kréie mer ni eng nei Nationalbibliothéik, an dat wär jo awer wierklech schued!

(**Interruptions diverses**)

► **M. le Président.** - Merci dem Här Kartheiser. Als nächste Riedner ass den Här Colombera agedroen.

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Déi éischt Statioun, déi mer aweien, gëtt „Kartheiser“.

► **Une voix.** - Neen, d'Endstatioun!

► **M. Xavier Bettel (DP).** - D'Endstatioun, jo! Beim Abattoir!

(**Hilarité**)

► **M. le Président.** - Här Colombera!

► **M. Jean Colombera (Onofhängeg).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech hätt vläicht hei nëmme e puer Froen, Madame Ministerin. Ech hätt vläicht e puer Froen, wann Der kéint heibleiwen? Et sinn nëmme véier Froen! Okay, Här Minister, dann un lech!

Wéi ass et mat den Öffnungszeiten, Här Minister? Bis elo ass et esou, dass méindes ëmmer zou war an dann déi aner Deeg vun 10.30 Auer op. An ech gi jo dovunner aus, mat deem neie Gebai, do missten d'Öffnungszeiten dann aneschtens sinn. An do sollt jo am drëtten Trimester 2012 eng Lieserëmfro an eng Machbarkeetsstudie virgeholl ginn. Wéi ass dat Resultat do ausgefall? Kënn Dir eis do soen, wéi dat Resultat do ass? Dat war déi éischt Fro.

Déi zweet Fro ass jo...

(**Interruption**)

Jo, d'Madame Ministerin ass elo do, okay, Merci! Déi zweet Fro ass...

► **Mme Octavie Modert, Ministre de la Culture.** - Ech war guer net fort, Här Colombera!

► **M. Jean Colombera (Onofhängeg).** - Déi zweet Fro ass: Gëtt och méi Personal agestellt, well d'Bibliothéik jo méi grouss gemaach gëtt, ass do da méi Potenzial elo do, oder wéi sti mer do?

An drëtzens, déi drëtt Fro: 2011, vun de Studenten vun der Uni Lëtzebuerg, do ware 14% vun deene Studenten, déi d'Lieser ausgemaach hunn, 12% ware Studente vun aneren Universitétéiten an 11% ware Schüler. Dat schéngt mer net vill, an d'Madame Mergen huet gesot, d'Nationalbibliothéik wär d'Bibliothéik vun der ganzer Natioun. Domat sinn ech jo d'accord. A kann d'Ministerin mer soen, wéi elo d'Proportion vun de Leit ass, bezunn op d'Regiounen vum Land, vum Norden, vum Osten, déi hei an d'Stad kommen an d'Bibliothéik frequentéieren? Dat wär ganz interessant ze wëssen, wéi vill Leit dass vun deene Regiounen kommen.

An déi véiert a lescht Fro - dann halen ech op: Mir hu jo elo matkritt, dass d'ARBEDS-Gebai, dass dat elo fräi gëtt. Wär dat net eng Optioun gewiescht, fir d'Nationalbibliothéik do eran ze integréieren? Wär dat méi bëlleg ginn? Wär et net e bessere Look gewiescht fir d'Lëtzeburger, haaptsächlech fir den Här Bettel, zum Beispill? Dat wär méi zentral gewiescht. Wat haalt Der vun där Proposition, wann Der elo d'Wiel hätt, fir d'Bibliothéik do dran ze maachen?

Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Colombera. An da kritt nach d'Wuert den Här Urbany.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Merci, Här President. Et ass sécher begrëssenswürdig, dass eng nei Nationalbibliothéik an engem neie Gebai entsteet. Ech fannen de Projet och gutt. Ech fannen awer de Standuert äusserst bedenklech. Wéi de Rapport vun der Kommissioun selwer seet, ass d'Nationalbibliothéik ëmmer haaptsächlech eng wëssenschaftlech a Recherchebibliothéik gewiescht an hirer Funktionalitéit. Zwee Drëttel vun de Bicher, steet an deem Rapport, kommen aus dem Ausland a sinn do weinst de Bedierfnesser vun den Enseignanten, vun de Chercheuren, vun de Studenten.

De Rapport seet och, dass déi Roll nach an Zukunft wäert doduerch verstärkt ginn, dass déi universitär a Fuersungsstrukturen zu Lëtzebuerg wäerten ausgebaut ginn. Emsou méi onverständlech ass et, dass de Site vu Belval hei net zrëckbehalte ginn ass. E gëtt mat engem Saz, senger angeblecher Inaccessibilitéit, ofgedoen, déi awer absolut net begrënnit gëtt - an och falsch ass!

E Site, deen nei gebaut gëtt, deen un den Zuch, un d'Autobunn ugebonden ass, e Site, op deen all Dag wäerten Dausende vu Studenten, Chercheuren an Enseignantë fueren, e Site, deen an enger dicht bevölkerter Géigend läit, dee soll also schlecht accessibel sinn? Dat ass jo net glaubhaft! An dat ass och sachlech net begrënnit! Dat hei ass eng politesch Décisioun, déi geholl ginn ass, fir net ze soen e Kouhandel!

„Unter den heutigen Umständen ist eine Nationalbibliothek in Esch/Belval denkbar, logisch, eigentlich zu hundert Prozent sinnvoll.“, schreift de President vun der Associatioun vun de Bibliothécairen an Archivaren, den Här Jean-Marie Reding, schonn am Joer 2011. Et ass also net nëmme d'ACEL, déi där Meinung ass, also d'Studentevertriidung.

Wann een eng „Wohlfühlbibliothek“ wëllt, Här President, da soll ee se do maachen, wou d'Leit wunnen. Den Utopolis an den Auchan brauche keng Quartiersbibliothéik. Den Här Reding schwätzt vun eidele Liessäll, déi do wäerte wahrscheinlech ze erwaarde sinn.

An ech mengen, dass hei eng historesch Chance verpasst gëtt, fir de Studentinnen a Studenten an och all deenen anere Leit eng modern Bibliothéik éischters an engem moderne Studiökader an zweetens an enger geschichtsträchteger, bevölkerungsreicher Géigend zur Verfügung ze stellen. Eng Bibliothéik hei wier an duebeler Hiesicht e gesellschaftlech Symbol gewiescht. A well de Bau a seng Zweckméissegkeet a mengen Aen awer ontrennbar verbonnen si mam Standuert, kann ech deem Projet hei meng Zoustëmmung net ginn.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Urbany. D'Wuert kritt elo nach den Här Bettel.

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Merci, Här President. Ech wollt eng ganz kuerz Fro stellen, Dir verstitt, als interesséierte Buergermeeschter ass dat Gebai, wou elo am Moment d'Bibliothéik ass, selbstverständlech eng grouss Superficie a vill Meter-carréen, an dowéinst ass och meng Fro direkt un d'Regierung, wat se wëllen da mat deem Gebai och maachen. Well et wier selbstverständlech net gutt,...

(**Interruption**)

...wann do nëmme Bürogeféie kommen. Mir wiere selbstverständlech och frou, wann do Wunnengen oder en Internat, eng Schoul, mä op jidde Fall eppes géif och mat deem Gebai geschéien. Et si jo Demanden och do vun Internater. Dat heescht, et gëtt verschidde Méiglechkeeten. Mir wieren op jidde Fall interesséiert ze wëssen, wat mat där Superficie och geschitt.

Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Bettel. Elo kritt d'Wuert den Här Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler.

(**Brouhaha général**)

► **M. Michel Wolter (CSV).** - Niewent der Gemeng, an deem Gebai, wat Der kaaft hutt vun der Kongregatioun.

► **M. Xavier Bettel (DP).** - De Biergerzenter?

► **M. Michel Wolter (CSV).** - Do hutt Der lauter Wunnengsbau dra gemaach.

► **Mme Martine Mergen (CSV).** - Ass d'Gemeng drun interesséiert?

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Neen, do sinn och Wunnengen.

► **M. Michel Wolter (CSV).** - Ënnert dem Späicher!

► **M. le Président.** - Här Minister! Ech géif Iech bidden, dem Här Minister nozelauschteren.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Merci, Här President. Ech wéll och ufänken, andeem ech dem Fernand Boden als President vun der Kommissioun Merci soe fir déi gutt Aarbecht, déi hie mat senger Kommissioun hei geleescht huet. Deen Dossier hei huet, wéi d'Riedner et alleguer gesot hunn, eng ganz laang Geschicht, a ganz vill Diskussiounen hate mer schonn dorivwer.

Mä bei all deenen, déi hei geschwat hunn, haut respektiv an deene Jore virdrun, sinn ëmmer zwou Saachen erëm ganz kloer erauskomm. Dat éischt, dat war, datt mer eng nei Nationalbibliothéik brauchen. Dat stellt keen a Fro. An dat Zweet, dat ass, datt et sollt eng Nationalbibliothéik gi fir déi nächst Jorzéngten, datt se also zukunftssträchteg ass an datt se sollt op engem Site ugeen sinn. An dovunner si mer am Fong ausgegangen, wéi dee ganzen Dossier hei ugaangen ass.



An dann och, normalerweis wéi bei villen esou Projeten wéi deem hei, kommen haut erëm déiselwecht Type vun Diskussiounen op. Dat eent, dat ass déi iwwert de Site, an dat anert ass déi iwwert de Käschtepunkt. D'klassesch Diskussiounen, wann et sech ëm grouss Bauten an ëm grouss Chantieren handelt.

Mä iergendzousch eng Kéier muss een, wann een ëm de Site schwätzt, an ech gi ganz gär dorobber an, iergendzousch eng Kéier muss een eng Décisioun huelen. Iergendzousch eng Kéier huet een Alternativen, mä zwëschen deenen Alternativen, déi alleguer hir positiv an hir negativ Punkten hunn, do kann ee jorelaang diskutieren, mä et muss een awer eng Kéier soen, elo maache mer dat do. Wëssend, datt een et net iwwerall ka maachen. A wëssend, datt een eng Kéier muss ufänken, fir eng Kéier eppes ze hunn.

An ech sinn elo frou, an ech diskutieren duerno och iwwert déi eenzel Alternative ganz gären, mä ech sinn elo frou, datt mer hei färdig sinn an datt mer emol eng Kéier kënnen ufänken an datt deen Dossier weidergeet.

Wann ee kuckt an der leschter Zäit, wéi sech déi Froe gestallt hunn: Den 22. Februar 2002 huet d'Regierung eng Décisioun iwwert de Site unique geholl, deen ass am Juni 2004, also vun der virviregter Regierung nach confirméiert ginn, woubäi awer scho sengerzäit e Projet do war, fir an de Centre Schuman ze goen, déi viregt Regierung awer gesot huet, datt dee Projet sech misst..., also datt dee Projet sech soll urban integréieren an de Projet vum Ricardo Bofill sengerzäit an d'Place de l'Europe, an op där anerer Säit, datt onbedéngt eng Optimisatioun vum Programm misst gemaach ginn. Dat war esou, wéi ech deen Dossier 2004 als Travaux-publics-Minister iwwerholl hunn.

Déi nächst Etapp, dat war, fir dat do alles en musique ze setzen. An do ass kloer an däitlech relativ fréi festgestallt ginn, datt d'Europaparlament nach eng ganz Rei Joren géif drableiwen. Notamment hate mer do eng Diskussioun mam Europaparlament, wien iwwerhaapt déi nei Lokalitéite vum Europaparlament sollt bauen, an d'Europaparlament sengerzäit decidéiert huet, datt et selwer wëllt bauen. Dat ass also e Gebai, wat d'Bâtiments publics net baut, also wou mer och net de Kalenner esou kënnen bestëmmen wéi bei anere Gebaier.

Selbstverständlech wëll ech der Madame Polfer soen, datt Diskussiounen waren, fir transitoresch Solutiounen ze fanne mat dem Europaparlament. Et war souguer eng Diskussioun ee Moment gefouert ginn, fir de Robert Schuman, déi Leit, déi do dra wäeren, déi Beamten, fir déi an dat frësch gemaacht Héichhaus eriwuerze huelen. Dat hätt awer bedeit, datt een dat Ganz hätt anescht missen aménagéieren. Et wär souwisou net ganz dodranter gaangen, an et hätt een da missen zweemol plënnere, wat natierlech zousätzlech Käschte bruecht hätt. A schlussendlech si mer zesumme mam Europaparlament zur Konklusioun komm, datt dat wierklech net sënnvoll wär.

Also, déi Alternativ ass envisagéiert ginn, diskutéiert ginn, mä ass duerno net zréckgehalen ginn. Duerno sinn nach eng Rei aner Plazen an der Stad Lëtzebuerg gekuckt ginn. Notamment eng, vun där net geschwat gi war. Mir haten d'Propositioun gemaach, fir eng nei Nationalbibliothék op d'Gare an der Stad ze bauen niewent d'Gebai vum Centre informatique de l'État, wou nach een Terrain fräi war, wou dat och plaazech dohinner gaange wär. Do war eng grouss Diskussioun driwwer, schlussendlech hu mer dat och net festgehalen aus enger ganzer Rei Grënn, well een d'Alentouren net hätt kënnen esou gestalten a well et net als positiv dee Moment emfonnt ginn ass.

Duerno hate mer och eng Diskussioun, wou et dann um Kierchberg nach kéint entstoen. An de Fonds de Kierchberg huet eng laang Etüd gemaach, wou siwe Méiglechkeete gekuckt gi sinn, an zwar op hir urbanistesche Kritären, op hir Disponibilitéitskritären, op hir Accessibilitéitskritären an op d'Kritären, wien da Propriétaire wäi ee kéint den Terrain benotzen.

Do sinn zwou Méiglechkeete sengerzäit zréckgehalen ginn. Dat eent, dat war de Bricherhaff, an dat anert, dat war eng aner Plaz hannert dem Héichhaus, do, wou momentan de Parking ass zwëschen dem „Kueb“ an dem Héichhaus. Déi Plaz ass och net zréckgehalen ginn, well mer do eng ganz aner Konzeptioun, architektonesch Konzeptioun méi an d'Héicht hätte misse bauen, wéi et awer gewünscht war, a schlussendlech ass aus deem Grond, also urbanistesche Grënn, Disponibilitéitsgrënn, Accessibilitéitsgrënn an d'Grënn vum Propriétaire -, de

FUAK war sengerzäit Propriétaire vun deenen Terrainen -, déi hei Méiglechkeet zréckgehalen ginn.

Och iwwer Belval sinn eng ganz Rei Reflexiounen gefouert ginn. Ech brauch se net nach eng Kéier ze widderhuelen, well et ware genau déi Reflexiounen, déi de Ben Fayot virdrun an d'Feld gefouert huet, déi zur Konklusioun komm sinn, datt mer sollten eng Nationalbibliothék, dann och, wann eng Unisbibliothék op Belval géif kommen, eng Nationalbibliothék hei an der Stad virgesinn.

Duerno huet d'Madame Brasseur och nach eng Propositioun gemaach, fir d'Villa Louvigny duerchzekucken. Dat hu mer an der Chamber effektiv duerchdiskutiert, an ech wëll do och der Madame Polfer soen, datt dat net einfach esou am Sand verlaf ass, mä datt mer dat selbstverständlech gekuckt hunn an da jo och an der Kommissioun nach eng Kéier kuerz évoquéiert hunn.

D'Konklusiounen vun där Etüd, dat war awer relativ kloer, datt mer vill Schwieeregkeete mam Klassement vum Terrain hätten, datt haapt-sächlech eng ganz Rei Froen iwwert d'Konflikte mat Vestigen, déi, wann een do baut an där Géigend, nach do wäeren, an dat natierlech zu erhebliche Retarden a Problemer kéint féieren. A schlussendlech datt de Volume, dee mer géife brauchen awer an enger Parkanlage, sou wéi e misst dohinnerkommen - ech ka mech nach erënneren, datt ech eng Kaart gewisen hunn, wou mer an de Park de Grondrëss agezeechent hunn -, deen awer e groussen Deel vum Volume vum Park ewechgeholl hätt, a wou mer dunn am Fond jugéiert hunn, datt dat zwar eng gutt Iddi war, mä an der Realisatioun extrem schwieereg.

Soudatt villes analyséiert ginn ass, fir déi hei Plaz zréckzehalen. Et kann een alles positiv, alles negativ fannen. Se huet eng Rei positiv, se huet eng Rei manner positiv Argumenter, mä ech mengen, et ass eng Plaz, déi mer elo gemeinsam zréckgehalen hunn.

D'ailleurs huet dës Chamber am November 2010 an deene Sitzungen, déi mer ëmmer hunn, wou Der d'Autorisatioun der Regierung gitt, fir déi grouss Projete weider ze studéieren, d'Autorisatioun ginn no Diskussiounen, fir genau dat do ze maachen. Dat heescht, mir hate schonn hei am Plenum déi Diskussioun do driwwer am November 2010.

Dann e puer Wuert zum Käschtepunkt. Dat war jo och eng Diskussioun, well mer effektiv beim éischte Projet ware bei ronn 150 Milliounen Euro, déi dee kascht hätt. E Projet, deen 2003 oder 2004 entwéckelt gi war, sengerzäit zu 150 Milliounen. Wann ee wëllt erofkommen an e Projet méi bëlle maachen, dann huet een am Fond nëmmen zwee Choixen. Deen éischte Choix, dat ass, méi rationell ze bauen, mä säit där Zäit do si mer wierklech amgaang, bei alle Bauen esou rationell wéi méiglech ze maachen. Du kanns awer nëmme bis e gewësse Quantum kommen, wann s de einfach rationaliséiert, wann s de anert Material hëls. Da këns de e wéineg méi déif, mä du kanns net alles domadder maachen. Do, wou s de wierklech..., wann s de de Programm wëlls manner käschtenintensiv bauen, da muss en Deel vum Programm reduzéiert ginn.

A mir hunn effektiv, an déi Zuele sinn eloquent, 2003 30.000 m<sup>2</sup> virgesinn, déi sinn 2008 op 26 an nach eng Kéier op 24.200 m<sup>2</sup>, dat heescht 20% manner Surface au sol erofgesat ginn. Dat a laangen Diskussiounen zesumme mam Ministère vun den Travaux publics oder dem Département vun den Travaux publics an de Responsable vum der Bibliothék, fir ze kucken: Wat ass dann elo dat Essenziell, wat mer brauchen? Wat ass zwar sënnvoll, mä brauche mer net onbedéngt? A wéi kënnen mer käschtegegenschteg dee Projet hei ugoen? Dat waren net ëmmer einfach Diskussiounen, mä se hunn awer zum Schluss gefouert kënnen ginn.

Den Hâr Fayot huet gefrot: „Wat ass dann elo ewechgelooss ginn?“ E puer Beispiller: Mä et ass eng Diminutioun gemaach gi vun deene Bicher, déi en accès direct sinn. Mir sinn awer nach ëmmer an deene Kritären, déi d'Nationalbibliothék fir sënnvoll fënn dofir. D'Ratio/Surface vun de Surface mat de Place-assisen, mat de Places usagers sinn iwwerkuckt ginn. D'Reduktioun vun de Surface-d'exposition ass gemaach ginn. Et ass eng Optimisatioun vun de Salle-d'accueil, de Formationssäll, de Konferenzsäll gemaach ginn, wou natierlech manner Plaz gebraucht ginn ass, mä an engem optimiséierte Gebrauch dovunner geet dat awer elo, wat de Besoin ass vun der Nationalbibliothék, duerchaus duer.

Et ass eng Limitatioun vun den Espacen am Restaurant, an der Restauratioun gemaach ginn. Et ass eng Suppressioun vun de Surfaces tampons gemaach ginn.

Par contre, mir hu keen Espace enfants, wéi d'Madame Lorsché gefrot huet. Mir hunn

awer en Espace parents, dat heescht, wou d'Eltere kënnen mat hire Kanner dohinnergoen, wa se da wëllen eppes liesen. Dat heescht, et ass esou en Typ Surfaces natierlech do dran.

Elo kann een ëmmer op där enger Säit soen, an dat ass jo, wou dann déi politesch Responsabilitéit ass, et ass ze deier, an op där anerer Säit héieren ech, et feelt awer nach dat hei, dat hei an dat hei! Jo, dat geet awer net zesummen! Entweder et ass ze deier oder mir brauchen nach méi, mä da gëtt et méi deier.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).**- Ech fannen et net ze deier!

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Dir net, mä anerer!

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).**- Et ass e bësse méi deier wéi am Ausland!

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Dat ass zwar net richtig! Mir hu Projeten am Ausland gekuckt mat deeneselwechte Meter-Kibba a Meter-carré-Zuelen, wou mir duerchaus an de Präisser sinn a wou et am Ausland duerchaus méi deier gebaut gëtt.

D'ailleurs wëll ech och dorobber zréckkommen, well dat mer och..., well ech et wëll riichtstellen. Dir hutt gesot, et ass ongeféier deeselwechte Präis wéi e Lycée. Jo, et ass deeselwechte Präis wéi e Lycée, et ass ongeféier déiselwecht Meter-carré-Zuel wéi e Lycée.

Mä fir et da mat dem Mudam a mat der Philharmonie ze vergläichen a fir ze soen, de Mudam, deen huet awer 80 Milliounen kascht an d'Philharmonie 107 Milliounen an dat hei ass also elo vill méi deier! Dat ass virdru gesot ginn. Dat hei ass elo méi deier wéi ähnlech Gebaier!

Dat kann een awer net esou soen. Well, et ass op de Präisser, Dir sot, déi Präisser gitt Der do un, déi Präisser vu '97 sinn. Op jidde Fall ass dat esou grouss a verschidde Presseorganer komparativ gewise ginn. 80 Milliounen am Mudam, dat ass e Präis vu '97! 107 Milliounen d'Philharmonie, dat ass e Präis vun 2001! Wann een déi Präisser op den Index vun haut héichrechnent, da gesäit een, datt de Mudam mam heitegen Präis, mam heitegen Index 118 Milliounen an d'Philharmonie der 142 kascht hätt!

Dat heescht, u sech ass dës Nationalbibliothék méi bëlle, wann een de Präis op dee richtegen Index rechent, vergläichbaren Index rechent wéi déi aner, well mer ganz einfach oppassen; well mer amgaange sinn, anescht ze bauen, a well mer kucken, datt mer fir déi Suen, déi mer investéieren, de Maximum um Produit erauschoen.

Ech si frou, datt hei déi iwwerwältigend Majoritéit vun der Chamber dee Projet hei stëmmt, hannendrusteet. An ech ginn dovunner aus, datt mer an dëser Legislaturperiod dës Projet kënnen ufänken an datt en drai Joer ofgeschloss ass, datt dann déi nei Bibliothék bezuchsfäeg ass.

Op d'Fro vum Hâr Bettel, wat dann an déi al Nationalbibliothék kënn, do wëll ech lech just erënneren, datt ech éischens an der Kommissioun selwer der Madame Brasseur schonn dorobber geäntwert hunn an zweetens och hei an dem Plenum, virun engem Mount, dorobber geäntwert hunn, fir ze soen, datt mer dat nach net wësst, wat géif dodranter...

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Et ass also d'selwecht.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Et ass bis elo nach ëmmer d'selwecht. A mir mussen ganz genau kucken, wat fir eng Usagen effektiv derfir sënnvoll wieren oder net. Mä dofir hu mer nach eng gewëssen Zäit, fir dat ze maachen a fir eis do ze decidéieren. Et sinn eng Rei Gebaier hei an der Stad, déi wäerte fräi ginn, wou aner Usagë mussen fonnt ginn, an ech mengen, dat mussen mer an engem ganzen Ensemble decidéieren, datt mer eng sënnvoll Utilisatioun dovunner fannen.

Ech si sécher, Hâr Buergermeeschter, datt Dir och Är Iddien nach dozou hutt, déi Der eis dann zu gegebener Zäit matdeelt!

(**Interruption**)

Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Hâr Nohaltekeetsminister. An da kritt d'Wuert d'Madame Kulturminister Octavie Modert.

► **Mme Octavie Modert, Ministre de la Culture.**- Hâr President, och ech wëll dem Hâr Rapporteur Merci soe fir säin detailléierten an extensive Rapport, wou alles dra war.

Laang ass duerno geruff ginn, no enger neier Nationalbibliothék! Elo kréie mer se, déi nei

Nationalbibliothék! An eigentlech hunn der vill, och vun lech heibannen heiansdo, dat net gegleeft a geduecht, et géif um politesche Wëlle feelen, a gemengt, dee wier net do. Awer mäi Kolleg Claude Wiseler an ech selwer, mir hunn et elo wouer gemaach.

40 Joer, nodeems déi heiteg Nationalbibliothék um Boulevard Roosevelt opgaangen ass 1973, stëmmt d'Chamber haut, 2013, de Projet vun der Regierung, fir eng nei Nationalbibliothék ze bauen. Et ass dacks drop gedréckt ginn, et waren Interpellatiounen heibannen, Kommissiounssitzungen, Visiten, also soll elo de Projet net klenggeriet ginn, well et ass eent vun deene grousses Gesetzer vun dëser Legislaturperiod.

Et ass ee Gesetz, wat eis hëlleft, op Kompetenz-nischen ze setzen hei am Land. D'Nationalbibliothék stellt eng wichteg Wettbewerbsnisch duer, well si ass e wichteg Bestanddeel vun der Wëssengesellschaft. An hir Innovationskraft ass net ze ënnerschätzen! Mir setzen heimat op Kompetenz-nischen, déi eisem Land nach zu neuem Wuesstum verhëlfe kënnen. A grad an Zäite vu Kris muss een op d'Kapital „Mensch“ an op déi gro Zelle setzen, an dat heescht gutt gebilten an ausgebilte Personal ze hunn, wat immens wichteg ass an den Zäite wéi déi heiten. Dat ass dat Eenzeg, wat eis heiansdo nach virunhëlfe kann.

D'Kompetitivitéit ass och kulturell, huet de Professor Hautcœur vun der EHES Paräis dëslescht gesot gehat. An dofir ass a muss et och sinn, datt déi Bibliothék hei eng Bibliothék ass fir all Publikum a fir all Typ vu Lieser, egal aus wéi enger Schicht, egal vu wéi engem Ursprung, egal vu wéi enger Nationalitéit, a grad an ëmsou méi an eisem Zäitalter vun der Wëssengesellschaft. Et ass méi wéi nëmmen eng Studentebibliothék oder eng Fuerschungsbibliothék. Si huet en enzyklopädeschen an universelle Charakter.

Hâr President, ouni d'Kollektiounen vun der Nationalbibliothék kann een d'Geschicht vu Lëtzebuerg net novollzéien. Dofir wëll mir méiglechst vill Leit unzéie kënnen. Dofir wëll mir och Leit vun allen Nationalitéiten dohinnerkréien. Dofir si mer och haut scho frou, datt mer vill Grenzgänger dobannen hunn. Dofir hu mer haut awer och en Deel jonk Leit, déi dohinnerkommen, an natierlech wëlle mer d'Bibliothék nach méi attraktiv maache fir si. Dofir war et wichteg, datt mer se (veuillez lire: dat neit Gebai) kréien, dofir war et och ganz wichteg, datt mer attraktiv Liessäll kréien, wou genuch Plaz ass, fir Bicher an den direkten Accès ze setzen, wou se net am Magazin verstoppt sinn, dofir ass et och wichteg fir genuch Plaz fir Computeren, fir elektronesch Publikatiounen ze hunn, well haut feelt béides an der Nationalbibliothék, a mir brauchen dat, fir aus hir ëmmer méi e Bildungs- an e Wëssensinstrument ze maachen. Et ass net nëmmen e Kulturinstitut, wann och ee ganz wichteg Kulturinstitut, et ass e Stéck vun där esou wichtiger Wëssengesellschaft vun haut.

D'Bibliothék vun haut a vun der Zukunft ass also en Instrument vun der Demokratie, fir alle Bierger optimalen Zougang zu Wëssen, Kultur an Informatioun unzebidden. An dofir mussen d'Raimlechkeeten och attraktiv sinn. Elektronesch a Printmedië mussen matenee verbonne sinn.

Ausserdeem, déi heiteg Infrastruktur mat deene villen Annexen an Dépôten erlaben der Nationalbibliothék et net, rationell a produktiv ze schaffen. D'Annexë kaschten ausserdeem de Stat ganz vill Suen. Eng funktionell Nationalbibliothék ass e komplex Gebai, dat wësse mer, dat hutt Der gesinn an der Kommissioun, an dat kritt een nëmmen duerch e Neibau garantéiert.

An da féiere mir, wéi sou dacks hei am Land, eng Diskussioun iwwer Standuerter. Mä d'Nationalbibliothék ass, wann och, esou net nëmmen, do fir Fuerscher a Studenten, mä fir jiddwieren. Déi zwou Bibliothéiken, Unisbibliothék a Nationalbibliothék, ergänzen sech awer optimal a schaffen haut scho gutt zesummen an och an Zukunft weider.

Déi Bibliothék dierf et net als Gebai op hire Präis reduzéiert ginn, wéi dat heiansdo gesot gëtt, wat awer e bësse populistesch ass, grad bei engem Instrument vun enger Wëssenschaftsgesellschaft oder vun enger Wëssenschaftsgesellschaft. Kultur dierf net nëmmen op de Präis vu Gebaier reduzéiert ginn, mä de Wäert dovu muss gekuckt ginn.

Ech wëll, Hâr President, vläicht nach kuerz op déi Froen agoen, déi gestallt waren, souwäit wéi ech mech nach un se alleguerter erënneren kann. De Bricherhaff ass eng exzellente Plaz fir déi Nationalbibliothék. D'Mixitéit ass optimal gesécher, déi sozial Mixitéit, et si Schoulen do, Fräizäit ass ronderëmmer, wou d'Leit vill hignen, an d'Kinoen an och akafen. De générationnelle Mix ass do.





A wa mer kucken, d'Bibliothék an der Stad, déi läit och op esou enger Plaz an esou engem Ëmfeld, wat ganz gemëscht ass, wou vill Zirkulation am Dag ronderëmmer ass, an dofir ass de Bricherhaff exzellent. An Ëmfroen, déi mer amgaange sinn ze finaliséieren, awer och aus Reaktioun vu virdrun, wësse mer, datt et de Leit wichteg ass, datt eng Nationalbibliothék op eng Plaz kënn, wou si e gudden Accès hunn, wou se licht dohinnerkommen a wou se och gutt mam öffentlechen Transport dohinnerkommen. Dat ass um Bricherhaff nach besser garantéiert wéi op anere Plaze vum Kierchberg. Dat (veuillez lire: Déi Fuerderung) hu mer ëmmer erëm festgestallt an ass ëmmer erëm erauskomm.

Dat, Här President, fir d'Riednerzäit net ze vill ze strapazéieren, a Kuerzform. Falls nach aner Froe bleiwen, ech si gäre bereet, herno nach eng Kéier individuell drop anzegoen, well ech denken, datt d'Riedezäit fir zwee Ministeren net ze laang war a mer probéiert hunn, net ze vill ze iwwerzéien.

Villmools Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci der Madame Kulturministesch. Domadder wäre mer um Enn vun der Diskussioun a mir kommen zur Ofstëmmung.

**(Interruption)**

Ah, entschëllegt, den Här Colombera. Här Colombera, hutt Der eng Fro oder wat...?

► **M. Jean Colombera (Onofhängeg).** - Jo, mä ech wollt soen, d'Madame Kulturministesch huet mer gesot, si géif mer d'Froen herno beäntweren.

Merci.

**(Hilarité)**

► **M. le Président.** - Mir huelen Akt dovunner, Här Colombera.

► **M. Jean Colombera (Onofhängeg).** - Neen, ech ka se awer stellen, well...

► **M. le Président.** - Neen, mä Dir hutt se jo scho gestallt.

**(Interruptions)**

► **M. Jean Colombera (Onofhängeg).** - Neen, neen, ech hu jo nach keng Äntwert kritt.

► **M. le Président.** - Majo, d'Madame Minister gétt lech dann déi Äntwerte schréfflech.

► **M. Jean Colombera (Onofhängeg).** - Merci, et ass gutt.

► **M. le Président.** - Voilà! Also mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi 6516 et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi persénelech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass 6516 uegell mat 59 Jo-Stëmmen, bei enger Enthaltung.

Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement (par M. Félix Eischen), Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupt, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessa Scholtes (par Mme Nancy Arendt), MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Marie-Josée Frank), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner;

MM. André Bauler, Eugène Berger (par M. Carlo Wagner), Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Fernand Etgen) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser;

MM. Jean Colombera et Jacques-Yves Henckes.

S'est abstenu: M. Serge Urbany.

Wëllt ee seng Enthaltung begrënnen?

**(Négation)**

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Gétt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

**(Assentiment)**

Dann ass dat esou décidéiert.

## 2. Résolution relative à la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2012/34/UE du Parlement européen et du Conseil du 21 novembre 2012 établissant un espace ferroviaire unique européen, en ce qui concerne l'ouverture du marché des services nationaux de transport de voyageurs par chemin de fer et la gouvernance de l'infrastructure ferroviaire (document COM(2013)29 final) et à la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (CE) n°1370/2007 en ce qui concerne l'ouverture du marché des services nationaux de transport de voyageurs par chemin de fer (document COM(2013)28 final)

### - Art. 169 (5) du Règlement de la Chambre

An hirer Réunioun vum 20. Mäerz 2013 huet d'Commission du Développement durable décidéiert, en Avis motivé un d'Europäesch Kommissioun ze riichten.

D'Nohaltegkeetskommissioun war am Kader vun der Kontroll vum Subsidiaritätsprinzip mat engem legislative Virschlag vun der EU-Kommissioun befaasst. Dee Virschlag betrëft d'Dokument COM(2013)29 final a COM(2013)28 final iwwert de véierte Paquet ferroviaire. D'Nohaltegkeetskommissioun koum zur Konkusioun, datt de Subsidiaritätsprinzip verletz ginn ass.

D'Prozedur, déi applizéiert gétt, ass geregelt am Artikel 169 vum eisem Règlement. Den Avis motivé vun der Commission du Développement durable läit lech a Form vun enger Resolution vir.

### Résolution

La Chambre des Députés,

- considérant l'article 5, paragraphe 3, du traité sur l'Union européenne;

- considérant l'article 169 du Règlement de la Chambre des Députés;

- rappelant que la Commission du Développement durable a été saisie (i) d'une proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2012/34/UE du Parlement européen et du Conseil du 21 novembre 2012 établissant un espace ferroviaire unique européen, en ce qui concerne l'ouverture du marché des services nationaux de transport de voyageurs par chemin de fer et la gouvernance de l'infrastructure ferroviaire (document COM(2013)29 final) (ci-après la «proposition de directive»), et (ii) d'une proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (CE) n°1370/2007 en ce qui concerne l'ouverture du marché des services nationaux de transport de voyageurs par chemin de fer (document COM(2013)28 final) (ci-après la «proposition de règlement»), deux propositions législatives émanant de la Commission européenne faisant partie du quatrième paquet ferroviaire et relevant du contrôle de subsidiarité;

- prenant acte du fait que le délai du contrôle de la subsidiarité arrive à son terme en date du 3 avril 2013;

- constatant que la Commission du Développement durable a adopté, lors de sa réunion du 20 mars 2013, à l'unanimité un avis motivé au sujet des initiatives législatives précitées;

décide de faire sien cet avis motivé de la Commission du Développement durable ayant la teneur suivante:

«La Commission du Développement durable exprime ses réserves au sujet de la proposition sous rubrique pour les raisons suivantes:

I. Remarques préliminaires

(i) Sur la situation atypique du Luxembourg

1. La Commission du Développement durable souhaite attirer l'attention sur la petite taille du pays et, partant, de son réseau ferroviaire. Celui-ci ne comporte en effet que 274 km de voies ferrées. La Commission du Développement durable souhaite donc mettre en avant que, sur plusieurs points qui seront développés ci-dessous, cette situation atypique du Grand-Duché a servi de fil conducteur aux réflexions ayant abouti au présent avis.

(ii) Sur l'absence de mention du principe de subsidiarité dans le corps des propositions de directive et de règlement et leur insuffisance de motivation au regard de ce principe

2. La Commission du Développement durable constate que, en contradiction avec l'article 5 du Protocole n°2 sur l'application des principes de subsidiarité et de proportionnalité annexé au traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, le respect du principe de subsidiarité n'est aucunement motivé dans l'exposé des motifs ou les considérants des propositions de directive ou de règlement.

En effet, ledit article 5 du Protocole n°2 dispose clairement que:

„Les projets d'actes législatifs sont motivés au regard des principes de subsidiarité et de proportionnalité. Tout projet d'acte législatif devrait comporter une fiche contenant des éléments circonstanciés permettant d'apprécier le respect des principes de subsidiarité et de proportionnalité. Cette fiche devrait comporter des éléments permettant d'évaluer son impact financier et, lorsqu'il s'agit d'une directive, ses implications sur la réglementation à mettre en œuvre par les États membres, y compris, le cas échéant, la législation régionale. Les raisons permettant de conclure qu'un objectif de l'Union peut être mieux atteint au niveau de celle-ci s'appuient sur des indicateurs qualitatifs et, chaque fois que c'est possible, quantitatifs. Les projets d'actes législatifs tiennent compte de la nécessité de faire en sorte que toute charge, financière ou administrative, incombant à l'Union, aux gouvernements nationaux, aux autorités régionales ou locales, aux opérateurs économiques et aux citoyens soit la moins élevée possible et à la mesure de l'objectif à atteindre.”

En l'espèce, les développements relatifs au principe de subsidiarité figurent uniquement dans les „impact assessment” annexés à la proposition de directive<sup>1</sup> et à la proposition de règlement<sup>2</sup>.

3. En outre, la Commission du Développement durable relève que ces documents ne traitent de la question de la subsidiarité qu'en l'espace de quelques lignes et en termes généraux qui ne sauraient être considérés comme suffisants, comme elle va à présent le démontrer.

De plus, lorsque la Commission européenne („Commission”) apprécie dans les impact assessment précités l'incidence que peut avoir chacune des différentes options à sa disposition, elle ne se prononce pas sur les conséquences du choix d'une option ou d'une autre en ce qui concerne le respect du principe de subsidiarité.

II. Sur la proposition de directive modificative de la directive 2012/34/UE

4. À titre liminaire, il est souligné que le principe de subsidiarité revêt une exigence particulière dans le cadre d'une proposition de directive qui porte principalement sur l'ouverture du marché des services nationaux de transport de voyageurs par chemin de fer.

5. Les critiques au titre de la méconnaissance du principe de subsidiarité sont, dans l'état actuel de la proposition, limitées à l'article 7, intitulé „Séparation institutionnelle du gestionnaire de l'infrastructure”. À cet égard, il est rappelé que le principe de subsidiarité doit être observé à propos de toute disposition d'une proposition d'acte de droit dérivé.

6. L'article 7 de la proposition se rattache formellement au deuxième objectif poursuivi par celle-ci, à savoir l'amélioration de la gouvernance du gestionnaire de l'infrastructure, l'objectif étant de garantir l'égalité d'accès à l'infrastructure. Cet objectif devrait être réalisé par la suppression des conflits d'intérêts qui pèsent sur les décisions du gestionnaire de l'infrastructure en matière d'accès au marché (dans la mesure où elles devraient tenir compte des intérêts commerciaux de la structure intégrée) et l'élimination des risques de subventions croisées qui existent dans les structures intégrées. Plus largement, cet objectif-relais poursuit l'objectif plus général et principal de la proposition de directive de plus grande ouverture des marchés ferroviaires.

7. Or, l'action envisagée (la séparation juridique du gestionnaire de l'infrastructure et d'une entreprise ferroviaire) aux fins de la poursuite des objectifs de garantie de l'égalité d'accès à l'infrastructure et de plus grande ouverture des marchés ferroviaires a été jugée inutile par la très récente directive 2012/34/UE du 21 novembre 2012 établissant un espace ferroviaire unique européen. Plus précisément, celle-ci a déterminé soigneusement les éventuelles étapes ultérieures de l'ouverture du marché intérieur du transport ferroviaire de voyageurs, assigné une méthodologie précise à la Commission européenne et mis des limites à l'étendue et à la teneur de ses éventuelles propositions législatives. En conséquence, le Parlement européen et le Conseil, dans une disposition finale de la directive 2012/34/UE - l'article 63, paragraphe 1<sup>er</sup> -, ont épuisé le pouvoir discrétionnaire des institutions européennes dans l'appréciation du respect des exigences du principe de subsidia-

rité des initiatives ultérieures susceptibles d'être prises.

Tout d'abord, la Commission doit présenter au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions un rapport concernant la mise en œuvre du chapitre II de la directive 2012/34/UE. Celui-ci, consacré au développement des chemins de fer de l'Union, comporte notamment une section 1 relative à l'indépendance de gestion et une section 2 relative à la séparation entre la gestion de l'infrastructure et l'activité de transport et entre les différents types d'activité de transport.

Dans la mesure où les États membres disposent d'un délai expirant le 16 juin 2015 pour transposer la directive, on imagine mal le rapport être présenté avant cette date.

Ce rapport doit aussi porter sur le développement du marché, en ce compris l'état de préparation en vue d'une ouverture supplémentaire du marché ferroviaire.

Il est également assigné à la Commission la mission d'analyser dans ce rapport les différents modèles pour l'organisation de ce marché, ainsi que l'impact de la directive 2012/34/UE sur les contrats de service public et leur financement.

Sur ce point, le Parlement européen et le Conseil ont précisé la méthodologie à suivre par la Commission européenne. Celle-ci devra tenir compte, d'une part, de la mise en œuvre du règlement (CE) n°1370/2007 et, d'autre part, des différences intrinsèques entre les États membres (densité des réseaux, nombre de passagers, distance moyenne parcourue).

Il est donc fait obligation expresse à la Commission européenne de tenir compte des spécificités et particularismes nationaux<sup>3</sup>.

En quatrième et dernier lieu uniquement, donc après s'être acquittée des trois premières missions présentées ci-dessus, celle-ci proposera, si nécessaire, des mesures législatives à l'ouverture du marché intérieur du transport ferroviaire de voyageurs et à la mise en place des conditions nécessaires pour garantir un accès non discriminatoire à l'infrastructure. À cet effet, la Commission devra en outre s'appuyer sur les exigences de séparation existantes entre la gestion de l'infrastructure et l'activité de transport. En outre, elle devra évaluer l'impact de ces mesures.

Il convient de souligner le terme s'appuyer (sur les exigences de séparation existantes). Les versions allemande et anglaise de la directive sont plus contraignantes encore pour la Commission européenne. La première indique que „wobei sie auf den bestehenden Anforderungen einer Trennung zwischen Infrastrukturbetrieb und Verkehrsleistungen aufbaut”; la seconde utilise l'expression „building on the existing separation requirements between infrastructure management and transport operations”.

En d'autres termes, les éventuelles propositions que la Commission européenne ne peut déposer que (i) après s'être acquittée de trois missions d'analyse, dont (ii) l'une doit prendre en considération les spécificités nationales des réseaux, (iii) en cas de nécessité avérée, doivent (iv) prendre appui, se fonder, être érigées sur la base des dispositions existantes en matière de séparation entre la gestion de l'infrastructure et les activités de transport.

8. Force est de constater en l'occurrence que:

- les missions d'analyse préalable (mise en œuvre du chapitre II sur l'indépendance, développement du marché, analyse des différents modèles pour l'organisation de ce marché) n'ont pas encore été menées et qu'elles ne peuvent pas l'être avant la transposition de la directive 2012/34/UE;

- partant, les différences intrinsèques entre les États n'ont pas pu être étudiées;

- la Commission n'a pas établi la nécessité de présenter des propositions législatives relatives à l'ouverture du marché intérieur;

- sa proposition va bien au-delà de la directive 2012/34/UE qui retient uniquement l'exigence d'indépendance entre le gestionnaire de l'infrastructure et des entreprises ferroviaires sur le plan juridique, organisationnel ou décisionnel, laquelle peut être réalisée par la mise en place de divisions organiques distinctes au sein d'une même entité juridique.

Sur ce dernier point, le Scénario 2, envisagé dans l'impact assessment, qui passe seulement par une „clarification, dans le droit de l'UE, des implications concrètes des obligations de séparation existantes”, mais qui n'a pas été retenu par la

<sup>3</sup> Voir, à cet égard, notre remarque préliminaire sur la modicité du réseau ferroviaire luxembourgeois.

<sup>4</sup> Document SWD (2013) 13 final.

<sup>1</sup> Document SWD (2013) 12 final, et SWD (2013) 13 final (Résumé).

<sup>2</sup> Document SWD (2013) 10 final, et SWD (2013) 11 final (Résumé).





Commission européenne, est plus en phase avec la finalité de l'article 63, paragraphe 1<sup>er</sup>, de la directive 2012/34/UE.

9. L'article 7 de la proposition de directive méconnaît donc les exigences du principe de subsidiarité, telles qu'appréciées et précisées par le Parlement européen et le Conseil eux-mêmes en novembre 2012 lors de l'adoption de la directive 2012/34/UE.

Notamment, l'initiative législative de la Commission européenne est prématurée. La directive 2012/34/UE doit sortir ses effets avant que puisse être appréciée l'opportunité d'une nouvelle proposition de directive.

Cette précipitation est d'autant plus contraire au principe de subsidiarité que la directive 2012/34/UE comporte dans le chapitre IV une section 5, détaillée, qui renforce les pouvoirs des organismes de contrôle nationaux, notamment aux fins de prévenir toute discrimination entre les candidats. Les objectifs de l'action envisagée peuvent donc être atteints d'une manière suffisante par les États membres à leur niveau. En conséquence, une initiative supplémentaire au niveau européen en la matière apparaît superflue et, en tous cas prématurée, au vu du renforcement des structures de contrôle nationales réalisé par la directive 2012/34/UE et des obligations qui en découlent pour les États membres.

L'initiative de la Commission européenne méconnaît donc tout à fait l'esprit de l'approche „better legislation” qu'elle avait initiée à la suite de l'inscription du principe de subsidiarité dans le traité et des rapports annuels sur l'application de ce principe qu'elle a publiés.

Par ailleurs, en ce qui concerne le Luxembourg à tout le moins, la proposition de directive ne tient pas compte de la nécessité de faire en sorte que les charges financières découlant de l'objectif d'amélioration de la gouvernance du gestionnaire de l'infrastructure soient le moins élevées possible et à la mesure de cet objectif. Une scission du gestionnaire d'un réseau aussi réduit que le réseau luxembourgeois occasionnerait en effet des coûts hors de proportion.

On remarquera à cet égard que, dans l'impact assessment mené par la Commission concernant les mesures à prendre, l'option d'une séparation institutionnelle est considérée comme l'option la plus coûteuse<sup>1</sup>.

10. Il est également rappelé que les mesures de l'Union doivent laisser une marge de décision aussi grande que possible au plan national, dans les limites de ce qu'exige l'objectif de la mesure. Sans préjudice de la législation européenne, il convient de veiller au respect des pratiques nationales bien établies ainsi que de l'organisation et du fonctionnement des systèmes juridiques des États membres. Dans les cas appropriés, et sous réserve de la nécessité d'une exécution adéquate, les mesures européennes doivent offrir aux États membres des solutions différentes pour réaliser les objectifs de la mesure.

Force est de constater une fois encore que ces exigences du principe de subsidiarité ne sont pas respectées. L'obligation de scission découlant de l'article 7 de la proposition de directive ne laisserait aucune marge de manœuvre à l'État luxembourgeois. Par ailleurs, la taille réduite du réseau ferroviaire luxembourgeois n'est aucunement prise en compte, contrairement à ce que prévoit le point 7 du Protocole sur l'application des principes de subsidiarité et de proportionnalité annexé au traité d'Amsterdam, une exigence confirmée et précisée par l'article 63, paragraphe 1<sup>er</sup>, de la directive 2012/34/UE.

11. Par ailleurs, dans la mesure où il s'agit de prévenir des distorsions de concurrence dans l'accès au réseau ferroviaire national du fait du comportement du gestionnaire de celui-ci, on ne voit pas, au vu du régime découlant de la directive 2012/34/UE, en quoi une action supplémentaire menée au niveau européen présenterait des avantages manifestes par rapport à l'action que les États membres doivent mener à leur niveau en vertu précisément de cette directive. On relèvera que la Commission s'abstient d'une telle démonstration dans sa proposition de directive et l'exposé des motifs qui la précède.

12. On soulignera aussi le lien extrêmement ténu entre l'objectif d'amélioration de la gouvernance du gestionnaire de l'infrastructure et les dispositions du TFUE relatives à la politique commune des transports sur lesquelles se fonde la proposition de directive. Il doit être rappelé à cet égard que l'Union européenne ne dispose pas d'une compétence générale en matière de gouvernance. En conséquence, il lui incomberait, en tout état de cause, de démontrer la nécessité aux

fins des objectifs poursuivis d'une ingérence aussi radicale dans la configuration d'entités soumises au droit national d'un État membre.

III. Sur la proposition de règlement modificatif du règlement (CE) n°1370/2007: l'accès effectif et non discriminatoire à du matériel roulant adapté au transport public de voyageurs par chemin de fer

13. L'article 5bis du projet de règlement modifiant le règlement (CE) n°1370/2007 aboutit à mettre à charge des États membres en cas d'absence d'offre de location appropriée une partie du financement de l'accès à du matériel roulant.

14. En premier lieu, cette mesure va frontalement à l'encontre de l'article 5 du Protocole n°2 du TFUE, lequel, pour rappel, dispose in fine que „les projets d'actes législatifs tiennent compte de la nécessité de faire en sorte que toute charge, financière ou administrative, incombant à l'Union, aux gouvernements nationaux, aux autorités régionales ou locales, aux opérateurs économiques et aux citoyens soit la moins élevée possible et à la mesure de l'objectif à atteindre”.

Or, en l'espèce, il est manifeste que la Commission sait pertinemment que les mesures qu'elle propose sont financièrement les plus lourdes pour les États membres afin d'atteindre l'objectif poursuivi. En effet, dans l'impact assessment portant sur la proposition de règlement modificatif, la Commission a envisagé six différentes options de garantir un accès effectif et non discriminatoire au matériel roulant („Rolling stock”). Parmi ces options, figurait l'option „RS4”, conseillée par la Commission et reprise à l'article 5bis de la proposition de règlement.

Cette option était alors libellée comme suit „Obligation for the competent authority to take the financial risks (where leasing companies do not exist). The competent authorities are obliged to provide or procure residual value guarantees on rolling stock if a bidder has no other means of avoiding residual value risk. This would not preclude Member States and competent authorities applying a mix of options RS1 (leasing companies), RS2 (competent authorities own rolling stock) and RS4 (competent authorities provide guarantees) as considered appropriate. It would leave it to competent authorities to decide the 'least bad' approach to improving accessibility to rolling stock achievable with the funds available”<sup>2</sup>.

Dans l'analyse de cette option, à savoir de ses avantages et ses inconvénients, la Commission a toutefois expressément considéré que, d'un point de vue financier, cette option méritait une note „- -”, soit la plus mauvaise note, et était donc l'option la plus attentatoire aux finances publiques de toutes les options plausibles retenues. Plus précisément, selon les propres termes de la Commission<sup>4</sup>:

„Option RS4 puts the burden of the financial risk of residual value on public authorities, which have to provide guarantees as to the residual value of rolling stock. There are disincentives to the competent authority to terminate a poorly-performing contract and there are principal-agent problems (the railway undertaking has no incentives to maintain the rolling stock in good condition). Contracting may also lack the expertise to estimate the value of rolling stock.

Option RS4 also affects the public budget of local authorities, and ultimately Member States, as it may require competent authorities to dispose the whole book value of the trains - as the contract might be called off at any moment by the operator. However, it is important to underline that the procurement of rolling stock is currently part of public expenditure (and is covered by public procurement rules).”

Si la Commission considère que cette option RS4 retenue est la plus à même de favoriser la concurrence, en lui octroyant une note „+ +”, le poids qu'elle fait peser sur les finances publiques est incompatible avec l'adoption d'une telle option. De plus, la Commission reconnaît que, si cette option devait être choisie, „les entités adjudicatrices pourraient choisir d'utiliser du vieux matériel roulant pour minimiser les coûts, ce qui nuirait à l'innovation”<sup>5</sup>.

La Chambre des Députés est d'ailleurs d'avis qu'il existe dans un tel cas de figure un risque de nuire ainsi à la qualité du service de transport ferroviaire de voyageurs et qu'un problème de sécurité est susceptible de surgir sur les réseaux ferroviaires.

Par contre, l'option RS3, qui consiste en l'imposition à l'ancien opérateur de revendre ou louer son matériel roulant au nouvel opérateur choisi, est considérée par la Commission comme seulement légèrement attentatoire aux finances publiques („-”).

15. En deuxième lieu, l'application du principe de subsidiarité doit respecter les dispositions générales et les objectifs du traité, ainsi que le requiert le point 2 du Protocole sur l'application des principes de subsidiarité et de proportionnalité annexé au traité d'Amsterdam. L'article 119 TFUE énonce à cet égard que, aux fins énoncées à l'article 3 TUE, l'action des États membres et de l'Union comporte, dans les conditions prévues par les traités, l'instauration d'une politique économique fondée sur l'étroite coordination des politiques économiques des États membres, sur le marché intérieur et sur la définition d'objectifs communs, et conduite conformément au respect du principe d'une économie de marché.

Il est manifestement contraire au principe d'une économie de marché d'obliger les États à subventionner des activités économiques privées.

Cette obligation compromet également le respect par les États du principe directeur de finances publiques saines, visé à l'article 119, paragraphe 3, TFUE, spécialement dans une période de crise économique aiguë, telle que celle qui est traversée actuellement.

Elle compromet en outre le bon fonctionnement des services d'intérêt économique général et, par voie de conséquence, l'article 14 TFUE. En effet, l'obligation de subventionnement est de nature à détourner des ressources publiques du financement du service d'intérêt économique général que constitue le transport de voyageurs par voie ferroviaire et à entraîner la fermeture de lignes, au détriment de la cohésion sociale et économique d'un État membre. Or, l'article 14 TFUE dispose que, eu égard à la place qu'occupent les services d'intérêt économique général parmi les valeurs communes de l'Union ainsi qu'au rôle qu'ils jouent dans la promotion de la cohésion sociale et territoriale de l'Union, l'Union et ses États membres, chacun dans les limites de leurs compétences respectives et dans les limites du champ d'application des traités, veillent à ce que ces services fonctionnent sur la base de principes et dans des conditions, notamment économiques et financières qui leur permettent d'accomplir leurs missions.

Plus généralement, c'est un principe fondamental du traité, découlant des règles en matière d'aides d'État, qu'un État membre peut intervenir en cas de défaillance du marché. En revanche, le droit européen ne lui impose pas d'intervenir à ses frais pour mettre fin à une défaillance du marché.

Une nouvelle fois, la mesure envisagée aboutit à mettre à charge des États membres un poids financier sans proportion avec les éventuelles retombées positives en matière de degré de concurrence.

À cet égard, on peut même s'interroger sur l'effet contreproductif de la mesure envisagée. Dans la mesure où le choix d'un opérateur qui n'est pas en mesure de financer seul l'utilisation de matériel roulant occasionnerait un coût supplémentaire à l'État, pourquoi celui-ci le choisirait-il?

Par ailleurs, les effets positifs sur la concurrence invoqués par la Commission sont uniquement postulés. Est-il raisonnable de penser que des lignes ferroviaires régionales ou d'importance nationale secondaire suscitent l'intérêt de nouveaux entrants?

16. En troisième lieu, dans la lignée des développements figurant sous „II” en ce qui concerne „better legislation”, la dernière question qui se pose est celle de l'opportunité de la modification du règlement (CE) n°1370/2007, moins de quatre années après son entrée en vigueur (décembre 2009).

En effet, comme il l'a déclaré dans un avis datant de fin 2012, le Comité économique et social européen „s'inquiète de la volonté de la Commission européenne de réviser le règlement 1370/2007/CE (services publics de transport de voyageurs par chemin de fer et par route), produit d'un compromis difficile au niveau institutionnel. Il précise que ce règlement donne beaucoup de possibilités d'organisation aux États membres, en respect des principes de proportionnalité et de subsidiarité”<sup>6</sup>.

En outre, l'on rappelle que dans le cadre de l'actuel règlement (CE) n°1370/2007, une certaine liberté de choix quant au mode d'organisation des obligations de service public est accordée aux autorités compétentes. Or, la proposition de modification de ce règlement vise à supprimer cette liberté, contrairement à l'article 1<sup>er</sup> du Protocole 26 du traité qui dispose que:

„Les valeurs communes de l'Union concernant les services d'intérêt général au sens de l'article 14 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne comprennent notamment:

- Le rôle essentiel et le large pouvoir discrétionnaire des autorités nationales, régionales et locales pour fournir, faire exécuter et organiser les services d'intérêt économique général d'une manière qui réponde autant que possible aux besoins des utilisateurs

- La diversité des services d'intérêt économique général et les disparités qui peuvent exister au niveau des besoins et des préférences des utilisateurs en raison de situations géographiques, sociales ou culturelles différentes

- Un niveau élevé de qualité, de sécurité et quant au caractère abordable, l'égalité de traitement et la promotion de l'accès universel et des droits des utilisateurs.”

17. Il y a encore lieu de noter que la proposition de modification du règlement (CE) n°1370/2007 néglige le volet social alors que le traité sur l'Union européenne dispose en son article 9 que „dans la définition et la mise en œuvre de ses politiques et actions, l'Union prend en compte les exigences liées à la promotion d'un niveau d'emploi élevé, à la garantie d'une protection sociale adéquate, à la lutte contre l'exclusion sociale ainsi qu'à un niveau élevé d'éducation, de formation et de protection de la santé humaine”.

En effet, aucun élément de la proposition ne prend position sur les conséquences sociales d'un changement de prestataire du service public. Or, la Chambre des Députés est d'avis que le risque de conséquences sociales négatives est réel en cas d'adoption des propositions de la Commission.

#### IV. Remarques finales

18. En ce qui concerne les autres textes du quatrième paquet ferroviaire, et notamment la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à l'interopérabilité du système ferroviaire au sein de l'Union européenne (COM(2013)30) ainsi que la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à la sécurité ferroviaire (Refonte) (COM(2013)31), la Chambre des Députés est d'avis qu'il est prioritaire, avant d'entamer toute autre réforme, de réaliser en premier lieu des progrès substantiels dans les domaines de l'interopérabilité et de la sécurité. Dans ce contexte, le Luxembourg appuie le principe énoncé par la Commission européenne selon lequel il échet de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer l'interopérabilité des réseaux, en particulier dans le domaine de la normalisation technique. Ceci est d'autant plus important pour le Luxembourg étant donné qu'il est entouré de trois réseaux à spécifications techniques différentes.

19. En dernier lieu, la Chambre des Députés se permet de rappeler les observations qu'elles avaient émises dans le cadre d'un avis motivé relatif à la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil établissant un espace ferroviaire unique européen (document COM(2010)475 final), observations qui restent totalement d'actualité notamment dans le cadre de la séparation institutionnelle du gestionnaire de l'infrastructure:

„Ces exigences sont disproportionnées face à la poursuite de l'objectif d'un accès non discriminatoire à ces installations de service, et mettent en péril les structures et activités actuelles alors qu'elles répondent à un besoin et ont donné entière satisfaction dans un pays de petite taille qu'est le Luxembourg.

Par ailleurs, elles ne sont pas compatibles avec le principe de subsidiarité, car la législation nationale prescrit déjà aujourd'hui aux termes d'un règlement grand-ducal du 6 novembre 2009 qu'en leur qualité de gestionnaire d'infrastructure ferroviaire, les CFL s'engagent à exercer ce rôle dans le respect de la réglementation européenne ainsi que des critères d'indépendance y prévalant, afin de garantir un accès équitable et non discriminatoire à l'infrastructure ferroviaire et d'assurer l'utilisation optimale de celle-ci. L'Union ne devra en effet agir que si les objectifs ne peuvent être réalisés de manière suffisante par les États membres (critère de la nécessité) et s'ils peuvent être mieux réalisés par l'Union (critère de la valeur ajoutée ou efficacité comparée).

Nul besoin dès lors d'imposer cette indépendance juridique, organisationnelle et décisionnelle, exigence qui ne se retrouve même pas dans d'autres secteurs autrement plus libéralisés, à savoir celui de l'aviation, et qui mènerait d'ailleurs à une restriction de la liberté du commerce. Or, l'article 11 de la Constitution dispose en son paragraphe (6) que: „La liberté du commerce et de l'industrie, l'exercice de la profession libérale et du travail agricole sont garantis, sauf les restrictions à établir par la loi.” La Constitution garantit donc la liberté du commerce, sauf les restrictions établies par la loi. Ces restrictions étant l'exception, elles sont, d'après le tribunal administratif, d'interprétation stricte.”

(s.) Fernand Boden, Fernand Etgen, Camille Gira, Ali Kaes, Roland Schreiner.

E Vote sans débat gëtt virgeschloen. Ass d'Chamber domadder averstanen?

#### (Assentiment)

#### Vote sur la résolution

Wie mat dëser Resolutioun d'accord ass, ass gebieden, d'Hand ze hiewen.

<sup>1</sup> Document SWD (2013) 12 final.

<sup>2</sup> Voir page 50 du Document SWD(2013) 10 final.

<sup>3</sup> Ibid, page 51.

<sup>4</sup> Ibid, page 95.

<sup>5</sup> Document SWD (2013) 11 final.

<sup>6</sup> Comité économique et social européen, Avis du 13 décembre 2012, TEN/495/La qualité des services ferroviaires dans l'UE, point 1.7.



Dat schéngt mer d'Unanimitéit ze sinn. Domadder wär d'Resolutioun uegheoll. Ech soen lech Merci an ech leeden deen Avis un déi zoustänneg europäesch Instanz weider.

Um Ordre du jour vun haut de Mëtteg hu mer dann elo eng Orientéierungsdebatt iwwert de Wäibau. D'Riedezeit ass nom Modell 1 festgeleucht, an et hu sech ageschriwwen: déi Häre Gloden, Wagner, Scheuer, Kox a Gibéryen.

Als Éischt héiere mer den Här Raymond Weydert als Vertrieber vun der CSV-Fraktioun, déi dës Debatt ugefrot huet. Här Weydert, Dir hutt d'Wuert.

### 3. Débat d'orientation sur l'état actuel de la viticulture

#### Exposé

► **M. Raymond Weydert** (CSV).- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, de Lëtzebuerg Wäibau huet an de leschten zwee Jorzéngten e grouse Wandel matgemaach, an dat besonnesch a puncto Topqualitéit vun eise Wäiprodukten. Énnert dem Motto „Klass anstatt Mass“ hunn eis Wénzer de richteg Wee ageschloen, fir der staarker internationaler Konkurrenz d'Stir ze bidden a fir de selektive Wéisch an Uspréck vun den heitege Wäindrénker a Wäilibhaber entgéintzekommen.

De Konsument tendéiert haut zu qualitativ héichwäertege Wäiner. Am Allgemenge gëtt manner gedronk, mä duerfir awer bessere Wäin, a folglech sinn d'Leit och bereet, en ugemessene Präis ze bezuelen.

An dach, Kolleeginnen a Kolleegen, stinn eis Wénzer virun enger Rei vun Hürden, déi mussen iwwerwonnen ginn, fir de Betriber eng sécher Zukunft kënnen ze garantéieren. Am Laf vu menger Interventioun kommen ech och op déi Problemer zréck.

Erlaabt mer awer, datt ech fir unzefänke kuerz op eise Lëtzebuerg Wäibau aginn. An der Europäescher Unioun stelle mir mat 1.300 ha Ubaufäch eng vun de klengste Wäibauregiounen duer. Eist Wäibaugebitt erstreckt sech iwwer 42 km laanscht d'Musel vu Schengen bis op Waasserbëlleg. Ech wëll lech awer och net virenthalen, datt mir och e puer Hektar Wéngerten un der Énnersauer virfannen.

Déi 1.300 ha Ubaufäch verdeele sech op ronn 375 Wäibaubetribler.

► **M. le Président**.- Ech bieden lech nozelauschteren!

► **M. Raymond Weydert** (CSV).- Vun dësen 375 Betriber sinn 206 haaptberufflech Wénzer an 169 Nieweberuffler oder sougenannt Feierowendwénzer. De Wäibau zu Lëtzebuerg ass ëmmer nach, wéi soll ech et ausdrécken, Handwierk, well de Gros vun eise Betriber a senger Gréisst überschaubar ass. A wann een d'Statistike kuckt, dann hu mir just néng Betriber, déi méi wéi 15 ha bewirtschaften.

Wann ech awer e Bléck op d'Altersstruktur an de Betriber werfen, da gëtt déi eis awer ze bedenken: Zwee Drëttel vun de Betribsleiter hu méi wéi 50 Joer a bewirtschafte 57% vun eise gesamte Wäibauareal. Duerfir muss ee sech allgemeng d'Fro stellen, ob mir an Zukunft nach genuch Leit hei am Land fannen, déi Wäibau wëlle bedriewen.

De Wäibau ass e Stéck vun eiser Kulturlandschaft, déi sech am Laf vun zwee Jorhonnerten entwéckelt huet. D'Wéngerte prägen d'Landschaftsbild op der Musel a sinn d'Markenzeche vun der ganzer Regioun. Et ass duerfir wichteg, datt mir genuch Wénzer hunn, déi dës schéine Paysage fleegen an erhalen. De Kolleg Léon Gloden wäert duerno am Detail op d'Successioun an de Betriber agoen.

An der Lëtzebuerg Wäibranche fanne mir dräi verschidde Gruppementer, an zwar d'Genossenschaftswénzer, déi hir Drauwen un d'Vinsmosselle ofliwweren, d'Privatwénzer, déi nieft hirer eegener Drauweproduktioun och hiren eegene Wäinausbau an hir eege Vermarktung maachen, de Wäinhandel, deen d'Drauwen aus eegener Produktioun souwéi zoukaaften Drauwe vu Lëtzebuerg Wénzer zu Wäi verschafft a verkeeft. Vun eiser gesamter Wäiproduktioun entfalen 61% op d'Genossenschaften, 24% op d'Privatwénzer a 15% op de Wäinhandel.

Hei zu Lëtzebuerg hu mir 13 Riefzorten, an zwar déi éischter Konsumwäiner Elbling a Rivaner, d'Edelzorten Auxerrois, Pinot Blanc, Chardonnay, Pinot Gris, Riesling, Sylvaner, Gewürztraminer a Muscat, an an engem klengen Mooss Rosé a Routwäiner, Gamay, Pinot Noir a Saint Laurent. An de vergaangene Jorzéngte stelle mir eng kontinuierlech Émorientéierung am Wéngert vun de sougenannte Konsumwäiner hin zu den Edelzorte fest.

Kolleeginnen a Kolleegen, all dës Opzielungen an Zuele soen awer nach näscht iwwer eis top

Wäibauprodukter aus, an do muss een einfach soen, datt virun allem déi lescht 20 Joer eng immens Success Story sinn. Eis Wäiner sti qualitativ deenen aus alle grouse Wäibaugebidder vun dëser Welt an näscht no, a vill Leit, déi nach ni Lëtzebuerg Wäi geschmaacht haten, si begeeschtert vun deem, wat se do zerwéiert kréien.

De Succès vun de leschten 20 Joer ass ganz kloer och mam Crémant verbonnen, dee säit 1991 op der Musel produzéiert gëtt a wou den Undeel un der Gesamtproduktioun méttlerweil bei ronn 15% läit, Tendenz nach weider no uewen.

Souguer hei an dësem héijen Haus hu mir jo säit geraumer Zäit erausfonnt, datt e gudde Crémant dem Champes an näscht nosteet. Ech fannen dat nëmme richteg, datt a Lëtzebuerg Institutioenen och Lëtzebuerg Produkter zerwéiert ginn.

► **Une voix**.- Majo sécher!

► **Une autre voix**.- Très bien!

► **M. Raymond Weydert** (CSV).- Kolleeginnen a Kolleegen, och wann de Wäibau zesumme mat eiser Landwirtschaft nëmme e ganz klengen Prozentsaz an eise Bruttoinlandsprodukt ausmécht, esou spillt a behält en trotzdem eng wichteg Roll an eiser Economie. De Wäibau beschäftegt e sëllege Leit, och an deenen de Wénzerbetriber virun anogelagerte Stufen, an ass en unabdingbare Facteur fir déi zwee wichteg Wirtschaftszweiger vun der Kultur an dem Tourismus.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn et grad beschriwwen, eise Wäibau ass momentan a puncto Qualitéit a kenger schlechter Positioun. Fir datt dës awer esou bleift, mussen mir op e puer Problemer an Erausforderungen, déi kuerz-, méttel- a laangfristeg op eis Wénzer duerkommen, reagéieren.

Kuerzfristeg besteet direkt de Problem vun der niddreger Récolte vun 2012. Duerch Wiederkaapriolen, wéi zum Beispill extrem déif Temperaturen am Februar an nach eemol e spéide Fracht Métt Abréll, ass et plazeweis zu grouse Frachtschied komm. Doduerch ass den Ausdriff ganz ongläichméisseg gewiescht an och d'Bléi war méi spéit, wéi dat an normale Joren de Fall ass.

Doduerch, datt et am Juni extrem vill gereent huet, ass et op ville Plazen de Peronospora-Befall komm, a Peronospora ass eng Pilzkrankheet, déi grad bei ze vill flichtem Wieder optrëtt an d'Drauwen an d'Bléier ugräift an domadder schwéier Ertragsverloschter mat sech bréngt.

Fir de Raum Greiweldeng, Éinen, Wuermer ass dann zousätzlech e fermt Wieder mat Knépelsteng Enn Juli derbäikomm. E spezifesch Problem gëtt et dann am Haff Réimech, wou an de Wéngerte ronderëm d'Naturschutzgebitt relativ héije Wéldschued entstanen ass.

Et sinn also verschidde Facteuren, déi zesumme si fir déi niddrege Récolte vum Joer 2012. Mat 85.000 hl war den Ertrag dann och just 63% vun der Moyenne vun de leschten 10 Joer. An dat ass just eng Moyenne. Mä a verschidde Uertschaften op der Musel waren et knapp 50% vun enger normaler Récolte, wat fir déi betraffe Wénzer awer dramatesch ass.

Allgemeng positiv ass, datt de Joergang 2012 awer trotz allem eng exzellente Qualitéit virweist. Dat heescht awer net, datt de Wénzer säin Ertragsausfall duerch déi gutt Qualitéit verbonnen mat enger Augmentatioun vun de Präisser kann ausgläichen.

Souwisou, wat d'Präisser vun Wäin ugeet, si mir, laut den Aussoe vun de Wénzer, esou lues op engem ieweschte Limit ukomm. Et kann een duerfir net vill méi Sue fir de Wäin aus der Récolte 2012 froen. Duerfir ass et main an der CSV-Fraktioun hiert Uleies, de Minister ze froen, wéi héich den Ertragsausfall a Geld ausgedréckt fir d'Récolte 2012 estiméiert gëtt. Kann een Deel vun der Perte de récolte iwwert d'Hagel- a Frachtschutzversicherung vun de Wénzerbetriber ofgedeckt ginn?

A wéi steet et mat enger Wéldschuedentschiedung an de betraffe Wéngerten? An ass geduecht, bei anerem Ausfall, bedéngt zum Beispill duerch Pilzbefall, ze intervenéieren, fir do d'Ausfall fir d'Wénzer ze kompenséieren?

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, en anere Problempunkt, op deen ech wëll agoen, ass d'Émsetze vun der europäescher Wäimaartuerdnung aus dem Joer 2008. E wichteg Punkt fir de Wäibau ass heibäi d'AOP, d'„Appellation d'origine protégée“, déi eis „Appellation d'origine contrôlée“ ersetze wäert. Also AOP bezeechent een e Qualitéitsprodukt, dat an engem bestëmmte geografesche Gebitt geméiss engem unerkannte Verfahren hiargestallt gëtt. Eist Wäibaugebitt op der Musel ass als solcht op EU-Niveau unerkannt an ass duerch de Wäibauperimeter délimitéiert.

D'AOP fir eis Lëtzebuerg Qualitéitswäiner spigelt sech an Zukunft an enger Pyramideform zréck. Énnen an der Basis vun der Pyramid stinn all eis Riefzorten. Do driwwer steet de Premier Cru, dee fir Edelzorten an de Rivaner geduecht ass, do driwwer steet dann de Grand Premier Cru fir d'Edelzorten. Un der Spëtzt vun der Pyramid fanne mer déi sougenannt „Charta-Wäiner“. Hei kréie verschidde Labelen, déi et zum Deel scho laang gëtt, wéi „Domaine et Tradition“, „Charta Schengen Prestige“ oder „Charta Privatwénzer“, eng gemeinsam Basis. E Charta-Wäin ass also eendeitig en Topqualitéitsprodukt, dat sech am ieweschte Segment usetzt.

Ee vun de wichtegste Kritären, fir eng AOP ze kréien, nieft dem Fait natierlech, datt de Wäi muss feelerfräi sinn, ass, datt pro Stuf an der Pyramid e maximalen Hektarhéchstertag festgeluecht ass. Esou därefer fir e Charta-Wäi maximal 60 hl pro Hektar gelies ginn.

Des Weideren därefer de Charta-Wäin an de Grand Premier Cru eng Lagebezeechnung droen, e Lieu-dit, wou e gewuess ass. Et sinn also just déi ganz héichwäerteg Wäiner, déi därefer mat der Bezeechnung vun hirer gudder Lag och verkaaft ginn. Esou därefer zum Beispill just en Haut-de-gamme-Riesling de Lieu-dit Riesling „Wormer Koepchen“ droen, wann en och do gewuess ass.

Fir zu enger vun de Qualitéitsstufen ze kommen, muss de Wénzer unhand vun engem Formulaire späitstens 14 Deeg virun der Lies am Institut Viti-Vinicole uginn, wéi eng Parzellen hie fir wéi eng Qualitéitsstuf virgesäit, detailléiert nom Cépage, der gewünschter Mentiou, dem Hektarertrag an der Lag.

Dir gesitt, déi nei Qualitéitspyramid dréit derzou bäi, och weiderhi fir eng exzellente Qualitéit vun eise Wäiner ze suergen. Als CSV-Fraktioun wëlle mir de Minister encouragéieren, zesumme mam Wénzerstand deen ageschloene Wee weiderzagoen. Dës geet natierlech just a Kollaboratioun mat de Wénzer, wuel wëssend, datt mer bis 2013 an enger Testphas sinn an d'Pyramid 2014 zum Droe kënn.

Ech wollt de Minister froen, wéi e Feedback hien um Terrain kritt huet a wéi d'Akzeptanz bei de Wénzer ass.

Kolleeginnen a Kolleegen, wann een „europäesch Wäimaartuerdnung“ seet, gi bei ville Wénzer d'rout Luuchten un, well heimat och d'Liberaliséierung vun de Planzrechter verbonnen ass. Déi nach bestehend Regelung vun de Planzrechter leet kloer fest, wou Wéngerten därefer ugeplant ginn. Dat sinn op eiser Musel déi Parzellen, déi am Wäibauperimeter leien.

D'Ophiewe vun de Planzrechter huet zur Folleg, datt iwwerall därefer Wéngerten ugeplant ginn, déi och ausserhalb vun der geschützter geografescher Regioun leien. Dës géif evidenterweis zu méi Quantitéit vu Wäi féieren, awer sécherlech net zu méi Qualitéit.

Et sief an dësem Kontext ënnerstrach, datt 2008, wéi d'Wäimaartreform ausgehandelt gouf, Lëtzebuerg an deen deemolege Wäibau-minister Fernand Boden sech vehement mat aneren Agrarministerkolleegen zesumme géint eng Liberaliséierung agesat hunn. De Maximum, deen awer konnt erausgeschloe ginn, war e Kompromiss. Dat heescht, d'Planzrechter lafen Enn 2015 aus. Do konnt een awer, esou wéi ënner anerem Lëtzebuerg dat gemaach huet, eng Derogatioun bis 2018 ufroen.

Et ass am Moment nach net ganz kloer, wéi et fir duerno ausgesäit. D'Aarbechten un där neier Agrarreform si jo amgang. Ee Moment huet et jo esou ausgesinn, wéi wann d'Planzrechter, esou wéi se elo bestinn, iwwer 2018 eraus verlängert sollte ginn. Et liest een awer och, datt et soll zu enger méi gemässeger Liberaliséierung kommen.

D'Fro ass also, wat mir eis hei fir d'Zukunft erwaarde kënnen. Sollt et zu enger totaler Liberaliséierung kommen, kéint och Lëtzebuerg mat Bëllegwäiner aus anere Länner iwwerschwennt ginn, wou eis Wénzer vum Präis hier sécherlech net mathale kënnen. Ech gleewen net drun, datt hei zu Lëtzebuerg op ville weidere Plazen ausserhalb vum Wäibauperimeter géif massiv ugeplant ginn. Mä an aneren europäesche Länner, wou masseg potenziell Ubaufäch besteet, wär dat méiglech. Mat der Liberaliséierung kéint dann, wéi scho gesot, iwwerall Wäin ugeplant ginn.

D'AREV, d'Assemblée des régions européennes viticoles, war an ass an dësem Dossier a stännegem Dialog mam Agrarkommissär Ciolos. Selbstverständlech verteidegt d'AREV d'Intéressen vun der Wäibauregioun a wäert sech weiderhin och géint d'Liberaliséierung wieren.

No den Décisionen vum jéngsten Agrarconseil dës Woch zu Bréssel schéngt et, wéi wann hei kéint eng Croissance vun engem Prozent Ubaufäch pro Joer ab Januar 2019 virgesi ginn.

Duerfir meng Fro, Här Minister, ob Dir eis do scho weider konkret Informatiounen kéint ginn, wéi et mat dem Problem Liberaliséierung vun de Planzrechter wäert weidergoen.

Kolleeginnen a Kolleegen, e weidere Punkt, deen de Wénzer um Häerz läit, ass dee vun der Enveloppe nationale. D'Länner hu mat der Wäimaartuerdnung vun 2008 alleguer eng Enveloppe budgétaire kritt a kruten de Choix gelooss, ënner méi Optiounen des Sue kënnen an hirer Wäiregioun ze verdeelen. Lëtzebuerg huet decidéiert, de System op Jetons pro Hektar ëmzeleeën. Et war eendeitig déi richteg Entscheidung, well mir domat d'Sue gerecht op déi dräi Gruppementer am Wäibau verdeelt hunn.

Ech mengen elo gelies ze hunn, datt d'Wäimaartuerdnung vun 2008 elo an déi gemeinsam Agrarmaartuerdnung integréiert ginn ass. Dat heescht, datt do ënner anerem vum „jeton unique“ pro Hektar fir Baueren a Wénzer geschwat gëtt. Dës géif een Nodeel fir eise Wäibau mat sech bréngen. Hei mussen mir eis asetzen a flexibel bleiwen, fir datt net alles iwwer ee Kamp geschuer gëtt, fir datt eise Wénzer keen allze groussen Nodeel bei der Héicht vun den aktuelle Jetons pro Hektar entsteet an datt déi beschlosse Méttel aus der Enveloppe nationale vun 2008 kënnen esou wäit wéi méiglech fir de Wäibau oprechterhale bleiwen.

Iwwert dës Problem kéint den Här Minister Schneider eis och vläicht Informatiounen ginn.

Am Kader vun der neier Agrarreform gëtt d'EU och ee Finanzrahmen a leet Richtlinie fest, unhand vun deenen déi eenzel Memberlänner hire Plan de développement mussen opstellen. De PDR gëtt dann d'Handbuch fir eise neit Agrargesetz 2014-2020. Duerfir ginn e puer grouss Objektiv verfollegt: Wettbewerbsfähigkeit, Ëmweltschutz, Nohaltegkeet, Klimawandel, ländlech Entwécklung. Élo kann ech net am Detail op all déi Prioritéiten agoen, mä Dir gesitt, datt do awer schon e puer gutt Usätz derbäi sinn.

Eppes mussen mir awer, Här Minister, am A behalen, wat de Wénzer och ganz uewe läit: Mir mussen oppassen, datt mir op EU-Niveau net ze vill administrativ Hürde fir si abauen, déi et hinnen ëmmer méi schwéier maachen, sech op hir wesentlech Aufgaben ze konzentréieren.

Ech ginn lech duerfir e Beispill, dat elo relativ akut ass. Mir sinn amgang, eng Direktiv iwwert d'Sprétmittel ëmzesetzen. Hei mussen mir e sougenannte Planzeschutzprogramm opstellen, wou ech mengen, datt mir deen einfach a praxismoos solle gestalten. An deem Kontext ass et positiv, datt ëmweltfrëndlech Sprétmittel ugewannt ginn an dobaussen um Terrain och ausbruecht ginn. Och ass et richteg, datt d'Geräte, mat deenen déi Méttel ausbruecht ginn, op hir Genaugkeet a Funktionalitéit regelméisseg iwwerpréift ginn. Ech mengen, dat sinn och scho Kritären, déi an der Landschaftsfleegeprime drastinn.

Mä wat vill Kappzerbriechen mécht, ass de Fait, datt an Zukunft kee Mënsch méi ouni speziell Formatioun mat Sprétmittel a Kontakt därefer kommen. Bis elo ass et duergaangen, datt ee Responsabelen am Betrib eng Formatioun hat an datt d'Méttelen och no bestëmmte Sécherheetsnorme gelagert waren. Mat der Émsetzung eent zu eent vun dëser Direktiv dierft elo emol keen Aarbechter oder Familiemember méi Sprétmittel fir de Betrib akafe goen, geschweige denn och am Wéngert ausbréngen, wann hien net eng speziell Formatioun derfir huet. Esou Schikane maachen et de Betriber schwéier, gutt an effikass ze funktionnéieren.

En anere wichtegen Thema, Dir Dammen an Dir Hären, ass den „greening“. An hei wëll ech dem Minister Merci soen, datt hien zesumme mat ville vu senger Kolleegen aus aneren EU-Memberstate sech derfir agesat huet, datt fir de Gros vun de Wäibaubetribler an der EU Sonderan Ausnahmeregelungen - zum Beispill fir Steillagen - beim „greening“ agefouert solle ginn. Ech wëll och net weider dorop agoen, an den Här Minister kann eis vläicht och do zousätzlech Informatiounen ginn.

Ech hu scho gesot, datt der EU-Agrarreform an dem EU-Budget eist nationaal Agrargesetz enk verbonnen ass. Mir si jo momentan am Agargesetz vun 2006, dat nach bis 2013 leeft. Dowéinst wëll ech op dës Plaz kuerz op dat nach lafend Gesetz kucken an en Ausbléck op dat kommend Agrargesetz 2014-2020 maachen.

De Wäibausector war frou, datt mam momentan nach lafend Agrargesetz d'Plaffonge fir d'Finanzéierung vun Investitiounen opgehuewe



gi waren. Et wär gutt, wann och am neien Agrargesetz den Déplafonnement géif bleiwen. Mä hei wär et ubruecht, datt d'Investissementer méi cibléiert un de Produktionsprozess am Betrib gebonne ginn, dat heescht ze kucken, datt d'Bäihëlfe strikt fir déi wierklech noutwendeg Betriebsgebaier agesat ginn an och fir eng rationell an ëmweltfrëndlech Technik benotzt ginn.

Domat kann éischter garantéiert ginn, datt d'Gesamtveloppe vum PDR zilorientéiert agesat gëtt an net just fir iwwerdimensionéiert Projete verausgab gëtt, well wann d'Gesamtveloppe zum Enn tendéiert oder eidel ass, komme mir an déi Situatioun, wou d'Betribmänner respektiv iwwerhaapt keng finanziell Ënnerstëtzung méi kënnen kréien.

#### (Mme Lydia Mutsch prend la présidence.)

Eppes, wat de Wënzer och nach um Häerz läit, ass dat vun de Bäihëlfe fir d'Maschinen a Geräter. Do gi par Règlement grand-ducal Eenheitswäerter festgeluecht, ouni datt awer de reellen Uschafungswäert vun deenen Investissementer berücksichtegt gëtt. An deene leschte Jore sinn d'Präisser fir déi Objeten awer rasant geklommen, sou datt et wünschenswert wär, fir de System ze iwwerdenken a vläicht méi realitéitsno ze maachen.

An deem Kontext wollt ech och de Minister froen, ob hien eis ka matdeelen, wéi vill Wënzerbetreiber ënnert dem lafende Gesetz an nei Infrastrukturen investéiert hunn. An da wollt ech, sou de Minister froen, wéi wäit d'Virarבעchte vum neie PDR an deem domat verbonnenen neien Agrargesetz fortgeschritt sinn.

Madame Presidentin, Kolleeginnen a Kolleegen, e weidere wichtege Aspekt vun eise Wäin ass de Marketing. E Produkt kann esou gutt si wéi e wëllt, wann en net mat Erfolleg un de Konsument bruecht gëtt. Dowéinst ass am Joer 2002 d'Commission de Promotion des Vins & Crémants de Luxembourg am Kader vum Fonds de Solidarité viticole an d'Liewe geruff ginn. Hir Missioun an d'Zil war an ass et, den Image vun eise Produkt um nationale wéi um internationale Maart ze verbesseren. Hei geet et och dodrëms, engersäits nei Clienté fir de Wäin ze gewannen an ze iwwerzeegen, an anersäits Stammclienten ze behalen, fir d'Lëtzebuurger Wäibranche an eiser Economie ze festegen an nach ze stäerken.

Mir kennen eng Panoplie vun Events - d'Fréijoersfoire, de Festival des vins et crémants, d'Presentatioun vu Charta-Wäiner, d'Wäifester op der Musel, Pressebeiträg a Broschüren, international Concours an esou weider -, déi derzou bäidroen, eise Wäi méi bekannt ze maachen an ze promovéieren. A souguer eise Wäi figuréiert am Guide Hachette. Ech wëll hei och ervirhiewen, datt mir dëst Joer op der Musel zu Gréiwemaacher de Concours des Crémants de France et du Luxembourg organiséieren.

Wéi ech virdu festgestallt hunn, stëmmt jo d'Viraussetzung vun der exzellenter Qualitéit vun Produkt. Niefert dem Fait, datt vill Wënzer a flott Schmaachstoffen an hire Betriber investéiert hunn, ass d'Restauratioun de wichtigste Partner vun de Wënzer. Si sinn d'Ambassadeure vun Wäin a Crémant.

Fir déi Restauranten auszezechnen, déi eng besonnesch grouss Auswiel un nationale Wäiner a Crémanten op der Kaart hunn, verdeelt d'Commission de promotion den Titel „Ambassadeur Vins et Crémants de Luxembourg“. Dëst ass eng gutt Initiativ, a mëttlerweil gëtt et 53 Restauranten, déi deen Titel dierfen droen. Et gëtt awer och Restauranten dohier am Land, a virun allem och hei an der Stad, wou ee muss feststellen, datt awer nach vill Sputt no uewen ass. Oft muss ee laang sichen, bis een e Lëtzebuurger Wäin op der Kaart fënnt, geschweige dann am Glas.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Raymond Weydert (CSV).** - Dir Damen an Dir Hären, de Wäikonsum zu Lëtzebuerg läit de Moment bei ronn 50 l pro Kapp pro Joer. Mä den Undeel vun Lëtzebuurger Wäin erreicht dovun een Drëttel, also 16,5 l pro Kapp. Mir importéieren also vill Wäiner, fir eise Konsum ze decken. Mat 21 l pro Kapp sinn de Gros dovun Rosé- a Routwäiner. Hei ass also och nach Sputt dran, a mir mussen déi vill Netlëtzebuurger, déi bei eis wunnen, vun eise Produiten iwwerzeegt kréien.

Des Weideren ass den Institut Viti-Vinicole amgaang, Versich mat hei zu Lëtzebuerg gangbare Routwäiner ze maachen. Vläch kreie mir dann och enges Dags d'Méiglechkeet, weinstens e klengen Undeel vun deem Marché ze kréien. Besonnesch de Rosé ass momentan eng interessant Nisch fir de Summer, well eis Rosé

méi aromatesch si wéi d'Roséen aus de waarmen a südleche Wäibaugebieder.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Plusieurs voix.** - Ah!

► **M. Raymond Weydert (CSV).** - Ee weidere Volet, deen ech wëll uschwätzen, ass dee vum Export. Hei ass virun allem d'Belsch e wichtige Marché. Wéinst Feeler, déi an der Vergaangenheet gemaach gi waren, huet de Lëtzebuurger Wäi missen u sengem gudde Ruff an eise Nopeschland abéissen. Hei gëllt et, eng Relance an Ugrëff ze huelen an ze weisen, datt mir Spëtzwäiner hunn.

Fir datt mir hei eppes beweegt kréien, sinn ech awer och der Meenung, datt Accordé mat Fournisseure vun der Gastronomie dohann unabdingbar sinn. Donieft muss ee sech iwwerleeën, ob een net zu Bréissel eng Maison du vin luxembourgeois opmaache soll. Dann hätte mer do eng Präsenz. Natierlech muss ee virdu eng streng Kostennutzenanalyse maachen. Mir kommen awer net derlaanscht, eise Wäin am Export laangfristeg opzestellen. Dowéinst soll een och kucken, wat aner Nopeschlänner fir den Export hierginn.

Een anere Beräich am Marketing ass dee vum Önotourismus. An dorop wäert de Léon Gloden och nach am Detail agoen.

Eppes, wat generell ëmmer méi beléift gëtt, sinn d'Bioprodukter. De Moment ass d'Nofro no Biowäin hei am Land méi grouss wéi d'Offer, sou datt een als Wënzer duerchass kann op dee Wee goen. De Moment gëtt et eng eelef Biowäinbetreiber hei am Land. Och heizou wäert den Här Gloden e puer Wuert soen a wäert an deem Zusammenhang och op déi interspezifesch Sorten agoen. Dëst sinn Sorten, déi am Versuch am IVV lafen an déi weiniger ufälleg haaptsächlech fir Pilzkrankheete par rapport zu deene konventionellen Zorte sinn. Mä fir awer an d'Gamme vun de Lëtzebuurger Wäinbauprodukter eranzekommen, mussen de Goût an d'Qualitéit stëmmen.

Ech wëll awer nach op ee Punkt agoen, nämlech dee vun Etiquetage vum Wäin. Mat der neier AOP sinn och nei Regele fir den Etiquetage agefouert ginn, déi mat sech bréngen, datt de Konsument an Zukunft nach besser wäert informéiert sinn iwwert de Produkt, deen en dréint oder keeft. Esou gëtt hien net nëmme beispillsweis iwwert de Joergang, de Cépage, de Produzent, den Alkoholgehalt a gegebenenfalls d'Lag informéiert, mä mëttlerweil och iwwert déi sougenannt Allergenen. Dëst féiert och zu enger besserer Liewensmittelsécherheet.

Da wëll ech, ier ech op dee leschte Punkt vu menger Interventioun kommen, och nach e puer Wuert iwwert de Remembrement verléieren. Am Wäibau si ronn 85% vun den Ubaufäche remembréiert, an domat steet de Wäibau wäit virun der Landwirtschaft. Hei ass ze ënnersträichen an ze begreissen, datt déi lescht Jore beim Remembrement ökologesch an ökonomesch Kritäre besser matenee verbonne gi sinn. Déi puer méi kleng Remembrementen, déi nach am Wäibau ustinn, sollen an de kommende Jore realiséiert ginn.

Ofschléissend dann nach eppes, wat an de leschte Wochen a Méint vill diskutéiert ginn ass a wat selbstverständlech och eng Répercussion op de Wäibau huet: de Waasserpräis. Wéi a ville Beräicher vun der Liewensmittelproduktioun gëtt am Wäibau zäitweis an och saisonal bedéngt vill Waasser gebraucht an et entsteht och dobäi vill staark belastschent Ofwaasser.

Vill Dréinkwaasser ka verbéizelt ginn, wa beim Ofkille vun den Tanke während dem Gärungsprozess d'Waasser net an engem Circuit fermé zréckbehale gëtt, mä einfach an den Ofwaasserkanal leeft. Eng Spëtzt vun héich konzentriertem Ofwaasser fanne mir am Wäibau am Hierscht, dat ufällt ab dem Zäitpunkt vun der Drauwelies bis hin zum Ofstéch vum neie Wäin.

Heibäi muss een awer den Ënnerschied maachen tëschent de groussen a klengen Betriber. Eng Vinsmoselle fält als Groussabnehmer mat engem Verbrauch vun iwwer 8.000 m<sup>3</sup> an iwwer 300 Einwohnerequivalente fir d'Ofwaasser ënnert d'Tarificatioun vum Secteur industriel an huet domadder e Virdeel vis-à-vis vun de klengen Privatwënzer, déi net op dës industriell Wäerter kommen.

Wat de Wënzer virun allem Kappzerbrieches mécht, ass d'Fro, wéi de Berechnungsmodell speziell fir d'Ofwaasser soll ausgesinn. Eng Zäitchen ass gesot ginn, datt sollen Einwohnergleichwäerter pro Hektar Wängerten agefouert ginn a verrechnet ginn. Esou wéi et awer elo ausgesäit, sollen awer d'Einwohnerequivalente op de produzierte Volume Wäin am Betrib berechent ginn. Hei ass also nach vill Klärungsbedarf noutwendeg, an ech wollt de Minister froen, ob Dir hien weider Informatiounen huet, wéi de Secteur ze rechnen hätt, wuel wëssend,

datt de Waasserpräis net zu sengem Ressort gehéiert.

Ech mengen, datt muss e Modus Vivendi fonnt ginn, fir de Wënzer ze incitéieren, d'Waasser rationell ze notzen. Och op der Säit vum Ofwaasser muss bei der Verrechnung eng gerecht a finanziell tragbar Léisung fonnt ginn.

Madame Presidentin, Dir Damen an Dir Hären, ech hoffen, ech konnt lech mat menger Interventioun e klengen Iwwerbléck verschafen iwwert déi gutt Säiten, awer och d'Problemsäite vum Lëtzebuurger Wäibau. Et ass e Secteur, deen ass de Moment op deem richtige Wee, an ech hunn lech och Schwaachstellen an Elementer, un deene mir nach muss schaffen, virgestallt.

Mir wëlle jonke Wënzer d'Dieren opmaachen, nach weiderhin hei zu Lëtzebuerg Qualitéitswäibau ze bedriewen, an ech hoffen, datt mir nach laang kënnen soen, wat de Charles de Gaulle schonn eng Kéier gesot huet: «Le Luxembourg, petit pays des grands vins».

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme la Présidente.** - Merci, Här Weydert. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Léon Gloden agedroen. Här Gloden, Dir hutt dann domadder d'Wuert.

#### Debat

► **M. Léon Gloden (CSV).** - Madame Presidentin, Dir Damen an Dir Hären, ech soen dem Kolleeg Weydert Raymond Merci fir säi Bäitrag. Ee bekannt Spréchwuert seet: In vino veritas. An dat treëft jo besonnesch op dës Debat zou. Et ass vun Zäit zu Zäit noutwendeg, esou Debatten hei an der Chamber ze féieren, well jo och fir d'Wënzer d'Regelen, unhand vun deene si hire Beruff ausüben, änneren.

Domat ass et eis Aufgab, regelméisseg ze iwwerpräieren, wéi et dem Secteur geet an ob d'Politik hinnen dee richtige Kader bitt, fir hiren Job auszeüben. Well mir mussen eis eent besoscht maachen: D'Wënzer sinn net nëmme Geschäftsleit, déi probéieren, hire Wäin oder hire Crémant ze verkafen. Duerch hir Aarbecht am Wängert si si wichtege Landschaftsfleeger, déi entscheidend zum Erscheinungsbild vun der Muselgëigend bäidroen.

Aus deem Grund ass et wichtege, datt de Wënzerberuff och an Zukunft Bestand huet. An domat mengen ech d'Wënzer aus allen dräi Secteuren: déi privat, d'Genossenschaft a Wäinhandel.

De Raymond Weydert huet et ugeschwat: Wann een d'Alterstruktur vun eise Betriber kuckt, da fält et op, datt déi grouss Majoritéit vun de Betribsleiter iwwer 50 Joer al sinn an et der souguer vill gëtt, déi méi al wéi 65 Joer sinn. Wann een dann awer den Detail kuckt, stellt ee fest, datt de Problem zwar net ze verkennen ass, mä awer nach net dramatesch ass. Ee Gléck!

Virun allem sti bei ville Privatwënzer d'Nofolger an de Startlächer respektiv ass d'Betribsiwwernahme zum Deel scho vollzuen. Wann een dann nach feststellt, datt bal ëmmer gutt forméiert jonk Leit prett sinn, fir d'Betriber ze iwwerhuelen, da soll et engem net baang ginn.

Et ass effektiv esou, datt déi jonk Wënzer souwuel bei de Privatwënzer wéi bei de Vinsmoselle niewent dem „learning by doing“ doheim am Betrib haut e ganz héijen Ausbildungsniveau hunn, duerch deen eis Wäiner och an Zukunft gutt kënnen evoluéieren. Quasi alleguer déi Jonk, déi an de Betriber an de Startlächer stinn, sinn diploméiert Önologen. Si gi ganz oft an d'Ausland, op Geisenheim, Bordeaux oder souguer bis an Amerika oder Südafrika, fir hir Studien ze maachen.

De Wënzerberuff besteet jo haut net nëmme méi aus de klassesche Wënzeraarbechten. De Wënzer muss e richtige Betribsmanager sinn. E muss administrativ Hürde kënnen meeschten. E muss Ahnung vu Marketing hunn a senge Clienten, ob Privatclienten oder Restaurateuren, an exzellente Service kënnen bidden. Mir schwätzen also vun engem extrem villsäitegen an interessante Beruff, deen eng Zukunft muss hunn.

Wann ee sech um Terrain e bëssen ëmhéiert, schéngt et, wéi wann d'Wënzer méi oder weiniger zefridde mat den Hëllef an der Begleedung bei enger Betribsiwwernahme wieren. Heirun ass eis als CSV-Fraktioun vill geleeën a mir encouragéieren de Minister, weiderhin dese Wee ze goen, fir datt mir och an Zukunft genuch Wënzer hunn.

Ech hu bis elo vill vun de Privatwënzer geschwat. Et gëtt jo och ganz vill Genossenschaftswënzer, déi hire Wäi bei de Vinsmoselle ofliwweren. An deser Kategorie muss een nach emol ënnerscheeden tëschent deene Betriber, déi datt professionell maachen, an deenen, déi et am Nieweberuff maachen. Mengen Informa-

tiounen no kennt déi éischt Kategorie vun de professionelle Wënzer, deenen hir Betriber eng gewëssen Envergure hunn, och keng gréisser Successiounsproblemer. Well, wat bei de Privatwënzer gëllt, treëft och hei zou.

Duerch déi vill Oplage kéint dat awer anescht si bei de sougenannte Feierowendwënzer, déi datt niewent hirem reguläre Beruff maachen. Et gëtt aktuell ronn 170 Wënzer am Nieweberuff. Wann dës Leit awer, wéi gesot, duerch d'Reglementatiounen hir Aktivitéit ëmmer méi verkomplizéiert kréien, ass d'Wahrscheinlechkeet méi grouss, datt verschidde vun dese Betriber wäerte verschwannen.

Ech mengen, et ass am Allgemenge wichtege, datt mir, egal ob et elo Privatwënzer oder Genossenschaftswënzer sinn, eis Subsidestrukturen regelméisseg iwwerpräieren, ob se nach den Ufuerderungen, déi mir u se stellen, gerecht ginn, an da reagéieren.

Madame Presidentin, Kolleeginnen a Kolleegen, ontrennbar mat de Wënzer a mat der Muselregioun ass den Tourismus verbonnen. Eise Wäin, de Wënzer an d'Muselandschaft si sonner Zweifel ee vun de groussen Attraktivitéitspunkten an eise Tourismus an an eiser Kultur. An deem Beräich ass vills amgaang, sech ze bewegen, an dat ass an den Ae vun der CSV-Fraktioun och deen eenzege richtige a séchere Wee. Dat geet awer just, wann déi ganz Regioun als Pôle d'attraction dohigestallt gëtt.

Wann een den Experten nolauschert, hu mir jo all Viraussetzungen: exzellente Qualitéit vun de Wäiner, eng wonnerschéi Regioun, eng relativ gutt Offer an der Restauratioun. Wat eis awer feelt, ass eng Önotourismuskultur. Donieft vermessen d'Experten eng sougenannt „Service-Mentalitéit“, an d'Kooperatioun soll net nëmme op deser Säit vun der Musel stattfannen. Mir schwätze vill vun der Groussregioun, da kommt, mir realiséieren dat och grad op eiser Musel, wou d'Groussregioun direkt op där anerer Säit vun der Musel ufänkt.

A mir hunn Argumenter: den „Terroir Moselle“ ass e gudden Öphänkert fir den Önotourismus. Den europäesche Museldall ass eng eenzegarteg Regioun, déi sech touristesch nach vill méi exploitéiere léisst, a mir sollten dese Label verstärkt notzen, fir Touristen op d'Lëtzebuurger Musel ze lackelen.

An deem Sënn ass dat groust Wäinevent op der Lëtzebuurger Musel Métt Juni niewent deenen aneren traditionelle Wäifester eendeiteg als Schrëtt an déi richteg Richtung ze begréissen. Dovunner profitéieren eis Wënzer, well se méi Clienté kréien, a wann d'Leit bis do sinn, gi se och an d'Restauranten do iessen.

Mir mussen eis och bewosst sinn, datt dat e positiven Impakt op de ganzen Tourismus am Land huet. En Tourist, deen op d'Musel kënn, ass bannent maximal 30 Minuten an der Stad an an enger knapper Stonn am Éislek. De Wäibau an all senge Facetten ass e wichtege Deel vun Tourismus, eiser Kultur, jo eiser Wirtschaft. Hei sollt nach méi vernetzt agéiert ginn.

E wichtege Standuert, ronderëm dee mir d'Méiglechkeet hunn, den Tourismus am Miser Land auszebauen, ass d'Maison an de Musée du Vin zu Éinen. Als Siège vun der Entente touristique vun der Musel ass deen ale Wënzerdomän an der Wuermer Gemeng eng flott Visitedkaart vun der Musel a fir d'Musel. D'Touriste kënnen am Musée d'Aarbechte vum Wënzer kenneléieren. Am grouse Keller kënnen Soiréien organiséiert ginn, wou bis zu 200 Leit kënnen bekäschtegt ginn. An dat sinn Offeren, déi wichtege sinn, wa mer den Önotourismus wëlle förderen.

D'Aarbechte vu LEADER+, ORT, der Entente a villen Idealisten hunn an de leschte Joren och vill zum Ervirhiewe vun der Attraktivitéit vun eiser Regioun bäigedroen. Hei muss een awer regelméisseg präieren, ob d'Strukturen nach ëmmer adequat sinn a wéi ee se besser ka vernetzen.

Wann ech vun Attraktivitéit schwätzen, kommen ech natierlech net laanscht déi schéinsten Aushängeschëlde vun der Musel an dem Wäin, déi mer hunn: eis Wäin- a Rieslingskinninginnen. Dës jonk Meedercher, zesumme mat hire Prinzessinnen, si charmant a sympathesch Ambassadricé vun der Regioun an hire Produiten...

#### (Brouhaha)

...am In- an am Ausland.

Ech wëllt deene jonken Damme villmoos Merci soen, datt si e groussen Deel vun hirer Fräizäit hiergi fir dës wichtege Missioun.

Och den zukünftege Wäipavillon zu Gréiwemaacher wäert heizou bäidroen, wéi iwwregens déi vill flott Plazen, wou ee laanscht d'Musel kann agéieren. Doniewent ass och d'Marie-Aspid scho säit laange Joren en Aushängescheld vun der Musel, gradesou wéi déi aner grouss Touristeschéffer, déi op der Musel fueren.





Iwwerhaapt spillt jo och d'Musel als Floss eng Roll fir d'Promotioun vun der Region. Waasertourismus ass hei d'Stéchwuert, a sämtlech Etüde beleet jo, datt dat eppes ass, wat d'Leit unzitt. An et huet ee vun niergendwou esou eng flott Vue op eis Géigend wéi vum Schëff aus.

Ofschléissend zu deem Punkt wéilt ech och nach de Leit aus de Confrérie Merci soen, ob der Confrérie St. Cunibert oder der Confrérie Palmberg. Hei gëtt säit laange Jore bénévoles vill fir d'Promotioun vum Miseler Wäi gemaach.

Madame Presidentin, Kolleeginnen a Kolleegen, als leschte Punkt vu menger Interventioun wéilt ech op de Biowäibau agoen. Sonner Zweifel besteet hei am Land nach Bedarf u Biowäiner, a mir sollen och déi Wénzer, déi op dee Wee wëlle goen, ënnerstëtzen a begleeden. Momentan hu mer eng ronn 35 ha Biowéngerten, dovunner 24 ha zertifizéiert an 11 ha an der Konversioun zum Bio.

Dat kann ee jo net vun haut op muer maachen! Ech denken un de Projet vum Remembrement zu Langsur, wou jo och de Minister Marco Schank staark dru bedeelegt war a wou eng Rei Hektare Biowéngerte bäikomm sinn. De Minister hat hei als Konditioun fir de Subventionnement gesat, datt misst Biowäibau bedriwwen ginn. Dëst ass eng sënnvoll Initiativ, fir esou op enger Rei zesammenhängende Parzelle biologesch Wäibau ze bedriwwen.

Mir mussen eis awer och bewosst sinn, datt et net sënnvoll ass, datt mir elo probéieren, all Wénzer zum Biowäibau ze bekéieren. Déi meescht Wénzer bedriwwen dat, wat ee kann „integrative Wäibau“ nennen. D'Wénzer bewirtschaften am gréisstméiglechen Aklang mat der Natur hir Wéngerten. An de leschte Joren ass jo esou vill geschitt, datt d'Benotzung vu Pestiziden an Herbiziden op e Minimum reduzéiert ginn ass. Duerch d'Benotzung vun de sougenannten „Racken“ sinn déi déieresch Krankheete quasi ganz verschwonnen.

An a puncto Vinificatioun erfëllt de ganze Lëtzebuurger Wäibau souwiesou Biostandarden, well deem eenzege Kritär, deem et hei gëtt, ass dee vun Schwefelgehalt, an hei si mir souwiesou mat 120 mg de Liter wäit ënnert dem Bioseuil vun 220 mg de Liter.

Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, am Wäibau heescht bio awer leider och, datt, well kee grouse Choix u Sprézmëtzel do ass, fir géint Peronospora virzegoen, een nach ëmmer muss op Koffer zréckgräifen. Koffer als Schwéiermetall belaauscht de Buedem natierlech, sou datt een e sécherlech als Nodeel vum Biowäibau kann ugesinn. Effektiv ass dat och esou, datt ab 2014 e Mëtzel, dat et erlaabt, den Asaz vu Koffer op e Minimum ze reduzéieren, verbuede gëtt. Dëst stellt de Biowénzer natierlech virun eng Rei vu Problemer, wou et gëllt, Léisungen ze fannen.

Ech hunn elo grad vum integrative Wäibau geschwat. An deem Kontext stellt sech d'Fro vum Asaz vum Sprézhelikopter. A ganz Europa gëtt am Sënn vun der Nohaltegkeet opgehale, mam Helikopter ze sprézen. Am Biowäibau ass den Asaz vum Helikopter och net méiglech. Hei zu Lëtzebuerg ginn 90% vun de Wéngerte vum Helikopter gesprézt. Laut deem, wat soll kommen, wier dat zukünfteg da just nach an de Steillage méiglech.

Laut der Direktiv iwwert d'Produits phytomacéutiques, déi mer grad amgaang sinn ze transposéieren, muss Joer fir Joer eng nei Genehmegung fir den Helikopter ausgestellt ginn. Souwäit ech am Bild sinn, kéint Lëtzebuerg awer duerch d'Steillagen argumentéieren, datt mir den Helikopter kéint bäibehalen.

Domat wier dann eng politesch Décisioun ze huelen, déi mir mussen huelen. De Sprézhelikopter ass e Moyen, fir relativ prezis an homogen eis Wéngerten ze behandelen. Ass d'Wahrscheinlechkeet, datt et, souguer ongewollt, zu Abusé kéint, net méi grouss, wann all Wénzer muss säi Sprézmëtzel uréieren an da selwer mam Trakter an de Wéngert fueren? A wat geschitt duerno mam Rescht, deem nach am Spréztank ass? Ass et net méi einfach ze kontrolléieren, wann déi Responsabel vum Helikopter dat maachen? Natierlech muss gekuckt ginn, datt kloer Ofstänn zu Wunnengen, Schoulen a Bioparzelle gehale ginn.

Ee weideren Aspekt, deem een am Kader vum Biowäibau muss uschwätzen, ass dee vun de pilzresistenten Sorten. Hei ass et um Beruffstand, des Drauwenzorten op d'Lescht vun de Cépagen ze setzen, déi fir d'AOP zougelooss sinn. An natierlech muss d'Qualitéit vum Wäi stëmmen, da gesinn ech net, datt deem soll eppes am Wee stoen. Dëst si Froen, déi ee sech an deem Domän muss stellen.

Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, ech denken, datt den Débat vun haut e puer Leit weider fir d'Problemer vum Wäibau ka sensibiliséieren, an ech hoffen, datt och déi

Lescht elo vun eisem exzellente Wäin a Crémant iwwerzeegt sinn.

Mir hunn elo vill iwwert de Wäibau a Wäi geschwat; et geet awer näischt driwwer, e gutt Glieschen ze drénken. Dofir hoffen ech, datt ech lech alleguerten de 5. Abrëll um Wäimaart zu Gréiwemaacher gesinn.

Ech soen lech Merci.

**(Brouhaha)**

► **Une voix.**- Très bien!

► **Mme la Présidente.**- Merci, Här Gloden. Den nächsten agedroene Riedner ass den Här Carlo Wagner. Dann huet den honorabelen Här Wagner och elo d'Wuert.

► **M. Carlo Wagner (DP).**- Merci, Madame Presidentin. Madame Presidentin, ech muss oppassen, dass ech net nees „Här President“ soen.

► **Mme la Présidente.**- Ganz gutt oppassen, jo!

► **M. Carlo Wagner (DP).**- Léif Kolleegen a Kolleeginnen, virop wéll ech dem Kolleg, dem Raymond Weydert, Merci soe fir seng Initiativ zu deem Débat d'orientation. Et ass wichteg, dass mer grad no der Reform vun 2008 d'Evolutioun vum Lëtzebuurger Wäibau am A behalen.

Ech wéll an deem Kontext och drop hiweisen, dass d'Demokratesch Partei schonn am Virfeld vun der 2008er Reform, méi genee am Januar 2007, am Kader vun enger Interpellatioun op eng Rei vu kritesche Froen a Punkten opmierksam gemaach hat.

De 26. Juni 2006 hat d'Kommissioun dem Europaparlament an dem zoustännege Conseil des Ministres eng Proposition fir eng déif gräifend Reform vum europäesche Wäimarché virgeluecht. An deem Pabeier huet d'Kommissioun deemools eng Rei vu Virschléi gemaach, wéi den europäesche Wäimaart hirer Meinung no an Zukunft sollt geregelt an organiséiert ginn. Munch vun den deemolege Proposen hu fir Beonrouegung a Veronsécherung bei de Betroffenen am Wäibausecteur a fir deelweis hefteg Reaktiounen bei deene Concernéierte gesuert.

Här President, Madame Presidentin,...

► **Mme la Présidente.**- Majo!

► **M. Carlo Wagner (DP).**- ...de Wäikonsum geet zënter Joren an den traditionelle Wäilänner, haaptsächlech an Europa zréck. Et ass schonn drop higewise ginn. D'Offer ass weltwäit gekuckt méi grouss wéi d'Demande, och wann an de leschte Joren diesen Trend réckleefeg ass. Dat heescht, dass d'Demande a verschiddene Länner wéi zum Beispill an Amerika staark klëmmt.

Fir deem Trend entgéintzewierken hat d'Kommissioun viru Joren e Plantatiounsverbuert an der EU decidéiert. Dese Verbuert sollt 2015 eventuell opgehewe ginn. D'Verhandlungen doriwwer, ob dese Verbuert bäibehale soll ginn oder net, dës Décisioun ass eréischt an der Nuecht vun dem Dënschdeg op de Mëtwoch zum Ofschloss komm. Erauskomm ass, wéi esou oft, e typesch europäesche Kompromëss. De Plantatiounsverbuert gëtt opgehewen, awer d'Flächen däerfen nëmme 1% pro Joer maximal erweidert ginn.

Fir Lëtzebuerg wäeren dat ëmgerechent ongeféier 13 ha, sou dass dës Décisioun fir d'Lëtzebuurger Produktioun kee groussen Impact huet. Derbäi kënnt, dass mir zu Lëtzebuerg quasi keng Fläch méi hunn, wou mer zousätzlech qualitativ Wéngerte kéinten uleeën. Mir risquéieren awer duerno dës nei Mesure, dass eise Marché ëmmer méi vu bëllegen auslännesche Wäiner iwwerschwemmt gëtt.

Madame Presidentin, ech wéll awer net nëmme iwwert de globalen europäesche Kontext vum Wäibau schwätzen, mä och op e puer Punkten agoen, déi méi spezifesch de Lëtzebuurger Wäibau betreffen.

Den honorabele Kolleg Raymond Weydert huet a senger Ufro fir diesen Débat vun enger schlechter Récolte 2012 geschwat. Dëst ass effektiv de Fall. De Wäibau ass a bleift extrem vum Wieder ofhängeg, an en Iwwerschoss sollt een éischer als eng Marge de manoeuvre ugesinn, fir méi schlecht Jore kënnen ze iwwerbrécken, an net als e strukturellen an dauerhafte Problem.

Wéi enge Schwankungen des Zuelen ënnerleien, léisst sech ganz einfach mat den Zuelen aus deene leschte Jore beleeden. De Kolleg Raymond Weydert ass schonn dorobber agaangen, sou zwar dass ech lech net wéilt hei langweilen, fir déiselwecht Chifferen nach eng Kéier ze widerhuelen.

2012 ass awer net nëmme eng ertragschwach Lies gewiescht, mä och eng komplizéiert, well während der Lieszäit vill Drauwen zu ënnerschiddleche Momenter dee richtege

Räifegrad erreecht hunn an domadder dee soss üblechen Zäitplang zimlech iwwert de Koup gehäit ginn ass.

Privatproduzente kënnen Perten an der Récolte eventuell vläicht deelweis ausgläichen, andeem se um Präis vun hire Produkter schrauwen. E Betrib, deem awer de gréissten Deel vu senger Produktioun exportéiert oder a grouse Supermarché verkeeft, huet méi Problemer, well de Präis bei him e ganz wichteg Verkafsargument ass.

Madame Presidentin, de Wäibau huet an deene leschte Joren e grouse Wandel matgemaach, net nëmme zu Lëtzebuerg, mä och global. Op där enger Säit hu mer a Länner wéi beispillsweis Australien, Chile oder Südafrika quasi industrielle Wäibau, wou Wäin a Risequantitéit vu Literen - oder kann ee bal soe Milliounen? - bëlleg produzéiert gëtt, an op där anerer Säit hu mer kleng Familljebetrib, wou op d'Qualitéit gesat gëtt.

Och dem Client seng Gewunnechten hu changéiert. Fakt ass, dass de Wäikonsum an Europa an deene leschte Joren awer ofgehol huet. Dorobber muss een natierlech als Produzent reagieren. Et gëtt keng honnert Méiglechkeeten, wéi een als Produzent ka reagieren.

D'DP gesäit haaptsächlech zwee Weeër, fir deem Trend vum réckleefeg Wäikonsum entgéintzewierken. Deen ee Wee besteet doranner, fir weider selbstverständlech verstärkt op d'Qualitéit ze setzen. Dëst ass an deene leschte Joren zu Lëtzebuerg ouni Zweifel gemaach ginn. Heibanne ka bestëmmt kee bestreiden, dass sech de Lëtzebuurger Wäin an deene leschten zéng, fofzeng Joer ganz positiv qualitativ verbessert huet.

Nieft der Qualitéit gëtt et d'Méiglechkeet, dass ee kann an der Produktioun nei Weeër aschloen. Genee wéi an der Landwirtschaft huet sech och am Wäibau an de leschte Joren den Trend zum Biowäi staark entwéckelt. De Moment hu mer hei zu Lëtzebuerg - ech mengen, d'Chiffere ware scho gesot ginn - mengen Informatiounen no eng zéng Betrib, Biobetrib mat enger Fläch vun zirka 30 ha.

Grad wéi an der Landwirtschaft ass d'Demande fir Bioprodukter och am Wäibau quasi méi grouss wéi d'Offer. D'Demokratesch Partei steet deser Entwécklung ganz positiv géint iwwer. Mir mengen, dass ee sollt kucken, fir diesen Trend esou gutt wéi méiglech ze ënnerstëtzen.

Madame Presidentin, ee Problem am Wäibau, an dat gëllt net nëmme fir Lëtzebuerg, ass selbstverständlech d'Fro vun de Successiounen, déi hei schonn ugeschwat ginn ass. Wann een d'Altersstruktur vun de Lëtzebuurger Wénzer kuckt, da gesäit een, dass mer eng ganz Rei vu Betrib hunn, wou de Patron téscht 45 a 60 Joer al ass.

Dës Betrib, déi meescht dovunner an enger Genossenschaft, wäerten déi nächst zéng, fofzeng Joren och nach gutt fonctionnéieren. Awer wéi gesäit et duerno aus?

Grad an de Genossenschaft sinn ëmmer manner Jonker, déi bereet sinn, de Betrib weiderzeféieren. Wann ee sech d'Situatioun vun de Revenuen am Wäibau ukuckt, da gesäit een och, dass d'Revenue bei de Privatwénzer déi lescht Jore liicht an d'Luucht gaange sinn, während ee sech nëmme d'Zuel vun deene jonken, deelweis top ausgebildeten Nowuesswénzer unzekucken.

Wa mer zu Lëtzebuerg de Wäibau an all senge Facetté privat a genossenschaftlech wëllen erhalen, da muss mer kucke selbstverständlech, fir Weeër ze fannen, fir nees méi Leit fir diesen interessanten a mat dach awer gudder Perspektive verbundene Beruff ze interesséieren.

Zousätzlech awer och muss mer allem iwwerdrünnen administrativen Opwand endlech en Enn setzen. Stéchwuert: Remembrement. Beim Remembrement sinn eisen Informatiounen no an deenen nächsten zéng bis fofzeng Joer nach e puer Projete mat enger Fläch vun ongeféier 200 ha geplangt. Dat betrëfft Stadbrédemes, Wëntreng a Remerschen 2 an 3.

Et muss ee soen, dass de Remembrement absolut noutwendeg war an och nach ass. Ouni Remembrement, dat kann een elei roueg soen, géif et e gudden Deel vum Lëtzebuurger Wäibau hei zu Lëtzebuerg net méi ginn.

De Präis vun Ofwaasser ass en net onwesentleche Käschtpunkt am Wäibau, grad wéi och an der Landwirtschaft. De Moment leeft am Land eng Diskussioun iwwert de Waasserpräis. D'Demokratesch Partei ass der Meinung, dass déi Léising, déi fir de Wäibau fonnt ginn ass a wou mer hoffen, dass se sech duerchsetzt, nämlech fir de Präis op de produzierten Hektoliter ze

berechnen, dass dëst also eng ganz gutt Léising ass.

Déi féiert dozou, dass e klenge Privatbetrib nëmme liicht méi muss fir säi Waasser bezuele wéi an der Vergaangenheet. Ech hu mer nottamment ausrechner gelooss, fir e méi klenge Betrib, dee bis elo 2.800 Euro Käschten d'Joer hat, géife sech d'Käschten deem neie Modus no op ongeféier 3.000 Euro belafen, also nëmme eng liicht Hausse.

En anere Punkt an deem Kontext ass de Problem vum sougenannten „Trub“, dat heescht déi Matière, déi sech nom Pressen ofsetzt. Bis ewell konnten d'Wénzer sech deem Offall relativ einfach entleedegen. An deene Géigenden op der Musel, wou et eng Kläranlag gëtt, ass dat awer an Zukunft net méi méiglech. Hei muss dat elo a Kläranlage gefouert ginn. Déi meescht Kläranlage packen dat awer net, well an deem Moment ze vill organesch Material an d'Kläranlage gekippt gëtt, dat heescht, dee Moment kann d'Kläranlag dat net satisfaisant verschaffen.

Wann elo, e Beispill ass et just, e Wénzer vu Réimech den Trub an d'Biogasanlag op Maacher wéilt féieren, da misst en theoretesch eng spezifesch Autorisatioun froen, well et sech ëm en Transport de déchets handelt. Dat muss ee sech emol virstellen! Hei mengen ech, dass de Ministère an haaptsächlech de présente Minister gefuert ass, fir eng pragmatisch an onkomplizéiert Léising ze fannen.

**(Interruption)**

Madame Presidentin, ech wéilt nach op ee Punkt kommen, an zwar d'Problematik vum Spréze mam Helikopter. Laut der ursprénglecher Versioun vun der Brésseler Pestizideveruordnung hätt den Helikopter iwwerhaapt net méi däerfen hei am Wäibau agesat ginn. Op de Protest vu verschiddenen EU-Parlamentarier hi gouf den Asaz vum Helikopter ënner bestëmmte Konditiounen awer bis elo nach zougelooss.

Fakt ass awer, dass duerch déi nei Brésseler Veruordnung duerch d'Ofstänn, déi zu Wunnungsgebidd, Waasserschutzgebidd a Biowéngerte mussen agehale ginn, den Asaz vum Helikopter an Zukunft kaum bis guer net méi wäert méiglech sinn. Dëst wäert derzou féieren, dass eng Rei vu Wénzer nees selwer misst spréze goen. Et wäert sech mëttelfristeg erginn - vläicht! -, et muss ee sech drop astellen, dass d'Spréze vun de Wéngerten zu enger sougenannter Déngschtleeschung kéint ginn. „Outsourcing“ ass dat englescht Wuert dofir. De Wénzer wäert also e Betrib chargéieren, fir seng Wéngerten ze sprézen, wat natierlech och nees e Käschtpunkt wäert duerstellen, deem net geréng ass.

Madame Presidentin, ofschléissend wéll ech soen, dass et richtig ass, dass de Wäibausecteur sech enger ganzer Rei vun Erausfuerrunge wäert ausgesat gesinn. Europäesch a staatlech Reguléierung si néideg a sënnvoll, awer si däerfen och net zu enger Zort „Gängelung“ ausarten. Wéi bei all anerem Handwierk brauch et och am Wäibau e gewëssene Fräiraum fir nei innovativ Iddien, fir Kreativitéit a fir individuell Entscheedunge vum Wénzer.

Wa mir um europäeschen Niveau mengen, mir kéinten alles mat Regulatioun, Normen a Vereenheetleche regelen, da si mir ouni Zweifel um Holzwee. Zil muss et sinn, e staarken europäesche Wäibau ze behalen.

**(Interruption)**

Eise Lëtzebuurger Wäibau ka sech nëmme am Kader vun engem europäesch gesonden a stabile Wäibausecteur weiderentwéckelen. D'Kommissioun muss de verschiddene Wäibauregiounen méi Flexibilitéit erlaben, fir esou eng besser Wettbewerbsfäegkeet, eng besser Vermaartung an domadder insgesamt besser Perspektive fir de Wäibau ze garantéieren.

Wa mer eis awer munch jonken, innovatiounsfreedegen an awer trotzdeem och traditiounsbewusste Wénzer op der Musel ukucken, dann ass et mir trotz enger Rei vu Froen, trotz enger Rei vun Erausfuerrungen, trotz enger verstärkter Konkurrenzsituatioun, trotz heiansdo zweifelhaften europäesche Mesuren, trotz enger periodesch net esou gudder Récolte awer trotzdeem net wierklech baang ëm d'Zukunft vum Lëtzebuurger Wäibau.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **Mme la Présidente.**- Merci, Här Wagner. Als nächsten agedroene Riedner hu mer den honorabelen Här Scheuer. Dann huet de Ben Scheuer d'Wuert!



► **M. Ben Scheuer (LSAP).** - Madame Présidente, Dir Dammen an Dir Hären, wéi steet et haut em de Lëtzebuurger Wäin an em de Lëtzebuurger Wënzerberuff? Dat wëllt de fréieren Direkter vum Institut Viti-Vinicole vum Wäibauminister wëssen.

Virewech e Wuert zum europäesche Volet vun der Diskussioun: Et gëtt keng total Liberaliséierung vum Uplanzrecht. Lëtzebuerg hätt sécher net dovu profitéieren kënnen. Et ka bei eis kee weidert Wéngertland ausgewise ginn, op deem Qualitätswäiner kéinte produzéiert ginn. Riewen op manner guddem Buedem an a manner gudder Lage bréngen och manner gutt Wäiner, déi dann awer wéinst den héije Produktionskäschten hei zu Lëtzebuerg net bëlleger verkaaft kënnen ginn. Jiddweree weess et, eise Marché gëtt schonns mat Wäiner iwwerschwemmt, déi fir manner wéi zwee Euro am Regal stinn an déi vu wäit hier iwwert d'Weltmieren importéiert ginn.

D'Liberaliséierung hätt eise Wënzerstand näischt bruecht, au contraire. Op eise kleengen Areal musse mir héich Qualitéit op de Maart bréngen, eng Qualitéit, déi hire Präis dann och rechtfertigt.

Déi allerwichtigst a wichtigst Fro: Gëtt zu Lëtzebuerg genuch Wäi gedronk? An déi zweet Fro: Wéi steet et mat dem Export? De Pro-Kapp-Verbrauch u Wäi läit zu Lëtzebuerg bei e bësse méi wéi 50 l, statistesch gesi beleet mir déi véiert Plaz weltwäit.

Eise Wäin an eise Crémant sinn net nëmme gutt, si sinn exzellent, och am internationale Verglach. Et kënnt net vun ongeféier, datt eis Wäiner an eis Crémante bei internationale Concoursen esou gutt ofschneiden. D'Qualitéit huet an deene leschten zwee Jorzéngten enorm zougeholl, dat beleet déi vill Medailen, déi mir gewonnen.

De Lëtzebuurger Wäibau ass also erfollegräich. Firwat? Eng vun den Ursaachen ass sécher, datt mir am Laf vun deenen zwee leschte Jorzéngte gutt Joergang haten. Et ass mir gesot ginn, et wär kee richtig schlechten drënner gewiescht. Ech hu gelies, datt eiser Härgott zu 40% d'Veantwortung dréit fir d'Qualitéit vum Wäin, hie soll jo Här iwwert d'Wieder sinn. Mä déi aner 60% hänke vun Kënnen vum Wënzer a vum Kellermeeschter of.

#### (Interruptions et hilarité)

Op der Musel hunn d'Betriber hir Kellerwirtschaft op den neiste Stand vun der Technik bruecht, dat heescht, datt beim Ausbau vun de Wäiner propper a fachgerecht, feelerfräi geschafft gi kann. Et gëtt ëmmer méi op Qualitéit wéi op Quantitéit gesat, den Hektarshéchstwert, dee per Gesetz virgeschriwwen ass, gëtt kaum erreicht. De Wënzer offréiert dem Client haut net nëmme eng oder e puer Zorte Wäin, haut fënnt de Client eng breet Gamme vu Produkter: wäisse Wäin, roude Wäin, Crémant, Spezialitéite wéi Äiswäin, Vendange tardive a Stréiwäin.

D'„Strausswirtschaft“, e Begrëff, deen zu Lëtzebuerg virun engem Jorzéngt nach quasi unbekannt war, ass vun de grössere Betriber zu engem gastronomesche Betrib ausgebaut ginn, op deem d'Lëtzebuurger Leit zrëckgräife kënnen, wa si Wäi wëlle schmaachen a kafen, awer och, wa si eng gréisser Feier hunn. Wien haut op d'Musel fiert, dee muss also net méi laanscht de Wënzer fueren, mä dee fënnt eng Plaz fir anzekéieren, wéi et op der Musel heescht. Et sollt vläicht e Basiskonzept ausgeschafft ginn, fir des Wäistufen op der Lëtzebuurger Musel nach ze typiséieren.

D'Promotioun huet sech professionaliséiert fir de ganze Secteur a fir déi eenzel Produzenten. Dir kennt d'Spotten op der Televisioun, d'Publikatiounen an der Press, op den Dépliants, an de Broschüren, déi vun de Genossenschaftswënzer, déi vun de Privatwënzer. Et si Reklammen, déi usprechen.

Den Institut Viti-Vinicole leescht eng exzellente Aarbecht an der Berodung, op alle Pläng, déi de Wënzer interesséieren, an och an der Formatioun vum Wënzerstand.

An der Ëmsetzung vun der Wäimaartreform schwätze mer net méi vun „Marque nationale“, mä vun „AOP-Wäiner“, wat d'Referenz fir d'Qualitéit vum Lëtzebuurger Wäin ass. Et gëtt klasséiert no Lagen an no den Hektarshéchstwert.

Déi jonk Wënzer, déi d'Relève vun den Elteren geholl hunn, bidden eng exzellente Qualitéit un, si stäipe sech selbstverständlech op d'Erfahrung vun hire Virgänger, mä si sinn awer och duerch

exzellente Schoulen am Ausland gaangen an hunn och do praktesch Erfahrung gesammelt.

D'Vente vum Crémant mécht ronn 25% vum Chiffre d'affaire aus. Vun 1991 bis 2011 ass de Verkauf vu Colletté vu 500.000 op 2.300.000 geklommen, dat ass eng Erfollegsgeschicht.

De Wënzerverband a Symbios mat der LEADER-Regioun Miseler Land mécht d'Muselregioun mat dem Produkt Wäin, mat de Manifestatiounen, mat der Landschaft esou attraktiv, datt den Tourismus an domadder de Mëtzelstand wirtschaftlech profitéieren. Dat beweist menger Meenung no och d'Zuel vun den Hotelszëmmeren an der Muselgégend, déi an deene leschten 20 Joer vu ronn 571 op 851 geklommen ass.

D'Lobby fir d'Lëtzebuurger Musel ass an deene leschte Jore vill méi staark ginn an dovu profitéiert och de Wäibausektor. Esou ass d'Musel opgestallt an de grouse Linnen, mä et gëtt Schwächten an et gëtt Geforen, déi d'Politik an och de Beruff selwer am A mussen hunn.

Just e puer Bemierkungen a Froen. Prinzipiell ass dat hei ze soen: De Wënzerstand ass permanent erausgefuerdert. Vu Joer zu Joer kënnen d'Donnéen fir dem Wënzer säi Betrib sech änneren duerch d'Naturgewalten: duerch Wanterfracht, fir dee keng Assurance opkënn, duerch Fréijouersfracht, duerch witterungsbedéngt Kränkten, souguer duerch Wëltschued.

Zum Konsum: Et ass eng Tatsaach, datt de Gesamtkonsum vu Lëtzebuurger Wäi liicht an de Pro-Kapp-Konsum méi staark erofgaangen ass. Mä Lëtzebuerg huet méi Awunner kritt an deene leschten zéng Joer. D'Fro, déi de Marketing sech stelle muss, ass déi hei: Wéi bréngt mer d'Ausländer, déi hei zu Lëtzebuerg liewen, derzou, fir nach méi eise Wäin a Crémant ze drénken?

Zur Alterspyramid an de Betriber: Et gëtt ronn 375 Betriber. Nëmme 4% vun de Propriétaires si manner wéi 35 Joer al a 60% hu méi wéi 50 Joer. Wéi gesäit des Struktur an 20 Joer aus? Gi mer a Richtung vu Grousbetriber?

D'Demande, fir Wéngerten ze kafen oder ze pachten ass grouss, mä de Marché ass blockéiert an de Perimeter kann net erweidert ginn. Mir hunn nach eng kleng Reserv, ech meng 12 ha. D'Präisser, déi bezuelt musse ginn, sinn héich. Wie kann nach kafen? D'Bevreeschaft, fir e Betrib ze iwwerhuelen oder nei unzegoen, ass sécher ofhängeg vun der wirtschaftlecher Situatioun vun de Betriber.

An dat féiert zur kruzialer Fro: Wéi wäit kann d'Präispiral klammen, fir datt eis Wäiner kompetitiv bleiwen an de Wënzerberuff sech rentéiert? Vlächcht bräichte mer och nach eng gréisser Offer vun Ausbildungsméiglechkeeten hei zu Lëtzebuerg, speziell fir de jonke Wënzer. De Berufsstand an den Institut Viti-Vinicole mussen der Demande, wa si da kënnt, Rechnung droen.

Ech hunn d'Entwécklung vun der Promotiounsaarbecht gelueft. D'Promotioun vun eise Wäin am Ausland ass haaptsächlech op d'Beisch fokusséiert. Firwat sollte mer se net op Frankräich an op Däitschland erweideren? D'Zusammenaarbecht mat den däitsche Wënzer kann och nach ausgebaut ginn. Et ass fir mech net ze verstoen, datt op den Tourismusfoiré keng Promotioun fir de Lëtzebuurger Wäi gemaach gëtt. De Wäin ass dach e staarkt Stéck Lëtzebuerg.

E puer Wuert dann awer och zum Biowäin. D'Konsumente vum Biowäin mengen oft, datt den Netbiowäi belastscht wär vu Schuedstoff. E Wënzer sot mer, ech zitieren: „Et soll emol ee Mënsch behaupten, hie géif e Biowäi vun engem anere Wäin ënnerscheeden.“ Et war selbstverständlech kee Biowënzer, deen dat gesot huet. D'Spréitze vum de Riewen an den Drauwe mat phytosanitäre Produkter a Pestiziden ass elo scho vill méi selektiv ginn. Déi meescht Wënzer bedriewen integrierte Wäibau.

An dem Kellerwiese sinn d'Differenzen net esou, datt een en typeschen Ënnerschied am Goût erauskritt. Mä de Biolabel ass och am Wäibau e Label, dee sech gutt vermaarte léisst an dee seng Amateuren huet. De Kaf vu Biowäin ass éischer eng ideologesche gesteiert Décisioun, eng weltanschaulich Fro. Mir sollten der Demande nokommen. Et léisst sech gutt dovu liewen. Um Marché ass nach Plaz fir méi wéi aacht Betriber hei zu Lëtzebuerg.

Firwat produzéiere mir eigentlech kee gudder fruchtege Rosé? De Rosé ass amgaangen, ëmmer méi opgekomen, an zwar och a Versiounen, déi hir Präisser hunn.

Wann déi nei Kläranlage funktionéieren, da stelle sech eng Rei vun neie Problemer, déi dann am Kader vum Syndikat musse geléist ginn. Eng vun de Froen ass, ob den Hektar Wéngert mat zéng Einwohnergleichwäerter berechent muss ginn.

D'Planzeschutzdirektiv sollt bis 2012 ëmgesat ginn. Dat ass nach net geschitt. Da gëtt den Drock op d'Betriber nach méi grouss, fir zougeloose Spréitzmëttelen ze bestëmmen an domadder dann d'Wéngerte viru Kränkten ze schützen. Anscheinend kann dann den Helikopter nëmme nach a Steillage fléien. Da stelle sech der Spréitzgenossenschaft nei Problemer.

Madame Präsidentin, Dir Dammen an Dir Hären, de Wënzerberuff ass e Beruff, dee wierklech Satisfaktioun gi kann duerch d'Resultat vun aller Aarbecht, nämlech de Wäin, de Crémant, e Produkt, dat ëmmer nees nei geschafte muss ginn an dat vu Joer zu Joer anescht ass.

Et géif nach vill Aspekter ginn, iwwert déi et sech lout ze diskutéieren, zum Beispill iwwert de Projet d'appellation d'origine protégée. Dat geschitt sécher nach hei.

An ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme la Présidente.** - Merci, Här Scheuer. Den nächsten agedroene Riedner ass den honorabelen Här Martin Kox.

► **Une voix.** - Ohhh!

► **Mme la Présidente.** - Henri Kox! Et gëtt der esou vill mat deem Numm. Ech hat mech e bësse géiert.

► **M. Henri Kox (déi gréng).** - Deen ass zu Esch am Gemengerot.

#### (Interruptions et hilarité)

Ech probéieren dann och, richtig unzefänken: Madame Präsidentin! Dir Dammen an Dir Hären, Madame Präsidentin, an Zäite vun der Transparenz an dem Code de déontologie oder de conduite, wéi mer dat nennen, wéilt ech direkt am Ufank vun dëser Debatt mäin Interessenkonflikt umellen, deen et awer net gëtt a mengem Fall, mä meng grouss Verbonnenheet...

#### (Interruption)

...mä meng grouss Verbonnenheet mat de Wënzer umellen, éischtens, well ech e Wënzerjong jo sinn, an zweetens, well ech an e Wënzerbetrib abestuet sinn, dee säit zwielef Joer biologesche Wäibau och mécht.

#### (M. Laurent Mosar reprend la présidence.)

Ech soen dem Interpellant oder dem Initiator vun dëser Debatt och Merci. Mä, Här Weydert, ech hat mer e kleng Mea culpa awer vun lech och erwaart, well als fréieren Direkter vum Wäibauinstitut vu Réimech... Et sinn eng Rei Problemer, déi mer haut och hei diskutéieren, scho méi laang op dem Leescht, an déi hätten och kënnen éischer vlächcht ugepaakt ginn, awer och scho vlächcht ëmgesat sinn.

Den Zäitpunkt vun der Debatt, mengen ech, ass awer wichtig an och richtig haut, well eng ganz Rei vun neie Reglementatiounen op eis duerkommen. Dat ass fir d'Éischt emol déi europäesch Agrarpolitik. A fir d'Zwee, mengen ech, hunn ech just zwee Punkten erausgeholl, déi mir awer wichtig sinn: Dat ass engersäits dat Remembrementsgesetz, wat dach munches bewierkt huet op der Musel, awer och d'Pestizidengesetz, wat ënnerwee ass, wou och eng Rei nei Kritären erakommen.

Fir d'Éischt ass et awer emol wichtig ze froen, an déi Fro stelle mir eis natierlech och als Gréng: Wéi eng Wäibaupolitik wëlle mer dann iwwerhaupt op der Musel hunn? Ech denken, d'Ausrichtung ass eis alleguete kloer: „Qualitéit statt Quantitéit“, ass gesot ginn, „Klasse statt Masse!“

Wäiner aus aller Häre Länner gi mëttlerweil hei a Lëtzebuerg ugebuede mat engem exzellente Präis-Leeschtungs-Verhältnis, dat däerf een net verkennen. Mä besonnesch am ënneschte Präissegment verléiert d'Lëtzebuurger Musel leider awer nach ëmmer weider un Terrain. Dëst net aus dem Grond, well eis Wäiprodukter schlecht wieren! D'Konkurrenz an deem Segment ass einfach ze grouss an eis Produktionskäschten hei zu Lëtzebuerg sinn einfach ze héich. Et kann een elo iwwerspéit soen: Et sief, mir raséieren eis Miseler Koppen nach méi wech a mir loosse eis Wënzer nach méi mam Trakter duerch d'Wéngerte fueren - wat jo och schonns deelweis de Fall ass -, ouni awer de Réckgang vum Lëtzebuurger Wäikonsum, also vu Lëtzebuurger Wäiner am Wäikonsum opzehalen!

Also, niewent der Käschtefro stellt sech dann eng zweet Fuerderung, wou mer och en Nohuelbedarf hunn: Dat ass d'Promotioun. Déi läit fir mech hanner eisen Erwaardungen zrëck. Ee Konsument loosse mer ze vill op der Säit, dat sinn eis auslännesch Matbiereger, well do hu mer et nach net fäerdegbruecht, deenen de richtige Wee op d'Musel ze weisen. Do heescht et, vill méi Efforten ze ënnerhuelen.

An dann den Önotourismus, dat ass sécherlech ganz wichtig. Ech mengen, dass mer do awer

och nach e ganz groussen Nohuelbedarf hunn, wann een déi aner Regiounen am Ausland kuckt.

Wann d'Musel et nämlech net fäerdegbréngt, an den ieweschte Qualitätswäiner sech zrëckzefannen an de Wäibau oder de Wäiverkauf méi uewen ze stabiliséieren, mengen ech, dass et och mam Wäibauareal vun 1.300 ha an der Zukunft méi schwéier wäert ginn. Dëse Flächenréckgang, deen nach vlächcht ka kommen, soll een awer net am Viraus scho mat engem Tabu beleeden, well e Strukturwandel wäert sech weiderhi maachen.

An insbesondere - et si scho meng Virgänger drop zrëckgaangen - d'Successionsfro ass bei ville Betriber awer net gestallt. Do soll ee sech nei Projeten, sënnavoll Projeten, déi zesumme mam Önotourismus kënnen gemaach ginn, ausdenken, fir dee Réckgang dann entsprechend ze kompenséieren.

Mir hunn, an dat ass och scho gesot ginn, eng ganz Rei vu gudder Beispiller an de leschte Jore kritt, insbesondere de Lëtzebuurger Crémant. Dat ass e Beweis, dass mer et fäerdegbréngen, op der Musel e Méiwäert ze kreéieren, dee souwuel dem Wënzer zeguttkënn wéi och dem Konsument, well en huet an exzellente Präis-Leeschtungs-Verhältnis, wat e mam Lëtzebuurger Crémant presentéiert kritt.

Mir mussen awer oppassen, d'Qualitéit vun dem Crémant op engem héijen Niveau ze halen an net unzefänken, dëst Produkt onnéideg ze bradéieren, wat deels awer scho geschitt ass. Domat ass schliesslech kengem gehollef, well och d'Produktionskäschte vum Crémant sinn dann däitlech vill méi héich wéi déi beim Wäin.

Bei de Stëllwäiner ass och munches passéiert, mä et ass awer net séier genuch passéiert. Dofir hoffen ech, dass deen néidege Wandel mat der qualitätsorientierter Klassifikatioun, déi jo elo ausgeschafft gouf, och vum Wënzer ugeholl gëtt an esou séier wéi méiglech och am Verkauf entsprechend Nidderschleif fënnt, sou dass de Verkaufspräis kann an d'Luucht goen.

Éischt Viraussetzung fir eis vun der Qualitéit ass awer déi europäesch Agrarpolitik, déi sougenannt GAP. An do muss ech awer aus eiser Siicht soen, dass mer enttäuscht sinn iwwert dat, wat am Europaparlament zu Stroosbuerg passéiert ass an dass net déi Reform a méi e „greening“ gaangen ass. Mä ech ginn d'Hoffnung net op, d'Hoffnung, dass de Minister mécht, wat en ugekënnegt huet, dass mer probéieren, méi cibléiert Agrarpolitik ze maachen an och dat hei a Lëtzebuerg wëllen ëmsetzen, sou dass mer do eng Rei vun Ëmännerungen nach kënnen erakreien.

Mir mussen awer och ophale vlächcht, eis a Widerspréch ze verzettelen. Beispill fir mech ass de Remembrement. Mir hunn elo 80% vun der Musel remembreiert a fänken awer elo eréicht un, op eemol vum Terroir ze schwätzen. Ech stelle mir do d'berechtigt Fro, an ech stellen déi an de Raum: Vu wéi engem Terroir schwätze mer dann do?

Dir wësst alleguer, an dat kritt een awer bestätegt, och vun deenen Hären, déi uewen op der Tribün sëtzen, dat dauert 15, 20 (veuillez lire: 15, 20 Joer), wann net méi muss vergoen, bis aus dem Buedem erëm eng eenegermoosse gesond Buedemstruktur entstanen ass.

Dass e Remembrement Sënn ka maachen an och deels berechtigt ass, wëll ech hei net ofspriechen. D'Kulturlandschaft ass jo näischt anescht wéi vu Mënschenhand modelléiert Landschaft. Mä esou wéi mir en, ënner anere an deene leschte Joren, nach ëmmer gemaach hunn, ass et a bleibt et fir mech eng Feelinvestitioun.

Et gëtt sëlliche Beispiller, ech wëll déi hei net onbedéngt ernimmen, mä gitt elo nach haut op Remerschen kucken, wou e gudden Deel vum Biereger rutscht, wat vu virera gewosst war, well et voller Waasseroderen ass, dass dee Biereger do géif rutschen. Gitt lech awer d'Landschaft och ukucken a vergläicht se mat der Vergaangenheet. Also fir mech, an och fir déi gréng, ass et eng schlächend Banalisierung e bësse vun der Kulturlandschaft.

An ech soen, Här Minister, do muss eng aner Remembrementskultur agefouert ginn!

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Henri Kox (déi gréng).** - Dir hutt et nämlech elo an der Hand. Huet Är Responsabilitéit an deblockéiert d'Diskussioun ëm dat neit Remembrementsgesetz, well do si mer schonn e Joer amgaang ze blockéieren.

Et geet och anescht! Et muss anescht goen, wann een Terroir a Wäi wëllt verbannen. Wann ee flott Kulturlandschaft mat Tourismus wëllt verbannen, wann ee Biodiversitéit mat kompetitivem Wäibau wëllt verbannen. Beispiller gëtt et och op der Musel, ech wëll nëmme dat vu Langsur soen, och wann do eng Rei Feeler ge-





maach ginn, awer och dee vun der Ëmweltverwaltung, déi do nach net richteg louchen.

Et gëtt ganz flott Beispiller am Ausland, déi et opweisen, e Remembrement ze maachen am Aklang mat der Biodiversitéit, an dat ass och Onotourismus. E gutt Beispill kann ee sech ukucken, dat ass den Delinat-Institut für Ökologie und Klimafarming aus der Schwäiz, déi eng ganz Rei vu flotte Projete gemaach hunn an deem Zesummespill vun allen dräi Komponenten.

Zu der Récolte 2012: Fir mech ass dat och e Spigelbild vum Dilemma tëschent der Quantitéit an der Qualitéit. D'Resultat war erschreckend, besonnesch am Elbling an am Rivaner, am Elbling bis 50% Aboussen an am Rivaner knapp 50% vis-à-vis vum 20-jährigen Duerchschnitt. Den Undeel vun deenen Zorten ass zwar an deene leschten 20 Joer zréckgaange vu 60%, mengen ech, op haut 33%, ass awer net séier genuch gaangen aus menger Siicht - wéssend awer och, dass mer net op alle Parzellen op der Musel kënnen Edelzorten uplanzen.

Den Abroch awer bei deenen aneren Zorten, wéi Edelzorten, ass vergläichbar, dee läit an den normale Joreschwankungen. An hei genau leie mer säit Joren awer falsch, an dofir, Här Weydert, virun 20 Joer hate mer schon eng Etüd iwwert desen Dilemma, wou mer d'Ausrichtung vun dem Wäibau sollte maachen, nämlech deen Dilemma tëschent deene Produkter an der ënneschter Präiskategorie an den héije Mehrwäerter an den Edelzorten.

Och déi rezent Etüd, déi d'lescht Joer um Wäibaudag zu Wuermer presentéiert gouf, ass erëm an déiselwecht Richtung gaangen an huet et opgewisen: Nëmme da packe mer de Marché, wa mer d'Spart vun de Spätzewäiner ausbauen.

Dramatesch ass et - an dat ass hei och -, wann deen Abroch grad bei deenen Zorte kënn, wou um Marché net esou vill méi kann erausgeholl ginn. An dat ass grad bei Rivaner an Elbling, an déi ginn haaptsächlech da vun den Drauweproduzenten ugebaut. A wann een dann och nach weess, dass den Drauwepräis säit Joren, säit Jorzénge praktesch net an d'Luucht gaangen ass, dann ass et eng Käschterfro fir deen eenzelne Wënzer, deen do net méi ka mathalen.

Wa mer dann och nach d'Akommesstrukture vergläichen, nämlech dat vun engem Privatwënzer, also deen, deen och de Flascheverkaf mécht, mat deem vun engem Drauweproduzent, da soe se am SER ganz kloer, déi hunn dräimol méi Akommes um Hektar wéi den Drauweproduzent.

Wéi kann deen dat kompenséieren? E kann et nëmme kompenséieren, andeem en natierlech muss an d'Fläch goen. É muss, fir déi Produktivitéit opzufannen, ëmmer méi Fläche bewirtschaften, an dat huet eng natierlech Grenz. E kann net vu moies bis owes duerch d'Reie rennen, well dat packt en net méi, an dofir muss mer en anere Wee do aschloen.

Bis elo kritt de Wënzer, den Drauweproduzent seng Qualitéit bezuelt vum Kilopräis mol Öchsle gëtt d'Akommes, an ech denken, dass mer do eppes müssen iwwerdenken. Mir müssen e finanziellen Ureiz schafe fir déi Drauweproduzenten, déi op Qualitéit setzen. An da muss awer deejéinegen, deen d'Qualitéit och ofliwwert, honoriéiert gi fir seng Aarbecht am Wéngert, well soss packe mer dat net.

Do ass besonnesch de Wäinhandel gefuerdert, well deen oft d'Präisser virgëtt, awer da sinn och direkt d'Genossenschaftskellereien hannerdrun, fir dee Präis kënnen dann eropzemaachen. Da gëtt de Wënzer och erëm honoriéiert an e brauch net ëmmer dauernd der Produktivitéit nozelafen.

Verständlech, dass eben déi Drauweproduzenten da vum Marché net méi d'Gewënner sinn. Mä verstitt mech awer net falsch do! Et muss e gesonden Équibler tëschent engersäits den Drauweproduzenten an de Privatwënzer ginn, an och tëschent Genossenschaftskellerei a Wäinhandel.

#### (Interruption)

Da stellt sech awer d'Fro, ob déi sëllege Remembrementen dann elo un där Situatioun eppes geännert hunn all déi Jore virdrun, well mir sti virun darselwechter Situatioun wéi virun 20, 30 Joer. Weder si mer bei der ënneschter Präiskategorie och kompetitiv, den Drauweproduzent, do hunn der vill keng Perspektive méi, an d'Successioun - dat ass virdu schon ugeschwat ginn - ass och nach net geléist.

Ech denken, dass d'Politik hei méi wéi jee gefuerdert ass, fir zesumme mam Secteur, a besonnesch bei den Drauweproduzenten, no neie Successionsmodeller ze sichen. An do, vläicht muss mer och iwwert de Wäisecteur eraus nei Leit uschwätzen an och motivéiere vläicht, an de Wéngert, spriech an de Wäibau ze investéieren.

ren. Wann een an d'Ausland kucke geet, sinn der eng ganz Rei, wou de Marché opgemaach gëtt, an déi bréngen eng nei Dynamik och do eran.

Wann de Lëtzebuerger Wäin och am ënneschte Präisegment um Marché soll präsent sinn, dann hunn ech nach méi e radikale Schnëtt, deen onbedéngt muss duerchgefouert ginn: Statt nëmme op traditionell Zorten ze setzen, sollte mer direkt op PIWIs-Zorte setzen.

Wat sinn d'PIWIs-Zorten? Dat si pilzresistent Zorten, déi eng immens gutt Entwécklung déi lescht 20 Joer gemaach hunn. Soss hu mer vun engem Regent a Johanniter geschwat, haut schwätze mer vun engem Cabernet Blanc oder engem Pinotin, dee ganz usprieche Wäin kann ervirbréngen.

De grouse Virdeel awer vun deene PIWIs-Zorten ass, dass se net brauche méi gesprézt ze ginn, praktesch guer net méi. An dann hu mer schon eng Käschtenaspuerung vun 1.000 Euro pro Hektar, déi mer normal hu bei enger Helikoptersprézung. An, wat derbäi kënn, an engem reeräiche Joergang, wéi dat 2012 de Fall war, sinn d'Verloschter an deene wierklech ganz minim, dat heescht, mir kéinten e konsistent, proppere Wäin produzéieren, deen um Marché, mengen ech, ganz kompetitiv ass.

An do mengen ech, muss mer d'Reglement iwwerdenken, Här Minister, do ass akuten Handlungsbedarf. Et gëtt eng ganz Rei vu Wënzer, déi sech op deem Marché wëlle betätigen. Dat ass och eng Méiglechkeet, d'Biodiversitéit och mat Produktivitéit am Wéngert ze verbannen.

Stéchwuert Helikopter, dat ass schon hei virdrun erimmt ginn. Besonnesch fir déi Betriber, déi op biologesche Wäibau wëllen ëmstellen, ass et e grouse Problem. Duerch déi traditionell kleng Parzelléierung, déi mer hunn op der Musel, ass et ganz schwéier, e Wéngert aus dem Helikopter erauszehuelen, ouni Gefor ze lafen, dass e matgesprézt gëtt.

Mir stellen awer d'Fro, ob et dem eenzelne Wënzer, deen ëmstelle muss, seng Verantwortung ass, fir vis-à-vis vun enger Kontroll anzestoen an ze soen, ech sinn deen, deen elo falsch ass, well ech elo vun engem Helikopter matgesprézt ginn, an dofir ginn ech erëm deklasseiert.

Ech denken, dass do munches krommläit. Et muss net um Biowënzer sinn, deen d'Responsabilitéit huet, an dofir hunn ech kee Problem, derfir anzestoen, fir ze soen, dass dat an d'Pestizidgesetz muss drausto kommen, dass eng Grenz - sief et an de Règlement grand-ducal, wéi et herno ausgesäit -, dass eng Grenz tëschent dem Biowënzer muss agehale ginn, well soss kréie mer dat Signal net, an dat ass e wichteg Signal, och wa mer ëmmer soen, Bio wëlle mer, awer déi richteg Signaler muss mer do setzen, wou déi meeschten Hürde sinn, an dat ass eng ganz grouss Hürd. Well bis elo hunn déi Wënzer, déi d'Ëmstellung gemaach hunn, déi hunn deen Effort gemaach iwwer eng laangjäreg Ëmstellung - a mir hunn dat selwer doheem materlieft -, iwwer eng laangjäreg Ëmstellung, fir Parzellen zesummenzeleeën, fir do eben net grad de Virwurf gemaach ze kréien.

Da stellt sech awer och d'Fro: Firwat fuere mer nach oder fléie mer mam Helikopter? Muss da weiderhin esou massiv mam Helikopter gesprézt ginn?

Et stellt sech och d'Fro vun der Koordinatioun. Dir wësst, dass déi Helikoptersprézung an deenen eenzelnen Helikoptergenossenschaften an den Dierfer nach ëmmer ugediedelt ass, awer d'Koordinatioun tëschent deenen Helikoptergenossenschaften nach vill méi misst verbessert a souguer, mengen ech, misst an d'Gesetz ageschriwwen ginn, fir dass dat och real de Fall ass.

Wat ass de Moment de Fall? Niewent dem Helikopter, deen iwwert de Wéngert flitt, gëtt deels och nach mam Trakter duerch deen eegene Wéngert gefuer, well d'Vertrauen dee Moment an den Zäitpunkt net korrekt waren.

Ech froen net déi ekologesche Fro hei, ech froen hei ganz kloer den ekonomesche Wäert. Wann den Helikopter driwwerflitt a gläichzäitig fuere mer mam Trakter, dat ka jo och ekonomesch net opgoen. Dofir mengen ech, muss mer do mat dem Secteur zesummenkommen, fir dat entsprechend richteg an och wichtig ze maachen.

Et gi jo Versich mam Helikopter och am Biologesche gemaach, déi hu ganz gudden Erfolleg gehat dëst Joer. Si sollen och weiderfuere mat deem Prinzip, well et geet. Well, wann nach eng Akzeptanz fir en Helikopter soll sinn, an deenen Ausnahmen, déi virdu scho genannt gi sinn, dann ass do ee Moyer, fir jiddefalls vis-à-vis vun der Gesellschaft dat éischter kënnen ze kréien.

D'Resultat am biologesche Wäibau, mengen ech, ass en général ganz villverspriechend. Et brauch ee just d'Joer 2012 ze huele mat ganz ville Kränkten, et ass virdu gesot ginn. Mä d'biologesch Wéngerten hunn deels besser ausgesinn, mat mander Krankheitsbefall wéi dat bei de konventionelle Parzelle war, well se vill méi eng Identifikatioun mat hire Wéngerten hunn, vill méi no erëm bei de Wéngert kommen.

Biologesch sprézen also ass eng Saach, mä de biologesche Wäibau reduzéiert sech net nëmme op d'Sprézen, ganz oder gradesou wichtig, wann net vill méi wichtig ass d'Buedemfruchtbarkeit. An dofir hu mer e Problem, wa mer dee Remembrement esou duerchféieren, wéi mer deen nach erëm duerchféieren...

► **M. le Président.** - Här Kox, Dir misst lues awer sécher zum Schluss kommen.

► **M. Henri Kox (déi gréng).** - Oh, ech hu keng Auer hei, et deet mer leed, hei ass nach ëmmer null.

#### (Interruption)

Ech hunn nach fir zwou, dräi Minutten.

► **M. le Président.** - Da kuckt, dass Der esou lues zum Schluss kommt.

► **M. Henri Kox (déi gréng).** - Ech komme just nach op d'Buedemfruchtbarkeit. Dat ass eppes ganz Wichtiges, well do huet sech erausgestallt, dass grad doriwver besser Drauwen, awer och e besser strukturéierte Wäin erauszefannen ass. Ech hoffen, dass déi Versich - am Ufank ass de biologesche Wäibau belächelt gi mat senger Düngung -, ech hoffen, dass dat..., méttlerweil si jo aner Wënzer, déi an déi Richtung ginn, fir eben eng Begrünnung, Leguminosen an esou weider kënnen eranzeginn. An en optimiséierte Buedemmanagement ass e ganz gudder Wee.

Ech wollt just, wa mer vu biologeschem Wäibau hei schwätzen, zwee Wieder iwwert de Koffer soen, ouni ze wäit an déi Richtung do ze goen. Et muss ee wëssen, dass och déi Konventionell mat Koffer fuere. Et muss een och d'Gréisst vun deem Kofferantrag nach ëmmer kucken. Dat sinn homeopathesch Dosen, déi mer haut fuere. Dat sinn 100 g op 1.000 l, wa mer an de Wéngert erausfuere. Et ass jo net..., dat ënnerscheet viles zum Konventionellen, et sinn déi stänneg Beobachtung am Wéngert an déi méi Präsenz, déi et ausmaachen, fir weiniger Krankheet ze kréien, an do gëtt den Dosage ganz kleng.

Ech wëll awer just ee Punkt zum Schluss, Här President, zu der Waasserproblematik soen. Also, ech beschäftege mech jo elo scho siwen, aacht Joer mat där Kläranlag, éischters zu Besch, an zweetens mat den Ofwaasser, déi zu Réimech ufalen an déi dann an déi Kläranlag..., déi säit dräi Joer a Betrib ass zu Besch op där anerer Säit, op där däitscher Säit.

Ech muss soen, dass mer mat eise fënnel Wënzer, grouse Kellereien, déi deels zu Réimech sinn, e ganz gudder Versuch gemaach hunn. Mir konnten dat och ausschaffen an den 20. Februar, Här Weydert, konnte mer de Wënzer e Projet presentéieren, dee mer zesummen, d'Gemengen zesumme mam Waasserwirtschaftsamt ausgeschafft hunn, deen hinnen awer weist, mir schwätze schlussendlech vun engem Cent pro Liter, wou hei den definitive Präis wäert si fir d'Ofwaasser an d'Waasser. Ech denken, dass dat awer en harmoniséierten, keen eenheetlechen, en harmoniséierte Präis ass, wou se ganz gudder domat kënnen liewen, an och d'Gemengen.

Firwat leeë mer dat haut op den Hektoliter an net op den Hektar? Ech huelen nëmme de Fall Réimech. Réimech huet 60 ha Wéngerten, importéiert awer nach eng Kéier op Réimech duerch Wéngerten, déi net zu Réimech leien, nach eng Kéier 60 ha op Réimech. Domadder hu mer vill méi Quantitéit Wäin an dofir ass et wichtig, op d'Quantitéit vum Wäin ze goen, an déi ass direkt identifizierbar beim Wënzer, do wou e produzéiert gëtt, an do kréie mer e gerechte Präis fir jiddwereen, fir d'Gemengen novollzëibar a fir de Wënzer transparent. An domadder kënnen mer ganz gudder liewen op der Musel, an ech denken, duerch déi Gespréicher, déi mer tëschent de Gemengen haten, dass mer do zesumme wäerten dee Modell kënnen hinne presentéieren - hu mer och - an och ëmsetzen.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Kox. Als nächste Riedner ass den Här Gibéryen agedroen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här President. Dir verstitt, dass et fir een, deen net vun der Musel kënn, an no deenen Interventiounen, déi de Mëtteg hei waren, dass et do ganz schwéier ass, fir nach iergendwéi eppes Neies...

#### (Interruption)

...nach iergendwéi eppes Neies bäizedroen.

Ech mengen, déi Debatt, déi de Kolleg Raymond Weydert duerch seng Interpellatioun hei ugefouert huet, ass sécherlech eng netzlech Debatt, a wann ech de Mëtteg de Kollegen hei nogelauschert hunn, da stellt een och fest, dass an enger ganzer Rei vu Punkte praktesch eng Eestëmmegkeet heibanne besteet, mat verschiddenen Nuancé vläicht, wat d'Ausrichtung ubelaangt.

Mä wann ech awer zum Beispill um Niveau vun der Regierungsparteie kucken, da géif ech soen, déi Debatt hei, déi ass gutt, déi war gutt, mä ech géif einfach soen: Maacht et! Maacht dat, wat Der de Mëtteg hei verlaangt hutt, dat, wat Der proposéiert hutt!

Ech denken hei virun allem un d'Majoritéitsparteien, wou ech jo scho praktesch aus den Interventiounen hei keng Differenz eraushéieren hunn. Et ka jo net sinn, dass dat hei eng Debatt ass fir d'Kuliss, eng Alibidebatt: „Mir müssen och emol eng Kéier iwwert d'Wënzer an de Wäin an der Chamber schwätzen.“ Mä wichtig ass, dass eppes erauskënn!

An eraus kënn eppes, wann een dat ëmsetzt, wat een de Mëtteg hei diskutéiert huet. A vu datt d'Majoritéitsparteie jo hei gutt Iddien haten an een deem anere Froe stellt, ech mengen, Dir hutt lech se jo selwer och géigesäitig beantwortet: Maacht eppes!

Dat ass dat, wat déi Leit op der Musel gären hätten,...

#### (Interruption)

...déi wëllen net laang Diskussiounen, Debatte vu Stonnen,...

#### (Interruption)

...all puer Méint, all puer Joer, mä et soll eppes geschéien. An dofir, wéi gesot, fuerderen ech alleguerten déi Leit op.

Vläicht sollte mer, Här Minister, an engem Joer nach eng Kéier kuerz virun de Chamberswahlen eng Debatt heibanne maachen an d'Konklusiounen zéien, wat haut gesot ginn ass a wat dann nach virun de Chamberswahlen ëmgesat ginn ass. A wann da vill ëmgesat ginn ass, dann hat déi Debatt och doudsécher e Wäert.

Här President, ech hunn nëmme fënnel Minutten zu deser Debatt, dofir huet et kee Wäert méi, dass ech all déi Punkten nach eng Kéier opdreeën, déi elo schon zwee - an dräimol hei opgedroe gi sinn. Ech wëll just e puer Punkten, méi Froen eraustellen, déi awer och scho gestallt gi sinn, well et kann een näischt Neies méi hei an déi Debatt erabréngen, mä ech wëll se awer trotzdem stellen: Engersäits ass dat, wat d'Liberaliséierung op europäeschem Niveau ubelaangt, do hätte mer gäre kloer d'Positioun vun der Lëtzebuerger Regierung, wéi se sech zu deene Problematiken do stellt.

Eng zweet Fro, dat ass, dass mer eiser Meenung no de Risiko lafen, dass mer ëmmer méi reglementéieren, dass mer ëmmer méi de Betriber Problemer maache mat de Reglementéierungen, dass se ëmmer méi administrativ Aarbechte kréien an dass een do soll och vun der Regierung emol gewuer ginn, wat da gemaach gëtt, fir manner ze reglementéieren, fir dass manner Aarbecht op d'Betriber zoukënn.

An ech wëll och doranner aschleissen, dass mer viru Joren eng Kéier, an dat interesséiert d'Wënzer och, d'Promillegrenz vun 0,7 op 0,5 erfogesat hunn. Dat huet am Fond just geschuet! Dat huet kengem eppes bruecht, dat huet de Wënzer näischt bruecht. An ech mengen, statistesch gesinn hu mer och dofir net manner Accidenter op de Stroossen, well déi, déi ëmmer Accidenter hunn, a mir hunn dat och festgestallt, déi an där leschter Zäit do condemnéiert si ginn, well se ze vill gedronk hunn, déi louchen net tëschent 0,5‰ an 0,7‰, mä déi louchen ganz héich, déi louchen souguer iwwer 2‰, sou dass mer soen, och do hu mer deemools eng Décisioun geholl, déi sécherlech der Musel net zouguttkomm ass, dass déi esou decidéiert ginn ass.

Eng weider Fro, déi ech wollt stellen, dass och op europäeschem Niveau, well mer ebe wëssen, dass aus Länner wéi Chile oder aus Australien Wäiner importéiert ginn, déi sécherlech net déi sozial Norme brauchen ze respektéieren, wéi eis Wënzer se mussen respektéieren - wat och normal ass, dass se se respektéieren -, an och déi ekologesche Normen net onbedéngt esou mussen respektéieren, wéi dat hei bei eis virgeschriwwen ass.

Ech mengen, hei misst dann och d'Regierung op europäeschem Plang intervenéieren, dass





mer do Konventionen maachen a Kontrolle maachen, datt, wann déi Wäiner hei an d'Land importéiert ginn, datt déi dann och mussen deene Kritären entsprechen, well dat ass eng déloyal Konkurrenz, déi mer vis-à-vis vun eise Betriber maachen.

Dann nach eng lescht Fro, déi ass och vum Raymond Weydert schonn ugeschnidde ginn, an ech mengen, de Kolleeg Kox huet et och gesot, mä de Kolleeg Raymond Weydert huet d'Fro gestallt, wa mer op d'Recolte vun 2012 zrëckginn, déi jo nëmme 70% ausmécht vun der Moyenne vun deene leschten zéng Joer, plazeweis souguer nëmme 50%, wat mer do kënnen maachen, fir de Betriber konkret Hëllef unzëbidden, wat fir eng Ennerstëtzung datt d'Regierung bereet ass, deene Betriber zoukommen ze loosse.

Ech mengen, do hätte mer gäre konkret Äntwerten, a wa mer eleng op déi Fro de Mëtteg eng konkret Äntwert kréien, da wier déi Debatt hei net fir d'Kuliss gewiescht, dann hätte se schonn e Wäert gehat. An dofir erwaarden ech mer zumindest op där Fro, wann och net op deenen aneren alleguer,...

#### (Interruption)

...vum Minister kloer Äntwerten, an ech géif proposéieren, datt mer da sollten d'nächst Joer em dës Zäit heibannen e Bilan vum Resultat vun dëser Debatt zéien. Dat géif d'Wënzer bestëmmt ganz vill interesséieren!

► **Une voix.** - Très bien!

#### (Hilarité)

► **M. le Président.** - Merci dem Här Gibéryen. Als leschte Riedner ass den Här Colombero agedroen. Här Colombero, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Jean Colombero (Onofhängeg).** - Merci, Här Minister, Dir Damen an Dir Hären, mech interesséiert méi déi administrativ Situatioun. Et gëtt am Wäibau souwéi och an der Landwirtschaft verschidden Oploen, déi respektéiert mussen ginn an eng grouss administrativ Aarbecht mat sech zéien. Soss gëtt een net ausbezuelet. Dat ass jo bekannt.

Den Antrag muss spéitstens bis den 1. September am Institut Viti-Vinicole agereecht ginn. D'Planzen, d'Eckpéil, d'Zwëschepéil, mindestens zwee Dréit, fir d'Rumm ze garantéieren - dat alles muss fachgerecht ubruucht ginn. Da gëtt kontrolléiert, ob alles exemplaresch duerchgefouert ginn ass. Den Terrain vun enger Parzell muss mindestens 5 a bedroen, an esou weider. Wéi gesot, lauter Constrainten, fir eng Prime ze kréien.

De Wäibauer, de Wënzer also ass en Almosenempfänger. Seng Rémunéeratioun hänkt vun der Laun vu verschiddenen Technokraten of, dat wësse mer jo allegueren, an dat ass jo himmelschreiend ongerecht!

Et wëllt ee jo gäre schaffen! Awer dat heiten ass eng Zoomuddung, en Diktat vun uewen.

Ausser a Fäll vun héijer Naturgewalt oder ausergewéinlechen Emstänn gëllt fir d'Wäibauhëllefregelunge Folgendes: Wann de Wënzer seng Deklaratioun iwwert de Flächenantrag net fristgeméis areecht, da gëtt eng Kierzung vun 1% pro Aarbechtsdag ugewannt. Déi héchst Kierzung ass 25%. D'Kierzung gëllt fir en Drëttel vum Gesamtbetrag vun den Emstrukturéierungsbaühëlfelefen oder vun der Stilllegungsprime. A wann d'Parzellen net gemellt ginn, da ginn d'Bäihëlfelefen em 3% gekierzt.

Also, Här Minister, wa mir elo a Griichenland wieren oder an Italien, a Spuenien oder a Portugal, an déi hätten esou Constrainten wéi déi heiten, da géift Dir nëmme dräi Méint um Landwirtschaftsministère sëtzen, da misst Der demissionéieren, well Dir wësst jo, déi Leit, déi hunn eng ganz aner Kultur. Dat wësse mer jo vun der Eurozon. A Griichenland kréien d'Leit zum Beispill eng Pensioun, wa se scho gestuerwe sinn. An Italien, do kennen ech en Duerf, do sinn 100 Leit, a vun deenen 100 Leit kréien 125 Leit d'Pensioun.

#### (Hilarité)

An an engem anere Fall, do si 70% vun deenen italienesche Leit, déi blann sinn, déi kréien een Dag no hirer Invaliditéit, déi fueren een Dag no hirer Invaliditéit mam Auto.

#### (Brouhaha)

Also, dat sinn aner Konditiounen wéi hei bei eis, an ech mengen, mir misste kucken emol, fir déi Constrainten do e bësse méi ze lockeren!

Elo kënt Der jo soen, dat hei kënt vu Bréssel, dat hu si do bestëmmt, mä ech mengen, déi

Technokrate vu Bréssel, et schéngt, wéi wann déi d'Wäissheet mam Läffel giess hätten.

#### (Hilarité)

Oder anerefalls kann ech dat net verstoen! Ech mengen awer, déi plausibel Äntwert ass, dass déi Häre vu Bréssel eise Wënzer an eise Baueren d'Flemm wëllen andreiwen, dass déi net méi solle matmaachen.

An dofir, Här Minister, hätt ech eng Fro un lech: Wat ass Är Meenung géigeniwwer vun deene Constrainten hei? Ass et net méiglech vläicht, en A zouzedrecken? Ech mengen, wann eng Parzell minus 5% oder plus 5% ass, do misst et awer méi locker sinn, fir eise Wënzer a Baueren nach vläicht ze erlaben, fir ze iwwerliewen.

Ech soen lech Merci.

#### (Interruptions)

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Colombero. Domadder wär meng Riednerlescht erschöpft. D'Wuert kritt elo den zoustännege Minister Romain Schneider.

► **Une voix.** - Här Minister, sidd locker!

► **M. Romain Schneider, Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.** - Merci, Här President. Här Colombero, ier ech selbstverständlech op Är Froen a Suggestiounen wäert agoen, géif ech probéieren, eng Kéier kuerz duerch déi aner eenzel Punkten ze goen. Well ech mengen, och wann den Här Gibéryen gesot huet, dësen Débat hätt een net misse féieren, da gesinn ech et schonn esou, datt et en Débat ass, dee wichteg gefouert ass...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Et ass e gudden Débat, wann eppes géif erauskommen derbäi!

► **M. Romain Schneider, Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.** - Richtig! Ech hat lech do och richtig verstanen, ech hat et vläicht schlecht ausgedréckt elo.

#### (Interruption et hilarité)

Ech mengen, et ass esou, datt dësen Débat soll gefouert ginn, well mer virun allem - an Dir hutt et selwer gesot a vill hei och selwer ernimmt - de Moment an engem Zäitpunkt sinn, wou ganz wichteg Entscheedunge falen.

Mir sinn de Moment an engem Beräich, wou mer Entscheedunge fallen an där neier PAC, wou mer dëser Deeg, de Méindeg an den Dënschdeg, eng éischt Bestandsopnam gemaach hunn, en éischte Mandat ginn hunn der Présidence, mat dem Parlament a mat der Kommissioun ze verhandelen, fir déi nei PAC auszeschaffen an dat ze probéieren, bis den 30. Juni vun dësem Joer eriwwezerkreien.

Dat an anerer, déi och ustinn: Mir hunn ugeschwat hei d'Pestizidengesetz, wat an där nächster Zäit an der Kommissioun wäert diskutéiert ginn. Mir sinn amgaang ze diskutéieren iwwer wichteg Ausleefer, wichteg Resultater am Kader vun der Waasserpolitik. Alles dat si Beräicher, wou een de Mëtteg awer Interessantes an Neies a virun allem och Ausriichtung kritt huet vun deenen eenzelne Fraktiounen.

Dofir soen ech och Merci dem Här Weydert, datt hien dësen Débat d'orientation ugefrot huet, an och un all d'Riedner, déi hei hir Meenung mat eriwweerginn hunn, a wëll och nach eng Kéier betounen, datt och vun alle Riedner eigentlech dee gudden Fonctionnement tëschent dem Beruff an tëschent dem Ministère, der Verwaltung a virun allem och dem IVV ëmmer erëm erausgestrach gouf. Ech mengen, dat ass och gutt esou, well den IVV sech ëmmer méi zu engem Guichet entwéckelt, deen eng Ulafstell gëtt fir d'Wënzerinnen an d'Wënzer, fir séier kënnen ze reagéieren, wa Problemer do sinn. An ech mengen, hei gëtt eng flott Aarbecht gemaach, déi ech als Minister ganz, ganz schätzen.

Wa mer hei en Débat féieren, dann, mengen ech, muss een déi dräi Voleten eriwweerginn. Engersäits deen, selbstverständlech, ier een eppes vermaart, ier een eppes an den Handel bréngt, muss een d'Produktioun dovunner maachen. All déi Konditiounen, déi also dorëmmer sinn, sief et vun der Lag vun de Riewen, sief et vum Traitement dovun, sief et dann duerno och vun der Veraarbechtung, mengen ech, datt ass ee vun de Punkten. Dat heescht d'Installatiounen, dat heescht déi eenzel Techniken, dat heescht d'Aiden, dat heescht d'Klassifizéierungen, an dat heescht virun allem och, d'Produktionskäschte probéieren op engem niedrigen Niveau ze halen, fir och virun dem Beruff vum Wënzer eng gewisse Rentabilitéit ze ginn, well et ass keen, deen et nëmme als Hobby mécht. Selbstverständlech ass de Wënzerberuff e flotten Hobby dobäi, mä ass selbstverständlech och ee Beruff, deen ekonomesche Wäert huet.

Ech géif vläicht den éischte Punkt ugoen, well e virun allem vu méi Riedner ugeschwat ginn ass, dee vun der Récolte 2012. An hei, mengen ech, déi Zuelen, déi hei genannt gi sinn, déi brauch ech net ze widderhuelen, mat par rapport zur Moyenne nëmme enger Récolte vun 63%, do feelen eng Rei Prozenter.

Et gouf hei gesot, vu wou se géife kommen: engersäits vun de Knëppelsteng, anerersäits vum Frascht en Deel, anerersäits vu Pilzkrankheeten an anerersäits awer och vun der Verrieselung. An dann ass nach een derbäikomm, dee méi punktuell war, dee vum Wëldschued. Alles dat huet dozou gefouert, datt effektiv d'Recolte vun 2012, wat d'Quantitéit ubetrëfft, wierklech an den Hektolitere wäit erfogaangen ass a bei 83.000 hl läit, dat also wäit ënnert der Moyenne vun deene leschten zéng Joer.

Wéi gesäit et aus mat deenen eenzelnen Entscheedungen? Ech mengen, hei ass et esou, datt op zwee vun deene Fäll, wat de Frascht a wat d'Knëppelsteng ubetrëfft, Assurancë kënnen gemaach ginn, souwuel vun de Bauere wéi och an dësem spezifesche Fall vun de Wënzer. An ech mengen, hei wësst Der, datt am Budget virgesinn ass, datt mer hei 50% vun deenen Assurancen och bezuele säitens vum Ministère aus, esou datt mer hei also eng direkt Entscheedung all Joer eigentlech ginn an eigentlech eng Versécherung matbezuelen, déi all Wënzer kann ofschléissen.

Wann een d'Dégâte kuckt, déi effektiv hei entstane sinn - a mir hunn eng Kéier kuerz chifféiert, ouni eigentlech déi lescht Zuelen ze wëssen, well een de Moment jo nëmme den End-Déchet eigentlech net kennt, well do muss ee jo nach ofwaarden, wann een elo d'Resultater vum Verkaf kritt -, et kann ee schätzen, datt e Minimum vu fënnf Milliounen Euro wäert verluer goen. Dorënner falen natierlech och all déi, déi ofgeséichert sinn iwwert d'Assurancen. Dee Bilan muss een eng Kéier maachen.

Ech mengen awer säitens vun der Regierung, datt mer hei müssen déi Situatioun och iwwer eng länger Period kucken an datt een hei muss e Suivi maachen iwwert déi nächst dräi Joer, fir ze kucken, ob de Beruff nach an deenen nächste Joren esou schwierig Situatiounen kritt mat esou ekonomesche Verloschter, an datt een dee Moment dann d'Entscheidung muss huelen, fir ze kucken, ob ee mat agräift.

Mir hunn och schonn an deene Jore viru mat agegraff, dann, wann d'Wënzerschaft net direkt betraff war. Dir wësst, wéi mer agegraff hu wéinst der Dréchenheet, do, wou net direkt en Afloss op d'Wënzerschaft war. Och do kruten d'Wënzer déi Déchet, déi deemools fir d'ganz Landwirtschaft waren, och mat, esou datt een also ka soen, datt mer do eng Verdeeung am Viraus schonn eigentlech mat iwwerholl hunn.

De Suivi also dovun wäert mer maachen iwwert déi nächst Joren a mer hoffen, datt och an Zukunft mer net esou schwéier meteorologesche Konditiounen hunn an datt de Wënzer net muss, wéi dëst Joer, mengen ech, op virun allem säi groussen Know-how a seng Experienz zrëckgräifen, fir eng Topqualitéit vu Wäin och 2012 kënnen festzehalen.

Et gouf och schonn hei ugeschwat, an domat kommen ech op mäin zweete Volet, dee vun Setzen op d'Qualitéit. Ech sinn och der Meenung, datt mer hei zu Lëtzebuerg müssen ëmmer méi op d'Qualitéit setzen. Dat ass de Wee, fir an Zukunft Lëtzebuerg um groussen internationale Wäimaart ze positionéieren. An dofir ass et och richtig bei der Ëmsetzung vun der Wäimaartreform 2008, datt mer zesumme mat dem Beruff decidéiert hunn, d'AOP anzeféieren, d'Appellation d'origine protégée anzeféieren.

An dat ass e wichtege Facteur, do, wou ee virun allem gesäit, an och un der Pyramid, déi opgestallt ass do, wou mer eng flott Pyramid an der Qualitéit vun de Wäiner bis hin zu de Charta-Wäiner kréien, an déi eis dann och wierklech eng flott Qualitéit par rapport zu anere Qualitéitswäiner gëtt an eis eigentlech gutt positionéiert. Well ech mengen, et ass kloer, mir wëllen hei zu Lëtzebuerg keng Wäiner, a virun allem net konkurrenzéiere mat industrielle Wäiner, déi een an de Supermarché fir een oder zwee Euro erëmfeint. Mir wëlle Qualitéitswäiner hei zu Lëtzebuerg produzéieren.

Dës AOP wäert an Zukunft virun allem Ännerungen um Rendement bréngen. De Rendement, mengen ech, war bis elo un d'Zorte gebonnen. An Zukunft wäert duerch d'Ëmsetze vun der neier Reform de Rendement un de Cru direkt gebonne ginn, wou een also, mengen ech, och direkt deen ënnerschiddlechen Ëmgank gesäit mat deenen eenzelne Cépages, déi do ustinn. Mir wäerten dës AOP eng éischte Kéier 2013 an der Testphas hunn an et wäert probéiert ginn, se 2014 dann ëmzesetzen.

Dat wäert dann och heeschen, datt mer virun allem an Zukunft och Ännerunge kréie selbstverständlech, wat d'Marque Nationale ubetrëfft. D'Marque Nationale, souzesoen als Begrëff selwer, wäert verschwannen, well mer jo eng AOP hunn, wou déi eenzel Wäiner da klaséiert ginn an d'AOP, wat jo e Cahier de charges ass, dee selwer vun de Wënzer, selwer vum Beruff opgestallt gëtt a wou si sech Kritäre hunn, fir déi eenzel Segmenter vum Wäin ze kréien.

An hei, mengen ech, steet et eis an där ganzer Vermaartung... an ech kommen herno op déi Vermaartung zrëck, déi Vermaartung, déi ech iwwert de Wäin eraus gesinn. Mir sollen net nëmme de Wäin als Produkt verkafen, mä mir sollen eist Land mat senger Produkter, mat senger Géigend, mat sengem Tourismus, mat all deem, wat zu Lëtzebuerg gehéiert, als eng Unitéit viru vermaarten, fir och no baussen ze weisen, datt mer hei villes ze bidden hunn an eng Combinaison kréien, ob et elo Önotourismus ass, ob et Kulturtourismus ass, ob de Sport mat agebonnen ass, och all déi Faiten, all déi Atouten, déi mer hunn als Lëtzebuerg, solle mer als een Eenzeg maachen.

An ech mengen, mir sinn och hei an der Regierung amgaang, eng Image de marque nationale ze maachen, eng Plattform, wou een dat alles zesumme ka géieren, fir déi ganz Produkter dann als Lëtzebuerg och gemeinsam ze verkafen. An deem Sënn, mengen ech, soll och déi nei Etikettéierung hire Wee goen. An och hei, mengen ech, soll ee ganz kloer weisen, virun allem och hei d'Iddi, déi opkomm ass, fir eis Wäiner an Zukunft mam Roude Léiw ze versinn, fir no baussen ze weisen, hei ass e Lëtzebuergesche Produkt, esou wéi och all aner Länner et maachen, wéi d'Fransousen et maachen, wéi d'Italiener et maachen. Ech mengen, dat ass och am Kader - indirekt - vun der Wäimaartreform e flotte Wee, dee mer kënnen an dee mer wëlle goen.

Wat de Beräich ubetrëfft, deen hei ugeschwat ass, wat de Fonctionnement ubetrëfft vun der Commission de Promotion des Vins & Crémants, mengen ech, ass et esou, datt mer - ech brauch se net opzezielen, déi eenzel Promotiounen, déi eenzel Marketingen, déi eenzel Aufgaben, déi hei gelescht ginn, wat eng exzellente Aarbecht ass -, datt mer hei all Dag, all Woch, all Mount dru schaffen, fir eis Lëtzebuergesche Wäiner ze presentéieren, op deenen eenzelne Foiren, an der Press selwer.

Ech mengen, et ass och gutt, datt mer och am Fonds de Solidarité viticole eng gewisse Rou erëm drakritt hunn, déi, déi 2009 e bësse méi nervös war, mä déi an der Tëschenzäit, mengen ech, erëm op d'Bunn komm ass, wou e flott Zesummeschaffen ass tëschent deenen eenzelne Branchen, deenen enzelne Beräicher am Wäibau. An ech mengen, dat hëlleft dann och, datt och d'Kommissioun roueg a konstruktiv viruschafft a virun allem och hir Roll vum Marketing um Lëtzebuergesche Wäin no baussen exzellente eriwweergëtt.

Et gouf ugeschwat, datt mer am Biowäin eigentlech vun 2000 vun null an der Tëschenzäit - null Etablissementer, 2000 goug et eng éischte Kéier un -, an der Tëschenzäit awer tëschent acht bis eelef - d'Zuelen, déi kann ee kucken, déi eng sinn do, déi aner sinn an der Entwécklung -, eelef Biowäibetriber hei zu Lëtzebuerg hunn. Mä wat fir mech, mengen ech, méi wichteg ass, ass dat, wa mer d'Hektare kucken: An der Tëschenzäit hu mer 35 ha, also ongeféier 3% vun der Fläch, déi am Biowäin de Moment bedriwwen ginn.

An an deem Beräich mengen ech, et gouf schonn ugeschwat, datt virun allem de Remembrement vu Laser gewisen huet, datt een hei e ganz flotte Projet ka maachen, wou ee virun allem am Härebiereg a Rousebiereg eng ganz flott Surface erëmfeint, wou entièrem biologischn ugebaut gëtt a wou een och, mengen ech, wierklech e Pilotprojet opgebaut huet, wou engersäits der Natur, anerersäits awer virun allem och der Ausriichtung vum Wäi Rechnung gedroe gëtt.

An deem Kader, mengen ech, kann een och d'Remembrementgesetz uschniden, an ech mengen, Här Kox, Dir hutt gesinn, am Projet de loi hunn ech net gewaart bis elo dësen Débat d'orientation, fir d'Ausriichtung vun deem neie Remembrement ze weisen. Dee geet souwuel ekonomesch a virun allem ökologesche an eng Richtung, mengen ech, déi awer deem entsprécht, wat Der gesot hutt. An ech mengen, mir sinn amgaang ze kucken an deenen...

► **M. Henri Kox (déi gréng).** - Firwat komme mer dann net weider, Här Minister?

► **M. Romain Schneider, Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.** - Majo, dorop kommen ech, Här Kox, sidd gedëlleg, mir hunn nach Zäit, fir ze debattéieren hei.





Am Remembrementsgesetz hu mer ugefaangen ze analyséieren, mir hunn dem Conseil d'Etat seng Remarquen opgeschafft, an ech mengen, mir haten zwee, dräi Artikelen, déi mer an dem juristesche Volet virun allem mussen duerchkucken, wou mer awer och virun allem mussen kucken, datt mer kohärent bleiwen tëschent deenen eenzelne Ministèren.

Ech mengen, hei wäerte mer an deenen nächste Woche mat deem Remembrement zréck an d'Kommissioun kommen, fir och déi Entscheedunge respektiv déi Positiounen, déi souwuel vum Landwirtschaftsminister wéi vum Ëmweltminister geholl goufen an deemem Projet, och kënnen an dese Projet de loi afléissen ze loossen. Ech mengen, da si mer duerno relativ séier derduerch, well mir haten déi eenzel Artikelen eigentlech schonn zügeg diskutéiert. Mir kënnen se zréckginn, sou datt ech unhuelen, datt mer d'ëst Remembrementsgesetz nach bis Enn vun deemem Joer kënnen an deser Chamber stëmmen.

An ech mengen, d'Fro vum Remembrement am Wäibau stellt sech net méi, well mer bal alles remembréiert hunn, a mir hunn dat Remembrementsgesetz jo virun allem och gemaach, fir virun allem am Bëschrëmmement virunzuekommen. Selbstverständlech ass d'Remembrementsgesetz, dat neit, och hei, fir déi ausstehend Projeten nach an Zukunft duerchzuféieren an och hei mat deenen néidegen neien Ausrichtungen ze versinn.

Am Bioberäich, ee Punkt, deen lech sécher interesséiert, a wou mer och, mengen ech, als Regierung an als Ministère drop halen: datt mer kucken, datt mer virun allem, wat d'Interdiction vun de Phosphat-Phosphonaten elo an deem neie Reglement betrëfft, wou se aus der Lëscht erausgefall sinn, datt mer probéieren, déi erëm eranzekréien.

Ech weess, datt am Biolandbau d'Alternativ wier, mam Koffer ze schaffen. Ech weess awer och, wat dat fir d'Biedem géif bedeiten, an hei, mengen ech, solle mer probéieren, datt mer dese Produkt erëm an d'Lëscht vum Reglement 889/2008 erakréien, sou datt dese Problem misst geléist ginn.

Mä ech verschléisse mech awer och net deem, datt een nei Cépagé mat an eng Diskussioun erabrängt; Cépagen, déi Der kennt, déi grëssendeels pilzresistent sinn an déi een, mengen ech, soll an dem Fonds de solidarité eng Kéier diskutéieren, fir ze kucken, wat fir eng Entscheedungen een an deemem Beräich ka maachen.

Wat d'Successioun vun den Exploitatiounen ubetrëfft, mengen ech, ass et richteg, datt mer hei an enger Phas sinn, wou effektiv mer an enger Spart sinn, wou ee virun allem eng Konzentratioun erëmfënnt bei de Betriber tëschent 50 bis 65 Joer. Dat heescht, mir kommen an eng gewëssen Alterspyramid eran, an dofir hu mer och, net nëmme fir d'Wënzer, mä och fir d'Landwirtschaft an de Gaardebau, virun allem um leschte Conseil drop gepocht, datt eppes an där neier PAC fir d'Jongbaueren an d'Jongwënzer virgesinn ass.

A mir hunn extra en neie Passus drakritt, deen zousätzlech dragesat ginn ass, fir och an Zu-

kunft eng linear, forfaitaire Hëllef fir d'Jongbaueren kënnen mat eranzekréien, wou virun allem d'Jongwënzer wäerten dovunner profitéieren kënnen. Et war dat fir eis eng vun eise Prioritéiten, fir dat an där neier PAC mat an den Text eranzekréien.

D'Problematik, déi ugeschwat gouf, vum Waasser, do mengen ech: Och hei leien eng Rei Pisten do. Ech muss soen, datt ech net zoustänneg sinn, direkt, fir d'Waasser. Dat ass den Innenminister, dat ass d'Waasserwirtschaftsamt. Ech muss soen, datt ech awer meng Meenung dozou hunn an datt ech, wann een déi zwou Optioune gesäit, op där enger Säit op den Hektoliter an op där anerer op den Hektar, eigentlech och Präferenzen hunn, fir dat Ganzt op den Hektoliter ze gesinn direkt.

Selbstverständlech soll een awer och virun allem dee Pilotprojet, deen elo scho gelaf ass zesumme mam IVV - wat virun allem och elo schonn dee sougenannten „Trub“ betrëfft, dee mer erëmfannen, fir deen elo schonn ze verwenden, sief et an de Biogasanlagen, sief et, mer féieren en eriwwer an déi eenzel Kompostanlagen -, et soll een do virufueren an et soll ee kucken, och déi richteg Analys aus deem dote Projet ze maachen. Dat kann eng Analys sinn, fir effektiv d'Schmoltzwaasser méi propper ze kréien an an d'Kläranlage virunzeginn. An ech mengen och, datt mer hei dann an deem Moment effektiv en Opwand vu méi respektiv e Käschtpunkt kriterien, deen och géabel wier, fir d'Wënzerinnen an d'Wënzer an d'Zukunft ze féieren.

Wat d'Planzrechter ubetrëfft, déi hei ugeschwat goufen, mengen ech, wësst Der, datt mer als Lëtzebuerg zu deene Länner gehéiert hunn, déi sech géint eng Liberaliséierung ausgeschwat hu ganz kloer. Ech mengen, mir hunn och ererecht, selbstverständlech gehéiert dat heiten an de ganze Pak vun der PAC mat dran. Do waren och d'Droits de plantation dran, an Dir hutt gesinn, datt d'Décision bei der Verlängerung vun de Planzrechter gefall ass: bis den 31. Dezember 2018. Ab dem 1. Januar 2019 solle sougenannten Autorisatioune gi ginn, fir datt maximal do - et ass op eng fakultativ Manéier -, maximal 1% vun der Fläch kann derbäikommen.

Mä et muss een awer soen, datt, mengen ech, och dat nach wäert diskutéiert ginn! Dat ass nëmme e Mandat, deen ausgeschwat gouf vun deene 27, respektiv - minus zwee - 25 Ministere aus dem Conseil. Mä hei gëtt et eng Verhandlungsbasis mam Parlament a mat der Kommissioun, wou ee muss kucken, wat erauskënn. Dir kennt eis Positioun ganz kloer do: Am Kader vun deem Ganzen, am Kader vum Kompromiss hu mer deem heiten zougestëmmt.

Gewosst och, datt vill an deemem Beräich duerjerneeghät gëtt, well ganz dacks hu mer hei vun Iwwerschwemmunge vum Maart geschwat mat südamerikanesch Wäiner. Dat huet näischt mat dem Droit de plantation op europäeschem Niveau hei ze dinn. Mir steieren dat och net heimadder, an all déi Saachen, déi ugeschwat goufen och hei, wat déi eenzel Kritären ugeet, och hei gëtt et international Accorden, och hei gëtt et WHO-Ofkommesse fir ganz

kloer Regele vu Qualitéit an Hygiène, déi esou Produkter, wa se um Maart sinn, mussen respektéieren. Alles dat, mengen ech, kann een net lasseisen.

Ech mengen awer, datt dat hei..., an ech weess, datt hei eng ganz Rei vu Leit matgekämpft hunn, fir datt mer deen heiten Droit de plantation, wierklech déi heite Positioun op jidde Fall emol kruten an elo vläicht nach kënnen méi wäit goen, gehollef hunn, dat mer op där heiter Positioun wäerte sinn.

Ugeschwat gouf dann och dat neit Gesetz iwwert d'Pestiziden, d'Ëmsetzung vun der Direktiv eigentlech, déi scho laang hätt misse geschéien, dat ass richteg. Mir hunn elo de Projet de loi eragereecht, wat eng Ëmsetzung eent zu eent vun der Direktiv ass. Méi ass et de Moment net. A mir sinn amgaang, drun ze schaffen de Moment, och den Aktiounsplang, deen un deemem Gesetz, un deser Direktiv hänkt, opzestellen an dann esou schnell wéi méiglech op Bréssel ze ginn, fir virun allem och hei keng Sanktioune ze kréien, déi eis géife wéidinn. Mir wäerten dat maache mat allen Acteuren, déi hei implizéiert sinn.

Mir wäerten och kucken, wat d'Helikopterspreizen ubetrëfft, dat an der Direktiv genau ze verfollegen. Mir wäerte probéieren, et esou pragmatesch wéi méiglech ze notzen, mä awer och dem Sënn vun der Direktiv selbstverständlech ze entsprechen. Do sinn all Länner d'selwecht, dofir wäerte mer och hei net do derlaanscht kommen. Mir haten och hei Kontakter gehat souwuel mam Beruff wéi och mat Protivigne, fir ze kucken, fir d'Applikatioun heivunner eriwwerzuekréien.

Wat d'Formatioune ubetrëfft, déi den Här Weydert ugeschwat huet, och dat ass eng Ëmsetzung vun der Direktiv eent zu eent, an dat ass och an alle Länner d'selwecht. An da mussen mer virun allem kucken, datt mer d'Leit esou ausbilden natierlech, well et jo och eng geféierlech Uwendung ass, datt een dat och esou ofgeséichert krit.

Zum Schluss vläicht ee Punkt, deen nach opsteet an dee vill hei ugeschwat gouf, deen ech zum Deel eigentlech och schonn ugeschwat hunn, dat ass dee vun der Vermaartung vun eisem Wäin no bausen. Ech mengen, datt mer, wa mer d'Pist hunn, datt mer op d'Qualitéit setzen - an do si mer eis, mengen ech, heibanne ganz kloer eens -, da mussen mer kucken, déi Qualitéit och no bausen ze droen.

An da mussen mer virun allem probéieren, datt mer d'Produkt Wäin och eriwwerbréngen als en nobelt, als en edelt Produkt, a mir mussen virun allem probéieren, datt mer dat Produkt net entkoppelt gesinn zu anere Produkter, mä datt mer et gesinn am Kader, wéi ech et gesot hunn, vum Tourismus an am Sënn vun der Kultur, am Sënn vum Land selwer. Well, ech mengen, et ass ee Produkt, dat mer no bausen kënnen weisen an dat sech méi wéi weise léisst!

Dofir mengen ech zum Schluss, et stinn eng Rei vu flotten Débaten an Zukunft un. Et stinn eng Rei vun Entscheedungen och weider un, an ech mengen, datt mir virun allem opgrond vun de gudden Lagen, gudden Biedem, déi mer awer hei hunn, fir déi eenzel Wäiner ze pro-

duzéieren, virun allem awer och opgrond vun de gudden an expériméiert Wënzer a virun allem och Kellermeeschteren, déi mer an eise Betriber hunn, datt mer virun allem och vill jonk Wënzerinnen a Wënzer hunn, déi motivéiert sinn, fir dese Beruff unzuegoen, an datt mer dofir als Regierung - an dat ass e bëssen d'Konklusioun, déi een heiraus kann zéien - eis ganz selbstverständlech Rendez-vous solle ginn, och am Kader vun der PAC, an herno virun allem am Kader vum PDR, dee jo elo usteet.

Nodeem d'PAC souzese scho bal ficeléiert ass, si mer parallell amgaang, de PDR auszeschaffen. Mir wäerten eis deemnächst mam Beruff treffen, fir Einzelheiten doraus ze ginn, an ech mengen, do wäerte mer virun allem och bei den Investissemter, bei den Aiden awer och virun allem cibléiert virgoen. Mir wäerte virun allem d'Innovatioun förderen a wäerte virun allem all déi Investier, déi an d'Zukunft gericht sinn, förderen, fir och an Zukunft souwuel an der Agriculture wéi am Wäibau eis opzestellen, datt mer an Zukunft och kënnen eng Landwirtschaft hei presentéieren, déi konkurrenzfähig ass par rapport zu Europa, par rapport awer och zur Welt, wou et ni ophält mat dréien. An dofir mussen mer och an Zukunft gutt opgestallt sinn, fir hei kënnen prett ze sinn.

An deem Sënn Merci fir dee flotten Débat, a wann de Rendez-vous gefrot ass, ech wäert präsent sinn, fir och e Bilan ze maachen zu deem, wat geschitt ass, an deenen nächste Méint.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem zoustännege Minister. Domadder wär des Diskussioun ofgeschloss, an ech géif nach d'Wuert ginn un den Här Gibéryen fir en Dépôt vun enger Proposition de loi.

#### 4. Dépôt d'une proposition de loi par M. Gast Gibéryen

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här Président. Ech wollt heimadder eng Proposition de loi deponéieren, déi virgesäit, datt all Kéiers virun de Chamberswahlen, sechs Méint virdrun, déi 60 Mandater vun den Deputéierte géifen nei berechent ginn tëschent deene véier Wahlbezirker am Verhältnis zu den Électeuren.

**6558** - Proposition de loi portant fixation du nombre de députés à élire par circonscription électorale

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Gibéryen. An domadder wäere mer och um Enn vun eiser Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzung si virgesi fir den 9., 10. an 11. Abrëll.

D'Sitzung ass opgehewen.

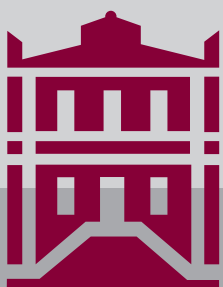
(Fin de la séance à 18.01 heures)

- L'actualité parlementaire sur **www.chd.lu**.
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur **www.chd.lu**.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur **www.chd.lu**, avec quiz, information et vidéo.

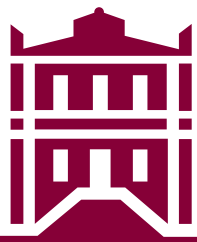
- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre **www.chd.lu**.

- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur **www.chd.lu**.

- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.







## Sommaire

### 1. Communications

- M. le Président

### 2. Changement de composition de la Commission d'enquête sur le Service de Renseignement de l'État (SREL)

- M. le Président

### 3. Ordre du jour

- M. le Président

### 4. Heure de questions au Gouvernement

Question n°225 du 9 avril 2013 de Mme Diane Adehm relative au droit à l'oubli numérique, adressée à M. le Ministre de la Justice et à M. le Ministre des Communications et des Médias

- Mme Diane Adehm - M. François Biltgen, Ministre de la Justice, Ministre des Communications et des Médias

Question n°226 du 8 avril 2013 de M. André Bauler relative au développement des friches industrielles à Wiltz, adressée à M. le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures

- M. André Bauler - M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures

Question n°227 du 9 avril 2013 de M. Ben Fayot relative au traité sur le commerce des armes, adopté le 2 avril par l'Assemblée générale de l'ONU, adressée à M. le Ministre des Affaires étrangères

- M. Ben Fayot - M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères

Question n°228 du 9 avril 2013 de M. Camille Gira relative à la gestion des eaux du barrage d'Esch-sur-Sûre, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- M. Camille Gira - M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur

Question n°229 du 9 avril 2013 de M. Félix Eischen relative à un système d'avertissement qui détecte la circulation à contresens, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- M. Félix Eischen - M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures

Question n°230 du 9 avril 2013 de M. Gast Gibéryen relative à un récent jugement concernant le dossier «Saarautobunn», adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- M. Gast Gibéryen - M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures

Question n°231 du 9 avril 2013 de M. Roger Negri relative à la protection des masses d'eau souterraine, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région

- M. Roger Negri - M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région

Question n°232 du 9 avril 2013 de M. Fernand Etgen relative à la criminalité lourdement armée au Luxembourg, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région

- M. Fernand Etgen - M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région

Question n°233 du 8 avril 2013 de M. Jean Colombera relative à deux audits sur les «Transports intercommunaux du canton d'Esch» (TICE), adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- M. Jean Colombera - M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures

Question n°234 du 9 avril 2013 de M. Alexandre Krieps relative aux examens médicaux pour arbitres, adressée à M. le Ministre des Sports

- M. Alexandre Krieps - M. Romain Schneider, Ministre des Sports

Question n°235 du 9 avril 2013 de M. Fernand Kartheiser relative à l'évolution de la violence envers des personnes, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région

- M. Fernand Kartheiser - M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région

### 5. Heure d'actualité du groupe politique LSAP au sujet du risque d'une libéralisation et d'une privatisation du secteur de l'approvisionnement en eau

- Exposé: M. Georges Engel

- Débat: M. Marc Spautz (MM. Camille Gira et Félix Braz interviennent), M. Fernand Etgen, M. Camille Gira, M. Gast Gibéryen, M. Jean Colombera, M. Serge Urbany

- M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région (M. Gast Gibéryen intervient)

- M. Camille Gira (parole après ministre), M. Jean-Marie Halsdorf

- M. François Bausch (parole après ministre), M. Jean-Marie Halsdorf

### 6. 6519 - Projet de loi portant approbation des Accords entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et certains pays concernant l'échange et la protection réciproque des informations classifiées

- Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: M. Marc Angel

- Discussion générale: M. Fernand Kartheiser, M. Serge Urbany

- M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères

- M. Serge Urbany (parole après ministre), M. Jean Asselborn

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

### 7. Heure d'actualité du groupe politique DP au sujet des sanctions à disposition de l'Union européenne

- Exposé: M. Xavier Bettel (dépôt d'une résolution et d'une motion)

- Débat: M. Félix Eischen, M. Ben Fayot, M. Félix Braz, M. Fernand Kartheiser, M. Jacques-Yves Henckes (M. François Bausch intervient), M. Serge Urbany

- M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères

- Vote sur la résolution 1 (adoptée)

- Vote sur la motion 1 (adoptée)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; MM. François Biltgen, Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler, Marco Schank, Romain Schneider et Etienne Schneider, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.31 heures)

► **M. le Président.**- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

► **Une voix.**- Neen, Här President.

## 1. Communications

► **M. le Président.**- Ech hu par contre folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) D'Lëscht vun deenen neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Bureau deponéiert.

2) Folgend Projete goufen an der Administration parlementaire déposiert: den 20. März vum Wirtschaftsminister de Projet de règlement grand-ducal 6557 iwwert den Energieverbrauch vu verschiddenen Haushaltsgeräater; den 29. März vum Sportsminister de Projet de loi 6559 iwwert den zénge Programme quinquennal d'équipement sportif, a schliesslech den 3. Abrëll vum Wirtschaftsminister de Projet de règlement grand-ducal 6560, d'Émsetzung vun zwou Direktiven am Beräich vun den Équipements marins.

**Communications du Président - séance publique du 9 avril 2013**

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de règlement grand-ducaux et le

projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

**6557** - *Projet de règlement grand-ducal abrogeant:*

- le règlement grand-ducal du 19 juin 1996 concernant l'indication de la consommation d'énergie des sèche-linge à tambour;

- le règlement grand-ducal du 14 janvier 2000 concernant l'indication de la consommation d'énergie des lampes domestiques;

- le règlement grand-ducal du 28 février 2006 concernant l'indication de la consommation d'énergie des climatiseurs à usage domestique

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 20.03.2013

**6559** - *Projet de loi autorisant le Gouvernement à subventionner un dixième programme quinquennal d'équipement sportif*

Dépôt: M. Romain Schneider, Ministre des Sports, le 29.03.2013

**6560** - *Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal modifié du 22 juin 2000 transposant la directive 96/98/CE du Conseil du 20 décembre 1996 relative aux équipements marins ainsi que la directive 98/85/CE de la Commission du 11 novembre 1998 modifiant la directive 96/98/CE du Conseil relative aux équipements marins*

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 03.04.2013

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

## 2. Changement de composition de la Commission d'enquête sur le Service de Renseignement de l'État (SREL)

D'DP-Fraktioun huet eis folgend Ännerung, wat d'Zusammensetzung vun der Enquêtékommis-

sion iwwert de Geheimdénsgscht ugeet, proposéiert: D'Madame Lydie Polfer ersetzt den Här Xavier Bettel.

Ass d'Chamber mat dëser Ofännerung, wat d'Zusammensetzung vun der Enquêtékommis-sion ugeet, averstanen?

**(Assentiment)**

Dann ass dat esou décidéiert.

## 3. Ordre du jour

An hirer Réunion um 21. März huet d'Présidentekonferenz fir dës Woch folgenden Ordre du jour virgeschloen:

Haut de Mëtteg hu mer fir d'Éischt eng Froestonn un d'Regierung; duerno eng Aktualitéitsstonn vun der LSAP-Fraktioun iwwert d'Risiko vun enger Liberaliséierung an enger Privatiséierung vum Waassersecteur; duerno de Projet de loi 6519, en Accord iwwert den Austausch vu klassifizierten Informatiounen, nom Basismodell, a schlussendlech eng Aktualitéitsstonn vun der DP-Fraktioun iwwert d'EU-Sanktiounen.

Muer de Moien um zéng Auer hu mer Déklaratioun vum Här Premierminister Jean-Claude Juncker zur Lag vun der Natioun.

Den Donneschdeg de Moien um néng Auer hu mer d'Debatt iwwert d'Lag vun der Natioun, nom Modell 7, an den Donneschdeg de Mëtteg um zwou Auer hu mer d'Enn vun den Debatten iwwert d'Lag vun der Natioun.

Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?

► **Une voix.**- Jo.

► **M. le Président.**- Dann ass dat esou décidéiert.

Haut de Mëtteg hu mer fir d'Éischt eng Froestonn un d'Regierung. Laut Artikel 83 vum

Chambersreglement huet den Deputéierten zwou Minutten Zäit, fir seng Fro virzedroen, an d'Regierung huet véier Minutten Zäit, fir do-rober ze äntwerten. D'Froen kommen ofwies-selnd vun der Majoritéit an der Opposition.

Als éischt hu mer d'Fro N°225 vun der Madame Diane Adehm un de Justizminister an un de Kommunikatiounsminister iwwert d'Recht op d'digitaalt Vergiessen. Madame Adehm, Dir hutt d'Wuert.

## 4. Heure de questions au Gouvernement

- **Question n°225 du 9 avril 2013 de Mme Diane Adehm relative au droit à l'oubli numérique, adressée à M. le Ministre de la Justice et à M. le Ministre des Communications et des Médias**

► **Mme Diane Adehm (CSV).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wéilt dem Justiz-, Medien- a Kommunikatiounsminister eng Fro stellen iwwert den Droit à l'oubli numérique. Den Droit à l'oubli numérique gëtt haaptsächlech am Kontext vum Internet benotzt. Et ass d'Recht vun enger Persoun, dass all hir Donnéeën, egal ob richtig oder falsch oder net méi aktuell, no enger gewëssener Zäit net méi en ligne si respektiv vill méi schwéier zougänglech sinn.

Am Januar 2012 huet d'Europäesch Kommission ugekënnegt, eng gréisser Reform vum Datschutz ze maachen an de Verbraucher méi eng grouss Handhab iwwer hir Donnéeën ze ginn. A schon am Dezember 2010 huet déi deemoleg franséisch Staatssekretärin fir Prospective et Développement de l'économie numérique d'Énnerschrëft vun zwou Chartes du droit à l'oubli numérique initiéiert fir Frankräich.

Déi éischt Charte betrëfft den «droit à l'oubli numérique dans la publicité ciblée». Hei han-





delt et sech ëm perséinlech Donnéeën, déi sammelt ginn, ouni dass den Internetbenutzer dat onbedéngt matkritt. Déi zweet Charte betrëfft den «droit à l'oubli numérique dans les sites collaboratifs et moteurs de recherche». Dës Donnéeë si vun den Internetbenutzer selwer publizéiert ginn.

Zu dëser zweeter Charte ass allerdéngs ze soen, dass Facebook a Google se net ënnerschriwwen hunn. An dësem Zesammenhang wéisst ech gäre vun Minister, ob mir hei zu Lëtzebuerg eng Législatioun hunn, déi den Droit à l'oubli numérique mat aschléisst.

Wa mir keng Gesetzgebung an deem Beräich hunn, huet de Minister wëlles, hei ze léigiféieren, oder waart hien of, wat d'Europäescher Kommissioun mécht?

An drëtten: Ass de Minister gewëllt, fir eng breet ugeluechten Opklärungscampagne ze maache betreffend d'Geforen, dass verschidden Donnéeën ni um Internet gelöscht ginn?

Ech soen Iech Merci.

► **M. le Président.**- Merci der Madame Aehm. D'Wuert kritt elo den zoustännege Justiz- a Kommunikationsminister.

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice, Ministre des Communications et des Médias.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass elo schon esou, dass - am Gesetz vun 2002 iwwert den Dateschutz - jiddweree kann, notament iwwert d'Kommissioun vum Dateschutz, froen, fir dass en déi Donnéeën, déi vun him public sinn, dass en déi kann entweder richteggestallt kréien, wa se falsch sinn, ewechgeholl kréien, da si mer am Droit à l'oubli, oder dass se och blockéiert ginn. Allerdéngs ass do am aktuelle Gesetz eng Konditioun, dat heescht, dat, wat do publizéiert gëtt, dat muss contraire sinn zum Gesetz. Dat ass dat, wat elo ass. Wann et net contraire zum Gesetz ass, dann huet een net d'absolut Recht, fir dat ewechzekeréien.

Et ass esou, dass mer um europäeschen Niveau eng nei Proposition hunn, eng Reglementsproposition vun der Kommissärin Viviane Reding, fir eng ganz nei Dateschutzreglementatioun ze maachen, wou dann de sougenannten „droit à l'oubli“ ee Punkt ass. Ech kommen nach op de sougenannten „droit à l'oubli“ zrëck, a wat och seng Problemer sinn.

Do ass effektiv an der Proposition vun der Kommissioun virgesinn, dass jiddweree, deen net méi wëllt, dass iergendeppes (veuillez lire: dass iergendeppes vun him do steet), ob et géint d'Gesetz verstéisst oder net, vun him muss kënnen definitiv gelöscht ginn. Allerdéngs gesäit och d'Proposition vun der Kommissioun do nëmmen eng Obligation de moyens vir. Dat heescht, do gëtt deen, deen d'Donnéeën huet - deen huet awer nach eng gewësse Latitudo -, forcéiert, dat Beschtméiglecht ze maachen, mä en absolut Recht ass et net. Dat ass och dat, wat vu verschiddene Säiten där Proposition reprochéiert gëtt.

Op där anerer Säit sinn eng Partie Leit, déi där Proposition vun där anerer Säit aner Reproché maachen, nämlech: Wat ass dann, wa Rechter vun anere betraff sinn? Elo huele mer un, et ass eng Foto do, do sinn ech drop an et sinn nach zwee anerer drop. Kann ech soen, déi Foto muss ganz gelöscht ginn, oder net?

Dat ass eng Fro. Déi zweet ass déi zum Beispill vun de Journalisten: Kann e Journalist net méi eppes zitieren, wat virduer eng Kéier op Internet publizéiert war? Wéi wäit seier mer et an? Dat ass déi Fro, déi dann erëm anerer opwerfen, d'Liberté d'expression erfroe respektiv d'Recherche historique erfroen. Et sinn also eng ganz Partie Froen, déi sech do stellen.

Dofir wëll ech och elo net zu Lëtzebuerg ze fréi virpreschen. Ech kann Iech awer soen, wat d'Positioun ass vun der Lëtzebuurger Regierung, déi ech, mengen ech, och schon an der zoustänneger Chamberskommissioun exposéiert hunn. Et muss een den néidegen Équilibre hei fannen tëschent effektiv dem Internet an awer och virun allem hei der Protektioun vun der Privatleit. An do muss mer kucken, wéi mer dat eraushuelen. Mir stinn also prinzipiell deem Droit à l'oubli positiv géintiwuer.

Ech wëll just soen: Ze mengen, en Droit à l'oubli définitif géif et ginn, dee gëtt et net! Och wann eng Kéier eppes publizéiert gouf, e Buch publizéiert gouf, wat duerno viru Geriicht verbuede gouf, fir ze verkafen, da gëtt et dat Buch awer nach an den Archiven! Also alles, mengen ech, ewechzehuelen, dat kritt een net. Mir si fir d'Proposition vun der Madame Reding a mir maachen och an den Aarbechtsgruppe konkret Virschléi, wéi een déi verschidde Geforen, déi ech elo gesot hunn, déi déi eng hunn, déi déi aner gesinn, wéi mer déi kënnen ënnert d'Kontroll kréien.

Dat Drëtt ass, zu Ärer drëtter Fro Folgendes: Ech mengen, dass dës Regierung - an dat ass

emol net an éischer Instanz de Justizminister, mä de Kommunikationsminister, d'Familljeminiestesch, de Wirtschaftsminister, nach vill anerer - schrecklech vill Initiativen ënnerhëlt, fir notament déi Jonk, well do ass d'Gefor ganz, ganz grouss, notament déi Jonk drop opmierksam ze maachen, dass eigentlech d'Recht, eppes ze läschen, nëmmen déi lescht Solutioun muss sinn, mä dass et virun allem drëm geet, dass een net egal wat iwwer sech op Internet publizéiert.

Ech wëll och dofir soen, dass mer och an dëser Chamber zum Beispill e Gesetz gestëmmt hu viru Kuerzem, wat de sougenannten „grooming“ um Internet verbitt, wat nämlech déi Leit bestrooft, déi sech - entschëllegt, ech halen direkt op - als Mineuren ausginn an a Wierklechkeet Majeure sinn, déi wëlle mat Mineuren a Kontakt kommen, wat aner Länner nach net hunn.

Also, mir hunn eis do ganz vill Méiglechkeete ginn. Ech bleiwen och ëmmer der Meinung, dass et nach ëmmer besser ass, et geschitt näischt, wéi et muss een herno eppes richtbéien, wat falsch gaangen ass.

Ech soen Iech Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Minister. Da komme mer elo zu der zweeter Fro, där vum Här André Bauler un den delegierten Nohaltekeetsminister iwwert d'Industriebroochen zu Wolz. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

- **Question n°226 du 8 avril 2013 de M. André Bauler relative au développement des friches industrielles à Wiltz, adressée à M. le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures**

► **M. André Bauler (DP).**- Merci, Här President. Ech wollt eng Fro stellen un den Här delegierten Nohaltekeetsminister a Wunnengsbauminister. Viru sechs Méint ass mer vum Här Minister matgedeelt ginn, dass den Dossier vun der Sanéierung vun den Industriefrichen zu Wolz nëmme schleefend weidergeet. Am „Jeudi“ stoung de 15. November ze liesen: «Le ministre Marco Schank est bien obligé d'avouer au député André Bauler qu'aucun investisseur ne s'est manifesté jusqu'à présent pour s'établir sur les anciennes friches industrielles de Wiltz.» Ier d'Gebaier iwwerhaapt ofgerappt kënnen ginn, misste se emol fir d'Éischt vun Asbest befreit ginn. Duerno kéint also eréischt ofgerappt ginn.

Et geet also alles net esou séier, wéi den Här Minister nach 2009 am September an engem Interview geduecht hat.

De Fonds pour le Développement du Logement et de l'Habitat ass an Tëschenzäit Besëtzer vun den Tarkett-Terraine ginn, esou krut ech geschriwwen, an e wier elo mat der Gemeng Wolz amgaangen ze verhandelen, fir och nach Propriétaire vun hiren Terrainen, déi dernieft leien, ze ginn, dëst, fir en neie Stadquartier ze realisieren. Et ass mer deemools matgedeelt ginn, dass de Planning ronderëm d'Entwécklung vun dësem Site an der Ausaarbechtung wier.

An deem Kontext wollt ech Folgendes froen: Wéi steet et mat dësem ugekënnegte Planning? Kann den Här Minister eis no engem hallwe Joer méi dozou soen? Wéini kënnen déi al Gebaier fréistens ofgerappt ginn? Wéi konzentriert soll spéiderhin op dësem Site gebaut ginn? Wéi gedenkt den Här Minister virzegoen, fir spéideren eventuellen Investisseuren Appetit op dëse Standuert ze maachen? A wat fir enge Beräicher sollen déi Investisseure schaffen? An eng lescht Fro: Sinn och Sportsinfrastrukturen op dësem Standuert virgesinn?

Ech soen Iech Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Bauler. An d'Wuert huet den Här delegierten Nohaltekeetsminister Marco Schank.

► **M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures.**- Sout, Här President, fir d'Éischt emol wollt ech soen, dass zënter op d'mannst 15 Joer d'Gemeng Wolz probéiert huet, mat ganz vill Idealismus virzegoen, an iergendwann huet awer de Stat sech missen decidieren, sech méi wäit ze engagieren wéi iwwert d'Kofinanzierung vun engem urbanistesche Masterplang, an dat ass och geschitt.

2010 huet den Departement vun der Landesplanung am MDDI decidéiert, e Projet ze maachen, an d'Kärstéck vun dem Projet war engersäits d'Dépollutioun, den Assainissement um Site a virun allem och, fir et herno esou hinzekréien, dass ee mat rouegem Gewësse kann do Aarbechtsplazen a virun allem och Wunnenge schafen. Dat war de Prinzip!

A fir nach eng Kéier ze rekapitulieren, well déi Fro och gestallt ginn ass, also den Terrain, wann een dee ganzen Terrain kuckt, engersäits deen

nördlech vun der Gare an anerersäits dee südlech vun der Gare - nördlech ass deen, wou de Fonds du Logement elo aktiv gëtt -, dat sinn insgesamt 470 Wunnengen an 130 Aarbechtsplazen nördlech vun der Gare an da 730 Wunnengen mat 550 Aarbechtsplazen südlech vun der Gare.

De Regierungsrat huet am September 2011 decidéiert, dass dee Projet e Projet vun nationalem Intérêt wier, wat jo wesentlech war, fir och kënnen den Assainissement vum Site ze iwwerhuelen, engersäits iwwert den Émweltschutzfong, awer zum Deel och iwwert de Waasserschutzfong. An tëschent dem „worst case“ an dem „best case“ ass e Montant vu 4,1 Milliounen an 13,6 Milliounen evaluéiert ginn, fir op deem Site ze investieren. An de Fonds du Logement gouf beoptraagt, zesumme mat der Gemeng, fir dee Projet ëmzesetzen.

Sou, wou ass dee Projet elo drun? D'Autorisatiounen leien alleguere vir, mir waarden nach op eng Permission de voirie, mä dat ass éischter eng Klenggeeket par rapport zu dem Schinennetz, dat hält de Projet och net op. An et ass esou, dass bis elo um Site geschaff gouf, de Site gouf sécuriséiert, wat jo wichteg ass. Den Accès gouf sécuriséiert, et goufe Clôtures opgericht, da sinn d'Öffnungen an de Gebaier zougemaach ginn. D'Gebaier si geraumt ginn, gebotzt ginn, also eidel gemaach ginn, an och ronderëm ass de Site fäerdeg gemaach ginn, fir kënnen do ze schaffen.

De 25. Januar dëst Joer, de 25. Januar 2013, ass en Appel d'offres gemaach gi fir d'Aarbechte fir d'Dépollutioun, d'Démolitioun an eben och d'Sanéiere par rapport zum Asbest, fir dat alles virzehuelen. De 5. Februar dëst Joer war eng Visite des lieux mat 18 Entreprises, déi wollten eng Soumissioun maachen. De 27. Februar war d'Ouverture vun de Soumissiounen, fénnef Entreprises haten en Dépôt gemaach, an den 18. März gouf dann och Courier erausgeschéckt, fir nach Präzisiounen ze froen am Kontext vun deene Soumissiounen.

Den 8. Abrëll 2013, dat ass nach net ganz laang hier, gouf d'Réceptioun vum Tableau comparatif gemaach vun deene verschiddenen Offeren, an de Marché gëtt mat grousser Wahrscheinlechkeet enger Association momentanée iwwerginn, wou ech Iech elo d'Nimm vun den Entreprises net soen, mä wou ech awer ka soen, dass nach just eng lescht Iwwerprüfung vun enger Entreprise, déi a Sous-traitance schafft, muss gemaach ginn. Nach eng Formalitéit!

An da kéint et dann, sous réserve vun där definitiver Approbation, Ufank Mee um Site ugoen, dat heescht, de Fonds du Logement ass prett, a wann dann déi lescht Iwwerprüfung do gemaach ginn ass, da geet et mat den Aarbechten um Site un, Ufank Mee.

Da wollt ech zum Schluss soen, fir och déi Fro ze beäntwerten, dass de Fonds du Logement mat der Gemeng zesumme wäert eng Promotioun maachen, fir och de Site interessant ze maachen, fir och ze kucken, dass een Investisseure fénnst, fir um Site aktiv ze ginn.

Mä et si jo net nëmmen Investisseuren, déi gebraucht ginn, et gëtt e groussen Deel Logemente gemaach, wéi ech virdu gesot hunn. Och Fräizäitinfrastrukturen, fir op déi Fro ze äntwerten, sinn um Site virgesinn, Betreier vu Kanner an, an: Alles, wat déi Mixitéit vun den urbane Fonctiounen op esou engem Site noutwendeg mécht, alles dat ass een Deel vun den Investitiounen.

An e leschte Saz: De Montant vun dëser éischter Soumissioun, fir d'Démolitioun an d'Dépollutioun ze maachen, läit bei zwou Milliounen Euro, TVA comprise.

Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem delegierten Nohaltekeetsminister. Mir kommen dann zu der Fro N°227 vum Här Ben Fayot un den Ausseminister iwwert den Traité, deen d'UNO iwwert de Waffenhandel ugeholl huet. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

- **Question n°227 du 9 avril 2013 de M. Ben Fayot relative au traité sur le commerce des armes, adopté le 2 avril par l'Assemblée générale de l'ONU, adressée à M. le Ministre des Affaires étrangères**

► **M. Ben Fayot (LSAP).**- Här President, ufanks Abrëll gouf an der Generalversammlung vun der UNO dee Vertrag iwwert de Waffenhandel an der Welt ugeholl. Dat huet jorelaang, Jorzéngte gedauert, bis et esou wäit war, an et war och eng enorm Majoritéit vun de Länner, déi dee Vertrag ugeholl hunn.

Dir wësst, dass duerch de Waffenhandel onwahrscheinlech vill Misär an der Welt dorëmmer geschitt, well skrupellos Waffenhändler a Waffestate mat hirem Handel an der Welt déi Konflikter schüren. Ech brauch nëmmen drun ze denken, wat elo a Westafrika geschitt: Dee

Konflikt am Mali ass direkt verursaacht ginn duerch e blühenden Handel vu Waffe vu Libyen an dem Mali.

Dofir ass et sécher absolut ze begrëssen, dass deen Traité esou wäit ass. Mir wëssen awer, dass en nach net en vigueur ass: E muss nach ënnerzeechent ginn an e muss ratifiéiert gi vun op d'mannst 50 Länner, fir dass en a Kraaft trëtt.

Dofir wollt ech den Ausseminister froen, wéini dass Lëtzebuerg gedenkt, dee Vertrag do ze ënnerzeechen, éischters; an zweetens wollt ech en och froen, ob Lëtzebuerg bereet ass, fir esou schnell wéi méiglech déi Ratifikatioun weiderzedreiwten.

Ech hunn nach eng weider Fro dozou, an dat ass déi vun der Haltung vun der Europäescher Unioun. Ech mengen, déi 27 Länner hunn alleguere dee Vertrag matgedroen. Et wär och gutt, et géif och der Europäescher Unioun gutt zu Gesiicht stoen, wa se als eng géeeent politesch Kraaft dorëmmer an der Welt géif derfir suergen, dass méiglech vill Länner dee Vertrag do ënnerzeechen, well d'Europäescher Unioun jo bei sech selwer probéiert huet, de Waffenhandel intern vun der Europäescher Unioun ze regelen iwwer e System vu Lizenzen. Dat geet alles an d'Richtung vu méi Transparenz vun deem Waffenhandel an à terme och vun enger Reduktioun vun deem Waffenhandel op dat Wesentlech.

Merci, Här President.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Fayot, an d'Wuert kritt elo den Här Ausseminister Jean Asselborn.

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères.**- Kann ech och heibleiwen, Här President?

► **M. le Président.**- Jo, dat kënnt Dir maachen!

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères.**- Also, Här President, ech wollt Iech just soen, dass ech, wat den Här Fayot als Introduction gesot huet, absolut deelen. Vun deenen 193 Länner hunn der 155 derfir gestëmmt, dräi eleng - Iran, Nordkorea a Syrien - hunn dergéint gestëmmt an 22 Länner hu sech enthalen. Dir wësst, dass d'Konferenz selwer net zu engem Resultat kommen ass, mä direkt no der Konferenz, den 2. Abrëll, ass jo an der Assemblée générale vun der UNO dann dat Resultat do erauskomm.

Et ass eng Verbesserung erabruucht ginn, am Artikel 22, nämlech et sinn haut keng 65 Länner méi, déi mussen ratifiéiert hunn, ier den Traité a Kraaft trëtt, mä nëmme méi 50.

Bon, den Här Fayot huet kloer gefrot: Wat mécht Lëtzebuerg? Den Traité gëtt elo opgeluecht, fir ze ënnerschreiwten, den 3. Juni dëst Joer. Lëtzebuerg wäert den 3. Juni och ënnerschreiwten, an dann ass et jo un der Chamber, fir dann och esou séier wéi méiglech ze ratifiéieren, wann Der dat esou wëllt.

Zur Europäescher Unioun, Här Fayot, Här President, do ass et esou, dass mer eis zwou Missiounen ginn hunn: Dat Eent, déi 27, praktesch 28 Länner, déi esou séier wéi méiglech och ratifiéieren, dat ass dat Eent. An dat Zweet, dat ass: Länner, déi net wëlles hunn, déi sech enthalen haten, fir déi ze iwwerzeechen, fir trotzdeem ze ratifiéieren.

Wann Der vun de Länner schwätzt, ech mengen, China, Russland, Indien, dräi wichteg Länner hunn net Jo gestëmmt, mä awer och net Neen, si hu sech enthalen. An et huet een erausgespuert, dass bei Russland eng Chance ass, dass Russland kéint domadder d'accord sinn.

D'Vereenegt State vun Amerika si mat, hu coparrainéiert, déi wäerten op jidde Fall d'Signature maachen, an dann, d'Ratifikatioun an Amerika, wësst Der, ass komplizéiert: Et mussen 67 Stëmme am Senat Jo soen, dat heescht, d'Filibusterei, déi muss dee Moment iwwerwonnen ginn.

Fir ofzeschléissen, Här President, géif ech mengen, dass Lëtzebuerg sech vill engagéiert huet, net nëmmen um Niveau vun der Chamber a vun der Regierung, mä och vun der Société civile, a mir mussen bei deenen Éischte sinn, déi dat doten a Musek ëmsetzen!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Ausseminister. Da komme mer elo zu der Fro N°228 vum Här Camille Gira, déi Kéier un den Nohaltekeetsminister, iwwert d'Gestioun vum Stauwasser zu Esch-Sauer. Här Gira, Dir hutt d'Wuert.



**- Question n°228 du 9 avril 2013 de M. Camille Gira relative à la gestion des eaux du barrage d'Esch-sur-Sûre, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures**

► **M. Camille Gira** (déli gréng).- Merci, Här President. Ech hat dës Fro un den Nohaltegkeetsminister gestallt, well mer dovun ausgaange sinn, dass hie kompetent wier, well d'Ponts & Chaussées eigentlech d'Gestioun vum Stausee mécht. Ech krut awer elo am Virfeld gesot, dass den Energieminister Schneider mer géif äntwerten, mä dass awer nach Négociatiounen amgaange wieren, dass och nach de Waasserminister Kompetenzen an deem Sec-teur hätt respektiv géif kréien.

Vläicht si mer do och scho bei engem Deel vun der Erklärung vun deem Problem, deen ech wollt opwerfen.

Dir wässt, dass regelméisseg gréisser Quantité Waasser aus dem Stausee beieneen ofge-looss ginn, fir Saachen ze regléieren am Virfeld vum Wanter, och duerno, och wéinst der Energieproduktioun. Et kënt awer regelméisseg dann en aval vum Stausee zu gréisserer Problemer. Et ass scho méi wéi eng Kéier virkomm, dass Infrastrukturen zumindestens deelweis iw-werschwemmt si ginn: Campingen, och aner Infrastrukturen hu scho Schued kritt.

Anscheinend ass et och nach esou, dass déi Ac-teuren, déi eventuell betraff kënnen sinn, op jidde Fall net ëmmer a regelméisseg informéiert ginn, wann da gréisser Quantité Waasser ofge-looss ginn.

Duerfir meng Fro u wien och ëmmer da kompetent ass fir dee Problem: Gëtt et kloer Richt-linnen, no deenen den Niveau vum Stausee re-gléiert gëtt? A wa jo, wat sinn déi Kritären? A wier et dann awer net un der Zäit, fir e kloren Informationsplang opzesetzen, fir dass déi Leit, déi méi déif am Sauerdall leien, kënnen hir Dispositiounen huelen, fir Schied ze evitéieren?

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Gira. D'Wuert kritt elo den Här Nohaltegkeetsminis-ter - ah, net den Här Nohaltegkeetsminister!, den Här Wirtschaftsminister Etienne Schneider!

► **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Éco-nomie et du Commerce extérieur.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, d'Äntwert op d'Fro vum Här Gira ass eigentlech déi-selwecht, déi mäi Virgänger nach kuerz viru sengem Oftrieden hei ginn huet op eng Ques-tion écrite vum honorablen Deputéierten Ali Kaes vum 9. Januar 2012, déi ech deemools fir mäi Minister geschriwwen hunn, beäntwert hunn...

**(Interruptions)**

Dofir kann ech lech elo nach eng Kéier zielen, wat do drastoung: Et ass esou, dass...

**(Interruptions)**

Elo hunn ech lech e grousst Geheimnis verro-den: Hien huet se net selwer geschriwwen.

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Da musst Der eis nach just soen, wien Är haut schreift.

**(Hilarité)**

► **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Éco-nomie et du Commerce extérieur.*- Also, fir op d'Äntwert ze kommen, vu dass ech nëmme e puer Minutten hunn: D'Exploitation vun der Retenue zu Esch-Sauer, déi ënnerläit der Soler. D'Soler ass eng Gesellschaft, déi zu 50% der SEO gehéiert an zu 50% der Enovos gehéiert.

Et gëtt géiert iwwer eng Konventioun téscht dem Lëtzebuurger Stat an der Soler, an do sinn eng Rei Consignes d'exploitation virgesinn an och eng Rei Conditions techniques. Allerdéngs gesinn déi Consignen an déi Conditions tech-niques net vir, dass d'Soler misst iergendeen in-forméieren, wéini se wéi vill Waasser ofgëtt. Dat zum Historique.

Elo ass et awer esou, dass ech déizäit, wéi déi Fro do koum, och President vun der SEO war an du meng Leit ugewisen hunn, dass se dat sollen änneren an d'Gemenge sollen informéieren. Dofir gëtt et zënterhier en Accord mat deene concernéierte Leit, fir dass se informéiert ginn. Et ass op där enger Säit d'Gemeng Esch-Sauer, op där anerer Säit sinn et d'Exploitanté vun dräi Campingen, nämlech de Camping Bis-sen, de Camping Le Moulin zu Heiderscheid-Grond an de Camping Toodlermillen zu Tadler-Moulin. Voilà!

Elo ass et esou, dass all Kéiers, wa verschidde Seulen iwwerschritt gi vum Waasser, dat oflaxe

gelooss gëtt, nämlech bei 16,5 m³/s am Sum-mer a 65 m³/s am Wanter. Also wann déi iw-werschritt ginn, ginn déi dräi Campinge plus d'Gemeng informéiert.

Elo ass et awer esou, an ech mengen, et ass do-rop, wou Dir uspillt, dass eben och nach aner Campinge froen, fir informéiert ze ginn. An do ass de Problem einfach deen, dass entre-temps, bis mer bei déi Campinge kommen, och nach d'Clief an d'Wolz an d'Sauer lafen an dass et do relativ schwéier ze géieren ass, fir ze wës-sen, wéini muss een dann elo wien informéieren, well wa Crué vun do kommen, domat huet d'Soler näischt ze dinn.

Et gëtt relativ vill Konfusioun, an d'Soler wollt bis dohinner déi Responsabilitéit net huelen, well se herno all Kéiers da responsabel ge-maach gëtt, wa Crué kommen, ouni dass si iwwerhaupt eppes domat ze dinn huet.

Et ass awer esou, dass deen Accord, deen de Moment besteet, dass deen nei verhandelt gëtt, an zwar téschent der Soler an der Gestion de l'eau. Do ass et esou, dass d'Soler nach op lescht Informatiounen waart, fir dat do kënnen ofzeschléissen, an da probéieren mer doriwwer, iwwert déi nei Konventioun, och deene Leit entgéintzekomme respektiv deenen ze hëllef-en, dass se informéiert ginn.

Ech wëll just hei op dëser Plaz driwwer infor-méieren, dass et e Site gëtt, deen heescht www.inondations.lu, do ka jiddwereen zäit-gläich all Kéiers kucken, zumindest emol, wat déi Cruen ugeet. Ech weess, dass dat net duer-geet, mä dat anert probéieren mer, iwwert déi nei Konventioun dann ze regelen.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Wirt-schaftsminister. Mir kommen dann elo zu der nächster Fro, nämlech där vum Här Félix Eischen un den Nohaltegkeetsminister iwwer e Warnsystem bei Geeschterfuere. Här Eischen, Dir hutt d'Wuert.

**- Question n°229 du 9 avril 2013 de M. Félix Eischen relative à un système d'avertissement qui détecte la circulation à contresens, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures**

► **M. Félix Eischen** (CSV).- Merci, Här Pre-sident. Här Minister, an de leschte Woche war de Problem vun de Geeschterfuere erëm an al-ler Mond, well et kierzlech erëm e schwéiert Accident op der Autobunn gouf, wat eben duerch esou en Émstand provoziert ginn ass. Trotzdeem dass déi schwaarz Stopphänn mam Sens interdit opgericht goufen, soll ee wës-sen, dass den Informatiounen vun der Verkéierspolice no all Woch hei zu Lëtzebuerg een esou e Virfall ze notéieren ass. Een d'Woch, deen zwar meeschtens gutt ausgeet, dofir fënnt en dann och keen Néierschlag an der Press!

An deem Kontext wollt ech awer dem Minister säin Avis zu engem Fréiwarnsystem froen, deen den Ament am Ruhrgebit seng Uwendung fënnt an deen absolut um Lëtzebuurger Terri-toire ze applizéieren wär. Zesumme mat der technescher Uni Dortmund ginn hei op enger Testautobunnopfahrt elektronesch preparéiert Kazenaen opgericht, déi sech net groussaarteg vun deenen üblechen ënnerscheiden. E funk-gesteiert Detektiounsfeld kann hei an Honnerts-telsekonnen d'Fuerrichtung vun Auto detek-téieren a schléit direkt Alarm, wann een da sollt den ëmgedreite Wee erëm op d'Autobunn eropfuere.

E Sender gëtt dann d'Informatiounen un eng Warnzentral. Dat kéint hei zu Lëtzebuerg de CITA sinn, wou dann op de Panneauen esou en Dräieck mat engem entgéintkommende rou-nden Auto ageblent gëtt, zum Beispill. An engem gëtt d'UCPR, d'Police de la Route aver-téiert, d'Info geet weider un d'Radiostatiounen an un d'GPSe vun den Autoen, déi an der Emgéigend sinn. Den Alarm gëtt zäitgläich als SMS verschéckt a kann och als App um Smart-phone opdauchen.

Op der Teststreck blénken dernieft och nach LED-Luuchten op a signaliséieren dem Falsch-fuere, wat en amgaangen ass ze maachen.

D'Käschten hale sech dëser Etüd no an de Limi-ten, heescht et weider. Pro Opfahrt misst ee mat ëm déi 10.000 Euro rechnen. Ech mengen, e minimalen Opwand, wann ee bedenkt, wéi vill Misär hei kéint gespuert ginn!

Ech soen am Viraus Merci fir den Avis a fir Är Meenung. Merci!

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Eischen. An den Här Nohaltegkeetsminister Claude Wi-seler huet elo d'Wuert.

► **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Dévelop-pement durable et des Infrastructures.*- Merci,

Här President. Et ass effektiv esou, wéi den Här Eischen et beschriwwen huet, dass dee Pheno-meen vun de Geeschterfuere hei zu Lëtze-buerg wéi a ganz villen, an allen aneren euro-päesche Länner e Problem ass, also och hei zu Lëtzebuerg.

Et ass u sech feststellen, dass et ze dinn huet ganz oft mat sief dat Inattentioun, sief dat Al-kohol, sief dat souguer heiansdo - am Ausland ass dat och méi festgestallt ginn - Leit, déi ex-press als Erausforderung, fir Courage ze bewei-sen, wéi och ëmmer, op d'Géierichtung vun der Autobunn fuere. Wéi och ëmmer d'Or-i-ginnen dovun sinn, hu mer e Problem domad-der!

Et si scho vun de Ponts & Chaussées an deene leschte Joren eng ganz Rei Saache gemaach ginn. Dir hutt et virdrun évoquéiert: ausser-gewéinlech grouss, faarweg Schëlter an d'En-tréeën opgestallt, en extrae Marquage hori-zontal gemaach, deen am Fong schwéier ass ze verpassen.

Da sinn d'Interventiounen esou gemaach ginn, dass probéiert gëtt, wierklech extrem rapid d'Interventioun ze organiséieren, wann e Geeschterfuere op der Autobunn duerch ak-tuell scho bestehend Systemer detektéiert gëtt, an dat gëtt duerch d'Kamerae vum CITA, wann de falsche Wee gefuere gëtt, respektiv duerch Boucle-de-comptagë kann dat scho repéréiert ginn, respektiv wann iwwer Telefonsuruff dat gemellt gëtt, da gëtt e Geeschterfuerezenario op der Autobunn déclenchéiert, wou de CITA, den 112, den 113 sech direkt matenee konzer-téieren, Patrouillë lassgeschéckt ginn, deemno wéi och d'Fermeture vun der Autobunn ka ge-maach ginn respektiv natierlech och d'Affi-chagë sofort op deene Panneau-messagen, déi momentan zur Dispositioun stinn.

Dat ass esou, wéi et haut funktionéiert, dat heescht mir hu schon e System, deen en place gesat gëtt. Natierlech probéieren mer och nach nei Systemer, sou wéi se an Etüde sinn, ze sui-véieren. 2012 hu Ponts & Chaussées eng nei Étude pilote gemaach, wou se notament d'Comptage-Équipement getest hunn a ku-cke gelooss hunn. An dobäi hu se gefrot, fir och nei Équipement vun Detektiounen, wann Autoen am contraire Sens fuere, mat kucken ze loosse. Dat heescht, si sinn ëmmer hannen-drun, fir nei Systemer ze fannen. An och dee System, den FFW-System, deen Dir beschri-wen hutt, ass een, dee gekuckt gëtt. Momen-tan ass en awer nëmme an enger Testphas, och an Däitschland, sou dass mer déi Resultater nach net kennen an dass mer déi suivéieren.

Mir gesinn, dass dat Konzept natierlech en inte-ressant Konzept ass, mä dat, wat Dir genannt hutt, dat ass just de Präis vum Équipement, deen op de Bretell selwer ze maachen ass, fir am Fong, wann ee falsch erafiert, fir deen ze re-péréieren. Et ass also kee System, deen de Fue-rrer stoppt, ier en erafiert. An dat, wat och net an deem Ganzen dran ass, dass ass awer deen enorm wichtige Mechanismus vum Avertisse-ment op den Autobunnen. Elo detektéieren ech een, deen erafiert, a wéi maachen ech dann, dass déi aner Fuere dovunner kënnen infor-méiert ginn, respektiv hunn och nach ëmmer dee Moment kee System, fir déi, déi schon op der Autobunn sinn, zur Zäit ze avertéieren.

Sou dass de System, esou wéi en elo um Pa-beier ausgesäit - loosse mer dat kucken -, och natierlech muss compléiert gi mat enger gan-zer Rei - an Dir hutt se genannt - Warnsystemer un déi Leit, déi op der Autobunn fuere. A mir mussen och haaptsächlech kucken, ob den En-tretien vun esou engem System bei schlechtem Wieder a bei Schnéi, well dat ass jo wesentlech, och honnertprozenteg fiabel ass. Well soss stelle sech natierlech extrem Responsabilitéits-froe fir déi Leit, déi de System ze géieren hunn. Alles dat gëtt gekuckt.

Mä ech wëll awer soen: Ponts & Chaussées ku-cken deen do, mä kucken awer och nach eng ganz Rei aner Systemer, déi momentan am Dé-veloppement sinn an déi prett si fir op de Mar-ché. Momentan kucke se zum Beispill e System, deen doranner géif bestoen, relativ grouss Blé-zen oder faarweg LED-Luuchten op den Afaarte vun den Autobunnen esou anzustellen, dass déi automatesch dann oplichten, oplätzen, wann e Fuere an déi falsch Richtung géif fuere an d'Warnsystemer déclenchéieren. Dat heescht, déi ginn alleguer gekuckt, fir do e sennvollen erauszefannen aus den Experienzen am Aus-land an dann och ähnlech Saachen ze ma-achen, wéi am Ausland gemaach ginn.

Et ass schon eng grouss Suerg, déi mer alle-querten hunn. Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Nohal-tegkeetsminister. A mir kommen dann zu enger nächster Fro, nach eng Kéier u deeselwechten Nohaltegkeetsminister, déi Kéier vum Här Gast Gibéryen iwwer en Uerteel am Dossier „Saar-autobunn“. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

**- Question n°230 du 9 avril 2013 de M. Gast Gibéryen relative à un récent juge-ment concernant le dossier «Saarauto-bunn», adressée à M. le Ministre du Dé-veloppement durable et des Infrastruc-tures**

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Merci, Här Pre-sident! No zéng Joer Gerichtsprozeduren, no enger Verfassungännerung, nodeem dass den Dossier oder de Projet „Saarstrooss“ eng zweete Kéier hei an der Chamber gestëmmt ginn ass, hu mer elo dann eng definitiv Déci-sioun kritt, wou de Stat d'Expropriationspro-zedur kann duerchéien.

Ech hunn zwou Froen un den Här Minister: Déi éischt ass, wat de Bypass Helleng ubelaangt, an deem sengem Kader déi Décioun geholl ginn ass: Wéi gesinn elo konkret déi weider Schrëtt aus, wat d'Expropriatioun ubelaangt? Zweetens, wéini kann een domat rechnen, dass de Stat definitiv an de Besët kennt vun deenen Terrainen? An drëtters wollt ech froen, wéini dass déi Aarbechte kënnen ulafen, ob d'Dos-siere fäerdeg sinn, fir déi Soumissiounen kënnen auszuschreien, an da selbstverständlech, wéini dass se dierfte fäerdeg sinn.

Déi zweet Fro, déi geet net iwwert de Bypass Helleng, méi iwwert de Rond-point Fréiseng. Mir hu jo nämlech zwou Expropriatiounen, déi de Stat do muss maachen: Um Rond-point Fréiseng ass d'Opfaart Richtung Saarbrécken ge-baut, mä de Stat ass nach net am Besët vun den Terrainen, dofir kann een nach net drop-fuere. An ech mengen, sengerzäit ass ëmmer gesot ginn: „Mir kucken, dass mer als Stat eng Kéier mat der Prozedur duerkommen an dann, wa mer duerkommen, da loosse mer déi Expropriatioun zu Fréiseng och ulafen, wat de Rond-point a wat d'Opfaart Richtung Saarbré-cken ubelaangt.“

Dofir meng Fro un den Här Minister, wéi wäit dass deen Dossier elo konkret ass, fir déi Expro-priatioun zu Fréiseng um Rond-point Richtung Saarbrécken ulafen ze loosse? Wann een do mat der Prozedur duerkommen an de Stat kennt an d'Propriétéit, kann déi jo direkt opgoen, well déi net méi gebaut brauch ze ginn, well déi ge-baut ass. Dat si meng Froen, déi ech un de Mi-nister hunn.

Ech wëll just ofschléissend nach eng Kéier soen, dass déi Leit, déi zu Helleng, wat de Bypass ubelaangt, dem Stat deen Terrain net fräiwëlleg ginn hunn, dass dat net aus finanzielle Grënn war, wou déi Leit dat gemaach hunn, mä dass dat sech einfach aus aneren, prinzipielle Froen erginn huet, déi ech schon eng Kéier am Ka-der vun esou enger Diskussioun hei ernimmt hat. Ech wollt dat awer fairerweis soen, sou dass net alles falsch ass, wat déi Leit gemaach hunn.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Gibéryen. An d'Wuert kritt elo den Här Nohal-tegkeetsminister Claude Wiseler.

► **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Dévelop-pement durable et des Infrastructures.*- Merci, Här President. Ech wëll mech net op d'Grënn vun de Leit aloossen; ech wëll just feststellen, dass mir deen Terrain do brauchen an dass mer déi Autobunn muss fäerdeg maachen. An do-fir hu mer probéiert, wierklech an deem Dossier weiderzekomme mat all deene Problemer, déi mer doran haten.

Dir hutt gefrot: „Wou si mer elo drun?“ Als en Netjurist probéieren ech dat elo relativ einfach auszudrücken, wat an der Prozedur geschitt ass. Dat heescht an anere Wieder, mir hate schon eng Décioun vun dem Bezierksgericht, wat am Prinzip déciéiert hat oder gekuckt hat - dat war seng Aufgab -, dass déi Prozedur, déi Expropriationsprozedur, déi mer bis dohinner gemaach hunn, dass déi korrekt wier. Dat Ge-richt hat dat déciéiert an dat war no eise-m Lëtzebuurger Gesetz am Prinzip déi lescht Déci-sioun, déi huet misse geholl ginn.

Doropshin huet awer den Affekot vun der Géi-gesäit Asproch erhuewen an en huet gesot: „Mä Äert Gesetz ass net konstitutionell, well mir missten u sech nach en Asproch hunn.“ D'Lëtzebuurger Gesetz huet awer kee virgesinn, dofir ass dat bei d'Cour d'appel gaangen, an d'Cour d'appel huet et weidergeschéckt op d'Verfassungsgericht, fir ze déciéieren, ob dann eist Gesetz actuellement verfassungskon-form wier. Dat Uerteel, dat elo vum Verfas-sungsgericht komm ass, dass seet, dass eisen Text okay ass, dass heescht, dass eis Legislatioun verfassungskonform ass an dass déi Prozedur och an deem Sënn korrekt war, déi mer ge-maach hunn.

Wat geschitt elo? Elo geet u sech natierlech dat Uerteel hei zréck bei d'Cour d'appel, déi jo d'Verfassungsgericht gefrot hat, da misst theo-retesch d'Cour d'appel op Basis vun deem Uer-teel vum Verfassungsgericht sech als net kom-petent erklären, well jo do gesot ginn ass, dass keen Appel ka gemaach ginn, an d'Cour d'ap-pel misst dann den Dossier erëm weiderginn un d'Bezierksgericht, an d'Bezierksgericht, dass



misst décidieren, datt seng éischt Décisioun dann déi richteg war, an den Envoi en possession direkt kënnen sprächen. Dat heescht, da kann de Stat direkt vum Terrain disposieren, och wann nach duerno Diskussiounen iwwert de Präis géife kommen.

Mä duerch déi Gesetzesännerungen, déi mer au préalable gemaach hunn, ass et esou, datt dann de Stat awer direkt kann den Terrain kréien, mä datt an enger zweeter Etapp dann eventuell nach Oppostoendes mam Präis ka geregelt ginn. Dat ass also u sech déi juristesche Prozedur, wou mer elo dra sinn.

Dot mech elo keng prezis Datumen avancieren! Dir hutt gesinn, datt nach e puer Etappen do sinn. Dat sinn zwar a priori a mengen Aen nëmme formell Etappen, déi awer selbstverständlech muss korrekt gemaach ginn, déi elo nach e puer Méint wäerten huelen, an da kann de Stat Besëtz vun deem Terrain huelen.

Wat geschitt dann? Dann ass et esou, datt mir mussen natierlech déi Fouille-archéologique maachen, déi nach opstinn. Déi ginn och direkt, wa mer den Terrain hunn, sofort ugefaangen. Elo si mer nach eng Kéier amgaangen, an déi Saachen hu schonn ugefaangen, mat de Büroen de Recalcul vun dem Käschtpunkt ze maachen, fir deen neien Deel elo ze bauen. Well dat muss jo alles aktualiséiert ginn, déi Dossiere ware fäerdeg, déi ginn elo nach eng Kéier iwwerschaaft, datt mer och an den aktuellen Zuelen dra sinn, an da mussen natierlech nach eng Kéier déi Genehmigungen, déi awer säit deene leschte Jore schonn ofgelaf sinn, frësch gemaach ginn. Och dat wäert eng Rei Méint huelen, a mer checken nach, wa mer déi nei Zuelen hunn, ob mer dann e Gesetz brauchen oder ob mer keent brauchen.

Well am aktuellen „Saarautobunn“ (veuillez lire: Gesetz „Saarautobunn“) ass nach e wéineg Spitt dran. Ob et awer elo duergeet, dat muss mer da gesinn, wa mer déi Calculen elo mat den heitegen Zuelen definitiv fäerdeg gemaach hunn. Da kënnen d'Ausschreiwunge gemaach ginn, an d'Bauzäit wäert zwëschen engem an zwee Joer brauchen, ier mer et da kënnen opmaachen. Dat sinn elo déi nächst Etappen.

Wat elo mat dem Fréisenger Dossier geschitt, dat leet sech e wéineg eraus aus deem, wat ech am éischten Deel vun der Äntwert gesot hunn. Wat elo kloer ass, dat ass, datt mer eng Enteeignungsprozedur hunn, wou mer elo genau wëssen, wéi se duerchzegoen ass, an allen Etappen, well quasiment all Etappe sinn ugesicht ginn a mir hunn iwwer all Etapp vun där Enteeignungsprozedur quasiment en Uerteel kritt, dat eis elo genau seet, wéi mer et kënnen maachen.

Dat heescht, elo wësse mer genau, wéi mer dee Fréisenger Dossier oder aner Dossieren, déi nach eventuell ustinn, sollen upaken. An déi Dossieren, déi ginn dann elo an d'Prozedur weider, an da ginn ech dovun aus, vu datt hei all techesch an theoretesch Froe juristescher Natur mat deenen Texter, déi mer hei hunn, gekläert, geléist sinn an Uerteeler virleien, datt mer schnell duerch déi aner Dossiere wäerten an deenen nächste Méint kommen.

Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Nohaltegkeetsminister. Da komme mer elo zu der Fro N°231 vum Här Roger Negri, déi Kéier un den Innenminister, iwwert de Schutz vum ënnerirdesche Waasser. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

- **Question n°231 du 9 avril 2013 de M. Roger Negri relative à la protection des masses d'eau souterraine, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région**

► **M. Roger Negri (LSAP).** - Merci, Här President. Här President, eist Grondwaasser ass déi eenzeg Buedemreserv, déi mer nach hei zu Lëtzebuerg hunn. De Schutz vum Grondwaasser an domat vun eisem Drénkwaasser ass deemno eng vun deenen essenziellste Missiounen, déi mer hunn. De Mouvement écologique huet an engem Pressecommuniqué monéiert, dass mer e grouse Manktum un ausgewisene Waasserschutzgebieder hunn.

De facto gëtt et nëmme hei zu Lëtzebuerg eng Schutzzon ronderëm de Stauséi, wéi mer wëssen, zu Esch-Sauer, vu wou mer ronn 60% vun eisem Drénkwaasser bezéien. En entsprechende Règlement grand-ducal ass ausgeschafft ginn, wou och de Statsrot scho seng Remarquen dozou gemaach huet. Et geet ënner anerem drëm, dass, bei Iwwerschreide vu 75% vum Belaaschtungswäert, gezielte Moosnamen ënnerholl mussen ginn. Hei stellt sech d'Fro vun den Anzuchsgebieder, vun de Landwirtschaftleche Fläche mat hire Problemer vun Dünger, Pestiziden an esou weider, an anersäits de Rapport vun de Bëschgebieder.

Duerfir d'Fro: Wéi eng Waasserschutzgebieder sinn nach zousätzlech zu deem engen an

Ausaarbechtung? A wéi eng Zeenarier virun allem bestinn och zum Schutz an zur Sanéierung vu belaaachte Quellen?

Zesummefaassend wëll ech deemno den Här Innenminister Jean-Marie Halsdorf froen, wéi hie gedenkt an der Waasserschutzpolitik weider ze agieren, an ob a wéi e gedenkt, den entsprechende Règlement grand-ducal ze änneren am Sënn vun enger nohalteger Ofsécherung vun eisem Drénkwaasser.

An domadder soen ech lech Merci, Här Minister, fir Är Äntwert.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Negri. An d'Wuert kritt elo den Här Innenminister Jean-Marie Halsdorf.

► **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Merci, dass ech hei kann zu där Interventioun vum Här Negri Stellung huelen. Ech deele seng Approciatioun, déi déi ass, dass mer müssen hei zu Lëtzebuerg eng nohalteger Waasserschutzpolitik maachen. Dat hu mer net méi spéit wéi um Waasserdag virun e puer Wochen och nach eng Kéier rappeliert.

An déi ganz Politik hei zu Lëtzebuerg am Waasserberäich soll duerch Nohaltegkeet gepréigt sinn, émsou méi mer wëssen, dass nëmme 7% vun eisem Iwwerflächegewässer an engem guden Zoustand sinn, an zwee vun eisem dräi geologesche Corpen am Buedem, dat heescht déi Biedem, déi mer hunn, déi sinn an engem schlechten Zoustand, also, wa mer wëssen, dass dat deen eenzeg natierleche Rohstoff ass, dee mer hei zu Lëtzebuerg hunn, d'Waasser, ass et evident, dass mer alles muss maachen, fir do eis déi Garantien ze ginn, dass eis Kanner an eis Kandskanner och kënnen proppert Waasser hei zu Lëtzebuerg kréien.

Duerfir hu mer och am deem Beräich eng kloer Démarche. Mir hunn am Juli, den 8. Juli 2010, e Règlement grand-ducal erausginn, deen d'Protection des masses d'eau souterraine soll garantieren. Och déi diffus Contaminatiounen, do ass et effektiv esou, wéi Der gesot hutt, dass 50 mg pro Liter Nitraten zoulasseg sinn an 0,1 µg pro Liter am Beräich vun de Pestiziden. Dat sinn, effektiv, d'Héchstwäerter. A wa 75% vun deenen Héchstwäerter erreecht sinn, da muss effektiv reagiert ginn, oder souguer schonn, wann een eng Tendence gesäit à la hausse, dat heescht, wann ee gesäit, dass et biergop geet, muss reagiert ginn. Mir maachen do Monitoringen. Déi Quelle ginn, oder déi Punkte gi regelméisseg gekuckt, an do hunn ech keng Angscht, dass mer do um Ball bleiwen.

Ech hunn och keng Angscht, wat elo d'Ausweise vun deene sougenannten Zones de captage, wou mer also d'Waasser aus dem Buedem huelen, dat Grondwaasser, fir déi och ofzesécheren. Do si mer och an enger Démarche, déi deemnächst wäert fäerdeg ginn. Mir hunn e sougenannte Règlement relatif aux mesures administratives dans l'ensemble des zones, dat ass fir den administrative Volet vun där ganzer Gestiou vun deene Protektiounszonen, do hu mer en Avis vum Statsrot do. Ech wäert de 25. Abrëll, also dat ass dann a knapps zwou Wochen, an enger Réunion jointe zesumme mam Ministre de l'Agriculture, dee jo och hei ass, awer haut als Sportsminister, mam Här Schneider, wäerte mer lech an d'Bild setzen, wéi dat genau ausgesäit mat deem Règlement.

An och dat anert Règlement, wat Der ugeschwat hutt, wat déi sougenannte Zone soll, wou captéiert gëtt, ausweisen, do si mer um richtige Wee. Et sinn am Ganzen 80 Règlements grand-ducaux hei zu Lëtzebuerg, déi mussen geholl ginn, fir déi Zonen ze schützen, wou mer Waasser hierkréien. 80% vun deene Punkten, wou captéiert gëtt, do sinn Études de délimitation amgaangen. Et sinn nëmme aacht Exploitanté bis elo vun de Gemengen, déi eis nach keng, déi nach näischt ënnerholl hunn. Dir gesitt also, mir sinn awer do bis elo gutt weiderkomm.

Deemnächst wäert ech véier Projete vun engem Règlement grand-ducal op den Instanzwee ginn, déi wäert ech och de 25. Abrëll an der Kommissioun virweisen, an dräi anerer sinn an der Maach. Dir gesitt also, mir sinn, wat d'Schutzonen hei am Land ugeet, um richtige Wee. Mir maachen dat zesummen, a wierklech zesummen, an enker Zesummenaarbecht mat dem Agrikulturminister. Mir versichen do déi néideg Kompromisser ze fannen: op där enger Säit Nohaltegkeet, op där anerer Säit awer och eng Landwirtschaft, déi muss liewen. An do versiche mer dann, déi spezifesch Moosnamen esou ëmzesetzen.

Wéi ech lech gesot hunn, et si Monitoringen do. Mir kucken op all Beräich spezifesch, wéi d'Buedemverhältnissen sinn, an da passe mer déi Situatiounen un, esou dass ech am Fong geholl nëmme ka conclüieren, dass déi Angshten, déi do sinn - et ass gutt, datt et se gëtt -, mä mir wäerten als Politiker alles maa-

chen, fir dass mer eng nohalteger Waasserschutzpolitik hei zu Lëtzebuerg kënnen an deenen nächste Jore maachen.

Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Innenminister. An da komme mer un d'Fro N°232 vum Här Fernand Etgen, nach eng Kéier un den Innenminister, iwwert déi schwéier arméiert Kriminalitéit. Här Etgen, Dir hutt d'Wuert.

- **Question n°232 du 9 avril 2013 de M. Fernand Etgen relative à la criminalité lourdement armée au Luxembourg, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région**

► **M. Fernand Etgen (DP).** - Här President, am September 2012 sinn an der Grenzregioun bei enger Autoskontroll sechs vollautomatesch Maschinengewierer vum Typ AK-47 fonnt ginn. Waffe vun deem Typ sinn 2012 a Frankräich benotzt ginn ënner anerem, fir eng Rei vu Geldtransporter ze iwwerfallen. Dës Faiten hu mäi Parteikolleg Xavier Bettel deemools dozou verulasst, fir eng Question parlementaire ze stellen, an där hien den Innenminister gefrot huet, wéi hien d'Gefor vun esou enger schwéier bewaffneter Kriminalitéit fir Lëtzebuerg géif aschätzen an ob eis Forces de l'ordre op esou eng nei Qualitéit vun der Kriminalitéit virbereet wieren.

Op des Froen huet de Minister deemools keng kloer Äntwert ginn. Sechs ganzer Zeilen! No der Attack op de Siège vun engem Transporteur de fonds virun e puer Deeg stellt sech des Fro awer méi wéi jee, well d'Briganden hunn dobäi eng besonnesch Brutalitéit gewisen an och net virdrun zrëckgeschreckt, fir d'Police an enger Embuscade mat Mitrailletten ënner Beschoss ze huelen.

Duerfir wëll ech d'Froen haut nach eng Kéier stellen: Sinn eis Polizisten adequat ausgerüst an ausgebilt, fir dëserer neier Qualitéit vun der Kriminalitéit ze begéinen? Wéi kënnen mer mat eisen Nopeschlänner dogéint virgoen? Wat kënnen mer maachen, fir des Waffen aus dem Verkéier ze zéien?

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Etgen. An d'Wuert kritt nach eng Kéier den Här Innenminister.

► **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass richteg, wéi den Här Etgen gesot huet, dass ech dem Här Bettel den 13. September 2012 op eng Question parlementaire betreffend effektiv Krichswaffen, Typ Kalaschnikow, eng Äntwert ginn hunn. Ech fanne, dass déi Äntwert awer ganz prezis war. Ech liese se duerfir nach eng Kéier vir: «La Police confirme par ailleurs qu'aucune ramification d'un marché noir éventuellement existant n'a pu être constatée jusqu'à présent.» Dat heescht, mir hu manifestement keng Preuvee dee Moment gehat, an och haut hu mer keng Preuvee, dass mat esou Waffe gehandelt gëtt.

An och am zweeten Deel hunn ech geschriwwen: «Il convient de souligner que dans le cadre de la coopération policière internationale, les services d'enquête de la Police grand-ducale entretiennent des contacts réguliers avec leurs homologues des services de police de la Grande Région.» Et ass also kloer, dass d'Spillregelen do opgestallt sinn, a mir hu regelméisseg Kontakt mat eisen Noperen, ob dat d'Fransose sinn, ob dat d'Belsch sinn, souguer iwwert de CCPD, de Centre commun policier douanier, hu mer direkt Kontakt. An och am judiciaire Beräich, dorop wëll ech insistieren, hu mer eng kloer Strategie, an do schafft Lëtzebuerg mat den Nopeschlänner ganz gutt zesummen.

Ech mengen, d'Instrument, wat do amgaang ass, sech ze maachen, dat ass jo dee sougenannte „Programm vu Stockholm“, wou d'Coopération policière internationale soll gemaach ginn, am judiciaire Beräich an am policière Beräich, an do ass et ganz kloer, dass do jiddweree seng Responsabilitéiten hëlt an dass do Échangé vun Informatiounen sinn.

Tatsach ass, dass ee muss feststellen, dass an den 80er, 90er Joren, bis 2000 an nach e bëssen doriwwer eraus, do hate mer wierklech grouss Iwwerfäll hei am Land. Dee leschte war 2008, dee leschte richtigen Hold-up. Duerno hate mer nach Hold-upen op Tankstellen oder op Geschäfte, mä et waren der nach net vill, well ech hunn dat nokucke gelooss: Tëscht 2008 an 2012 hate mer am Joer 2008 zwielf esou Iwwerfäll op Tankstellen an op Commercen, 2009 waren et der sechs, neen, ëmgedréint, 2012 waren et der zwielf, 2011 waren et der sechs, 2010 waren et der véier, 2009 zwanzeg an 2008 zéng, fir lech ze soen, et ass eng gewësse Kontinuitéit dran, mä et mierkt een net, dass do aussergewöhnlech vill ass.

Wat ee mierkt, dat ass, dass d'Iwwerfäll elo anescht gemaach gi wéi fréier. Fréier sinn

d'Banken attackéiert ginn, dat geet elo net méi. Duerno hu se d'Convoien attackéiert, dat geet och elo net méi. Elo ginn d'Headquarters vun de Convoien attackéiert, well do Schwaachstelle sinn. Et ass kloer, dass do och reagiert wäert ginn, dass mir och déi Dispositioun huelen, fir dat ze iwwerwaachen, wéi et soll sinn. Well et war jo esou, dass mer relativ séier konnte reagieren, well jo och Leit déi ganz Saachen iwwerwaacht hunn.

Sou dass ech mengen, dass mir um Ball bleiwen, dass eis Police sech bewosst ass, dass do e Risikopotenzial ass, a mir wäerten e Maximum maachen, mat eisen Nopeschlänner, fir do déi richteg Décisiounen ze treffen.

Ech erënneren nach eng Kéier drun, dass d'Politik decidéiert huet virdrun, et ass schonn eng gutt Zäit hier, deen Helikopter fir d'Polizei anzefieren, deen och dozou gefouert huet, dass de grand Banditisme konnt zrëckgoen, zrëckgaangen ass, well do kann ee jo och dann direkt d'Leit verfolge. Ech mengen, mir hunn déi Moyenen och am Sënn vun der Astellungspolitik, vum Recrutement, do hu mer qualitativ gutt agestallt. Och am Budget hu mer gutt geschafft, géif ech mengen, an deene leschte Joren.

Sou dass ech mengen, dass mir alles maache vu Lëtzeburger Säit aus, fir deem Fléau ze begéinen, deen et gëtt, an deen et scho gétt, an Däitschland gëtt et schonn esou Iwwerfäll, am Benelux ass et esou Iwwerfäll ginn, a mir si keng Insel. Et ass elo deen éischten hei komm, an ech hoffen, dass der net nach kommen. Mir wäerten alles maachen, fir dat ze verhënnern.

Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Innenminister. Mir kommen dann elo zu der Fro N°233 vum Här Jean Colombera un den Nohaltegkeetsminister, déi Kéier erëm eng Kéier iwwer zwee Audite beim TICE. Här Colombera, Dir hutt d'Wuert.

- **Question n°233 du 8 avril 2013 de M. Jean Colombera relative à deux audits sur les «Transports intercommunaux du canton d'Esch» (TICE), adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures**

► **M. Jean Colombera (Onofhängeg).** - Merci, Här President. Ech wollt dem Här Minister eng Fro stellen iwwert déi zwee Audite beim TICE, bei den Transports intercommunaux du canton d'Esch. Ech weess, Här Minister, dass Der herno wäert soen, Dir wäert net zoustänneg dofir. Dat ass an der Rei. Mä trotzdem...

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Mä, wann Der dat scho wësst, firwat...

► **M. Jean Colombera (Onofhängeg).** - Mä, Här Minister, dach, ech weess et, mä ech stellen lech eppes anescht als Fro. Ech...

(Hilarité)

Ech weess, Här Minister, dass Dir awer eng richteg Äntwert gitt. An dofir, Dir sidd awer indirekt ëmmer responsabel, Här Minister!

► **Plusieurs voix.** - Oh! Ah!

► **M. Jean Colombera (Onofhängeg).** - Dir sidd jo Transportminister, an alles, wat am Beräich vum Transport ass, Här Minister, dat ënnerläit Är Obhut. An ech mengen, et ass an Ärem Intérêt, wann näischt do passéiert, wa guer näischt passéiert, da sidd Der jo frou. An ech mengen, dofir muss ee jo suergen. An dofir sidd Der awer, fir mech trotzdem responsabel, an Dir misst hei intervenieren.

Am Audit, do gëtt gesot, dass 18 Chauffeure feelen an déi aner maachen Iwwerstonnen. Et gëtt geschwat vun 9.500 Deeg, déi ze wéineg geschafft gi sinn, oder ze vill geschafft gi sinn, pardon. An d'Aarbechter sinn dann onzufrieden an onmotivéiert. Déi kréie kee Congé. Firwat? Well, wann déi Congé kréien, da feelen déi erëm, an Iwwerstonne wëlle se och net gär ausbezuelt kréien, well soss muss se herno erëm vill Steiere bezuelen. An de facto da muss se herno éischter an d'Rent kommen, an dat gëtt e Cercle vicieux, deen herno net méi ze behiwen ass.

Dofir ass meng Fro déi heiten, Dir musst awer Kontakt mat deene Leit hunn: Hutt Dir mat deene Leit scho geschwat? Wat ass do de Schlüssel, wéi kann een déi Saach do reguléieren? Ech mengen, Dir hutt jo déi Macht, fir hinnen awer ee Wuert ze soen. An ech wär frou, wann Der mer do kéint eng Äntwert ginn, ob Der scho mat deene geschwat hutt a wat d'Leistung ka sinn.

Merci.



► **M. le Président.**- Merci dem Här Colombara. Da kritt elo d'Wuert den Här Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler.

► **Une voix.**- Elo si mer gespaant!

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Also, Här Colombara, hätt ech all déi Macht, wéi Der mer elo gesot hutt, déi Der mer hei beschriwwen hutt, da kéint ech villes maachen. Mä esou ass déi Saach awer leider net. A wéi Der ganz kloer selwer gesot hutt, ass den TICE e Gemengesyndikat. An de Stat huet e Kontrakt mat engem Gemengesyndikat, wou a sech dese Gemengesyndikat, d'selwecht wéi den RGTR oder d'selwecht wéi d'CFL, fir de Stat eng Rei Linne fiert an dorop op de Kilometer bezuelt gëtt. An déi Käschten, déi op de Kilometer bezuelt ginn, dat sinn déi vun de Salären, vun dem Bensin respektiv vun dem Matériel roulant respektiv d'Frais fixes.

Dat ass dat, wat bei eis am Kontrakt steet. An do steet néierens, op kengem Punkt d'Méiglechkeet fir den Transportminister, iwwert dat, wat kontraktuell mat engem Gemengesyndikat festzehalen ass, de Contrôle ze maachen, wéi den TICE intern seng Gestiouen bei sech mécht.

Dat heescht, wann Der déi do Fro wëll stellen, da musst Der selbstverständlech déi Fro un déi Gemengeresponsabel stellen, déi an der Gemengenautonomie hir Gemengesyndikater géréieren. Et sinn déi eng oder déi aner heibannen. Da misst Der eng Frostellung, eng Froestonn maachen, wou een Deputéierten deem anere kann eng Fro stellen, fir déi Äntwerten esou ënnert der Responsabilitéit kënnen ze kréien. Dat emol kloer gesot.

Also, et ass net u mir. Ech kann net, ech wëll net Äntwerte ginn, déi net a menger Zoustännegkeet sinn. Par ailleurs, dat wat ech awer weess, dat ass just ee Punkt: Déi zwee Auditen, déi Der do ugeschwat hutt, dat sinn Auditen, wou een een em den Atelier an d'Organisation vum Fuhrpark a vum Atelier geet, wat en normalen Audit ass, dee vun engem Syndiakt respektiv vun enger Autorité de gestion vu Busse gemaach gëtt, fir sech besser ze organisieren.

An deem zweeten, dee geet em d'Optiméierung justement vun de Fuerstonne respektiv vun der Organisation vum Fuedéngscht, fir e bessert Asetze vun de Chauffeuren, dee gemaach gouf. Dat fannen ech also normal, dat regelméisseg deen Typ vun Audit vun den eenzelne Syndikater gemaach gëtt, fir sech ze optiméieren a fir sech besser ze organisieren.

Ech weess och, well mer dat gelies hunn, datt eng Rei Recruteementer bei dem TICE amgaang sinn, esou datt en eventuell Problemer, déi en huet, probéiert, duerch zousätzlech Recruteementer an de Grëff ze kréien. Méi ass et awer net u mir. Méi kann ech net driwwer soen. Dir musst Är Froen un déi richteg Responsabel wënnen. Méi därerf ech d'ailleurs net driwwer soen.

Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Nohaltegkeetsminister. Da kéime mer zu der Fro N°234 vum Här Alexandre Krieps, déi Kéier un de Sportsminister, iwwert déi medezinesch Untersuchunge vu Schiedsrichteren. Här Krieps, Dir hutt d'Wuert.

- **Question n°234 du 9 avril 2013 de M. Alexandre Krieps relative aux examens médicaux pour arbitres, adressée à M. le Ministre des Sports**

► **M. Alexandre Krieps (DP).**- Merci, Här President. Ech hunn déi Fro wéinst Ärer gestallt, well Dir sidd jo e Fußballfan. Virun e puer Wochen hate mer leider e brutalen Doud bei engem vun onse beléifststen Arbitteren, an ech hunn duerno en Arbitter bei mir am Beichtstull gesinn, dee gesot huet, hie wier 44 Joer al, hie géif ni ënnersicht ginn. Dofir kënn déi Fro hei. Mir kënnen natierlech ons international Arbitteren..., d'FIFA-Arbitteren, déi hunn eng Obligation, fir dat ze maachen. Den Adrenalin hautdesdaags op den Terrainen an ausserhalb vun den Terrainen, dee gëtt ëmmer méi staark, och am Beruff bei Verschiddene vun deenen, déi hu vill Enthusiasmus. An ech weess, dass Preventioun wichteg ass.

Mä, wann Der an de franséschen Internetsité kuckt, dann hunn déi franséisch Fußballföderatioun an d'Basketföderatioun, well dat ass net nëmme, wat de Fußball betrëfft, déi hu richteg Schemae vu 35 Joer un, wou d'Leit en fonction zu hire Risikofacturen - jo, Här Gira, ech hat den Handball vergiess, dee kënn och

drun -, mä ech mengen, en fonction zu de Risikofacturen vun de Leit gi se dann all zwee, dräi, véier Joer ënnersicht. An och d'Examen, déi si verschidden: Épreuves d'effort an esou virun, Analysen.

Ech wëll elo net, dass all Arbitter hei all sechs Méint muss an en Test goen. Mä et wär vläicht ubruecht, dass och déi Leit, déi gewéinlech jo méi spéit ufänken ze päifen, dass déi ënnersicht ginn. An ech wëll net, dass se um leschte Lach päifen.

Jo, Merci, Här Gibéryen. Awuer.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Krieps. D'Wuert kritt elo den Här Sportsminister.

► **M. Romain Schneider, Ministre des Sports.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech géif och op d'Fro vum honorabelen Deputéierten Alexandre Krieps äntwerten an och d'Basis, d'legal Basis dovun eng Kéier kucken, wourop iwwerhaupt déi medezinesch Sport-Checke basieren. Ech mengen, dat ass den Artikel 11 vum Sportsgesetz, dat jo dann ëmgesat gouf, prezisiéiert gouf am Règlement grand-ducal, e Règlement grand-ducal, dee mer frësch geschriwwen hunn 2012, de Règlement grand-ducal vum 8. Februar 2012, wou geregelt gëtt, wat d'Kompetitiounssportler mussen vu verschiddenen Tester maache fir eng éischt Lizenz, an datt se duerno och periodesch gesi ginn, fir déi Lizenz kënnen ze behale respektiv ze erneieren.

Alles dat gëllt och a verschiddene Sportarten fir d'Arbitteren. Den Artikel 4 prezisiéiert, datt, wat de Fussball betrëfft, wat den Handball betrëfft, wat de Basketball betrëfft, wat den Aishockey a wat de Rugby betrëfft, eng Sportart, déi Der ganz gutt kennt, do sinn och déi selwecht Tester ugesot wéi fir normal Kompetitiounssportler.

Dir hutt ugeschwat, datt bei verschiddene Sportarten, an ënner anerem de Fussball ass eng... An ech mengen, do muss ech soen, datt déi Persoun, déi bei lech am Beichtstull war, schlecht informéiert war oder op jidde Fall wahrscheinlech dann net derzou komm war, fir zu deenen Tester, déi d'FLF virschreift, do convoquéiert ze sinn, well d'FLF huet nämlech e FIFA-Reglement iwwerholl, wat souwuel supplementär Tester beinhalt, fir engersäits selbstverständlech d'FIFA-Arbitteren an d'UEFA-Arbitteren, mä och déi national Arbitteren ënnerleie periodesch Tester.

An hei, mengen ech, ass virgesi fir national Arbitteren, niewent deem normalen Test, datt also niewent deenen normalen Examens médico-sportifs iwwer 40 Joer och nach en EKG gefrot gëtt. Iwwer 50 Joer gëtt och en Attest vum Hausdokter gefrot a vum Kardiolog. An doriwier eraus ginn och d'Arbitteren, wat d'FLF elo betrëfft, also opgrond vum Règlement vum der FIFA, och regelméisseg convoquéiert, am Prinzip dat all zwee Joer, bei Risikofacturen ass et souguer all Joer, wou se convoquéiert ginn. An derniewent gëtt dann och automatesch an deem Moment bei kardiovaskulären Erkrankungen an deem Moment och en neie Leeschtungstest verlaangt.

Mir gesinn also, datt, wat d'Sportart vum Fussball jo betrëfft, datt si doriwier erausginn, wat eigentlech d'Basislegislatioun betrëfft, souwuel wat d'Sportsgesetz wéi och d'Reglement betrëfft. Aner Federatiounen hunn ech elo net nogekuckt, well Der, mengen ech, genau prezisiéiert hutt, datt et hei em de Fussball goug.

Mä eppes ass och ganz kloer: Ech mengen, et ass esou, datt, wat dee ganze Kompetitiounssport betrëfft, mengen ech, mir hei zu Lëtzebuerg - niewent Italien - an Europa dat eenzeg Land sinn, dat esou eng Gesetzgebung am Médico-sportif huet. All déi aner Länner hunn nëmme Médicoen, wat hir Kadertestler betrëfft. Mir hu se generell fir all Sportlerinnen a Sportler hei zu Lëtzebuerg, déi Sport maachen. An dann, prinzipiell muss gesot ginn, datt souwuel am Kompetitiounssport wéi och am Fräizäitsport jiddweree selbstverständlech Sport soll maachen, fir sech gutt ze bewegen, gesond ze iessen. Dofir och eis preventiv Aktiounen vum GIMB, vum „Gesond iessen, méi bewegen“. Mä driwwer eraus selbstverständlech och regelméisseg bei den Dokter goen, fir sech ze ënnersichten, wann ee Sport mécht.

Bon, an deem Sënn mengen ech, ass et gutt, datt et supplementär och fir Arbittere virun allem déi Checke gëtt. Déi gi gemaach an der FLF, wéi Der ugeschwat hutt. A selbstverständlech fir mech och, mengen ech, deet et mer och leed, datt ee vun eise beschten Arbitteren, virun allem och mënschlech, awer och am Gesellschaftsliewe ganz vill engagéiert, leider duerch esou en trageschen Onfall vun eis gaangen ass!

Merci, Här President.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Sportsminister. An da kéime mer elo zu der leschter

Fro vun haut de Mëtteg, nämlech der Fro N°235 vum Här Fernand Kartheiser un den Innenminister iwwert d'Evolution vun der Gewalt géint Persounen. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

- **Question n°235 du 9 avril 2013 de M. Fernand Kartheiser relative à l'évolution de la violence envers des personnes, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région**

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Villmools Merci, Här President. Jo, ech wollt den Här Minister Halsdorf froen iwwert déi Gewaltakten, déi mer vun de Samschdeg op de Sonndeg an der Nuecht haten, wou dräi brutal Iwwerfall an der Stad waren. An dat rappeliéiert eis natierlech och, wat d'Police an der leschter Zäit nach eng Kéier gesot hat, och wou se hire Rapport annuel virgestallt hat, an notamment datt den Taux de criminalité relativ séier wiisst, am leschte Joer nach eng Kéier em 2,81%, a virun allem och, datt d'Délinquance, d'Gewalt géint Mënschen ëmmer méi staark gëtt.

Déi ass geklomme vum leschte Joer op d'Joer oder vum 2011 op 2012, fir genee ze sinn, em 12,7%, wat natierlech enorm ass, d'Vols avec violence vun 398 op 458. Och wat d'Handyden ugeet, sinn déi ganz staark an d'Luucht gaangen. An d'Coups et blessures volontaires, déi sinn och em 9,1% geklommen. Dat sinn déi Statistiken, déi d'Police gemaach huet bei der Presentatioun vum leschte Rapport annuel.

Dat sinn natierlech ganz, ganz staark Augmentatiounen bei der Gewalt géint Persounen, an déi Brutalitéit vun deenen Iwwerfall de leschte Weekend interpelléiert eis alleguer.

Dofir dräi Froen un den Här Minister, dee jo och fir d'Polizei zoustänneg ass:

Éischtens, wat kann d'Police maachen, fir där do Saach entgéintzewierken? Wat mécht se, fir där Saach entgéintzewierken?

Zweetens, wann een déi Täterbeschreiwunge liest, déi vun der Police an den Zeitunge stoungen, da läit déi Vermutung awer ganz no, datt dat Leit eventuell aus der Grenzregioun waren oder aus dem Ausland, sou wéi se beschriwwen waren, sproochlech, wéi se ausgesinn hunn an esou weider.

Sou datt also d'Fro ass: Kann ee mat Grenzkontrolle vläicht eppes maachen? Wéi ass d'Zesummenaarbecht mat de Polizeien am Ausland, wann esou Iwwerfall geschéien?

A schlussendlech nach eng Fro, fir déi den Här Minister net direkt zoustänneg ass, awer wou ech en trotzdem drop uschwätzen: Mengt hien, datt legislativ oder datt all Gesetzer, datt mer déi hunn, déi mer brauchen, fir wierklech eng Repressioun an eng Ofschreckung och an deem doten Domän kënnen ze garantéieren?

Villmools Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Kartheiser. D'Wuert kritt den Här Innenminister.

► **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech deelen d'Appréciation vum Här Kartheiser, dass d'Gewaltbereitschaft an d'Luucht geet. Ech mengen, wéi mer d'Statistiken mat der Polizei zesumme virgestallt hunn, hu mer dat och festgestallt, et ass vill méi eng grouss Gewaltbereitschaft do. Net nëmme eleng géint d'Polizei; och zum Beispill an den CFL, an den Eisebunnen, un allen Enne sinn d'Leit also vill méi opgedréit, kann ee bal soen.

A mir hunn eis natierlech - an d'Statistiken, Dir hutt dat jo elo nogekuckt, déi ginn dat och erëm -, a mir hunn eis natierlech och an der Polizei deementspreechend opgestallt. Sou ass et zum Beispill esou, dass d'Effektiver de Weekend besonnesch op deene Plazen, wou et da méi flaamt, wann ech dat därerf esou soen, hei an der Stad, zu Esch an och deelweis an der Nordstad, do ginn d'Effektiver da vergréissert. Et gi méi Leit agesat, och wann d'Patrullen erausginn, ginn e puer Patrouillen zesummen op d'Plaz. Also, dat ass kloer, do si mer am Fong geholl, géif ech soen, vill méi massiv opgestallt, wéi mer dat an der Woch sinn. Dat ass eng Méiglechkeet, fir drop ze äntwerten.

Dir hutt d'Fro opgeworf effektiv, dass d'Zuelen an d'Luucht ginn. Ech hu se nach eng Kéier nogekuckt, ech wollt se nach eng Kéier hei soen, da kann een déi och nach eng Kéier dobaussen diskutéieren. Et ass richteg, dass bei Violence envers des personnes effektiv 3.617 Fäll am Joer 2012 waren. Effektiv 21,6% vun allen Infractiounen sinn am Fong geholl da Violence envers des personnes. Et ass also all fënneft, kann ee praktesch soen.

A wann ee kuckt, wéi dat gestiegen ass, et ass effektiv gestiegen. Wann ech op 2008 kucken, do hate mer effektiv nëmme 2.518 där Violence géint Leit. Et geet an d'Luucht. Ech hunn och nogekuckt, ob et Mineure sinn oder Majeure sinn, ob et erwuesse Leit sinn: Effektiv

manner, knapps 10% vun den Infractiounen géint Leit si Leit, dat Mineure sinn. Dat anert si lauter Majeuren. A wann een da kuckt mat den Nationalitéiten - ech hu mer geduecht, dass Der mer déi Fro géift stellen, well déi och ëmmer dobaussen diskutéiert gëtt op der Place publique -, wann ech d'Violence envers des personnes kucken, si 46,3% Lëtzebuurger a 54,2%, dat sinn Ausländer. Dat ass, wann ech dat kucken.

Dir gesitt also, et ass fifty-fifty. Mir hunn och 43% vun eiser Bevölkerung, déi sinn och Ausländer, sou dass ech net weess, ob, wann ee géif do op de Grenze Kontrolle maachen, dat géif vill änneren.

Ech weess, dass mer vun deem Ganzen e Monitoring maachen, dat heescht, et gëtt permanent gekuckt, wéi déi Situatiounen evolüieren, wien do wat mécht. Do ass e gudden Échange mat eisen Noperen. D'Coopération transfrontalière oder d'Coopération policière transfrontalière ass gutt. Ech widderhuelen nach eng Kéier dat, wat ech beim Här Etgen gesot hunn: De CCPD, de Centre commun policier douanier ass e Beispill, wéi ee ka gutt zesummeschaffen iwwer Infractiounen am Beräich vun der Groussregioun.

Ech mengen, dass mer eise Maximum maachen. Eis Polizei huet d'Instrumenter, wou d'Diskussiounen driwwer geféiert ginn, ob déi duerginn oder net duerginn. Si hunn e Kader, e gesetzleche Kader, dee mer och schonn diskutéiert hunn. An ech sinn och iwwerzeegt, wa mer elo an deenen nächste Méint nees eng Kéier iwwert d'Waffegesetz schwätze respektiv iwwert d'zukünfteg Aufgabe vun der Polizei, wäerten do nees eng Kéier Froen opgeworf ginn. Ech mengen, des Plaz wär net déi, fir dat doten am Detail ze kommentéieren.

Ech mengen, dass eis Polizei eng gutt Aarbecht mécht, wierklech eng gutt Aarbecht. Hei zu Lëtzebuerg ass nach eng sécher Plaz, wou ee ka liewen, an et ass net hei wéi an eisen Nopeschlänner, wou et Géigenden, wou et Regiounen gëtt, wat Non-lieu sinn, wou ee guer net méi kann higoen, wou een effektiv net méi sécher ass. Hei zu Lëtzebuerg ass dat de Fall nach net. A mir maachen och alles an der Polizei, dass dat esou bleift.

Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Innenminister. Domadder wär mer um Enn vun der Froestonn vun haut de Mëtten. Mir kéimen dann elo zu där éischter Aktualitéitsstonn, nämlech där, déi d'LSAP-Fraktioun ugefrot huet iwwert d'Risiko vun enger Liberaliséierung an enger Privatiséierung vum Waassersecteur.

Hei ass d'Riedezäit am Artikel 84 zweeten Aliénéa vum Chambersreglement festgehalen a gesäit Folgendes vir: Där Fraktioun, déi d'Aktualitéitsstonn ugefrot huet, stinn zéng Minuten zu, deenen anere Fraktiounen jeeeweils fënnef Minuten, de Sensibilités politiques zwou Minuten an der Regierung eng Véirelstonn. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Spautz, Etgen, Gira, Gibéryen, Colombara an Urbany.

D'Wuert huet elo den Här Georges Engel als Verrieder vun der LSAP-Fraktioun. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

## 5. Heure d'actualité du groupe politique LSAP au sujet du risque d'une libéralisation et d'une privatisation du secteur de l'approvisionnement en eau

### Exposé

► **M. Georges Engel (LSAP).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'LSAP huet des Heure d'actualité ugefrot, well d'Thema Waasser méi wéi jee an der Aktualitéit ass. D'Debatte lafen op europäeschem a lokalem Niveau an op nationalem Niveau op Héichtouren.

D'Waasser ass e Grondstee vum Liewen. Ouni Waasser gëtt et iwwerhaupt kee Liewen. Eist Drénkwaasser ass eng wäertvoll Ressource, déi emol net 1% vun dem gesamte Waasserbetrag representéiert.

Et ass och eng Ressource, déi ongläich op der Welt ze fannen ass. Bei enger steigender Welt-demografie an de konstanten Ännerungen am Ëmweltberäich ass d'Waasser ganz oft an der Mëtt vu wichtige Enjeuen a Konflikter ze fannen.

Wann een och bedenkt, dass eis Nappe-phréatiques ofdréchnen respektiv duerch all méiglech schiedlech Produkte gestéiert ginn, ass et wichteg, dass mer mam Waasser net nëmme spuersam ëmginn, mä och Konditiounen schaffen, fir eis Biedem ze schounen. Mir sinn eis heibannen, denken ech, alleguer eens, dass d'Waasser eng liewenswichtig Wuer ass, déi eenzeg, déi mer hei am Land net importéieren müssen...



**(Interruption)**

...an dat ass och gutt esou.

Eng liewenswichtig Ressource ass, pardon, dat ass méi richtig!

**(Interruptions)**

Jo, jo, richtig och. Mä et ass awer eng liewenswichtig Ressource, dat wollt ech nach eng Kéier preziséieren.

Nieft dem Zougang zum Waasser ass och d'Qualitéit eng wichteg Variabel. Dat ass hei zu Lëtzebuerg net esou evident, wéi een dat vläicht denke kéint. Nëmme 7% vun eisen eenheemesche Gewässer sinn an engem gudden Zoustand!

National huet sech dës Debatt iwwert d'Waasser op de Präis, leider nëmmen op de Präis pro Meter carré fokusséiert.

**(Interruption)**

Hei goufen d'Gemengen... Pro Meter Kibb, pardon, fokusséiert. Hei goufen d'Gemengen, d'Syndikater, d'Parteien an och déi aner Interesséiert gefrot, hir Meenung ze soen. Dës Prozedur huet den Innenministère lancéiert an hie sammelt och iwwert de Wee vu Versammlungen a Befroungen elo d'Informatiounen an ass och amgaange mat deem Prozess vun der Meinungsfinding.

D'Debatt vun haut geet awer net ëm de Waasserpräis hei zu Lëtzebuerg. Do gëtt et, wéi viru gesot, aner Moyenen, seng Meenung ze soen.

An deem Débat haut geet et ëm dräi Direktivprojeten, déi am Moment um europäeschen Niveau diskutéiert ginn. Et geet ëm d'Konzessiounen an de Marché public. De Kommissär fir de Bannemaart a fir d'Servicer, de Michel Barnier, proposéiert unhand vun dräi Propositionen de directive, en eenheetleche Kader ze schafen, fir d'Konzessionskontrakter an d'Marchés publics ze organiséieren.

D'Iddi dohannert ass engersäits, de Konzessionskontrakter an den Ausschreibungen en eenheetleche Kader ze schafen, wou d'Spillegele kloer sinn, am Fall wou Aarbechte respektiv Servicer ausgeschriwwen ginn, an och anerersäits eng gewissen Transparenz an der Prozedur ze schafen an de Kleng- a Mëttelbetrieber eng gréisser Ouverture op dës Marchéen ze bidden.

An Zäiten, wou mer ëmmer méi virsiichteg mat eisen öffentleche Budgeten ëmginn, besonnesch bei de Gemengen, sinn dës Virschléi zum Deel novollzëierbar. Doriwwer eraus ass et nach ëmmer dem öffentleche Beräich iwwerlooss, ob en iwwerhaupt verschidde Bauten oder Servicer wëllt ausschreiwe loosse oder net. Et besteet also keng Obligatioun, fir auszuschreiwen, zumindest net fir all Secteur.

Et kann ee sech d'Fro stellen, firwat dass d'Konzessiounen am Dëngschtlechtungssecteur, déi bis elo net um europäesche Recht erfaasst waren, et elo solle ginn. Den Europäesche Gerichtshaff huet nämlech schon e puermol entscheet, dass d'zentral Grondsätz vum EU-Primärrecht, wéi d'Transparenz, d'Netdiskriminierung an d'Verhältnismäissegkeet, och fir Dëngschtlechtungskonzessioune gëllen. Öffentlech Ubidder mussen sech also scho laang un dës Grondsätz halen. D'Fro vun de Kritiker vun dëser Direktiv, firwat dass also dat elo soll kommen, ass also berechtigt.

Erlaabt mer elo emol, méi spezifesch op déi dräi Texter anzegoen:

Deen éischten, dat ass eng «Proposition de directive sur l'attribution de contrats de concession», déi reng iwwert d'Konzessionskontrakter am Beräich vun de Bauten, déi iwwer fënnf Milliounen leien, geet, an awer och fir Kontrakter am Beräich vun de Servicer, an do sinn d'Seuile schonn ab 2,5 Milliounen Euro dëser Direktiv ënnerstallt.

Deen zweeten ass d'«Proposition de directive sur la passation des marchés publics», wou et iwwert d'Ausschreibung geet. Hei geet et besonnesch drëms, d'Prozedur vun enger Ausschreibung ze optimiséieren, eng besser Käschten-Notzen-Relatioun also ze hunn.

An dann den drëtten Text, deen eis hei besonnesch interesséiert, ass d'«Proposition de directive relative à la passation des marchés par des entités opérant dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des services postaux».

Am Kader vum Waasser huet dës Direktiv fir vill Opreegung gesuergt. An et leeft momentan och eng Biergerinitiative, déi „right2water“ heescht, déi géint d'Privatisierung vum Waasser Ënnerschrëfte sammelt an déi nawell wärscheinlech déi éischt erfollegräich Biergerinitiative laut de Regele vun neie Lissabon-Traité wäert ginn. Aktuell si mer bei 1,340 Milliounen Ënnerschrëften, an zu Lëtzebuerg sinn am Moment ronn 3.300 Ënnerschrëfte gesammelt

ginn, a gebraucht ginn der 4.500. Mir hunn also scho quasi 75% vum Objektiv erreicht. A bis September ass jo och nach e bëssen Zäit.

Haut wier iwwerengs e gudden Dag, fir dës Initiative ze ënnerstëtzen, well haut ass den „European Citizens' Initiative Day“. Also, sidd net nëmme Leit, déi mam Kapp Jo oder Nee rëselen, also Verneiger. Teemaarbecht, also „all zeammen“ ass hei ugesot, an dat als fräien, mündegen europäesche Bierger.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, loosst eis emol kucken, wat an där Proposition dra steet. Am Beräich vum Waasser kommen d'Artikelen 7 an 21 a Fro. Den Artikel 7 schafft de genaue Kader fir d'Ausschreibungen am Beräich vum Waasser. Do kënn net nëmmen d'Exploitation an den Transport vum Drénkwaasser a Fro, mä och d'Ofwaasser an och allméiglech hydraulesch Systemer. An den Artikel 21, dee konzentréiert sech op d'Exceptiounen, dat heescht, déi Fäll, wou eng Ausschreibung net obligatoresch ass, an dat dierft notament d'Gemengen an de Stat éischter interesséieren.

Et ass nämlech streng geholl keng Obligatioun dra fir d'Gemengen, fir de Waassersecteur ze privatiséieren, an dat awer nëmmen, wa se verschidde Konditiounen erfëllen. Also, et besteet awer en Drock an déi Richtung a verschidde Problemer kënnen sech stellen. Zum Beispill, wann e Land ënner de Rettungsschirm kënn, ass d'Tendenz grouss, fir d'Scholden séier ofzebauen, andeem ee Leeschtunge privatiséiert. Och wat d'Gemengen an aner lokal Gremien ubelaangt, besteet d'Gefor, fir d'Waasser engem private Bedreiwer ofzeginn.

Doriwwer eraus entstinn e puer Froen, wat eis Organisatioun hei am Land uegt. Wéi leeft d'Zusammenarbeit an de Syndikater weider, wann eng Gemeng hir Waasserversuergung privatiséiere wëllt? Wat geschitt, wann d'Gemengen a finanziell Schwieeregkeete kommen a séier Sue fir an hir Keess sichen?

Dir gesitt also, firwat dass dësen Text ënnerschiddlech interpretéiert gëtt. Déi eng soen, dass keng Privatisierung oder Liberalisierung forcéiert gëtt, mä dass d'Méiglechkeet erhalte bleift a verschidde Regele soll ënnerstallt ginn. An déi aner, an dorënner och d'Biergerinitiative „right2water“, gesinn an deem Text eng grondsätzlech Gefor, dass d'Waasser eng Marchésuwer gëtt, esou wéi dat de Fall och beim Stroum a beim Gas ass.

Doriwwer eraus, an Zäiten, wou d'Staten an och déi lokal Instanze viru finanzielle Schwieeregkeete sinn, kéint esou eng Privatisierung oder eng Liberalisierung vun der Waasserversuergung reizend sinn, fir d'Scholden ofzebauen. D'Biergerinitiative „right2water“ freet dann, den Artikel 7 ze sträichen, dass et ganz einfach verbuede gëtt, d'Waasser ze privatiséieren.

D'LSAP an och aner Parteien heibannen ënnerstëtzen d'Initiative „right2water“, well mer eng Gefor dra gesinn, dass d'Waasser eng Wuer op engem fräie Marché gëtt. Den Accès zu proppere Waasser ass fir eis e Grundrecht, dat natierlech wäertvoll ass a mat deem een dofir och suergsam soll ëmgoen. Mir sinn dofir kloer der Iwwerzeugung, dass d'Waasserversuergung an öffentlecher Hand soll bleiwen.

E Kader ze schafe fir eng méiglech Privatisierung respektiv d'Obligatioun, d'Waasserversuergung ze privatiséieren - d'Obligatioun, d'Waasserversuergung ze privatiséieren! -, wann een net verschidde Konditiounen erfëllt, dat wëlle mir net.

Hei am Land ass et esou, dass eis Waasserversuergung an öffentlecher Hand ass, nämlech an der Hand vun de Gemengen an de Syndikater. An an deem Sënn kënn mir eis och keng Privatisierung a Fro. Laut de ville Motiounen a Stellungnahmen, déi an deene leschte Wochen a Méint an deenen eenzele Gemengeréit uechert d'Land gestëmmt gi sinn, schéngt et och hei zu Lëtzebuerg op kommunalem Plang eng grouss Majoritéit ze gi géint esou eng Liberalisierung oder eng Privatisierung.

Déi ganz Debatt huet natierlech en Opdriff kritt mat der Frostellung vum Minister un d'Gemengen, wou den Innenminister ënner anerem d'Gemenge gefrot huet, si sollen hir Äntwerten op verschidde Froen am Waasserberäich matdeelen.

Privat Ubidder soen, si kéinten d'Waasserbetreiber méi effikass an och méi käschtegeeschtge maachen. Dat bezweifele mir ganz staark. D'Waasser kéint quasi onbezuelfar gi fir verschidde Leit. Paräis a vill aner franséisch Stied hunn d'Waasserversuergung erëm an eegen Hänn zrëckgeholl, nodeems d'Präisser bei der Versuergung a privaten Hänn ganz staark geklomme sinn. An och Berlin wëllt den Deelverkaf u privat Entrepreneuren erëm réckgängig maachen. Do sinn d'Präisser nom Eraklamme vun de privaten Entrepreneuren ëm een Drëttel an d'Luucht gaangen.

Mir sinn der Meenung, dass d'Waasserversuergung bis elo ganz gutt an der öffentlecher Hand geregelt ginn ass, dat mat faire Präisser, gudder Qualitéit a korrekten Aarbechtsbedéngungen. D'Versuergung vun alle Leit aus eise Land ass assuréiert. Net nëmmen déi Parteien, wou et méi rentabel ass, Waasser ze liwweren, goufen zerwéiert, mä och déi méi entleeën Ecker goufen a gi versuergt. De Risiko, dass sech de privaten Ubidder d'Filesstécker hält an dass fir d'öffentlech Hand just nach d'Grimmele bleiwen, ass ganz akut, wa mer op de Wee vun der Privatisierung ginn.

Ausserdeem wier et e weidere Verloscht vun der kommunaler Autonomie. An och déi interkommunal Zesammenarbeit, déi hei säit Jore den Garant fir eng flächendeckend Versuergung ass, wier a Gefor.

D'öffentlech Hand garantéiert ganz streng Qualitätsstandarden...

► **M. le Président.**- Här Engel, Dir misst awer lues awer sécher zum Schluss kommen.

► **M. Georges Engel (LSAP).**- Ech hunn nach fir eng 30 Sekonnen.

D'öffentlech Hand garantéiert ganz streng Qualitätsstandarden, déi op kee Fall - an hei passt den Ausdruck wéi d'Fauscht op d'A - dierfe verwässert ginn. Mir wëllen op kee Fall, dass eis Leit méi deier mussen bezuele fir manner Qualitéit a fir méi schlecht Aarbechtsbedéngung vun de Leit, déi do schaffen.

Mäi leschte Saz: E Sujet d'actualité also souwuel an Europa wéi och zu Lëtzebuerg! An an deem Sënn war et der LSAP-Fraktioun wichteg, dës Heure d'actualité unzefroen, well mer wësse wëllen, wéi eng Lecture d'Regierung vun deem Thema mécht, an natierlech och, wat hir Positioun an deem Dossier ass a wéi se sech do am Conseil positionéiert huet.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Engel. An als éischte Riedner ass den Här Spautz agedroen. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

**Debat**

► **M. Marc Spautz (CSV).**- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, säit Wochen, Méint a Jore leeft d'Diskussion Privatisierung vum Waasser, emol ënnerschwellig an der Press, emol Diskussiounen am Netz. Ob dat en Netz ass, wat méi hei zu Lëtzebuerg ass oder och op anere Plazen, wann iwwert d'Waasser, iwwert d'Qualitéit vum Waasser an iwwert d'Versuergung vum Waasser geschwat gëtt, dann héiert een och ëmmer erëm: Privatisierung a Kontroll spillen eng grouss Roll. An d'EU huet zwou Richtlinnen do op de Wee bruecht - de Georges Engel huet dat elo grad eng Kéier zitéiert -, dat ass d'Waasserdirektiv an d'Konzessionsdirektiv.

► **M. le Président.**- Ech bieden lech, dem Här Spautz nozelauschteren.

**(Interruptions)**

► **M. Marc Spautz (CSV).**- Et muss een - oh, Här Braz! -, et muss ee wëssen, dass d'Drénkwaasserversuergung säit 1795 zu de féierende Grondaufgabe vun de Gemenge gehéiert. Dobäi muss een och wëssen, dass den Émgang mat der Waasserversuergung och gewässer-moossen historesch gewuesen ass hei zu Lëtzebuerg, awer och besonnesch an der Groussregioun. An do stellt ee jo och fest, an der Groussregioun, dass iwwer Lëtzebuerg eraus scho plazeweis privatiséiert ginn ass, zu wat fir enge Katastrophen dat féiert.

Firwat gëtt awer elo vehement esou driwwer diskutéiert? Dat ass de Punkt vun der EU-Waasserserrumrichtlinn, déi gären hätt, dass et eng Verbesserung vun der Wasserqualität gëtt an déi sech fir de Schutz vum Waasser asetzt, wat jo eppes ass, wat ee positiv ka bekucken. Awer beim Rescht ass et e bësse méi schwierig. Dofir war et och gutt, dass den Innenminister Jean-Marie Halsdorf d'Initiative geholl huet, an hie wäert och sécherlech herno nach drop agoen, fir eng Kéier ze ënnersträichen, wéi wichteg a wéi schützenswäert d'Waasser och ass.

Dernieft steet awer och déi Konzessionsrichtlinn, déi iwwert d'Vergaberecht schwätzt, ëmmer erëm am Méttelpunkt. An do gëtt et jo zwou Lecturen, déi vun der EU-Kommissioun a virun allem vum Kommissär Barnier ëmmer erëm diskutéiert ginn. Dat ass, an dat ass och aus sengen Erklärungen ervirgaangen, wou e géif soen: Dat hat och dermat ze dinn, dass kéint mat Waasserversuergung Korruptioun gemaach ginn an dass et kéint plazeweis zu Zwangsprivatisierung féieren.

An dat kann et net sinn. An dofir wëll ech och eng Kéier soen - soss gi se ëmmer méi negativ duergestallt -, d'Aussoe vum CSU-Deputéierten am Europaparlament, dee gesot huet: „Et kann einfach net sinn...“, an en huet dat gemaach am Binnenmarktausschuss, wou e gesot huet: „Et kann einfach net sinn, dass esou eng Richt-

linn géif ëmgesat ginn, déi zu der Privatisierung vun dem Waasser kéint féieren“, an dass och si sech géife carrément dofir (veuillez lire: do dergéint) ausschwätzen.

**(Interruption)**

D'Waasser ass en öffentlech Gutt. D'Waasser dierf net zu Spekulationsobjekter degradéiert ginn.

**(Interruption)**

All Mënsch huet d'Recht op proppert Waasser an deemno op eng adequat garantéiert...

**(Interruption)**

Här Gira, ech mengen, Dir sidd ageschriwwen, dofir...

► **M. Camille Gira (déi gréng).**- Et ass gutt!

► **M. Marc Spautz (CSV).**- Dann ass et méi einfach.

► **M. Camille Gira (déi gréng).**- Ech stellen lech d'Fro dann...

**(Interruptions diverses)**

► **M. Marc Spautz (CSV).**- ...garantéiert eng optimal Versuergung. Den Zougang zum Waasser dierf net duerch Profitbedreiwen ëmmer ënnerminéiert ginn.

► **M. Félix Braz (déi gréng).**- Net esou aggressiv!

► **M. Marc Spautz (CSV).**- Här Braz, aggressiv? Ech sinn ëmmer esou!

**(Hilarité et interruption)**

Et geet dofir drëm ze suergen, dass net op eemol mam Waasser e multinationale Konzern d'Soe géif kréien. Et geet drëm, fir opzesspen, dass net probéiert gëtt, still und heimlich iwwert deen dote Wee d'Waasser ze privatiséieren.

Wann dat och hei zu Lëtzebuerg keng Roll spillt, well mir alleguerten eis jo eens sinn, dass mer géint eng Privatisierung vum Waasser sinn, esou kann dat awer an Europa zu enger Diskussioun féieren. An dofir ass et och wichteg, dogéint virzegoen, dass et zu enger Privatisierung vum Waasser kënn.

An et ass och ganz kloer, dass mer müssen eng Diskussioun féieren iwwer alles dat, wat d'Qualitéit vum Waasser ausmécht, wat de Stat muss maachen, wat d'Gemenge muss maachen, wat wichteg ass, wa mer vum Drénkwaasser schwätzen, dass mer och iwwert d'Problemer vun der Ofwaasserpoltik hei zu Lëtzebuerg schwätzen. An dofir, wéi gesot, ass et och gutt, dass den Innenminister Jean-Marie Halsdorf déi Initiative geholl huet, fir dat ze maachen.

An nach eng Kéier ganz kloer, Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister: Fir d'CSV kënn eng Privatisierung vum Waasser net a Fro! D'CSV hält drop, dass d'Waasser an öffentlecher Hand bleift!

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **Une voix.**- Bravo!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Spautz. An als nächste Riedner ass den Här Etgen agedroen. Här Etgen, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Fernand Etgen (DP).**- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ech begrëssen et, datt mer no deenen emotionalen Diskussiounen iwwert de Waasserpräis vun deene vergangene Wochen a Méint eis haut éischer mam ideellen a materiellen Wäert vum Waasser ofgi wéi mam präisleche Wäert. D'Diskussiounen ronderëm d'Privatisierung vum Waasser sinn awer net manner emotional. D'Waasser gehéiert zu eise wichtegsten natierleche Ressourcen: ouni Waasser kee Liewen.

D'Waasser gëtt awer hautdesdaags wéi all aner Wuer behandelt, kaaft a verkaaft. Dogéint huet sech zu Recht e Widerstand forméiert. An der Diskussioun gëtt eis erëm méi staark bewosst, wéi wichteg datt d'Waasser fir d'Natur, Reliounen, Kulturen, Ernierung a Gesondheet ass. Duerch de rasante sozialen a technesch Fortschritt ass den Drock op d'Waasserreserven immens an d'Luucht gaangen. Op ville Plazen op der Welt ass d'Natur amgaang, sech wéinst dem menschleche Mëssbrauch ze rächen.

D'Waasserknappheet huet derzou gefouert, datt versicht gëtt, mam Waasser Geschäfte ze maachen, mat der Konsequenz, datt Leit mat niddreger Kafkraaft den Zougang zum Waasser verléieren. Et ass erschreckend, mat wéi enger Liichtegkeet hei öffentlech Gutt zur Dispositioun gestallt gëtt.

Här President, well mer eis beim Waasser am sensibelste Beräich vun de kommunalen



Déngschtleeschunge befannen, muss een awer drop hiweisen, datt d'Waasser ni eng Handelswuer däerf ginn, mat där Profit gemach gëtt. D'Waasserversuergung muss an öffentlecher Hand bliwen.

Et ass eng vun de Kärdéngschtleeschunge vun de Gemengen, déi e maximaalt Verantwortungsgefill vun de politesche Responsabele verlaangt. Bierger a Betriber erwaarde sech gläichermoosse Versuergungssécherheet, wat d'Quantitéit an d'Qualitéit ubelaangt, an dat zu engem verstännege Präis.

Mir brauchen eng Waasserkultur, déi e Virbildcharakter huet, an och - an dat besonnesch - an den Entwécklungslänner. Mir müssen de Wäert vun Waasser bewosst maachen. Net nëmmen d'Natur am Allgemengen, mä all Mënsch als Individuum leeft vun Waasser. Mir all sinn engem ekologeschen nohaltegen Émgang mam Waasser verflucht a müssen alle Forme vu Verschwendung, Verschmotzen a Verknappen entgéintwierken. Dozou gehéiert och d'Informatioun, d'Sensibilisatioun an d'Opklärung. Dat kann nëmmen zilstrebege an der öffentlecher Hand geschéien.

D'Waasser ass keng normal Handelswuer, kee gewéinlech wirtschaftlecht Gutt, a kann deemno net mat Strom, Gas, Telefon oder mat soss engem Liewensmittel oder Haushaltsprodukt verglach ginn. D'Waasser ass e Grundbedürfnis an en elementaart Mënscherecht, an duerfir ass et politesch, juristescht a moralesch gekuckt net ze akzeptéieren, datt d'Waasserversuergung de Prinzipie vun der öffentlecher Ausschreiwung soll ënnerworfen ginn.

Här President, fir d'Demokratesch Partei gëtt et also absolut keen Handlungsbedarf. An der Préambule vun der Waasserdirektiv steet geschriwwen: «L'eau n'est pas un bien marchand comme les autres, mais un patrimoine qu'il faut protéger, défendre et traiter comme tel.» An och d'Waassergesetz vun 2008 huet kloer fir en integralen öffentleche Service optéiert, deen an der Hand vun eise Gemenge läit.

D'Schluecht vu Waterloo war dem Napoleon seng lescht Schluecht a steet haut als Synonym fir total Nidderlag a Katastroph. Esou eng Katastroph hunn d'Leit vu Grenoble virun 20 Joer erlieft, wéi déi kommunal Waasserversuergung privatiséiert gouf. Et huet een du vun „Waterleau“ geschwat. An dësem Sënn wär eng Privatiséierung d'Drëps, déi d'Faass vun enger kohärenter sozialer, ekologescher an transparenter Waassergestioun definitiv géif iwwerlaffe loos-sen.

Eis Kanner a Kandskanner soen eis Merci, wa mir dat vun eise Grouss- an Urgrousselteren erierftent proppert Waasser an intakter Form weiderreechen.

An ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- An ech soen dem Här Etgen Merci. Als nächste Riedner ass den Här Gira agedroen. Här Gira, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Camille Gira (déi gréng).**- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, och déi gréng si frou, dass d'LSAP dës Heur d'actualité ugefrot huet. Vlächcht gi mer da gewuer als Chamber, ob d'Lëtzebuurger Regierung eng kloer Positioun an deem Dossier huet, notamment par rapport zu deenen Direktiven, déi zu Bréssel amgaange sinn, ausgeschafft ze ginn, a wa Jo, wéi dann déi Positioun ass.

Mir fannen nämlech als Gréng, dass ënnerschiddlech Signaler aus der Regierung kommen. De Waasserminister Halsdorf betount bei all Geleeënheet, dass fir hien an, mengen ech, dann och fir d'Regierung a fir déi meescht Acteuren - dat hu mer de Mëtten anscheinend jo dann hei och erëm héieren - zu Lëtzebuerg eng Privatiséierung vun Waasser net a Fro kéint. Ech kann lech awer soen, dass mir als Gréng duerch eis Relatiounen mat eisem Europadeputéierten awer bis elo net konnten erausfannen, wat dann d'Positioun vun der Lëtzebuurger Regierung an deene Verhandlungen zu Bréssel ass.

Eis Informatiounen si folgend: dass d'Lëtzebuurger Regierung bis elo net kloer Positioun an deem Dossier geholl huet, andeems se sech strieft, fir dass d'Waasser an déi Konzessiouns-direktiv soll materageholl ginn.

Duerfir hu mir eng ganz kloer Fro an dëser Debatt, Här President: Trëtt d'Lëtzebuurger Regierung zu Bréssel dofir an, d'Waasser aus der Konzessiouns-direktiv erauszehuelen? A wa sech fir déi Positioun do éiere keng Majoritéit féint, wat gedenkt d'Lëtzebuurger Regierung ze maachen, dass d'Texter vun där Direktiv oder deenen Direktiven esou waasserdicht ginn,

wann ech dat esou däerf soen, dass zu Lëtzebuerg och keen am Dram nëmme kann op d'Iddi kommen, fir d'Waasser ze privatiséieren?

Ech mengen, dass mir géint d'Liberaliséierung an d'Privatiséierung sinn, dat ass evident. Beim Waasser gëtt et fir eis een Haaptkritär, an dat ass d'Qualitéit, an den zweete Kritär ass deen, dass een déi Qualitéit vun Waasser zu engem käschtedeckenden, awer transparenten an abordablem Präis ka liwweren. A fir eis kéint et wierklech net a Fro, dass ee Privatprofit op Käschte vun Waasser ka maachen!

Well néierens, an dat ass schon erwähnt ginn, hu bis elo privat Acteuren bewisen, dass se d'Organisatioun vun der Waasser- an der Ofwaasserversuergung besser kënnen, a si hunn och nach néierens bewisen, dass se et méi bëllege kënnen maachen. Am Géigendeel, do wou privatiséiert gëtt, do ass d'Qualitéit erofgaangen an de Präis an d'Luucht gaangen. Duerfir soe mir als Gréng: „Wehret den Anfängen!“, och wann ëmmer erëm vu Bréssel behaupt gëtt, et géif net drëm goen, d'Waasser ze privatiséieren, dat wier net den Objet an et géif kee forcéiert ginn.

Ech war geschter nach op enger Table ronde iwwert d'Année citoyenne, wou nach e Vertrieber vun der Kommissioun datselwecht erëm behaupt huet. Wéi ech awer nogehaakt hunn, konnt en awer och net bewisen, dass et net den Ufank wier vun enger schlächender Privatiséierung vun Waasser.

Erlaabt mer awer och trotz allem eng Bemierkung am Kontext vun der Diskussioun iwwert den nationalen Eenheitspräis. Mir sinn der Meinung, Här President, dass onofhängeg vun allen Texter zu Bréssel déi beschte Garantie, dass keng grouss multinational Firma Appetit op Lëtzebuurger Waasser kritt, déi ass, wa mer eis kleng strukturéiert, staark segmentéiert Waasserversuergung zu Lëtzebuerg bäibehalen. Duerfir soe mir kloer an däitlech: D'Fangeren ewech vun enger nationaler Struktur am Bereich Waasserversuergung! D'Fangeren ewech vun engem nationale Kompenséierungsfong, well domat bereet een den Terrain, fir dass dann awer eng Firma kéint entdecken, dass op deem Marché hei zu Lëtzebuerg fir eng hallef Millioun Leit et interessant wier, vlächcht aktiv ze ginn.

Duerfir kommt, mir huelen déi Zäit, fir iwwert déi do Saachen ze diskutéieren, an déi Energie, a mir këmmen eis endlech ëm d'Qualitéit vun Waasser, wou esou munches, jo esou munches, Här President, am Uergen hei läit!

An dat bescht Argument als Lëtzebuurger Regierung, wat mer zu Bréssel kënnen hunn, dat ass, wann eis Lëtzebuurger Gemengen zesumme mam Lëtzebuurger Stat bewisen, dass mir amstand sinn, gudd Qualitéit vun Dréinkwaasser an Ofwaasser zu Lëtzebuerg ze garantéieren zu engem verstännege Präis. Dat sinn déi bescht Argumenter, déi mer zu Bréssel hunn, an duerfir plädéiere mir derfir: Kommt, mir schwätzen endlech vun der Qualitéit a mir huelen eng kloer Positioun zu Bréssel géint déi eenzel Direktiven!

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Gira. Als nächste Riedner ass den Här Gibéryen agedroen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Merci, Här President. Ech mengen, mir sollten dem Kolleg Georges Engel wierklech Merci soen a félicitéieren, fir déi Initiativ fir dës Debatt haut de Mëtten hei an der Chamber op den Ordre du jour gesat ze hunn. Ech mengen, et ass wichteg, well et gëtt an deene leschte Woche ganz villes geschwat, an ech mengen, an esou enger wichtigerer Fro wéi d'Waasser ass et och wichteg, datt e Parlament sech kloer do ausdréckt a seet, wat d'Meenung vun engem Parlament ass.

Ech ka mech praktesch alle Virriedner uschlëssen. Ech mengen, de Georges Engel huet a sengen zéng Minutten Interventioun am Fong d'Wichtegkeet an alles opgezielt, wat opgeziele war, fir datt mer d'Wasser ënner kengen Émstänn däreft privatiséieren. Ech mengen, wann een haut hei feststellt, datt all Parteien, déi bis elo hei d'Wuert ergraff hunn, sech strikt géint eng Privatiséierung ausdrécken, da stellt natierlech d'Fro sech, an de Camille Gira huet se elo grad opgeworf: Wéi ass dann d'Positioun vun eiser Regierung?

An d'Fro stellt sech och, ob et dann net wichteg wär, wa mer hei an der Chamber an esou engem wichtige Domän eis esou eens sinn, ob d'Chamber net soll hei eng Motioun da stëmmen, wou se seet, mir géifen d'Lëtzebuurger Regierung opfuerderen, fir ënner kengen Émstänn an déi Richtung ze goen an déi Texter an déi Richtung ze amendéieren, wéi d'Lëtzebuurger Parlament et gären hätt. Dann hätt och eis Regierung eng Réckestäip vun Lëtze-

buurger Parlament, wou se kéint, wa se an d'Négociatioun geet, soen: Ma mir hunn hei eng Richtlinn vun eisem Parlament kritt a mir müssen och als Lëtzebuurger Regierung eis un d'Meenung vun Lëtzebuurger Parlament halen.

Dat schéngt mir wichteg, et ass mer elo eréischt agefall, soss hätt ee kënnen esou eng Motioun preparéieren. Mä mir kënnen dat nach ëmmer parteiwwergräifend maachen, fir emol eng Kéier hei esou eng Décisioun an der Chamber festzeleeën.

Firwat soen ech dat? Ma éischtens, well d'Regierung bis elo nach net kloer Faarf bekannt huet, well een net weess: Wat négociéiert d'Regierung? Zu wat huet se sech bis elo engagéiert? Zu wat huet se Jo an zu wat huet se Nee gesot? Mir wëssen, datt am Januar am Europaparlament den zoustännegen Ausschuss d'Rapporten ugeholl huet an datt déi nach solle virun der Sommervakanz zum Vote am Europaparlament kommen.

Ech war frou, haut hei ze héieren, datt de Kolleeg Marc Spautz am Numm vun der CSV sech hei, wéi all aner Parteien, enger Privatiséierung opposéiert huet, well nuets, wann een net gudd schlofe kann, da kuckt een alt den „dok“, an ech hunn déi leschte Kéier do d'Madame Lulling gesinn,...

(**Interruptions diverses**)

...déi hat extra en däitschen CDU- oder CSU-Politiker invitéiert, fir d'Lëtzebuurger ze invitéieren, emol nozelauschteren, a virun allem deene Gréngen eng Lektoun ze erdeelen,...

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).**- Wéi ëmmer!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- ...well déi géifen hei zu Lëtzebuerg Panik maache mat Privatiséieren, fir ze soen, datt mat deem, wat elo géif virleien, absolut kee Risiko géif bestoen. Duerfir géif ech mengen, datt dann déi Parteien, déi hei zu Lëtzebuerg elo hei an der Chamber alleguer soen, si wäere géint d'Privatiséierung, déi wäerte jo dann zumindest suergen, datt hir Europaparlamentarier,...

► **Une voix.**- Ah jo!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- ...wann déi Direktiven oder déi Rapporten zum Vote kommen,...

(**Interruption**)

...datt déi dann awer och massiv...

► **M. le Président.**- Här Gibéryen, Dir misst lues awer sécher zum Schluss kommen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- ...massiv dergéint stëmmen.

Här President, ech kann lech soen, alles wat ech ze soen hat, hunn ech elo gesot!

Merci!

(**Hilarité**)

► **M. le Président.**- Merci, Här Gibéryen. Als nächste Riedner ass den Här Colombero agedroen. Här Colombero, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Jean Colombero (Onofhängeg).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et gëtt ëmmer gesot, dass Waasser e Mënscherecht ass. Da fillen ech mech als Bierger bedrunn, Här Minister, well et jo ëmmer mat engem méi héije Präis verbonne gëtt.

De Stat huet d'Leit einfach vun Waasser ofhängeg gemaach. Firwat ass et verbueden, fir en eegene Pëtz ze bueren? Oder eng Quell unzuzapen? Sot mir dat emol! Firwat däreft eng Gemeng net hir eege Quellen notzen?

Eng Persoun dréinkt maximal dräi Liter Waasser, Dréinkwaasser pro Dag, mä dat ka se och an eng grouss Surface siche goen.

An dann, ech hunn net gefrot, ech hunn de Stat oder d'Gemeng net gefrot, fir Dréinkwaasser ze kréien, fir ze spullen, fir ze wäschen oder fir nach aner Saachen. Do geet einfach Waasser duer, wat net virbereet ass, an do misst de gerechte Prinzip vun den zwou Leitunge gëllen, eng Leitung mat Dréinkwaasser an déi aner Leitung mat normalem Waasser, wat net opbereet ass.

Et misst och e Compteur beim Ofwaasser installéiert ginn, well net all Waasser, wat gebraucht gëtt, dat fléisst erëm an de Kanal. Wann ech meng Blummen netzen oder mäin Auto wäschen, da muss ech dat awer bezuelen, wéi wann dat erëm an de Kanal zrëckgaange wier.

Dat sinn och Considératiounen, déi de Präis héichdreien, Här Minister. Wat geschitt bei engem, deen eng perséinlech Kläranlag huet oder säi Waasser selwer klärt? Firwat muss déi Persoun eng Kläranchlussstax bezuelen?

An dann ass nach déi aner Fro vun deene Frontalieren, déi all Dag heihinnerkommen, 150.000, déi awer d'Waasser gebrauchen. Et gëtt ëmmer gesot, déi komme schaffen heihin-

ner, déi bezuele Steieren hei, mir musse fir si eng Infrastruktur opbauen, Schoulen a Stroossen. Mä hei misst een dat och kënnen neutraliséieren a soen: „Okay, Dir gebraucht eist Waasser!“, nëmmen als Input.

Firwat gëtt keen zweete Stauséi geschafen,...

(**Interruption**)

...wann net iwwerierdesch, da vlächcht ënnerierdesch?

Et gëtt jo ëmmer gesot, d'Waasser gëtt knapp. Ech ka mer et net virstellen, well et reent jo dräi Deeg op véier hei, an dat kann ech mer guer net virstellen.

An eng Constatatioun ass déi, datt d'Waasser an de Parken, Grénganlagen oder an de Piscinen och vun der Allgemengheet bezuelt gëtt. Firwat muss ech als Hobbybauer, als Hobbygärtner da méi bezuele wéi e Bauer oder Gärtner? Firwat däreft deen Eenzelnen net d'Waasser vum Hydrant unzapen, an d'Gemeng dach?

Dat sinn alles Froen, déi musse beäntwert ginn; dat sinn alles Froen, déi de Präis awer, Här Minister, an d'Luucht driewen. A wat mir wëllen, mir wéilte gär eng Agence de l'eau hunn, déi reforméiert muss ginn nom franséische Modell. Déi muss beroden, kontrolléieren an informéieren.

Esou wéi et elo leeft, ass et net richtig! Mir hunn dräi Ministère: d'Agrikultur, den Innenministère an den Environnement, wou een deen aneren ausbremst. Dat ka jo net d'Lösung sinn!

An dann, fir op d'Direktiv zrëckzekommen: Muss déi Direktiv majoritär oder unanime geholl ginn, Här Minister? A wéi géif dat da praktesch fir eist Land ausgesinn?

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Colombero. Als leschte Riedner ass den Här Urbany agedroen. Här Urbany, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).**- Merci, Här President. Den Auteur vun där Debatt, deem ech och wëll Merci soen dofir, warnt zu Recht virun der Privatiséierung vun der Waasserversuergung. Seng Warnung kéint spéit, menger Meinung no, awer si kéint net ze spéit.

Den Här Gira sot: „Wehret den Anfängen!“ Ech mengen, dat betrëfft net nëmmen déi aktuell europäesch Politik, mä dat betrëfft och d'Politik vun der Regierung, an ech sinn net esou iwwerzeugt, ob de Wëlle ganz kloer do ass, fir eng Privatiséierung vun Waasser ënner allen Émstänn ze verhënnen.

Wann ech nämlech d'Tendenz kucken am CSV-Innenministère zënter laanger Zäit, da geet déi awer ganz kloer a Richtung Kommerzialiséierung vun Waasser. Ugefangaen huet et bei der Oflehnung vun gestaffelte Waasserpräis, deen awer a verschiddene Gemengen, ënner anerem an der Gemeng Suessem, an den 90er Jore bestanen huet. Déi Gemenge sinn erëm forcéiert ginn, de gestaffelte Waasserpräis ofzeschaffen. Well den Innenministère dat net wollt!

Firwat? Mä kloer ass et jo: E subventionéierte Präis bei enger klenger Quantitéit entsprécht net enger kommerzieller Logik. Déi verlaangt éischer, dass ee Rabatt gëtt bei enger grousser Quantitéit vu Waasser, wou ee keeft.

Weidergaangen ass et mam Gesetz vun 2008, wat, dat muss een awer och hei soen, vill méi wäit gaangen ass wéi déi entsprechend europäesch Direktiv, andeems et de volle Präis vun einzelen Bierger als Consummateure verlaangt huet, egal ob e Waasser verbëtzelt oder spuer-sam domat emgeet.

Firwat, hei och erëm eng Kéier? Natierlech well eng Käschtedeckung beim Waasser eng Viraussetzung ass fir eng eventuell spéider kommerziell Ubiddung vun deem Waasser.

Schlusspunkt ass a mengen Aen hei déi Forderung vun nationale Waasserpräis, dee soll regéiert ginn ënner enger nationaler Waasser-agence, wou och net ausgeschloos gëtt, iwwrengens, am Text vun Minister, dass déi eng kommerziell Natur soll kréien.

Am Zesammenhang och mat der europäescher Direktiv gesäit een awer, menger Meinung no, hei eng kloer Tendenz laangfristeg zur Privatiséierung vun Waasser. Mir begrëissen de Widerstand, dee sech de Moment amgaangen ass ze maachen op kommunalem Plang géint deen eenheetleche Waasserpräis, géint déi Politik vun Minister. Mir hunn do matgeholf, dat ze initiéieren an ze ënnerstëtzen. Wou mer präsent waren, hu mer Motiounen eragin, déi och ugeholl gi sinn, déi sech géint en eenheetleche Waasserpräis ausgeschwat hunn.

Doriwwer eraus menge mer, dass een och de gestaffelte Waasserpräis erëm muss seriö an d'öffentlech Diskussioun erabringen. Domader gëtt och d'Diskussioun iwwer eng nohaltege Waasser- an Netpolitik an der Gemenghand erëm eng Kéier méiglech, dat heescht, sou no





wéi méiglech beim Bierger. Mir hunn do och eis Virschléi als déi Lénk gemaach, wat eng Staffung vum Waasserpräis ugeet.

Mir sinn der Meinung, dass verschidde Landgemeenge mat aussergewéinlech héijen Netzkäschten oder mat aussergewéinlech héije Waasserschutzmoosnamen, déi erfuerdert sinn, solle staatlech subventionéiert ginn an dass dee Problem soll iwwert dee Wee geléist ginn.

Natierlech muss déi Direktiv, déi a Preparatioun ass, verhënnert ginn, a mir verlaangen och do vum Minister hei eng däitlech Ausso an déi Richtung. A mir mengen och a mir ënnerstëtzen och als déi Lénk déi Petitioun op europäeschem Plang,...

► **M. le Président.**- Här Urbany, Dir misst lues awer sécher zum Schluss kommen!

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).**- ...déi verlaangt, dass d'Waasser muss en öffentlecht Gutt ginn.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.**- Merci. Da kritt elo zum Schluss vun der Diskussioun d'Regierung an den zoustännegen Innenminister Jean-Marie Halsdorf d'Wuert.

► **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Waasser ass a bleift, mengen ech, dat bescht iwwerwaachte Liewensmëttel an d'Waasser wäert och an Zukunft ëmmer nees Diskussiounen bréngen. Ech erënnere mech drun, wann ech all zwee Joer - ech war elo dräimol derbäi - op de Weltwaasserforum ginn, do gëtt et all Kéier iwwert d'Waasser Gestreits.

E Recht op Waasser, eng Majoritéit ass derfir, mä et sinn der och, déi do dergéint sinn, wat ech katastrofal fannen. An do wëll ech ganz kloer zum Beispill soen, dass do d'Regierungs-, d'Lëtzebuurger Regierungshaltung déi ass, dass all Mënsch e Recht op Waasser huet; wou awer nach laang net all Land op der Welt déi Astellung huet.

An och hei, mengen ech, wëll ech all deene Leit, déi hei d'Interventioun geholl hunn, soen, dass d'Positioun vun der Regierung, mengen ech, net zweediteg ass, mä een-deiteg!

Dat Gesetz vum 19. Dezember 2008, wat ech eragereecht hunn, dat ass kloer an däitlech, an dat seet, d'Waasser gehéiert an d'öffentlech Hand. Et ass net, dass ech dat einfach esou gesot hunn, ech hunn dat och an der Regierung gesot, an d'Regierung weess genau, dass d'Waasser an déi öffentlech Hand gehéiert.

A wann ech d'Artikelen huelen, 42 a 46, dat sinn déi Artikelen, déi hei spillen - 42 ass fir d'Drénkwaasser, 46 ass fir d'Ofwaasser -, do steet ganz kloer dran, dass d'Gemengen den Approvisionnement an esou weider mussen assureieren, wat d'Ofwaasser ugeet a wat d'Drénkwaasser ugeet.

An et steet kloer dran, an ech liesen et dofir vir: «Les activités d'entretien et de surveillance à l'exception de l'exploitation peuvent être soustraites à des entreprises spécialisées.» Also, dat ass kloer an däitlech: Den Entretien an d'Iwwerwaachung vun där Anlag, déi kënnen an eng drëtt Hand gi ginn. D'Exploitatioun bleift beim Stat!

Dofir mengen ech, wann hei Leit wëllen dat Gefill opkomme loosse, dass d'Regierung hei keng kloer Haltung huet, d'Regierung huet hei eng ganz kloer Haltung: Mir si fir d'Waasser an der öffentlecher Hand!

An dofir ass fir mech do guer keng Diskussioun, dofir brauche mer och net eng „Rékestäip“, wéi den Här Gibéryen gemengt huet. Ech mengen, dat ass kloer an däitlech,...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Dat ass awer besser.

► **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.**- ...déi ganz Regierung, an ech mengen, eise Vizepremier ass och hei, dat ass kloer an däitlech, mir sinn do dergéint.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Wat?

► **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.**- Dass d'Waasser géif privatiséiert ginn!

**(Interruption)**

Elo si Leit, déi gemengt hunn, mir sollen d'Waasser eraushuelen aus där Direktiv, déi elo hei virläit, déi Konzessiounsdirektiv, an ech mengen, dat mécht kee Sënn.

Well déi Konzessiounsdirektiv, firwat ass déi agefouert ginn? Nun, et ass eng Direktiv, dat wëll ech emol soen, déi ass am Conseil compétitivité diskutéiert ginn, an et ass gekuckt ginn, dass am Banneraum, dem Marché intérieur, dass do sollen déiselwecht Spillregelen un allen Enne spillen, fir justement ze vermeiden, dass do gemauschelt gëtt.

Well et esou ass, dass - et gëtt keng kloer Regeln, déi eng hu Regeln, déi aner hunn iwwerhaupt keng -, dass, wa Marché vergi ginn, dass dann do net gemauschelt gëtt!

Tatsaach ass awer, dass d'Saarland, dass déi net alleguerten d'Waasser an öffentlecher Hand hunn! Tatsaach ass, dass a Frankräich d'Waasser net an öffentlecher Hand ass! Also muss een deene Länner d'Méiglechkeet ginn, fir dat anstänneg ze maachen, an dass do wierklech d'Code-de-déontologien, wann ech dat Wuert wëll huelen, wat esou aktuell ass, dass déi do respektéiert ginn!

An dofir fannen ech et awer normal, dass een esou eng Direktiv ënnerstëtzt. An dofir ënnerstëtze mer déi Direktiv och hei, wéi se elo ass. Emsou méi, emsou méi déi Direktiv kloer, déi Propositionen kloer expressément soulignéiert - ech soen et nach eng Kéier -,...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Mir mussen awer eng Motioun maachen!

► **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.**- ...si soulignéiert, dass se net do ass, fir d'Fräiheet vun deenen einzelnen Adjudicataire, fir déi anzéngen, dass, wa si wëlle selwer Missiounen halen, déi en Intérêt public hunn, an dësem Fall ass et dann d'Waasser, an déi an hirer Kompetenz sinn, dass se do hir eege Ressourcen huelen.

Also, dat ass kloer an däitlech! An iwwerhaupt kenger Form steet an där Direktiv iergendwou dran, dass d'Privatisatioun, dass een där sech misst ënnerleeën oder dass een elo géif dozou gedrängelt ginn. An dofir, mengen ech, ass dat eng Diskussioun, déi mer hei féieren, déi an deem Sënn praktesch iwwerflësseg ass, well déi Direktiv kloer an däitlech hire Champ d'application, hiert Objektiv festleet. An do kann all Stat, all Land maachen, wat et wëllt.

An dofir mengen ech, dass et gutt ass, dass mer déi Direktiv kréien, dass an anere Länner, dass dann do och seriö an deem Beräich geschafft gëtt.

Ech widerhuelen och nach eng Kéier, e Communiqué de presse, deen erauskomm ass vun der Kommissioun vum 23. Januar 2013, deen huet och ganz kloer gesot, d'Autonomie vun de Pouvoirs locaux, déi existéiert, an: «il appartient aux autorités publiques de décider de la privatisation et non du secteur».

Et ass ganz, ganz kloer, an dofir mengen ech, dass eis Haltung kloer ass, dass déi Direktiv an deem Sënn och kloer ass. Dass een natierlech eppes kann do siche goen, an dass een och muss d'Aen drop halen, do ginn ech lech recht. Et muss een um Ball bleiwen. Et muss een oppassen, net dass do eng gedréit gëtt. Et muss een um Ball bleiwen, dat ass fir mech ganz kloer.

An där Diskussioun iwwert d'Tarificatioun vum Waasser, wou ech jo och ëmmer bemängelt hunn, dass mer nëmme iwwert de Waasserpräis geschwat hunn an ni iwwert d'Qualitéit vum Waasser, dat hu jo och Leit hei gesot, den Här Etgen hat dat ugeschwat, sinn ech frou, dass mer elo emol iwwert dee Volet schwätzen, well d'Waasser kritt een net fir näischt!

A wann eng Direktiv gutt war, da soen ech lech dat éierlech, dat ass fir mech déi Waasserrahmenrichtlinie, dat ass eng wonnerbar Saach. Si huet als Objektiv, éischtens, dass mer propper Gewässer kréien op d'Horizonten 2015, 2021 an 2027 - Iwwerflächegewässer a Grundgewässer. Et sinn nëmme 7% vun eisen Iwwerflächegewässer an engem gudden Zoustand! 93% sinn an engem schlechten Zoustand! Ass dat dann normal?!

Am Buedem dat Waasser, deen eenzege Räichtum, dee mer hunn, nationale Räichtum, eist Waasser am Buedem: Do sinn zwee Corpse vun der Geologie vreckt, oder sinn net gutt, an dräi sinn an der Rei. Do muss mer dach eppes maachen, nondikass nach emol! An déi Direktiv schreift dat vir.

**(Interruptions)**

► **Une voix.**- Mir maachen eppes!

► **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.**- Mir maachen eppes, mer maachen eppes!

**(Brouhaha général)**

► **M. Félix Braz (déi gréng).**- Hei, sot Äre Leit dat!

**(Interruptions diverses)**

Sot Äre Leit dat, Här Halsdorf. Mir wëssen et.

► **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.**- Mir hunn e Gesetz, mir hunn e Gesetz gestëmmt am Dezember 2008 a mir exekutéieren dat Gesetz, genau dat maache mer. Mir hu Moosnameprogrammer, Här Gibéryen, mir hu Moosnameprogrammer, mir hu Moosnameprogrammer a Gestionsprogrammer, dat hu mer alles op d'Bee gesat. Dat leeft alles, dat geet säi Wee.

An deem Gesetz ass et virgesinn, dass d'Bierger mussen abezu ginn, wat ech immens wichtig fannen. An et ass virgesinn, dass een de Polueur-payeur an den Utilisateur-payeur muss applizéieren, dat heescht, wie vill méi Knascht mécht, bezilt och méi.

Ech loosse jo nofroen, fir deenen dat ze soen, déi hei gemengt hunn, den degressive Präis oder dee Präis, deen dann a Fonctioun vun der Consommation kéint änneren, dat loosse ech jo nofroen zu Bréssel, ob dat méiglech ass oder net méiglech ass. Wann dat méiglech sollt sinn, da muss ee kucken, wéi een dat kann eventuell aféieren. Dat ass fir mech ganz kloer.

**(Interruption)**

Dat ass fir mech ganz kloer, sou dass dat Gesetz, dat mer hunn, e ganz gutt Gesetz ass, well et eis d'Méiglechkeet gëtt, eng nohalteg Waasserpolitik hei zu Lëtzebuerg ze maachen. Dat ass dat, wat mer brauchen, an dofir setzen ech mech an. Ech hu mech déi leschte Joren derfir agesat an ech wäert mech an Zukunft derfir asetzen, an dofir mengen ech, dass déi Diskussioun, déi mer hei geféiert hunn, dass et gutt ass, dass mer déi Diskussioun geféiert hunn. Et ass wichtig, dass d'Chamber in globo an och d'Regierung in globo seet, mir sinn net fir eng Privatiséierung vum Waasser, mir sinn dergéint - dat fannen ech eng gutt Saach -, mä am Fong geholl war et fir mech awer scho kloer, wéi ech an dee Sall hei erakomm sinn, dass déi Situatioun esou ass, wéi se ass. Dat heescht, dass mir alles wäerte maachen, dass keng Privatiséierung vum Waasser hei zu Lëtzebuerg kéint.

Merci.

► **M. Camille Gira (déi gréng).**- Här President!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Innenminister. Den Här Gira wëllt nach eng Kéier...

► **M. Camille Gira (déi gréng).**- Jo, ech sinn awer elo relativ iwwerrascht, gewuer ze ginn, dass d'Lëtzebuurger Regierung anscheinend dann déi Direktiven an där textueller Form, wéi se elo zu Bréssel proposéiert ginn, ënnerstëtzt.

► **Plusieurs voix.**- Jo!

► **M. Camille Gira (déi gréng).**- Ech wëll just drop opmierksam maachen, dass dann eenzel Saachen an Zukunft net méi méiglech sinn!

Et ass dann net méi méiglech, dass eng gréisser Gemeng, zum Beispill huele mer d'Stad Lëtzebuerg, géif Nopeschgemenge mat Waasser versueren, wann do net eppes entgéintkënn. Ech weess net, ob keen déi Texter gelies huet! Do geet et un. Dat ass net méi machbar. Et kënnen da gréisser Gemenge kleng Gemengen nëmme méi Waasser liwweren, wa géigesäiteg Flichten a Rechter do sinn. Wat an esou engem Fall zum Beispill net de Fall ass.

Ech hunn dat Gefill, Här President, dass hei awer e bësse labber iwwert déi Texter do ewechgaange gëtt an dass et héich Zäit gëtt, dass dat geschitt, wat mir scho méi laang gefuerdert hunn, dass de Minister wierklech mat senger Conseillere an d'Kommissioun kéint an dass mer am Detail awer dann déi Texter duerchginn.

Mir maachen nämlech zesumme mat eise Europadeputéierten eng ganz aner Interpretatioun vun deenen Texter, wéi se elo zu Bréssel virleien, an op jidde Fall kënnen mir dat hei elo net esou am Raum stoe loosse. Ech si wierklech hei schockéiert, muss ech ganz éierlech soen!

► **Une voix.**- Très bien!

**(Interruptions diverses)**

► **M. le Président.**- Merci dem Här Gira. Den Här Innenminister nach eng Kéier.

► **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.**- Ech weess net, ob den Här Gira mer gutt nogelasschert huet. Ech widerhuele mech nach eng Kéier.

► **Une voix.**- Ganz gutt.

► **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.**- Dofir widerhuelen ech mech nach eng Kéier: Et ass ganz kloer, dass déi Direktiv hei ënner kengen Emstänn wäert Länner wéi Lëtzebuerg an och aner, déi wëllen d'Waasser an öffentlecher Hand halen, an iergendenger Form derzou forcéieren, dass se mussen d'Waasser aus der öffentlecher Hand ofginn an e Privatdëngen.

► **M. Camille Gira (déi gréng).**- Dat ass net richtig!

► **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.**- Dat ass dach eng Ennerstellung, dat doten! Et steet kloer an däitlech dran, et geet just drëm, an deene Länner, wou d'Waasser vun enger drëtter Hand gemaach gëtt, dass do net gemauschelt gëtt - da kommt, mir soen et op Lëtzebuergesch! Et geet drëm, dass an deene Länner, wou d'Waasser vergi gëtt iwwer e Marché public, dass et do kloer Regele gëtt. Et gëtt Län-

ner, do gëtt et iwwerhaupt keng Regeln. Et gëtt aner Länner, do gëtt et aner Regeln. A mir hätte gären am Marché intérieur ähnlech Regeln, fir dass déi Lénks Hand weess, wat déi riets Hand mécht.

**(Interruption)**

An et soll een näischt hei eraninterpretéieren, wat net hei eranzeinterpretéieren ass! Ech soen et nach eng Kéier: Déi Direktiv gëtt ënner kengen Emstänn iergendwéi der Kommissioun d'Méiglechkeet, e Land derzou ze verféieren, fir d'Waasser aus der öffentlecher Hand ofzeginn an eng privat Hand. An dat ass fir mech dee sprangende Punkt.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Innenminister. Domadder wär dës Diskussioun...

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Här President, ech wollt just soen,...

► **M. le Président.**- Jo.

► **M. François Bausch (déi gréng).**- ...mir hunn eng Demande als gréng Fraktioun gehat, scho méi laang, fir dat do eng Kéier an der Kommissioun diskutéiert ze kréien. Mir halen déi awer, soulaang dat opsteet, oprecht. Mir hätte gären, dass de Minister an d'Kommissioun eng Kéier kéint.

► **M. le Président.**- Ech mengen, dat ass kee Problem. All Fraktioun huet jo d'Méiglechkeet, de Minister ze froen, datt deen eng Kéier an déi zoustänneg Kommissioun kéint.

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Eis Demande ass do, si ass do.

**(Interruption)**

► **M. le Président.**- Dann ass kee Problem. Ech mengen, da wäert de Minister dat maachen.

**(Interruptions)**

► **Une voix.**- Neen, de Bréif läit jo do.

► **Une autre voix.**- En ass schonn do?

► **La première voix.**- Dee läit schonn do!

► **M. le Président.**- Dat schéngt mer kee Problem ze sinn.

► **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.**- Wa mer sollen esou eng Réunioun maachen, Här President, da muss mer déi mat deene Ministeren, déi concernéiert sinn, maachen. An dësem Fall, ech hu jo gesot, et ass e Conseil compétitivité, dat heescht, et ass den Nohaltegkeetsminister, dee muss och mat invitéiert ginn, fir dass vun deem Ministère eng Persoun... Obschonn et eng Regierung gëtt, sinn et verschidden Departementer vun där Regierung, déi hei concernéiert sinn. An deem heite Fall ass concernéiert dann, wéi ech gesot hunn, de Ministre du Développement durable, well et am Kompetitivitéitsconseil ass. Den Economieminister ass och concernéiert. Well et Konzessiounen sinn, ass en och an deem Sënn concernéiert. An de Waasserminister, well et em d'Waasser geet,...

**(Brouhaha)**

...also et sinn dräi Ministeren, déi hei concernéiert sinn.

► **M. le Président.**- Ech mengen, dat ass jo kee Problem, datt dann all déi Ministeren, déi direkt oder indirekt heimadder ze dinn hunn, datt déi dann och an déi dofir zoustänneg Kommissioun kommen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Voilà! Kommt Der mam Bus?

► **M. le Président.**- Domadder wär dës Punkt ofgeschloss. Mir kéimen zum nächste Punkt, dat ass de Projet de loi 6519, e Projet de loi iwwert den Austausch vu klassifizierten Informatiounen. Hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht, an et hu sech bis elo just ageschriwwen: déi Hären Haupt a Kartheiser.

D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den Här Marc Angel. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

**6. 6519 - Projet de loi portant approbation des Accords entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et certains pays concernant l'échange et la protection réciproque des informations classifiées**

**Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration**

► **M. Marc Angel (LSAP), rapporteur.**- Merci, Här President. Här Minister, léif Kollegeinnen a



Kolleegen, bei dësem Projet geet et effektiv ëm d'Approbatoun vun acht Accorden tëschent onsem Land an acht anere Länner iwwert den Échange an och iwwert déi géigesäiteg Protektioun vu klassifizierten Informatiounen a klassifiziertem Material. Ech ziele kuerz déi acht Länner op: dat ass d'Tschechesch Republik, et ass Schweden, d'Slowakesch Republik, Finnland, onst Nopeschland Belgien, Slowenien, Estland a Georgien.

Ech ka mech och kuerzfaassen, well mer där heiten Accordé schonn eng ganz Rëtsch hei gestëmmt hunn: am Joer 2009, 2008 mat Däitschland, Frankräich, Lettland; 2010 an 2011 Portugal a Spuenien.

Bei dësen acht Accordé geet et also och drëms, e rechtliche Kader ze schafen, an dee sech den Austausch an och de Schutz vun deenen Informatiounen aschreiwten. Dës acht Accorden an och déi fënnf viregt Accordé waren nëmme méiglech, well dës Chamber sech den 19. Mee 2004 e Gesetz gestëmmt huet iwwert d'Protection des pièces an iwwert d'Habilitation de sécurité. A mir hunn eis doduerch e Kader ginn, fir sensibel Informatiounen ze klassifizéieren an och iwwert d'Habiliteierung vun deene Leit, déi Zougang zu esou Informatiounen hunn, e Gesetz ze maachen.

Déi Autoritéiten, déi dat maachen däerfen, sinn am Artikel 5 vun deem 2004er Gesetz genau stipuléiert, an et sinn och genau déi Autoritéiten, déi an deenen acht Accorden och genannt ginn.

Déi acht Accordé vun haut sinn all d'selwecht opgebaut. Si zielen all respektiv 14, 15 oder 16 Artikelen, an an deenen éischten Artikelen geet et ëmmer ëm eng Rei Definitioune. Aner Artikelen beschäftege sech mat de verschiddene Grade vu Klassifikatioun an och mat den Equivalenzen. Dann ass och nach geregelt, wéi d'Autoritéiten, déi fir d'Sécherheet vun esou Informatiounen zoustänneg sinn, kënnen hiren „counterpart“ am Ausland besicheten, fir ze kontrolléieren, wéi do den Aarbechtsflaß an d'Aarbecht gemaach ginn. Aner Artikelen beschäftege sech mat Traduktiounsfroen, mat der Fro vu Reproduktioun vun esou Dokumenter an awer och mat der Fro vun der Destruktioun vun esou Dokumenter.

De Statsrot huet a sengem Avis vum 26. Februar just eng Observatioun gemaach a gemengt, mir sollen am Intitulé acht Ënnerstitelen maachen an all Kéiers déi acht Länner opzelen. Fir de Rescht huet e keng Observatioun gemaach. D'Commission des Affaires étrangères huet den 18. März sech där Proposition vum Conseil d'État net ralliéiert. Mir hu fonnt, et ass besser, den Intitulé esou ze loosse, wéi d'Regierung e proposéiert huet, well dee méi einfach a méi kloer ass. A mäi schréftleche Rapport gouf och an där Sitzung unanime ugeholl.

Ech hunn elo also heimadder den Accord vun der LSAP-Fraktioun, an ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Angel. Den Här Haupt huet sech zréckgezunn. Da géif just nach den Här Kartheiser iwwreg bleiwen. Här Kartheiser, da kritt Dir d'Wuert.

#### Discussion générale

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, jo, et si vläicht zwee Kommentaren ze maachen, mä virun allem wëll ech dem Här Angel Merci soe fir säi Rapport. En ass jo ëmmer ganz zouverlässeg an deenen heite Saachen, fir dat ganz verständlech ze presentéieren.

Zwee Kommentaren...

#### (Interruption)

Dat wëll ech net soen, mä zwee Kommentare wëll ech awer hei maachen. Deen éischten ass déi Unerkennung vun den nationale Sécherheitszertifikater duerch déi auslännesch Länner. Et gétt jo eng Rei Leit, déi zumools am Kontext vun der Aktualitéit a leschter Zäit schwätze vun enger Ofschafung vum Service de Renseignement oder esou weider. Wa mir wëllen an internationale Kontakter weiderhin Zougang zu klassifizierten Dokumenter hunn, da brauche mer eng Autorité nationale de sécurité, déi habiliteert ass, fir esou Saachen auszustellen a kredibel hir Aarbecht ka maachen, och datt et am Ausland als kredibel ugesi gétt. Mir kënnen eis net als Land an eng Situation ernaamövéieren, wou mer net méi Zougang zu klassifizierten Dokumenter hätten. Dat ass deen éischte Kommentar.

Deen zweeten: Här Angel, ech hunn e bëssen eng aner Lecture gehat vum Avis vum Statsrot wéi Dir. De Statsrot huet nämlech eng ganz wichteg Bemierkung nach gemaach. En huet gesot, a verschiddene vun deenen Accorden, déi kënne jo duerch administrativ Arrangementer tëschent de State modifizéiert ginn, an do seet de Statsrot, wann dat gemaach gétt, da musse mir awer déi legislativ Prozedur anhalen a mir mussen déi parlamentaresch Prärogativen anhalen.

Fir eis als Chamber ass dat doten eng ganz wichteg Saach. Och déi technesch Accordé mam Ausland musse ratifizéiert ginn. An dat ass eppes, wat de Conseil d'État schonn e puermol gesot huet, och an anere Kontexter. En huet et och hei ëmmer eng Kéier gesot, an ech rappeléieren, och bei deene Programmes indicatifs de coopération an der Entwécklungshëllef, mir missten normalerweis déi Accorden all eenzel hei ratifizéieren, well et international Accordé sinn.

Dat gesot, ginn ech och gären den Accord vun der ADR. Villmools Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Kartheiser. An d'Wuert kritt nach den zoustännegen Ausseminister.

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères.** - Jo, Här President,...

► **M. le Président.** - Ah, entschëllegt! Pardon, Här Urbany. Jo, den Här Urbany kritt nach d'Wuert!

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Jo, Merci. Mir sinn eis jo bewosst, Här President, dass mer hei iwwer e Gesetz diskutéieren, wat ganz enk zesammenhänkt mat där allgemenger Diskussioun, déi mer amgaange sinn ze féiere virum ganze Land iwwert de Geheimdängscht, wou et eng Enquêtékommisssioun gétt, déi als Zil huet ze ënnersichen, wéi de Fonctionnement vun deem Geheimdängscht ass a wat fir Konklusiounen een doraus zéie soll.

An et ass ganz kloer vun Ufank u gesot ginn, och vum President vun där Kommissioun, vum Här Bodry, dass et drëm geet, fir alles ënnert d'Lupp ze huelen, bis zur Fro iwwerhaapt vun der Existenz vun engem Geheimdängscht.

Ech hunn och nach um Blog vum Här Bausch elo gelies, dass hien och derfir antrëtt, fir ouni Tabu iwwert d'Existenzberechtigung souguer vun engem Geheimdängscht ze diskutéieren.

An ech fannen, et ass wierklech virun de Won gelaf, dass mer hei elo, anscheinend da mam Accord vun alle Parteien hei, sollen déi Gesetzer unhuelen, déi awer regelen e wesentlecht Aufgabegebitt vun deem Geheimdängscht, nämlech den Émgang mat de klassifizierten Dokumenter, woufir en och zoustänneg ass a wou sech awer, menger Meenung no, eng ganz Rei vu Problemer och erginn; ech mengen, och souguer, wat d'Natur vu verschiddene Klassifizierungen, déi ongerechtferlegt sinn, an esou weider ugeet.

An ech mengen och - eng ganz wichteg Fro -, wat den Zougang vun de Leit zu hiren Dossieren ugeet: Mir kréien do ëmmer gesot an der Enquêtékommisssioun vum aktuellen Direkter vum Geheimdängscht, déi Piëcen, déi dralleien, déi vun anere Länner kommen, zum Beispill vun der Belsch, mat deene mer hei en Accord solle maachen, déi kritt keen eraus. Déi gi mer net eraus, well dat dierfe mer net, mir si gehalten, duerch international Accordé wéi déi hei, déi mer elo frësch solle stëmmen.

An ech fannen, dat ass awer ganz problematesch, well den Zougang vun de Leit zu deene Piëcen do, deen ass zum Beispill net geregelt hei an deene Gesetzer, an deenen Accorden, déi d'Basis vun deene Gesetzer hei sinn.

Also, ënnert deenen Ëmstänn do kann ech op jidde Fall meng Zoustëmmung heizou net ginn, an ech géif et gutt fannen, wann een déi ganz Diskussioun do no eise Konklusiounen vun der Enquêtékommisssioun géif setzen an da frësch nach eng Kéier iwwert dat hei alles diskutéieren.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Urbany. D'Wuert kritt elo den Ausseminister.

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères.** - Also, Här President, ech mengen, heibanne gétt et Leit, déi méi Bescheid wësse wéi ech iwwert de SREL. Mä ech wëll lech just hei soen, dass et eng Traditioun ass vun der Lëtzeburger Regierung, fir Accorden ze maache mat ville Länner op der Welt, fir eben déi Sécherheet am Zougang zu oder am Iwwerdreue vun Dokumenter ze kréien. An ech mengen net, dass mer awer elo sollen hei an eng Phobie verfallen an alles, wat Dokumenter sinn, déi e weineg ee partikuläre Charakter hunn, déi awer och mat der Sécherheet vun eisem Land ze dinn hunn, dass mer dat elo an eng Vitrine stellen, wou mer net méi sollen derduerch gesinn.

Dofir géif ech mengen, Här President, d'Chamber, nom Rapport vum Här Angel, sollt effektiv, wa se dat wëllt, hei dat positiv begleeden. Ech mengen, dass d'Regierung op kee Fall wëllt Abus heimadder maachen, an déi Klassifizierung, wat den Här Urbany ugeschnitten huet, do gétt et international Regeln, wat a wéi d'Saachen ënnert déi Klassifizierung falen. Och natierlech iwwert d'Clearance, wat fir Leit déi Dokumenter hei zur Verfügung gestallt kréien. Déi Leit, déi keng Clearance hunn - dat musse mer wëssen -, déi kënnen effektiv déi Dokumenter hei net kréien, well soss verstouss mer géint internationaalt Recht oder géint international Konventiounen, déi mer mat anere Länner oder mat aneren Organisatiounen ofgemaach hunn.

Merci.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Ech froen nach eng Kéier Parole après ministre kuerz.

► **M. le Président.** - Jo, Här Urbany!

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Ech mengen, ech wëll awer dorobber kuerz äntwerten. Mir hunn dat Gesetz 2004 ugeholl iwwert de Geheimdängscht. Mir si kuerz virun de Konklusiounen, bon, kuerz net, menger Meenung no, mä mir sinn awer, loosse mer soen, e puer Méint virun de Konklusiounen vun där Enquêtékommisssioun. An ech gesinn net an, firwat elo net kann e puer Méint gewaart ginn, bis een iwwert déi hei Saachen ofstëmmt. Mir haten elo zënter 2004 Zäit, doriwwer ofzestëmme.

#### (Brouhaha)

► **M. le Président.** - Okay, Här Ausseminister!

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères.** - Ech mengen, dat ass net ganz richtig! Dat hei si jo Accorden, déi no 2004 signéiert gi sinn! An déi mer elo hei solle guttheeschen. Dat huet jo näischt mam Gesetz vun 2004 ze dinn. Mir hunn opgrond vun der Gesetzgebung, déi mer hunn, nei Accordé mat anere Länner ofgeschloss an déi wëlle mer elo hei guttheeschen. Méi ass et net!

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Et sinn Accordé vun 2011, gesinn ech hei...

► **M. le Président.** - Ech mengen, Här Urbany, Dir hat elo eng Kéier d'Parole après ministre, Dir konnt nach eng Kéier Är Meenung soen, den Här Ausseminister huet geäntwert, a mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

#### Vote sur l'ensemble du projet de loi 6519 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuratioun. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6519 ass ugeholl mat 58 Jo-Stëmmen, géint 1 Nee-Stëmm an 1 Enthaltung.

*Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupt, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Marcel Oberweis), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter (par Mme Martine Mergen); MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich (par Mme Claudia Dall'Agnol), Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par M. Alex Bodry), Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Ben Scheuer), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner;*

*MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Claude Meisch), MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Xavier Bettel) et M. Carlo Wagner;*

*MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;*

*MM. Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser;*

*M. Jacques-Yves Henckes.*

*A voté non: M. Serge Urbany.*

*S'est abstenu: M. Jean Colombara.*

Wëllt ee seng Abstentiuon begrënnen?

#### (Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

#### (Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Da komme mer zum leschte Punkt vum Ordre du jour vun de Mëtteg, an zwar huet d'DP-

Fraktioun eng Aktualitéitsstonn iwwer EU-Sanktiounen ugefrot. Hei ass och d'Riedezäit ërm nom Artikel 84 zweeten Alinéa vun eisem Chambersreglement festgehalen a gesäit Folgendes vir: D'Fraktioun, déi d'Aktualitéitsstonn ugefrot huet, stinn zéng Minutten zou, deenen anere Fraktiounen jee weils fënnf Minutten, de Sensibilités politiques zwou Minutten an der Regierung eng Vérelstonn. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Hären Eischen, Fayot, Braz, Kartheiser an Henckes.

D'Wuert huet elo den Här Xavier Bettel als Vertrieeder vun der DP-Fraktioun. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

## 7. Heure d'actualité du groupe politique DP au sujet des sanctions à disposition de l'Union européenne

### Exposé

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Merci, Här President. Mir hunn allegueren déi lescht Zäit regelméisseg an der Press kënnen liesen, dass an Ungarn déi eng oder déi aner Mesure législative, déi geholl ginn ass, fir vill Kritiken an op vill Kritike gestouss ass. Mir hunn och festgestallt, dass, ob dat europäesch Institutioune sinn a souguer méi wäit, dat heescht, déi amerikanesch Regierung zum Beispill, bei deene leschten Dispositiounen, déi am März 2013 geholl gi sinn, och..., an ech zitieren: «...pourraient menacer les principes d'indépendance institutionnelle et de freins et contrepoids qui sont la marque d'une gouvernance démocratique.»

Dat heescht, dass op jidde Fall mat deene leschten Dispositiounen, déi den Här Orbán mat senger Partei an Ungarn geholl huet, en op vill Kritik gestouss ass an déi vill Suerge maachen.

Et ass net fir d'Éischt, wou dës Regierung Texter hëlt, déi op international Kritike stoussen. Schon 2010 war jo deen Text iwwert d'Médien, wou och jo Problemer waren, wou am Fong eng Kommissioun sollt kréiert ginn, déi hätt kënnen indépendamment der Press, ob dat elo Zeitunge sinn, ob dat Radio, ob dat d'Televisioun gewiescht wieren, Sanktiounen kënnen spriechen. Ganz héich Sanktiounen. Et war och een Organ, dat politesch besat gi war an am Fong kee Geriicht, an dunn, deemools, op Pressioun vun der Europäescher Unioun - an do muss ee soen, dass ee frou ass, dass ee gesäit, dass een awer och en Drockmëttel huet - huet deemools dann och de Victor Orbán, nodeems e vill kritiséiert ginn ass, décidéiert zréckzegoen.

D'Gesetzer si ganz wäit gaangen an d'Press huet missen hir Quellen divulgéieren. Et huet ee keng..., et huet een Texter misse schreiwten, déi hu misse politesch équilibréiert sinn. Dat heescht, et war am Fong en Text, dee liberticide war vis-à-vis vun der Press. A wéi gesot, am Februar 2011 si se méi no komm.

Nun, 2013, ass elo dee leschten Text komm, dee geet iwwert d'Cour constitutionnelle, wou am Fong eng ganz Rëtsch vu Leit gesot kréien, si missten a Pensioun goen, wou d'ganz Jurisprudenz annulléiert gétt, wou gesot gétt, dass d'Kompetenze vun der Cour constitutionnelle missten annulléiert ginn. An dunn ass, wéi gesot, um internationalen Niveau ganz vill Diskussioun driwwer gewiescht, wat dat mat sech géif bréngen.

Ech zitieren zum Beispill den «Nouvel Obs.», deen och wierklech do... Also, kommt, mir fänken elo mat anere politeschen Organer un. De française Senat seet: «Le groupe d'amitié France-Hongrie exprime ses inquiétudes à l'annonce de la récente réforme constitutionnelle.»

Am «Nouvel Obs.» konnt een och liesen, dass et wierklech ganz schlëmm wier, an den Orbán huet do gesot, dat wier fir hie kee Problem an dass 95% vun deenen Texter, déi si géifen huelen, konform zu den europäeschen Texter wieren.

Ech muss lech soen, wann een awer d'Reaktioun gesäit, ob dat vun der Kommissioun ass, ob dat vum Conseil de l'Europe ass, mierkt een, dass dat net de Fall ass.

Wat gétt et dann an Europa? Am Moment gétt et den Artikel 7. Den Artikel 7 gétt dann eng Méiglechkeet, dee jo duerch den Traité vun Amsterdam vu '97 komm ass, fir dass ee kann zum Beispill den Droit de vote blockéieren, dass ee kann déi eng oder déi aner Dispositioun huelen. Mä fir dass den Artikel 7 a Kraaft trëtt, ass et zimlech komplizéiert. Et ass eng schwéier Prozedur. Et soll een och soen, d'Sanktiounen sollen och net esou einfach geholl ginn. Mä et ass eng Prozedur, déi zimlech schwéierfällg ass.

An dowéinst muss ee sech d'Fro stellen, ob et net opportoun wier, fir vläicht Sanktiounen kënnen ze hunn, déi net esou solennel, net esou prozedural schwéier wieren. A wann ech



mech net ieren, war jo géint Éisträich, wéi dem Haider seng Partei jo och an d'Koalitioun komm ass an Éisträich, déi éischte Kéier, wou och d'EU jo déi eng oder déi aner Sanktioun decidéiert hat.

Mir mengen, dass Europa, virun allem déi europäesch Institutioun, de Garant muss vu Wäerter sinn, e Garant vu Mënscherechter, dass d'Mënscherechter fundamental misste si vun där ganzer Unioun, déi mer kreéiert hunn. A wann ee kuckt, dass de den Här Barroso an den Här Generalsekretär vum Conseil de l'Europe, den Här Jagland, hir Préoccupationne hunn vis-à-vis vun deem leschten Amendement an den Dispositionen, vum ungarische Parlament geholl, a sech vill Suerge maachen!

Ech liesen, dass d'Kommissioun, Däitschland, Holland, Dänemark, de Conseil de l'Europe, Amerika Texter scho gestëmmt hunn, wou se justement hiert Bedenken hunn. An et feelt op dëser Lëscht: Lëtzebuerger.

Dowéinst, Här President, hu mer eis och erlaabt, eng Resolutioun ze preparéieren. Eng Resolutioun, wou mir och froen, fir dass eist Parlament dem ungarische Parlament seng Inquietudë matdeelt an och seet, dass selbstverständlech immens wichteg ass, dass d'Bierger an d'Rechter vun de Bierger an Ungarn respektéiert ginn conformément zu den europäeschen Dispositionen, an dass d'Valeuren, déi mir alleguerten deelen, déi fundamental Wäerter, déi mer och an Europa hunn, mussen respektéiert ginn.

### Résolution 1

La Chambre des Députés,

- considérant la révision constitutionnelle adoptée par le Parlement hongrois le 11 mars 2013;

- relevant que les amendements apportés à la Constitution hongroise retirent à la Cour constitutionnelle une grande partie de ses pouvoirs s'agissant notamment de jurisprudences se référant à la Cour européenne des droits de l'Homme ou en réintroduisant des dispositions annulées par la Cour constitutionnelle;

- rappelant qu'il s'agit de la quatrième modification de la constitution hongroise sous le gouvernement actuel;

- rappelant que suite à la précédente révision constitutionnelle, entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2012, la Commission européenne avait entamé des procédures d'infraction contre la Hongrie en raison d'inquiétudes à propos de l'indépendance de la banque centrale et des instances nationales de protection des données et des mesures affectant le système judiciaire;

décide

- de faire part au Parlement hongrois de ses graves inquiétudes quant au respect des règles régissant un État de droit;

- de demander au Parlement hongrois, dans l'intérêt commun des citoyens hongrois et de l'Union européenne, de se conformer aux recommandations, objections et demandes de la Commission européenne et du Conseil de l'Europe relatives aux questions susmentionnées et de modifier les lois concernées en conséquence, dans le respect des valeurs fondamentales et des normes de l'Union européenne.

(s.) Xavier Bettel, Félix Braz, Félix Eischen, Ben Fayot, Jacques-Yves Henckes, Fernand Kartheiser.

Op där anerer Säit hu mer och eng Motioun preparéiert, wou mer justement op déi ganz Punkten aginn a wou mer och d'Regierung invitéieren, dass de Respekt vun de Kopenhagener Kritäre muss agehale ginn an dass mer wierklech, dass d'Regierung och mat aller Fermetéit géint all Dérivé kéint sinn, déi géint d'Libertés fondamentales sinn.

An dann dee leschte Punkt ass: «...à demander à la Commission européenne d'élaborer des mécanismes de prévention et de sanction garantissant le respect des critères de Copenhague.»

Mir sinn eis eens, mir soen elo net, dass mer sollen dee ganze Kopenhagener Traité, also d'Kritären, déi zu Kopenhagen zréckbehale gi sinn, op d'Kopp geheien. Mä et soll ee sech einfach d'Fro stellen, ob et net aner Mesuré kéint ginn. An hei ass jo och net, andeem mer hei elo stëmmen, andeem mer elo gären en Traité wëlle frësch négociéieren, mä et misst ee sech awer Garantie ginn, dass ee kéint als Institutioun och deem engen oder deem anere Land soen: „Dat dote geet net.“ An net, dass een nëmmen den Artikel 7 huet, fir do entgéintzekommen.

Am Moment op der Resolutioun, Här President, an op der Motioun, hutt Der d'Énnerschrëfte vu mir, vum Här Fayot an och vum Här Braz. Den Här Eischen ënnerschreift se och fir d'CSV. Ech wier fro, wann..., ech weess net, wien een nach ka froe vu Sensibilitäten, vun Indépendanten, vun...

### (Interruption)

Et ass komplizéiert am Moment, mä wann deen een oder deen aneren nach wëllt ënnerschreien, wéi gesot eis geet et wierklech drëms, dass een hei weist, dass mir als europäesch Länner insistéieren, dass d'Mënscherechter, de Respekt vun de Libertés individuelles, de Respekt vun de Rechter an all Land e Grondsteen si vun dëser Unioun, déi mer wëllen och verteidegen, an dass et net geet, dass een am Fong eng Marche arrière mécht.

### Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant la révision constitutionnelle adoptée par le Parlement hongrois le 11 mars 2013;

- relevant que les amendements apportés à la Constitution hongroise retirent à la Cour constitutionnelle une grande partie de ses pouvoirs s'agissant notamment de jurisprudences se référant à la Cour européenne des droits de l'Homme ou en réintroduisant des dispositions annulées par la Cour constitutionnelle;

- notant que ces amendements soulèvent des préoccupations concernant les fondements mêmes d'un État de droit et par extension le principe de la primauté du droit de l'Union européenne et des normes du Conseil de l'Europe;

- considérant que la Constitution telle qu'elle a été adoptée par le Parlement hongrois enfreint les critères de Copenhague;

- rappelant qu'il s'agit de la quatrième modification de la constitution hongroise sous le gouvernement actuel;

- rappelant que suite à la précédente révision constitutionnelle, entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2012, la Commission européenne avait entamé des procédures d'infraction contre la Hongrie en raison d'inquiétudes à propos de l'indépendance de la banque centrale et des instances nationales de protection des données et des mesures affectant le système judiciaire;

- notant que le recours à l'article 7 du traité sur l'Union européenne prévoyant le déclenchement d'un mécanisme de sanction en cas de risque clair de violation grave par un État membre des valeurs de l'UE (article 2), s'avère être une procédure lourde requérant déjà dans la première phase une majorité nette au sein des trois institutions, Conseil (1/3 des États membres), Commission et Parlement européen;

- relevant que le volet préventif de l'article 7 du traité sur l'Union européenne n'a pas su empêcher l'introduction des amendements en question;

invite le Gouvernement

- à intervenir en faveur du respect des critères de Copenhague au sein des États déjà membres à part entière de l'Union européenne;

invite le Gouvernement à s'opposer avec fermeté à toute dérive tendant à restreindre les libertés fondamentales dans les pays membres de l'Union européenne ou souhaitant y adhérer;

- à demander à la Commission européenne d'élaborer des mécanismes de prévention et de sanction garantissant le respect des critères de Copenhague.

(s.) Xavier Bettel, Félix Braz, Félix Eischen, Ben Fayot, Jacques-Yves Henckes, Fernand Kartheiser.

Europa ass net eppes wéi eng Brioche, wou ee sech d'Korinthen erauspickt. Mir si frou, an ech muss lech soen, ech si frou, dass haut Ungarn an Europa ass. Well wann Ungarn net an Europa wär: Wie kéint haut Ungarn soen, wat d'Regele wieren? An dowéinst soll ee sech och bewusst sinn, dass déi Grondregelen, déi se deemools akzeptéiert hunn, wéi se d'Demande gemaach hunn, fir an Europa ze goen, net à la carte sinn. Et ass en Ensemble, deen unzuehelen ass. A mir si frou an houfreg, dass bei eis an eiem Land déi Rechter och bestoe bliewen. A mir wieren och frou, wann dat an all deenen anere Länner och de Fall wär.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Bettel. Als éischte Riedner ass den Här Félix Eischen agedroen. Här Eischen, Dir hutt d'Wuert.

### Débat

► **M. Félix Eischen (CSV).**- Merci, Här President. Ungarn, Dir Dammen an Dir Hären, befënn sech an engem Prozess vun déif gräifender konstitutioneller Reform. Deen dauert elo schonn eng Zäit - zwee Joer - an ass wuel nach net ganz ofgeschloss. D'Fidesz, déi aktuell Regierungspartei, krut bei de leschte Wahlen eng Sëtzmajoritéit vun iwwer zwee Drëttel. Fir si ass dat schéin. Domadder kann een nämlech alles maachen, och eng nei Verfassung. Ob et dauerhaft fir Ungarn a fir Europa och schéin ass, wat do mat der Verfassung gemaach gëtt, dat bleift dann ze beweisen. An doriwwer sollte mer dann haut e weéne schwätzen.

Et ass net déi Lëtzebuerger Chamber, déi determinéiert, wéi eng Verfassungsuerdnung Ungarn huet a soll hunn. Emgedréit jo och net. Datt mer an dësem Haus iwwert déi ungarisch Verfassung an déi ungarisch Gesetzer diskutéieren, läit dodrun, datt op ville Plazen an Europa an an allen europäeschen Institutiounen Zweifel doriwwer bestinn, ob den ungarischen Émgang mat Wäerter an Normen dee richtegen ass. Deen europäesch richtigen, wuelgemierkt. A wat europäesch richteg oder falsch ass, dat geet eis an der Europäescher Unioun, alleguerten eppes un. Et geet em eis gemeinsam Logik vu Rechtsstaatlechkeet.

D'nächst Woch debattéiert dat europäesch Parlament iwwert déi lescht Verfassungsännerungen an Ungarn. Dat Parlament ass och amgaangen, e Rapport iwwert d'Situatioun vun de Mënscherechter a Grondfräiheeten an Ungarn auszuschaffen. En Text vun deem Rapport läit nach net vir. Mä ech hu mat Einzelner vun deene geschwat, déi dorunner bastelen, an déi soe mir dat heiten: „Ob de Buschtaf vun all Einzelnem neiem ungarischem Verfassungartikel a virun allem vun all ungarischem Kardinalgesetz europäesch an d'Rei geet, doriwwer kann ee juristisch streiden.“ Déi ungarisch Majoritéit seet Jo - dat dierf een och net wonnen. D'Europäesch Kommissioun an d'Venedeg-Kommissioun vum Europarat soen, neen, eben net, op d'mannst net ganz. Mä wat ass dann elo wouer?

Anescht ausgedréckt: Wat ass dann dat, woumat Ungarn kéint de Kader vun der gemeinsamer europäescher Normenopfaassung verlossen? Sinn dat eenzel Gesetzer? Eenzel Verfassungartikelen, deenen hiren Inhalt zwar fir eis heiansdo gelunge kléngt, mä meeschtens hu mer se jo och nach net op Ungarisch gelies? Oder ass dat e System, en Trend vu Rechtssetzung, dee mer europäesch net kënnen esou akzeptéieren?

Déi eenzel Texter, gëtt mir vu Juriste gesot, sinn debattéierbar. Villes hänt och dovunner of, wat een dann do elo eralies, an dann ass et och eng Fro vun der Iwwersetzung, well jo déi mannsten Europäer Ungarisch verstinn.

Dat sollt, soen déiselwech Juristen, awer och d'Ungarn endlech dozou inspiréieren, Texter ze schreien, déi kënnen eendeiteg iwwersat ginn, ouni Angscht ze maachen. Et kann ee sech net hanner senger sproochlecher Eenzeegaartegkeet verstoppen, fir ongestrooft konstitutionell graffen Unfug ze driewen.

Dee wierkleche Problem ass de System vun der Rechtsetzung. An Ungarn, an dat ass net nei, dat war och an der aler Verfassung esou, ier déi heiteg Majoritéit eng nei gebastelt huet, si schrecklech vill Matière vun der Gerichtsorganisation iwwert d'Wahlgesetz an d'Gemengenorganisatione bis zum Statut vun de Parlamentarier Géigestand vu sougenannter „kardinaler Gesetzgebung“. Mä all dat brauch eng Majoritéit vun zwee Drëttel, fir ugeholl oder geännert ze ginn.

D'Fidesz huet haut esou eng Majoritéit. Vlächht hu si, vlächht hunn och all déi aner Parteien an Zukunft keng esou eng Majoritéit méi, mä da wier dat, wat d'Fidesz haut beschléisst, op éiweg a Bëton gegoss a rechtsméisseg och net méi ze änneren. An dat ass de Problem. Dat mécht villen an Europa Angscht, mä och villen an Ungarn. An do läit den Usaz dovun an der fir, datt mir eis baussen Ungarn mam konstitutionellen a gesetzgebereche Prozess an Ungarn mussen beschäftegen.

D'Gesetzer mussen kënnen vun zukünftege Parlamenten op konstitutionell a rechtlech korrekt Manéier geännert ginn. A wann eng aner Majoritéit regéiert, muss déi kënnen Saachen aneschters gesinn an och aneschters maachen. An dofir muss zesumme mat Ungarn gekuckt ginn, wéi dat kann organiséiert ginn.

Wann déi aktuell Majoritéit wëllt op éiweg hire Stat an hir Siicht vu Wäerter a Gesetzer zemenéieren, andeems se hir Zwee-Drëttel-Majoritéit resolut notzt, dann ass dat en zimlech bedenkliche Virgang, well domadder ginn net nëmme Gesetzer beschloss, mä och Leit op déi héchste Posten am Stat genannt, Leit, déi am Regelfall Mandater vun néng Joer hunn, fir zum Beispill d'Medien ze iwwerwaachen, Riichter ze nennen an esou weider. Domadder bleift d'Fidesz praktesch un der Muecht, och wann zum Beispill anerer géife regéieren. An dat geet net.

Zu esou enger Démarche muss och d'Lëtzebuerger Chamber soen, als Deel vun engem groussen europäesche parlamentaresche Ganzen, dat der Rechtsstaatlechkeet verflucht ass: „Maacht dat net, well Dir riskéiert den europäesche Wee ze verlossen.“ Déi meescht Ungarn wëllen dee Wee net verlossen. Mir wëllen och net, datt Ungarn e verléisst.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Eischen. Als nächste Riedner ass den Här Ben Fayot agedroen. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Ben Fayot (LSAP).**- Här President, säit de leschte Wahlen ass an Ungarn eng Majoritéit vun enger Partei, déi een als Rietspartei ka bezeichnen. Déi ka mat där Majoritéit, déi se huet, all Regeln, all Gesetzer, all Verfassung an Ungarn änneren, esou wéi se dat wëllt. Si ass och amgaangen, dat ze maachen. An déi Ännerunge vun där Verfassung, déi ruffe ganz vill Inquietuden iwwert d'Struktur vum Stat, iwwert d'Rechtsstaatlechkeet ervir an Europa, souwuel am Europarat wéi och an der Europäescher Unioun.

Et muss een och derbäisoen, dass et an Ungarn och faschistesche, rassistesche Tendenze gëtt, déi extrem inquietant sinn, déi zum Deel dem Pouvoir nostinn an déi ee wierklech a kengem anere Land mat där Heftegkeet gesäit erschéngen. An dat ass och eng Inquietude, déi mer hunn.

Nun huet den Här Bettel hei eng Heure d'actualité gefrot fir de Respekt vun de Critères de Copenhague, déi jo bekanntlech vun 1993 sinn an déi solle bestëmmen, wat fir Länner kënnen an d'Europäesch Unioun kommen.

Den Traité vun der Union européenne, also den Traité vu Lissabon, dee seet a sengem Artikel 2, wat fir Wäerter, wat fir Regeln d'State vun der Europäescher Unioun mussen respektéieren. An den Artikel 7, en ass vum Här Bettel zitéiert ginn, dee seet och, wat fir Prozeduren et gëtt, wann e Stat déi Regeln net anhält.

Ech wëll awer soen, an dat ass allgemeng unerkannt an Europa, dass deen Artikel 7 extrem schwéierfällig ass. Ech wëll just rappeléieren, dass an deem Artikel steet, dass eng Majoritéit vu véier Fënnfelt vun de Staten iwwerhaapt ka konstatéieren, dass et e Risiko gëtt, dass d'Wäerter net respektéiert ginn. An et muss eng Eestëmmegkeet bestoen, fir dass ee ka géint e Stat virgoen, sou dass deen Artikel 7, an ech erënnere mech dat aus dem Konvent, wéi mer deen iwwerkuckt hunn, eigentlech inpraticabel ass an net ka gebraucht ginn.

A firwat kann en net gebraucht ginn? Mä well d'Europäesch Unioun eng Unioun vu souveräne Staten ass a well kee Stat d'accord ass, dass aner Staten intern bei him intervenéieren, souguer wann et em d'Applikatioun vun den demokratesche Regeln an de Mënscherechter geet, soudass ee sech muss iwwerleeën, wat een en absence vu wierklech engem effikasse Mëttel, Instrument, fir géint esou Dérivé virzegeen, dass ee sech muss iwwerleeën, wat ee ka maachen.

Ech mengen, dat eenzegt Mëttel, wat een huet, dat ass e politescht Mëttel. E politescht Mëttel, natierlech, ass jo gebraucht gi vun der Kommissioun, vum Här Barroso, vum Här Jagland vum Europarat, fir mat den Ungarn, mat der ungarischer Regierung ze verhandelen, hinnen ze soen: „Passt op, wat Der do maacht. Dat do gëtt net akzeptéiert!“ Wann dat net duergeet, da muss ee sech besosst sinn, dass een och a bilaterale Relationen, multilaterale Relationen an der Europäescher Unioun den Ungarn kloer an däitlech seet, dass mer net domat d'accord sinn, zum Beispill ënnert de Ministeren am Ministerrat, an der Kommissioun an och natierlech am Europaparlament.

Ech erënnere drun, dass de Fidesz eng Partei ass vun der Europäescher Vollekspartei an dass et natierlech d'Responsabilitéit ass och vun der Europäescher Vollekspartei, sou wéi et d'Responsabilitéit vun anere Gruppéierung vum den europäesche Parteien ass, wann do eng Partei ass, déi aus der Rei schäert, dass et also d'Responsabilitéit vun der Europäescher Vollekspartei ass, fir hiren ungarische Kollege kloer an däitlech ze soen, dass dat do Tendenz sinn, déi net akzeptabel sinn.

Mir mussen ons besosst sinn, dass mer also an Europa an engem politesche Raum sinn, mir sinn net nëmmen an engem Bannemaart, mir sinn an engem politesche Raum. Dee politesche Raum, dee berout op Wäerter, op Verhaltensregeln, déi jiddweree muss respektéieren, deen an der Europäescher Unioun ass, net nëmmen, wann en an d'Europäesch Unioun erakënn, mä permanent, wann en do ass, well d'Europäesch Unioun ass eng Unioun, déi soll wuessen, déi soll zesummewuessen, déi net nëmme fir een oder zwee Joer gemaach ass, an dass een duerno ka maachen, wat ee wëllt, mä et muss ee permanent an där Unioun déi Regele respektéieren.

An dat solle mer also den ungarische Politiker besonnesch soen, well ech wëll och kloer soen, dass et selbstverständlech an Ungarn ganz vill Leit gëtt, déi absolut näischt mat deenen Tendenzen un Hutt hunn. Mir sollen net hei an déi Dérivé verfallen, fir alles an ee Kuerf ze puchen. Ech menge schonn, dass et bei den Ungarn, ob dat an der Kulturzeen ass, bei den Intellektuel-



len, bei den einfache Leit, bei de Gewerkschaften, dass et Leit gëtt, déi dat do net akzeptéieren.

Et muss een awer trotzdeem rappeléieren, dass et eng parlamentaresch Majoritéit ass, déi dat do mécht. Et ass also e Vollek, wat déi Majoritéit gewielt huet. Dofir muss een och oppassen, wéi een déi Situatioun do beuerteelt.

Mä dat gesot, mengen ech schonn, ass et gutt, dass d'Lëtzebuerger Chamber an enger Resolutioun an och an enger Motioun op déi Situatioun hiweist an de Fanger hieft, fir den ungarische Kollegen ze soen, dass dat do net geet.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Fayot. Als nächste Riedner ass den Här Braz agedroen. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Félix Braz (déi gréng).** - Merci, Här President. Ech wëll och aganks dem Här Bettel an der DP-Fraktioun Merci soe fir d'Initiativ, déi se geholl hunn, fir hei iwwert dat Thema ze diskutéieren. D'Europäesch Unioun soll jo och eng Wäertegemeinschaft sinn, „soll“ eng Wäertegemeinschaft sinn, mä dat funktionéiert net ëmmer.

D'Diskussioun haut iwwer Ungarn hätte mer och schonn éischer kënne féieren. An Ungarn gëtt et scho méi laang souwuel vusäite vun der Regierung, vum Viktor Orbán a senger Partei, der Fidesz, wéi awer och am Parlament scho méi laang méi wéi nëmmen Dérapagen, mä et gëtt konkret Décisiounen, déi geholl ginn, déi ganz oft Minoritéiten an der ungarischer Bevölkerung treffen, ob dat de jüddeschen Deel vun der Bevölkerung ass, ob dat déi homosexuell Leit an Ungarn sinn, awer och d'Pressefräiheet, déi och scho méi wéi eng Kéier an Ungarn an der Visée vun der Exekutiv war.

Dee leschten Héichpunkt, dat war elo den 11. März mat deenen Annerunge vun der Verfassung, iwwerengs déi véiert Verfassungsännerung schonn an Ungarn an där neier Verfassung, déi knapps ee Joer huet, wou probéiert ginn ass vu Regierungssäit, d'Gesetzter, déi annulléiert gi si vum Verfassungsgericht, iwwert den Emwee vun der Verfassung awer dann zur Wierksamkeit ze bréngen. Wat natierlech och d'Fro opwërt vun der Gewaltentrennung an deem Land, wann dat d'Interpretatioun ass, déi eng Regierung ka maache vun Uerteeler vun engem Verfassungsgericht!

Déi Gesetzter hunn och dozou gefouert an déi Verfassungsännerung, dass et massiv Kritik iwwer Ungarn gëtt am Europaparlament, awer och am Conseil de l'Europe. Véier Länner, véier Ausseministeren hunn eng Initiativ geholl, deen däitschen, deen dänischen, deen finneschen an och deen hollänneschen, fir e Mechanismus ze proposéieren fir d'Sauvegarde vun de Valeurs fondamentales, wéi se am Traité vu Lissabon beschriwwen sinn. A souguer d'Veerent Natiounen iwwer hiren Héije Kommissär fir d'Menscherechter, de Rupert Colville (veuillez lire: bzw. den UHNCR-Spreecher Rupert Colville) hu sech och mat dëser Fro beschäftegt. Et sinn also net déi Mannst, déi hei Kritik un Ungarn geüssert hunn.

Vill Kritik op där enger Säit, awer op där anerer Säit och vill Machtlosegkeet. Wann een éierlech ass, huet ee keng adequat Äntwert bis elo fonnt, déi hätt kënnen eng Inflexioun vun der ungarischer Regierungspolitik bewierken. Den Artikel 7 vum Traité ass en fait, an eenzel Kollege si schonn drop agang, déi eenzeg Sanktionsméiglechkeet, praktesch d'Maximalstrof vun der Sanktioun vun der Suspendioun vu bestëmmten Rechter, y compris dem Stëmmrecht am Conseil.

Verschiddener hunn dat esou ausgedréckt: En théorie, mat de bestehenden Texter, kéint e Land, e Memberland, wat ze enger Militärdiktatur géif mutéieren, weiderhi Member bleiwe vun der Europäischer Unioun, et hätt just kee Stëmmrecht méi am Conseil. Dat kéint geschéien a mir kéinten am Moment näischt drun änneren!

Dat ass natierlech e Constat, deen net erbaulech ass. D'Fro ass natierlech awer elo: Wat maachen? Et ass net einfach. Et kann een natierlech op de Wee goe vun de Sanktiounen. Et ass a mengen Ae kloer, dass genouch um Dësch läit, fir kënnen d'Maximalstrof vum Artikel 7 ze verhänken, mat där Prozedur, wéi de Ben Fayot se richteg beschriwwen huet, dat ass als „net praticabel“. En fait, et ass kaum virstellbar, dass eng Décisioun géif kënnen opgrond vun deem Artikel zustane kommen.

Mä d'Fro wier och, wa se kéint zustane kommen, ob se wierklech déi bescht an déi zil-

führend Äntwert wier. D'Fro vun der Sanktioun, vun der maximaler Sanktioun an der Urgence, déi kuerzfristig misst verhaange ginn, dorunner, mengen ech, däerf een zweifelen.

Verschiddener warnen och virdrun, op deen dote Wee ze goen. Et ass eng Stëmmung an Ungarn, déi drop erausleeft, dass all Kritik, déi un der ungarischer Regierung formuléiert gëtt, en fait eng Konspiratioun vu lénken Europäer wier, a méi wier et net. Dat heescht, do muss ee wierklech oppassen, dass een net bei dem eegene Virgoen och nach eng Rei Leit ënnerstëtzt, objektiv ënnerstëtzt an alimentéiert an hiren internen Démarchen.

An dat mécht et natierlech schwéier. Wéi geet ee mat deem Inakzeptabelen ëm, ouni och gläichzäiteg en fait Uelech op d'Feier ze schëden? An dat ass déi schwiereg Fro, där sech d'europäesch Dirigenten am Europaparlament awer och um Niveau vun de Ministere musse stellen.

Mir mengen, dass eng vun de Leçonnen, déi een heirauser muss zéien, déi soll sinn, dass ee sech e Mechanismus soll ginn, deen eben net nëmmen an der Urgence soll spillen. D'Kritikere vu Kopenhagen sinn opgeworf ginn. Déi Kritiker spillen beim Baitrëtt! An nom Baitrëtt ass alles eriwuer, da spillt just nach deen normale volle Programm. Do ass an eisen Aen eng Lacune. Mir sinn der Meenung, dass een och muss eng Zort permanente Post-Baitrëtt-Monitoring envisagéieren.

Déi Iddi kënnt net vun eis, déi läit schonn um Dësch. Dat ass déi sougenannten Iddi vun der „Kopenhagen-Kommissioun“, wéi se emol scho genannt ginn ass, fir vill méi fréi, wéi de Ben Fayot zu Recht gesot huet, e politesch Instrument sech an de Grapp ze ginn, wat méi fréi ka reagéieren, wat méi fréi ka politeschen Drock opbauen, wat méi fréi ka politesch Kontrovers an Diskussioun provozéieren. Wann ee bis waart, dass de Misär geschitt ass, gëtt et mat den europäeschen Instrumenter ganz schwéier.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Félix Braz (déi gréng).** - An déi maximal Sanktioun erreicht och net onbedéngt dat maximaalt Zil. Dat ass also ee Virschlag.

An zweeten a leschte Virschlag, Här President, dat ass déi Iddi, déi ech elo just genannt hunn ebe vun deem Post-Baitrëtt-Monitoring an dass dat och soll vun engem onofhängege Gremium, engem sougenannten „Democratie-Conseil“ ausgeübt ginn. Dat ass eng Iddi, déi um Dësch läit an déi och wäit iwwer Ungarn erausgeet. Et ass jo och net dat eenzeg Land, wou mer Problemer hunn. D'Beispill vu Griichenland léisst och ganz vill Froen opkommen. Och do gëtt et offe rassistesch a faschisteschen Tendenzen, déi genausou inakzeptabel sinn, och wann déi nach net all a staatlech Décisiounen gefloss sinn.

Lescht Wuert, just an engem Saz: Natierlech wier et och besser, wann déi onendlech laang Diskussioun tëschent der Europäischer Unioun an dem Conseil de l'Europe doriwwer, wéi eng Charta vu wéi enge Mänscherechter vu wem solle kontrolléiert ginn, wann och déi Diskussioun en Enn hätt! Déi Rivalitéit, déi et am Moment gëtt, an déi ongeklaerte Fro vun der Opdeelung vun den Tächen tëschent der Unioun an dem Conseil de l'Europe, och dat wier sécherlech e positive Baitrag, fir an Zukunft dee méi permanente Post-Baitrëtt-Monitoring kënnen ze maachen.

Dat gesot, Här President, wäerten déi gréng och d'Motioun an d'Resolutioun, déi agereicht gi sinn, matstëmmen.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Braz. Als nächste Riedner ass den Här Kartheiser agedroen. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Villmools Merci, Här President, och Merci un den Här Bettel, datt en dee Sujet hei an d'Chamber bruecht huet. Mir deelen och d'Suergen, wat d'Situatioun an Ungarn ugeet, och notament wat gewëssen - dat ass zwar elo net direkt de Problem vun der Regierungspartei -, mä och wat gewëssen antisemitesch Tendenzen an deem Land ugeet, dat ass effektiv eppes, wat eis all Suerge mécht.

Trotzdeem géif ech mengen, wann een Ungarn kritiséiert, da sollt een net vergiessen, fir verschidde Parallelen och ze maache mat deem, wat hei am Land am Abléck lass ass. Et ass nämlech ganz interessant, dat ze vergläichen.

Huele mer emol zum Beispill de Justizsystem. Den Här Bettel huet rappeléiert, datt d'Verfassungsgericht an Ungarn a senger Kompetenz beschnidde gëtt, datt nëmmen nach d'Form kann iwwerpräift ginn an net méi de Contenu vun de Moosnamen, déi dem Verfassungsgericht virgeluecht ginn. Mä hei am Land huet den Här Biltgen elo proposéiert, d'Cour constitutionnelle ganz ofzeschaffen an duerch eng Cour suprême ze ersetzen, där hir Prozeduren esou komplizéiert sinn, datt och hei de Contrôle constitutionnel vun de Gesetzter vill méi schwéier gëtt.

Oder en anert Beispill, fir ze soen, datt mir och net ëmmer ganz perfekt dostinn: Mir hu géint den Artikel 91, d'Inamovibilitéit vun de Riichter, hei temporär soi-disant verstouss mat engem Gesetz, wat mer zejoert gestëmmt haten. Et gëtt eng Proposition de loi vum Här Braz, fir dat ze redresséieren, a mir hoffen, datt dat och ganz geschwënn erëm geschitt.

Oder mir hunn eng Proposition, fir e Conseil national de la Justice ze kreéieren, deen awer op eng ganz lichte Manéier ka politiséiert ginn. Also, mir sinn och net an enger Situatioun, wou mir honnertprozenteg propper dostinn.

Genausou mat de Medien: Déi ungarisch Mediekontrollkommissioun, den MNHH, dee gëtt kritiséiert, well e kann...

(**Interruption**)

... - jo, oder Hasch Hasch (HH), wéi Der wëllt, Här Braz! -, dee gëtt kritiséiert, well e kann d'Konzessioenen an der Europäischer Unioun, dat bis elo e Gesetz gestëmmt haten hei, wat an de Contenu vun de Medien agräift. A mir sinn dat eenzeg Land an der Europäischer Unioun, dat bis elo e Gesetz gestëmmt huet, wat an de Contenu vun de Medien agräift, an de Conseil national de la presse hat dogéint protestéiert oder op jidde Fall seng Kritiken ugemellt. Et ass awer gestëmmt ginn.

An nach en allerlescht Wuert, well ech weess, Här President, meng Zäit ass ganz kuerz. Mir hunn och hei am Land Gesetzter geholl, oder ee Gesetz, den 6127, wou mer dat gestëmmt haten hei, wat an de Contenu vun de Medien agräift. A mir sinn dat eenzeg Land an der Europäischer Unioun, dat bis elo e Gesetz gestëmmt huet, wat an de Contenu vun de Medien agräift, an de Conseil national de la presse hat dogéint protestéiert oder op jidde Fall seng Kritiken ugemellt. Et ass awer gestëmmt ginn.

Also, mir kënnen Ungarn kritiséieren, mir müssen Ungarn kritiséieren, mä och hei zu Lëtzebuerg gëtt et a genee deeneselwechten Domänen eng ganz Rei vu grouse Problemer.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Braz. An als nächsten a leschte Riedner - pardon, dem Här Kartheiser Merci! - ass den Här Henckes agedroen.

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Här Braz, Dir gitt fir Fait personnel...

(**Hilarité**)

► **Une voix.** - An den Här Urbany!

► **M. le Président.** - Jo, den Här Henckes an dann den Här Urbany.

► **La même voix.** - Der Rei no.

► **M. le Président.** - Här Urbany, Dir misst lech och vläicht aschreiw! Ech mengen, et huet jiddwereen d'Méiglechkeet, sech anzuschreiw. Dir schreift lech ni an, an da weist Der ëmmer de Fanger, dann ass et relativ schwéier!

► **Une voix.** - Et ass, wéi an der Schoul, do...

► **M. Jacques-Yves Henckes (Onofhängeg).** - Merci, Här President. Ech mengen, wann e Land Member gëtt vun der Europäischer Unioun, dann ass et natierlech, datt et sech engagéiert, fir verschidde Prinzipien vu Rechtsstaatlechkeet, déi an onsen europäesche Verträge sinn, fir déi ze respektéieren. Ech mengen, dat ass eng Basis, wéi ee Member gëtt; an egal wat fir engem Club muss een d'Statute respektéieren!

Mä mir hunn e Problem an Ungarn, mä net nuren do, och a Rumänien an a Bulgarien.

An Ungarn an och an deenen zwee anere Länner gëtt de Rechtsstat duerch verschidde Gesetzter a Fro gestallt. Mä et kann ee sech awer och d'Fro stellen: Ass et nuren d'Gesetz oder d'Praxis, déi sech aus dem Gesetz ergëtt? Do lafen oft Debatten ausenaner, well déi ungarische Gesetzter ganz oft Kopie si vun eenzelne Gesetzestexter, déi se a verschiddenen europäesche Länner fonnt hunn.

Et ass also eng Differenz ze maachen tëschent deem, wat mer um Pabeier nuen a wat als Ensemble verschidde Froen opwërt, an deem, wat herno d'ungarische Regierung wäert dorauer maachen. An dofir wier et wichteg, datt do e Suivi gemaach gëtt, datt déi Gesetzter net zu kategoreschen, virulente Violatiounen vun de Mänscherechter a vun de Rechtsstatprinzipien féieren.

Dat notament op de Gebidder vun der Onofhängegkeet vun der Justiz duerch déi duebel Reform vun der Verfassung, déi elo gestëmmt ginn ass, och d'Froen, déi d'Press ugin, do sinn och verschidde Dispositiounen, déi ganz wäit ginn, déi ganz negativ Auswierkungen kënnen hunn. An et stelle sech och an deene Länner, an notament an Ungarn, ganz vill Froen vu Korruptioun. An eng vun deene Begrënnungen, déi d'ungarische Regierung huet, dat ass, datt dat hinnen hëllef, fir géint d'Korruptioun bei de Riichter virzegoen.

Dat si lauter Saachen, déi kann een héieren, déi muss ee just a Fro stellen, an et muss e Suivi gemaach ginn a gegebenfalls mussen och Sanktiounen geholl ginn. Well mir kënnen et net zouloossen, datt hei an Europa eng „Demokratie“ entsteet, wéi mer se an Nopeschlänner vun der Europäischer Unioun kennen!

Mä et muss een awer och soen, datt et politesch net einfach ass, fir hei ze handeln, sauf iwwert déi Motioun an déi Resolutioun, déi mer elo hei solle stëmmen, well mir mussen feststellen, datt déi ablacklech ungarische Regierung 68% vun de Voté vun der Bevölkerung kriit huet, datt den Euro-Barometer vum Dezember 2011 ausweist, datt 63% vun den Ungarn en vue vun de Kritiken un hirem Land eng negativ Meenung iwwer Europa hunn, géigeniwwer 47% bei de Griichen. Do gesäit een also, datt een net nure muss en Dialog féieren hei an onser Chamber, mä och vis-à-vis vun der griichescher Regierung an notament onsem Ausseminister, datt en an där Richtung do ka bei senger Kollegen intervenéieren.

A mir wäerten, esou wéi mer et kënnen maachen, och bei onse Bekannten an Ungarn intervenéieren, fir datt mer do e Changement de mentalité kréien. Mä soss, et sinn awer déi...

(**Interruptions**)

Ben, mir alleguerten hei, d'Bierger alleguerten...

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Ech hu geduecht, Dir géift lech schonn an der Mehrzahl gesinn. Dir hutt zwar en dräifachen Numm, mä dat geet awer net grad duer!

► **M. Jacques-Yves Henckes (Onofhängeg).** - Ma gesitt Der! Ech si frou, datt Der dat esou festgestallt hutt, Här Bausch,...

(**Interruption**)

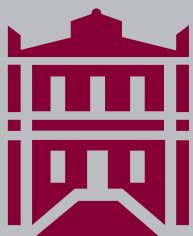
...Här „Aufgebauscht“!

(**Hilarité**)

Mä et mécht näischt. Ech géif...



Suivez la  
Chambre des Députés  
sur Facebook  
et Twitter







► **M. François Bausch** (*déi gréng*).- Dat ass och eppes!

► **M. Jacques-Yves Henckes** (*Onofhängeg*).- Majo, gesitt Der!

► **Une voix**.- De Jang an ech!

► **M. Jacques-Yves Henckes** (*Onofhängeg*).- Dat gesot, wollt ech awer och dem Här Bettel Merci soen, datt en d'Initiativ ergraff huet fir dës Debatt a fir déi Motioun an déi Resolutioun.

Merci.

► **M. le Président**.- Merci dem Här Henckes. Da kritt elo nach d'Wuert den Här Urbany.

► **M. Serge Urbany** (*déi Lénk*).- Jo, Merci, Här President. Ech sinn och der Meenung - an ech soen och dem Här Bettel Merci fir déi Motioun an déi Resolutioun, déi en hei erabruucht huet -,...

► **Plusieurs voix**.- Aaahhh!

► **M. Serge Urbany** (*déi Lénk*).- ...dass et extrem grave ass, wat an Ungarn de Moment passéiert, an dass dat wäit iwwert dat erausgeet, fir hei nëmme seng Suerg auszedrücken, mä dass et wierklech verlaangt, dass och d'Parlament hei an enger Motioun an an enger Resolutioun déi Suerg och konkret ausdréckt an och konkret Schrëtt verlaangt vis-à-vis vun den Autoritéiten an Ungarn.

An ech mengen och, et ass dat am Kader vun der europäescher Logik, op déi awer schlussendlech d'europäesch Verträge basieren, dat heescht, Wäerter wéi - ech zitieren aus de Verträge: „Achtung der Menschenwürde, Freiheit, Demokratie, Gleichheit, Rechtsstaatlichkeit und die Wahrung der Menschenrechte einschließlich der Rechte der Personen, die Minderheiten angehören“, dass dat alles hei op eng flagrant Aart a Weis verletzt gëtt vun där Regierung do. Dat begräift Aschränkung vun de Rechter vum Verfassungsgericht, Aschränkung fir d'Oppositioun, Sanktiounen géint d'Leit, déi kee feste Wunnsätz hunn, Sanktiounen géint Romaen a Sintiën, géint Homosexueller an esou weider. Et sinn och do esou Auswüchsdobäi vu Leit, déi zum Beispill iwwerall an Ungarn Monumenter oprichte fir den Horthy, dat war den Diktator virum Krich, dee mam Hitler e Bündnis hat an deen iwwregens och verantwortlech war fir déi éischt Juddegesetz an Ungarn.

A wéi ech héieren hunn a gelies hunn, huet e perséinleche Frënd vum Viktor Orbán a Matbegrenner vun där Fidesz-Partei - den Här Zsolt Bayer erkläert: „Ein bedeutender Teil der Zigeuner ist nicht geeignet, unter Menschen zu leben. Sie sind Tiere. Diese Tiere sollen nicht sein dürfen, in keiner Weise. Das muss gelöst werden, sofort und egal wie.“

Do si mer natierlech schon no bäi bei där historischer Period, an där verschidde Leit och hir Referenzen hei huelen.

Ëmsou méi grave ass et awer, dass de Viktor Orbán sech net distanzéiert huet vun deenen Aussoen do bis elo, souwäit ech dat héieren hunn. De Viktor Orbán ass ëmmerhin awer Vizepräsident vun der europäescher Partei vun de Chrëschtlech-Sozialen.

Dofir ass et ëmsou méi begrëssenswäert, dass hei d'Parlament eestëmmeg, wéi et ausgesäit, déi Dokumenter do unhëlt. Ech mengen och, dass een do net soll Vergläicher zéie mat der Situatioun zu Lëtzebuerg. Ech fannen, dass déi mat den Hoer erbäigegu sinn, wann ee gesäit, ëm wat et wierklech do geet; esou kritikabel och verschidde Aspekter vun der Politik zu Lëtzebuerg kënnen sinn. Ech mengen, dat hei ass aussergewöhnlech grave. Dat knäppt un historisch Erënnerungen un - déi, wou och gëlle muss: „Wehret den Anfängen!“, an dat maache mer heimadder.

Merci.

► **M. le Président**.- Merci dem Här Urbany. An elo kritt d'Wuert den Ausseminister Jean Asselborn.

► **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll och dem Här Bettel Merci soen. Ech mengen, déi Debatt passt hei an eist Parlament.

Ech wëll awer vläicht ufänke mat enger Remarque, déi mer eis och als Europäer mussen maachen oder kënnen maachen, dat ass: Bei aller Kritik, déi Europa verdéngt, ass dat heiten awer..., ass d'Europäesch Unioun eng Unioun, wou just mer jo Stärkt beweisen, dass mer kënnen Feeler, déi an anere Länner vun der Europäescher Unioun geschéien, dass mer déi kënnen flagrant uprangeren. Dass mer hei kënnen eng Debatt driwwer maachen, dass mer kënnen eng Resolutioun huele vun der Chamber an déi och dann de Kolleegen an Ungarn zur Verfügung stellen, eis Meenung äusseren, eis Meenung artikulieren, an dat ass e groussen, groussen Mérite trotzdeem, dee mer als Europäer hunn an eiser Unioun.

Ech géif och mengen, dass mer mussen oppassen, wa mer..., d'Thema ass selbstverständlech Ungarn, dass mer nëmme hei eis fokussieren op Länner, déi an der Lescht an d'Europäesch Unioun erakomm sinn.

Ech wëll hei elo kee Land direkt nennen, mä denkt och un d'Grënnerlänner, wou zum Beispill an engem vun deene Grënnerlänner, wou eng ganz schéi Sprooch geschwat gëtt, mä wou eng terribel Konzentratioun vun de Medië stattfonnt huet an nach ëmmer ass. Och dat ass e Punkt a mengen Aen, dee mer also an der Europäescher Unioun, wa mer iwwert d'Fräiheet vun de Medië schwätzen, effektiv mussen uschneide kënnen.

Ech géif och mengen, dass et wierklech, wéi den Här Urbany elo gesot huet, liicht en „nitty-gritty“ ass, wa mer krampfhaft versichen, d'Situatioun an Ungarn elo mat Lëtzebuerg ze vergläichen.

Just ee Punkt, deen, Här President, hei ugeschnidde ginn ass, ech mengen, kee wëllt, an och den Här Biltgen net, selbstverständlech, hei d'Cour constitutionnelle ofschaffen. Wat mer wëllen, dat ass, dass all Geriicht op all Niveau ka kucken, ob ee Gesetz verfassungsméisseg ass oder net, an d'Cour suprême mécht natierlech dann herno eng Koordinatioun vun deenen Décisionen, déi geholl ginn. Dat ass also vill méi déif nach, wéi dat, wat mer elo hunn. Duerfir géif ech lech bieden, dass mer hei awer net op alles sprangen an alles dénigréieren, wa mer wëlle Reforme maachen an eise Land an déi da vergläichen, krampfhaft vergläiche mat der Situatioun an Ungarn.

An Ungarn, Här President, ass d'Situatioun zënter dem Abrëll 2010 fundamental geännert ginn, wéi d'Partei Fidesz eng absolut Majoritéit kritt huet, eng Majoritéit vun zwee Drëttel vun de Stëmme. D'Verfassung ass e puermol geännert ginn. Déi éischt Kéier den 1. Januar 2012, an do sinn dräi Punkte virun allem an der Kritik gewiescht.

Dat eent, dat ass d'Onofhängegkeet vun der ungarischer Zentralbank. Dann déi Geschicht vum Alter vun de Riichter.

► **M. le Président**.- Ech bieden lech, e bëselche méi opmierksam dem Ausseminister nozelauschteren.

► **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères*.- An dat Drëtt, dat ass de Gerichtshaff, also d'Onofhängegkeet vun der Autorité de protection des données personnelles.

D'Mediëgesetz vun 2011, wat jo hei ugeschnidde gouf, meng Weinegkeet, ech hunn deemools wierklech am Dezember 2010 schaarf Kritik geübt, well d'Meenungsausserung ganz staark ageschränkt war mat deem Gesetz.

Der wësst, wat geschitt ass, dass dee Moment d'Kommissioun sech agemëscht huet, dass och d'Ungaren dunn zrëckgaange sinn. Se hunn d'Gesetz nei op de Leescht geholl, an dat wat elo erauskomm ass, theoretisch op jidde Fall, ass konform zum europäesche Recht.

Wat awer d'Applikatioun ugeet vum Mediëgesetz an Ungarn, behalen ech awer Zweifel, ob dat korrekt ass.

De Problem ass deen, Här Bettel, géif ech mengen, dass mer hei net nëmme just dee politesche Contrôle hunn oder de Contrôle, wéi Der dat ugedeit hutt, vläicht iwwer eng nei Procédure, mä mir hu virun allem awer och deen EU-juristeschen oder -juridictionnelle Contrôle, dee jo awer ganz staark ass.

De Moment sinn d'Europäesch Kommissioun grad wéi och de Conseil de l'Europe amgaang ze kucken, all Dispositiounen vun der Verfassung, déi Neierungen ënnert d'Lupp ze huelen. A wann déi Aarbecht ofgeschloss ass, da gëtt décidéiert, ob se den Normen entsprechen, déi Modifikatiounen, oder net. An d'Europäesch Parlament, den Här Félix Eischen huet dat jo och ugeschnidde, de 17. Abrëll, huet eng grouss Debatt iwwert déi Punkten.

Ech wëll hei vläicht och nach kuerz an d'Detailer goen, Här President: d'Onofhängegkeet vun der Ungarescher Zentralbank. Effektiv ass do eng Procédure d'infraction agelaut ginn. An d'Ungare sinn zrëckgaangen op deem Punkt. Firwat si se och zrëckgaangen? Well 15 Milliounen Euro dee Moment och zur Verfügung gestallt goufen, an dat war d'Drockmëttel, fir op deem Punkt Ungarn erëm an de Lot ze kréien.

Dat Zweet, dat ass, do ass eng Procédure, ee Recours en manquement géint Ungarn bei der Cour de justice iwwert d'Autorité de protection des données personnelles. Déi leeft de Moment nach. Déi Prozedur leeft an et muss also ofgeewart ginn. Et gëtt gerechent, dass en Arrêt um Enn vum Joer kéint an och da muss Ungarn Furfir bekennen an dat Gesetz esou änneren, déi Dispositioun vum Gesetz esou änneren, wéi eben dann dee Recours en manquement ausgeet.

Dat Drëtt, dat ass d'Erofsetze vun dem Alter vun de Riichter. Bon, et kann ee soen, dass et normal ass, dass d'Riichter an d'Notairen an d'Procureuren net bis 70 Joer schaffen, mä bis 62 Joer. Mä, den Hannergedanke war kloer, d'Leit vun deem Regime, deen hinnen net gepasst huet, dem Fidesz, sollten allegueren ewech an duerch nei Riichter ersat ginn. Dat war de Punkt, an och do ass d'Regierung zrëckgaangen. Dat heescht, hei huet d'Cour constitutionnelle am Juli 2012 dat Gesetz annulléiert. Dat besteet also net méi, soudass ech awer géif mengen, mat all deenen Aflëss, déi mer och um juridictionnelle Plang hunn an um juristesche Plang hunn, dass do viles konnt erëm réckgäנגeg gemaach ginn.

Mä de System - do hutt Der recht, Här Bettel - ass ëmmer deen nämlechten. Si stëmme Gesetzer, gewéinlech Verfassungsgesetzer, da gi se an Europa an da kréie se an Europa gesot, dat do geet net, an da gi se zrëck. Mä et bleift ëmmer eppes hänken do dovunner a se behalen ëmmer do een Avantage, dee se eigentlech wollte vu vireran hunn.

Dat anert, dat ass déi Geschicht vun der Presidentin vun ungarischer Office national de la Justice. Dat wier eng Persoun gewiescht, natierlech aus dem Regime vum Fidesz, déi dann eigentlech een onheemleche Pouvoir gehat hätt, fir all Décisionen, déi d'Justice uginn. Och hei gëtt nokontrolléiert vum Conseil de

l'Europe an och vun der Kommissioun, ob dat doten a Concordance ass mat der Europäescher Gesetzgebung. Wann net, da gëtt eng Prozedur agelaut.

Här President, an der Verfassungsännerung elo vun 2013 si ganz komesch Saachen dran. Zum Beispill steet do dran, dass Studenten, déi eng Bourse kréien, déi d'äerfen Ungarn net verloosse während e puer Joer, wa se eng Bourse kréien. Ass dat kompatibel mat der Libre circulation des travailleurs oder vun der Liberté d'établissement? Dat muss analyséiert ginn.

Da steet dran, dass keng Publicité politique d'äerf gemaach ginn an de private Medien. Dat gëtt et och an anere Länner, an enger Form, mä hei huet dat, wéi an Ungarn ëmmer - an Dir hutt et gesot, Här Eischen -, ëmmer Caractère constitutionnel. Dat heescht, et kann nëmme geännert gi mat enger Zweek-Drëttel-Majoritéit do derno.

D'Réglementatioun iwwert d'Sans-abri, do steet dran, an der Constitutioun, dass Leit kënnen expulséiert gi vun engem Lieu public wéinst Ordre-public-Verstoussen, d'Sécurité publique net respektéieren, d'Santé publique net respektéieren oder d'Valeur culturelle. Dat heescht, wann een d'Valeur culturelle vun Ungarn net respektéiert, da kann een effektiv erausgehäit ginn.

D'Liberté d'expression, do steet dran, dass en cas de violation de la dignité humaine d'un individu, de la dignité de la nation hongroise, also d'Dignitéit vun der Nation hongroise, déi net definéiert ass, doropshi kann een zum Beispill ënnersot kréien, sech an de Medien auszedecken.

Dat heescht, Dir gesitt, dat do si Punkten, déi extrem déif ginn a grave sinn, an ech soen lech als Ausseminister, wann een an Asien ass oder a Latäinamerika oder an Afrika an et gëtt ee gefrot iwwert d'Wäerter vun der Europäescher Unioun an et seet een, dass mir wierklech opbauen op Wäerter, déi mer allegueren kennen, da kann een emol d'Fro an de Kapp gehäit kréien, ob mer net mat „double standards“ operéieren, ob mer net hinnen eppes anescht priedege wéi dat, wat an Europa praktizéiert gëtt.

An duerfir géif ech mengen, dass et extrem wichteg ass, dass och eist Parlament..., a mir maachen dat och am Conseil. Ech muss zwar soen, dass am Conseil och a Saache vum Artikel 7 et immens schwéier ass, fir do zu Chouer ze kommen. Den Drock gëtt vun der Kommissioun gemaach. Dir wësst, dass d'Kommissioun d'Aufgab huet, fir effektiv d'Traitéien ze respektéieren. Mä ech mengen, hei muss och een Débat - et ass dës Kéier d'Europäesch Vollekspartei, et kéinten och aner politesch Parteei sinn, wann ech zum Beispill un, dat muss ee soen, u Rumänien denken, sinn et éischter d'Sozialdemokraten, déi als Famill och mussen Drock maachen op déi Länner, dass hei wierklech dat, wat Europa kennzeechent, nämlech seng Wäerter, dass déi net mat de Féiss gerannt ginn.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. le Président**.- Merci dem Här Ausseminister.

Domadder wär dës Punkt ofgeschloss a mir kéimen zur Ofstëmmung.

### Résolution 1

Fir d'Éischt hu mer hei eng Resolutioun, déi vum Här Bettel eragin ass, iwwert déi mer ofzestëmmen hunn. Ech mengen, hei herrscht grouss Unanimitéit, soudatt mer déi à main levée kënnen ofstëmmen.

### Vote sur la résolution 1

Wien ass mat där Resolutioun d'accord? Dat schéngt mer d'Unanimitéit ze sinn.

### Motion 1

Da géif ech lech Merci soen, an ech mengen, eppes wat ähnlech wär, et wär richtig, fir d'Motioun och à main levée kënnen ofstëmmen.

### Vote sur la motion 1

Wien ass mat där Motioun d'accord? Dat schéngt mer och d'Unanimitéit ze sinn.

Da géif ech lech Merci soen, an domadder wär, wéi gesot, dës Punkt definitiv ofgeschloss a mir sinn dann och um Enn vun eiser Sitzung ukomm. D'Chamber kéint muer um zéng Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehewen.

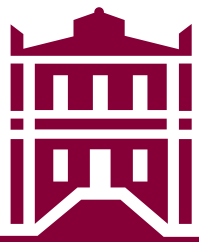
(Fin de la séance publique à 17.24 heures)

# Chamber aktuell

Chamber TV vous propose tous les lundis entre 20.00 et 22.00 heures les moments forts de l'actualité parlementaire.

L'émission est rediffusée du mardi au vendredi de 20.00 à 22.00 heures, à l'exception des jours de séance.





## Sommaire

Déclaration de politique générale sur l'état de la nation de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État

- M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État; M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; Mmes Marie-Josée Jacobs, Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, François Biltgen, Mars Di Bartolomeo, Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler, Nicolas Schmit, Mmes Octavie Modert, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Marco Schank, Romain Schneider et Etienne Schneider, Ministres.

**(Début de la séance publique à 10.00 heures)**

► **M. le Président.** - Ech maachen d'Sitzung op. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Neen, Här President.

► **M. le Président.** - Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, mir héieren haut de Moien d'Deklaratioun vum Premierminister Jean-Claude Juncker zur Lag vun der Natioun. Ech wollt lech drop hiweisen, datt des Deklaratioun an der Gebärdesprooch iwwersat gëtt a wollt den Här Premierminister dowéinst bieden, e bësse méi lues ze schwätzen.

**(Hilarité)**

Här Premierminister, Dir hutt d'Wuert.

## Déclaration de politique générale sur l'état de la nation de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, näischt ass méi, wéi et war. Et ass net alles anescht ginn, mä villes huet sech geännert a munches huet sech verännert. Awer Saache muss sech änneren, soss gëtt alles anescht.

Et ass ni lücht ze regéieren. Et gesäit just heiansdo esou aus. Déi, déi schonn eemol regéiert hunn, déi wëssen, datt et emol méi lücht an emol méi schwéier ass. Mä ganz einfach ass et ni.

De Moment ass et besonnesch schwéier. D'Regieren ass extra schwéier ginn - grad an engem klengen Land, dat d'Achse vun der Welt net réajustéiere kann -, well eist Jorhonnet an engem Moment ukomm ass, wou een deen nächste Moment net richtig gesäit. Al Gewësseheete klappen zesummen: Den Dram vum konstanten, vum kontinuierleche Wuessstum, deen ass ausgedreemt, d'europäesch Integratioun verléiert un Tempo, un Intensitéit a verléiert sech an nationalen Niewen- an an nationale Sakgaassen.

Nei Konflikter entstinn. Déi eng, wéi de Konflikt op der koreanischer Hallefinsel, wuessen op dem Buedem vun enger Geschicht, déi ni ganz ausgedroe ginn ass. An déi aner brieche vun haut op muer aus, wéi d'Geraibers am Mali oder wéi dat net ëmmer geschéckent Taaschten no Demokratie an Nordafrika weisen. All des Virgäng belauschten och eis Wierklechkeet, déi en plus de Wierkungen an den Nowierkunge vun där globaler a kontinentaler Wirtschaftsa- a Finanzkris net aus de Féiss kënn.

Déi allgemeng Veronsécherung gëtt heiheim duerch eng hausgemaachte Vertrauenskris an d'Institutiounen vun eisem Stat verstärkt. Et muss ee blann an daf sinn, fir net ze mierken, datt vill Leit eenzel Institutiounen fir net iwwer all Zweifel erhebe spieren. Mir hu keng Statskris, mä et kriselt am Stat. D'Bommeleeräffär an hir Opklärungsämstänn, d'Affär em de Geheimdängscht an dat partiell Feelverhale vun e puer vu senge Mataarbechter hu Vertrauen zerstiëert.

Et gëtt dacks vun „Statsaffären“ geschwat. Ech wëll mech do mam Kommentéieren zréckhalen. Spekulationen a Mutmaassungen bréngen eis net virun. Déi iwwerloossen och aneren. Mä erlaabt mer, lech iwwer de Stat selwer eppes ze soen.

Am Stat lafen d'Ambitiounen vun engem Land zesummen. De Stat organiséiert d'Emsetze vun den Aspiratiounen vun der Natioun. Hien ass zoustänneg fir de konkreten Oflaf vun all senge Funktiounen. Hien ass net kompetent fir dat, wat schiffléift, ze verstoppen, zouzedecken an ze vertuschen. En däerf sech duerch säi Behuelen och net dem Verdacht aussetzen, d'Statsorganer géife vertuschen, zouzedecken, verstoppen, a si géifen dat souguer bewosst maachen. De Stat verléiert seng Kredibilitéit - an déi ass essentiell fir den nationalen Zesammenhalt -, wann e seng Organer do schützen an decke géif, wou des géint Statsinteresse verstoussen.

D'Statsraison, dat ass e seltent Gutt a mat dem däerf ee kee Schindluder driewen. Vun der Statsraison gëtt dacks geschwat, mä et gëtt se nëmme ganz seelen. Ech sinn hir nach bal ni begéint. A wann een hir begéint, muss een, wann d'Grënn fir d'Statsraison eriwuer sinn, erklären, firwat datt et zu engem bestëmmte Moment Grënn fir d'Statsraison gi sinn.

D'Bommeleeräffär huet näischt mat Statsraison ze dinn. Mä op eng bestëmmten Aart a Weis dach awer ganz vill: D'Statsraison wëllt nämlech, datt d'Bommeleeräffär opgekläert gëtt.

Déi, déi regéieren, sinn der Kredibilitéit an der Irréprochabilitéit vum Stat a besonneschem Mooss verflücht. Dofir hunn d'Ministere sech e Verhalenskodex ginn, an ech si frou, datt d'Chamber déiselwecht Exigenzen an Normen an hiert Regelwierk wëllt ophuelen.

Dofir huet d'Regierung e Gesetzesprojet iwwer den Zougang zur öffentlecher Informatioun virgeluecht. Dee Gesetzesprojet huet Kritik provoziert, an natierlech, wéi kéint et och anescht sinn, ass de Statsminister beschëllegt ginn, hie wëllt mat dem Gesetz den Accès zur Informatioun blockéieren a boikottéieren.

Dee Gesetzesprojet ass e Projet vun der Regierung. Ech hunn en an hirem Numm heibanen deponéiert. Ech stinn zu deem Projet, mä ech si bereet, d'Informationspflicht vum Stat méi breet unzegoen, wéi de Projet dat mécht. Wann Dir als Chamber Är Aarbechten an déiselwecht Direktioun orientéiert, da sinn ech Ären Alliéierten. Dir bréngt et manifestement besser fäerdeg wéi ech, déi méi zréckhalend Ministere vun der Richtigkeet vun enger flächendeckender Transparenz ze iwwerzeegen, a wann Der se an Är Kommissiounen invitéiert, da bréngt Der et ouni all Zweifel fäerdeg, hir Argumenter ze widderleeën.

Well d'Kredibilitéit an d'Irréprochabilitéit wichteg sinn, wäerte mer d'Chamber mat enger Reform vum Geheimdängscht befaassen. De Regierungsprogramm gesäit des Reform iwwer sengs vir. D'Chamber bereet des Reform mat vir. Si muss de Perimeter vun de Geheimdängschtaktivitéite kloer ofstiechen a seng politesch a parlamentaresch Kontroll verstärken.

Dës an aner Initiative sollen d'Vertrauen an de Stat ennermauern. Bei all deem därefer mer nämlech net vergiessen, datt een d'Vertraue lues a lues, drépsweis gewënnt. Et verléiert een et vill méi séier! Et verléiert een et vill méi séier, wéi een et opbaut, net Dréps fir Dréps, mä liter- a fudderweis.

Här President, näischt ass méi, wéi et war.

D'öffentlech Finanzen sinn och net méi déi al. Verglach mat deene vun eisen Nopeschlänner si se nach zolidd. Mä si wackelen, wann ee se mat fréier vergläicht. Also muss mer se restabiliséieren.

Dat ass net einfach an enger Zäit, wou eng Wirtschaftsprognos déi aner jot an des sech am Laf vun engem Joer méi wéi widersprechen. Et gëtt net nëmme de Spread vun den Zën-

sen, et gëtt leider Gottes och de Spread vun de Prognosen. Ech begéinen hinnen dofir mat engem Mësstrauen, wat wüsst, a loosse mech vun den Estimatiounen, déi dauernd wiesselen, och net iwwerméisseg nervös maachen.

Den Op an Of vun de Prognosen a vun den Estimatiounen, dee war am Joer 2012 op eng extra Aart a Weis beandrockend. Wéi mer de Budget fir dat Joer opgestallt hunn, fir d'Joer 2012, si mer vun enger Croissance, déi vun der Europäescher Kommissioun fir d'Eurozon virausgesot gi war, vun annerhallwem Prozent ausgaangen. D'Joresresultat an der Eurozon am Joer 2012 war awer e Wuesstumsminus vun 0,6%, bal dräimol méi schlecht wéi prognostizéiert.

Bei der Ausschaffung vum Lëtzebuurger Budget hu mer op eng previsibel Croissance vun 2% heiheim gesat. Zwëschenzäitlech, am Laf vun Joer 2012, hunn national an international Prognostiker gemengt, si kéint, déi Croissance, op 1,1% eroffalen. Duerno hu se hir Aschätzung op e Plus vun 0,5% ugehewen.

Haut wësse mer, datt eis Wirtschaft trotz engem gudde véierte Quartal am Joer 2012 nëmme ee klengen Sprong vun 0,3% no vir gemaach huet. D'Estimatioun war e Plus vun 2%, d'Resultat e Plus vun nëmme 0,3%. De Finanzminister an d'Regierung, déi vun eenzelne Säiten ëmmer erëm virgeworf kréien, iwwer d'Moosse pessimistesche ze sinn an dat bewosst wëllen ze sinn, waren also fir d'Joer 2012 däitlech ze optimistesche, mä si waren dat onbewosst.

Wann een dem errateschen Danz vun de Prognosen nokuckt, da gëtt et engem dronken. Dronke gëtt et engem och, wann een an deem Budgetszuebballet, dee sech zwielef Méint dréint an dréint, wann een an deem Ballet muss matdansen, ouni de Schrëtt ze verléieren.

Erënnert lech: De Budgetsprojert fir 2012 hat e gesamtstaatlechen Defizit vun 330 Milliounen - ass gläich 0,7% vum PIB - virgesinn. An en hat den Defizit vum Zentralstat op 1.143 Milliounen ageschat, 2,6% vum PIB. D'Zuelen an den éischte Méint vum Joer 2012 hunn eis am Abrëll derzou bruecht, d'gesamtstaatleche Defizitaschätzung op 805 Milliounen, 1,8% vum PIB, an am Oktober op 860 Milliounen, 2% vum PIB, unzehiewen. Den Defizit vum Zentralstat huet sech bei der Opstellung vum Budget 2012 op 1.143 Milliounen belaf, am Abrëll ass en op 1.470 Milliounen, 3,1% vum PIB, an am Oktober op 1.640 Milliounen estiméiert ginn, 3,8% vum PIB. Et war, fir de Kapp ze verléieren!

Mä de Finanzminister huet Gott sei Dank keen Torticolis kritt an e kloer Bléck behalen. En huet et fäerdegbruecht, de gesamtstaatlechen Defizit op 359 Milliounen - ass gläich 0,8% vum PIB - ze begrenzen, statt op 2%, wéi an engem bestëmmte Moment gefaart. Den Defizit vum Zentralstat konnt bei 1.157 Milliounen, 2,6% vum PIB, gestoppt ginn, statt eréischt, wéi ee Moment an Aussicht gestallt gi war, bei 3,8% vum PIB. No all deem Hin an Hier, no deem incroyablen Slalomlaf duerch d'Joer 2012, huet den Ofschluss vum staatleche Finanzgebaren - trotz deem net prognostizéierte Wuesstumsabroch vun 2% op 0,3% - sech ganz no bei deenen Zuelen opgehale, déi mer am Oktober 2011 fir d'Joer 2012 heibanne virgeluecht haten.

Ech muss eppes drénken, entschëllegt. Ech weess zwar net, wéi dat an der Gebärdesprooch iwwersat gëtt, Här President, mä et gesäit een et jo.

**(Hilarité)**

Ech widderhuele mech: Am Oktober 2011 si mer vun engem Totaldefizit vun 330 Milliounen ausgaangen, wat 0,7% vum PIB sinn. D'Resultat beleeft sech op 359 Milliounen, 0,8% vum PIB. Am Oktober 2011 si mer vun engem zentralstaatlechen Defizit vun 1.143 Milliounen fortgaangen, 2,6% vum PIB, fir op e Minusofschloss vun 1.157 Milliounen ze kommen, punktgenau 2,6% vum PIB.

Mir sinn also genau an där Zon gelant, wou mer d'Landung programméiert haten. Trotzdem, de gesamtstaatlechen Defizit ass vun deenen 0,7%, déi mer am Oktober 2011 virausgesat haten, op ee vun 0,8% am Dezember 2012 an d'Luucht gaangen. Mä weist mer een anere Budget an der Eurozon, deen trotz dramatescher Wirtschaftswuesstumsdifferenz téscht den initialen Hypotheesen an der effektiver Entwécklung esou wéi eisen an der Bunn gehale ginn ass. Dir braucht en net ze sichen. Et gëtt en net!

D'Finanzresultater vum Joer 2012 si besser wéi déi vum Joer 2010, mä si si méi schlecht wéi

déi vum Joer 2011: 0,7% géint 0,2% fir de Gesamtstat, 2,6% géint 2,4% fir den Zentralstat. Mir haten 2012 e Finanzlach vun 1.157 Milliounen am Zentralstat. Suen, déi mer mussen léine goen. Des Verschlechterung, déi ech elo beschriwwen hunn, déi riskéiert, an de Joren 2014, 2015 an 2016 leider virunzegoen, wann een dann de Prognose gleewe kann. Et muss ee se net gleewen, mä et muss ee vun hinnen ausgoen.

ler ech mech mat de Prognose fir déi nächst Jore beschäftegen an lech déi bekannt maachen, wollt ech lech mat e puer Iwwerleeunge kënneg maachen, déi lech zwar misste geleefeg sinn, mä déi et awer zwéngen, a kompakt Erënnerung geruff ze ginn.

D'Leit froe sech dacks, wat de Stat mat hire Sue mécht. A well se dat net genau wëssen, gleewe se nawell ganz gären deenen, déi hinnen erzielen, de Stat bräicht ze vill Sue fir sech selwer an e géif net an d'Zukunft investéieren. Si gesinn, datt ënnert dem Stréch eng déck Milliard feelt, an doriwwer résele se heiansdo de Kapp. Wann een awer net nëmme e quantitative Bléck ënnert de Stréch werft, mä e qualitative Bléck op dat werft, wat iwwer dem Stréch steet, da stiechen engem déi Milliarden an d'An, déi der Virbereedung vun der Zukunft dengen.

Vun 2009 bis 2013 inklusiv gëtt de Stat 62 Milliarden Euro aus. Des Zomm enthält en Zukunftsblock, vun deem ech soen, datt en impressionnant ass.

Esou loosse mer der Schoul - der Zukunftsfabrik par excellence - 9,7 Milliarden Euro zoukommen. 9,7 Milliarden Euro fir d'Schoul, ouni d'Käschte fir hir annexe a konnex Aktivitéiten. Op der Bildung kënnen an därefer mer och an den nächste Joren net spueren. De Budgets-poste fir d'Schoul, dee kann een net ofsenken.

Esou investéiere mer an der Period 2009-2013 aacht Milliarden; aacht Milliarden, wann een déi direkt an déi indirekt Investissementer beieeneleet. Et wier keng falsch Politik, wa mer des Investissementer, vun deene jo och déi nächst Generatiounen profitéieren, integral iwwer Scholdenophuele géife finanzéieren. Mir huelen awer bis Enn 2013 nëmme ronn - nëmme ronn - fënnel Milliarden Euro Emprunt op, investéieren also méi, aacht Milliarden, wéi mer eis verschelden, fënnel Milliarden.

Mir investéiere vill, am Schnëtt Joer fir Joer 3,8% vum PIB. An der Moyenne ginn d'Eurostaten awer nëmme 2,3% vun hirem PIB fir Investissementer aus. Wa mer hinnen et géifen nomaachen, da kéinte mer zack, zack 500 Milliounen Euro d'Joer spueren. Wa mer et géife maache wéi déi Däitsch - si ginn nëmme 1,1% fir Investissementer aus -, da kéinte mer souguer eng Milliard spueren, dann hätte mer keen Defizit méi. Mä da géife mer haut spueren, mä muer ee Stéck Zukunft verléieren.

Esou bezuele mer, wann ee sech mat den Elementer vum Zukunftsblock beschäftegt, iwwer de Budget, dat heescht iwwer d'CNPF, 5,3 Milliarde familjepolitesch Leeschtungen. Eis Kanner sinn eis Zukunft, gëtt dacks gesot. Mir loosse eis déi Zukunft eppes kaschten.

Esou hu mer vun 2009 bis 2013 der Recherche hei am Land 1.245 Milliounen Euro öffentlech Gelder zoufëllese gelooss, 250 Milliounen Euro am Joer. Eise resoluten Zukunftsweillen huet eis souguer am décke Krisejoer 2010 net verlooss, well am Budget 2010 sinn d'Kreditter fir d'Fuerschung ëm 21% geklommen. Keen anert Land huet seng Fuerschungsausgaben an der Krisenzäit esou ausgebaut wéi mir. Von 2004 bis 2008, also an där leschter Legislaturperiod, huet de Fuerschungsbudget 592 Milliounen Euro bedroen, 118 Milliounen d'Joer, zweemol manner wéi déi lescht fënnel Joer. D'Fuerschung weist de Wee an d'Zukunft a mir därefer dee Wee och net verloossen.

Esou hu mer, Här President, téscht 2009 an 2013 der Uni Lëtzebuerg insgesamt 515 Milliounen Euro zur Verfügung gestallt, 100 Milliounen d'Joer. Am Krisejoer 2010, vun deem ech scho geschwat hunn, hu mer de Budget fir d'Universitéit ëm 19,1% ugehewen. Keen anert Land huet an der Kris esou en Effort gemaach. Am Géigendeel: D'Budgete fir d'Universitéite falen iwwerall. An der leschter Legislaturperiod krut d'Uni 202 Milliounen zugewisen, 40 Milliounen d'Joer géint 100 Milliounen Euro pro Joer zanter 2009. 100 Milliounen elo, 40 Milliounen an där Period virdrun: Den Unisbudget gouf also och verduebelt, grad ewéi dee vun der Fuerschung.

Firwat soen ech lech dat? Firwat erënneren ech un e puer Saachen, déi iwwer dem Stréch stinn? Well ech lech an de Leit wëll weisen, datt



mer och an der Kris d'Zukunft preparéiert hunn, an net, wéi dat vun Zäit zu Zäit behaupt gëtt, blann an ouni Verstand gespuert hunn.

Hätte mer ouni Verstand wëlle spueren, dann hätte mer pro Joer 500 Milliounen Euro Investissementen manner gemaach, mir hätten d'Fuerschung an d'Uni an dës Period net esou behandelt, wéi mer se behandelt hunn. An dann hätte mer duerch d'Gläichbehandlung vun der Recherche an duerch d'Gläichbehandlung vun der Uni eleng op deenen zwee Posten 190 Milliounen Euro gewonnen. Énnert dem Stréch: 500 Milliounen Euro Investissementen manner wéinst dem Duerchschnitt an der Eurozon an 190 Milliounen fir d'Uni a fir d'Recherche. Énnert dem Stréch hätte mer dann e Budgetdefizit vu 690 Milliounen manner. Iwwert dem Stréch awer hätte mer dat Falscht gemaach, well mer op d'Käschte vun der Zukunft gespuert hätten.

Här President, ech hu virun e puer Minutte gesot, d'Finanzperspektive géife sech opgrond vun de Prognosen, déi eis virleien, weider verschlechteren.

Wéi gesinn déi Prognosen aus?

Eis Wirtschaft - ech widderhuele mech - ass 2012 ëm 0,3% gewuess. Dat ass e schwach Wuesstum, dat weist, dass mer nach laang net iwwert de Bierg sinn. Mir sinn 2013 net méi räich wéi mer et 2008 waren. Mir trëppelen zanter fënnf Joer op der Plaz. Aner Länner sinn 2012 no hanne gaangen, Holland zum Beispill: 0,6%; déi gesamt Eurozon hat ee Minuswuesstum vun och 0,6% am Joer 2012.

Et ass dervun auszogoen, dass d'Eurozon am Joer 2013 an der Rezessioun stieche bleift. E Wuesstumsrepli, ee Minus vun 0,3% gëtt hir virausgesot. Fir 2014 gëtt da mat engem Plus vun 1,4% gerechnet a fir 2015 an 2016 mat engem Plus vun 2% respektiv 1,6%.

Ech halen dës Zuele fir relativ optimistesesch. Si kënnen, wann iwwerhaupt, nëmmen dann erreecht ginn, wa mer deene Länner, déi sech an engem europäeschen Uppassungspang bewegen, méi Zäit fir d'Erreeche vun hiren Adjustementsobjektiver zougestinn. D'Leit a Griichenland, op Zypern, a Portugal a soss do-ruechter packen deen aktuelle Konsolidierungsrhythmus net méi. Een ze extreemt Konsolidéieren an de Programmänner an anere Staten, déi divergéieren, wéi Frankräich zum Beispill, an e stuert Festhalten un den Adjustementsprogrammer géif d'Croissance ofwiergen. Déi Objektiver, déi gesat goufen, bleiwe richtig, an déi Objektiver mussen och erreecht ginn.

Vun 2008 op 2013 ass d'öffentlech Schold an den Eurostate vu 70,2% op 95,1% ugeklommen. Et ass kloer, dass se muss zréckgedréckt ginn, awer net an deem séiere Rhythmus wéi geplangt. D'Lëtzebuurger Regierung setzt sech fir eng Tempodrosselung vun den Adjustementsprogrammer an de Kriselänner an. Wann dat net geschitt, da kënn et zu enger sozialer Explosioun do, an duerno och hei. Schonn haut besteet d'Eurozon net, wéi mer mengen, aus 17 Memberstater, mä effektiv aus 18: déi 17, déi den Euro hunn, an deem 18. Stat, deen dat Land ass, an deem déi 19 Milliounen Aarbechtsloser wunnen.

2013 bleift d'Croissance zu Lëtzebuerg - fir et frëndlech ze soen - phlegmatisch. Eise PIB schéngt nëmmen ëm 1% am Joer 2013 kënnen ze klammen an net 1,7%, wéi nach beim Vote vum Budget am Dezember gemengt ginn ass. Mä 2014, 2015 an 2016 gi Realwuesstumszuele vu respektiv 2,3%, 1,9% an 3,8% erwaart.

Den Emploi géif 2013 mat 1,6%, 2014 mat 1,2%, 2015 an 2016 mat 2,2% expandéieren. De Chômage géif am Joer 2013 6,7% ausmaachen, an der Lëtzebuurger Aart a Weis, fir de Chômage ze berechnen, fir dann 2016 op 6,4% erofzuegen.

Dat verfügbar Akommes vun de Leit, wat mer op Lëtzebuergesch den „Revenu disponible“ nennen, géif 2013 ëm 1,3% an an deenen dräi Joer duerno ëm 2% an d'Luucht goen. D'Inflatioun wäert 2013 1,8% bedroen an an deene kommenden dräi Joer ënner 2% bleiwen. Wann den Indexautomatismus am Joer 2015 reaktivéiert gëtt, da géif déi nächst Indexbranche, no där vum Oktober 2014, am Juni 2016 erfalen.

Déi europäesch an déi national Prognosen, déi mussen mer uräicheren duerch eng Rei vun externer makroökonomescher Donnéeën, déi fir all d'Euroländer déiselwecht sinn. All Euroländer schaffen op der Basis vun enger konstanter Uelechpräis- a Wiesselkursentwécklung Dollar/Euro iwwert den Zäitraum 2014-2016. Si tabuléieren hir Finanziiwwerleeungen op eng graduell Augmentatioun vun de kuerz- a laangfristegen Zënse vun 2014 un an op eng „Normaliséierung“ vun de Verhältnissen op de Finanzmärter, in concreto vun engem Uklamme vum EuroStoxx 50 vu 4,7% am Joer 2014, vun 12,9% am Joer 2015 an 9,8% am Joer 2016.

Compte tenu vun deene Prognosen, Estimatiounen, Hypotheesen entwéckelen d'öffentlech Finanzen sech an eng Richtung, déi esou ass, dass mer se mussen ëmdrënen.

Ee kuerze Rappel fir d'Éischt: D'Gesamtöffentlich Finanzen schléissen 2012, ech hunn et gesot, mat engem Gesamtdefizit vu ronn 360 Milliounen of - 0,8% vum Bruttoinlandsprodukt. Den Zentralstat schléisst mat engem Defizit vu ronn 1.150 Milliounen Euro oder 2,6% vum PIB of. Nom Vote vum Budget 2013 beleeft den Negativsaldo beim Gesamtstat sech op 340 Milliounen - 0,7% vum PIB - an op ronn 1.025 Milliounen am Zentralbudget, ass gläich 2,2% vum PIB. Dës Resultater, déi fir d'Joer 2013 haut ze erwaarde sinn, déi si besser wéi déi vun Joer 2012, haaptsächlech well mer fir 2013 ee Konsolidéierungspak vun iwwer 900 Milliounen Euro opgeluecht haten.

Énner Berücksichtigung vun der inévitable Tatsaach, dass vum 2015 un d'TVA-Recette op dem elektronischen Handel ronn 700 Milliounen Euro ofhuele wäert, a wann een des Weidere géif unhuelen - wat ech net maachen -, d'Politik géif genau déiselwecht bleiwen ewéi haut, da wier de Profil vun de Statsfinanzen net schéin unzuekucken. 2014 hätte mer dann een totale Minus beim Gesamtstat vun 1,3%, a vun 2,6% beim Zentralstat. 2015 wieren dat 3% respektiv 4,1% an 2016 hätte mer e gesamtstaatlechen Defizit vun 2,8% an en zentralstaatlechen Defizit vun 3,7%.

Dës Zuele weisen - an hir Evolutioun weist et och -, dass mer d'Zil, d'Gesamtfinanzlag bis 2014 an den Équilibre ze bréngen, net erreeche kënnen. Dat ass haaptsächlech op dat extrem schwach Wuesstum zréckzeféieren.

An de kommenden dräi Joer beweegt d'Croissance sech awer däitlech no uewen. Mir mengen dofir, dass mer gutt Chancen hätten, de gesamtstaatlechen Équilibre fir fréistens 2016 a späitstens 2017 ze packen. Mir packen en awer nëmmen, wa mer vum 2015 un déi TVA-Recette, déi am Beräich vum E-Commerce ewechbrécht, duerch eng Augmentatioun vun eisen TVA-Sätz kompenséieren.

Mir hunn déi niddregsten TVA-Sätz an Europa. Si hu vun 1993 un net méi bougéiert. Mir sinn dat eenzeg Land an Europa, dat d'TVA esou laang agefruer hat. Mä 2015 wäert de Moment komm sinn, fir se unzehiewen, awer ëmmer esou, dass mer déi niddregsten TVA-Sätz an Europa behalen. Et recommandéiert sech, dës TVA-Reform an eng méi breet Steierreform anzekleeden, déi eis Tarifstruktur esou ëmbaut, dass déi sougenannte Mëttschicht - ee schrecklech Wuert, wéi ech fannen - net penaliséiert gëtt. Mä virun 2015 bleift alles esou, wéi et ass. Et wier nämlech net klug, am aktuelle konjunkturellen Émfeld d'TVA-Struktur ze reartikuléieren.

Mä fir d'Finanzen vum Gesamtstat ze équilibréieren an den Defizit vum Zentralstat ze diminuéieren, brauch et méi wéi eng nei Ausrichtung vun der TVA. Mir mussen an de Joren 2014, 2015 an 2016 weider konsolidéieren.

Weider konsolidéieren: Dat ass lichter gesot an et ass schwéier ze maachen. Et wier lichter ze maachen, wann ee sech et wéilt lichter maachen. Il n'y a qu'à...! Dat gesäit een um Beispill, dass ech lech elo éinescht ginn hunn. Mir kéinten d'Investitioun vum Stat, déi direkt an déi indirekt, ëm 500 Milliounen Euro ofsenken, fir se op den Niveau vum Duerchschnitt vun der Eurozon ze bréngen. Mä da géif een, géif een dat elo maachen, d'Wuesstum schaarf ofbremsen an d'Zuel vun de Failliten, déi géif explodéieren. An dofir maache mer dat net. Mir beschränken eis drop, fir den aktuellen Investitiounsvolumen nominal ze stabiliséieren. Mir wäerten investitiounspolitesch verstärkt mat der Europäescher Investitiounsbank zesummeschaffen. Dat verspricht eis Investitiounsprojete méi bëlleg ze maachen.

D'Kreditter fir d'Recherche, fir d'Innovatioun a fir d'Uni mussen weider wuessen, mä ech wëll haut soen: Si kënnen net virufueren, zweestelleg ze wuessen.

Wann ee sech et lichter wéilt maachen, da kann een de staatleche Bäitrag zur Finanzéierung vun eise soziale Versécherungssystemer - dee mécht 45% vun de Recette vun deemselwechten aus - op den Niveau vun eisen Nopeschlänner erofzéien - dee mécht 33% aus. Da géife mer net 10,5% vun eise PIB, mä nëmme 7,8% vun eise PIB fir d'Finanzéierung vun eise soziale Versécherungssystemer opbréngen mussen. Erspuernis: eng Milliard! Eng Milliard manner Defizit am Zentralbudget. Mä logescherweis misste mer jo déi Milliard duerch méi héich Cotisatioune vun de Patronen an den Assuréeen ersetzen. Da wier eis Kompetitivitéit am Eemer. Stättdesse wéille mer d'Cotisatioune, déi op de Betriber leien, bis 2016 op hirem aktuellen Niveau stabiliséieren.

Et kann een d'Fonctionnementskäschte vum Stat weider drosselen. Dat maache mer och. Dat hu mer och an deene leschten zwee Joer

gemaach. Mä vill Sputt bleift no deenen Efforté vum de leschte Joren net.

Mir sinn amgaang, déi finanziell Hëllef fir de Logement op hir Effektivitéit hin ze iwwerpräiwen. Hei gëtt et Aspersionsméiglechkeeten, déi et fir d'Zukunft ze notze géllt. Fir d'Zukunft, net fir d'Bénéficiaire vun deene Moosnamen, déi haut lafen. D'Bonification d'intérêt gëtt ofgeschaaft. En plus menge mer, dass eng méi staark Besteuerung vun de Plus-valuen, déi op den Terraine realiséiert ginn, ugesot ass.

Am Sozialberäich mussen mer, doduerch dass mer festgefuere ideolesch Barrieren iwwersprangen, déi Leechungen op de Métier huelen, déi no jéngster Jurisprudenz verstärkt an den Export mussen goen. Net alles, wat juristesche stéckhalteg ass, ass materiell a sachlech nozevollzéien. Och hei kënn et zu Aspersionen.

Mir mussen eis och d'Finanzéierung vun der Fleegeversécherung nei ukucken. Et kommen all Joer vill Bénéficiaire bäi. Dat ass net verwonderlech bei eiser demografescher Struktur. D'Käschte klammen, mä mir wëllen d'Qualitéit vun der Fleege bäibehalen. Mä mir mussen hire Coût nees an de Griff kréien, entweder duerch d'Agrenze vum Uklamme vun de Prestatioune-käschten, oder awer, falls dat net geet, duerch eng Erhéijung vun den Assuréeen hire Cotisatioune, ouni awer dass d'Finanzlaascht fir de Stat dobäi zouhëlt.

Mir waarden op een Uerteelssproch vum Europäesche Gerichtshaff a Saache Studenteboursser a mir wäerten déi am Licht vun deem Arrêt a mat klorer Aspersionabsicht reformuléieren.

Mir wäerten d'Préretaire-solidaritéit op en Enn féieren an d'Aide au réemploi verschlanken.

Mir wäerten derfir suergen, dass déi Kritären - déi iwwregens nach mussen genee iwwerkuckt ginn -, no deenen den Innenministère seng Subsidien un d'Gemengen organiséiert, och vun allen aneren Departementer applizéiert ginn.

Bref, et muss weiderhi Fouss bei Mol gehale ginn, op alle Pläng. Am Budget 2014 wëlle mer op d'mannst 250 bis 300 Milliounen Euro konsolidéieren. Wann ech soen: „op d'mannst“, dann ass de Wunsch de Papp vun Gedanken. Mir wäerten en fait 250 bis 300 Milliounen konsolidéieren. Mir mussen d'Defizit fir 2014 par rapport zu deene vun 2013 erofkréien. A mir mussen 2016 a späitstens 2017 de gesamtstaatlechen Équilibre realiséieren an dofir grouss Konsolidéierungstrengungen 2015 an 2016 och nach maachen.

Da sti mer, géif déi Trajectoire opgoen, späitstens 2016, 2017 - finanziell betruuecht - erëm do, wou mer 2005 stoungen. An ech hunn deen Opruff an deene leschten Deeg vun e puer Leit héieren, dass misst d'Zil vun der Politik sinn. D'Zil allgemeng heescht: null Defizit am Gesamtstat, een Defizit vun ënner 1% am Zentralstat. Deen Defizit vun 1% am Zentralstat ass dann erëm am Licht vun deem Investitiounsvolumen ze gesinn, deen op d'mannst an deene Joren 2017, 2018 3% vum PIB erwaardungsgeméis bedroen wäert. Och an Zukunft ass et net normal, een Deel vun den Investissementen, vun deene jo ganz nächst Generatioune profitéieren, partiell iwwer Emprunten ze finanzéieren.

Ech weess, et gëtt Leit, déi hu sech erwaart, geft, gewéint, ech géif hei Blut an Tréine fir d'Joer 2014 iwwert dem Land ausschëdden. Ech weess och, dass vill Leit et couragéiert géife fannen, wann ech haut Budgetaspersionen vun enger Milliard Euro fir d'Joer 2014 géif annonceréieren. Dat wier vläicht couragéiert, mä dat wier awer total konterindiquéiert. Den aktuelle Kurverlaf vum Konjunkturzyklus léisst eng Konsolidéierung vun iwwer 250 bis 300 Milliounen net zou. D'Eurozon ass an der Rezessioun, d'Wirtschaftswuesstum zu Lëtzebuerg ass mickreg. No engem Konsolidéierungseffort vun iwwer 900 Milliounen Euro fir d'Joer 2013 wier e Konsolidéierungspak vun iwwer 300 Milliounen Euro fir d'Joer 2014 kontraproduktiv fir eise Wirtschaftswuesstum, fir d'Evolutioun vum Chômage a fir de Konsum hei am Land.

Här President, Dir Damm an Dir Hären, ech kommen net derlaanscht, lech e bëssen iwwert den Niveau vun der öffentlecher Schold ze schwätzen. Si beweegt sech tendenziell an déi falsch Richtung, obschonn ee muss drun erënnere - wat kaum nach ee weess; mä et ass och keen heibannen, deen al genuch ass, fir et nach ze wëssen -, obschonn ee muss drun erënnere, dass eis Scholdestänn an de 60er Jore vun leschte Jorhonnert méi héich ware wéi déi, déi mer haut hunn. A mir hunn eis duerno nawell gutt erkrabbelt kritt.

Si - d'Statsschold - ass, vun hirem Evolutioun hier, spektakulär. 2007, virun der Kris, louch se bei 2,5 Milliarden Euro - 6,7% vum PIB. Si läit elo bei 11,4 Milliarden - 25% vum eise Bruttoinlandsprodukt. Ouni den Emprunt fir d'Ret-

tung vun der Banque Générale chiffréiert se sech op 9,4 Milliarden Euro - 20,6% vum PIB.

Am europäesche Verglach awer huet se en Niveau erreecht, deen net spektakulär, mä éischter ordinär ass: Eis 25% respektiv 20,6% entsprechen engem Scholdenniveau an der Eurozon vun insgesamt - ech hunn et gesot - 95% vum PIB, engem belsche Scholdenniveau vu ronn 100%, engem franséische vun 93,4%, engem däitschen - tiens! - vun 80%, engem éisträichesche vu 75%, engem hollännesche vu 74% an engem finnesche vu 57%. Déi aner Triple-A-Staten aus der Eurozon - Däitschland, Holland, Finnland - leien also däitlech méi héich an hire Scholdestänn, wéi dat zu Lëtzebuerg de Fall ass.

Mä eis Schold, och wa se sech international nach ëmmer presentéiere léisst, klëmmt fir eis Verhältnissen ze séier. A wann ee Scholde mécht, da geet et séier, wéi d'Beispill vun der Eurozon weist, wou vun 2008 bis 2013 d'Schold sech ëm 25 Prozentpunkten no uewen, an déi falsch Richtung, beweegt huet.

Dat weist jo och déi Eurozonenzuelen: déi geféierlech Explosionsdynamik, déi an enger inconsideréierter oder vun den Emstänn opgezwoogener öffentlecher Verschëldung läit. Eng héich Verschëldung zitt en héije Scholdendéngscht no sech, an en héije Scholdendéngscht, dee bréngt eng Verengung vun de budgetäre Manövrerfräiheete mat sech.

Aus all deem ergëtt sech, dass mer d'Entwécklung vun der öffentlecher Schold a vum Scholdendéngscht am Griff behale mussen. Sech verschëde statt ze konsolidéieren ass e séisst Gëft, zréckbezuelen awer ass ganz sauer. An dofir soll een, wann ëmmer et geet, seng öffentlech Schold duerch intelligent Verhalen no ënne korrigéieren.

De Lëtzebuurger Stat huet 2008 d'Banque Générale gerett - anescht kann een dat net soen -, andeems mer en Emprunt public vun zwou Milliarden opgeholl hunn, dee mat 3,75% verzinst ginn ass. Mir hunn eis Banke selwer gerett. Mir hu keng Hëllef vun deenen aneren Eurostater dofir gefrot an och net dofir gebraucht. De Stat huet op deem Emprunt, dee mer fir d'BGL opgeholl hunn, 450 Milliounen Zënse bezuelt. Si sinn an d'Tasche vun deene Lëtzebuurger gefloss, déi sech um Rettungspang fir d'BGL bedeelegt hunn.

Doduerch dass mer Aktionär an der Banque Générale gi sinn an net einfach Suen iwwert d'Téik geworf hunn, mä verlaangt hunn, dass mer géifen Aktionär ginn, doduerch dass mer Aktionär an der Banque Générale gi sinn, wäert de Stat bis Enn 2013 alles an allem Dividenden an Dépotzënse vu 508 Milliounen kasséieren.

Mir hunn also op där Operatioun, déi d'Bank gerett huet an déi d'Spuer an d'Clienten indeme gehalen huet, méi gewonnen, wéi mer ausginn hunn, nämlech 58 Milliounen Euro. Op där paralleler Aktioun d'BIL betreffend hu mer en Zësgewënn vu 27,3 Milliounen gemaach. Déi zwou Operatioune zesummen - BGL a BIL - hunn dem Budget en Netto-Plus vu 85 Milliounen Euro bruecht. Statt Konkurs vun zwou Banken ee Gewënn fir de Stat!

Dee BGL-Emprunt, dee leeft am Dezember 2013 aus. De Lëtzebuurger Stat ass bereet, sech dann als Aktionär bei der Banque Générale zréckzézéien. Net, well mer eis zréckzéie missten: Eis Scholdelaascht vergläicht sech konfortabel mat där vun eisen Nopeschlänner. Mä wann de Präis um Enn vum Joer oder um Ufank vum nächste Joer oder méi spéit stëmmt, wa mer also vu BNP-Paribas déi Zomm kréien, déi eis ugemiessen erschéngt, da verkafe mer.

Mir verkafe net, well mer mussen, mä well mer dat vläicht an engem bestëmmte Moment zu gudder Konditiounen kënnen maachen. Mä wann d'Konditioune net stëmme, verkafe mer net. Wa se stëmme, da maache mer et. A wa mer et maachen, da géife mer eis Statsschold ëm zwou Milliarden Euro reduzéieren a géife se vu 25% vun eise PIB op 20,6% ofsenken.

D'Bank gerett, d'Aarbechtsplazen erhalen, d'Clienten net geschiedegt, Gewënn gemaach an duerno d'Schold reduzéiert: Dat kann een och méi schlecht maachen! Mä et muss nach verhandelt ginn...

► **M. Xavier Bettel** (DP). - An net verkafe.

► **M. Jean-Claude Juncker**, Premier Ministre, Ministre d'État. - Mä et muss nach verhandelt ginn, an dofir halen ech och elo hei op.

Här President, ech war elo grad bei enger, voire zwou Banken. Ech kommen elo bei d'Banken alleguer: Ech komme bei d'Bankheimnis. Mä ier ech dohinner kommen, bleiwen ech bei der Finanzplaz generell.



Eis Finanzplaz steet fir 36% vun eise Bruttoinlandsprodukt a fir Dausenden, jo Zéngdausenden direkt an indirekt Aarbechtsplazen. Si huet sech hir Plaz an der Welt eruewert duerch hiren Know-how, duerch d'Breet vun hirer Produktpalett - groussen Ennerscheed iwwregens zu Zypern -, an duerch d'Expertise vun hiren Dirigenten a vun hire Mataarbechter.

Et wier e verhängnisvollen Trugschluss, net wederhin op d'Finanzplaz ze setzen. Mir mussen hir international Ausrichtung weider developéieren. Mä et wier awer och e grouse Feeler, dervun auszegoen, d'Finanzplaz, dat wier ee Geldautomat, deen eis öffentlech Keese ganz einfach esou zum Iwwerspruddele bréngt géif. Dofir brauche mer, fir datt et spruddele, och aner Revenuesquellen.

Wa mer d'Zukunft vun eiser Finanzplaz wëlle sécheren, da mussen mer eis aktiv un der Festleeung vun deene Regele bedeelegen, déi dat internationalt Finanzgeschäft encadréieren. Eis Plaz als féierende Finanzzentrum an der Welt, déi ass net am Motzeck! Mir gehéieren an d'Mëtt vum Terrain. Mir mussen an der Mëtt vun deem Spillfeld stoen, wou d'Soliditéitsregele vun de Banken opgestallt ginn. Mir mussen eis um Kampf géint d'Geldwäschen an un der Lutte géint d'Steierhannerzéiung bedeelegen, Steierhannerzéiung, déi jo en Akt vun nationaler a vun internationaler Desolidaritéit ass.

Am Joer 2000 huet déi deemoleg Lëtzebuerger Regierung am portugisesche Feira de Wee ewech vum Bankgeheimnis a Richtung automateschen Informatiouns Austausch ageschloen - mam Accord vun der Chamber iwwregens! Deen Zuch dohinner, deen ass virugefuer. Énner anerem énnert dem Androck vun der Finanzkris huet sech fir d'Éischt den Informatiouns Austausch op Ufro duerchgesat.

D'USA hunn dunn duerch Gesetz - d'USA, net d'Europäer, net déi Däitsch -, d'USA hunn duerch Gesetz alle Länner, mat deene si Finanzgeschäfte maachen, den automateschen Informatiouns Austausch virgeschriwwen. De Quellesteiermodell, deen eis éischt Präferenz hat, huet sech international weder behaupt nach duerchgesat.

Mir kënnen eis doriwwer bekloen, well mer gemengt hunn, d'Quellesteier géif méi Erträge bréngen, wéi deen dach komplizierten automateschen Informatiouns Austausch. Et ass awer esou komm, erbäigefouert an éischer Linn weinst där radikaler Positioun, déi d'Amerikaner bezunn hunn.

Wa mer elo eis Positioun änneren, da geschitt dat net ënner europäeschem Drock, deen et selbstverständlech och gétt, well 25 State vu 27 sinn dättelech fir den automateschen Informatiouns Austausch. D'Amerikaner, déi jo just nach Finanzgeschäfte wëlle maache mat deene Länner, an deenen den automateschen Informatiouns Austausch géllt, hunn eng Positioun bezunn, déi mer mussen zur Kenntnis huelen, ansonst mer keng Finanzgeschäfte méi mat den USA kënnen maachen. Eng international Finanzplaz ka sech awer net vum amerikanesche Finanzcircuit ofschneiden.

Nun ass et Gott sei Dank esou, datt eis Finanzplaz sech resolut zanter Jore schon enger Wäissgeldstrategie verschriwwen huet. Eis Finanzplaz leeft net vu Schwarzgeld a vu Steierhannerzéiung. Hir Repräsentante gi jo och net midd ze soen, d'Finanzplaz wier propper a si géif op déi Clienten, déi vum Schwarzgeld an déi vun der Steierhannerzéiung, verzichten. Dofir kënnen mer ouni gréisser Schued den automateschen Informatiouns Austausch op den 1. Januar 2015 aféieren.

Et si vun deem automateschen Informatiouns Austausch d'Revenue vun deenen EU-Bierger beträff, deenen hir Revenuen aner Revenuen hei zu Lëtzebuerg géieren. Mir kënnen den Europäer net alles dat verweigeren, wat mer den Amerikaner an engem bilaterale Vertrag mussen ginn.

Fir déi Leit, déi hei am Land wunnen, ännert sech näscht. Si behale wéi bis elo d'Bankgeheimnis an hir Zënnsrevenue ginn un der Quell besteiert. D'EU-Bierger, déi hir Dépöten hei zu Lëtzebuerg hunn, falen énnert den automateschen Informatiouns Austausch, soufern hir Dépöten an hir Geschäfte an de Champ d'application vun der europäescher Zënsdirektiv falen. Bierger aus Dréttstate ginn nach wie vor am Regime vun den Duebelbesteuerungsofkomme behandelt. Dat zielt net fir d'Amerikaner, mat deene mer en extra Accord mussen treffen.

De Schrëtt an den automateschen Informatiouns Austausch - ech wëll dorop insistéieren -,

dee kënn net iwwer Nuecht. En ass alles anescht wéi eng hektesch Reaktioun vun der Lëtzebuerger Regierung op déi rezent Publikatiounen vu richtegen a vu vermeintleche Steiersennerléschten. Am Géigendeel, e fängt 2000 zu Feira un, e gétt vun engem dach irrésistiblen internationalen Trend a Richtung automateschen Informatiouns Austausch pousséiert. E gouf iwwer Méint a Gesprécher a Verhandlungen a Kontakter tëscht dem Finanzminister an den Acteuren vun der Finanzplaz diskutéiert a virbereet.

Dem Finanzminister seng Äusserungen iwwer de Weekend reflétéieren déi, déi en zanter enger gewëssener Zäit schon an der internationaler Press gemaach huet. An déi sinn insofern och näscht Neies. An engem Gespräch mat der „Neuen Zürcher Zeitung“ vum 6. Februar 2013 - dat war virun zwee Méint -, huet e seng Iwwerzeegung zum Ausrock bruecht, datt a Saache Verméigensverwaltung d'Bankgeheimnis ëmmer manner wichteg géif ginn. E wier zwar fir de Schutz vum Bankgeheimnis Drëtter géint iwwer, mä net fir säi Schutz, wann et ëm d'Beziungen tëscht de Banken an de Steierverwaltung geet.

En huet sech och der Lëtzebuerger Press géint iwwer an deem Sënn geäussert. Am Januar vun deem Joer huet en an engem RTL-Interview zu Protokoll ginn, datt d'Bankgeheimnis vun der Zukunft e Bankgeheimnis bleiwe wäert, dat de Schutz vun der Privatsphär géint iwwer Drëtter garantéiert, mä dat awer kee Schutz géint iwwer den internationale Steierverwaltungen implizéiert.

Ech hu bei enger anerer Geleeënheet am März gesot, d'Bankgeheimnis wier um Enn ukomm. Dat war op engem Parteikongress, an ech versti ganz gutt, datt aner Saachen do méi spannend waren zréck behalen ze gi wéi déi zentral Ausso, déi do gemaach ginn ass.

Mir maachen also eng global Entwécklung mat. Dës Entwécklung war ënnerwee, mir hu se opmierksam an aktiv begleet a mir knécken net, wéi dat an e puer Lëtzebuerger Zeitunge steet, énnert dem däitschen Drock an, oder énnert dem „preiseschen Drock“, wéi eis Internaute schreien. 25 EU-Länner plus d'USA wëllen den automateschen Informatiouns Austausch. Mir kënnen en elo ab dem 1. Januar 2015 mat maachen, well eis Finanzplaz am Wëssen ëm déi international Entwécklung sech prett dofir gemaach huet.

Wéi mer viru Joren d'Quellesteier agefouert hunn, do hunn der vill den Doud vun der Finanzplaz virusgesot; iwwregens och heibanen! Et héiert een déi Doudesglacken emol net méi bimmelen. Mir hunn d'Quellesteier agefouert, nodeem mer fir hir Aféierung prett waren. A mir hate recht, fir se anzeféieren.

Ech liesen an opgereegten Zeitungskommentaren heiheem an an interessierten Zeitungskommentaren dobaussen, den automateschen Informatiouns Austausch, dee géif d'Enn vun der Finanzplaz Lëtzebuerg bedeeiten. Mä d'Finanzplaz hânt net existenziell vum Bankgeheimnis of, an d'Regierung knipst och der Finanzplaz d'Luuchten net aus. Et ka sinn, datt et zu marginalen Upassungsproblemer kënn. Wéi kéint et och anescht sinn? Mä mir wëssen eppes, wat vill aner net wëssen oder vun deem vill aner maachen, wéi wa se et net wësst: Déi, déi eis Finanzplaz féieren, an déi, déi op hir schaffen, déi gehéieren zur absoluter Weltpéit! An dofir gi se och domat eens.

Alles gétt anescht, hat ech gesot, a villes verännert sech. Dat stëmmt och fir dat globaalt Ëmfeld, an deem eis Finanzplaz muss liewen. Gleef mer es: Wa mer den automateschen Informatiouns Austausch elo net géifen aféieren, géif et eis an e puer Joer näscht hëllefen, fir en op eemol iwwer Nuecht ouni Virbereedung missen anzeféieren. Mir setzen op eis Fäegkeet, eppes fäerdegzibréngen, an net op eis Fäegkeet, eppes verhënneren ze kënnen.

Här President, ech sinn e Frënd vun den Zuelen an dofir hunn ech lech der elo éinescht vill genannt, fir Äre Goût ze vill, fir den Appetit vun de Leit och. Mä ech war 25 Jore laang Budgets a Finanzminister, an dann huet een et ebe mat den Zuelen. Et kann een och net ouni Zuelen iwwer Budget an iwwer Finanzen schwätzen. Mä dat kléngt dann esou technokratesch, esou wäit ewech vum Liewen, esou wäit ewech vun de Leit. Mä passt op: Hannert den Zuelen do sti Leit an d'Zuelen, déi beschreiben d'Liewen. Och Dir musst lech mat deene Chiffren, déi ech lech - an dat war jo gewünscht - an aller Transparenz op den Dësch geluecht hunn, Dir musst lech mat deenen Zuelen nach beschäftegen.

Virun Enn Abrëll muss d'Regierung hire Stabilitätsprogramm fir d'Joren 2014, 2015 an 2016 zu Bréissel areechnen. Dofir schwätzen ech och, obschonn dat eng aner Regierung wäert si wéi des Regierung, iwwert d'Jore '15 a '16, well mir mussen zu Bréissel matdeelen, wat mer an de Jore '15 a '16 wëlls hunn ze maachen. Dee Stabilitätsprogramm, dee gétt der Kommis-

sion zu Bréissel zougestallt. Deen enthält dat Endzil vun der Equilibrierung vun de gesamtstaatleche Finanzen a beschreift d'Zwëschenziler vun de Jore '14, '15 a '16. Wann dee Stabilitätsprogramm bis virläit, gétt e jo heibannen diskutéiert. Mir wëllen en och mat de Sozialpartner diskutéieren; am beschten am Kader vun enger Tripartite, déi gutt muss virbereet ginn.

Da géllt et, wa mer déi Gesprécher féieren, da géllt et fir jiddwereen, Jo oder Neen ze soen zur budgetärer Etappentrajetoire, déi d'Regierung virschléit. Jo oder Neen, et kann ee Jo soen, et kann een Nee soen oder et muss een eng aner Proposition maachen. Jiddweree muss awer soen, wéi en d'Statsverschuldung an domat d'Belaaschtung vun den nächste Generatiounen gesäit.

D'Opposition seet, d'Lag vun der Natioun wier schlecht. Ech soen: Si war scho besser, wéi och d'Lag an deenen anere Länner ronderëm eis schon dättelech besser war. Mä ech soen lech och: Mir hunn - an dat kann nun eemol keen ofstreiden - déi déckste Paien a Pensiounen wäit a breet, mir hunn deen zweetniddregste Chômage wäit a breet, mir hunn deen héchste Prozentsaz vun onbefristeten Aarbechtsvertrag wäit a breet, mir hunn déi niddregste Soziallaaschte wäit a breet, déi niddregste Statsverschuldung an déi niddregsten Defiziter wäit a breet. Mir bezuele manner Steiere wéi eis Noperen.

Wa mer déi décksten Defiziter, deen héchste Chômage, déi niddregst Paien a Pensiounen, dat niddregst Kannergeld an déi héchste Lounniewekäschten a Steieren hätten, da kéint ech d'Reprochë vun der Opposition an d'Kritik vu Gewerkschaften a Patronatsorganisatiounen wiesentlech besser novollzéien. Esou awer muss ech lech soen, datt déi Larmoyanz, déi eist Land iwwerzitt, esou wéi wa mir déi Schlechteste vun en alleguer wieren, mer ongerechtfertegt, suspekt, dubios virkënn.

Mir kënnen villes besser maachen, dat weess ech, mä mir hätten awer och villes méi schlecht kënnen maachen! A mir hätte villes méi schlecht gemaach, wa mer et esou gemaach hätte wéi eis Noperen.

Et feelen eis en fait zwou Saachen hei am Land: Mir sinn net houffreg genuch op dat, wat mer fäerdegbruecht hunn, a mir hunn net genuch Courage virun der Zukunft. Wann ee gutt ass, trotz Schwächefall, trotz autobiografesche Faiblesen, da soll een net lamentéieren a Selbstmord aus Angscht virum Doud maachen, da soll een d'Äerm eropstréppen a sech druginn, fir weiderzekommen. Net nëmme wirtschaftlech!

Mir kënnen souwisou net méi esou wuesse wéi an der Vergaangenheet. An ass dat da wierklech eng Katastroph? Oder läit net och eng Chance fir aner politesch Zilsetzungen doran? Mir kënnen net méi esou wuesse wéi an der Vergaangenheet.

Mä wann et ëm d'Zukunft geet, da mussen mer och heiheem léieren, eist Mateneen ënnereneen anescht unzegoen. Net d'Solidaritéit menacéiert eis. Den Egoismus, an zwar deen individuellen an dee korporatisteschen, dee bedroht eis. Den Egoismus an dee stupide korporatisteschen Näid zerstéieren d'sozial a d'national Kohäsion. D'Solidaritéit awer, déi festegt se. Mä d'Solidaritéit mat allen ass méi ustrengend wéi deen exklusiven Egoismus, dee sech am eegene Krees dréit.

Mir brauchen eng fair Gesellschaft, wou een op deen anere kuckt an eréischt eppes gétt duerch de Bléck, deen deen aneren op hie werft. Dat bréngt eis derzou, do ze spueren an do ze konsolidéieren, wou mer alleguer beträff sinn, an eis do zréckzuehalen, wou déi, déi méi schwach sinn, als Eenzeg d'Pan misste klaken. Dat ass keng Invitatioun, fir sozialromantesch oder fir naiv ze ginn; et ass just een Appell fir méi sozial a gesellschaftlech Fairness!

- Eng méi fair Gesellschaft: Dat war scho mäi Motto an der Erklärung zur Lag 2011. Ech hat lech deemools gesot, mir missten 300 supplementar Poste schafen, fir déi Kanner an déi Familljen, déi besonnesch Schwierigkeeten hunn, ze ënnerstëtzen. Mir hunn der dovun 232 kreéiert a mir fueren och virun domat.

- Eng méi fair Gesellschaft: Dat war eis Suerg, wéi mer d'lescht Joer décidéiert hunn, d'Famillje mat niddregem Akommes mat 800 Euro pro Kand Subsid - a Schoulbüchergeld ze ënnerstëtzen. 5.000 Famillje kréien déi Hëllef, déi iwwer f nnef Milliounen kascht.

- Eng méi fair Gesellschaft: Dat war de Grond, firwat mer déi staatlech Bedeelegung un de Käschte vun der betrieblicher Weiterbildung vu 14,5% op 20% fir all Salariéen a vu 14,5% op 35% fir d'Mataarbechter iwwer 35 Joer an d'Luucht gesat hunn. De staatleche Bäitrag, deen d'Betriber kréien, wa se Weiterbildung maachen, deen huet sech verduebelt. E läit haut iwwer 40 Milliounen Euro. 51% vun de

Salariéen am Privatsektor, 72% vun de Salariéen an de klenge Betriber ënner 20 Beschäftegter profitéieren vun deser Moossnam, déi derfir suergt - an dat war den Zweck -, datt keen a senger Aarbechtsbiographie zu sengem Nodeel hänke bleift.

- Eng méi fair Gesellschaft: 2004 hate mer nach 17,2% vun de Schüler, déi d'Schoul ouni Qualifikatioun verlooss hunn. 2011 waren et der nëmme méi 9%. Dat sinn der nach vill. D'Schoul vun der zweeter Chance, déi fängt - an dat ass e Bäitrag zu méi Liewensfairness - ëmmer méi Jonker an heiansdo och méi Eelerer op.

- Eng méi fair Gesellschaft: Déi Absicht huet bewierkt, datt tëscht 2004 an 2012 d'Plazen an de Crêchen, an de Foyeren, an de Maisons relais an esou viru sech verfënnfach hunn. D'Halschent vun de Kanner ënner zwielef Joer huet haut Zougang zu de Strukturen, déi d'Familljeliewen an d'Beruffsliewe méi kompatibel maachen. Mir hu méi Sue fir d'Kannerbetreuung ausginn, wéi mer Suen duerch d'Desindexéierung vum Kannergeld agespuert hunn.

- Eng méi fair Gesellschaft: Dat mierkt een dorunner, datt mer d'Deierechtzoulag ëmmer dann erhéicht hunn, wann d'Pétrolspräisser geklomme sinn, a se net erfogsat hunn, wann d'Pétrolspräisser gefall sinn.

- Eng méi fair Gesellschaft: Dat mierkt een och dorunner - wann ech ka bis an déi lescht Legislaturperiod zréckgoen, mä d'Politik vun enger Koalitioun, déi sech aus deenen zwou selwechte Parteien zesummesetzt, ass jo ee Ganzt - dat mierkt een och dorunner, datt mer de Kannerbonus agefouert hunn, deen ee Kand wéi dat anert behandelt, onofhängeg vun der Revenuesituatioun vun der Famill.

- Eng méi fair Gesellschaft: Dat mierkt een och un der Aféierung vum Statut unique - grouss Reform -, a kuckt emol, wéi d'Belsch sech ploen, fir dat net fäerdegzibréngen. Dat mierkt een och, d'Fairness an der Gesellschaft - wann ech ganz wäit zréckginn -, un der Pensionsreform an öffentlechen Dëngsch - déi eng waren derfir, déi aner waren dergéint -, déi dem Land méi Gläichheet bruecht huet. Dat mierkt een och - fir nach méi wäit zréckzuegoen - un der Steierreform vun 1971 - déi eng waren derfir, déi aner waren dergéint -, déi méi Gerechtegkeet...

#### (Interruption)

...1991! Eng Reform, eng grouss Reform, déi vun 1991, déi méi Gerechtegkeet tëscht de Steierklassen an domat tëscht de Mënschen zur Folleg hat.

- Eng méi fair Gesellschaft - ech ginn nach méi wäit zréck: Wat war d'Schafe vum Mindestakommes a vun der Fleegeversécherung, zwou grouss Fairnessleeschunge vun LSAP an CSV, dann anescht wéi e supplementare Bléck op deen Nächsten?

Ech kéint mat där Opzielung virufueren, ënner anerem fir ze bewiesen, datt des Koalitioun, an deser Period an an deene Periode virdrun, d'Land verännert a weiderbruecht huet, och doduerch, datt mer de Perimeter vun der Fairness no an no an ëmmer erëm erweidert hunn. Ech wëll net alles opzielen. Mat där Politik awer a Richtung méi Fairness, mat där wëlle mer alldings virufueren.

Dat Sichen no méi Fairness, no méi Gerechtegkeet, no méi Chancenoptiméierung zitt sech wéi e schwarz-roude Fuedem duerch eis vergaangen, aktuell an zukünfteg Politik. Ech kann am Kader vun deser Debatt leider net op all Segmenter vun eiser zukünfteger Politik agoen. Dofir feelt mer ganz einfach d'Zäit.

An ausserdeem, d'Ministeren hale jo dauernd Pressekonferenzen - ech sinn deen, deen der am mannsten hält -, d'Ministeren hale Rieden - do kann ech nach mathalen -, d'Ministere beäntwerte parlamentaresch Froen, Dir organiséiert Aktualitéitsdebatten iwwer d'Kompetitivitéit an iwwer de Chômage an iwwer dést an iwwer dat: Manifestement ass de Wonsch, deen Der hutt, fir mat de Ministeren, déi zoustänneg si fir en Dossier, ze schwätzen, méi grouss, wéi mir an enger laanger Erklärung zur Lag vun der Natioun zu deene Punkten nozelauschteren. Mä dat erlaabt et jo och, datt méi konzentréiert Debatten iwwer déi ugesprochenen Theme kënnen gefouert ginn. An déi mussen och intensiv gefouert ginn. Mä ech brauch se haut net ze féieren, well Dir wëllt se jo souwisou mat engem anere féieren.

De Wonsch no méi inklusiver Fairness, jo, dee beinhaltet och d'Sichen no méi Zäertlechkeet an der Gesellschaft, verlaangt, datt mer eis ëm déi bekëmmern, déi net méi wëssen, wie se sinn, an déi net méi wëssen, wou se sinn. Déi Leit, déi liicht oder staark dement sinn, déi Alzheimer-Krank an alleguer déi, déi verluer sinn, brauchen eist tatkräfteg Matgefill. Demenz- an Alzheimer-Krankheet huelen zuleméisseg enorm zou. Mir ginn dervun aus, datt





mer am Joer 2025 méi wéi 8.000 Demenz- an Alzheimer-Kranker hei am Land hunn. Dofir lancéiert d'Regierung een nationalen Alzheimer-Plang. Hie wäert den Akzent op primär Preventiounscampagnen, op d'Ausschaffe vun nationalen Diagnostikstandarden an op d'Qualitéit vun der Prise en charge leeën. Dee Plang muss finanzéiert ginn, an e gëtt et och!

Ee Beräich, wou däitlech méi Fairness ugesot ass, dat ass dee vum Wunnengsbau a vum Logement. An den nächste Jore ginn Zéngdausende Wunnenge gebaut. Dir wësst dat, Dir kennt d'Chifferen; ech brauch se net ze widderhuelen. D'Terrains- an d'Wunnungspräisser sinn ze héich. Si sinn dat net, well de Stat den Zougang zum Logement mat ongenügende finanzielle Mëttele géif begleeden, et ass éischter esou, dat mer d'Demande no Wunnenge finanziell vill ze vill ennerstëtzen. Dofir orientéiere mer eis Politik nach méi staark a Richtung Vergrößerung vun der Offer. Well Dausende Wunnengen am Land eidel stinn, suerge mer mat de Gemengen derfir, dat déi Wunnenge mat enger Tax beluecht ginn. Bis elo hu just e puer Gemengen dat gemaach. All Respekt! All Respekt fir si!

#### (Interruption)

Et gëtt wierklech keen Thema, esou eescht wéi et och ass, wou lech näischt afält, wat géint d'CSV a fir déi gréng géif schwätzen.

► **Une voix.** - Dat ass d'Realitéit...

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Herno... Mir kréien...

► **Une voix.** - Hutt Dir schonn Alzheimer?

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Mat Alzheimer mécht een net de Geck, Madame!

► **Plusieurs voix.** - Ganz richtig. Très bien!

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Mir orientéieren eis Politik a Richtung Vergrößerung vun der Offer. Mir hoffen, dat aner Gemengen - sou wéi Biekerech an anerer - déi Taxen aféieren, déi anzeféiere sinn. Do läit ee Kadertext vir, deen amgaangen ass, vum Syvicol gekuckt ze ginn. Ech hätt mer dee fir méi fréi gewënscht, mä ech sinn iwwerzeegt, an dat ass jo och esou, dat all Gemengen am Prinzip do matmaachen. Dat ass jiddefalls dat, wat mer bei all Geleeënheet zu deem Punkt gesot hunn.

Mir féieren och iwwert de Wee vun engem neie Gesetz déi sougenannten „gestion locative sociale“ an: D'Gemenge kréien d'Méiglechkeet, eidel Wunnenge vu Privatleit ofzelounen a se dann u Stéit mat klengem Revenu weiderzevelounen. Mir wëllen d'Leit mat niddrege Revenuen aus der Energieaffäre befreien. Dofir wäert en neit Gesetz d'Méiglechkeet vun engem Prêt zum Nullzënssatz aféiere fir den Energieassainissement vun Wunnengen. D'Leit kënnen en Hypothekarprêt ophuelen, dee bis zu 50.000 Euro ka goen an deem säi Kapital an deem seng Zënse vum Stat garantéiert ginn, Stat, deen och d'Käschte vun der Energieberodung iwwerhëlt. Dës nei Moosname komme bei déi iwwert de Mietzuschuss bäi, dee mer agefouert hunn an dee 15 Milliounen Euro kaschte wäert.

Méi Mateneen - ech hu vu Matenee geschwat -, dat brauche mer och an der Schoul. D'Reform vun der Grondschoul ass an déi richteg Richtung gaangen. Verschidden Upassung sinn néideg. Den Émgang mat deene sougenannten „Bilanen“, dat sinn d'Zensuren vu fréier, dee gëtt iwwerpréift, an d'Ministesch wäert do, wou et néideg ass, modifikativ Propositionen maachen.

D'Reform vum Lycée ass nouwendeg! D'Reformvorbereedungen hunn 2009 ugefaangen. Et gëtt intensiv mat Enseignanten, mat Direktoren, mat Elteren a mat Schüler diskutéiert. D'Schoulministesch wäert em d'Päisichten e Gesetzesprojet op den Instanzewe bréngen. D'Parlament huet dann dat lescht Wuert. Dës Reform viséiert net d'Diminution vum Effort, mä si viséiert d'Augmentatioun vun de Chancé vun jiddwengem. D'Liewen ass och Schaffen an Ustregung, vu klengem un! Mä all Form vu Starthandicap muss eliminéiert ginn, och wat d'Startkompetenz an d'Ennkompetenz an deene verschiddene Sproochen ubelaangt. D'Ennkompetenz muss net an alle Sproochen genau déiselwecht sinn.

Den Aarbechtsmaart, deen ass wäit dervun ewech, fir jiddwengem fair ze funktionéieren. Ze vill Leit, besonnesch ze vill jonk Leit, kucken him vu baussen no. D'Politik an d'Tarifparteie mussen derfir suergen, dat wiesentlech méi Leit den Aarbechtsmaart erëm vu banne kenneléieren, an zwar duerch Aarbecht vu banne kenneléieren. Dofir menge mer et eescht mat der Jugendgarantie. All Jonke soll no Ausschneiden aus dem Bildungssystem innerhalb vu véier Méint eng Beschäftigung, e Stage oder eng Formatioun ugebuede kréien.

Eis Absicht ass et net - just fir eis ee gutt Gewësen ze maachen -, jonk Leit a Stagen oder a Be-

schäftigung ouni Perspektiv regelrecht ze „stichen“; dës jonk Leit muss suivéiert ginn. An déi, déi se suivéieren, déi mussen fonnt an agestallt ginn. Dat kascht Geld an dat, wat et kascht, dat muss mer eis et kaschte loosse! D'Contrats d'initiation à l'emploi an d'Contrats d'appui-emploi gi lafend evaluéiert an an hirer Ausrichtung ugepasst. Déi verschidde Pilotprojete fir aarbechtsmaartfriem Jonker, déi ginn ausgebaut. Déi progressiv Préretraite gëtt réaménagéiert. D'Zumutbarkeetsregele fir d'Unhuele vun enger Aarbechtsplaz ginn iwwerpréift. Et ass haut scho kloer, dat eng ze grouss Distanz tëscht dem Wunnengsuert an der Schaff keen Argument méi ka bleiwen, fir eng Aarbecht ze refuséieren.

An der Hôtellerie an an der Restauratioun sinn tëscht 2011 a Januar 2013 2.450 Leit agestallt ginn, énnert hinnen awer nëmmen 327 Lëtzebuurger. Et muss jiddwengem aliichten, dat een onqualifizéierte jonke Lëtzebuurger muss bereet sinn, och wann et nëmme vorübergehend ass, an der Hôtellerie an an der Restauratioun ze schaffen. Et ass schlieslech keng Onéier, fir an engem Restaurant oder an engem Hotel ze schaffen. Et ass eng wäertvoll an interessant Aarbecht.

D'Zuel vun den RMG-Bezéier ass an deene leschte sechs Joer vun 8.700 op 11.300 Leit eropgaangen. Hir Zuel weist, an d'Entwécklung vun där Zuel weist et virun allem, dat mer een effektiven an eescht ze huelenden Aarmutproblem hei zu Lëtzebuerg hunn. Ech hunn et och dofir net gär, wann iwwer RMG-Bezéier domm geschwat gëtt an op si erofgekuckt gëtt. Ech hunn awer och net gär, wa mer mengen, mer hätten eis Pflicht hinne géintwärt gemaach, wa mer se an där staatlech finanzéierter Aarmut setze loosse. Zil an Zweck vum RMG-Gesetz war net d'sozial Ennerstëtzung liewenslaang, Zil an Zweck war, fir d'Leit aus der Aarmutsalzréck op den Aarbechtsmaart ze bréngen. An dofir wëlle mer, a vill méi grousem Mooss wéi bis elo, d'RMG-Bezéier zu allgemengnetzlechen Aarbechte beim Stat a bei de Gemengen erunzéien. Aarbechtslosegkeet bekämpft een nämlech am beschten duerch Aarbecht!

D'Aarbechtsrecht gëtt net flexibiliséiert. Méi Flexibilität bedeit net automatesch méi Aarbecht. Ech wëll keng däitsch Verhältnisse zu Lëtzebuerg! An Däitschland gi Milliounen Leit schaffen, déi um Enn vum Mount net genuch hunn, fir ze liewen. D'Lëtzebuurger Regierung setzt sech an Europa fir ee gesetzleche Mindestloun an. Déi Mindestloun an Europa - déi et net iwwerall gëtt - kënne selbstverständlech net déiselwecht iwwerall sinn, mä zum europäesche Modell - Sozialmodell - gehéiert zwéngend, dat all Land prinzipiell iwwer e gesetzleche Mindestloun verfügt.

D'Regierung huet een duebele Wonsch un eis Sozialpartner: Mir hätt gär, dat déi europäesch Arrangementer zum Kampf géint de Stress op der Aarbecht vun de Sozialpartner zu Lëtzebuerg emgesat ginn. A mir hätt gär, dat d'Sozialpartner um Verhandlungswee all Méiglechkeeten ausloten, fir d'Aarbechtszäitor-organisatioun am Interesse vu méi Beschäftigungsméiglechkeete manner rigid ze gestalten.

Énner anerech wier ech frou, wa géif driwwer nodeduecht ginn - just driwwer nodeduecht ginn -, ob et wierklech clever ass, am Summer, wann d'Wieder gutt ass, net ze schaffen, am Winter, wann d'Wieder schlecht ass, och net ze schaffen, a sech dat Netschaffen zu engem zolitten Deel vum Stat bezuelen ze loosse. Ech wier einfach frou - alles ass jo anescht ginn an alles huet sech geännert, a villes muss sech änneren, fir dat net alles anescht gëtt -, ech hätt gären, dat an aller Rou emol doriwwer nodeduecht gëtt, ob een dee Congé collectif, dee viru Jorzéngten agefouert ginn ass, och fir déi nächst Jorzéngten nach soll halen. Ech mengen, dat een dat net soll.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dës Regierung an dës Koalitioun kënnen op d'Realisatioun vun wichtige Strukturformen zréckblécken: wichtige Strukturformen am Beräich vun der Steuerpolitik, an der Familjepolitik, am Schoulwies, och am Beräich vun der Sozialpolitik. D'Krankekeesereform, déi hat et a sech. Ech hunn der e puer a mengem Liewe matgemaach. An d'Pensionsreform, déi gëtt eisem Rentewiesen eng nei Richtung, well se déi éischt Rentereform ass, déi d'Leeschungen net no uewe schrauft, mä déi Instrumenter enthält, déi mer brauchen, fir am gegebene Moment géigesteieren ze kënnen.

Et ass d'Absicht vun der Regierung, nieft der Lycéesreform eng weider Strukturreform ennerdaach ze bréngen. Et ass d'Strukturreform am Beräich vun öffentliche Dénge. Dës Strukturreform, op där hiren Inhalt ech d'lescht Joer agaange sinn, wäert villes emänneren a munches regelrecht émkrepelen. Si wäert mëttelfristeg d'Lounmass vum Stat net uweesse loosse, ganz am Géigendeel.

Wien e faire Sozialstat wëllt, wie méi sozial Gerechtegkeet wëllt, wien eng kontinuéierlech

Upassung vum Mindestloun beispillsweis wëllt - an dat wëlle mer -, dee muss derfir suergen, dat d'Viraussetzungen, fir dat maachen ze kënnen, stëmmen; dee muss derfir suergen, dat d'Wirtschaft funktionéiert, dat si déi Ertrag produzéiert, déi mer brauchen, fir d'Fairness kënnen ze organiséieren.

Mir setzen dofir weider op d'Expertise vun der Finanzplaz. Ech hunn dat gesot. Mä mir dierfen eis net... Geliféit?

#### (Interruptions)

Zu menge groussen Ambitiounen am Liewe gehéiert et ëmmer, den Här Bettel zefriddenzestellen.

#### (Hilarité)

Wann dat mer mat dëser Ried sollt geléngen, da kéint...

#### (Interruptions)

Ech hunn lech awer elo schonn heiansdo ganz verzückt do sprange gesinn, dofir mengen ech net, dat mer datselwecht mengen. Mir si jiddefalls net géint dat, wat Dir mengt.

#### (Hilarité)

D'Finanzplaz muss weider wuesse gelooss ginn. Mä mir kënnen eis net eleng op si verlossen. Mir mussen do diversifizéieren, wou mer nach Lacunen hunn, a mir mussen do stäerken, wou mer nach méi staark kënnen ginn.

Eise Mëtzelstand, deen ass haut scho staark. Hien zielt 20.000 Betriber, dovun 6.300 am Handwierk, a stellt 180.000 Aarbechtsplazen, dovun 80.000 am Handwierk, op d'Been. Et ginn netto bal all Joer 1.000 nei Betriber gegrënnt. Et gëtt vill méi Neigrënnunge wéi esou, mä korrekterweis muss ee jo awer d'Zuel vun de Failliten aus der Nettokreatioun vu Betriebsgrënnungen ofzéien, an da kënt een op 1.000 Neigrënnungen netto d'Joer.

De Mëtzelstand investéiert. En investéiert fir seng Verhältnisse vill. An de Jore 2009 bis 2012 huet d'Handwierk 400 Milliounen, de Commerce 200 Milliounen an den Horesca-Beräich 170 Milliounen Euro investéiert. Dës Investissementer goufe selbstverständlech vum Mëtzelstandsmistère finanziell begleet. Well dat esou ass a well dat funktionéiert, muss mer de Mëtzelstand, dee jo d'Réckgrat vun eiser Wirtschaft an och vun eisem Aarbechtsmaart ass, weiderhi massiv ennerstëtzen.

Dofir bréngt mer nach dëst Joer de 4. Fënnfjoresprogramm fir de Mëtzelstand op de Wee. Dofir fuere mer virun, de mëttelstänneschen Entrepreneuren déi Terrainen zur Verfügung ze stellen, déi se fir hir Expansioun brauchen. An do bleift nach, wéi ech fannen, villes ze maachen. Dofir accélérierte mer d'Prozeduren, déi mëttelstänneschen Entrepreneuren betreffen. D'Kommodosdossier ginn haut scho wiesentlech méi séier traitéiert wéi fréier. 2008 nach hu mer 178 Kalennerdeeg an der Moyenne gebraucht, fir een Dossier vun der Kommodosklass 1 ze traitéieren. 2011 waren et nach just 127 Kalennerdeeg. D'nächst Joer wäerten et der nach däitlech manner sinn.

Zum Mëtzelstand, Här President, gehéiert och den Tourismus. Am Schnëtt hu mer méi wéi zwou Milliounen Iwweruechtungen d'Joer. Den Tourismus beräichert den Aarbechtsmaart mat 16.500 Aarbechtsplazen, däss ass ee sech net ëmmer bewosst. Hien dréit 5,4% zu eisem Bruttoinlandprodukt bäi, däss ass ee sech och net ëmmer bewosst. Et ass also kee kleng Secteur, deen ee kéint négligéieren. Et ass e Secteur, dee vill Potenzialitéiten huet, notament de Geschäfts- an de Kongresstourismus, deen haut scho 55% vun den Iwweruechtungen zu Lëtzebuerg ausmécht. Den 9. Fënnfjoresplang fir den Tourismus ass vun der Regierung approuvéiert ginn. En huet e Finanzvolumen vu 45 Milliounen Euro.

Mä, wann ech gelift, ënnerschätzt mer d'Landwirtschaft net! Hir Wichtigkeet kann een net un hirem Bäitrag zum Bruttoinlandprodukt festmaachen. Hire Bäitrag geet wäit doriwwer eraus. Net nëmme solle mer net vergiessen, dat mer alleguer, iergendwéi, duerch d'Generatiounen vum Bauer hierkommen, an dat huet jo den nationale Charakter mat geformt. Virun allem solle mer de Bäitrag vun der Landwirtschaft zur Erhaltung vun der Natur als een Dénge vum de Baueren an de Wénzer um Land begräifen, deen, misste mer e selwer finanzéieren, net ze bezuele wier. Dofir hu mer, grad am Beräich vum Développement rural, eis zu Bréssel bei Geleeënheet vun der Décisioun iwwert déi mëttelfristeg Finanzperspektive fir d'Substanzerhaltung vun der Gemeinsamer Agrarpolitik agesat. Mir bréngen nach an dëser Legislaturperiod en neit Agrargesetz op de Wee.

Här President, mir dierfen eis - hunn ech et gesot? -, ech mengen, ech hat et schonn e puermol gesot, op d'Finanzplaz net verlossen a mir mussen eis Wirtschaft weider diversifizéieren. Déi Diversifikatioun, déi brauche mer.

Mir bauen de Secteur vun der Logistik weider aus. Ouni d'Carlogolux geet dat net! Mat der Carlogolux geet et awer och nëmmen, wann d'Carlogolux sech a méi wéi enger Hisiicht op déi nei Bedingungen am internationale Loft-Fret-Transport stellt. Mir bauen zu Beetebuerg/Diddeleng eng multimodal Plattform fir Logistik - iwwer 250 Milliounen Euro Invest. 50 Milliounen Euro ginn an den „Luxembourg Freeport“ um Findel investéiert.

De Wirtschaftsminister huet d'Pläng virgestallt, déi mer wëlle mat den öffentleche Betriber a mat deene Betriber, wou de Stat ee groussen, wann net den Haaptaktionär ass, ëmsetzen. Si investéieren, dës Betriber, méi wéi zwou Milliarden Euro an de Jore 2013 bis 2018. An domat beweisen d'Regierung an déi Betriber, dat do, wou de Stat nach präsent ass, de Stat eng aktiv, zukunftsorientéiert Roll wëllt spillen. Mir hate recht hei am Land, net alles dat ze privatiséieren, wat déi Verréckten iwwerall zu Bréssel an op anere Plazen eis virgeschloen hunn, onbedéngt missen ze privatiséieren.

Den „Luxembourg Future Fund“, dee mat 150 Milliounen dotéiert ass, dee kënt un d'Lafen. ICT, Cleantec an aner Beräicher sinn déi Secteuren, op déi ee sech konzentréiere wäert. De Secteur vun de Gesondheets- a Liewenswëssensschafte gëtt duerch e Sonderfong vu 25 Milliounen Euro ennerstëtzt.

D'Cyber Security, den ultraséieren Internet, d'Vernetzung vun den Datenautobunnen, d'Accélérierte vun der Zirkulationsvitesse vun den Daten, Datenzentren a Cloud Computing sinn aner Achsen, an déi mer eis wirtschaftlech Entwécklung vun eisem Land wëllen driewe loosse.

Ech wollt hei eng speziell Lanz fir d'Industrie briechen. Net all Industriebetrieb ass maximal kompetitiv. Mä generell steet eis Industrie guer net esou schlecht do, wann ech hir Stonnelléin an hir Lounniewekäschte mam Ausland a mat eisen direkten Nopere vergläichen. Ech wëll fir si, fir d'Industrie, eng speziell Lanz briechen, well ech heiansdo den Ausdrock hunn, d'Lëtzebuurger hätten d'Industrie net gär. Si ire sech fundamental! Well d'Roll vun der Industrie an der genereller Wäertschöpfungsketten, déi ass net klengeschreiwen. Dofir plädéieren ech fir méi Industriefrëndlechkeet hei am Land. Wann eis Virgänger esou industriefeindlech gewiescht wiere wéi mir, da géif et eis alleguer däitlech méi schlecht goen.

Méi generell awer muss mer déi Standuertvirdeeler halen, déi mer hunn, respektiv déi mer nach hunn.

Mir hunn am internationale Vergläich mëttelméisseg héich oder mëttelméisseg niddreg Betriebssteieren - Dir sicht lech dat Wuert, wat lech am beschten an de Krom passt, eraus! Ech schwätzen net nëmme vun den nominalen, mä virun allem och vun de reale Steiersätz. Mir dierfen déi net „nach Kassenlage“, wéi déi Däitsch soen, arbiträr hin- an hierbewegen. D'Industrie, d'Banken an iwwerhaupt all internationalen Investor, déi brauche Besteuerungsprävisibilitéit. Mir kënnen a mir wäerten d'Betriebsbesteuerung och net no uewen upassen.

Mir hunn déi niddregste Persounensteier wäit a breet. Ech weess, wann d'Statsgeld knapp gëtt, da mengen der vill, et géif duergoen, de Spätzsteiersatz ze erhéien, fir d'Statskeesen ze fëllen. Mir hunn de Spätzsatz jo och an dëser Legislaturperiod gehéicht, okay! Mä mir mussen wëssen, dat mer vital, vital drop ugewise sinn, déi beschte Fachkräfte fir eis Banken, fir eis Recherche, fir eis Industrie ze rekrutéieren. Mir wuessen - wa mer da wëlle wuessen - just nach an dem Haut-de-gamme-Beräich, an de Spätzentechnologien, am Qualitéitsdelta. Dofir brauche mer déi beschte Leit. An déi kommen aus dem Ausland, an déi kommen net op Lëtzebuerg, wa se hei méi Steiere bezuele wéi soss éierens! Well dat esou ass, sinn der Erhéijung vun de Spätzsteiersätz natierlech Grenze gesat.

Een anere Plazvirdeel, dee mer hunn, besser gesot, dee mer kéinten hunn, dat ass dat prozeduraalt Émfeld, an deem eis Wirtschaft planegen, investéieren, realiséieren kann a muss.

Mir waren ëmmer d'Land vun de kuerze Weeër a vun de séieren Entscheedungen. A mir mussen dat erëm ginn. Fir et erëm ze ginn, brauche mer en fait kengem seng Hëllef. Mir brauche just eis selwer. Mä mir stinn eis méi wéi eemol selwer am Wee, well mer de Konflikt tëscht Émwelt, Natur a Wirtschaft net iwwersprange kënnen oder well mer eisen eegene Schiet net Meeschter ginn. Kommunal a staatlech Kompetenzen hu Sträit mateneen. Ministeren, Ministèren a Verwaltungen wëlle bleiwen, wat se sinn, an halen ouni Rücksicht openeen





an op de wirtschaftleche Schued stur un där Wourecht fest, déi kee Widdersproch a kee Komproméss verdréit.

A Saache Simplification administrative hu mer - dank dem Asaz vun der Madame Modert - grouss Progrèsen an deene leschte Jore gemaach. Mä dat ass eng aner Saach an dat ass eng aner Debatt.

A Saache Beschleunigung vun de Genehmigungsprozeduren awer si mer net esou gutt virukomm. Ech hat zejoert op dëser Plaz eng Table ronde zu deem Thema envisagéiert. Déi huet, wéi Der richteg bemierkt a wéi ech et och muss zouginn, net stattfonnt. Déi huet net stattfonnt, well d'Meenunge mat an tëscht den Acteuren dacks ausereeginn, trotz konsensuelle Pabeieren, déi publizéiert ginn. Déi huet net stattfonnt, well och op innerstaatlecher - muss ech zouginn - an op kommunaler Säit d'Zeechen net alleguer an déiselwecht Richtung weisen.

Mir haten, meng Mataarbechter am Ministère d'État an ech selwer, vill Gespräicher - ech manner wéi si - mat der UEL, mat dem Uerder vun den Architekten an den Ingénieurs-conseils, mat de Kollege vum Syvicol. Déi Gespräicher gi weider a si si geschwénn ofgeschloss an da muss mer alleguer zesummen zu Konklusionen an zu Décisionen kommen.

Elo awer scho stinn eng Rei vun Décisionen fest:

- Nach dëse Mount setzt de Regierungsrat eng „cellule de facilitation“ an. Un déi kënnen d'Initiatoren, d'Porteure vu Projekte sech wenden, wann d'Délaien net respektéiert ginn, wa verschidden Administratioune sech iwwer een an deeselwechten Dossier net eens ginn, wa verschidde Verwaltunge strikt incompatibel Virschrëften - incompatibel ënnereneen - maachen, bref, wann et net rutscht. Anstatt viru Geriicht ze zéien, fir virunzecommen, anstatt virum Geriicht Décisionen unzefechten, déi engem arbiträr erschéngen, kënnen d'Betriber sech un déi Zell wenden, déi sech dann hirer Saach unhëlt.

- D'Investisseure brauchen och besser prélabel Informatiounen. Iwwert den „guichet.lu“ kritt den Investisseur an Zukunft gesot, wat fir Autorisatiounen e genau brauch. An iwwert den „geoportail.lu“ seet de Kadaster him, ob déi Parzell, déi gebraucht gëtt, am Bauperimeter

läit, e seet him, wou do ka gebaut ginn, wat do ka gebaut ginn, informéiert en iwwer Schutzzonen, iwwer Waasserquellen, iwwer Biotopen an iwwer Iwwerschwemmungsgeforen.

All Prozedur kritt e Kalenner, dat heescht en Délai. A bestëmmten Dossieren intervenéiert den Ëmweltminister nach just eemol, an zwar am Ufank, wann een Terrain zum Beispill am Kader vun engem PAG aus der Gréngzon an de Bauperimeter kënnt, an net eng zweete Kéier, wann et drëm geet, op där Parzell effektiv ze bauen.

- D'juristesche Sécherheet, déi ass e groust Thema. Mir kënnen - zum Beispill a grad an der Kommodosprozedur - genau, prezis an onverréckbar Norme vorschreiw. Mir kënnen awer och doduerch, dat mer keng esou prezis Norme vorschreiw, Raum loosse fir Verhandlungen tëscht den Investisseuren an deenen zoustännege Verwaltungen. Déi Fro hunn ech net gekläert kritt, well déi eng soen esou, an déi aner soen esou. Mir mussen an e puer Méint soen, wéi et an Zukunft geet.

- Fir d'Regierung ass et haut scho kloer, dat Suerg derfir gedroe muss ginn, dat d'Commission d'aménagement am Innenministère sech mat de Gemenge muss berachelen, ier se a méi komplizéierte Fäll hir Avisen ofgëtt, déi par ailleurs - déi Avisen - och net der Regierungspolitik am Beräich vum Logement beispillsweis kënnen widdersprechen. Regierung ass Regierung. Chamber ass Chamber. Verwaltung ass Verwaltung an eng Kommissioun ass eng Kommissioun. Och d'Waasserwirtschaftsamt muss sech méi mat de Gemenge concertéieren.

- D'Tutelle vum Innenminister iwwert d'Gemenge gëtt méi soupel gestalt. D'Gemengensicht gëtt reforméiert. D'Regel ass haut, dat den Innenminister praktesch all kommunal Décisionen muss approuvéieren. D'Regel muer wäert sinn, dat e se net méi brauch ze approuvéieren, mä dat d'Décisionen dem Innenministère nach just matgedeelt ginn. Da verfügt den Innenminister iwwer ee kuerzen Délai, fir ze reagéieren, a wann e bannent deem Délai net reagéiert, da gëtt d'Décision vun der Gemeng rechtswirksam: Le silence vaut accord. Just nach eng ganz kleng Zuel vu wichtige Décisionen - Steieren, PAG, PAP - muss vum Innenminister approuvéiert ginn.

- D'Distriktskommissariater ginn ofgeschafft a ginn an enger Verwaltungsstruktur am Innen-

ministère zesummegefasst. Dat erliichtert d'Tutelle, dat spuert Zäit.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dës Erklärung, hat ech gemengt, wier net esou laang wéi hir 18 Virgänger, mä ech hu jo méi lues muss schwätzen. Dës Erklärung war net esou laang, Här President, wéi hir 18 Virgänger. Dir hutt mer jo och ëmmer gesot, ech géif ze laang schwätzen.

Am längsten hunn ech iwwert d'Statsfinanze geschwat. Dir gitt zou, dat et noutwendeg war, lech an och eise Leit ze weisen, dat mer d'Statsfinanze zwar net total am Grëff hunn, mä dat se eis awer net aus den Hänn gerode sinn. Mir mussen spueren, mir mussen konsolidéieren, mä mir mussen dat an engem Tempo maachen, dee bei d'Konjunktur passt an deen dëser net den Otem hält.

Mä egal wéi laang oder wéi kuerz dat dës Erklärung ass, d'Reaktiounen drop sinn ëmmer déiselwecht: D'Regierungsparteie fanne se, mat Nuancen, wéi ech muss zouginn, éischer trefend a gutt, d'Oppositioun hält se prinzipiell fir dernieft, fir enttäuschend, fir wäit vum groussen Worf ewech a fir schlecht.

#### (Interruptions)

Et sief dann...

► **Une voix.** - Den Här Bettel huet lech scho gelueft!

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Et sief dann! Mä ech hu gespuert, dës Kéier ass et ganz genau anescht: D'Regierungsparteie kritiséieren d'Regierung an d'Oppositioun lueft se!

► **Une autre voix.** - Neen, iwwerdreift elo net!

#### (Interruptions diverses et hilarité)

► **M. Claude Meisch (DP).** - Do erlieft Der vläicht nach eng Iwwerraschung!

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Mat Nuancen.

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Näischt ass méi wéi et ass!

#### (Interruptions diverses)

Näischt ass méi wéi et ass! An alles muss sech veränneren, soss gëtt alles anescht. An och do...

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Et ass éischer ëmgedréint.

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - ...den Ëmgang mateneen heibanne muss sech änneren.

Wéini datt d'CSV an d'Oppositioun kënnt, wat keng Schreckensvirstellung ass, scho guet net fir lech...

#### (Interruption)

Dat hate mer schonn an dat deet eis bis haut gutt.

#### (Hilarité)

Dofir ass dat näischt, wat eis géif Angscht maachen. Ech wëll soen, egal wat ech hei soen, d'Reaktiounen sinn ëmmer déiselwecht.

Dës Erklärung, Här President, war méi kuerz wéi soss, méi konzentréiert, méi fokusséiert. Et wier awer nach villes ze soen. An ech soen dat och an deenen nächste Méint. Ech hu mech vun enger schwéierer europäescher Aufgab befreit. Ech hunn elo méi Zäit!

► **Une voix.** - Dat ass jo eng Drohung.

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Net méi Zäit fir d'Politik a fir d'Problemer heiheem, un deene sinn ech an all deenen Euro-Jore ganz no drubliwwen. Mä ech hunn elo méi Zäit, fir ze explizéieren, fir ze argumentéieren a fir ze plädéieren. An dat wäert ech och maachen! Mat darselwechter Begeeschterung iwwregens wéi deen éischen Dag. A mat deenen zesummen, mat deenen ech gären zesumme regéieren.

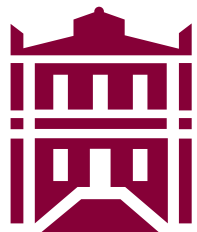
Ech soen lech Merci fir Är Gedold.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Ech ginn dem Här Premierminister Akt vu senger Deklaratioun a soen him Merci fir seng Ausféierungen. Ausféierungen, déi mir muer am Kader vun der Debatt iwwert d'Lag vun der Natioun diskutéiere wäerten.

Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn um Enn vun eiser Sitzung vun haut de Moien ukomm. D'Chamber kënnt muer um néng Auer nees zesummen. D'Sitzung ass opgehewen.

(Fin de la séance publique à 11.36 heures)



Présidence: M. Laurent Mosar, Président

## Sommaire

Débat sur l'état de la nation

- M. Marc Spautz (Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen et M. Xavier Bettel interviennent), M. Claude Meisch (MM. Luc Frieden et Lucien Lux interviennent), M. Lucien Lux (M. Jean-Claude Juncker intervient)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État; Mmes Marie-Josée Jacobs, Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, François Biltgen, Mars Di Bartolomeo, Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler, Nicolas Schmit, Mmes Octavie Modert, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Marco Schank, Romain Schneider et Etienne Schneider, Ministres.

(Début de la séance publique à 9.02 heures)

► **M. le Président.** - Ech maachen d'Sitzung op. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

► **Une voix.** - Neen, Här President.

► **M. le Président.** - No der Deklaratioun vum Premierminister Jean-Claude Juncker vu gëschter fänken also haut de Moien d'Debatten iwwert d'Lag vun der Natioun un, an et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Spautz, Meisch, Lux, Bausch, Gibéryen, Colombera, Urbany, Bodry an Henckes. Als éische Riedner ass den Här Marc Spautz agedroen. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

### 1. Débat sur l'état de la nation

► **Mme Anne Brasseur (DP).** - Dat ass eng Männerronn, Här President.

► **M. le Président.** - Do kann de President awer leider näischt drun änneren, Madame Brasseur.

► **Mme Anne Brasseur (DP).** - Dir brauch mech awer net anzeschreiw.

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Et ass awer nach ëmmer d'Méiglechkeet, Madame Brasseur, fir sech anzeschreiw.

► **Mme Anne Brasseur (DP).** - Ech lauschte ren lech fir d'Éischt no, Här Spautz.

(Interruptions diverses)

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Da sinn ech frou.

#### Débat

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, als Allereischt wëll ech op dëser Plaz dem Premier, dem Jean-Claude Juncker, fir seng ausféierlech Deklaratioun vu gëschter félicitéieren. D'Introduktioun an déi Thematik eran, wéi d'Situatioun vum Land ass, huet hie gëschter zoutreffend beschriwwen, wéi wichtig et ass, wat sech alles geännert huet a wat alles anescht ginn ass, wéi et soss emol war.

Den État de la nation stellt säit Joren d'Geleeënheet duer, fir d'Analys ze maachen iwwert déi politesch Akzenter a Moosnamen, souwuel de Réckbléck ze maache vun deene leschten zwielef Méint, wéi och awer ze kucken, wat kuerz-, mëttel- an net mëttelfristeg a souguer laangfristeg op eis zoukënnt. D'Bestandsopnam, wa mer déi maache beim État de la nation, ass déi lescht Joren... leider mussen mer eis ëmmer och mat der Kris beschäftegen, well dat ass zënter sechs Joer eng Realitéit an do gëllt et och näischt, fir schéinzerieden.

Wann een da kuckt, wat elo geschitt innerhalb vun Europa, wat geschitt ass zum Beispill an Italien, wou do no de Wahlen an Italien, déi jo déi Resultater bruecht hunn, déi lech alleguer bekannt sinn, wou déi drëttgréisst europäesch Wirtschaft an enger politesch prekärer Lag ass, wat eis heiansdo an Otem hält. Well, soulaang Italien keng stabil Regierung huet, soulaang mer net wëssen, wat d'Italiesch Politik wëll huet, ass et och schwierig fir d'Europäesch Unioun, well, wéi gesot, d'Italiener sinn déi drëttgréisst Kraaft, wirtschaftlech gesinn, innerhalb vun der EU.

An dofir ass et och wichtig an et ass net, fir et einfach ze négligéieren, dass Italien schnellstméiglech eng funktionsfäeg Regierung kritt, fir dass och d'EZB an all déi aner ronderëm wëssen, an all déi aner EU-Länner wëssen, wat fir eng Positioun Italien wëll huet ze maachen. Gi se weider op dem Wee vun der Regierung Monti, wou jo do Arrangementer fonnt gi waren, déi och vun der EU akzeptéiert gi sinn, oder hu si wëlles, nei Weeër anzeschloen? Dofir ass et wichtig, dass een och dat vun Italien ennersträicht.

An den europäesche Kontext därer een awer net nëmmen da vun Europa insgesamt kucken, mä et muss een och kucken, wat mat der Kris vun Zypern lass ass, wou mer jo wëssen, dass an Zypern déi Rettung net grad beispillhaft gelaf ass.

Ech wëll hei elo net op all Detailler agoen, mä Dir wësst jo, dass innerhalb vun e puer Deeg zwee verschidde Päck hu misse geschnürt ginn. Et ass net gutt gewiescht, dass fir d'Éischt an engem éische Pak eng Diskussioun gefouert ginn ass, zwee Deeg drop war déi net méi do. Dat ass net grad e positiv Signal gewiescht, wat dat domat an Europa ausgeléist huet. Dat ass schued fir den EU-Image an dat war och net gutt.

Et wier vläicht besser gewiescht, wann déi Négociatiounen vill méi fréi ugefaangen hätten, wann Alternativen ausgeschafft gi wieren a wann net nëmmen déi zyprisches Regierung agebonne gewiescht wier, mä och d'zyprisches Parlament, wat jo den éische Pak herno och un d'Fale bruecht huet. Et huet een e bëssen d'Gefill gehat, dass déi Rettung vun der Zypern-Kris e bëssen iwwert de Knéi gebrach gi war.





Ech wonnere mech och do e bëssen iwwert d'Verhandlungsféierung vum neien Eurogroup-Chef. Well, wann ee weess, dass Holland eent vun deene Länner war, wat gesot huet, d'Beleegung vun de Bankeclienté wier ganz wichteg an deem Rettungspak, da versteeft een och vläicht d'Haltung vum Här Dijsselbloem, dass en esou drop gedréckt huet, dass et och misst esou séier iwwert d'Bühn goen. Wann een awer bedenkt, zu wat dat hätt kënnen féieren a wat duerno alles geschitt ass, dass d'zyprischescht Parlament deen Accord ofgeleent huet, dass dat och net grad gutt war fir den Euro, fir eis Währung innerhalb vum Weltmarché.

Et dierf een och an deem Ganzen net Äppel mat Bire vergläichen. An do hat een heiansdo d'Gefill - an dat ass jo virun allem an de Medien héichgespillt ginn, no der Ausso vum Zypern, dass dat e Modell wier, deen een och an anere Länner kéint iwwerhuelen -, dass dat och net grad gutt war, dass esou e Message no bausse komm ass, well dat, fir dann ze deklaréieren, dass och Lëtzebuerg an anerer an der Eurozon och krisenuffällig wieren, wann een déi en absoluten Zuele géif mat Zypern vergläichen, ech hunn dat, an net nëmmen ech, mä eis Fraktioun huet dat net gutt fonnt.

An et muss ee jo och den Här Dijsselbloem eng Kéier drun erënneren, hien ass jo Hollänner, dass déi zënter fënnef Joer d'3%-Defizit-Grenz iwwerschreiden. Fir d'Joer 2012 ass e Minus vu 4,1% virausgesot an hir Schold läit bei 71,2% vum PIB fir 2012!

An esou Zuelen, Dir Dammen an Dir Hären, fändt een net hei zu Lëtzebuerg am Budget an huet een nach ni am Budget fonnt. Dofir fannen ech et scho komesch, wann dann deen neien Eurogroup-Chef dat esou gemaach huet. Ech behaapten op alle Fall vun dëser Plaz aus, wann de Jean-Claude Juncker nach Eurogroup-Chef gewiescht wier, wiere weder esou Aussoen nach esou e Pak, wéi deen, deen elo vum Här Dijsselbloem komm ass, zustane komm.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, an da muss een och kucke bei Zypern, wat dat bedeit. Wat ass dat Kapital, wat do läit? Et gëtt ëmmer geschwat vum Zyprioten, et wiere virun allem russesch Oligarchen, déi hiert Geld do géife placéieren, a wat dann alles mat deem Geld géif geschéien. Ma et stellt een awer fest, wann een de System e bësse kuckt, dass et virun allem Russe sinn, déi Joint Ventures hunn, fir erëm a Russland selwer zrëckzeinvestéieren, well se gären eng Plaz gesicht hunn, als Extern, dass et méi einfach ass do a Russland, well do jo och nach ëmmer d'politesch Verhältnis - zwar vill besser gi si wéi an der Zäit - awer och nach net déi Allersécherst sinn, dass et dofir fir déi Leit wichteg war, hiert Geld iwwer Zypern erëm zrëck a Russland ze investéieren, fir domadder hire Verloschtrisiko klengstméiglech ze halen.

A wann ech dat soe fir Zypern a fir Russland, da kann een dat och iwwer aner Länner ausdenken. Et gëtt elo de Moment ganz vill vun den „BRICS-Staten“ geschwat. Mir wëssen och, dass nach aner Offshore-Zentren a Südostasien sinn. Mir wëssen, dass ähnlech Saachen zu Hongkong an zu Singapur geschéien, wou Leit dohinner Sue placéieren, fir kënnen a China an de Marché eranzegoen, well dat eng méi sécher Finanzplaz ass wéi déi aner.

Et ass jo och emol eng Kéier en däitschen, fréieren däitsche Finanzminister ginn, dee wollt d'Kavallerie schécken an d'Offshore-Zentren, fir do ze soen, dass et elo wichteg wier, dass een elo emol géif endlech ophale mat deene Finanzplazen, mat deenen „Steieroasen“, huet en dat deemools genannt. Do muss ee sech d'Fro stellen: Wat ass d'Definitiou vum enger Steieroas?

Mä ech wäert och dorop nach zrëckkommen, well et dierf een och net d'Lëtzebuurger Finanzplaz mat där vun Zypern vergläichen. Et dierf een och d'Lëtzebuurger Finanzplaz net mat Hongkong vergläichen an et dierf een och d'Lëtzebuurger Finanzplaz net mat Singapur vergläichen. Et ass richtig, Lëtzebuerg huet eng gutt an eng stabil Finanzplaz mat gudden a proppere Produiten, déi et scho laang gëtt, och wann dat bei eisen däitsche Kolleegen heiansdo zu Jalousie féiert, an net nëmme bei deenen däitschen, dass se dann heiansdo och do vläicht iwwerregéieren.

Ech hunn och an der Press vill gelies an och ganz vill héieren, dass och vill Ausländer hir Kapitalrevenue zu New York leien hunn, an Amerika, der Finanzplaz Nummer eent: d'Wallstreet. An ech hunn awer weider do nach ni héieren, dass dat eng Steieroas wier, obwuel och do ganz vill auslännescht Kapital läit. Ech ka just soen, esou Aussoen, dass mir hei an Europa Steieroase wieren, dat ass keng gutt Reklamm fir Europa, dat ass keng gutt Reklamm fir den Euroraum.

A wann ech dat och richtig an Erënnerung hunn, wa meng Mémoire gutt ass, ass d'Finanzkris, oder den Ufank vun der Finanzkris 2007,

dee war net an Zypern, dee war net zu Lëtzebuerg, dee war net zu Zürich, mä wann ech dat nach richtig an Erënnerung hunn, dee war zu New York. An dat ass jo d'Bankeplaz Nummer eent. An et ass jo awer och esou gewiescht, dass dat komm ass, ënner anerem, well d'Amerikaner iwwerschëllt waren, well se hire Budget net an der Rei haten, well d'„Fed“ deemools bereet war, mat immens niddregen Zënssätz de Leit déi Suen ze ginn zwëschen 2002 an 2004 an domadder extrem niddreg Zënstauxen hat. An op eemol, wéi d'Zënse an d'Luucht gaange sinn, ass d'Subprime-Kris komm!

Dofir misst een och do vläicht eng Kéier kucken an och nach eng Kéier dat awer an de richtige Kader setzen: D'Kris ass net ugaangen un europäesche Marché, mä d'Kris ass ugaangen op der Finanzplaz Nummer eent vun dëser Welt, zu New York. An et ware si, déi ugefaangen hunn, et ware si an da solle se och net onbedéngt all Kéiers deenen anere Länner wëlle Lektionen erdeelen, wéi et ze goen huet.

A wann een da schwätzt vum Bankesecteur an et wëllt ee soen, Lëtzebuerg säi Bankesecteur wier och ähnlech wéi Zypern opgebaut, wat jo och verschidde Leit soen, ech fannen, dat ass éischtens eng Frechheet vis-à-vis vun deene Leit, déi hei op der Bankeplaz schaffen, well dat ass net richtig. Déi Lëtzebuurger Finanzplaz ass e performanten a professionelle Finanzzentrum, wou qualifizéiert Leit schaffen, a keng Finanzjongleuren.

Eis Finanzplaz huet de Rôle, dee se haut huet, well se matzäiten d'Wichtigkeet vun de Finanzproduiten erkannt huet wéi d'Fongen, well mer eng vun deenen éischte waren, déi d'Direktiv iwwert d'Fongen 1989 ëmgesat hunn, an dofir hate mer e Leadership an deem Beräich. Dat ass alles am Kader vun europäesche Regele geschitt an dat ass kloer geschitt ënner Dispositionen, déi legal waren. Dat huet näischt mat Oasen ze dinn, mä dat ass just am Kader vun enger Reglementatioun ze ginn.

Wann ee kuckt, wéi d'Finanzplaz haut ass, dann huet dat och domadder ze dinn, dass si sech permanent weiterentwéckelt huet, nei Produiten déelopéiert huet. Oft spille mir hei zu Lëtzebuerg op der Finanzplaz Virreider. Déi Leit, déi do schaffen, hunn en enormen Know-how, an ech wëll do nëmmen u mäi verstuerwene Frënd a Virgänger erënneren, de Luss Thiel, deen ëmmer erëm gesot huet, wéi séier d'Finanzplaz Lëtzebuerg sech un all déi modern an nei Saachen ugepasst huet, an dass dofir deen Erfolleg op där Finanzplaz war, dee se hat.

An dofir fannen ech et net gutt, dass do elo verschidde Länner, grouss an och klenger..., ech ginn d'Gefill net lass, dass dat eng Jalousie just ass iwwert dat, wat mir hei op där performanter Finanzplaz zu Lëtzebuerg maachen, an dass se eis dofir an de Medien an an den Erklärungen heiansdo komesch dohinnerstellen an eis vergläiche mat esou Situatiounen wéi an Zypern.

Ech sinn der Meenung, dass dat e falsche Wëss ass, eng falsch Duerstellung ass no bausse, an ech muss einfach soen, ech komme mer heiansdo vir, wann ech verschidden Talkshowen am auslännesche Fernseh déi lescht Wochen an Deeg gekuckt hunn..., dass dat einfach dégoûtant war, wat do verschidde Leit iwwert d'Finanzplaz Lëtzebuerg an och iwwer eist Land gesot hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och d'Offshore-Leaks-Affär - et brauch ee jo net nëmme vun Zypern ze schwätzen, och wann ee vun där schwätzt -, och do gëtt ëmmer erëm alles dohinnergestallt wéi Steierhannerzéiung. Jiddwereen, deen am Ausland e Kont huet, ass jo en, deen dat just mécht, fir Steieren ze hannerzéien. Dorënner si jo och vill Studenten, déi emol am Ausland sinn, déi maachen och e Kont am Ausland op. Ech wouss awer ni, dass dat war, fir Steieren aneschtens unzeleeën, mä dass dat war, well et ebe wichteg war, an deem Land, wou ee schafft, an deem Land, wou een an d'Schoul geet, dass een och do d'Méiglechkeet huet, déi Bankbewegungen ze maachen.

Mä et muss een och do soen, dass et grad a Krisenzäite wichteg ass, dass een och proaktiv virgeet. An dofir kann ech nëmme soen, dass ech positiv konnt reagieren op d'Ausso vum Finanzminister, dass mer elo wëlle méi kooperativ mat Steieradministratiounen am Ausland zesummeschaffen. Éischtens, well mir keng Steieroas sinn an och ni eng waren. Ech wëll just drun erënneren, dass jo d'OECD Standarder festgeluecht huet, wat eng Steieroas ass oder net. An der OECD hire Standarden no si Steieroase Länner, wou et keng oder bal keng Steieren ze bezuele gëtt, wou de System onduerchsichteg ass a wou keen Informatiounsaustausch praktizéiert gëtt. A kee vun deene Kritären trefft op Lëtzebuerg zou.

Mir bezuelen hei Steieren, eise System ass transparent, mir hunn all eis international Obligationen ëmgesat, fir géint de Blanchiment ze kämpfen. Wéi de Premier richtig gesot huet,

poursuivéiert Lëtzebuerg eng strikt Politik vum wäisse Geld, a mir liewen net vu Steierhannerzéiung, wéi dat gäre vu verschiddenen anere Finanzzentren duergestallt gëtt.

Net fir näischt sinn d'Efforté vu Lëtzebuerg international unerkannt ginn. 2010 huet d'OECD eist Land vun där groer Lëscht vun net kooperative Finanzplazen erofgeholl.

Wat ass dann d'Aarbecht vun der OECD nach wäert, wann een trotz allen Efforten, wann een trotz all Unerkennung ëmmer erëm beschëllegt gëtt, Blanchiment ze bedreiwten?

Ausserdeem huet Lëtzebuerg eng Hällewull vu bilateralen Accordé mat anere Länner ofgeschloss. Mat Däitschland, mat Frankräich, mat der Belsch, mat England, fir nëmmen déi ze nennen, hu mir e Steierofkomm, an dat ass och op Basis - dat Steierofkomm - vun dem OECD-Modell gemaach ginn. Déi nei Konvention, déi mer mat Däitschland ofgeschloss hunn, gesäit souguer explizit en Informatiounsaustausch vir, fir Steierhannerzéiung ze verhënnern.

Här President, et huet een d'Impressioun, wann een d'Press liest oder auslännesche Politiker nolauschtert, wéi wa Lëtzebuerg bis d'lescht Woch eng Insel gewiescht wier, wou et keng Regele gouf, wou ee konnt maachen an doen, wat ee wollt, an elo wier op eemol „Schluss mit lustig“, wéi et an enger däitscher Table ronde gesot ginn ass.

Ech mengen, et wier vläicht besser gewiescht, si wiere fir d'Éischt op Lëtzebuerg kucke komm, wéi et hei zu Lëtzebuerg ass, ier se esou Behauptungen an d'Welt gesat hunn.

Et dierf een och net vergiessen, dass d'Aussoe vum Finanzminister keen neie Moment duerstellen. Hien huet déi lescht Woch näischt aneschtens gesot wéi dat, wat hie schon zënter enger gewëssener Zäit seet, an de Premier huet et gëschter nach eng Kéier a senger Ried kloer widderholl: De Schrott zum automateschen Informatiounsaustausch, deem ass net iwwer Nuecht komm, mä dee reit sech an eng ganz Entwécklung an, déi ugaangen ass virun zwielef Joer mam Komproméss vu Feira. Zwielef Joer sinn eng laang Zäit, an dofir, all déi Leit, déi elo soen, dat wier eng „Nacht- und Nebelaktioun“, do kann ee just staunen!

An eis Bankeplaz - an dat huet ee jo un de Reaktiounen gemierkt, do hate jo verschidde Leit sech en Zesummeffalen an eng Kräischaktioun virgestallt -, eis Finanzplaz huet jo och elo säit Feira sech dodrop virbereet gehat an ass net um „Boden zerstört“, wéi dat nach verschidde Leit de Sonndeg gemengt hunn. Mä si hu gesot, si wiere schon deelweis preparéiert, si wieren zwar net ganz glécklech driwwer, mä si kéinten awer duerchaus domadder liewen an dat wier och net esou problematesch, wéi et géif duergestallt ginn.

Ech hoffen elo just, dass déiselwech Leit, déi dat elo alles bei de Finanze gemaach hunn, dass mer dann och elo jo alles gemaach hunn, fir Steierdumping an Europa ze bekämpfen, well dat jo déloyal Konkurrenz ass, dass déi dann och elo de Sozialdumping esou attackéieren an Europa, well och dat ass déloyal Konkurrenz, wann een an anere Länner kuckt, wat een do plazeweis vu Sozialleeschungen huet.

Well och dat ass Sozialdumping! All Aarbecht, déi ee leescht, misst jo finanziell Unerkennung hunn a muss dem Mënsch et erlaben, fir dovun ze liewen. A Frankräich gëtt et e Mindestloun, dee läit bei 1.430 Euro de Mount. An der Belsch gëtt et e Mindestloun, dee läit, jee no Secteur, zwëschen 1.501 an 1.559 Euro. An da gëtt et Länner wéi Däitschland, do streide se nach ëmmer, ob elo e flächendeckende Mindestloun kënn oder soll kommen.

An Däitschland kréien awer iwwer eng Millioun Leit fir Aarbecht e Stonneloun vu fënnf Euro! Brutto, wuelverstanen! Et ass e Skandal, dass am 21. Jorhonnert Leit an Europa op d'Ënnerstëtzung vun der öffentlecher Hand ugewise sinn, obwuel se 40 Stonnen d'Woch schaffe ginn, an dass se et net fäerdegbréngen, mat deene Suen iwwert d'Ronnen ze kommen, mä nach mussen Sue siche goen, Sue léine goen op den Office social, op d'Gemengen. Dat ass e Skandal!

A wann ech dat soe bei Däitschland, da ginn ech jo elo dovun aus, dass se elo sech beim G7, nodeems elo d'Problemer am Finanzsecteur geléist sinn, well hei zu Lëtzebuerg mir fir den Informatiounsaustausch sinn, dass se sech dann och elo wäerte weltwäit asetzen, fir och déi Schifflag am Sozialen ze behiewen.

Ech denken, dass och dann d'amerikanesch Salariaen eng gesetzlech Krankekeess an eng gesetzlech Pensiounskeess wäerte kréien an dass mer dann och an Däitschland ewechkomme vum Fënnf-Euro-Job, dass mer et och fäerdegbréngen, d'Klimaziler ze erfüllen, dass mer och an der Entwécklungshëllef et fäerdegbréngen, dass alleguer déi Länner, déi sech dozou enga-

géiert hunn, op déi 0,7% vum Budget kommen, dass sech dann do mat darselwechter Vehemenz elo derfir agesat gëtt, wéi sech de Moment agesat ginn ass fir dat vun der Finanzplaz.

A wann ech scho bei Amerika sinn, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, da muss ech nach just eng Remarque maachen: Wann ee vu Bankeplaze schwätzt a kritiséiert, da misst een och emol vläicht virun der eegener Dier kieren. Et gëtt eng Plaz an Amerika, do sinn an engem Gebai 6.800 Betriber. Och där esou, déi dat Séisst herstellen, wat mer heiansdo alleguer gären drénken; och do, wou heiansdo emol deen een oder deen aneren Handy hierkënn, wou esou en Apel drop ass, déi setzen allegueren...

#### (Interruption)

Ma jo, Här Gibéryen, ech kommen drop, ech kommen dorop. Dofir wollt ech lech soen, och am Delaware...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Ech kann et net erwaarden!

► **M. Marc Spautz (CSV).** - ...och am Delaware ass e Steierparadäis, wat och offiziell unerkannt ass, an ech gi jo elo dovun aus, dass d'Amerikaner, nodeems se esou mat den Europäer diskutéiert hunn an dass se jo elo ëmmer esou Drock gemaach hunn, dass se dann och elo datselwech wäerte maachen. An ech sinn dovunner iwwerzeegt, dass den Ausseminister bei der nächster Entrevue mat sengem amerikaneschen Homolog och dat nach eng Kéier wäert ennersträchen an dass dat och ëmmer erëm ugeprangert muss ginn. Well et kann een net eppes vun deenen anere Leit verlaangen, wat een net selwer bei der eegener Dier mécht!

An aus deene ganze Krisen, ob dat Zypern ass, ob dat dat ass mam Euro, ass et wichteg, dass mer et erëm fäerdegbréngen, eng nei, eng aner Kommunikatioun no bausse ze maachen, well d'Leit brauche Vertrauen an d'Finanzplazen an d'Leit brauchen och Vertrauen an d'EU an an d'europäesch Politik.

Firwat schwätzen ech an dësem Débat sur l'état de la nation esou vill iwwer Italien, esou vill iwwer Zypern an esou vill iwwert d'Finanzplaz?

Ma, Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, well dat eng ganz wichteg Saach ass, déi an eis national Politiken erakënn. Alles wat mir hei décidéieren, alles wat mer maachen, huet och en Afloss op d'europäesch Politik, an alles wat zu Bréissel decidéiert gëtt, huet och en Afloss op dat, wat mir hei national maachen.

An ech wëll nëmmen un d'Geschicht vun de Recommendationen erënnere vum Semestre européen, wou mer jo wëssen, wa mer dat bis ofginn hunn, dass mer och duerno eng Reaktioun kréie vun der EU, wou se eis soen, wat gutt ass a wat net gutt ass, a wou se eis hir Recommendationen wäerte virleeën, wou ech dovunner ausginn, dass se net wäerte vill aneschtens sinn am Juni, Juli, wa mer se kréien, wéi déi vun de Jore virdu. Mä dodrop komme mer jo nach an deenen nächste Wochen hei an der Chamber ze schwätzen.

Mir müssen d'Politiken net nëmmen unhand vun europäesche Kritären a Parametere definéieren, wat jo nach relativ einfach ass, neen, all Moosnam, déi getraff gëtt, all Akzent, dee gesat gëtt, muss sech an déi national a makroekonomesch Gegebenheiten afügen. Déi erlaben zënter e puer Joer net méi vill Spillraum.

D'Joer 2013 stellt sech als schwierig duer mat engem Wuesstum vu virausiichtlech just nach 1%, no engem schwaache Wuesstum 2012 vun 0,3%. Mir bleiwen an enger Defizitsituatioun. Och wann de Wuesstum zu Lëtzebuerg an de positive Beräich fällt, si mir längst net iwwert de Bierg. 1% Wuesstum geet net duer, fir déi budgetär Lag wesentlech ze änneren. Mir bleiwen an enger Defizitsituatioun, mir schléissen d'Joer 2012 mat engem Gesamtdefizit vun 0,7% vum PIB a mat engem Zentralstatsdefizit vun 2,6% of. Nom Vote vum Budget 2013 läit de Saldo vum Gesamtstat bei 0,7% an dee vum Zentralstat bei 2,6%.

Mir haten 2012 en Defizitlach vu ronn 1,2 Milliounen am Zentralstat, an no de Prognose wäert sech dës Situatioun an den nächsten dräi Joer net ganz grouss verbessern. Mir müssen also weider Sue léine goen, a wann ee vu Scholde schwätzt, da muss een och vun Zënse schwätzen. Eis Schuldzënse hu sech zënter 2009 bal verduebelt. Si si vun 128 Milliounen am Budget 2009 op 219 Milliounen am Budget 2013 eropgaangen.



Et ass dowéinst och noutwendeg, Objektiv an den Équilibre ze maachen, dass mer net méi déi Moosnamen ze bezuele kréien. Fir dass mir och a sechs Méint oder an engem Joer nach ëmmer an der Trajectoire si respektiv an enger neier Trajectoire - wéi de Premier et gëschter genannt huet, a senger Ried gesot huet - an den Équilibre solle kommen, muss mir eis un de Spuer- a Reformkurs halen.

Wann ech soe Spuer- a Reformkurs, war ech dach awer iwwerrascht, wann ech gëschter héieren hu vun Austeritéit. Ech sinn net där Meinung, dass hei zu Lëtzebuerg Austeritéit gemaach gëtt. Mir hu weder d'Renten nach den RMG nach de Mindestloun an deene leschte Méint ëm 20% oder 30% erofgesat - Beispill Griichenland. Au contraire, de Mindestloun ass ab dem 1. Januar 2013 ëm 1,5% an d'Luucht gaangen. De Rentenajustement fir 2013 ass fale gelooss ginn, jo, dat stëmmt, mä et dierf een awer net vergiessen, dass d'Renten 2011 an 2012 all Kéiers ajustéiert si ginn.

Mir hunn an der Indexdiskussioun festgeluecht fir d'Joren 2013 an 2014, dass all Kéiers do eng Indextranche kënn. Sou kruten d'Beträiber déi néideg Prévisibilitéit, fir kompetitiv ze bleiwen, an d'Kafkraaft vun de Leit an de Familljen ass gläichzäiteg erhale bliwwen, wat indirekt och nees der Wirtschaft zeguttkomm ass.

D'Investitiounen bleiwen trotz Kris héich mat 1,88 Milliarden Euro am Joer 2012 an 1,7 Milliarden Euro am Joer 2013, wou mer awer muss wëssen, dass mer bei all deenen Investitiounen fir 2013 jo e klengen Décalage wäerte kréien an d'Suen och net an deene Méint wäerte fortgoen, well mir hu jo am Bau - an do soen ech lech näischt Neits heibannen - duerch déi Intempéries vun deene leschte Méint eng Verlagerung kritt, sou dass d'Chantieren do wäerten no hannen auslagere.

Firwat wollt ech dës Beispiller ginn? Et kéint een do och nach ënnersträichen, wat d'Familljenzoulagen ubelaangt, mir hunn de Chèque-service, deen eis eleng d'lescht Joer 223 Milliounen Euro - also de Stat - kascht huet, wat also beweist, dass een hei net ka schwätzen, wéi wa mer näischt géife maachen, wéi wa mir Austeritéit géife maachen.

Mir mussen zréck op de Wee vun engem nohaltege Wuesstum, an dee féiert eben net laanscht eng Konsolidéierung vum Budget bei gläichzäitege Wuesstumsimpulser.

Nohaltege Wuesstum kritt een awer net zum Nulltarif. Et wier eng Illusio, dat ze mengen. Entweder et mécht ee weider nei Scholden an et lieft een iwwer seng Verhältnisse, bis dass de System wéi e Kaartespill zesummefält, nom Motto «après moi le déluge», an dat op d'Käschte vun de künftige Generationen - an dat ass genee dee Wee, dee mir net bereet sinn ze goen! -, oder et versicht een, sech déi néideg finanziell Méttelen ze ginn, déi ee brauch, fir d'Wirtschaft unzekuerbelen, fir déi wichteg zukunftsorientéiert Investissementer ze finanzéieren a wesentlech politesch Akzenter ze setzen, andeem een all Dépenses hannerfreet.

En intelligenten a verantwortungsvollen Émgang mat den öffentleche Suen, dat ass dat, wat mer wëlle maachen, dat ass dat, wat mer wëlle praktizéieren. D'CSV huet sech kloer fir eng Politik ausgeschwat, déi eist Land aus der Kris soll manövréieren an d'Weihe fir d'Zukunft stellen. Et ass eng verantwortungsvoll Budgetpolitik, déi et erlaabt huet, während dem Héichpunkt vun der Finanz- a Wirtschaftskris Konjunkturmoosnamen ze huelen, fir d'Wirtschaft unzekuerbelen.

Et ass och dës Politik «en bon père de famille», wéi d'Fransose géife soen, ze verdanken, dass Lëtzebuerg verhältnisméisseg gutt dosteet. Op jidde Fall vill, vill besser wéi all déi Länner, déi mat eis an der EU zesumme sinn, bis vläicht op eng Ausnahm.

D'CSV-Fraktioun huet zesumme mam Koalitionspartner och net gezéckt gehat d'lescht Joer, wou mer gesot hunn, mer missten nach eng Kéier zousätzlech Moosnamen nom Dépôt vum Budget mat huelen. An dat ass jo och duerno mat éngesat ginn, zesumme mat der Regierung, an et war och wichteg, dat ze maachen, an dat huet sech agereit an d'Konsolidéierungsmoosname vun de Budgeten 2010 an 2011.

D'Propose vum Premier vu gëschter, wou en ugekënnegt huet, dass mer och nach weider 250 bis 300 Milliounen fir déi nächst Jore mussen aspueren an dass dat och wichteg ass, fir dass mer op der Trajectoire bleiwen, dës Konsolidéierungsbeméiunge schénge mir au vu vun de makroökonomeschen Donnéeë rasonabel. Et muss ee konsolidéieren, mä et dierf een net

esou wäit spueren, dass ee kontraproduktiv gëtt, dass een domadder laangfristeg de Wuesstum blockéiert.

Wat hu mir dovunner, wa mer kuerzfristeg mat engem Nulldefizit glänze kënnen, wa mëttel- a laangfristeg duerch oniwuerluechte Konsolidéierungsmoosnamen d'Croissance zum Stocke kënn?

De Premier huet a senger Ried gëschter eng Rei vun Iwwerleeungen, Pisten a Moosnamen ugekënnegt, déi dozou wäerte bäidroen, de Budget an den Équilibre ze kréien, dorënner zum Beispill d'Iwwerpräiwe vun de finanziellen Hëllef fir de Logement, d'Ofschafe vun de Bonifications d'intérêt, an et kommen nach aner Pisten hannendrun.

Ech war dofir e bëssen iwwerrascht driwwer, wéi verschidde Leit gëschter dem Premier nogelauschert hunn an dat duerno zitéiert hunn: Wann ech nämlech héieren, dass de Premier gesot hätt, de Congé collectif misst ofgeschaaft ginn - wat ech gëschter Owend an engem gréisserer Lëtzebuurger Medienimperium héieren hunn -, ech hunn dat net héieren!

#### (Interruption)

Ech souz zwar awer heibannen an dësem Fall. Den Här Junker huet gesot, si sollen driwwer nodenken, fir beim Congé collectif eppes ze änneren. An dat ass eppes anescht, wéi wann een dann ukënnegt, de Premier hätt gesot, de Congé collectif misst ofgeschaaft ginn!

Datselwecht kann ee soe bei der Bonifikatioun. Et war een nach net hei aus der Chamber eraus, do huet et geheescht, d'Leit géifen d'Bonifikatioun ewechgeholl kréien. De Premier huet gesot, dass un der Bonifikatioun geännert gëtt fir déi künfteg, an dofir wier et dann heiansdo och net schlecht, wa verschidde Leit entweder besser géifen nolauschten oder richtig dat noliesen, esou wéi et gesot ginn ass.

Datselwecht gëllt bei der Banque Générale, wou och de Moien erëm iwwert d'Antenne gaangen ass, d'Banque Générale géif verkaaft ginn. De Premier huet gesot, et soll een driwwer nodenken, a wann de Präis stëmmt, géif dat gemaach ginn. An et ass dofir net richtig, wéi dat elo dobaussen duergestallt gëtt, wéi wann déi Décisiounen scho geholl wieren.

Dofir wier et heiansdo net schlecht, wa verschidde Leit richtig géifen nolauschten. A wa se et net verstanen hunn, dann ass et jo och kee Problem a keng Schan, wann een dat dann noliest, wat de Premier gesot huet.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, et geet drëm, dass mer déi Konsolidéierung maachen an dass mer eis Finanzen laangfristeg ofsécheren. Mir brauchen eng Steuerreform an dësem Kontext, a wa mer vu Steuerreform schwätzen, et ass gëschter och ugeklonge vun der TVA, dass eppes bei der TVA muss geschéien, well mer wëssen, dass mer Sue verléieren am Commerce électronique. A mir wëssen och, dass vun deem, wat mer bei der Quellesteuer erakritt hunn, wann ab dem 1. Januar 2015 deen automateschen Austausch ass, dass do och nach eng Kéier zwësche 40 a 50 Milliounen eis géifen am Budget feelen.

Och dozou wëll ech zwou Saachen soen: Gëschter an och haut an de Reaktiounen, déi een dorëmmer liest, dat wier eng grouss Neiegeket gewiescht, dass een do kéint nodenken iwwer eng TVA-Erhéijung!

► **Une voix.** - Den Här Lux war ëmmer dergéint.

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Den Här Fernand Etgen, Député-maire...

► **Plusieurs voix.** - Ah! Oh!

► **M. Marc Spautz (CSV).** - ...vu Feelen,...

#### (Interruption)

...huet eng Question parlementaire gestallt de 16. Oktober 2012, ob et géif stëmmen, dass d'Regierung géif beabsichtigen, wann de Commerce électronique géif ewechfalen, eng TVA-Erhéijung ze maachen.

Ech wëll lech just soen, Här Etgen, Dir hutt d'Fro selwer gestallt, well mäi Frënd Gilles Roth hat schon an sengem Budgetsrapport eng Kéier eng Gläichung gemaach, wat dat géif bedeuten, wann de Commerce électronique vun haut op muer ewechfält, a wat dat an der TVA géif mat sech bréngen.

An Dir, Här Etgen,...

#### (Interruption)

Majo, dass Der net kënn soen, Dir wéisst näischt, mä dass schon driwwer geschwat ginn ass. Méi war et net.

#### (Interruptions)

Ech hunn net gesot, et wier seng Schold! Ech hu just e Problem domat, wann ee seet, et wier een Neiegekeete gewuer ginn, wat aus der Loft

gegraff wier, wann ee scho selwer am Oktober eng...

#### (Interruptions)

...Fro dozou gestallt hat, dann ass dat scho komesch.

► **M. Fernand Etgen (DP).** - Här Spautz, mir wéissten am Fong gären déi Inzidenzen, déi eng méiglech TVA-Erhéijung hätt, éischstens...

► **M. le Président.** - Här Etgen, stellt keng Froen, mir kënnen elo net hei ufänken...

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Den Här Etgen, dee kënn jo de Mëtteg nach eng Kéier drun! De Premier huet a senger Ried...

► **M. le Président.** - Här Spautz, den Här Etgen wëll lech dann elo offiziell eng Fro stellen. Sidd Der domat d'accord, dass den Här Etgen lech...?

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Majo, den Här Etgen ka mir eng Fro stellen!

► **M. Fernand Etgen (DP).** - Här Spautz, sidd Dir net och der Meinung, dass ee fir d'Éischt misst kucken, wann ee vun enger Augmentatioun vun der TVA schwätzt, dass ee fir d'Éischt misst ënnersichen, wéi eng Inzidenz dat op d'Inflatioun huet an domadder op den Index, wéi eng Inzidenz dat dat huet op d'Konsumverhale vun de Leit, wéi eng Inzidenz dat dat huet op den ekonomesche Wuesstum a wéi eng Inzidenz dat leschten Enns dann nach bleift op d'Statsrecetten?

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Dir hutt ganz recht! Mä dat hu mer awer och gemaach an dat ass gemaach ginn, an et ass ugekënnegt fir 2015, dass dat kënn!

#### (Interruptions)

► **M. Fernand Etgen (DP).** - Den Här Frieden huet an der Fro geäntwert, dat wier net gemaach!

► **M. Claude Meisch (DP).** - Dir dierft net nëmmen d'Fro liese vum Här Etgen, Dir musst och d'Antwort vum Minister liesen, Här Spautz! Dir musst alles liesen! Soss kënn Der näischt bailéieren!

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Majo, ech liese jo och alles! Ech liesen och alles, Här Meisch!

#### (Interruptions diverses)

► **M. le Président.** - Ech bieden lech dann elo, den Här Spautz huet eng Fro gestallt kritt, da gitt och elo dem Här Spautz d'Méiglechkeet, op déi Fro ze äntwerten!

#### (Brouhaha et hilarité)

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Also, nach eng Kéier: Et ass gëschter gesot ginn, an et ass och nach eng Kéier vun der Demokratescher Partei ënnerstrach ginn, dat wier net iwwerluecht, wat do gemaach géif ginn, fir esou eng Ukënnegung ze maachen.

Dir hutt am Oktober eng Question parlementaire gestallt gehat un de Finanzminister, Dir kënn och elo nach eng Kéier eng stellen un de Premier an un de Finanzminister, an da wäert Der déi Antwort kréien, déi néideg ass an déi richtig ass, fir dass mer zu där TVA-Erhéijung kommen. An et kënn eng, a fréier oder spéider, an dat ass och gëschter ënnerstrach ginn, wäert Lëtzebuerg, wat d'TVA ubelaangt, nach ëmmer déi déifsten TVA behalen, déi an der Europäescher Unioun ass. An déi aner Detailer wäert Der dann an deenen nächsten Deeg kréien, wa mer déi Diskussiounen iwwert d'TVA féieren.

An elo féieren ech net mat lech eng TVA-Diskussioun, mä ech fueren elo weider a menger Ried zum État de la nation. Ech hunn awer kee Problem, dass mer um Schluss vun der Sitzung dann nach eng Kéier zesummen doriwwer diskutéieren.

► **Une voix.** - Ma dat wier flott!

► **M. Marc Spautz (CSV).** - De Premier huet a senger Ried vu gëschter esou eng Reform ugekënnegt, awer net virun 2015. Et ass effektiv net ubruecht, haut, an engem Moment vu schwaacher Konjunktur, esou eng Moosnam ze stëmmen. De Risiko, de Wuesstum am Keim ze zerstéieren, ass grouss.

Déi wirtschaftlech Prognose fir 2014 an 2015 si besser wéi déi vun dësem Joer. Si gi vun engem Wuesstum vun 2,3% respektiv vun 1,9% aus. 2016 soll de Wuesstum souguer bei 3,8% leien. D'Konditiounen wieren deemno dee Moment besser wéi haut, fir esou Adaptatiounen ze maachen.

Wann een dovou schwätzt, wat mer misste maachen, hunn ech ëmmer de Prinzip geléiert: «Voir, juger, agir». Ech mengen, beim „voir“, an dat huet mech gefreet bei deene leschte Méint, si mer eis jo allegueren eens, dass eppes muss geschéien. Beim „juger“, fir ze uerteelen, a wat fir eng Richtung et muss goen, do si mer eis nach leider net hei an deem Haus al-

legueren eens, a beim Handeln kann ech lech op alle Fall soen, ass d'Koalitioun sech eens, dass mer eppes handeln an dass mer déi Saache mussen an de Grëff kréien.

Et ass och dofir wichteg, dass mer all déi Problemer zesummen a seriö uginn. An all déi Saachen, déi direkt kënn gemaach ginn, maache mer direkt. Bei all deem anere steet et jo alle politesche Parteien fräi, an hire Wahlprogrammer dat unzekenegen, wat si fir 2015 an 2016 wëllen hunn.

An et ass och net, dass Lëtzebuerg dee Wahltermin dohinner geluecht huet, well mer ëmmer schwätzen, och am europäesche Kader, '14, '15, '16, dass Lëtzebuerg mat Absicht an d'Mëtt vun där Period eng Wahl geluecht huet, mä dat ass eis esou vun der Constitutioun - all fënnf Joer Wahlen ze maachen - virgeschriewen.

D'Reform vum Dezember: Am leschte Joer hu mer zum Beispill eng Reform gemaach gehat bei de Pensiounen. Do si verschidde Saache geschitt, an ech wëll och do nach eng Kéier hi-goen: Déi Pensiounsreform war noutwendeg an et war wichteg, an et ass déi éischt, wou net am „vollen Bade“ ausgeschöpft ginn ass an ausgedeeft ginn ass, mä wou och emol gekuckt ginn ass, wéi et mat der Zukunft ass a wat ee kéint maachen, well mer jo och wëssen, dass d'demografesch Situatioun eng aner ginn ass.

Wann, wéi de System agefouert ginn ass, d'Leit mat 15 Joer ugefaangen hu mat Schaffen a mat 65 Joer an d'Rent gaange sinn an da mat 72 Joer eis verlooss hunn, sou ass dat haut anescht. Sou ass et haut esou, an der Moyenne fänkt ee mat 21 Joer un ze schaffen, a statistesch gesi geet ee mat 59 Joer an d'Pension. An do huet dann d'Chancëgläichheitsministesch nach eng Aarbecht, well d'Männer ginn 78 Joer al an d'Fraen der 84. Do misst jo och am Kader vun der Égalité des chances eppes gemaach ginn, dass d'Männer genausou al kënn gi wéi d'Fraen.

Mä all déi Reformen...

#### (Interruptions)

Gelif?

#### (Interruptions et hilarité)

Neen, d'Chancëgläichheitsministesch ass net d'Madame Jacobs, mä d'Madame Hetto, Här Braz. D'Reform...

**Une voix.** - Bravo!

#### (Interruption)

► **M. Marc Spautz (CSV).** - D'Reform kann een net lassgeléist vun enger Rei vu sozialen a beschäffegungspoliteschen Aspekter kucken. Et ass a mengen Ae ganz kloer, dass d'Rentereform net lassgeléist ka gi vun de sozialen a beschäffegungspoliteschen Aspekter. An et ass och wichteg, dass een dann op den Aarbechtsmaart ageet.

Ech hunn och an dem Sozialalmanach gelies, dass do geschwat gëtt vun enger maximaler Pension vun 2.811 Euro zum Beispill. Ech hu mer do just d'Fro gestallt, wann een esou eng Pension géif kréien, wéi een dann en Zëmmer am CIPA géif bezuelen, well dat ass e bësse méi héich wéi dat, wat do als Pension definéiert ginn ass. Sou dass een, och wann et gutt liddi sinn, dass een och do muss kucken, a wat fir eng Richtung ee muss goen.

Mir brauchen eng proaktiv Aarbechts- a Beschäffegungspolitik, well et ass nëmmen iwwert déi Aart a Weis, wéi mer et fäerdegbréngen, de Chômage an de Grëff ze kréien. 22.000 Leit op der Sich no enger Aarbechtsplaz, 7.000 nei Aarbechtsplaze gi pro Joer geschafen, dat ass am Fong e Paradox. Well wann ee seet: 22.000 minus 7.000, dann dierft mer jo de Chômage net ëmmer hunn, deen an d'Luucht geet, mä e misst erfoegen. Mä dat wier och nëmmen eng Mëllechmedcherrechnung, déi do gemaach gëtt.

Et ass wichteg, dass mer Wuesstum am Emploi kréien. De Wuesstum war 2014 virgesi fir 1,6, an déi Joren duerno, 2015 an 2016, soll de Chômage fir d'Éischt op 6,7 eropgoen, fir dann erëm op 6,4 erofzegoen.

Aarbechtslosegkeet ass e komplexe Problem, an et ass wichteg, dass een do net nëmme vu Prognose schwätzt, mä dass mer och do zesummen dat ënnerhuelen, fir esou vill Leit wéi méiglech erëm an d'Beschäffegung ze kréien.

D'Chamber huet jo do de 15. Mee en extraen Débat, deen amgaangen ass virbereet ze ginn, iwwert d'Auswierkungen a wat mer alles kënn maachen, fir hei zu Lëtzebuerg och méi Leit kënnen an d'Beschäffegung ze kréien. Et muss een nämlech deene Leit, deenen 22.000, eng Perspektiv ginn. Et muss een deenen 22.000, wou och ganz vill Jonker derbäi sinn, och do ass et wichteg, fir deenen déi Perspektiv ze weisen, dass si och nach eng Chance hunn, fir op den Aarbechtsmaart zréckzekommen.





An dësem Kontext sinn ech och frou ze héieren, dass d'Sozialpartner an d'Regierung jo och erëm de Wee fonnt hunn - sou hunn ech dat emol verstanen -, fir dass et eventuell erëm zu enger Tripartite kënn, dass et no de bilaterale Diskussiounen vun der leschter Woch do kéint zu enger Tripartite kommen, dass et wichtig wier, dass se do am Sozialdialog all zesummen - d'Regierung, d'Patronat an d'Gewerkschaften - un engem Strang zéien, fir dass mer esou vill wéi méiglech Leit erëm zréck op den Aarbechtsmaart kréien.

Virun allem eis Jugend, déi jonk Leit, déi do dra sinn, déi brauchen eng Perspektiv, an de Chômage kann een net als Fatalitéit ofdinn, an de Jugendchômage scho guer net. Well, wann et am Ufank schwierig ass, fir Leit an de Marché ze kréien, wéi soll ee se da spéiderhin eng Kéier an de Marché erakréien?

Do si jo och eng ganz Panoplie vu Mesuren am Beräich vun der Jugend getraff ginn, wou och ganz vill dran investéiert gëtt, an do muss mer kucken, wat déi Mesurë bruecht hunn, ob mer se solle weiderféieren oder ob mer net missten nei Mesurë maachen. Do ass et och wichtig, fir dass mer doriwier d'Jugend mat abannen, net nëmme, dass mer diskutéieren, wat d'Jugend soll maachen, mä dass mer och d'Jugend aktiv mat abannen.

A vu dass et eng Kéier e Rentendesch ginn ass, wou Resultater erauskomm sinn, soll een och driwwer nodenken, e Jugenddesch ze maachen, an och déi jugendlech Leit mat abannen, fir och mat hinnen zesummen no Léisungen an engem Wee ze sichen.

#### (Interruption)

A wa mer schwätze vu Jugendarbeitslosigkeit...

#### (Interruptions)

...a Jugendbeschäftigung, muss ee sech awer och d'Fro stellen...

#### (Interruption)

...muss een och sech d'Fro stellen: Stage a Vakanzjob. An deene Schoulprogrammer si ganz vill Stagë virgesinn, déi d'Schüler müssen a Betriber maachen, an do ass a verschidde Betriber eng grouss Resonanz, fir déi Leit ze huelen. Et sinn awer och aner, déi ganz vill Schwierigkeeten hunn, an do ass et da gutt, wann heiansdo d'Gemengen déi an de Stage eranhuelen. Ob dat awer ëmmer dat allerbeste Beispill ass, fir déi jugendlech op d'Berufsliewe virzubereeden, dat wier awer eng aner Fro. Mä wa keen aneren do ass, dee se hëlt, solle mer de Gemenge Merci soen, dass se et iwwerhaupt maachen.

Mä et ass awer schued, dass et net méiglech ass, déi Leit an d'richteg Berufsliewen eranzekréien. Déi Offer läit um Dësch, den Éducatiousministère seet dat all Joer erëm, an et ass ze bedauern, dass et net méiglech ass, fir déi Plazen all ze fannen. Well wa mer se géifen an e Stage erakréien, an e Betrib an an e Rhythmus kréien, ass et duerno och méi einfach, se allgemeng a Beschäftigung ze kréien.

An datselwecht ass mat de Vakanzjobben. Do si jo Leit, déi kréien elo déi éischt Courrieren erëm. Si hunn am November eng Demande gemaach, an da kréie se elo eng Äntwert. Do gesäit een och, mat wat fir engem Interesse verschidde Betriber do druginn: Et wier awer schued, si misste matdeelen, d'Demande wier ze spéit erakomm. D'Demande war fortgaangen den 3. November, a si kréien elo, am Abrëll, eng Äntwert, hir Demande wier ze spéit eragaangen, d'Plaze wiere schon all besat. Wou ee sech dann éischter d'Fro muss stellen, ob dat net en Nullachtfünfzehr-Brëif ass, dee jiddwereen elo geschéckt huet.

An och do ass et wichtig: Et kann een net ëmmer nëmme soen, eis Jugend wëllt näischt maachen, an da kréie se d'Méiglechkeet an d'Chance net, fir an e Betrib eranzugeen. Do wier et och wichtig, dass do en Emdenke kënn. Wa mer se nëmme a Stageplazen erakréien a wa mer se an d'Studentenjobs erakréien, ass et och duerno vill méi einfach, sech ze familiariséieren mam Berufsliewen, wéi dat ass.

Wann ech schwätze vu Jugendchômage, kommen ech awer och net derlaanscht, fir ze schwätzen iwwert de Schoulsystem, iwwert d'Berufsausbildung, wou et och do wichtig ass, dass eis Berufsausbildung sech der verännerter Gesellschaft an der Aarbechtswelt upasst. Mir hu bis elo als CSV all Reforme matgedroen, déi op deem Wee ugekierpt gi sinn 2008, 2009, an déi ginn och weidergeféiert.

De Bilan vum Fondamental läit vir. Um Bilan vum Fondamental muss verschidde Adaptatiounen gemaach ginn. De Bilan vun der Reform vun der Berufsausbildung ass noutwendeg, virun allem bei deenen, wou elo deen éischten Zyklus fäerdeg ass, fir dann ze kucken, wéi Adaptatiounen a wéi Verbesserungen mer

misste maachen a wat genau sënnvoll ass. An dofir wier et onbedéngt wichtig, dass esou eppes géif gemaach ginn. Mir müssen et fäerdegbréngen, dass kee Kand fale gelooss gëtt, dass mer jiddwereen eng Chance bidden.

Dat heescht net, dass mer eis Diplomer solle bradéieren, mä dass mer et awer solle fäerdegbréngen, all Mënsch senger Kompetenz no och eng Chance ze ginn, fir am Berufsliewen duerno kënnen ze bestoen.

An dofir wëll ech hei gären eng Lanz brieche fir d'Revalorisatioun vun der Formation professionnelle. Mir maachen ëmmer eng grouss Propaganda, wéi wichtig et ass fir Studenteplazen, wéi wichtig et ass, dass zu Lëtzebuerg d'Studentenzuel an d'Luucht geet, wat och gutt ass, wat och wichtig ass, dass mer dat maachen an dass mer dat soen. Mä mir sollen eis awer aus de Käpp schloen, dass mer et géife fäerdegbréngen, dass jiddwereen hei zu Lëtzebuerg e Bac kritt an dann nach e Master an e Bachelor. Mir wäerten och wéi all déi aner Länner op der Welt ëmmer där enger Leit hunn, déi besser si mam Kapp, an aner, déi besser si mat den Hänn. A mir müssen och deenen d'Chance ginn, fir eppes kënnen ze maachen.

Dofir begrëssen ech ausseruerdentlech d'Schafung vun der Maison de l'Orientation, wou déi zoustänneg Ministèren a Servicer zesummeschaffen. Mä mir müssen nach vill méi eng grouss Dynamik hannendrukréien.

Mir müssen och den negativen Image vun der Berufsausbildung a vun den handwierkleche Beruffer ewechkréien, dass mer do eng Image-Campagne maachen, fir och drop hinzeweisen, wéi wichtig déi Beruffer sinn.

An all déi Kolleeginnen a Kolleegen, déi heibanne sinn, déi och ëmmer op der Diplom-iwwerreechung, ob beim CATP - esou ass et haut - oder bei der Meeschterprüfung, derbäi sinn: Et sinn der ëmmer manner, déi nach do sinn, an de Besoin fir d'Lëtzebuergeser Économie ass awer nach ëmmer do! Dass mer och do et fäerdegbréngen, eng Image-Campagne ze maachen, net nëmme an de Schoulen a bei de Kanner - well ech mengen, et sinn net eleng si, déi decidéieren -, mä virun allem eng Image-Campagne maache bei den Elteren a bei de Grousselteren, fir och déi emol drop hinzeweisen, dass et haut nach ëmmer wichtig ass, e qualifizéierten Handwierker ze hunn.

An Däitschland, gëtt jo dann ëmmer gesot, jo, do hu se dee Problem net. Ma, do sinn der ganz vill, ier se op d'Uni kënnen goen, well se mussen waarden, bis se eng Unisplaz kréien, da maache se an der Zwëschenzeit eng Geselleprüfung an da léiere se en Handwierk. An duerno sinn der e puer, déi hänke bleiwen am Handwierk, an et sinn aner, déi weiderginn an dann Ingenieur an deem System ginn.

Dass mer et do zesummen ugin, fir eng Image-Campagne ze maachen, net nëmme an de Schoulen, mä och bei den Elteren, well et muss een d'Elteren an d'Boot kréien, well soss gëtt dat näischt, well awer nach ëmmer och d'Eltere matschwätzen, wat d'Kand, wat hire Jong oder hiert Meedche soll léieren, dass mer et do fäerdegbréngen, dat op de Wee ze kréien! An da wäerte mer et och fäerdegbréngen, am Chômage eng aner Politik ze kréien.

A wa mer schwätze vun der Formatioun a vun de Betriber, da muss een och schwätze vun der Kompetitivitéit. Och do ass et wichtig, dass mer eis Finanzen an de Grëff kréien. Do ass et wichtig an och gutt, dass de 4. Fënnfjoresplang vum Mëttelestand ënnerwee ass, dass mer d'Kadergesetz vun de PME iwwerschaafen, well ausser dem Finanzsecteur brauche mir virun allem e stabile Mëttelestand, well dat ass d'Reckgrat vun eiser Économie, an dofir ass et wichtig, dass dat geschitt.

Dës Deeg ass den „Haut Comité pour l'industrie“ gegrenzt ginn, wat ech eng gutt Saach fannen. An ech wëll dorun erënnere - vill Leit hunn dat vergiess -, d'EU, d'Europäesch Unioun, wéi se haut heescht, geet aus eppes ervir, nämlech aus der Zesummenaarbecht vun der Stolindustrie. Well d'CECA ass gegrenzt gi viru 60 Joer, an dat war, fir eng Zesummenaarbecht ze maache fir „Kohle und Stahl“. Ganz vill Leit hunn et vergiess, an dofir hunn ech et gutt fonnt, dass och elo do d'Décisioun gefall ass an dass mer och an Europa erëm de Courage hunn, dozou ze stoen, dass d'Basis vun Europa geluecht ginn ass duerch d'CECA-Accorden an dass d'CECA-Accorden do waren, fir och an dem Industrieberäich, virun allem am Stol an an der Kuel, zesummenzeschaffen.

En neie Secteur ass amgaangen ausgebaut ze ginn, dat ass dee vun der Logistik. Do ass et wichtig, dass mer déi néideg Plattformen hunn, déi néideg Investissementen hunn, an do ass et och wichtig, dass d'Cargolux an d'Luxair an eise Flughafen eng ganz grouss Roll spillen an deem Kader, genauso wéi dee Site zu Beetebuerg a wéi eis Eisebunn, dass et wichtig ass, dass mer do virukommen. Do si mer ad-

ministrativ net esou séier virukomm wéi erhofft, mä et ass awer elo op deene richtege Schinnen, well et ass wichtig, dass mer et fäerdegbréngen, och eng logistesche Politik ze maachen.

Et ass wichtig, dass mer an der Agrarpolitik och weider déi Akzenter maache fir déi Agrarbetriber an déi Jonk, déi do wëllen hunn ze investéieren, déi do sech wäerten drasetzen, dass och si déi Méiglechkeeten hunn an déi Hëllef kënnen kréien, fir do kënnen matzemaachen.

Ganz wichtig an der Kompetitivitéit ass och, dass mer eng effikass, wirtschaftsorientéiert Fuerschung bedreiwen, well dat ganz wichtig ass, fir och déi néideg Saachen an de Vierdergrond ze setzen, wéi wichtig dat ass.

Kolleeginnen a Kolleegen, wann ee schwätzt vun Industrie, wann ee schwätzt, wat mer alles muss maachen, wou mer hikommen, da brauche mer virun allem och e Plang, wou mer wat kënnen maachen.

An den nächste Wochen - ech hoffen, dass ech do net eng Kéier bestrooft gi fir dat, wat ech elo gesot hunn - wäerte mer en neit Gesetz kréien iwwert den Aménagement du territoire, a wa mer dat nach virun der Vakanz kënnen stëmmen, wäerte gläich no der Vakanz véier Pläng op den Dësch kommen: nämlech de Plan Logement, de Plang vun den Industriezonen, de Plang vum Transport an dee vun de Grénggürtelen. Dofir ass et wichtig, dass mer endlech dat Gesetz stëmmen, well déi Pläng si scho laang an den Tiräng. Zweek hate mer der jo och schon eng Kéier gewise kritt, an dass et da wierklech ass, dass mer d'Méiglechkeet hunn, fir och dann do schnellstméiglech ëmzesetzen.

A wa mer schwätzen: Firwat brauche mer dat? Mir brauchen dat fir en Zesummeliewen, mir brauchen dat fir eng Integratioun, well mer müssen et fäerdegbréngen an eiser multikultureller Gesellschaft, wat e Räichtum fir eis ass, dass mer och déi Akzenter setzen, déi mer brauchen.

An dat fänkt och un ënner anerem bei der Integratioun. Do ass et gutt, dass bei der Integratioun um Wee de Précoce an d'Chèques-services gemaach ginn, fir dass déi jonk Kanner d'Méiglechkeet hunn, vun den auslännesche Familjen, dass déi ënnerdaach kommen.

Et ass super, dass mer do d'Gesetz vun der duebeler Nationalitéit hunn, wat de François Biltgen op de Wee bruecht hat, dass mer do déi Leit kënnen hei integréieren, dass se och duerno an der Schoul integréiert ginn.

A wa mer schwätze vun der Schoul a vun der Integratioun a vum Wunnen, da muss een och schwätze vun der Familjen- an der Sozialpolitik. Do ass et wichtig, dass mer wëssen, dass mer net méi dat Familjebild hunn, wat mer fréier haten. Och do sinn Dossierer an der Pipeline, déi och nach wäerten, ech wëll net soe virum Summer, mä spéitstens nach dës Joer hire Wee goen: Dat ass d'Bestietnis vun de gläichgeschlechtleche Koppelen, d'Modifikatioun vum Adoptiounsrecht, well déi Projete misste jo séier gestëmmt ginn, d'selwecht wéi d'Violence domestique an d'Reform vun der Autorité parentale.

Dës legislativ intensiv Aarbecht dierf eis awer net dozou féieren, dass mer d'Familjepolitik net hannerfroen. Wéi steet et effektiv mat eiser Familjepolitik? Ass se nach ëmmer attraktiv fir d'Leit? Ënnerstëtze mir genuch d'Familjen, déi et brauchen? Oder gi mer jiddwereengem?

D'Sozialtransferten am Familjebereich maache 35% vun de Gesamtdépendenzen aus, Tendenz steigend, well vill vun dese Mesuren op Automatismen baséieren. Laangfristeg ass dat doten also net onendlech ze finanzéieren. Do gëllt et, dat ze hannerfroen, an dofir fannen ech et och gutt, dee Choix, dee geholl gi war mat de Chèque-services. A wa mer héieren hunn, dass d'Madame Ministesch gesot huet, ee Mount, de Januar, eng Millioun manner Ausgaben, wat d'Chèque-services ubelaangt, sou war dat schonn dee richtege Wee.

Mir brauchen eng Ausrichtung vun der Familjepolitik, wou mer deene Leit hëlfe, déi et onbedéngt brauchen, an dass mer och bei deenen anere kënnen kucken, wat fir eng Struktur mer brauchen. A mir kënnen net gläichzäiteg soen, mir hiwen d'Kannergeld ëmmer méi héich a mir maachen nach Strukturen, fir d'Kanner ronderëm opzefänken, well du kanns net alles bezuelen! An et sinn déi Diskussioun an deen Débat, déi mer eng Kéier mussen féieren.

Et ass och wichtig, wa mer schwätze vun der Familjepolitik, da muss mer och schwätze vum Kär vun eiser Gesellschaft. Et soll ee schwätze vun de Gemengen. Eis gesamt Gemengenschaft muss sech änneren, fir dass d'Gemenge sech der Erausforderung vum 21. Jorhonnert stelle kënnen. Mir brauchen eng Reform vun de Gemengefinanzen.

Ech wëll nach eng Kéier drun erënnere: Wéi mer hei zu Lëtzebuerg 74 - oder mer hunn haut nach 74 - vun 106 Gemengen, déi manner wéi 3.000 Awunner hunn. Do ass et wichtig, dass mer kucken: Wat brauch all Gemeng?

Mir müssen och der Gemeng déi Méiglechkeet ginn, all Bierger déi Déngschtleeschung unzëbiden, an dass et do keng Ënnerscheeder méi dierf ginn. Do muss mer souwuel de Fusionsprozess weiderdrewe wéi och déi néideg finanziell Moyenen de Gemenge ginn, fir dat kënnen ze maachen.

Mir müssen den Ëmverdeelungsschlüssel änneren. Deen Ëmverdeelungsschlüssel, deen an den 80er Jore richtege war, stëmmt haut net méi mat der Realitéit, an dofir ass et ze begrëssen, dass am Intérieur déi néideg Diskussiounen och mam Conseil supérieur des finances communales gefouert ginn, fir dass mer do zu enger Ännerung kommen.

Da wëll ech och soen, wann een dovun schwätzt, muss een och nach eng Kéier schwätze vun der Territorialreform. An do war ënner dem Michel Wolter, dee jo de Moment fir d'Chamber am Ausland an dofir net hei ass, eng Kéier e Rapport gemaach ginn, wéi een dat kéint ugoen. Ech wëll och nach eng Kéier soen, dass de Gilles Roth a sengem Budgetsrapport och do nach eng Kéier verschidde Propositionen gemaach hat, wéi och zum Beispill d'Deckelung vum Pro-Kapp-Akommis um Niveau vun der Gewerbesteier, dass all déi Moosname schonn eng Kéier diskutéiert gi sinn an dass elo den Innenminister zesumme mat dem Conseil supérieur dat amgaangen ass unzegoen.

Et muss een och eng Diskussioun féieren iwwert d'Grundsteier, well d'Gesamteinnahme vun der Grundsteier maachen emol net d'Halschent aus vun de Gesamteinnahme vun der Autossteier. Do kéint een iwwert d'Meter-carrée schwätzen, et kéint een iwwert d'dicht Besiedlung schwätzen, well mer jo do nach ëmmer e Gesetz hunn an op Basis vun 1941 déi Berechnung maachen, och wat d'Haiser ubelaangt, ob mer net do och müssen en neie Wee goen. An dat ass ënnerwee, an dat ass och gutt esou!

Am Logement: De Premier ass gëschter a senger Ried och op d'Problematik vum Wunnengsbau a vum Logement agaan. Et ass bekannt, dass den Hauptproblem op der Offersäit läit. Nodeems den Appell vum leschte Joer net all Friichte gedroen huet, huet de Premier eng Partie vun neie Mesuren ugekënnegt, fir d'Vergrëisserung nach méi grouss ze maachen.

Mir deelen d'Meenung vum Premier, dass och d'Gemenge wichtig Acteuren am Wunnengsbau sinn an och eng Verantwortung hunn an dësem Beräich. Dofir ass dat gutt mat der Gestion locative sociale, wou d'Gemengen d'Méiglechkeet kréien, eidel Wunnenge vu Privatsäit ofzelounen, fir se dann u Stéit mat klenger Revenue weiderzeverlounen.

Mir begrëssen och, dass en Text an der Finalisatioun ass, deen de Gemenge wäert d'Méiglechkeet ginn, eidel stoend Wunnenge mat enger Tax ze beleeden. Domadder gëtt sécher, dass en uniformen Text kënn, deen an all Gemeng d'selwecht gehandhabt gëtt. Elo läit et nach just un de Gemengen, dass en och vun en alleguerten an an all Gemeng applizéiert gëtt. Mir begrëssen natierlech och nieft dem Aféiere vum Mietzuschuss d'Aféiere vun engem Prêt vun null Zënssaz fir Energieassainissementer vun ale Wunnengen.

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Très bien!

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Ech mengen, dass dat eng ganz gutt Saach ass...

#### (Interruption)

...an dass dat och op deem richtege Wee ass.

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Klima! Albausäinerung!

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Zu gudder Lescht...

Ah, Dir sidd och schonn hei, Här Bettel? Merci, dass Der komm sidd!

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Ech félicitéieren Ärer Partei, dass Der mat 26 Sätz endlech entdeckt, dass et och Problemer hei an dësem Land gëtt. Bravo! Dir sidd elo hei eng 55 Minuten amgaangen...

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Här Bettel, dofir hu mir lech awer net gebraucht!

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Bravo, Här Spautz! Bravo!

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Zu gudder Lescht si mer iwwerzeegt...



**(Interruption)**

Gelift?

**► M. Xavier Bettel (DP).** - 26 Sätz!**► M. Fernand Boden (CSV).** - ...mam gudder Beispill virgaangen...**► M. Marc Spautz (CSV).** - Ah, déi lescht Joer am Wunnengsbau, ah, okay!**► M. Xavier Bettel (DP).** - Här Boden, sot Dir näischt iwwert de Wunnengsbau! Dir sidd dee schlechteste placéiert...**(Interruptions)****► M. le Président.** - Hei ass net geduecht, fir Diskussiounen ennereneen ze féieren. D'Wuert huet nach ëmmer den Här Spautz.**(Interruptions)****► M. Marc Spautz (CSV).** - Merci, Här President. Zu gudder Lescht sinn ech iwwerzeegt, dass sech d'Lag um Wunnengsmaart endlech wäert entspannen, wann d'Gesetz vum Aménagement du territoire gestëmmt ass an de Plan Logement kënnt. Mä fir d'Éischt muss dat eent Gesetz gestëmmt ginn, fir dass dat anert kann a Kraaft gesat ginn, an da wäert och d'Offer deementspreechend an d'Luucht goen, wéi de Minister dat och ugekënnegt huet.

Mir brauchen och modern Institutiounen, déi de Realitéit vum 21. Jorhonnert Rechnung droen. Dofir ass et och gutt, dass déi Ännerungen, wéi de Premier se ugekënnegt huet, vun den Distriktskommissariater, wat nach aus enger Zäit hierkënn, wou Lëtzebuerg nach aneschtens an d'Wëer aneschtens waren, dass déi solle reforméiert ginn. Et ass gutt, dass mer awer e Conseil national de la Justice an eng Cour suprême wäerten aféieren. Dat sinn déi richteg Weeër, well mer brauchen Institutiounen, déi un d'Gegebenheete vum 21. Jorhonnert ugebonne sinn.

Dir Dammen an Dir Hären, wa mer dat all zesammen ugin, d'Regierung an d'Chamber, wäerte mer et och zesumme packen, dass Lëtzebuerg un der Spëtzt am gemeinsamen Europa bleift.

Ech soen lech Merci.

**► Plusieurs voix.** - Très bien!**► M. le Président.** - Merci dem Här Spautz. Als nächste Riedner ass den Här Claude Meisch agedroen. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.**► M. Claude Meisch (DP).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, den Här Spautz huet opgeléicht elo grad, wat nach alles ze maache bleift, iwwer wat een nach alles misst nodenken. Et hätt een och 2009, am Ufank vun der Legislaturperiode, kënnen nodenken, dann analyséieren, décidéieren, an elo hätte mer schonn e gudden Deel dovunner ëmgesat. Elo unzefänke mat Nodenken, dat schéngt mer dach e bësse spët ze sinn.

Dir Dammen an Dir Hären, gëschter, wéi ech dem Premierminister nogelasschert hunn, do hat ech ee Moment e bëssen d'Impressioun kritt, wéi wann een den Zoustand vun eise Land kéint beschreiwen, andeems een d'Zomm géif oprechen vun all deene staatlechen Dépenses, déi mer maachen.

Et ass gesot ginn, wéi vill mer fir d'Schoul, fir d'Fuerschung, fir d'Uni a fir vill aner Politikberäicher géifen ausginn. Et ass net duergaangen, andeems een dat fir ee Joer hei dokumentéiert huet, mä et ass souguer opgerechent ginn op fënnf Joer, wat een dann do alles u staatlechen Dépenses ginn hätt. Jo, wéi wa méi Geld automatesch géif heeschen, et wär eng besser Politik gemaach ginn!

An ech hu mer d'Fro gestallt: Jo, zielt dann eigentlech nëmme d'Geld? Zielt nëmme d'Héicht vun deene Montanten, déi mer an eis Budgete schreiwen? Oder ass et net méi wichtig, och Resultater ze kréien? Gi mer Geld aus, fir nëmme Geld auszeginn? Oder gi mer dat Geld, wat mer fir d'Schoulen ausginn, dann net éischter dofir aus, fir datt mer de Kanner déi beschtméiglech Zukunft kënnen bidden?

Misste mer dat Geld, wat mer fir d'Fuerschung ausginn, net dofir ausginn, fir de Betriber ze erlaben, hir Produiten ze verbessern oder nei Produiten ze entwéckelen, fir Aarbechtsplazen ofzesécheren an nei Aarbechtsplazen ze schaffen? Gi mer dat Geld, dat mer an d'Universitéit stiechen, net dofir aus, fir datt mer méiglech vill héich qualifizéiert Mataarbechter zu Lëtzebuerg kënnen ubidden, well ganz vill Entrepreneuren, déi schonn hei sinn an déi awer och nach solle kommen, déi géife brauchen?

Da kommt, mer bretzen eis net mat deem ville Geld, dat mer ausginn, zum Beispill am Lo-

gement, wa gläichzäiteg awer d'Wunnen hei zu Lëtzebuerg ëmmer méi deier gëtt. Oder mat deem ville Geld, dat mer an en Aarbechtsmaart investéieren, wa mer pro Joer iwwer dausend Leit zousätzlech an de Statistike vun den Demandeur-d'emploien erëmfannen. Oder dat villt Geld, dat mer an Infrastrukturen investéieren, amplaz ze kucken, wéi déi Infrastrukturen d'Zesummeliewen haut a muer da wierklech an der Realitéit kënnen verbessern.

Gradesou ass et mer gaangen, wéi ech den neie Slogan vun deser Majoritéit héieren hunn, nämlech dee vun der fairer Gesellschaft. Do ass eigentlech opgezielt ginn, wat d'CSV an d'LSAP net nëmme des Legislaturperiode, mä déi lescht Legislaturperiode, wou se jo an der Regel zesumme regéiert hunn, alles gemaach hunn, fir des Gesellschaft méi fair ze maachen. Mä wat da wierklech zielt, jo, ass net dat, wat ee gemaach huet, mä wat et da finalement wierklech bruecht huet deene Leit, déi drop ugewise sinn.

Ass dat eng méi fair Gesellschaft, wann ëmmer méi Leit hei zu Lëtzebuerg unni Aarbecht sinn? Ass dat eng méi fair Gesellschaft, wann ëmmer méi Leit zu Lëtzebuerg sech d'Wunne kaum nach kënnen leeschten? Ass et eng méi fair Gesellschaft, wa mer an der Éducation zum Beispill nach ëmmer Ausbildungswëer hunn, déi an der Sakgaass landen? Ass et eng méi fair Gesellschaft, wann de soziale Lift hei zu Lëtzebuerg noweislech net méi fonctionnéiert? Ass et eng méi fair Gesellschaft, wa mer ëmmer méi Scholde maachen, Joer fir Joer, déi déi nächst Generatioun muss zrëckbezuelen?

Ass dat da wierklech méi fair?

Neen, ech mengen, datt et net op d'Héicht vun de Milliounen ukënn, mä et kënn dorobber un, wat mer domadder maachen. Et kënn op déi konkret Politik un. Et kënn op d'Resultater vun där Politik un. A soulaang sech eng Politik och net ännert, léise mer déi Problemer och net, déi mer momentan awer alleguerten hei zesumme mussen feststellen, da kënnen mer nach esou vill Milliounen an Abbermilliounen an eenzel Programmer stiechen!

Mir investéieren als Lëtzebuurger Stat iwwer eng Milliard Euro d'Joer zesumme fir de Logement, fir de Chômage a fir de Klimaschutz. Nun, wann een awer kuckt, wat de Bilan vun deene villen Investitiounen do ass, esou ass en dach jo awer ganz, ganz moer.

Trotz all deene Mesuren an trotz all deem ville Geld, des Gesellschaft ass net méi fair ginn, an „fair Gesellschaft“, dat war och des Kéier eigentlech erëm eng Kéier just en eidele Slogan. An ech ka mech u vill aner Slogane erënnere vun Deklaratiounen, sief et fir de Budget, sief et fir den État de la nation, déi vun der Regierung hei an deemem Haus produziéiert goufen. Een deet mer eigentlech besonnenesch wéi a weist, datt et awer heiansdo wierklech nëmme em eidel Floskele geet, dat war dee vun 2009, wou gesot ginn ass, mir solle méi staark aus der Kris erauskommen, wéi mer eragaange sinn.

Nun, mir gesinn haut d'Resultat, wou mer do mat deem Slogan hänke bliwwen sinn. Et war wierklech net méi wéi eng eidel Floskel.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Lag vun der Nation kann een natierlech net analyséieren, wann ee sech just op Lëtzebuerg, op deen dach relativ reduziéierte Perimeter vun eise Land a vun eise Aflossgebitt beschränkt. Natierlech muss mer iwwert d'Grenzen eraus kucken, natierlech muss mer den internationale Kontext kucken, natierlech muss mer d'Weltkonjunktur analyséieren, natierlech muss mer iwwert d'Eurokris schwätzen. An ech wëll hei net nach eemol all déi Analysen do maachen, well dat, wat international geschitt, jo eigentlech net dat ass, wat eis an deemem Haus hei ausereendividéiert.

Wat awer mengen ech, wichtig ass, dat ass, datt mer och iwwert déi international Evenementer déi richteg Konklusiounen hei zu Lëtzebuerg zéien. Zum Beispill iwwer Zypern. Jo, ech si mat all deenen d'accord, déi soen, datt d'Lëtzebuurger Finanzplaz net mat der zyprotescher Finanzplaz ze vergläichen ass.

Lëtzebuerg ass net Zypern, net als Land an net als Finanzplaz. Mir si vill méi breet opgestallt, wat d'Aktivitéiten op eiser Finanzplaz ubelaangt. Mir hu Filiale vu ganz villen internationale Bankenheiser hei zu Lëtzebuerg, mir hunn eng ganz breet opgestallten international Clientèle och op der Finanzplaz hei zu Lëtzebuerg.

Et ass deene mannste Geldinstituter zu Lëtzebuerg agefall hei, fir Clienté mat méi héijen Zënse ze lackelen an duerfir e ganz risikoraicht Geschäft ze maachen. Mä déi allermeeschten hu virun allem an deene leschte Joren, an ech géif bal soen, zéng, zwanzeg Joer, probéiert, duerch eng gesond Kompetenz, duerch eng Qualitéit vu Servicer d'Clienten ze iwwerzeegen, zu Lëtzebuerg ze bleiwe respektiv op Lëtzebuerg ze kommen.

Zypern a Lëtzebuerg sinn zweeërlee, och wann am Ausland nach net jiddwereen dat begraff schéngt ze hunn.

Mä trotzdeem, dat, wat mer jo awer gemeinsam hunn: Mir sinn e relativ klengt Land mat enger grousser Finanzplaz. An, jo, et wär ze fäerten, datt, wa Lëtzebuerg eng Kéier an eng ähnlech Situatioun géif komme wéi Zypern, dann déi aner Euroländer och den ähnliche Reflex hätten, nämlech deen, fir och déi Finanzplaz hei dach zesammenzestutzen, esou wéi se et mat der zyprotescher Finanzplaz gemaach hunn. An datt dat an de Käpp vun de Leit a villen anere Länner ronderëm eis schwieft, dat hu mer jo awer an deene ville Commentairen iwwert d'Finanzplaz Lëtzebuerg par rapport zur Gréisst vun der Lëtzebuurger Économie, zur Gréisst vum Lëtzebuurger Land méi wéi oft gesot kritt am Laf vun deene leschte Wochen a Méint.

An duerfir ass et esou wichtig, Dir Dammen an Dir Hären, datt mer eben net an eng Situatioun kommen, wou mer Hëllef vun deenen anere brauchen. Duerfir ass et esou wichtig hei zu Lëtzebuerg, datt mer eis selwer kënnen hëllefen, datt mer déi Marge de manoeuvre halen, datt mer, wann op der Finanzplaz oder an zwousch aneschtens eppes virkënn, selwer kënnen reagéieren an datt mer net bei déi aner fir Hëllef mussen froe goen. Well déi Hëllef, déi géif eis ganz deier ze stoe kommen a mir géife batter Konditiounen an déi Programmer do erandiktéiert kréien.

**► Une voix.** - Très bien!**► M. Claude Meisch (DP).** - Duerfir hunn ech och déi Ukënnung, fir dann eventuell eis Participatioun an der BGL nees ze verkaufen, ofzestoussen, e bëssen zwar übschter verschend den Zeilen héieren, wéi wann et an där Optik wär, fir eis eng nei Marge de manoeuvre ze verschafen, fir eis erëm e bësse Loft ze verschafen, wat de Verscheldungsstand ubelaangt, fir vläicht dann duerno, wann et noutwendeg sollt sinn, an anere Gebidder nees nei kënnen ze intervéieren. Mir wëssen, datt virun allem an der Aviatioun - net bei de Banken, mä an der Aviatioun - nach Interventiounen wäerten noutwendeg sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, e Wuert och zum Bankgeheimnis, zum allgemengen Informatiounsaustausch. Ech wëll dem Statsminister Merci soen, datt en hei virun der Chamber eng Rei vun Explikatiounen ginn huet. Et ass elo e bësse méi kloer, wéi et eis enn der leschter Woch oder de Weekend war. Ech mengen, datt awer nach eng ganz Rei vu Froen opbleiwen.

An ech wëll awer och hei nach eng Kéier soen, datt ech et net begréisst hunn, datt mer déi Informatioun do, datt Lëtzebuerg dee Schratt do, datt d'Lëtzebuurger Regierung bereet ass, dee Schratt do ze maachen, wat awer eng nei Informatioun war par rapport zu deenen éischter allgemeng gehalenen Iwwerleeungen, déi virun och hei am Haus an op anere Plazen dobaussen an an de Medië geäussert goufen, datt een dat huet missen iwwert d'däitsch Medië gewuer ginn. Ech hätt mer wierklech gewënscht, datt ee sech hei, wann och nëmme kuerz, hätt kënnen eng Kéier gesinn, fir en Austausch doriwwe ze hunn. Well, jo, Steiere sinn eng national Kompetenz, eng, déi eis selwer betrëfft. An et gëtt kee Grond, fir dat op iewendenger anerer Plaz ze annonciéieren an net hei am Haus. An ech mengen, datt déi meescht hei, déi 60 Deputéiert, sech doriwwe eigentlech missten eens sinn.

**(Interruption)**

Ech mengen, den Här Frieden wëllt eppes soen dozou.

**► M. le Président.** - Här Minister.**► M. Luc Frieden, Ministre des Finances.** - Här President, den Här Meisch weess sécherlech, datt mer an der Finanzkommissioun, wou den Här Meisch Member ass, iwwert d'Verhandlung mat Amerika iwwer FATCA geschwat hunn. An dat, wat ech an deem Interview gesot hunn, datt mir eis net méi strikt géint dee Prinzip wenden, hunn ech och an där Finanzkommissioun - a méi wéi enger, mengen ech souguer - gesot am Kontext vun de Verhandlung mat Amerika. Insofern huet och op d'mannst op deem Volet en Échange mat den Deputéierten an och mat lech, Här Meisch, stattfonnt.

Ech wollt dat just korrekttheetshalber awer soen, well déi ganz Diskussioun, sou wéi den Här Statsminister et och gëschter gesot huet, huet sech am Kontext vun de Verhandlung mat Amerika - an och d'Reflexioun an d'Évolutioun - ofgespillt. An doriwwe ass an der Chamber an der Finanzkommissioun geschwat ginn.

**► M. Claude Meisch (DP).** - Ben, ech hu jo grad gesot, datt mer schonn hei an deemem Haus och doriwwe eis ausgetosch hunn, datt

mer doriwwe nageduecht hunn. Allerdéngs schéngt mer awer eng nei Qualitéit an deem Dossier agebratt ze sinn, andeems d'Regierung elo offiziell eng Positioun ageholl huet. An dat ass awer eppes aneschtens, wéi wann ech allgemeng driwwer nodenke respektiv en Dossier explizéieren an och iwwer e Verhandlungsstand, souwuel mat de Kolleegen aus der Europäescher Unioun wéi och mat den US-amerikaneschen Autoritéiten, berichten. Ech bleiwen do derbäi, datt et sénnvoll gewiesch wär, datt d'Parlament d'Primautéit vun där doter Informatioun gehat hätt.

Mä dat ass awer net mäin eenzegen...

**(Interruption)**

Dat ass awer net mäin eenzege Punkt, Här President. Den Zäitpunkt, wéini mer dat doten op déi doten Aart a Weis dann no bausse communicéieren, dee schéngt mer awer och schleierhaft ze sinn: nämlech déi doten Informatioun grad an deenen Deeg international ze lancéieren, wou awer d'Steierroase weltwäit an der Diskussioun waren duerch déi sougenannten Offshore-Leaks-Affär a mir eis doduerjer selwer als Lëtzebuurger Finanzplaz an eng Rei vun anere Finanzplazen, wéi d'Kanalselen, wéi d'Cayman Islands, agereit hunn, wou mer wierklech alleguerten wëssen, datt mer net higeheieren. Dat hunn ech kaum konnter novollzéien, wéi esou eng Kommunikatiounspann konnt geschéien.

Dat war dee falschen Zäitpunkt. Et war eng schlecht Kommunikatioun. Si huet d'Clienten op der Lëtzebuurger Finanzplaz veronséichert. Si huet déi Leit veronséichert, déi op de Banken zu Lëtzebuerg schaffen. Si huet d'Décideuren an de Finanzinstituter veronséichert. An et war jo och ze liesen - ech kann et net confirméieren an ech kann och net de Contraire behaupten -, datt Geld awer och doduerjer ofgefloss ass an de leschten Deeg. Et war eng onnéideg Veronséicherung, déi duerch dee schlechten Zäitpunkt an eng schlecht Kommunikatioun do provoziert ginn ass.

Ech hätt mer eigentlech och dozou - a grad dowéinst - gëschter aus dem Mond vum Premierminister méi kloer Wierder nach gewënscht iwwert d'Zukunft vun der Lëtzebuurger Finanzplaz, fir ebe grad neit Vertrauen ze stäerken, fir ebe grad op déi Stärkte vun der Lëtzebuurger Finanzplaz, déi mer muer wëllen halen, déi mer wëllen ausbauen, anzegoen, jo, fir deene Banken hei op der Plaz Vertrauen ze maachen, datt mer se nach wie vor brauchen hei zu Lëtzebuerg, datt mer eng Finanzplaz weider wëlle bleiwen, fir deene Clienten, déi hiert Geld hei investéiert hunn, kënnen ze soen, datt hiert Geld och an Zukunft hei gutt investéiert a gutt gériert ass, fir och deene Leit, déi op der Finanzplaz schaffen, e kloert Signal ze ginn, datt, jo, d'Politik hei zu Lëtzebuerg zu där Finanzplaz weiderhi wäert stoen an datt et eng Finanzplaz ass, déi nach ëmmer ganz vill Potenzial huet, e Potenzial allerdéngs, wat nach muss développéiert ginn.

Esou bleift eigentlech den Androck, datt mer awer finalement op internationalen Drock hin - ob deen elo vun den europäesche Partnerlänner komm ass, ob en aus den USA komm ass, mä awer opgrond vun internationalem Drock - opginn hunn an datt mer net opgrond vun enger neier Strategie deen dote Schratt virgeholl hunn. Eng Strategie, déi een eigentlech bei der Regierung, wat d'Finanzplaz ubelaangt, net richteg kann erkennen.

Ech selwer hat am Numm vu menger Fraktioun eng Kéier 2010 e Pabeier hei diskutéiere gelooss, wou mer, mengen ech, 31 Punkte fir d'Stärkung an d'Neiausrichtung vun der Finanzplaz proposéiert haten. Eenzelner, mengen ech, sinn dovunner ëmgesat gi bis ewell. Et huet een och iwwer anerer héieren, aus dem Mond vum Finanzminister, datt een dorunner géif denken. Mä déi generell Ausrichtung vun der Lëtzebuurger Finanzplaz fir d'Zukunft, doriwwe ass d'Regierung bis ewell awer nach eng kloer Ausso schëlleg bliwwen.

Wou d'Regierung och eng kloer Ausso schëlleg bliwwen ass, dat ass awer, jo, iwwert d'Chiffieren, iwwert d'Analys, iwwert d'Hannergrënn. Ech selwer hat och op deser Plaz - ech mengen, et war de Januar 2012 - eng Motioun proposéiert, an dat ganz Haus huet déi ugeholl, fir emol eng Analys ze maachen, fir d'Donnéeë beieenezebréngen an deem gesamt Kontext, wat déi europäesch Steierdossieren ubelaangt. Dat fir ze évitéieren, datt mer Décisiounen opgrond vun internationalem Drock huelen, opgrond vun engem gewëssene Bauchgefill, wat mer vläicht alleguerten an deem engen oder anere Sujet hunn, mä datt mer fir d'Allerdéngs sollen analyséieren, dann diskutéieren an dann decidéieren. A jo och beim Bankgeheimnis, och beim allgemengen Informatiounsaustausch, jo, ass jo hei elo decidéiert ginn - a wat dat heescht, wat dat dote bedeit!





De Lucien Thiel, de Regrettéierten, hat viru véier, fénnef Joer eng Kéier hei gesot, datt, wa mer d'Bankgeheimnis an där doter Form géifen opginn, da géif dat 6.000 Aarbechtsplaze kaschten. Ass dat analyséiert ginn? Ass dat gekuckt ginn? Wat heescht dat dote fir d'Aktivitéiten op der Finanzplaz? Wat heescht et herno fir eis Steuerrecetten? Wat wär d'Alternativ gewiescht, hu mer och dat eng Kéier duerchgerechent, wa mer stur um Bankgeheimnis géife festhalen? Wat, mengen ech, och net déi richteg Solutioun gewiescht wär, ech wëll dat och hei ganz kloer ënnersträchen! Mä mir sollen an all deenen dote Froen dach vläicht eis e bësse besser mat Chifferen outilléieren, fir eng fachlech, eng sachlech Diskussioun kënnen ze féieren, an da wäerte mer scho ganz schnell gesinn, wat dee richteg Wee doriwwer ass.

Wat jo och nach bis ewell net ganz kloer ass, an och aus de Wiederer vum Statsminister war et net kloer ze erkennen: Ass dat doten elo eng unilateral Propos vum der Lëtzebuenger Regierung? Ass et d'Resultat vun enger Négociatioun? Gëtt et eng Rei vu Géigeleeschungen, déi Lëtzebuerg wäert kréien, eng Rei vu Garantien, déi mer wäerte kréien, wat dann och d'Zukunft vun eiser Finanzplaz ubelaangt? Doriwwer hunn ech bis ewell nach näischt héieren. Mä vläicht kann een dat jo dann haut och nach do nohuelen.

Mir hunn hei, oder esou schéngt et mer op jidde Fall, eppes opginn, ouni datt mer richteg kënnen soen, wat mer amplaz kënnen kréien. Et ass eent vun deene ville Réckzuchgefechter, déi dës Regierung amgaangen ass ze maachen. Mä si bréngt et net fäerdeg, nei Perspektiven opzezechnen an neit Potenzial kënnen ze entwéckelen.

Iwwert d'Zukunft vun eiser Finanzplaz, mengen ech, ass awer gradesou wichteg oder méi wichteg wéi déi doten Décisioun an Diskussioun ëm d'Bankgeheimnis an ëm den allgemengen Informationsaustausch och dann ebe grad, wat fir eng Finanzplaz mer wëlle sinn, wat fir, jo, wat fir eng nei Piliere mer da wëllen an Zukunft weider opbauen. An do huet ee Saz mech dach e bëssen iwwerrascht, vläicht besser gesot souguer schockéiert, vum Finanzminister, deen ech de Sonndeg an der „Frankfurter Allgemeinen Sonntagszeitung“ gelies hunn, wéi e gesot huet, datt hien der Meinung wär, datt Lëtzebuerg kee Land dierft sinn, dat deenen anere Clienten hëlleft, Geld ze spueren, Steieren ze spueren.

Ech hätt dee Saz mat zwou Hänne kënnen ënnerschreiwen, wann e gesot hätt, mir sollte kee Land sinn, wat anere Clienten hëlleft, fir Geld ze hannerzéien. Dat schéngt mer evident ze sinn, datt mer esou e Land net wëlle sinn.

Mä wann ee seet, et wëllt een net méi hëlleften, datt d'Leit Steiere kënnen spueren, da schéngt dat mer dach awer eppes ze sinn, wou mer éischters eng grouss Kompetenz opgebaut hunn, wou d'Finanzinstitute op der Lëtzebuenger Finanzplaz sech déi leschte Jore vill Méi ginn hunn, fir ebe geziilt nei Produiten ze entwéckelen, ee gezielte Conseil ze ginn en Fonctioun vun der Résidence fiscale vun hirem Client, fir eben eng gewësse Steieroptiméierung kënnen ze maachen. A fir mech ass dat näischt aneschters eigentlech, wéi wa mer alleguerten, wa mer eis Steuererklärung maachen, eis Pisen ofsetze vun eise Bausparvertrag oder eis Schuldzinsen ofsetzen, dat ass näischt aneschters, wéi wann ech bei e Kontabel ginn als kleng Entreprise, dee mer de Bilan mécht, fir ze kucken, datt ech net méi Steiere soll bezuelen, wéi et misst sinn.

Ech ginn dovunner aus - woubäi ech zwar mengen, datt esou een Interview wéi deen doten, dee schéngt mer jo preparéiert gewiescht ze sinn -, ech ginn dovunner aus, datt deen autoriséiert war vum Finanzminister, mä datt et sech awer hei ëm e Lapsus géif handelen. Allerdéngs sinn ech zanter gëschter Owend net méi esou sécher, well de Lucien Lux, de Fraktiounspräsident vun der LSAP, awer gemengt huet, jo, hie géif dat awer novollzéien, datt een op der Finanzplaz eigentlech déi doten Aktivitéit net méi sollt kënnen maachen, fir eben de Clienten eng gutt Berodung kënnen ze ginn, a wat fir eng Produite se sollen investéieren, fir datt se och an hirem Land esou mann wéi méiglech héich besteiert ginn...

#### (Interruption)

...absolut legal héich besteiert ginn!

Ech froe mech, wien denkt eigentlech dann do an där doter Diskussioun un déi Dausende vu Leit, déi zu Lëtzebuerg op der Finanzplaz schaffen, un hir Familljen, déi do schaffen an hiert Geld do verdéngen, net hiert Geld, well se et do investéiert hunn, mä hiert Geld verdéngen, well se do eng Pai kréien? A si kréien do eng Pai, well se hire Savoir-faire all Dag an den Déngscht setze vun deene Geldhaiser, déi hei täteng sinn, dat op eng absolut legal Aart a Weis maachen.

Wa mer och nach dat dote Standbee wëllen ewechhuele bei der Lëtzebuenger Finanzplaz, dann ass et mer wierklech baang, da fäerten ech, da kritt dat vill méi grouss Auswierkungen, wéi déi Opgab vum Bankgeheimnis jee kéint hunn. Dann ass et mer baang ëm deen Drëttel vun eise PIB. Et ass mer baang ëm ganz vill Steuerrecetten an et ass mer baang fir Zéngdausende vun Aarbechtsplazen!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Claude Meisch (DP).** - D'Lag vun der Natioun, mengen ech, muss dann natierlech awer och méi si wéi déi Diskussioun, déi elo éischer par hasard jo zesumme gefouert ginn ass iwwert d'Bankgeheimnis, och méi si wéi eng Analys vun der Eurokris an den Auswierkungen op Lëtzebuerg. Natierlech, mengen ech, wann en Émbroch an deem gréisste Wirtschaftssektor, nämlech deem vun de Finanzen zu Lëtzebuerg, inévitable ass a vläicht souguer eng Chance fir Lëtzebuerg kann duerstellen, da muss dat en Thema sinn.

Mä en Thema muss natierlech och sinn: déi zwou Milliarden Defizit pro Joer, déi mer dann ab 2015 riskéieren ze maachen. Thema muss och sinn dee steigende Chômage, dee vu Rekord zu Rekord klëmmt. Thema muss och sinn déi Rekordzuel vu Failliten, déi mer 2012 hei zu Lëtzebuerg haten. Thema muss och sinn d'Desindustrialiséierung vun eise Land, déi jo heiansdo nach als schlächend bezechent gëtt, mä eigentlech guer net méi esou schlächend ass.

Thema muss sinn: déi Finanzéierungsproblemer bei der Gesondheet, bei der Fleegeversécherung, bei der Renterversécherung. Well déi Reformen, déi gemaach goufen, déi loosse jo kaum Hoffnung opkommen, datt dat alles gewiescht wär, wat do noutwendeg gewiescht wär, fir déi Systemer laangfristeg ofzesécheren. An Thema, mengen ech, mussen dann awer och sinn déi schlecht Wirtschaftsprognosen an Europa a ganz besonnesch och heiheem.

An eleng, wann een dat dote kuckt, da gesäit een an dann, mengen ech, misste mer eis alleguerten eens sinn, datt d'Lag vun der Natioun alles aneschtens ass wéi gutt!

Ech hätt mer dann an der Deklaratioun vu gëschter och, jo, eng Rei vu konkreten Äntwerten op déi dote Problemer erwaart - déi ass de Premierminister awer a ganz groussen Zich schëlleg bliwwen -, well et sinn d'Problemer vun de Leit hei am Land.

Stattdessen hu mer virun allem héieren, wéi de Stat dann déi nächst Jore déi Lächer, déi Budgetslächer do wëllt mat Steiererhéijunge stoppen. E Politikwiesel, dee gouf da vläicht emol esou um Rand eng Kéier beim Logement erwähnt. Vläch och beim Chômage, awer alles ganz, ganz vag, wat do hei skizzéiert ginn ass, ganz wéineg konkret. An et huet een och net richteg eraushéieren: Fir wéini ass dat doten dann? Ass dat nach fir dës Legislaturperiod oder ass dat dann och ee vun deene ville Punkten, déi no 2014 eréischt sollen ugepaakt ginn? Soss hu mer eigentlech just driwwer héieren, wéi d'Regierung gedenkt, fir, jo, méi Geld nach kënnen eranzekréien, fir déiselwech Politik nach kënnen eng Zäitche weiderzeféieren.

E Wuert dann och zu deene bis zu 700 Milliounen, déi eis riskéieren duerch d'Ewechfale vun de Recetté vun der TVA aus dem Commerce électronique ze feelen am Budget ab 2015. Och wann déi 700 Milliounen net dat éischt Joer, 2015, wäerte feelen, esou riskéiere mer dach, datt an de Jore duerno dat Lach sech op déi doten Envergure kéint vergrësseren. Dat wësse mer jo net eréischt zanter gëschter, dat wësse mer zanter Längerem. An trotzdem ass d'Regierung higaangen an huet fest Ausgaben opgrond vun deenen dote Recetten decidéiert. Amplaz dat Geld, wou mer woussten, datt et iwwer 2015 net méi do wär, op d'Säit ze setzen, fir vläch e Stéck méi wäit ze kommen, huet de Stat den Train de vie einfach ausgedehnt. An elo gesäit et dann esou aus, wéi wa missten d'Steieren erhéicht ginn, fir deen Train de vie do kënnen weiderhin ze halen.

#### (Interruptions)

Elo schéngt dann och wierklech näischt aneschtens méi iwwreg ze bleiwen, wéi dat Lach vu 700 Milliounen mat enger, jo, wahrscheinlech net onbedeutender TVA-Erhéijung ze stoppen, d'TVA unzehiewen, fir dat Lach do kënnen ze féllen.

Gewonnert huet mech eigentlech do och d'Zoustëmmung vun der LSAP-Fraktioun. Well wann ech der LSAP an de leschte Wochen, wann ech deene richteg nogelauschert hunn, dann ass gesot ginn, dat kéim fir si jo ni a Fro an dat wär alles ganz schlecht. All Prozent, dee bei der TVA méi géif bezuelt ginn, dat wär mat hinne net ze maachen. Elo schéngt et ze maachen ze sinn.

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Aha!

► **M. Claude Meisch (DP).** - Wat mer...

► **M. Lucien Lux (LSAP).** - ...Legislaturperiod.

► **M. Xavier Bettel (DP).** - ...sechs Méint?

► **M. Claude Meisch (DP).** - Jo, Här Lux, ech weess net...

► **M. Lucien Lux (LSAP).** - An dëser, an dëser Legislaturperiod!

► **M. Claude Meisch (DP).** - Majo, Här Lux, Dir hutt gesot,...

► **M. Lucien Lux (LSAP).** - Ja?

► **M. Claude Meisch (DP).** - ...datt, wann eng Prozenterhéijung bei der TVA schlecht wär..., do hutt Der ganz vill Argumenter, iwwert déi Argumenter kann een diskutéieren, déi si vläch richteg oder falsch, mä wa se richteg si fir virun 2015, da si se och richteg fir no 2015, Här Lux! An elo kommt dach net an Dir zielt..., schläch lech dach hei net eraus, datt Der de Leit dat doten...

#### (Interruption)

...am Klenggedréckten hätt nach ënne gestanen, Dir wäert vläch awer no den nächste Wahlen domadder d'accord. Domadder kommt Der net wäit. Mä Är Memberen, Här Lux, Är Membere wäerten lech scho soen, wat se dovunner...

► **M. Lucien Lux (LSAP).** - Mat deenen hunn ech doriwwer diskutéiert.

► **M. Claude Meisch (DP).** - ...wat se dovunner wäerten halen.

#### (Brouhaha)

Si wäerten nach e puermol, fäerten ech, mat lech...

► **Une voix.** - Këmmert lech emol ëm Är Memberen!

► **M. Claude Meisch (DP).** - Si wäerten nach e puermol, Här Lux, mat lech doriwwer wëllen...

► **M. le Président.** - Ech bieden lech, dem Här Meisch nozelauschteren! Et kann nach jiddwereen herno intervenéieren.

► **M. Lucien Lux (LSAP).** - Ech zielen lech herno eppes iwwer Är Virschléi!

#### (Interruptions)

► **M. Claude Meisch (DP).** - Jo, Är Membere wäerten nach déi eng oder déi aner Kéier wëlle mat lech doriwwer diskutéieren, dat schéngt mer elo scho kloer ze sinn.

#### (Interruptions)

Wat mer begréissen, dat ass de Wonsch vun der Regierung an d'Asicht vun der Regierung, dann awer op de Wee vun enger méi grousser Steierreform wëllen ze goen. Si ass an eisen Aen noutwendeg, a mir hunn et och hei scho gesot, well am Beräich vun de physische Persounen d'Forme vum Zesummeliewe sech geännert hunn iwwert déi leschte Jore. Si ass och noutwendeg bei der Betriebsbesteuerung, fir awer ze kucken: Wat geschitt an de Länner ronderëm a wéi kënnen mer do attraktiv bleiwen?

Jo, ech wëll do awer dann nach eng Kéier drop hiweisen, datt mer, éier mer eng Diskussioun hei kënnen féieren, Zuelematerial brauchen. An et war jo och déi Fro, déi den Här Etgen iwwerhaupt iwwert d'TVA-Erhéijung gestallt hat a senger Question parlementaire: Fir sech kënnen Gedanken zu eppes ze maachen, fir eng Position vläch kënnen zu eppes anzehuelen, bräicht ee jo awer emol geséichert Zuelematerial. An dat géllt sécherlech och fir méi eng grouss Steiererhéijung.

Duerfir wär ech frou, wann d'Regierung an deem Sënn eng gewësse Viraarbecht kéint maachen. Wann ee gäre mam Parlament esou Saache seriö wëllt diskutéieren, da kann et awer net esou sinn, dat d'Zuelen alleguerten op der Säit vun der Regierung sinn an d'Parlament sech alles hei muss aus de Fangere suckelen! Da kritt ee keng konstruktiv Zesummenaarbecht!

Mä et stelle sech eng ganz Rei vu Froen, wat esou eng Steierreform ubelaangt. Et dierf an eisen Aen net nëmme drëms goen, fir méi Geld an d'Keess ze kréien. Dat huet sech gëschter e bëssen als primären Objektiv vun der Regierung esou unhéieren.

Mir müssen eis d'Fro stellen: Awéiwäit a wéi considéiere mer an Zukunft de Mariage, steierlech gesinn? Wéi considéiere mer d'Känner, steierlech gesinn? Wéi, bon, besteiere mer dann den Auto, wa mer op där anerer Säit amgaange sinn, den öffentliche Transport permanent auszubauen? Wéi fanne mer den Équillibier tëschent enger Héicht vun Taxen, déi mer iergendwou musse festschreiwen a vläch nei festschreiwen, an awer Abattementsméiglechkeeten, déi jo och sollten analyséiert ginn? An eben och generell: Wat fir eng Gesamtsteierlandschaft brauche mer fir eis Betri-

ber, fir en attraktive Standuert kënnen ze bleiwen? An nach vill ganz aner Froen, déi zanter Längerem am Raum stinn, ech wëll just déi vun der Grondsteier a vun de Gemengefinanzen hei nach drunhänken.

Et dierf also hei net nëmme drëms goen, fir iwwer Steiererhéijunge méi Geld an d'Keess ze kréien an d'Budgetslächer ze stoppen. Mir brauchen duerfir eng éierlech Diskussioun. Fir déi ze féiere brauche mer awer d'Donnéeën, an déi müssen op den Dësch kommen.

Wa mer déi Diskussioun do wëlle féieren a mir wëlle se transparent féieren, an Transparenz war jo awer och gëschter eent vun de Wiederer an der Ried zur Lag vun der Natioun vum Statsminister Jean-Claude Juncker, datt en der Meinung wär, datt d'Politik e Stéck méi transparent och par rapport zum Bierger wéilt ginn, da mengen ech, ass et eng Selbstverständlechkeet, datt, wann d'Parlament eng Rei vun Donnéeën freet, fir Basismaterial, fir Zuelematerial ze kréien, fir doriwwer kënnen sech Gedanken ze maachen iwwer eventuell Reformen, och am Beräich vun de Steieren, datt et selbstverständlich misst sinn, datt d'Regierung alles drusetzt, fir dat dann och ze beschafen.

An ech wëll menger Enttäuschung nach eng Kéier Ausdrock ginn, datt mer zanter Januar 2012 ebe keng Suite gesinn hunn op déi Motioun, déi d'Parlament hei gestëmmt huet, wat déi international Steierdiskussiounen ubelaangt.

Et gëtt nieft Steiererhéijungen, mengen ech, och eng aner Method, fir de Budget ze konsolidéieren. Well eenzeg an eleng op Steiererhéijungen ze setzen, dat schéngt eis dee falsche Wee ze sinn. An dat hu jo eigentlech och déi leschte Jore hei zu Lëtzebuerg bewisen. Well dat, wat d'Regierung an deene leschte Jore ëmmer Spuerpak genannt huet, dat war jo eigentlech ëmmer zum ganz, ganz groussen Deel e Steierpak, an d'Resultat dovunner ass, datt mer nach ëmmer deeselwechten Defizit hunn a just d'Steierlaascht haut vill méi héich ass, wéi dat nach virun enger Rei vu Jore de Fall war.

Datt eleng Steiererhéijungen de Wee net sinn, dat gesi mer och a ganz villen aneren europäesche Länner oder och international, wa mer méi wäit kucke ginn. Mir gesinn awer och, datt déi Länner d'Kéier am beschte kritt hunn, déi dee richteg Mix vun der Politik fäerdegbruecht hunn. Nieft enger Rei vu steierleche Mesuren eben och eng ganz Rei vu Spuerforten, eng Rei vu strukturellen Upassungen an awer och e Wirtschaftswuesstum net aus den Aen ze verléieren, dat schéngt eis éischer de Mix ze sinn, dee mer an der Politik brauchen, fir aus der Kris erauszeféieren.

Eleng d'Steieren ze erhéijen, fir eng Politik, déi eigentlech gescheitert ass an deenen Hauptdomäne vun der Politik, fir also eng schlecht Politik kënnen weiderzeféieren, dat ass an eisen Ae keng Alternativ.

Et freet ee sech eigentlech och, wou de Wuessstum soll hierkommen. De Statsminister huet gesot, datt mer um europäesche Plang musse kucken, datt mer jo dach virun allem a Südeuropa, an deene Länner, déi staark betraff waren duerch d'Eurokris an duerch eng Rei vun dach dramateschen Aspueungsmoosnamen, déi se hu missen huelen, datt mer do dem Wuessstum eng Chance musse ginn. Mä d'Fro stellt sech awer och zu Lëtzebuerg, wéi mer dem Wuessstum eng Chance kënnen ginn, wa mer eenzeg an eleng probéieren, eis Budgetsituatioun ze konsolidéieren iwwer Steiererhéijungen. Steiererhéijungen, esou massiv Steiererhéijungen, wéi se och gëschter ugeklonge sinn, a Wuessstum, dat passt an eisen Ae ganz, ganz schwéierlech zesummen.

Mir brauchen duerfir virun allem e Politikwiesel. Et kann net ugoen, just Geld beieneenzekrazen, fir déiselwech Politik weiderzeféieren.

An Dir kennt, Dir Dammen an Dir Hären, eis Proposen. Ech wëll lech elo net hei fir d'47. Kéier de Prinzip vun der Klimabank erklären a vu ganz villen anere Punkten, déi mer ëmmer erëm hei diskutéiert hunn, wou mer der fester Iwwerzeugung sinn, datt een och mat manner Geld ka souguer besser Politik fir d'Leit maachen.

Ech wëll op een Thema vläch e bësse méi wäit agoen, nämlech dat vun der Selektivitéit. Et huet mech gewonnert, datt ech an de Wiederer vum Statsminister kaum eppes iwwer Selektivitéit an der Familljepolitik, an der Sozialpolitik héieren hunn, well et waren d'Majoritéitsfraktiounen, déi eis nach Enn d'lescht Joer gesot hunn, datt se sech quasi vum 1. Januar géife





beieneesetzen, fir da wierklech emol konkret d'Politik ze definéieren, wat da Selektivitéit an den Ae vun dëser Majoritéit, no dëser Majoritéit wär. A mir hate gemengt, datt mer dat da géifen decouvréiere beim État de la nation.

Mä vläicht diskutéiere se nach ëmmer, vläicht hu se och erausfonnt, datt se sech net eens ginn, mä op jidde Fall hu mer doriwwer kee Wuert héieren. An et schéngt dann esou weiderzagoen, datt d'Selektivitéit och eent vun deene ville Schlagwierder bleift.

Mir hu jo eng enorm selektiv Reform vun de Studiëbäihëllefe gemaach, wou mer vu Selektivitéit ewechkomm sinn, déi mer eigentlech hatten, a wou elo jiddwereen datselwecht kritt, onofhängeg dovunner, wat de Portmonni ausseet vun den Elteren, vum Student, onofhängeg dovunner, wéi vill Geld datt een eigentlech brauch opgrond vun de Käschten, déi een huet, fir an där enger oder an där aner Stad, op där enger oder an där aner Uni ze studéieren. Esou Panne wéi do, déi schéngen da weiderhin och virprogramméiert ze sinn.

Ech wëll nach drun erënneren, datt mer - bon, dat, wou de Statsminister sech zum Deel derfir gebretzt huet gëschter hei am Numm vun der CSV an der LSAP - de Kannerbonus net matgedroen hunn, well mer schon deemools der Meenung waren, méi Geld a Sachleeschungen an eng qualitativ héichwärtig Betreiuung ze investéieren, wéi de Leit nach méi Geld kënnen an d'Hand ze ginn; well mir och méi wéi skeptesch waren an dat net matgedroen hunn, d'Aféierung vun de Chèques-services. Net, well mer der Meenung waren, datt een nach méi sollt froe fir d'Kannerbetreiuung, mä well een der Meenung war, datt een deen administrative Monstrum, deen do geschaf ginn ass, datt een deen net gebraucht huet. Dee jo och geschaf ginn ass, fir en duerno generell op quasi déi ganz Elementer vun eiser Gesellschaft, am Sport, an der Kultur, auszudehnen, wou jo elo selwer op eemol dann awer festgestallt ginn ass, och op der Säit vun der Majoritéit, datt een do vläicht e Stéck zréck misst rudder, well een ze wäit iwwert d'Zil erausgeschoss ass.

Ech wëll och nach eng kéier drun erënneren, datt mer eng ganz selektiv Propos hatten, wat en neie Mix vu Kannergeld a Wunnegeldleeschung ubelaangt. An an deem Kontext, jo, do hunn ech awer och e Wuert gëschter vum Premierminister héieren, nämlech datt d'Regierung amgaange wär ze iwwerleeën, fir den Export vun enger Rei vu Leeschungen nei ze analyséieren a vläicht d'Systemer dorops hingehend ze änneren, datt deen Export soll ofgebremst ginn.

Ech weess, Här Statsminister, mir zwee haten zimlech penibel Diskussiounen heiriwwer. Duerfir hutt Der dat wahrscheinlech gëschter och esou kuerz gehalen an Är Ried. Mä et géif mech awer interesséieren, wat Der da prezis domadder gemengt sollt hunn.

Ech erënneren och nach eng kéier drun, datt mir der Meenung waren a sinn a bleiwen, datt déi Rentereform, déi d'lescht Joer gestëmmt ginn ass, net dat lescht Wuert därer sinn, datt dat virun allem ze spéit gräift, datt mer méi fréi hätte missen eng Rei vu Mesuren huelen, datt een net kann novollzéien, datt een haut mat engem System vum Ajustement nach weiderfiert, d'Renten an d'Luucht ze driewen, fir duerno deene jonke Leit vun haut, deene künfte Generatiounen erëm eng kéier méi mussen ewechzehuelen.

Wann een haut vläicht och mat méi geréngen Interventiounen ugefaangen hätt, dann hätt de System herno méi wäit gereecht an et hätt een duerno de grousse Hummer vläicht eng Zäit méi laang kënnen an der Täsche halen. Duerfir mengen ech och, brauch keen eis mangelnde Courage virzwerfen, datt mer an deene leschte Joren de Rentenajustement hei net matgedroen hunn, well déi laangfristeg Ofsécherung eis do méi wichteg war.

Mir hunn och an der Vergaangenheet, an do kann ee relativ wäit zréckkucken, gesot, datt mer net nëmmen eng Reform vun der ADEM brauchen, mä och d'Aarbeitsmaartpolitik sech generell misst änneren. An och de Statsminister huet sech gëschter domadder beschäftegt. Mir sinn der Meenung, datt ee prioritär op d'Weiterbildung muss setzen, well an engem Land, wat lafend nach ëmmer Aarbeitsplaze schafft a wou awer de Chômage klëmmt, do gëtt et jo iergendwou eng Inéquatioun tëschent deem, wat d'Patrone gären hätten, där Formatioun, deene Capacitéiten, déi se sichen, an deem, wat déi Leit, déi op der Sich sinn no enger Aarbecht, kënnen bidden. Also muss mer probéieren, se esou wäit ze forméieren, wéi et dach nëmme geet.

Mir sinn och der Meenung, datt ee vun deene Leit, wou d'Öffentlechkeet d'Hand reecht, sief et iwwer de Chômage, dee se bezuelt kréien, sief et iwwer eng aner Ennerstëtzung, wéi den RMG, datt een och eng Géigeleeschung do därer froen a Form vun engem Effort, deen ee mécht, fir sech zum Beispill weiderzebilden, a Form vun engem Effort, deen ee mécht, fir och vläicht eng Aarbecht am öffentlechen Interessi unzuhuelen. Mir soen dat zanter 2006. Ech hunn et hei x-mol widderholl.

De Premierminister huet mer eng kéier dunn eng Geschicht gezielt vun enger Eech an engem Buch, wou ech dat hei développéiert hunn, mä e schéngt awer mëttlerweil och vun deene Gedankengäng do lues a lues méi iwwerzeegt ze ginn. Mir sinn awer gespaant, wat konkret herno wäert derbäi erauskommen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Claude Meisch (DP).** - Et muss een dann och e klere politesche Choix maachen an enger Rei vu Politikberäicher, amplaz weiderhin ze probéieren, esou laang wéi méiglech dat eent a gläichzäitig quasi de Géigendeel ze subventionéieren, ze finanzéieren, staatlech ze ennerstëtzen. Jo, mir sinn amgaangen, den öffentlechen Transport massiv auszubauen. Mä et huet eigentlech nach keen esou richtig doriwwer nogeduecht, ob dann déi Förderung fir den Individualverkéier an deem Mooss nach ëmmer muss sinn, wéi se haut nach ëmmer Bestand huet.

Mir bleiwen der Meenung, datt, wa mer Familljepolitik maachen, et virun allem och Kannerpolitik soll sinn an datt mer do manner mat Geld sollen intervenéieren, mä méi mat héich qualifizéierten Déngschtleeschungen, virun allem mat enger ganz, ganz gudder Kannerbetreiuung, well dat d'Startchancé fir d'Kanner einfach verbessert, well dat de Kanner méi mat op de Wee gëtt, wéi wann een d'Elteren nach e bësse finanziell e Stéckelche besserstellt.

Mir gesi jo eigentlech och an all de Statistiken, wou déi Politik bis elo do higefouert huet: De soziale Lift ass net nees ugesprongen hei zu Lëtzebuerg, e blockéiert nach ëmmer. An duerfir menge mir, datt d'Prioritéit an der Familljepolitik net weider Geldleeschungen, mä virun allem qualitativ héich Betreiuungsleeschung solle sinn.

Mir si weiderhin der Meenung, an dat ass net nei, dat wësst Der och, datt ee muss méi bauen a méi schnell bauen, fir der Demande um Wunnengsmaart Rechnung ze droen. All déi aner Mesuren, déi mer hunn, wou mat ganz vill Geld de Wunnengsbau ennerstëtzt ginn ass, souwuel déi Leit, déi bauen, ennerstëtzt ginn, wéi och déi Leit, déi kafen an déi lounen, ennerstëtzt ginn, dat lant herno, riskéiert herno an den Täsche vun deenen ze landen, déi Apartementer an déi Haiser hunn, wa mer net en Equiliber um Wunnengsmarché hunn tëschent Offer an Demande.

Mir si belächelt gi virun enger Rei vu Joren, wou mer eng kéier ausgerechent hunn, datt en Immobiliéprojet kann hei zu Lëtzebuerg bis zu aacht Joer dauere vun deem Moment un, wou ee säin Terrain verkaaft huet, bis dee Moment, wou eng jonk Koppel de Schlüssel an de Grapp kritt, fir eranzeplënnen.

Nun, ech hu gëschter an de Wieder vum Statsminister héieren, datt och hien der Meenung ass, datt een eppes fir d'Offer misst maachen. Mir si gespaant. Mir hunn allerdéngs eis Zweifel, ob déi nei grousse staatlech Wunnengsbau-gesellschaft an Urbanismusgesellschaft, déi elo do soll geschaf ginn, dat richteg Instrument ass, fir da méi schnell an och vill méi kënnen Wunnengen ze realiséieren an op de Marché ze ginn. Do hu mer eng gewësse Skepsis.

Mir waren och der Meenung, virun allem am Ufank vun der Kris hätt een dat, mengen ech, jiddwerengem am Land erkläert kritt, datt een eng Indexbranche sollt ausfale loossen, well et sozial gerecht ass, well jiddwereen en fonction vu sengem Revenu e Bäitrag hätt kënnen leeschten a well virun allem déi Mesure, entgéint där, déi de Statsminister viru Kuerzem nach eng kéier op engem Parteikongress widderholl huet, och eng Äntwert gewiescht wär op de Besoin vu méi Kompetitivitéit an der Industrie an am Handwierk. Well et ass virun allem och an deenen Domänen, wou den Index ganz besonnesch stark dréckt a wou e riskéiert, Aarbeitsplaze ze gefährden, wou e Patron, wann en den Index muss bezuelen, seet, da probéieren ech herno vläicht, deen een oder deen aneren, deen an d'Pensioun geet, net méi ze ersetzen.

Bon, d'Regierung ass net mat op deen dote Wee gaangen, huet en aneren, faule Komproméss bis 2014 ausgehandelt. A wat doriwwer eraus kënn, dat schéngt jo och nach keen esou richtig ze wëssen.

Doriwwer eraus ware mer der Meenung a sinn och der Meenung, datt een am Wuerekuerf misst d'Energie aneschtters pondéieren, well

et kee Sënn mécht, datt ech dat, wat ech op der Pompel méi bezuelen, och vum Patron nach eng kéier matbezuelt kréien. Dann ass jo kee bereet, herno op de Vélo ëmzeklappen, ze Fouss ze goen, den Zuch oder de Bus ze huelen.

Mir stinn och zu deem Engagement, dat mer am Ufank vun der Legislaturperiod hei geholl hunn, fir, soulaang d'Statsfinanzen deen doten Déséquilibre ausweisen, keen Accord salarial mat der Fonction publique ofzeschléissen, well mer Schwierigkeeten hunn nozevollzéien, datt mer op där enger Säit Scholde maachen, op där anerer Säit d'Steieren erhéijen, an dann engem Deel vun der Gesellschaft awer nach Lounaugmentatiounen zugestinn, dee sécherlech net deen Deel vun der Gesellschaft ass, deen am meeschte bis ewell ënnert der Kris gelidden huet.

Dat war jo eng Argumentatioun, déi d'Regierung iwwerzeegt hat virun zwee Joer, deen Accord salarial zréckstellen. D'Situatioun huet sech a mengen Aen, a menger Liesaart awer net verbessert. Wann ech den Defizit kucken an de Besoin, fir weider Steieren ze erhéijen, deen och gëscht bei eis skizzéiert ginn ass vun der Regierung, da froen ech mech, firwat dann elo op eemol deen Accord salarial do eng gutt Saach soll sinn, wann e virun zwee Joer net an d'Landschaft gepasst huet.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Claude Meisch (DP).** - Eng aner...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Hat et mat de Wahlen ze dinn? Ech weess et net.

► **M. Claude Meisch (DP).** - Bon, ech mengen, viles hätt eppes mat de Wahlen ze dinn. Mä dorobber, Här Gibéryen, kommen ech och nach a menger Interventioun.

Et ass also eng aner Politik hei zu Lëtzebuerg méiglech, an et gëtt genuch Propositiounen, déi zanter Joren um Dësch leien, an et gëtt kee Grond, fir länger ofzewarden.

An der Deklaratioun allerdéngs vu gëschter huet ee kaum konkret Propose fir de Rescht vun dëser Legislaturperiod héieren. Et hätt ee jo kënnen an eigentlech missen erwaarden, opgrond vun där Analys, déi gemaach ginn ass, opgrond vun där Situatioun, an där d'Land stécht, datt d'Regierung wierklech hei gewissen hätt, datt se bereet wär, d'Äerm eropzestrepfen an alles drunzesetzen, esou vill wéi méiglech nach ëmzesetze virun deenen nächste Wahlen. Mä dat Meesch, hu mer héieren, dat betrëfft eis souwisou eréischt no den nächste Wahlen.

Och d'Ambitioun, fir e gesamtstaatlechen Nulldefizit ze kréien, ass op no deenen nächste Wahle verréckelt ginn, ouni datt awer gesot ginn ass, wéi dat da ganz konkret soll organiséiert ginn.

Déi TVA-Erhéijung, déi am Raum steet, déi geet jo emol net duer, si geet emol bei Wäitem net duer, fir déi 700 Milliounen, déi ausfale iwwert d'TVA am Commerce électronique, fir déi nëmmen ze kompenséieren.

Mir hunn des Weideren e risegt Lach vun 1,1 Milliard haut schon an eise Joresbudget, dat muss finanzéiert ginn, an dann héiere mer, datt ee momentan der Lëtzebuerger Economie net méi wéi e Konsolidéierungseffort vun 250, 300 Milliounen pro Joer dierft zoumudden, wat jo awer dach ëmmerhin eng gewësse considéabel Zomm ass. Mä wann ech awer elo emol kucken, wat konkret genannt ginn ass, an ech stellen dat géint déi doten Zomm, da muss iergendzwoesch awer nach eppes an der Pipeline sinn, wat gëschter hei net genannt ginn ass. Well dat schrëttweist Auslafeloosse vun der Bonification d'intérêt, d'Ofschaf vum der Prétraite-ajustement - a fir de Rescht ass eigentlech just analyséiert ginn an et soll diskutéiert ginn, mä ebe ganz wéineng Konkretes ass genannt ginn -, do kann ech mer net virstellen, datt dat 250 bis 300 Milliounen pro Joer Konsolidéierungseffort sollt ausmaachen.

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Prétraite-solidarité!

► **M. Claude Meisch (DP).** - Pardon, Prétraite-solidarité. Merci fir déi Korrektioun, Här Statsminister.

Mä et huet een d'Impressioun, datt d'Regierung eenzeng an eleng weider drop hofft, datt d'Wieder nees besser gëtt, datt d'Wolleke sech verzéien, datt deen een deem aneren erëm eng kéier mat breeder Broscht ka soen, d'Kris wär eriwuer a se wär gutt gemeeschtert ginn, an d'Recetté beim Stat, déi géifen dann elo erëm esou richtig usprangen.

Dir Dammen an Dir Hären, dat ass extrem fahrläss. Well, wann et net esou ass, da wäerte mer weider eng Milliard oder weider méi wéi eng Milliard pro Joer Scholde musse maachen, mir wäerte weider d'Laaschten op déi nächst

Generatioun musse verréckelen. De Reformbedarf gëtt vu Joer zu Joer méi grous an et gëtt vu Joer zu Joer net méi einfach, fir d'Problemer hei am Land ze léisen. An d'Problemer wäerten nach vill méi Leit ganz konkret treffen, wéi dat haut leider schon de Fall ass.

Wat denkt, Dir Dammen an Dir Hären, wat denkt eng jonk Famill zu dëser Deklaratioun, déi mer gëschter héieren hunn? Wat denkt e jonke Mënsch, deen nach an d'Schoul geet, dee seng Zukunft wëllt virbereeden? Wat denkt eng Mamm? Wat denkt e Familljepapp, deen all Dag ëm seng Aarbecht muss fäerten? Wat denkt e Selbststännegen, dee säi Betrib, seng Mataarbechter iwwert d'Ronne wëllt bréngen?

Bitt dës Politik, bitt déi Deklaratioun, déi mer gëschter héieren hunn, deene Leit do nei Perspektiven? Kënnen si mat deene Wieder, déi mer gëschter héieren hunn, neit Vertrauen an d'Zukunft vun eise Land hunn? Maache mir hinnen domadder nees Loscht op d'Zukunft? Wuell kaum!

Si kréie gesot, datt alles plus ou moins esou wäert weidergoen, wéi et bis ewell war. Datt nach just muss Geld opgedriwwen ginn, fir déi Politik do esou kënnen weiderzeféieren. Datt déi grous Déciisiounen eréischt no 2014, also no den nächste Wahlen, solle geholl ginn. An ech mengen, datt dat jo net eppes ass, wat d'Leit am Land iergendwéi kéint berouegen, wou éischer gefaart gëtt, da gëtt et vill méi schlëmm no den nächste Wahlen, wéi wann een elo schon d'Wourecht géif soen.

Wa se gëschter gutt nogelauschtert hunn, da kënnen se sech domadder vläicht nach just tréischen, datt et zwar hei am Land ëmmer weider biergof geet an ëmmer schlëmmer gëtt, mä datt aner Länner nach e Stéckelche méi schlecht dru si wéi mir.

Nun, fir all déi dote Leit, déi sech déi dote Froe gestallt hunn a vläicht jo och Hoffnung an eng Deklaratioun haten, ass dat dach e ganz, ganz schwachen Troust.

Si hunn net héieren, wéi neie Wuesstum soll entstoen. Si hunn net héieren, wéi sech d'Finanzplaz och mam allgemengen Informationsaustausch soll weiderentwéckelen. Si hunn net héieren, wéi mer aus der Scholdepolitik sollen erauskommen. Si hunn net héieren, wéi mer eis sozial Systemer op déi demografesch Veränderung, op eng alternd Gesellschaft weider sollen emstellen. Si hunn net héieren, wéi all Kand an der Schoul déi beschten Ennerstëtzung ka kréien. Si hunn net héieren, firwat et sech grad elo géif rentéieren, hei zu Lëtzebuerg e Betrib opzemaachen, Aarbeitsplazen ze schafen, ze investéieren.

Dat Eenzegt, wat se héieren hunn, dat ass, datt et weider esou geet wéi bis ewell an datt et just e Stéckelchen nach méi deier wäert ginn. An dat geet nu wierklech net duer, dëst Land huet Besseres verdéngt, Dir Dammen an Dir Hären!

Ofschlëssend wëll ech ganz einfach nach eng kéier soen: Jo, d'Regierung wëllt Geld ausginn, d'Regierung wëllt och vill Geld ausginn, d'Regierung bretzt sech och domadder, datt se vill Geld ausgëtt, mä d'Regierung bréngt et net fäerdeg domadder, mat deem ville Geld, wat se an de Grapp hält, d'Problemer vun de Leit hei am Land ze léisen. An elo soll da weider konsolidéiert ginn an der Héicht vun 250 Milliounen Euro d'Joer. Mä dat, wat mer héieren hunn, do wësse mer, datt et vir an hannen net wäert duergoen, fir déi doten Ziler ze errechen.

An och bei engem Effort, wann een en Effort net méi ka maache wéi déi 250 bis 300 Milliounen d'Joer, dann hënnert dat kee Mënsch drun, eng Politik ze iwwerdenken. Et hënnert kee Mënsch drun, eng Rei vun anere strukturelle Reformen ze maachen, déi eis besser géifen opstellen, déi eis méi performant géife maachen, déi eis méi effizient géife maachen, déi eis Systemer méi op de Besoin vun haut géifen ausrichten. Mä doriwwer, Dir Dammen an Dir Hären, gouf gëschter an dësem Haus leider net geschwat!

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Meisch. Als nächste Riedner ass den Här Lux agedroen. Här Lux, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Lucien Lux (LSAP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kollegen, d'Toile de fond an Europa bei eisen Debatten an deene leschte Joren ass leider Gottes och dëst Joer net besser: Vertrauenskris an der Politik, Glafwierdegkeetskris par rapport zu deem, wat a ville Länner an Europa am Moment geschitt, Wirtschaftskris, kee Wuesstum, Augmentatioun vum Chômage, eng Schéier tëschent Aarm a Räich, déi op ville Plaze weider ausernegeet, eng Aarmut, déi an d'Luucht geet, eng Toile de fond, déi also keng gutt ass.

Par rapport dozou huet de Premier gëschter hei e Bild gezechent, dat kloermécht, dass Lëtze-





buerg souwuel an den direkte wéi an den indirekten Auswierkung vum der Kris se därelech besser bewältigt huet wéi all aner Länner an der Europäescher Unioun oder an der Eurozon.

An ech sinn, Här Meisch, mat lech d'accord, wann Der sot, dass och zu Lëtzebuerg net alles Gold ass, wat glänzt, dass et zu Lëtzebuerg an der Tëschenzäit bal 20.000 Leit gëtt, déi den RMG kréien, iwwer 50.000 Leit, déi um Mindestloun schaffen. Awer trotzdeem, Här Meisch, muss ee feststellen, dass déi politesch an och déi sozial Stabilitéit hei zu Lëtzebuerg awer mat kengem anere Land ze vergläichen ass.

An ech wëll zwee Parameteren huelen, déi, mengen ech, och gëschter gebraucht gi sinn, fir ze weisen, dass mer awer hei zu Lëtzebuerg eng relativ komesch Situatioun heiansdo hunn: wann ee gesäit, dass de Chômage zwar an d'Luucht geet, mä dass mer och an deene Jore vun der Kris, säit 2008, Dausende vun neien Aarbechtsplaze geschafen hunn an eent vun deene weinege Länner sinn, wat eng positiv Entwécklung vu sengem Emploi intérieur huet par rapport zu deenen aneren, an och, dass de Revenu disponible hei zu Lëtzebuerg an deene leschte Joren, och an der Kris, de Revenu disponible moyen an d'Luucht gaangen ass, wat net vill aner Länner vu sech kënnen behaupten.

Ech wëll fir eis Fraktioun dräi méi prinzipiell Remarqué maachen zu der Ried an zu der Beschreiwung vun der Situatioun hei zu Lëtzebuerg, déi de Premier gëschter gemaach huet. Déi Éischt, fir feststellen, dass des Koalitioun déi Erausforderunge vun deene leschte Joren ugepaakt huet an dass inhaltlech dat Bild, wat gëschter gezechent ginn ass mat der Terminologie vun der fairer Gesellschaft - mir géifen dat éischter eng gerecht, eng solidaresch Gesellschaft nennen - genuch Kompass duerstellt, genuch Betounung gëtt op dat, wat de Feinschlëff an der Gesellschaft fir d'Mënsche konkret Dag fir Dag duerstellt, also genuch Virstellung vu Solidaritéit a sozialer Gerechtheit duerstellt, fir eng gemeinsam Politik ze maachen.

An ech wëll dat konkret duerstellen, dass gëschter dach awer, méi wéi jee, därelech vun Premier gemaach ginn ass, dass souwuel an Europa wéi hei zu Lëtzebuerg et keng eesäiteg Politike ka ginn. Et ass ëmmer eng Politik vum Gläichgewicht: Gläichgewicht tëschent Wuesstum op där enger Säit - d'Kafkraaft héich halen, d'Investitiounen héich halen, op där enger Säit - an op där anerer Säit awer och d'Konsolidéierung vun den öffentleche Finanzen, an dass och eng aner Balance wichtig ass tëschent der Kompetitivitéit vun eiser Ekonomie op där enger Säit an der sozialer Kohäsion op där anerer Säit, déi noutwendeg ass.

Ech wëll och deem Androck entgéinhalten, an de Premier huet dat gëschter méi wäit nach ausgeholl an der Zäit, fir kloerzemaachen, dass des Regierung an des Koalitioun handlungsfäeg a virun allem och reformfrees waren a Reformen, och strukturell Reformen, ugepaakt hunn.

Ech wëll déi nenne vun der ADEM, ech wëll déi nenne vun der Krankeversécherung, ech wëll drun erënneren, dass dat eng Reform war, déi ënner schwieerege Émstänn - e Streik vun den Dokter - duerchgefouert ginn ass. Ech wëll déi nenne vun der Renteverseicherung, déi vun der Fonctioun publique, déi mer am Moment amgang sinn hei an der Chamber ze diskutieren. Ech wëll de Kompromëss an der Koalitioun iwwert den Index, nom Scheitern vun der Tripartite, nennen, déi Reformen, déi an der Schoul gemaach gi sinn, an der Grondschoul, an déi elo amgang sinn definitiv preparéiert ze ginn, wat de Secondaire ubelaangt.

Ech wëll déi gesellschaftlech Reformen nennen am Zesammenhang vun dem IVG, awer och vun deem, wat mer nach ze maachen hunn, dem Bestietnis vu gläichgeschlechtliche Koppelen an der Adoptioun dozou. Ech wëll déi nenne vun Surendement an ech wëll och eng nennen, déi fir eis als LSAP extrem wichtig ass, dass an engem Moment an der Kris, wou iwwerall de Sozialdialog, d'Matbestëmmung an den Entrepreneuren an deenen anere Länner Lettre morte sinn, dass do hei zu Lëtzebuerg eng Koalitioun an eng Regierung e Projet de loi virleeën, fir d'Matbestëmmung, fir d'Cogestioun, de Sozialdialog ze verstärken an ze verbessern, an net de Géigendeel ze maachen. Ech mengen, dat ass eng ganz grouss symbolesch Reform, och fir ze weisen, wat fir e Wee a wat fir e Fundus des Koalitioun zesummen huet.

Deen drëtten Punkt ass dee vun der Method. An ech si frou, dass d'Regierung an deene leschten Deeg sech Zäit geholl huet, fir mat de Sozialpartner och iwwert d'öffentleche Finanzen ze diskutieren a vläicht de Moment erëm do ass, fir eng Tripartite-Ronn ze maachen. Ech géif se éischter gesinn, amplaz um Niveau vun den öffentleche Finanzen, wat awer e bëssen och d'Hoheitsgebitt vun der Chamber ass, géif ech mengen, dass d'Theme vun der Kompetitivitéit

an den Thema vun der Zukunft vum Sozialstat besser Themen nach wäeren, fir an der Tripartite ze diskutieren.

Et bleift, dass et eng Konditioun gëtt, dat ass déi, dass se gutt virbereet ass, natierlech, mä et ass awer och noutwendeg, dass d'Sozialpartner och mat Kompromëssbereitschaft dohinnerkommen, dass se sécherlech hir essentiell Forderungen do verteidigen - dofir si se do -, mä dass se awer mat engem Esprit kommen, deen et erlaabt, och zum Schluss, „at the end of the day“, wéi haut gesot gëtt, dann och zu gudde Kompromësser ze kommen.

Déi zweet prinzipiell Bemierkung ass, an dat soen ech hei fir eis Fraktioun säit véier Joer ëmmer erëm a meeschtens eleng - an der Tëschenzäit Gott sei Dank net méi -, dat ass, dass d'Konsolidéierung vun öffentleche Finanzen a Wuesstum zesummeginn, dass dat net Saache sinn, déi sech ausschléissen, dass een net nëmmen op deem engen A ka blann sinn oder op deem aneren, mä dass een dat zesumme muss kucken.

An et muss een haut feststellen, dass déi eesäiteg Spuer- a Kierzungspolitik, déi an Europa gemaach ginn ass an deene leschte Joren, gëschter ass, mat deelweises katastrophen konjunkturellen, sozialen a politesche Konsequenzen, mat enger Rezessioun, déi dozou féiert, dass mer en dramateschen Ustig vun der Aarbechtslosegkeet, besonnesch vun der Jugend-aarbechtslosegkeet hunn, mat enger politescher Instabilitéit an eenzelne Länner.

Wa mer d'Situatioun a Griichenland kucken, wa mer se an Italien kucken, wa mer se a Portugal kucken, wou an der Tëschenzäit d'Verfassungsgericht decidéiert, wat soll gemaach ginn, net méi d'Chamber an net méi d'Regierung, wann een an Zypern kuckt, wann een a Spuenien kuckt, da gesäit een dat, wat vill Leit, an ënner anerer mir, säit Laangem soen, dass déi Politik do eng Politik ass, déi vläicht deene Länner, deenen et gutt geet, déi eng gutt Situatioun hunn, kann hëllefen, mä déi déi Länner, déi a Schwierigkeete sinn, jiddefalls definitiv an der Ruin féiert.

Absurd ass iwwregens och, wëll ech soen, dass, wann ech mer fest virstellen, dass 16 vu 27 Länner hir Kritären net kënnen erfëllen, fir d'Stabilitétskritären anzehalen, wann ech mer elo virstellen, dass déi opgrond vun deene Regeln, déi mer haut eis ginn hunn, elo Milliounen Sanktiounen solle vu Bréssel kréien, dat heescht, dass gläichzäiteg zu dem Misär, an deen déi Länner schonn an hiren öffentlechen Haushalter kommen, elo nach Milliounen Euro Strofe sollen derbäikommen, eng absurd Situatioun, wann ee sech virstellt, wat dat fir déi Länner bedeit!

An ech wëll bei där Geleeënheet och soen, dat wat och mäi Virriedner, de Kolleg Marc Spautz gesot huet, dass et an där Spiral, an där mer dra sinn, och noutwendeg ass, och endlech an Europa de soziale Volet, dat soziaalt Europa ze entwëckelen. An dofir wëll ech ausdrécklech déi Efforten (veuillez lire: déi Efforten ënnersträichen), déi d'Minister Nicolas Schmit a Mars Di Bartolomeo an Europa gemaach hunn, fir endlech kloerzemaachen, dass mer net nëmmen eng Eurozon vun de monetären an de wirtschaftleche Politike brauchen, mä dass mer och eng Eurozon vum sozialen Europa brauchen.

Ech géif och d'Regierung froen, eis emol ze soen, wa virun e puer Méint gesot ginn ass, mir hätten elo niewent där Konsolidéierung, de Konsolidéierungsefforten och e Wuesstumspakt vun 120 Milliarden, deen, mengen ech, fräigemaach ginn ass aus enger Rei vu Moyeréien vun der Europäescher Unioun, da wär ech frou ze héieren, wou mer dann an der Émsetzung vun deene Wuesstumsimpulser um Niveau vun de groussen Aarbechten an Europa dru sinn. Ech hunn heiansdo d'Gefill, dass et do vill manner, vill manner schnell a vill manner tough zougeet, wéi et zougeet um Niveau vun deenen anere Politiken.

Ech hunn och gëschter héieren hei - an et huet eis gefreet -, dass de Premier, vläicht befreit vum Corset vum dem President vun der Eurozon, därelech gesot huet, dass een eng Tempodrosselung soll maachen an der Anhalung vun der Stabilitétskritäre fir eng Rei vu Länner. Dat ass alleréngs, ech wëll dat hei soen, dat ass alleréngs par rapport zu deem, wat de Finanzminister virun engem Mount bei sengem éischten Optrëtt als Finanzminister an der Eurozon gesot huet, just de Géigendeel, well hie ganz därelech erausgaangen ass a gesot huet, et dierft iwwerhaupt keng Kompromësser ginn, et misst een hei tough derduerchgoen.

Ech hoffen, dass mer hei elo gëschter de Mond gespëtzt hunn an der Fro vun der Tempodrosselung an och bereet sinn, an de Gremie vun der Eurozon, an der Europäescher Unioun bereet sinn ze pfeifen, fir kloerzemaachen, dass mer deene Länner do méi Méiglechkeete musse

ginn, fir erauszekommen, an dass déi Austeritéitspolitik do net zu deem féiert, wat mer gären hätten, nämlech och Wuesstum, nämlech och Bekämpfung vum Chômage, nämlech och Reizer um Niveau vun deem, wat um Niveau vum Wuesstum ka geschéien.

Mir hunn zu Lëtzebuerg, an dat soen ech, och wann deen Deputéierten, deen eis dat ëmmer ënner d'Nues reift, elo de Moien net hei ass, mir hunn hei zu Lëtzebuerg keng Austeritéitspolitik gemaach. Ech wëll dat vergläiche mat deem, wat an anere Länner geschitt ass. Ech hu virdu gesot, mir hunn och zu Lëtzebuerg an de Jore vun der Kris eng positiv Akommepolitik - iwwert d'Augmentatioun vun Mindestloun, iwwert d'Indextranche vum 1. Oktober, iwwert d'Adjustementen an deenen eenzelne Joren an och am nächste Joer -, eng Erhaltung vun der Kafkraaft gemaach. Wann ee gesäit, dass inflatiounsberengert d'Akomes, de Revenu disponible vun de Stéit 2013 ëm 1,3% an d'Luucht geet an an de Joren 2014 bis 2016 ëm 2%, dat weist, mengen ech, dass mer do en anere Wee gaange sinn.

Datselwecht gëllt och, wann ee seet Austeritéitspolitik, do sinn a ville Länner, déi wierklech Austeritéitspolitik gemaach hunn, an der Fonctioun publique Dausende vun Aarbechtsplazen ofgebaut ginn. Hei zu Lëtzebuerg stellen ech fest, dass mer och do eng kontinuierlech Astellungspolitik an deene leschte Jore gemaach hunn an dass mer elo zu deem Accord an der Fonctioun publique - deen elo no vill Méi, déi d'Ministere Biltgen a Modert sech gemaach hunn, fir beim drëtten Worf, ech mengen, den drëtten Worf war et, en Accord mat der CGFP ze kréien -, dass mer do der Meinung sinn, dass een deen Accord salarial och elo soll honoréieren, well mer der Meinung sinn, dass no fënnel Joer, an dat muss ee jo awer och emol soen, dass no fënnel Joer Stéitstand um Niveau vun den Augmentatiounen an der Fonctioun publique och hei eng kontinuierlech Lounpolitik (veuillez lire: Lounpolitik soll kommen), och am Rahme vun dem Stäipe vun der Kafkraaft an der Noutwendegkeet, Wuesstumsimpulser och ze ginn.

Mä mir gesinn dat awer och gläichzäiteg als Signal, dat ee sollt ginn an enger Rei vun Niddreglounsecteuren am Privatsecteur, wou et, mengen ech, och noutwendeg ass, dass een dozou kënn, fir positiv Signaler ze ginn, déi dem Wuesstum och hëllefen. A wann ech virun e puer Deeg gelies hunn, dass an der Tëschenzäit souguer d'Madame Lagarde, Chefine vum FMI, plädéiert huet, fir an deene Secteuren do och Lounerhéijungen ze maachen, déi sollen hëllefen, där Impulser ze ginn, dann ass een a gudder Gesellschaft, fir dass mer deen Accord no all deenen Tergiversatiounen, déi mer do haten, och elo sollen honoréieren.

Datselwecht gëllt - an de Premier huet gëschter dach awer e puer Zuelen hei genannt, déi jo awer viles aussoen iwwert déi Politik, déi an deene leschte Jore vun dieser Koalitioun gemaach ginn ass - virun allem och, fir d'Investitiounen op engem héijen Niveau stabil ze halen. Bal 4% Investitiounen an deene leschte Jore vum PIB, dat weist eis, an d'Zuele si gëschter genannt ginn, dass mer do largement un der Spëtzt vun deene Länner leien, déi de richtige Wee nennen.

A well de Wirtschafts- an Energieminister elo hei ass, wëll ech soen, eleng wann ech an deem Beräich vun den Investitiounen gesinn déi staatelech, direkt an indirekt, géif ech och hei wëllen nennen déi 2,5 Milliarden, déi ausserhalb vun deenen 1,7 an deenen Entreprisé gemaach ginn, wou de Stat Meeschter ass. Dat heescht bei Enovos, dat heescht bei Creos, dat heescht bei der SEO, dat heescht bei der Post, dat heescht bei LuxConnect ginn an deenen nächste fënnel Joer 2,5 Milliarden investéiert, fir eis do besser nach opzestellen an all deene Beräicher, fir eis Infrastrukturen ze stäerken.

Ech géif och bei där Geleeënheet soen, dass dat, wat mer bei der Cargolux net direkt elo maachen, mä awer indirekt, iwwert d'SNCI an iwwert d'Spuerkeess - mä ech mengen, dat ass jo awer am wäite Sënn och d'öffentlech Hand -, dass och dat, wat mer an der Rekapitaliséierung vun der Cargolux maachen, jo zum Zweck huet, fir eis Economie ze stäerken, fir an deem bal systemesche Secteur vun der Aviatioun, och am Kontext vun der Logistikpolitik, dass dat, mengen ech, och e wesentleche Beitrag ass, fir Wuesstumsimpulser ze ginn, mä och d'Zukunft virzereeden. Ech mengen, dat si konkret Décisiounen a konkret Virhaben, déi do gemaach ginn.

An ech wollt och zum Schluss soen an deem, wat d'Handlungsfäegkeet vun dieser Koalitioun ubelaangt, dass et mech awer heiansdo wonnert, virun all deem, wat ech elo opgezielt hu vu konkrete Realiséierungen an deene leschten dräi, véier Joer, dass och d'Efforten an der Konsolidéierung vun den Defiziter jo awer net gering waren. Et gëtt heiansdo gemaach, wéi wann dat Lappalie gewiescht wäeren!

Wann ee gesäit, dass mer an de Joren 2011 an 2012 678 Milliounen Efforté vu Konsolidéierung gemaach hunn, dass mer fir 2013 en Effort maache vu 952 Milliounen Konsolidéierung, dat bedeit jo och politesch Décisiounen, déi net ëmmer ganz populär sinn a fir déi eng Koalitioun an déi zwou Parteien, déi se droen, och dobause musse riichtstoen. Mir waren an all deene Beräicher do handlungsfäeg, awer mir hunn dat ausgewogen an deene Balancé gemaach, déi ech genannt hunn. Mir hunn dat sozialgerecht a gutt doséiert gemaach. Mä et ass de Géigendeel vum Laisser-aller, et ass de Géigendeel vun enger Handlungsfäegkeet, déi mer gehat hätten, fir an deene Beräicher do virunzekommen!

Mir hätten als LSAP och léiwer gehat, an ech huelen als Beispill den Index, mir hätten och léiwer gehat, mir hätten an der Tripartite am Dezember 2011 do en Accord fonnt. Dat wär an alle Fäll besser gewiescht fir d'soziaalt a politesch Liewen hei zu Lëtzebuerg. Mä virun der Incapacitéit vun de Sozialpartner, hei iwwerhaupt emol ze diskutieren an zu enger Eeneigung ze kommen, huet d'Koalitioun eng Décisioun geholl a gewisen, dass se capabel ass, déi och émssetzen.

Ech mengen, dass 2014, an ech wëll dem Claude Meisch dat soen, natierlech gëtt dat eng Ausenansetzung a ville Froen inhaltlecher Natur, déi mer elo ze féieren hunn. An ech mengen, de Premier war jo do an der Schwierigkeet, engersäits hei e konkreten, detaillierte Moosnamekatalog iwwert de Wahldag ewech dohinnerzeleeën, mat der Gefor ze soen: „Majo, denkt Dir net drun, dass jo do Wahle sinn?“, a mat op där anerer Säit awer natierlech der Fro: „Wéi gi mer dann ëm...“, déi Fro, déi hei schonn oft gestallt ginn ass, „Wéi gi mer ëm mat dem Ausfall vun der TVA um E-Commerce a wéi huet d'Regierung da wëllen, an d'Koalitioun wëllen, sech deene Froen do ze stellen?“ Dat war also e bëssen eng Balance, déi ee geet, fir hei eng Rei vun Äntwerten ze ginn.

Dir hutt als Demokratesch Partei, esou hunn ech et an deene leschten Deeg verlauscht, Dir hutt eng Rei vun Äntwerte ginn, zum Beispill, dass Dir den Accord salarial an der Fonctioun publique net géift maachen. Dat huele mer zur Kenntnis, d'Statsbeamte wäerten dat och zur Kenntnis huelen. Dir hutt nach eng Kéier proposéiert, dass Der der Meinung sidd, dass een eng Indextranche ganz soll ausfale loossen. Dir hutt proposéiert, dass een den Adjustement, wann ech dat gutt verstanen hunn, d'nächst Joer och nach eng Kéier soll ausfale loossen. Dat éiert lech, dat sinn éierlech Bekenntnisser zu enger Rei vu Politiken.

Dat sinn net déi Politiken, déi mir wëlle maachen, well mir mengen, dass hei an där Balance vun op där enger Säit Konsolidéierung an op där anerer Säit Wuesstum een och déi ganz kleng Friichten, déi do sinn, fir nees zu Wuesstumsraten ze kommen, dass een déi net soll kapottmaachen an dass een also hei balancéiert Äntwerte gëtt zu deem, wat hei usteet.

Ech wëll eng drëtt prinzipiell Remarque maachen zu deem méi Atmosphäreschen oder zu der Gouvernance, wéi een et wëllt huelen. De Premier ass gëschter drop agaangen. Ech mengen, mir kommen aus enger Zäit - ech soen elo schonn optimistesches, dass mer aus der Zäit erauskommen, ech hoffen, dass et esou ass! -, wou mer eis vill beschäftegt hu mat vermeintlechen an echten alen an neie Skandalen an Affären. Ech mengen, dass een heiansdo wierklech sollt emol ufänken, „la part des choses“ ze maachen tëschent deem, wat hei onnéidegerweis opgebauscht gëtt - dat ass elo kee Jeu de mots gewiescht...

► **M. François Bausch** (déi gréng).- Loosst mech do eraus.

► **M. Lucien Lux** (LSAP).- Dat war jo wierklech kee Jeu de mots fir de Kolleg Fränz Bausch! Ech mengen, dass mer alleguer en Intérêt hunn, dem Androck eis entgéintzestellen, dass mer eis heibanne méi beschäftegt mat deene Saache wéi mat den eigentleche Problemer dobassen, ouni - an ech soen dat an engem Saz - ouni awer op dat, an ech huelen zum Beispill d'Diskussioun iwwert de SREL, déi mer amgang sinn ze féieren, ouni op dat, wat reell schifgelaf ass, och mam Finger ze weisen an et ze benennen. An dat si mer am Moment amgang ënner där, mengen ech, gudder Leedung vun eise Kolleg Alex Bodry wierklech do ganz genau opzeweisen, an der Zäit an um Punkt, wat schifgelaf ass, an ze kucken, wéi et an Zukunft ka besser goen. Dat solle mer maachen!





Mä ech sinn e bëssen awer frou, wann ech op d'Chambersaarbechte vun nächste Mount kucken, dass mer eis de 15. Mee an enger Debatt hei e ganze Mëtteg Zäit huelen, fir iwwert d'Beschäftigungspolitik ze diskutieren, dass mer den Dag drop, de 16. Mee, eng Debatt hunn iwwert d'Kompetitivitéit. Dat bréngt eis awer an d'Häerz vun deem, wat d'Suerge vun de Leit dobaussen am Moment an esou onsécherer wirtschaftlechen a sozialen Zäite sinn. An doriwwer sinn ech net onfrou, dass mer dat maachen.

Datselwecht gëllt atmosphäresch fir dat, wat no Zypern an no der Aart a Weis, wéi dat inhaltlech gelaf ass, an dorobber wëll ech net méi agoen, mä och no deem, wat elo „offshore leaks“ genannt gëtt, dat, wat atmosphäresch dozou féiert, dass d'Leit dobaussen dat Gefill kréien - an ech mengen, dass dat extrem schlecht ass -, dat Gefill kréien, dass si, jiddweree vun hinnen, Mount fir Mount brav hir Steiere mussen bezuelen op den Euro ganz genau, esou wéi se hiert Gehalt verdéngen oder hir Pensioun kréien, an dass se d'Gefill hunn, dass et eng Kast vu Leit gëtt, déi iewescht Zéngtausend, fir se emol einfach dann esou ze nennen, déi ëmmer iergendwou Nische fannen, ëmmer iergendwou Beroder fannen, déi hinnen dozou verhëllefen, fir en fin de compte net dat ze leeschten u solidareschem, och fiskalem Bäitrag an enger Gesellschaft, déi deen Apport do brauch, fir dass se am Gemeinwohl ka funktionéieren.

Dofir hunn ech, Här Meisch, an dozou stinn ech ausdrécklech, dofir hunn ech och gëschter gesot, dass déi Fro vun der... no där Fro vun dem Bankgeheimnis an der Ouverture, déi mer fir den 1. Januar 2015 ugeknéigt hunn, wat den automateschen Informatiounsaustausch ubelaangt - an eise Kolleg Alex Bodry wäert de Mëtteg am Detail eis Positioun zu där Fro do ginn -, mä ech hunn an der Fro vun der fiskaler Optimiséierung ganz kloer gesot, dass dat net därer sinn, dass mer hei - wéi soll ech et soen? - déi legal Steierhannerzéiung maachen.

Fiskaloptimiséierung: Wann et drëm geet, dass eng Berodung stattfënnt fir Entrepreneuren oder Persounen, fir dass se net méi Euroe Steiere mussen bezuelen, wéi dat opgrond vun de Gegebenheeten de Fall ass. Mä wa mer hei och erëm eng Keier ausrutschen, an dat si mer an eenzelne Beräicher amgang, dass et dozou féiert, dass deen eigentleche Mehrwäert net méi richtig besteiert gëtt par rapport zu deem Ganzen, dann, mengen ech, gi mer op e Wee, deen och kee gudden ass.

An ech huelen ee Beispill, wat ganz aktuell ass, well mer 2013 eppes do gemaach hunn, dat waren déi sougenannten „stock options“. Dass do Spätzeverdenger, Spätzemanager net méi iwwert d'Akommessteier, hir normal Akommessteier bezuelen hu wéi jiddwer Mensch, mä sech dann iwwert de Betrib, fir awer eppes dropgesat ze kréien, da Promessé maache gelooss hunn, déi zu 7% besteiert gi sinn! Dat ass jo awer...

Also wann dat Fiskaloptimiséierung ass, da soen ech, et deet mir leed! An ech hunn heibanne keen een héieren, deen - wéi mer deemools zur Halschent zougemaach hunn, mat enger

zousätzlecher Recette fir de Stat vu 50 Milliounen -, ech hu keen heibannen héieren, deen iergendwéi dat kritiséiert huet, dass mer déi dote sougenannte Fiskaloptimiséierung (veuillez lire: Fiskaloptimiséierung ënnerbonnen hunn), déi ech awer éischer géif eng legal Steierhannerzéiung nennen, well et effektiv e Mehrwäert, dee geschaf gëtt, a Mehreinnahmen, déi Leit hunn, an esou virun, net propper an uerdentlech besteiert a glafwierdeg besteiert par rapport zu deem, dass de Commun des mortels dobausse fir seng Pai a fir seng Pensioun, déi e kritt, op den Daler genau muss bezuelen.

Ech wollt u sech haut de Moie soen, dass niewent deene villen Aarmutsberichter, déi et hei zu Lëtzebuerg gëtt an déi et och am Ausland gëtt, et emol vläicht gutt wär, dass mer och géife Rächeberichter maachen, Verméigensberichter maachen, fir dass mer emol méi genau géife gesinn, wat an deene Beräicher do wierklech geschitt.

An do sinn ech bedéngt ginn, scho gëschter, well d'Europäesch Zentralbank déi éischte Keier e Verméigensbericht, un deem se elo sechs Joer geschaff huet, virgeluecht huet, an déi Resultater och gëschter publizéiert gi sinn. Et muss een déi elo emol eng Keier am Detail kucken - mir haten nach net d'Zäit, fir dat ze maachen -, wat sech da wierklech mécht, wat fir eng Transparenz mer dann duerno wierklech kréien a wat fir eng politesch Äntwerte mer dann doräuser ginn.

Jiddefalls, op der éischer Plaz, dat wäert lech net wonnen - ech huelen nach eng Schlupp an da soen ech lech et -, op der éischer Plaz vun dem héchsten Nettoverméige pro Stot läit natierlech Lëtzebuerg mat 797.000 Euro Nettoverméigen an der Moyenne. Ech weess op jidde Fall emol, wou ech mech elo do situéieren! An ech hunn och festgestallt, dass Zypern, dat wëll ech mech net enthalen, lech ze soen, dass Zypern op der zweeter Plaz mat 670.900 Euro, wat natierlech vill mat Propriétéiten ze dinn huet. Mä, ech mengen, dat ass och Verméigen.

An et muss een dann awer och gesinn, dass d'Slowakei, mengen ech, mat 79.000 Euro, do gesäit een och d'Gefälle innerhalb vun der Europäescher Unioun, u leschter Plaz ganz wäit ewech ass; Däitschland mat 195.000 Euro. Ech mengen, dass dat wéinstens emol en Usaz gëtt, fir d'Méiglechkeeten ze kréien, genau ze kucken, wat och um Niveau vun de grouss Verméigen an Europa an och zu Lëtzebuerg geschitt.

Dat zu deenen dräi prinzipielle Remarquen, déi ech wollt maachen. Ech wollt fénnef Prioritéiten, fénnef Chantiere kuerz beliichten aus der Ried vun Premier gëschter an och aus den Diskussiounen, déi mer wéinstens de Moie schonn haten. Fénnef Prioritéite fir d'LSAP, woubäi déi éischt ganz kloer ass, an ech rappeléieren hei - dat därer ech jo, mengen ech, bei dëser Geleeënheet nach eng Keier maachen -, ech rappeléieren och dat, wat ech als Budgetrapporteur gesot hunn, dass dee politesche Projet, deen eis am Prinzip alleguer misst eenegen heibannen an och dobaussen, dass dat deen ass, all Chancen erauszehuele fir eis Jonk, fir eis

Kanner, fir Bildung a fir Beschäftegung. Dofir hu mer och op engem Kongress virun engem Mount zu Diddeleng als LSAP eleng iwwert dee Sujet do diskutiert an eis eng Marge de manoeuvre vu ganz konkrete Virstellungen fir déi nächst Legislaturperiod och ginn.

De Constat ass ganz kloer: Deene jonke Leit hei zu Lëtzebuerg - mir sollen net maachen, wéi wa se alleguerten a Schwieregkeete wäeren -, deene jonke Leit, mengen ech, geet et gutt. Ech mengen, si hunn an eise Schoulen, an eiser Formatioun vill Méiglechkeeten, fir zu engem gudden Epanouissement intellektuell an duerno och sozial ze kommen. Mä Tatsaach ass awer och, dass een hei zu Lëtzebuerg, wann een d'Aarmutsstudie kuckt, ëmmer erëm gesäit, dass Aarmutsrisiko zu Lëtzebuerg do entsteet, wou Kanner sinn. An ech mengen, dat ass eng Tatsaach, wou mer net derlaanscht kommen.

An déi Beispiller, déi gëschter vun Premier genannt gi sinn, hunn awer, mengen ech, heibannen deen een oder deen anere jo awer alarméiert: feststellen, dass - wéi vill? - 5.000 Leit déi Ënnerstützung kréien, déi am Beräich vun de Schoulen nei agefouert ginn ass, 5.000! Ech hu gesot, an der Tëschenzäit liewen 20.000 Leit ënner dem Regime vum RMG, 52.000 Leit, déi de Mindestloun kréien, déi also schonn den Euro dräi- a véier- a fénnefmol mussen ëmdréinen, fir iwwert de Mount ze kommen.

An dat gesäit een och, dass den Aarmutsrisiko bei jonke Leit virun allem grouss ass. Do, wou de Chômage och dréckt. Do, wou natierlech och Logements- a Loverskäschen extrem héich sinn an zu Problemer féieren. An dofir, mengen ech, sinn déi bal zéng Milliarden, déi investéiert gi sinn an dëser Legislaturperiod an eise Schoulsystem, extrem wichteg.

An et ass och wichteg, déi Reformen, déi ech virdru genannt hunn, déi d'Madame Delvaux fir d'Éischt am Beräich vun der Grondschoul gemaach huet mat der Aféierung vun kompetenzorientéierte Léieren an deenen Erfahrungen an och Upassungen, déi an engem groussen, vasten Dialog an deene leschte Wochen a Méint gemaach gi sinn a fir eis dee richtige Wee sinn an och vun eis eng grouss Ënnerstützung och weider wäerten hunn, grad wéi déi Reformdynamik, déi fir innovativ Rahmbedéngungen an der Schoul gemaach ginn ass: École de la deuxième chance.

An natierlech hoffe mer, dass mer dach awer vläicht nach, och mat deem Schwamp, deen op all deenen Diskussiounen läit, wat d'Strukturännerunge sinn um Niveau vum Secondaire, bei Proffen a Schoulmeeschteren am Zesammenhang mat der Reform vum Statut an der Fonction publique, dass mer och hei e minimaal Zil fannen, fir d'Reform am Secondaire och ze réusséieren. A mir ginn der Madame Delvaux Akt vun hirem Asaz, inhaltlech an och soss perséinlech, fir déi Reformen do à bon port ze bréngen. Si huet eis proposéiert, jo Enn Abrëll e Projet de loi virzeleeën, an ech mengen, et ass dann och un der Chamber wéi un den Acteuren dobaussen, fir ze kucken, dass mer kohärent no der Reform vun der Grondschoul och elo déi Reform am Secondaire maachen.

Eng Rei vun Erfolger muss ee jo awer och kënnen nenne bei allen Diskussiounen, déi problematesch an deem Beräich do sinn. Wann ech gesinn, dass den Taux de décrochage scolaire am Schouljoer 2003-2004 bei 17,2% louch an dass en 2010-2011 bei 9% louch, dat weist awer, mengen ech, dass mer och an den Zuelen, an de Bilane konkret, positiv Resultater hunn, déi op eng gewësse Politik och zréckzeféiere sinn.

An ech géif och der Madame Delvaux an dem Aarbechtsminister wënschen, dass déi Efforten, déi gemaach ginn am Moment, fir déi al Léierbud vun Déifferdeng ze retten, fir domadder ee wichtege Pion och ze setze fir eng iwwerbetrieblech Ausbildung, déi gemaach gëtt, dass déi och zu engem gudden Resultat kéinte gefouert ginn. Et wär e wichteg Zeechen, fir ze weisen, dass och d'Sozialpartner hei hiren Apport ginn, fir do zu engem gudden Enn ze kommen.

Ech wëll net ze vill laang aushuelen iwwert d'Problematik vum Chômage. Mir sinn an eiser Kommissioun amgang, säit Wochen a Méint, a well ech niewebäi President vun där Kommissioun sinn, wëll ech de Memberen och heibanne wierklech Merci soe fir deen Asaz, deen an der Kommissioun ass, fir dee Sujet do wierklech seriö bis an de Fong mat den Acteuren ze diskutieren. An eis Kollegen André Bauler a Roger Negri si jo, mengen ech, amgang elo, och zu hirem Rapport ze kommen. Mir hunn nach zwou Réuniounen ze maachen, och nach eng mam Aarbechtsminister, a wäerten dann de 15. Mee hei doriwwer diskutieren.

Jiddefalls déi Inadéquatioun, an ech soen lech näischt Neies, déi Inadéquatioun, dass mer eng Tatsaach hunn, dass an de Krisejoren hei an dem Land Dausende vun neien Aarbechtsplaze geschaf gi sinn a gläichzäiteg de Chômage an d'Luucht geet, dat ass eng verréckt Situatioun. A wa mer et fäerdegbréngen an deem Débat grad wéi an den Efforten, déi den Aarbechtsminister mécht, fir nach méi proaktiv eng Beschäftigungspolitik ze kréien, fir déi Jonk iwwert d'Formation sur le tas oder awer och iwwert d'Formation generell zu deenen Aarbechtsplazen ze kréien, déi an deenen eenzelne Secteure geschaf ginn, mengen ech, dann hu mer dee richtige Wee hei gemaach.

Derbäi kënn jo och, dass vun europäescher Säit déi sougenannten „Garantie jeunes“ jo dozou féiert, dass mer eis verflüchten, fir deene Jonken eng Ausbildungs- oder eng Aarbechtsplazméiglechkeet ze ginn, fir se an de Créneau ze kréien, fir se an e soziaalt Liewen ze kréien, fir se dozou ze kréien, dass se wierklech och sech derwärt fillen, dass se eng gewësse Würd spieren als Member vun där Gesellschaft.

Et ass de Moie schonn e puermol, och zum Schluss elo vum Kolleg Claude Meisch, iwwert d'Fro vun der Familjepolitik a vun der Kannerbetreiung gesot ginn. Ech wëll hei soen, mir hunn 2006 - an ech wëll dat och de Sozialpartner, virun allem och de Gewerkschaften an Erënnerung ruffen -, mir hunn 2006 en Accord an der Tripartite fonnt, dee jiddwereen ënnerschriwwen huet, fir d'Desindexéierung ze maache vum Kannergeld a fir déi Suen do ze huele fir eis Infrastrukturen, wou mer am europäesche Verglach ganz wäit hanne waren, fir an engem

- L'actualité parlementaire sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu), avec quiz, information et vidéo.

- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre [www.chd.lu](http://www.chd.lu).
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

[www.chd.lu](http://www.chd.lu)





wierklech groussen Effort eis Betreuungsstrukture fir Kanner ze verbesseren. An ech wëll hei soen, mir hunn dee Paradigmewissel fäerdegbruecht!

Sécher huet d'Desindexéierung dozou gefouert, dass eng 400 Milliounen Männer Kannergeld an deene leschte Joren ausbezuelen gi sinn - weist iwwerengs och do d'Handlungsfäegkeet vun deeser Koalitioun -, mä emgedréint, par rapport zu deene 400 Milliounen, mam Accord vun de Sozialpartner, hu mer iwwer 500, vläicht souguer 600 Milliounen an deeneselwechte Joren investéiert, fir d'Betreiung vun de Kanner ze verbesseren, fir d'Veeinbarkeet tëschent Famill a Beruff fir d'Familljen a virun allem fir d'Fraen, déi heiansdo duebel- an dräifach belascht sinn an engem Stot, ze verbesseren. Mir hunn dee Paradigmewissel fäerdegbruecht!

Dat war eng grouss Politik, déi mer gemaach hunn. An ech soen och, an den Iwwerleeunge fir d'Zukunft, fir 2015 an 2016, ass och hei eent vun de Spannungsfelder, iwwert dat mer weder mussen diskutéieren, wéi mer méi effikass nach a méi gestärkt och déi Transferten do an Zukunft wäerte maachen. Ech soen awer och, an ech mengen, mir wëssen dat, dass - ech huelen d'Chèques-services - et net gutt ass, wann een an engem Joer zweemol d'Tariffer innerhalb vun de Chèques-services ännert. Dat ass och fir d'Famillje keng Planungssecherheet, an ech mengen, mir mussen och do wëssen, wéi wäit dass mer ginn.

Mir hunn emol eng Kéier den Usaz alleguere gehat, fir ze mengen, dass een déi Kannerbetreuung an engem gesamte Modell vu grousser öffentlecher Schoul gratis sollt maachen. Mir sinn e Strapp dovunner nach ewech. Mä ech mengen, mir mussen och oppassen - an d'Caritas, mengen ech, huet dat virun e puer Deeg nach richtegerweis gesot -, dass mer an deene Strukturen och eng gewësse Mixitéit garantéieren, dass mer et net dozou féieren, dass mer de Coût esou maachen, dass aus deenen aiséierte Familljen d'Kanner alleguerten erausgezu ginn an ewechgezu ginn an erëm a Privatstrukture gestach ginn an dass mer an den öffentleche Betreuungsstrukture just déi ennescht sozial Schichten hunn. Ech mengen, e grousst pädagogesch Konzept brauch Mixitéit, an dofir, mengen ech, mussen mer ganz gutt oppassen, hëllesch oppassen, wat mer an deem Beräich an Zukunft maachen.

Ech wëll en zweete Chantier, eng zweet Prioritéit nennen, dat ass déi, dass mer e staarke Sozialstat brauchen. Mir si Gott sei Dank aus deene Joren erauskomm, wou mer gemengt hunn, mir hate jo esou eng Phas gehat, esou eng Phas vu Liberaliséierung, wou gemengt ginn ass, de Sozialstat, dat wär esou eppes Almouduesch, dat wär „Old Europe“, „Old Labour“, a Gott sei Dank gouf et der eng Rei, déi têtü genuch waren, fir ze soen, dass et och besonnesch an de Jore vun der Kris sech elo erweist, wéi wichteg dee Sozialstat, wéi wichteg d'Sozialtransferte sinn, fir dass d'Leit net an Aarmut, an d'Aarmutsfal falen.

An ech mengen, et ass och um Niveau vun deene groussen Aggregater - an ech si frou, dass de Sozialminister do ass, fir feststellen, ech wëll net nach eng Kéier drop zrëckkommen, wat mer bei der Krankeesereform, Pensionsreform an esou virun...

Mä ech wëll ee Punkt awer ervirhiewen, deen an der Diskussioun iwwert d'Larmoyanz - dat war jo d'Wuert gëscht -, d'Larmoyanz, dat permanent Gekräisch, wat een héiert, och vun de Patronatsvertrieder, do wëll ech emol eng Kéier soen: Et ass am Beräich vun deene groussen Aggregater do, wéi stabil mer d'Lounniewekäschten an deene leschte Joren, et kann ee scho bal soe Jorzéngte gehalen hunn! An déi Studie, déi mer d'lescht Woch gesinn hunn iwwert d'Lounniewekäschten an Europa, huet jo gewisen, dass mer, mengen ech, op der zweetbeschter Plaz louchen, mat deenen zweet- oder drëttmiddregste Lounniewekäschten an der Europäescher Unioun.

A wann een dat am Prezise kuckt, da gesäit een, dass mer bei de Krankeesen, wou mer 2004 en Defizit vun enger 150, 160 Milliounen iwwerholl hunn, dass mer deemools déi leschten Augmentatioun gemaach hu vun 0,13% bei der Cotisatioun, duerno nach eng Kéier, mengen ech, eng kleng hate vun 0,1%, mä dass mer do eng extrem Stabilitéit um Niveau vun de Lounniewekäschten hunn.

A wann ech déi kucken um Niveau vun de Pensionen, an ech kucken, wat an deenen anere Länner bei Pensionsreforme gemaach ginn ass, wou oft de Choix vun der Voie de facilité geholl ginn ass, fir einfach ze soen: Ma, dann erhéije mer d'Cotisatiounen! Mir hu säit bal 40 Joer déiselwecht 8% Cotisatioun fir d'Pensionswiesen, also och fir d'Entreprises an hir Kompetitivitéit!

A wann ech als drëtt Sail vun de Lounniewekäschte fir d'Entreprises nach d'Assurance

accident, d'Onfallversécherung derbäi hunn, dann ass do souguer d'Cotisatioun zrëckgaangen, zrëckgaange vun 1,5% op nach 1%! Et soll also keen eis ziele kommen, dass de Stat, dass déi jeeweileg Regierungen an d'Politik net Suerg haten, fir, wa se iwwer Lounniewekäschten an iwwer Reformen an der Sécurité sociale geschwat hunn, dass se net Suerg haten, fir déi grouss Kompetitivitéitstump, déi mer do hunn, och an deene leschte Joren héichzehalen an dorobber opzepasst!

Ech wëll eng Bemierkung maachen zu der Diskussioun RMG a Mindestloun. Ech hu gëscht gären héiere vum Premier, dass en der Meenung ass, dass ee beim RMG soll ganz gutt oppassen, net d'Beiérdescher ze bedéngen. Ech hat um Kongress vun der CSV scho bal gemengt gehat, ech géif mä Juncker net méi erëm erkennen, well do jo awer och déi Diskussioun e bëssen ugestiwwelt ginn ass, fir eng Diskussioun ze féieren, wéi héich den RMG misst sinn, wéi d'Vehältnis ass par rapport zum Mindestloun. Ech mengen, dass een do e ganz rouege Kapp soll behalen an einfach och emol d'Zuele kucken. Wann een e Stot hëlt vun zwee erwuessene Leit mat zwee Kanner, dann ass den Ennerscheid tëschent deem, wat den RMG fir déi duerstellt, an deem, dee fir de Mindestloun schaffe geet, nach ëmmer tëschent 600 a 700 Euro.

Elo kann een der Meenung sinn, dass dat net héich genuch ass, a mir hu jo dofir och, well mer do esou ee Gefill awer hunn, mir hu jo dofir och fir d'éische Kéier - et ass och vun hei, vu kengem heibannen iwwerengs iergendwéi kritiséiert ginn -, mir hu bei der leschter Mindestlounerhéijung vun 1,5% fir d'éische Kéier den RMG net ugepasst ëm 1,5%, wat mer ëmmer soss gemaach hunn, fir kloerzemaachen, dass et eis a Wierklechkeet am Sozialstat an alle Fäll ëmmer drëm geet, souwuel ze fördere wéi awer och ze fuerderen an, ech mengen, an där Balance do derfir ze suergen, dass d'Solidaritéit spillt, mä dass mer awer och derfir mussen suergen, dass mer d'Leit fuerdere mussen, fir och hiren Input ze ginn, wa se e kënnen ginn.

Mä ech muss soen, beim RMG, wann ech d'Situatioun konkret kucken, dann hu mer hei ganz vill Frae virun allem, déi en Divorce hanner sech hunn, déi mat Kanner an der Onméiglechkeet sinn, fir iwwerhaupt schaffen ze goen, an dofir frou sinn, dass se op d'Solidaritéit kënnen zielen.

An ech froe mech och heiansdo, an déi Analys misst dann awer och gemaach ginn, ech froe mech dann heiansdo och, wéi vill Angeboter wierklech vum Stat, vun de Verwaltungen, vun de Gemengen iwwerhaupt kommen, fir de Leit am RMG d'Méiglechkeet ze ginn, fir dann och eng Mise au travail ze hunn. Och do mengen ech, dass dat net esou fantastesch ass. Ech hat net d'Zäit, fir dat nach eng Kéier nozekucken, mä et misst een awer och emol eng Kéier kucken, ob mat deene Rieden, déi mer do halen, et wierklech dann um Terrain och déi néideg Apporte gëtt, fir dass d'Leit och d'Méiglechkeet hunn, fir dorobber da kënnen eng Äntwert ze ginn.

Eng lescht Bemierkung an deem Beräich zu der Fro vum Index: Ech hu virdu gesot, mir hunn eng Léisung fonnt fir des Legislaturperiod, fir eng Indextranche ze garantéieren, a bis 2014 inclus. An ech mengen, et gëtt och do, wéi bei villen anere Punkten, dann eng Debatt, déi mer ze féieren hunn an der Wahlcampagne. Dat ass jo eng inhaltlech Auseenansetzung och, fir ze kucken, wat fir eng Iddien do sinn. Ech mengen, et gëtt Virschléi, déi gemaach gi sinn iwwert d'Deckelung vun den Indextranchen. Mir hunn dozou gesot, wat eis Meenung an deem Beräich ass.

Mir hunn déi grouss Angscht, dass dat den Ufank vum Enn vun der automatescher Indexéierung vu Léin a Gehälter a Pensionen wäert sinn. Mir hu ganz kloer gesot, dass mer der Meenung sinn, dass dat fir ganz vill Secteure vun eiser Economie, déi enner 2- oder 2,5-mol de Mindestloun an hire Lounfächeren leien, dass dat fir déi keng Äntwert ass. An ech mengen, dofir diskutéiere mer an deene Méint vum Januar bis de Mee dann doriwuer, wat déi gutt Léisunge sinn.

Fir eis ass et jiddefalls kloer, dass déi Léisung, déi mer elo hu bis 2014, eng Léisung ass, déi mir fir gutt befannen. An ech mengen, nodeem d'Gesetz dann ausleeft, komme mer emol an Prinzip an deen ale Regime zrëck an et ass un enger neier Regierung, fir, wa méiglech, erëm eng Kéier mat de Sozialpartner ze kucken, dann zu Léisungen ze kommen, wa se opgrond vun der wirtschaftlecher oder konjunktureller, der finanzieller Situatioun noutwendeg sinn. An ech mengen, mir hoffen dann, och do zu Décisiounen ze kommen.

De leschte Punkt ass dee vum Logement. Ech weess, dass mer do alleguerten eis schwéierdinn, fir zu Konkretem ze kommen.

Ech wëll och fir d'LSAP-Fraktioun soen, mir hu laang d'Prioritéit ëmmer gesat och op d'Förderung vun der Demande. An an der Tëschenzäit gi mer eng hallef Milliard Aiden an de Beräich vun de Logementen, wou mer an den Aarbechte vun dem Budget fir 2013 an der Finanzkommissioun, ech soen et hei nach eng Kéier, wou mer eis an der Finanzkommissioun eens ware mat allen Experten, déi mer do konsultéiert hunn, dass mer mat där hallwer Milliard méi de Wunnensbau, de Villa-Bau op der Côte d'Azur fördere fir eenzel Promoteuren, wéi mer do vläicht eng Hëllef maachen, déi konkret en Afloss, en Impakt huet op d'Entwécklung vun de Präisser vun den Terrainen a vun de Loyeren.

Dofir mengen ech, et ass och e Paradigmewissel an eise Käpp, um Niveau vun der LSAP, dass mer an der Tëschenzäit der Meenung sinn, et ass vläicht deen eenzege Wee, fir zu konkrete Resultater ze kommen, d'Offer méi ze stimuléieren, wierklech derfir ze suergen, dass Bauland ausgewise gëtt, dass mer um Niveau vu PAG-Ännerungen, PAPen net siwen, aacht, néng an zéng Joer brauchen, fir zu konkrete Resultater ze kommen, fir dass um Terrain en Angebot stattfënnt, wat et vläicht erméiglecht, fir d'Präisser e bësse besser an de Grëff ze kréien. Ech mengen, et ass e Paradigmewissel, dee mer, mengen ech, alleguerten droen an eis dozou bekennen, dass mer do vläicht an eng aner Richtung méi mussen goen, mä dat awer wierklech dann och mat deem néidegen Impakt och solle maachen.

Eng drëtt Prioritéit ass déi vun der Kompetitivitéit vun eiser Economie. Mir sinn - ech gi schnell doriwuer ewech, déi Zuele sinn an der Tëschenzäit bekannt - mir sinn an enger ganz schwacher Croissance, 0,3% 2012, d'Provisioun fir 2013: 1%, an da geet et erëm an d'Luucht op 2% an 3%. Ech weess net, wéi déi Leit dozou kommen, fir zu deenen Zuelen do ze kommen. Ech sinn ëmmer iwwerwältigt, wann ech gesinn, dass mer nach... bei all deenen Experten do, déi eis beim Statsbudget gesot hu virun e puer Méint, mir géife mat 1,6 Milliarden Defizit am Joer 2012 zu Enn kommen, si hu sech ëm hallef Milliard géiert, mä si sinn awer elo schonn erëm capabel, eis ze soen, wéi am Joer 2016 d'Croissance ass. Si wäert ganz gutt sinn, mir freeën eis dorobber, wäerten da gesinn, wéi dat sech an deenen nächste Joren dann och wierklech entwéckelt.

Ech hu gesot, mir hu säit 2008, Joer vun der Kris, zu Lëtzebuerg 40.000 nei Aarbechtsplaze geschafent. Dat weist, mengen ech, wéi ech och de Patronatsvertrieder hei am Land soen, dat weist vläicht och, dass dëst Land awer vläicht eng besser Kompetitivitéit huet, wéi dat no bause gemaach gëtt. Mir sollte vläicht och ophalen, eis méi schlechtgerieden, wéi mer dat heiansdo dobause maachen.

Ech hunn och d'lescht Kéier d'Geleeënheet gehat an der Commission du Travail, wou mer och d'Patronsvertrieder zum Emploi héieren hunn, do hunn ech deene genannt, dass an der weiderveraarbechtender Industrie déi lescht Studie vu virun dräi Wochen de Coût salarial ausgerechent huet vun enger geschaffter Stonn, awer mat allem, net nëmmen de Loun, mä och Lounniewekäschten, fiskaalt Ëmfeld an esou virun, a Lëtzebuerg lant do fir eng geschaffte Stonn an der weiderveraarbechtender Industrie bei 29,7 Euro d'Stonn. Däitschland bei 35,6, Frankräich bei 35,9 an d'Belsch bei 40,6! Ech hunn hinnen déi Zuele virgelies. Den Écho, deen ech kritt hunn, war Null, keng Reaktioun dorobber!

Mä dat sinn awer kloer Zuelen, déi weisen, dass, wann een zu Lëtzebuerg all Elementer kuckt, och kuckt, dass mer eng héich Aarbechtszäit zu Lëtzebuerg hunn an der Groussregion par rapport zu deenen anere Länner, déi een emol misst vergläiche mat Däitschland oder mat Frankräich, wann een also all Elementer kuckt, dass mir och ganz kompetitiv Secteuren hunn an ee scho méi eng prezis Feinanalyse misst maachen an deenen eenzelne Secteuren. An eis Banque centrale, déi jo och keen Hort ass vu Gauchisten,...

► **M. Jean-Claude Junker**, *Premier Ministre, Ministre d'État.* - Neen.

► **M. Lucien Lux** (LSAP).- ...och net no deem neie President, deen an der Tëschenzäit do seng Responsabilitéit iwwerholl huet,...

► **M. Jean-Claude Junker**, *Premier Ministre, Ministre d'État.* - Heiansdo ass ee Gauchiste, fir eppes ze ginn, mä wann een et bis ass, dann hält een op domat!

► **M. Lucien Lux** (LSAP).- Jo, just! Ech kucken... Et war net fir lech, mengen ech.

**(Hilarité et interruptions)**

► **M. Lucien Lux** (LSAP).- Ech mengen, et war net fir den Här Mosar.

**(Hilarité)**

Bei der Banque centrale, wann een de Rapport vun der Banque centrale gutt kuckt, da seet se an der Kompetitivitéit ganz kloer, dass de Problem net deen ass um Niveau vun den Ustiger vun de Léin, mä si seet ganz kloer, dass dat e Réckgang vu Produktivitéit an eenzelne Secteuren, an der Industrie, am Finanzberäich ass, dass dat och Präisverfall, zum Beispill am Stolberäich, ausmécht, eng gewëssen „Aarbechtskräftehortung“, wéi se dat nennt, e schwieregt Wuert, dat och mat Reklassementsproblemer ze dinn huet. Ech mengen, et muss een also méi genau a méi fein analyséieren, wat op deem Gebitt do ze maachen ass.

E lescht Wuert an deem Beräich ass dat vun de Prozeduren. Ech hunn de Wirtschaftsminister virun e puer Deeg op enger anerer Plaz héiere soen, dass an där ganzer Zäit, wou hie säit engem Joer Entreprisé begéint huet, heiheim an och am Ausland, dat Wuert „Index“ an deenen Diskussiounen iwwerhaupt ni gefall ass, mä dass dat, wat gefall ass a wat eise Problem Nummer eent um Niveau vun der Kompetitivitéit ass, déi Fro vun de schnellen Décisiounen, déi Fro vun de laangwierigen, schwéierfällige Prozeduren ass.

An ech war frou, gëscht ze héieren, dass, och wann d'Table ronde, déi grouss, d'Houmass, nach net stattfonnt huet, an dem État vill geschaff ginn ass - an ech héieren dat och vun enger ganzer Rei vun Acteuren, déi do laanschtgepilert sinn an der Tëschenzäit -, fir ze kucken, wierklech erauszefannen: Wou fanne mer, wou kënnen mer dee Big Bang do realiséieren um Niveau vun de Prozeduren, fir dass mer do déi Tromp, déi mer do haten, erëm zrëckfannen an dann un deem ronnen Dësch och vläicht zu konkrete Resultater kommen?

Ech wëll e véierte Chantier, eng véiert Prioritéit soen, déi um Niveau vun den öffentleche Finanzen. Ech huelen net déi Zuelen nach eng Kéier alleguerten eraus, déi de Premier gëscht hei genannt huet, déi dozou féieren, dass mer eng grouss Suerg mussen hunn, eng grouss Suerg! Et gëtt eng Tabell, déi, wann ech se ëmmer erëm kucken, déi mer am meeschte Suege mécht: Dat ass déi vun der Verschëldung hei am Land.

Wann ee gesäit, dass mer 2006, fir déi Zuelen nach eng Kéier ze nennen, dass mer am Joer 2006 eng Verschëldung hate vu ronn 6% vun eisem PIB, an elo, wa mer näischt maachen an näischt gemaach hätten, bei enger Verschëldung vu 35% landen; wa gläichzäiteg d'Charge de la dette am Joer 2006 bei 67 Milliounen louch d'Joer...

**(Interruptions)**

Wann ech gelift!

...dass d'Charge de la dette bei 67 Milliounen louch 2006 an, wa mer näischt gemaach hätten an näischt maachen, am Joer 2016 bei 335 Milliounen lant: Dat ass déi Hypothék, déi mer net dierfen op déi zukünftige Generatiounen leeën!

Dat ass déi Verantwortung, déi mer hunn, an dofir hunn ech - wann den Här Meisch mécht, wéi wann dat hei eng Laisser-aller-Politik gewiescht wär an deene leschte Joren -, um Niveau vun der Konsolidéierung gesot, dass déi Efforté vun 2012 - iwwer 600 Milliounen! -, déi Efforté vun 2013 - iwwer 900 Milliounen Konsolidéierung! - wierklech an déi Richtung do ginn!

A wann ech mer virstellen, dass mer d'lescht Joer, och mat dem Apport vun der Chamber hei, et net fäerdegbruecht hunn, dee Pak opzelleen, an ech rechnen dann aus, wou mer géife lande mam Ewechfale vun der TVA um E-Commerce, wann ech do nach eng hallef Milliard géif derbärechnen, wou mer da géife landen, da weess een, dass dat en irresponsabele Wee gewiescht wär!

Mir hunn dofir versicht, fir ausgeglach a gerecht eng Verdeelung vun Efforten ze maachen, an ech mengen, dat ass eis och gelongen, fir d'öffentlech Schold do ofzebremmen. Mir haten emol ëmmer, och wann dat néierens geschriwwen ass, mä mir haten emol an de Käpp, mengen ech, alleguerten, dass een d'Veerschëldung zu Lëtzebuerg net iwwer 30% vum PIB soll uwuesse loosse. Mir hunn dofir eng Responsabilitéit, derfir ze suergen - wa mer näischt maachen, dass dat dozou féiert -, dass mer also scho sollten Efforten an deem Beräich maachen.

Ech wëll e puer Saache kommentéieren, zum Beispill déi um Niveau vun der TVA. Den Här Etgen an och den Här Meisch, gëscht op enger anerer Plaz, hu gefrot, wéi mer dann als LSAP un déi Froen do eruginn, un dat Ewechfale vu 500 Milliounen, an där Perspektiv, dass



mer bei enger Verschëldung lande vun 1,6 Milliarden an de Joren 2016 an doriwwer eraus, wéi mer déi da wëllen upaken.

Ech wëll dozou ganz kloer soen: Mir bleiwen och weiderhin, wat TVA-Erhéijung ubelaangt, ganz skeptesch. Mir mengen net, dass dat de Kinnekswee ass, fir Recetten an der Zukunft ze generéieren. Ech wëll och ganz däitlech soen, dass mir déi Eenzeg heibanne sinn, déi eenzeg Partei heibanne sinn, déi virun engem Mount öffentlech an transparent op hirem Kongress iwwert déi Fro vun der TVA diskutéiert huet an eestëmme eng Resolutioun dofir och ugeholl huet.

Mir hunn also mat eise Memberen, mat eisen Delegéierten doriwwer geschwat, an eis Position ass ganz kloer, dass mer déi Skepsis behalen, dass mer awer der Meenung sinn, dass et wichteg ass par rapport zu deenen Ewechfäll, déi do nach kommen, déi op eis zoukommen, an der Perspektiv vun Defiziter vun zwou Milliarden am Zentralstat, dass mer dorobber Äntwerte mussen ginn um Niveau vun den Dépenzen an och um Niveau vun de Recetten. An dofir war meng Meenung hei am Numm vun der LSAP-Fraktioun ëmmer déi, dass mer an dëser Legislaturperiod keng TVA-Erhéijung wëllen, mä dass mer awer bereet sinn, ze diskutéieren am Rahme vun enger gesamter Steuerreform.

An ech mengen, dat hu mer elo gëschter am Numm vun Premierminister och héieren, déi éischte Kéier héieren, dass mer am Rahme vun enger gesamter Diskussioun iwwer eist Steuerwiese bereet sinn, och iwwert d'TVA ze diskutéieren, en sachant bien, dass mer jo do iwwert de Regelsaz diskutéieren, mä dass mer eng Diskussioun och ze féieren hunn iwwert déi Tauxe vun 3% a vu 6% a vun 12%, wou Der lech kennt virstellen, dass mir der Meenung sinn, dass ee bei deenen Tauxen do soll bleiwe fir all déi elementar wichteg Konsumgidd, déi d'Leit hunn.

A wa gëschter gesot ginn ass, mir wëllen och an Zukunft, egal wat mer do maachen, dee kompetitivsten TVA-Saz an Europa behalen, a wann ee weess, dass deen nächsten zu 15%, deen nächste Malta, mengen ech, ass mat 18%, wa mer also dee kompetitivste wëlle behalen, da weess een also ongeféier, a wat fir enger klenger Marge sech dat beweegt, wat mer an der Koalitioun diskutéiert hunn, en sachant bien, dass et fir eis wichteg ass, och iwwert déi niddreg Saz ze diskutéieren.

Dat ass fir eis eng wesentlech Debatt, a mir sinn der Meenung, dass an enger grousser Steuerreform - an ech war ganz frou ze liesen de Moien, dass de President vum OGB-L an deem Zesammenhang och seet, dee jo och nach President vun der Chambre des Salariés ass, och gesot huet, dass een dat natierlech muss gesinn am Rahmen och vun Diskussiounen iwwert de Spëtzeiteiersaz, iwwert d'Besteuerung vum Kapital, iwwert déi Froe vun der Mindestbesteuerung, déi mer elo agefouert hunn, vun den Entrepreneuren -, dass een do also eng grouss Diskussioun muss féieren iwwer all déi Elementer do.

Ech mengen, eis gréng Kollege sinn net déi Eenzeg, déi säit Laangem soen, dass mer dann och déi ökologesch Lenkungsinstrumenter mussen analyséieren, op de Métier huelen a vläicht anerer aféieren, fir wierklech och do zu Resultater ze kommen. Leider ass jo d'Klimaschutzdiskussioun am politesche Raum e bëssen dout an der Tëschenzäit, erdréckt duerch Wirtschaftsa- Sozialproblemer. Si ass awer nach ëmmer reell. Si ass awer nach ëmmer reell do, an et gëtt ëmmer nach d'Noutwendegkeet, och an enger Energiewend, iwwert déi Elementer do ze diskutéieren.

Wat d'Dépensésäit ubelaangt, mengen ech, sinn d'Chantiers bekannt: Frais de fonctionnement, Effikassitéit vum Stat, gutt Asetze vun de Gelder an de Verwaltungen, d'Diskussioun iwwert déi grouss Transferten, déi gemaach ginn, um Niveau och vun de Familjentransferten, um Niveau vun den Aidë beim Logement, wou ech de Moien hei eng ganz kloer Ausso gemaach hunn, wat mer mengen iwwert déi Aiden an hir Wierksamkeet op dat, wat mer u sech wëllen errechen.

An och bei den Allocations familiales, beim Kannergeld, beim Kannerbonus, mengen ech, hu mer e Paradigmewiessel gemaach. Mir hu jo do net näischt gemaach! Wann ech déi Zuele kucken, déi ech virdu genannt hunn, déi weisen, dass mer dee Paradigmewiessel do och wierklech fäerdegruecht hunn.

Ech wëll ganz kuerz, an zwee Sätz, fir de Minister vun der Nohaltegkeet, deen hei ass, soen, dass déi fënneft Prioritéit fir eis all déi Efforten um Niveau vun der Nohaltegkeet sinn. Mir

héiere mat ganz vill Satisfaktioun, dass am Joer 2014 ënnert déi Projeten, déi nei kommen - also net nëmmen nei als Iddi, mä och nei mat finanziellen Oplagen a mat enger Perspective de réalisation - och den Tram gehéiert. Den Tram net als dat Instrument, wou mir der Meenung sinn, dass dat all d'Problemer vum öffentlichen Transport wäert léisen an d'Problemer, déi mer um Niveau vum Verkéier hunn, mä als ee wichteg Element vun deem gesamten Investitiounspak, deen all fënnef Joer en aneren Numm kritt als Konzept, mä awer ëmmer iergendwou, Gott sei Dank, an der Tëschenzäit an dëselwecht Richtung geet.

Mir géifen eis wënschen - wann ech de Kolleg Roger Negri an och de Kolleg Roll Schreiner kucken, déi allen zwee sech och Suerge maachen, wéi mir alleguerten -, dass een endlech och um Niveau vun der Streck, där neier Streck, déi mer mussen bauen tëschent Lëtzebuerg a Beetebuerg, virukënnt, an de Prozedur virukënnt, endlech och zu engem Projet de loi kënn. Well dat ass fir d'Eisebunn an der Iwwerlaaschtung vun där Streck säit Joren eng vun de ganz wichteg Investitiounen, déi muss gemaach ginn.

Ech hu grad och gesot, an der Fro vun der Steuerreform, dass et do noutwendeg ass, och d'Energiefro, d'Fro vun der Energieeffizienz mat all deenen Iddien, déi et do gëtt - an et si jo och gëschter eng Rei vun neien Iddien hei opgeluecht ginn -, dass et och noutwendeg ass (veuillez lire: noutwendeg ass, déi ze kucken).

Ech hätt mer gewünscht, an eis Fraktioun och, dass mer déi Plans sectoriels, déi véier, déi mer am Oktober 2008, viru fënnef Joer, virgestallt hunn...

► **Une voix.** - Dat ass scho laang hier!

► **M. Lucien Lux (LSAP).** - ...déi mer viru fënnef Joer virgestallt hunn, déi véier, déi do sinn dee vun de grouss gréngen Zonen, dee vum Transport, vum Logement a vun de Zones d'activités, dass mer um Enn vun dëser Legislaturperiod déi Plans sectoriels och wierklech als juristesche Instrumenter hätten. Ech fäerten, wann ech gesinn, wéi laang mer gebraucht hunn, och mir am héijen Haus hei, mä och anerer, fir d'Reform vum Aménagement du territoire zu Enn ze féieren an an d'Prozedur ze kommen - dat gëtt eng laang, grouss Prozedur mat alle Gemengen, mat der Chamber, mat den Acteuren dobaussen -, ech fäerten, dass mer bis zum Enn vun der Legislaturperiod leider net à bon port wäerten ukommen.

Dat ass schued, well dat, mengen ech, wichteg Instrumenter gewiescht wäere fir all aner Décisiounen, déi mer och a groussen Investitiounen heiansdo do ze huelen hunn. Mä mir schwätzen heiansdo - ech sinn och verwonnert, well d'Leit heiansdo schwätzen -, wéi wann déi schonn do wäeren. Et gëtt da gesot: „am Plan sectoriel...“. Mir hu bis elo nëmme Projets de plan sectoriel, an ech mengen dofir nach eng Kéier un all déi Acteuren, déi do mat betraff sinn, dass se wierklech kucke weiderzokommen, fir dass mer do zu Enn kommen.

Ech wëll eng kuerz Konklusioun zéien, fir ze soen, dass dës Regierung gutt gehandelt huet an deene leschte Joren. Ech hunn a ville Beispiler opgewisen, wou konkret an deenen eenzelne Politikfelder e Weiderkommen ass, dass dëst Land gutt duerch d'Kris gefouert ginn ass, bei allem - ech soen dat ëmmer erëm! - bei allem, wat et och u Grozonen hei an dësem Land gëtt.

Ech sinn deen Allerleschten, deen der Meenung ass, dass hei am Land alles gutt ass. Ganz am Géigendeel! Et gëtt ganz vill Aarbechten, och am soziale Beräich, am Beräich vun dem Aarbechtsrisiko, déi mer och an Zukunft ze maachen hunn. Dofir ass dat och, mengen ech, esou wichteg, dass mer déi Sujeten do héichhalen.

Mä ech soen nach ëmmer: Wann ech kucken - fir och ze soen, wou mer an Europa an der Tëschenzäit gelant sinn -, dass d'Belsch Däitsch-

## Sommaire des séances publiques n<sup>os</sup> 27, 28, 29 et 30

6516 - Projet de loi relatif à la construction d'une nouvelle Bibliothèque nationale à Luxembourg-Kirchberg	p. 317-323
Résolution relative à la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2012/34/UE du Parlement européen et du Conseil du 21 novembre 2012 établissant un espace ferroviaire unique européen, en ce qui concerne l'ouverture du marché des services nationaux de transport de voyageurs par chemin de fer et la gouvernance de l'infrastructure ferroviaire (document COM(2013)29 final) et à la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (CE) n°1370/2007 en ce qui concerne l'ouverture du marché des services nationaux de transport de voyageurs par chemin de fer (document COM(2013)28 final)	p. 323-325
- Art. 169 (5) du Règlement de la Chambre	p. 325-331
Débat d'orientation sur l'état actuel de la viticulture	p. 325-331
Dépôt d'une proposition de loi par M. Gast Gibéryen	p. 331
Communications	p. 332
Changement de composition de la Commission d'enquête sur le Service de Renseignement de l'État (SREL)	p. 332
Ordre du jour	p. 332
Heure de questions au Gouvernement	
- Question n°225 du 9 avril 2013 de Mme Diane Adehm relative au droit à l'oubli numérique, adressée à M. le Ministre de la Justice et à M. le Ministre des Communications et des Médias	p. 332-333
- Question n°226 du 8 avril 2013 de M. André Bauler relative au développement des friches industrielles à Wiltz, adressée à M. le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures	p. 333
- Question n°227 du 9 avril 2013 de M. Ben Fayot relative au traité sur le commerce des armes, adopté le 2 avril par l'Assemblée générale de l'ONU, adressée à M. le Ministre des Affaires étrangères	p. 333
- Question n°228 du 9 avril 2013 de M. Camille Gira relative à la gestion des eaux du barrage d'Esch-sur-Sûre, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures	p. 334
- Question n°229 du 9 avril 2013 de M. Félix Eischen relative à un système d'avertissement qui détecte la circulation à contresens, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures	p. 334
- Question n°230 du 9 avril 2013 de M. Gast Gibéryen relative à un récent jugement concernant le dossier «Saarautobunn», adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures	p. 334-335
- Question n°231 du 9 avril 2013 de M. Roger Negri relative à la protection des masses d'eau souterraine, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région	p. 335
- Question n°232 du 9 avril 2013 de M. Fernand Etgen relative à la criminalité lourdement armée au Luxembourg, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région	p. 335
- Question n°233 du 8 avril 2013 de M. Jean Colombero relative à deux audits sur les «Transports intercommunaux du canton d'Esch» (TICE), adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures	p. 335-336
- Question n°234 du 9 avril 2013 de M. Alexandre Krieps relative aux examens médicaux pour arbitres, adressée à M. le Ministre des Sports	p. 336
- Question n°235 du 9 avril 2013 de M. Fernand Kartheiser relative à l'évolution de la violence envers des personnes, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région	p. 336
Heure d'actualité du groupe politique LSAP au sujet du risque d'une libéralisation et d'une privatisation du secteur de l'approvisionnement en eau	p. 336-339
6519 - Projet de loi portant approbation des Accords entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et certains pays concernant l'échange et la protection réciproque des informations classifiées	p. 339-340
Heure d'actualité du groupe politique DP au sujet des sanctions à disposition de l'Union européenne	p. 340-343
Déclaration de politique générale sur l'état de la nation de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État	p. 344-348
Débat sur l'état de la nation	p. 348-358

land op d'Gericht hëlt wéinst der Niddreglounpolitik, déi et mécht, an domadder deem Dumping, deen et mécht par rapport zu der Kompetitivitéit vun aneren, a wann ech heiansdo Talkshowen an Däitschland kucken an ech gesinn, dass do Leit setzen, eng Coiffeuse do sëtzt, déi eis dann do zielt, dass se fir 600 Euro de Mount 40 Stonnen an der Woch, an heiansdo mat Iwwerstonnen, muss schaffe goen, da sinn ech frou, dass mer zu Lëtzebuerg

de Mindestloun an dëser Legislaturperiod zweemol gehéicht hunn! Net erofgesat hunn, mä gehéicht hunn, fir, mengen ech, kloerzemaachen, wat fir eng Politik mer och dobausse wëllen: dass mer do keen Export a Wettbewerbsfetischismus maachen, mä och drun denken, dass et ëm Mënsche geet, déi do derhannertstiechen, hanner all deenen Décisiounen, déi mer mussen huelen!

Dofir ass déi Politik vun de Gläichgewichter par rapport engersäits zu der Konsolidéierung vun den öffentleche Finanzen, wat mer fir d'Hypothék vun de jonke Leit mussen maachen, an neien an ale Wuesstumsimpulser, tëschent der Wettbewerbsfäegkeet, déi mer brauchen, awer och sozial Gerechtegkeet, tëschent Solidaritéit, déi mer brauchen, awer och Effizienz, déi mer brauchen, an an engem Sozialstat net nëmme Rechter, mä och Flichten, déi mer brauchen, an där Politik fënnt d'LSAP sech erëm an huet dofir mat Satisfaktioun d'Erklärung vum Premier gëschter hei zur Kenntnis geholl.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Lux. Mir wäeren dann elo um Enn vun eiser Sitzung vun haut de Moien ukomm. De Mëtteg fuere mer viru mat als éischtem Intervenant dem Här François Bausch.

D'Sitzung ass opgehewen.

**(Fin de la séance publique à 11.44 heures)**

## Chambre des Députés

### Compte rendu officiel

### Supplément commun aux quotidiens:

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuurger Journal, Zeitung vum Lëtzebuurger Vollek

### Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés  
Service des relations publiques de la Chambre des Députés  
Tél. 466 966-1

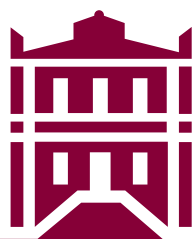
### Conception, saisie de texte et mise en page:

Espace Médias SA / Polygraphic SA, Differdange

### Concept et coordination générale:

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg





### Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
<b>Session ordinaire 2011-2012</b>		
2333	Eugène Berger	Problématique de l'amiante
<b>Session ordinaire 2012-2013</b>		
2415	Gilles Roth	Taxes à percevoir par la CSSF
2427 cf. 2436 et 2438	Serge Wilmes	Ancien siège de l'ARBED
2436 cf. 2427 et 2438	Fernand Kartheiser	Ancien siège de l'ARBED
2438 cf. 2427 et 2436	Roger Negri	Ancien siège de l'ARBED
2498	Gast Gibéryen	Commissariat aux assurances
2525	Fernand Etgen	Direction de l'Administration des Douanes et Accises
2558	Claudia Dall'Agnol	Masse maximale des ambulances
2564	Marc Lies	Pacte logement
2570	Marcel Oberweis	Distance minimale entre des lignes électriques et des maisons privées
2572	Ben Fayot	Réduction de la vitesse de circulation dans le quartier de la gare
2577	Claude Meisch	«Stay behind»
2579	Gast Gibéryen	Rénovation de l'ancien CIPA à Sanem
2580	Eugène Berger	Activités auxiliaires effectuées par des fonctionnaires de l'Administration des Contributions directes
2585	Fernand Kartheiser	Confection d'un catalogue du Musée National d'Histoire et d'Art
2598	Jean Colombera	Maladies chroniques
2601	Emile Eicher	Construction d'un nouveau Lycée technique Agricole (LTA)
2603	Sylvie Andrich-Duval	Panneaux signalant des hameaux et lieux-dits
2610	Carlo Wagner	Fusion des hôpitaux du Kirchberg et de la Zithaklinik
2611	Nancy Arendt	Sport à l'école
2614	Fernand Kartheiser	Frais d'inscription à l'Université du Luxembourg
2617	Marc Spautz	Mesures antibruit sur la ligne ferroviaire Luxembourg-Esch-sur-Alzette
2619	Tessy Scholtes	Accidents causés par des conducteurs roulant à contresens

2620	Claude Adam	Rencontre internationale pédagogie & psychologie
2622	Gast Gibéryen	Plafonnement de l'index
2624	Gast Gibéryen	Plafonnement de l'index
2625	Ben Fayot	Obligation scolaire
2626 cf. 2643	Lucien Lux	Luxembourg Air Rescue
2627	Marcel Oberweis	Métiers techniques
2628	Fernand Kartheiser	Contrôles effectués par une société privée à l'Aéroport de Luxembourg
2629	Gast Gibéryen	Emprunt contracté en décembre 2008
2630	André Bauler	Nouveau site pour la Chambre d'Agriculture et les laboratoires de l'Administration des Services techniques de l'Agriculture
2632	André Bauler	Ancien couvent de Eisenborn
2634	Alexandre Krieps	Transferts de patients à des centres de phlébologie étrangers
2636	Fernand Etgen	Impôt spécial dans l'intérêt du service incendie
2637	André Bauler	Agence régionale de l'ADEM
2638	Alexandre Krieps	Tramadol
2639	Marcel Oberweis	Amiante au Luxembourg
2640	Jean Colombera	Hébergement web de sites commerciaux à caractère pornographique
2641	Jean Colombera	Transit de poids lourds le long de la Moselle
2642	Jean Colombera	Le «précédent chypriote» et la confiance des épargnants
2643 cf. 2626	Jean Colombera	Problèmes de l'Air Rescue avec le service de sécurité de l'Aéroport de Luxembourg
2644	André Bauler	Éventuelle fermeture du centre de distribution de l'entreprise des P&T à Ingeldorf
2646	Léon Gloden	Répartition entre l'État et les communes des recettes générées par les agents municipaux
2648	Jean Colombera	Audit de la santé au travail et codification des incapacités de travail
2649	Jean Colombera	Droit d'asile pour les collaborateurs du contingent luxembourgeois au cours des missions de l'ISAF
2650	Fernand Kartheiser	Entrevue de Monsieur le Ministre des Affaires étrangères avec son homologue brésilien
2651	Jean Colombera	Pension d'orphelin
2658	Fernand Etgen	Réfection du mur du pont traversant la Sûre au lieu-dit «Heischtergronn»
2692 urgente	Viviane Loschetter	Licenciements auprès de l'OPE

#### Session ordinaire 2011-2012

#### Question 2333 (1.10.2012) de M. Eugène Berger (DP) concernant la problématique de l'amiante:

Régulièrement la problématique de l'amiante ressurgit dans l'actualité. À noter que le danger émanant de cette substance diffère selon son mode d'utilisation (amiante en vrac, ciment d'amiante, amiante blanc). Sachant que cette substance est présente dans bon nombre de bâtiments publics, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

a) Monsieur le Ministre peut-il m'informer s'il existe un inventaire, une base de données ou un cadastre concernant la présence d'amiante ou d'autres substances dangereuses dans les bâtiments publics?

b) Dans l'affirmative, quels bâtiments en sont concernés et à quel degré?

c) Existe-t-il un programme de travaux de désamiantage pour les bâtiments publics? Quels en sont les échéances et les coûts prévisibles?

**Réponse** (16.5.2013) de M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député souhaite avoir des précisions sur une éventuelle présence de l'amiante dans les bâtiments publics.

En effet, il n'existe pas d'inventaire, de base de données ou un cadastre regroupant les informations sur la présence d'amiante ou d'autres substances toxiques dans les bâtiments publics.

Cependant, une étude étendue de détection d'amiante avait été lancée en 1997 par l'Administration des Bâtiments publics, en collaboration avec un bureau spécialisé de Karlsruhe, dans le but d'identifier les bâtiments affectés par la problématique de l'amiante apparente, respectivement de l'amiante potentiellement en contact avec les utilisateurs. Vingt-trois bâtiments jugés à risque avaient été repérés. Trois bâtiments avaient nécessité une intervention immédiate, les autres bâtiments touchés ont profité de petites interventions lors de travaux d'entretien courant.

En ce qui concerne un éventuel programme de travaux de désamiantage pour les bâtiments publics, je me permets de préciser que les agents concernés de mes services jouissent de formations continues dans la matière et sont bien conscients de la problématique. Lors des visites habituelles des bâtiments, les responsables de l'Administration des Bâtiments publics sont instruits à lancer une étude ciblée dès qu'un doute sur la présence éventuelle d'amiante dans un matériel se présenterait.

Ainsi, mes services ont investi au cours des dernières dix années environ 2,7 millions d'euros pour des interventions de décontamination de petite envergure réalisées dans le contexte d'un

entretien courant dans une centaine d'immeubles appartenant à l'État.

Par contre, des analyses approfondies, nécessitant la destruction de matériaux afin d'accéder à des couches éventuellement contaminées par l'amiante, ne sont réalisées que dans le cadre de travaux d'assainissement de fond. Des études approfondies sont systématiquement lancées lors des projets d'envergure d'extension, de transformation ou de rénovation avant le début du chantier afin de minimiser le risque pour les travailleurs engagés sur le site et d'éviter des retards dans le déroulement des travaux. L'ancien Palais de justice des Communautés européennes au Kirchberg, le bâtiment de la Cour des comptes, le Lycée technique Mathias Adam, annexe Jenker à Differdange, et actuellement l'Athénée et le Lycée Hubert Clément à Esch-sur-Alzette sont des exemples de tels projets.

#### Session ordinaire 2012-2013

#### Question 2415 (16.11.2012) de M. Gilles Roth (CSV) concernant les taxes à percevoir par la CSSF:

Dans le cadre de la modernisation de la législation de la place financière, le Grand-Duché de Luxembourg a promu la titrisation d'actifs à

partir du Luxembourg en confectionnant un cadre législatif performant, compétitif et attractif en vue de l'exercice de cette technique financière. Il existe à l'heure actuelle plus de 900 véhicules de titrisation au Luxembourg, dont une bonne trentaine sont réglementés par la CSSF.

Il me revient que dans le cadre du règlement grand-ducal du 29 septembre 2012 relatif aux taxes à percevoir par la CSSF les taxes destinées à couvrir les frais de l'exercice de la surveillance des activités liées aux marchés de capitaux et surtout à la titrisation vont considérablement augmenter à partir de l'exercice 2013.

À titre d'exemple, le montant total de taxes dues pour la mise en place d'un véhicule de titrisation agréé à compartiments multiples suivie d'une émission d'obligations va passer de 13.500 euros, selon les taux actuels, à 43.000 euros prévue, soit une augmentation des taxes de 29.500 euros.

En plus, le montant des taxes prévues va être supérieure aux taxes perçues par les autorités des juridictions étrangères avec lesquelles le Luxembourg est en concurrence directe.



Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Une analyse a-t-elle été menée quant à l'impact potentiel dudit règlement sur les véhicules de titrisation et les marchés des capitaux luxembourgeois en général et, le cas échéant, quelles en sont les conclusions?

- Quel est l'impact de l'augmentation des coûts d'approbation des prospectus sur le nombre de cotations à la Bourse de Luxembourg et ceci par rapport aux autres places boursières concurrentes?

**Réponse** (25.4.2013) de **M. Luc Frieden**, *Ministre des Finances*:

Conformément à l'article 24 de la loi du 23 décembre 1998 portant création d'une Commission de surveillance du secteur financier, les frais de l'exercice de la surveillance du secteur financier et de la supervision publique de la profession de l'audit doivent être couverts par des taxes à percevoir auprès des entités sujettes à la compétence de la CSSF. Étant donné qu'il s'avérait depuis un certain moment qu'il n'y avait plus moyen d'assurer cette couverture sur base du régime de taxation en vigueur, une révision des taxes vers le haut s'imposait.

Lors de la révision telle qu'elle a été retenue par le règlement grand-ducal du 29 septembre 2012 relatif aux taxes à percevoir par la CSSF, le Gouvernement a appliqué le principe fondamental qui consiste en une adaptation des tarifs sans déroger au principe général selon lequel les coûts engendrés par la surveillance du secteur financier sont couverts par les taxes forfaitaires à prélever sur ce secteur.

Il a également été tenu compte des coûts de la surveillance sur des places concurrentes, bien qu'une comparaison directe ne soit pas possible au vu de la diversité des régimes ainsi que de l'impact potentiel d'une hausse des tarifs, même si pareil impact ne se laisse pas exprimer de façon chiffrée. Le projet de règlement grand-ducal a été discuté et approuvé au sein du Conseil de la CSSF, au niveau duquel le secteur financier est représenté.

En ce qui concerne plus particulièrement les organismes de titrisation, il convient d'abord de relever que le législateur n'a soumis à la surveillance de la CSSF qu'une petite minorité de ces organismes (32 à l'heure actuelle) et que la hausse du coût de la surveillance ne touche donc qu'une population réduite. Cela étant, le Gouvernement a, par un règlement grand-ducal du 18 février 2013, ramené la taxe de surveillance annuelle prévue pour les organismes de titrisation de 20.000 à 12.000 euros, rencontrant ainsi les préoccupations de l'honorable Député.

En ce qui concerne les frais de la surveillance des prospectus boursiers, le Gouvernement n'a pas manqué de prendre en compte le caractère très international des émetteurs qui cotent des valeurs mobilières en Bourse de Luxembourg et partant leur faculté de choix de place de cotation. À ce sujet, la CSSF a procédé à des études comparatives détaillées en analysant les régimes de taxation applicables dans différents États membres disposant de marchés réglementés comparables à celui du Luxembourg.

Dans ce contexte, il faut néanmoins souligner que les régimes de taxation des États membres servant de base pour l'établissement de cette comparaison, ne tenaient pas encore compte des nouvelles exigences communautaires en matière de prospectus. Certains de ces États membres vont devoir réviser leurs régimes de taxation, tandis que le nouveau tarif luxembourgeois a déjà été établi au regard de ces nouvelles exigences.

En ce qui concerne la taxe à percevoir dans le cadre de la surveillance des émetteurs soumis à la «Loi Transparence», il convient de noter que le marché de la Bourse de Luxembourg compte, par rapport aux autres marchés européens, une proportion faible d'émetteurs d'actions qui constituent à l'étranger le cœur de la surveillance et contribuent ainsi majoritairement au règlement des taxes prélevées dans ce contexte.

L'honorable Député évoque le risque qu'une diminution du nombre d'approbations de prospectus par la CSSF ou du nombre des émetteurs tombant sous la surveillance de la CSSF en matière de transparence n'ait des conséquences négatives sur les activités de cotation en bourse. Or, en application de la définition de l'État membre d'origine et de la procédure de notification en matière de prospectus ainsi qu'en application de la définition de l'État

membre d'origine en matière de transparence, grand nombre des émetteurs, qui voudraient faire admettre leurs valeurs mobilières sur le marché réglementé de la Bourse de Luxembourg, n'ont pas besoin de faire approuver leurs prospectus par la CSSF ou ne tombent pas nécessairement sous la surveillance de la CSSF en matière de transparence. L'ampleur du risque évoqué devrait donc rester limitée.

La CSSF devra néanmoins suivre l'évolution de l'activité d'approbation ainsi que du nombre des émetteurs se soumettant à sa surveillance en matière de transparence en vue de pouvoir, dans la mesure du possible, procéder à une évaluation de l'influence du nouveau régime de taxation.

**Question 2427** (23.11.2012) de **M. Serge Wilmes** (CSV) concernant l'ancien siège de l'ARBED:

Verschidde Lëtzebuurger Medien hunn haut d'Noriicht bruecht, datt de Stolproduzent ArcelorMittal wëlles huet säi Gebai an der Neier Avenue eidel ze maachen, well d'Käschten, fir et ze ënnerhalen, ze héich wieren. Vun engem Verkaf gëtt offiziell net geschwat, mä déiselwecht Medie schwätzen an engems vu Sourcen, déi soen, datt dëst geschwënn de Fall kéint sinn.

Wéi Dir wësst, handelt et sech bei deem Gebai net ëm irgendeent. Et ass den historesche Sëtz vun der ARBED, dem fréieren, grouse Lëtzebuurger Stolproduzent, dee wuel wéi soss keng aner Entreprise d'Geschicht vun onsem Land bestëmmt huet. D'Gebai selwer ass ee vun deene rare monumentale Gebaier, déi et an der Stad ginn.

Gebaut gouf et ufanks den 1920er Joren, zu enger Zäit, wou an der Stad Lëtzebuerg de Platteau Bourbon no an no urbaniseiert ginn ass. Deemools war den Terrain, wou d'ARBEDs-Gebai haut steet, nach an den Hänn vum Stat. An deem hat u sech virgesinn, fir op der Plaz een öffentlecht Gebai ze bauen, wéi z. B. een Nationalmuseum oder ee Justizpalais. Zu gudder Lescht ass et dunn awer un d'ARBED verkaaft ginn, déi hei hire Sëtz gebaut huet.

Dat impressionnant Gebai huet allerdéngs niewent senger privater Funktioun am Laf vun der Zäit och eng gewëssen „öffentlech“ Funktioun iwwerholl. Esou gëtt et bis haut um Nationalfeierdag vum Stat „geloung“, fir kënnen d'Éierentribünen opzeriichten, laanscht déi dann d'Militärparade geet. Doriwwer eraus, ass dat Gebai an den Häerzer vun de Leit eng Zort „öffentlech“ Gebai, well et de Sëtz vun enger Entreprise war, an där aus praktesch all Famill hei am Land ee Member geschafft huet. D'ARBEDs-Gebai gehéiert deemno net nëmmen zum architektoneschen, urbanistesche Patrimoine vu Stad a Land, et „gehéiert“ och an engem gewëssene Mooss sengen Awunner.

An deem Kader wëllt ech gären dës Froen un d'Madame an déi Häre Ministeren stellen:

- Här Statsminister, an Är Ried zur Lag vun der Natioun vun dësem Joer, hutt Dir ënner anerem - an ech zitéieren - dëst gesot: „(...) Ech jiddfalls sinn der Meenung, datt ArcelorMittal, ee Betrib, dee 55 Milliounen Euro kritt fir Prétraitement ze bezuelen, als Gégeleeschting dem Stat sollt gratis Terrainen zur Verfügung stellen, op déi mer kënnen mëttelstänneg Betriber ënnerbréngen oder awer Wunnenge kënnen bauen. Déi grouse Patrone kënnen net nëmmen huelen. Si mussen och kënnen ginn. Besser gesot: zréckginn, well ArcelorMittal huet vill vun de Lëtzebuurger kritt. (...)“

- Dofir froen ech Iech, Här Statsminister, ob Dir net menger Meenung sidd, datt dat historescht Gebai vun der ARBED absolut zu Ären Aussoe passt an de Lëtzebuurger Stat dofir mat der Direktioun vun ArcelorMittal verhandele soll, fir dat Gebai kënnen ze kréien?

- Här Finanzminister, wär de Stat prett, fir an Zäiten, wou de Statsbudget een Defizit huet, dat historescht Gebai vun der ARBED ze kafen, falls d'Direktioun vun ArcelorMittal et net fir näischt un de Stat wëllt ginn? Deelt de Finanzminister meng Meenung, datt et sech hei ëm méi wéi just „een“ Gebai handelt an datt sech elo fir de Lëtzebuurger Stat eng eemoleg Geleeënheet bitt, déi net méi esou séier zréckkomme wäert, fir Propriétaire dovunner ze ginn? Kéint an esou engem Fall net eng Ausnahm vun der allgemenger Defizitreduzéierung gemaach ginn?

- Madame Kulturministeresch, kéint Dir mir soen, wéi dat historescht Gebai vun der ARBED geschützt ass a wat fir eng Bedingung mussen erfëllt ginn, falls een Aarbechten um an am Gebai maache wëllt?

- Madame an Dir Häre Ministeren, deelt Dir meng Meenung, datt dat historescht Gebai vun der ARBED eng öffentlech, representativ Funktioun sollt kréien, wéi z. B. de Sëtz vun enger öffentlecher oder kultureller Institutioun?

**Question 2436** (27.11.2012) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant l'ancien siège de l'ARBED:

D'Gesellschaft ArcelorMittal huet bekannt ginn, datt si hiert representatiivt Gebai an der Neier Avenue net weider wëllt notzen. Dëst Gebai steet leider net um Inventaire vun den «Immeubles classés monument national».

Dowéinst wëll ech der Madame Minister fir Kultur dës Froen stellen:

1. Ass d'Madame Minister gewëllt, de fréiere Sëtz vun der ARBED esou wéi méiglech an den Inventaire vun den nationale Monumenter opzehuelen?

2. Wéi schnell kann esou eng Prozedur goen?

3. Kann d'Madame Minister versécheren, dat de Patrimoine, deen dëse Sëtz duerstellt, och duerch en eventuelle Verkaf vun ArcelorMittal kann erhale ginn, dëst iert d'Prozedur fir de Klassement duerch ass?

4. Wär et net sënnvoll, d'Gebaier an der Neier Avenue, vun der Paräiser Plaz bis zur Metzger Plaz, an en Inventaire vun de schützeswäerte Monumenter opzehuelen?

**Question 2438** (27.11.2012) de **M. Roger Negri** (LSAP) concernant l'ancien siège de l'ARBED:

Comme cela a été largement recensé dans la presse, le groupe sidérurgique ArcelorMittal a annoncé vouloir fermer temporairement les bureaux de son siège social sis à Luxembourg, 19, avenue de la Liberté. Le groupe explique cette décision par les coûts élevés qu'entraîne la maintenance de ce bâtiment historique.

Le bâtiment fut le siège historique de l'ARBED depuis 1922 et à partir de 2006 le siège international du groupe ArcelorMittal. Depuis lors, le bâtiment n'a essentiellement qu'une vocation administrative. Indéniablement, ce bâtiment constitue un patrimoine culturel et national des plus importants pour le Grand-Duché de Luxembourg.

Le groupe a également avancé qu'une vente du bâtiment ne serait pas étudiée. Or, d'après les informations de RTL, le bâtiment sera vraisemblablement mis en vente et un prix aurait même été cité par un haut responsable du groupe.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Premier Ministre:

- Monsieur le Premier Ministre n'est-il pas d'avis qu'il serait opportun de s'assurer d'ores et déjà, et malgré les temps de crise, un droit de préemption pour l'État luxembourgeois auprès du groupe ArcelorMittal pour le cas où la mise en vente serait décidée?

**Réponse commune** (18.4.2013) de **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre d'État*, et de **Mme Octavie Modert**, *Ministre de la Culture*:

D'Froe vun den Deputéierte betreffen d'Ukënnegung vun der Gesellschaft ArcelorMittal, datt si hiert Gebai an der Neier Avenue net weider wëllt notzen.

Wat d'Kompetenze vun der Kulturministeresch ubelaangt, esou ass Folgendes festzehalen:

1. Fir e Klassement als nationaal Monument ze erreechen, gouf den Dossier vum Sëtz vun der ARBED der Denkmalschutzkommissioun ënnerbreet. De Propriétaire vum Gebai an d'Stad Lëtzebuerg si gefrot ginn, fir hir Gutachten ofzeginn, wat si och gemaach hunn. Dat gesäit d'Gesetz esou vir, wa keng Urgence besteet.

2. Wann all Avisen ofgi sinn, kann en «Arrêté proposant le classement» geholl ginn. Mat där Décisioun ass d'Gebai effektiv geschützt. An den zwoelf Méint no dësem Arrêté muss dann de Regierungsrat des Entscheidung bestätegen, fir datt de Klassement definitiv ass.

3. An engem dréngende Fall kann de Kulturminister zu all Moment e Klassement duerchsetzen.

4. D'Gebaier vun der Metzger bis op d'Paräiser Platz leien an der „Zone tampon“ vum UNESCO Kulturierwen.

Wat dee finanziellen Aspekt vun deene verschiddene Froen ugeet, ass d'Regierung der Meenung, datt et net responsabel wär, fir an Zäite vu Kris dëst Gebai ze kafen. D'Regierung wëllt dorop hiweisen, datt et net nëmmen drëms geet, fir dat Haus ze kafen, mä et muss och nach ëmgebaut an a Stand gesat ginn. Niewent dem Präis fir den initialen Invest an den Onkäschte fir d'Émbauarbechte muss een och nach d'Fonctionnementskäschten dobäi rechnen.

Op d'Froe vum Här Députéierte Serge Wilmes, déi sech op Aussoen aus der Ried zur Lag vun der Natioun vun 2012 referéieren, wëllt d'Regierung bemierken, datt dës Aussoen am Zesammenhang mat Terrainen stungen, déi vun der Arcelor zur Verfügung gestallt géife ginn an op déi e kéint Betriber usiedlen oder Wunnenge bauen. Et war manner dru geduecht e Gebai geschenkt ze kréien, deem säin Ennerhalt mat grouse Käschte verbonnen ass.

**Question 2498** (10.1.2013) de **M. Gast Gibéryen** (ADR) concernant le commissariat aux assurances:

Den 20. Dezember vum viregte Joer huet de Conseil de la Concurrence mat der Décisioun 2012-Fo-08 enger Rei Assurancen eng Strof operluecht wéinst illegaler Ofsprooch bei den Autosassurancen, méi prezis iwwert d'Ausleeung vum Bonus-Malus-System.

Aus der Décisioun gëtt ervir, datt d'Associatioun vun den Assureuren ACA unerkennt, datt de Commissariat aux Assurances d'Assureuren am Konflikt mat der UCL ënnerstëtzt, a weider geet an dem Text vun enger «certaine connivence» tëscht ACA a Commissariat aux Assurances Rieds.

An dësem Kontext géif ech dem Finanzminister dës Froen stellen:

1) Ass dem Minister d'Décisioun vun dem Conseil de la Concurrence bekannt?

2) Wat war d'Reaktioun vum Finanzminister op dës Décisioun?

3) Kann de Minister confirméieren, datt déi enk Relatioun (certaine connivence) tëscht den Assureuren an hirer Associatioun engersäits an dem Commissariat aux Assurances anersäits besteet?

4) Wat wëllt de Minister ënnerhuelen, fir d'Onafhängegkeet vum Commissariat aux Assurances vis-à-vis vun den Entreprises aus dem Secteur ze garantéieren?

5) Misst de Minister net derfir suergen, datt de Commissariat aux Assurances d'Neutralitéit tëscht den d'Interesse vun de Konsumenten an de Bedierfnesser vu gesécherten Assurancé garantéiert?

**Réponse** (17.5.2013) de **M. Luc Frieden**, *Ministre des Finances*:

L'aspect cité de la décision du Conseil de la Concurrence a été examiné en présence du directeur du Commissariat aux Assurances lors d'une réunion de la Commission des Finances et du Budget de la Chambre des Députés. À la suite des explications du directeur, les membres de ladite Commission n'ont constaté aucun comportement inapproprié de la part du Commissariat.

**Question 2525** (31.1.2013) de **M. Fernand Etgen** (DP) concernant la direction de l'Administration des Douanes et Accises:

Il ressort des médias que le bâtiment, situé sur la place de la gare, qui héberge actuellement la direction de l'Administration des Douanes et Accises sera démolé et remplacé par un nouvel immeuble.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il me dire dans quels locaux il est prévu d'installer la direction de l'Administration des Douanes et Accises pendant la période des travaux?

- Est-il prévu d'installer à nouveau la direction de l'Administration des Douanes et Accises à l'endroit susmentionné après la reconstruction du bâtiment en question?

**Réponse** (18.4.2013) de **M. Luc Frieden**, *Ministre des Finances*:

Différents services de l'État occupent actuellement, en tant que locataire une partie d'un bâtiment situé sur la place de la gare. Il est envisagé par le propriétaire de démolir cet immeuble pour y ériger un nouvel immeuble.

La Commission des Loyers du Ministère des Finances est en contact avec les services étatiques concernés pour veiller au relogement de ces services.

Différentes solutions sont envisagées actuellement tant dans le quartier de la gare qu'à d'autres lieux.

Le choix se fera notamment en considérant les contraintes de délais, l'impact budgétaire, l'accès, etc.





**Question 2558** (14.2.2013) de **Mme Claudia Dall'Agnol** (LSAP) concernant la **masse maximale des ambulances:**

Depuis 2010 l'Administration des Services de Secours a fait l'acquisition de nouvelles ambulances de la marque Mercedes Benz, modèle Sprinter, mises à disposition des centres d'intervention du pays. Ces véhicules sont identifiés comme «véhicule N1», c'est-à-dire un «véhicule à moteur conçu et construit pour le transport de choses et ayant au moins quatre roues et dont la masse maximale ne dépasse pas 3.500 kg» suivant l'article 2 de l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques. À l'heure actuelle, ce type de véhicule présente une masse propre de 3.340 kg, c'est-à-dire «la masse du véhicule sans équipage, ni passagers, ni chargement, mais avec le plein de carburant et l'outillage normal de bord.»

Lors d'un transport de cinq passagers (prenant en considération un poids individuel d'une moyenne de 80 kg par personne) et en comptabilisant également le matériel médical à bord, la masse maximale autorisée est ainsi dépassée ce qui a pour conséquence que le permis de conduire de la catégorie B est insuffisant et que le véhicule n'est plus assuré convenablement. Le scénario se complique davantage en cas d'accident, notamment pour le chauffeur responsable devant la loi.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes:

1. Messieurs les Ministres, ont-ils connaissance de ce problème?
2. Combien d'ambulances de ce type ont été acquises à travers le pays?
3. Comment Messieurs les Ministres envisagent-ils de régler ce problème?

**Réponse commune** (23.4.2013) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*, et de **M. Jean-Marie Haldorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*:

Par sa question parlementaire, l'honorable Députée souhaite avoir des précisions quant à la catégorie de permis de conduire requise en vue de la conduite des ambulances dont la masse maximale dépasse 3.500 kg.

Tout d'abord il convient de relever que les différentes catégories du permis de conduire se trouvent harmonisées au niveau européen par la directive 2006/126/CE du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 2006 relative au permis de conduire.

Ainsi l'article 76 de l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques, appelé communément Code de la Route, prévoit que «la catégorie B autorise la conduite de véhicules automoteurs, autres que les motocycles, les tracteurs et les machines automotrices, dont la masse maximale autorisée n'excède pas 3.500 kg et conçus et construits pour le transport de huit passagers au maximum, outre le conducteur».

Au vu des informations du fichier national des véhicules routiers, 128 ambulances se trouvent actuellement immatriculées et en service au Luxembourg (Protection civile, Service d'incendie et d'ambulances de la Ville de Luxembourg et ambulances privées). En ce qui concerne plus particulièrement les ambulances de la marque Mercedes du type Sprinter utilisées par la division de la Protection civile de l'Administration des Services de Secours et visées par l'honorable Députée, il y a actuellement 55 véhicules en service au Luxembourg répondant auxdits critères.

Il ressort encore du fichier national des véhicules routiers que la masse propre des ambulances visées se situe entre 2.960 kg et 3.210 kg. Il en résulte que la charge utile desdits véhicules est fort limitée, surtout dans les cas où toutes les places disponibles sont occupées par des personnes, sachant que celles-ci sont mises en compte, selon les règles usuelles en cette matière au plan international, et prévues également au paragraphe 4 de l'article 12 du Code de la Route, à raison de 75 kg par personne.

Pour régler ce problème, l'Administration des Services de Secours est actuellement en train d'étudier des pistes pour réduire la masse des ambulances concernées par l'enlèvement d'équipements non indispensables. Par ailleurs, une note de service demandant de limiter l'équipage à deux ambulanciers pour les véhicules concernés sera envoyée aux centres de secours. Pour les futures générations d'ambulances, l'Administration des Services de Secours

effectue actuellement une analyse de marchés afin de d'acquérir à l'avenir des types d'ambulances disposant d'une charge utile plus élevée.

**Question 2564** (15.2.2013) de **M. Marc Lies** (CSV) concernant le **pacte logement:**

L'État et les communes ayant une responsabilité partagée dans la réalisation du droit à un logement convenable des citoyens, et s'étant engagés à unir leurs efforts pour augmenter l'offre de logements et pour réduire le coût du foncier et de l'habitat, j'aimerais savoir:

1. Quelle est la croissance de la population dans les communes ayant signé le pacte logement?
2. En ce qui concerne la participation aux équipements collectifs, quel montant a été versé aux communes impactées depuis l'entrée en vigueur du pacte logement?
3. Combien de logements subventionnés ont été mis en vente et combien de logements ont été donnés en location depuis la création du pacte logement par les promoteurs publics (Fonds du Logement, SNHBM), respectivement combien de logements sont en phase de planification?
4. Combien de logements sociaux ont été construits, achetés et transformés depuis la création du pacte logement par les communes, respectivement combien de logements sont en phase de planification?

**Réponse** (18.4.2013) de **M. Marco Schank**, *Ministre du Logement*:

Concernant la croissance de la population dans les communes ayant signé le pacte logement, il y a d'emblée lieu de noter que le pacte logement fait état de quatre types de communes:

- 1) Les 30 communes ayant opté pour la rétroactivité

Sur la période de référence 2003-2013, la progression globale de la population pour les communes en question dans son ensemble a été de 25%. Une seule commune (12,61%) n'a pas atteint le seuil minimal de 15% de progression sur dix ans.

- 2) Les communes «standard»

Communes signataires en 2007 (14), période 2007-2013 (6 ans): progression globale de 12,80%.

Communes signataires en 2008 (3), période 2008-2013 (5 ans): progression globale de 10,73%.

Communes signataires en 2009 (5), période 2009-2013 (4 ans): progression globale de 6,44%.

Communes signataires en 2009 (1), période 2010-2013 (3 ans): progression globale de 5,65%.

- 3) Les communes «IVL»

Communes signataires en 2007 (18), période 2007-2013 (6 ans): progression globale de 10,29%.

Communes signataires en 2008 (1), période 2008-2013 (5 ans): progression globale de 4,44%.

Communes signataires en 2009 (1), période 2009-2013 (4 ans): progression globale de 9,38%.

Communes signataires en 2009 (1), période 2010-2013 (3 ans): progression globale de 1,40%.

- 4) Les communes «CDA»

Communes signataires en 2007 (11), période 2007-2013 (6 ans): progression globale de 13,26%.

Communes signataires en 2008 (1), période 2008-2013 (5 ans): progression globale de 10,38%.

Communes signataires en 2009 (3), période 2009-2013 (4 ans): progression globale de 7,27%.

Pour ce qui est des montants liquidés en faveur des communes signataires du pacte logement durant la période des exercices budgétaires 2008 à 2012 (5 ans), il y a lieu de retenir les chiffres suivants:

- 1) Type communes «rétroactivité»: total de 21.797.190 €
- 2) Type communes «standard»: total de 16.254.315 €
- 3) Type communes «IVL»: total de 34.086.488 €
- 4) Type communes «CDA»: total de 81.095.751 €.

Au total, un montant de 153.233.744 €, à savoir une moyenne de 30.646.749 € par exercice budgétaire, a été liquidé.

Concernant le développement des activités des promoteurs publics en termes de logements subventionnés réalisés par le Fonds du Logement, la SNHBM et les communes durant la période 2008 à 2012, les chiffres suivants peuvent être fournis:

- depuis 2008, un total de 1.189 unités de logements ont été produits par les différents promoteurs publics, à savoir 491 logements par le Fonds du Logement (276 logements vendus et 215 logements locatifs), 518 logements vendus par la SNHBM et 180 logements par les communes (30 logements vendus et 150 logements locatifs);

- à l'heure actuelle, le Fonds du Logement est actif sur 22 chantiers avec 297 logements, dont 127 logements locatifs et 170 logements destinés à la vente; 8 chantiers démarreront d'ici quelques semaines alors que 10 chantiers supplémentaires démarreront encore cette année; 38 projets se trouvent en phase de planification, 23 projets sont soumis à un PAP en phase d'élaboration, 32 projets se trouvent en phase d'acquisition des terrains et 23 projets sont bloqués pour diverses raisons;

- pour ce qui est de la SNHM, elle prévoit la construction de 1.616 unités d'ici l'an 2020;

- les communes construisent pour le moment 36 logements destinés à la vente et 80 logements locatifs; près de 80 logements à vendre sont en cours de planification et 500 logements destinés à la location, dont 150 logements pour étudiants, sont en train d'être préparés;

- une prochaine extension du 9<sup>e</sup> programme de construction d'ensembles de logements prévoit 32 nouveaux projets.

**Question 2570** (18.2.2013) de **M. Marcel Oberweis** (CSV) concernant la **distance minimale entre des lignes électriques et des maisons privées:**

Die elektrische Energie wird mittels Drehstrom-Hochspannungsfreileitungen und Erdkabel zu den Verbrauchern transportiert. Durch die Übertragung wird ein elektromagnetisches Feld erzeugt. In der technisch-wissenschaftlichen Literatur wird vielfach darauf hingewiesen, dass es nicht auszuschließen ist, dass dieses Feld in unmittelbarer Nähe der Freileitungen zu schädlichen Umwelteinwirkungen in Form von gesundheitlichen Gefährdungen für die sich in diesem Bereich aufhaltenden Menschen führen kann.

Es sei des Weiteren darauf hingewiesen, dass es keine allgemein gültigen Vorschriften bezüglich Abstand von Hochspannungsleitungen in der Europäischen Union gibt.

In einer Feldstudie des Kinderkrebszentrums der englischen Universität Oxford wurde im „British Journal of Cancer“ im September 2010 unter anderem Folgendes publiziert: „(...) die Wahrscheinlichkeit, im Umfeld von Hochspannungsleitungen an Leukämie zu erkranken, ist 1,14 Mal höher als ohne Hochspannungsleitung. Im Gefahrenbereich von 100 m unter einer Hochspannungsleitung verdoppelt sich das Risiko, an Leukämie zu erkranken, bei unter 15-jährigen. (...)“.

Im Rahmen der Ausarbeitung des kommunalen „Plan d'Aménagement Général“ (PAG) kommt es nunmehr zu Konfliktsituationen bezüglich der Mindestabstände zu Hochspannungsfreileitungen. Am 3. Februar 2012 wurde die Mitteilung C1/99-1-2012-GS betreffend die Feldstudie der Universität Oxford vom Ministerium für Gesundheit an ein Beratungs- und Planungsbüro zugeteilt, welche auf die erhöhten Gefahren für Kinder in unmittelbarer Nähe zu den Freileitungen hinwies. In dieser Mitteilung wurden Mindestabstände von mehreren 100 Metern angegeben.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen an die Herren Minister für Gesundheit und für nachhaltige Entwicklung und Infrastrukturen stellen:

- Wie decken sich die genannten Hinweise der Mitteilung mit den Informationen der „Circulaire aux administrations communales“ vom 11. März 1994 (seitens des Innenministeriums) betreffend die Einhaltung von Mindestabständen zur Achse der Hochspannungsfreileitungen von mindestens 30 Meter mit Blick auf mögliche Bauten?

- Müssten nicht bindende Empfehlungen hinsichtlich der Mindestabstände von Hochspannungsfreileitungen unterschiedlicher Spannung ausgewiesen werden, damit hier Rechtssicherheit besteht?

**Réponse commune** (21.4.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*, et de **M. Marco Schank**, *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures*:

Der Gesundheitsminister und der beigeordnete Minister für nachhaltige Entwicklung und Infrastrukturen berufen sich auf ihre ausführliche Antwort auf die parlamentarische Anfrage Nr.2068 (cf. *compte rendu n°11/2011-2012*) des ehrenwerten Abgeordneten, in welcher sie bereits in Bezug auf die Oxford-Studie auf deren geringe Signifikanz aufgrund der geringen Fallzahlen hingewiesen haben.

In der erwähnten Mitteilung handelt es sich um eine Stellungnahme der Sanitärinspektion des Gesundheitsamtes des Gesundheitsministeriums in Bezug auf ein Bauvorhaben in unmittelbarer Nähe zu drei bereits vorhandenen 220.000 Volt (220 kV) Hochspannungsleitungen.

Da diese Konstellation jedoch nicht von dem ministeriellen Rundschreiben vom 11. März 1994 an die Gemeinden vorgesehen ist, stellt die vorerwähnte Mitteilung deren Anwendung auch prinzipiell nicht in Frage.

Wissenschaftliche Studien im Zusammenhang mit intensiven Magnetfeldern von Hochspannungsleitungen lassen zum heutigen Zeitpunkt noch keine verbindlichen Schlüsse zu, dies umso mehr, da die Weltgesundheitsorganisation erst damit begonnen hat, wissenschaftliche Daten zu erfassen, die jedoch noch ausgewertet werden müssen.

**Question 2572** (18.2.2013) de **M. Ben Fayot** (LSAP) concernant la **réduction de la vitesse de circulation dans le quartier de la gare:**

La ville de Luxembourg s'est décidée depuis deux ans à introduire une réglementation dans le quartier de la gare afin d'y réduire la vitesse de la circulation à 30 km/h. C'est le dernier quartier de la ville à être concerné par cette mesure bénéfique pour les habitants.

Parmi les rues concernées se trouvent deux chemins repris, soit le boulevard de la Pétrusse et le boulevard Charles Marx pour lesquels la ville a demandé l'autorisation de l'État.

- Monsieur le Ministre peut-il me dire si et quand l'État entend accorder cette autorisation afin de rendre la circulation plus paisible et plus sûre dans ce quartier encore largement résidentiel.

**Réponse** (18.4.2013) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Par sa question parlementaire, l'honorable Député souhaite avoir des précisions quant à une limitation de la vitesse de 30km/h applicable au boulevard de la Pétrusse et le boulevard Charles Marx à Luxembourg-gare.

Par règlement communal du 24 janvier 2011, la ville de Luxembourg a prévu d'étendre les zones 30km/h au quartier gare. Dans ce contexte, les autorités communales se sont concertées avec la Commission de Circulation de l'État, laquelle a avisé favorablement l'introduction desdites zones en date du 27 mai 2011.

Lors de la concertation en question, les autorités communales se sont engagées de prévoir les démarches nécessaires en vue de l'obtention des permissions de voirie éventuellement requises.

Or, il échet de préciser que les deux boulevards (sur le CR222) dont question font partie de la voirie de l'État et sont à considérer comme voies de 1<sup>er</sup> ordre dans la hiérarchisation du réseau routier pour lesquelles l'article 139 du Code de la Route fixe la vitesse maximale, à l'intérieur des agglomérations, à 50 km/h pour tous les véhicules. Une vitesse de 30 km/h n'est prévue sur la voirie de l'État que dans le cadre d'un chantier et encore seulement sous certaines conditions «par dérogation et à titre exceptionnel».

Il est à relever que dans un réseau routier étatique moderne, structuré et hiérarchisé, les chemins repris doivent remplir des fonctions de connexion entre localités et l'organisation de la circulation entre les quartiers et les routes principales sur le plan local reprenant aussi bien les principaux flux des voitures privées et des véhicules assurant les transports en commun.



Au cas où une vitesse de 30 km/h serait de mise, il faudrait considérer le déclassement du chemin repris en voirie communale et dans ce cas, il ne suffirait pas de mettre en place des panneaux indiquant la limitation de vitesse, mais il faudrait également prévoir un réaménagement de la rue. Pour garantir la sécurité de tous les usagers il faudrait adapter l'espace-rue (gabarit, bordures, emplacements de stationnement, plantations etc.) pour que les automobilistes perçoivent le caractère résidentiel de la voirie et réduisent leur vitesse.

Le tronçon élargi du CR222 constitue cependant une voie de liaison importante entre l'avenue de la Liberté et l'autoroute d'Esch de sorte que cette route est à maintenir dans la voirie étatique.

#### Question 2577 (21.2.2013) de M. Claude Meisch (DP) concernant le «Stay behind»:

Il me revient par voie de presse que le «Stay behind» luxembourgeois aurait disposé d'une unité spécialisée dans les actions de sabotage et de guerre psychologique. Les membres de cette unité auraient été recrutés dans l'armée luxembourgeoise et se seraient entraînés aux côtés d'unités spéciales néerlandaises, britanniques et américaines. Le reportage en question fait d'ailleurs mention d'exercices qui auraient eu pendant la période des attentats à la bombe qui ont touché le Luxembourg de 1984 à 1986 sur le territoire luxembourgeois et pendant lesquels cette unité aurait simulé des actions de sabotage sur des infrastructures critiques du pays. Pour cela, l'unité aurait été infiltrée dans l'exercice par avion, en provenance de l'Écosse aux côtés d'unités américaines spécialisées dans ce domaine.

Ces informations contrediraient néanmoins les informations fournies par le Gouvernement tant sur le «Stay behind», que sur les exercices «Oesling» qui se sont tenus de 1984 à 1989 au Luxembourg. En 1990, Monsieur le Premier Ministre Jacques Santer avait exposé aux membres du Parlement que les missions du «Stay behind» luxembourgeois «ne comportaient pas de sabotage», que le réseau n'aurait «jamais participé à des exercices de sabotage» et que les agents n'auraient pas «été impliqués dans des activités de sabotage». Monsieur le Premier Ministre tenait même à préciser en réponse à une question parlementaire que «nos agents n'avaient jamais quitté notre territoire».

Ces informations contrediraient également les informations fournies par le Gouvernement sur une éventuelle participation du «Stay behind» aux exercices «Oesling».

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre et à Monsieur le Ministre de la Défense:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils me confirmer les faits relatés dans la presse?

- Plus précisément, Messieurs les Ministres peuvent-ils me confirmer que des ressortissants luxembourgeois ont été infiltrés à partir de l'étranger dans une manœuvre «Oesling» aux côtés des «special forces» américaines?

- Dans l'affirmative, Messieurs les Ministres peuvent-ils me renseigner de façon exhaustive sur les missions et les activités de ces personnes ainsi que de leur unité tant sur le territoire luxembourgeois qu'à l'étranger?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils m'informer, si la guerre psychologique ainsi que les opérations derrière les lignes ennemies faisaient partie de leurs missions?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils m'informer si cette unité existerait encore de nos jours?

- Dans la négative, Messieurs les Ministres peuvent-ils m'informer quand cette unité aurait été dissoute?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils m'informer pourquoi l'existence d'une telle unité aurait été gardée au secret par le Gouvernement?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils m'informer, si cette unité faisait partie du dispositif «Stay behind» susceptible d'être activé en cas d'occupation du pays par les troupes du pacte de Varsovie?

**Réponse commune** (18.4.2013) de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, et de M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de la Défense:

Monsieur le Député fait état d'informations véhiculées par la presse qui contrediraient les in-

formations fournies dans le passé par le Gouvernement sur le réseau «Stay behind» et les exercices militaires «Oesling» de 1984 et sur une éventuelle participation du réseau aux exercices en question. Le réseau aurait disposé d'une unité spécialisée dans les actions de sabotage et de guerre psychologique qui aurait participé aux exercices militaires de 1984. Les membres de cette unité auraient été recrutés dans l'armée luxembourgeoise et se seraient entraînés aux côtés d'unités spéciales néerlandaises, britanniques et américaines.

Il importe de rappeler que les exercices militaires «Oesling» auxquels Monsieur le Député fait référence se sont déroulés dans les années 80, dans un contexte de Guerre froide. À cette époque, l'appréciation de la menace militaire que représentait le Pacte de Varsovie pour l'Europe de l'Ouest était à la base d'entraînements militaires destinés à préparer les Alliés de l'OTAN à contrer cette menace. Parmi les nombreux scénarios examinés à cette époque figurait la crainte d'une invasion par les armées du bloc soviétique et il était tout à fait approprié que l'armée participât à une série d'exercices dont des infiltrations et la conduite d'opérations de sabotage derrière les lignes ennemies. Ainsi l'exercice «Oesling 84», qui était basé sur le scénario d'un Gouvernement luxembourgeois en exil, prévoyait d'une part la simulation d'actes de sabotage contre des objectifs militairement importants et d'autre part la prévention de tels actes. Des unités non spécifiquement constituées de l'armée luxembourgeoise ont participé à ces entraînements qui à l'époque pouvaient être considérés comme rentrant dans le cadre normal des missions d'une armée. La fin définitive de la période de la Guerre froide avec la chute de l'Union soviétique et l'adoption graduelle de nouvelles priorités par la défense luxembourgeoise, dont les opérations de maintien de la paix dès le début des années 90, ont rendu ces entraînements obsolètes.

Il convient également de rappeler qu'en 2008, les organes compétents de la Chambre des Députés ont pu étudier dans tous ses détails les exercices «Oesling», dont celui de 1984 et en particulier la participation de membres de l'armée luxembourgeoise. Dans son rapport relatif aux activités du réseau «Stay behind» luxembourgeois en date du 7 juillet 2008, la Commission de Contrôle parlementaire du Service de Renseignement de l'État consacre un chapitre entier aux manœuvres de l'OTAN et à l'exercice «Oesling 84».

En ce qui concerne plus particulièrement la participation de ressortissants luxembourgeois à l'exercice «Oesling 84», il est également fait référence à la réponse des Ministres Frieden et Schiltz à la question n°2204 (2008) (cf. *compte rendu n°8/2007-2008*) de Monsieur le Député. Dans son rapport de 2008, la Commission parlementaire conclut notamment qu'elle a pu se rendre compte de la véracité des réponses fournies par les Ministres de la Défense et de la Justice à Monsieur le Député quant à ladite participation.

Les exercices n'ont donné lieu, à aucun moment, à la création d'une unité spécialisée au sein de l'armée luxembourgeoise.

Si donc des exercices d'infiltration et de sabotage ont eu lieu pendant les manœuvres dont question ci-dessus, ils ont été effectués par des unités militaires normalement constituées de l'armée qui n'avaient aucun lien avec le réseau «Stay behind», réseau qui au moment de la tenue des manœuvres était rattaché au Service de Renseignement de l'État et confiné au périmètre décrit dans le rapport du 7 juillet 2008 de la Commission de Contrôle parlementaire du Service de Renseignement de l'État. Les conclusions de ce rapport ont d'ailleurs été récemment étayées et confirmées par les recherches et analyses supplémentaires diligentées par la Commission de Contrôle parlementaire du Service de Renseignement de l'État. La mission du réseau en question était ainsi limitée à la collecte de renseignement et à l'infiltration/exfiltration en temps de guerre. Les membres du «Stay behind» n'ont pas reçu de formation en matière de sabotage et de maniement d'explosifs. Les exercices du réseau furent tous autorisés par écrit par le Ministre de tutelle du Service de Renseignement de l'État et organisés de manière distincte des manœuvres militaires nationales ou internationales du type «Oesling 84».

#### Question 2579 (22.2.2013) de M. Gast Gibéryen (ADR) concernant la rénovation de l'ancien CIPA à Sanem:

Fir déi allermeescht Studenten ass et onméiglech, un normale Marché eng Wunneng ze fannen, déi si sech kënnen leeschten. Aus deem Grond ass et wichteg, datt déi öffentlech Hand

deene jonke Leit adequat Offeren ubitt. Beträff si virun allem d'Studenten, déi aus dem Ausland kommen an déi zum internationale Rayonnement vun der Uni Lëtzebuerg bäidroen, mä och eng Rei Residenten, déi aus wéi engem Grond och ëmmer net kënnen oder wëlle bei der Famill liewen.

Ee vun den uegëknegte Projeten ass an deem Kontext d'Renovéierung vum ale Suessemer CIPA. Dat Gebai sollt vum Stat opkaaft ginn, fir an eng Studenteresidenz ëmgebaut ze ginn. Den neie CIPA huet scho méi laang seng Dieren opgemaach, mä d'Renovatiounsarbechte vum ale schéngen net virunzecommen.

Aus deem Grond wëllt ech den Häre Ministeren dës Froe stellen:

1) Ass dat Gebai schonns vum Stat opkaaft ginn?

2) Wat fir en Zäitplang ass fir d'Renovatiounsarbechte vum ale Suessemer CIPA virgesinn? Fir wéini ass den Ofschluss vun deenen Aarbechte virgesinn? Wéini wäerten déi éischt Studente kënnen an där Residenz ënnerbruecht ginn?

3) Fir wéi vill Studenten ass déi Residenz virgesinn?

4) Wien iwwerhëlt, wann et esou wäit ass, d'Gestioun vun där Residenz, d. h. ënner aneurem d'Zoudeeling vun de Wunnengen un d'Studenten?

**Réponse commune** (15.5.2013) de M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, et de M. Marco Schank, Ministre du Logement:

D'Gebai ass am Statsbesëtz a soll iwwer en „acte authentique“ un de Fonds du Logement cédiert ginn. Dësen Établissement public wäert dann zesumme mat de Verantwortleche vun der Uni Lëtzebuerg e räumlechen, zäitliche a finanzielle Programm ausschaffen, fir kënnen mat der Restrukturatioun vum Gebai unzefänken.

Et kéint ee sech virstellen, datt eng Partie vum Gebai relativ séier schonns ronn 70 Studenten ophuele kann, während an enger zweeter Phas nach eemol ronn 50 Studentewunnengen derbäikomme kënten.

Genaus kann awer eréischt da gesot ginn, wann de Fonds du Logement seng Preparativarbechten ofgeschloss huet.

Eppes steet awer schonns fest: Et wäert d'Uni Lëtzebuerg sinn, déi d'Gestioun garantéiert.

#### Question 2580 (25.2.2013) de M. Eugène Berger (DP) concernant les activités auxiliaires effectuées par des fonctionnaires de l'Administration des Contributions directes:

Il ressort d'articles de presse qu'au moins huit fonctionnaires de l'Administration des Contributions directes ont conseillé entre 2008 et 2010 des membres d'une organisation syndicale en matière d'imposition.

Selon le témoignage du directeur de l'Administration des Contributions directes, ces activités auraient été conformes aux dispositions du statut des fonctionnaires de l'État, étant donné qu'elles auraient été effectuées au cours du temps libre des fonctionnaires concernés.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il me dire combien de fonctionnaires ont effectivement conseillé l'organisation syndicale incriminée? Est-il exact que ces activités n'ont pas été effectuées pendant les heures de service des fonctionnaires en question?

- Dans la négative, Monsieur le Ministre a-t-il été contacté par les fonctionnaires concernés en vue de leur autoriser ces activités?

- Monsieur le Ministre peut-il exclure que les déclarations d'impôts des personnes conseillées par les fonctionnaires n'ont pas été traitées par ces derniers?

- Est-ce que les fonctionnaires concernés ont déclaré les revenus respectifs dans leurs propres déclarations d'impôts?

**Réponse** (18.4.2013) de M. Luc Frieden, Ministre des Finances:

En réponse aux questions soulevées par Monsieur le Député, je tiens à préciser que je ne connais pas l'article de presse dont fait état le Député.

De manière générale, il est formellement interdit aux fonctionnaires des administrations fiscales de se livrer à des travaux d'expert-comptable et fiscal contre rémunération. Tout manquement à ces règles déclenche la procédure

disciplinaire à l'égard du ou des fonctionnaires trouvés en faute.

L'Administration des Contributions directes (ACD) est chargée de l'exécution de la législation en matière des divers impôts directs et de certains impôts indirects.

Mise à part cette mission principale, il revient à l'ACD d'améliorer les informations sur la législation fiscale, et, d'être à l'écoute des contribuables afin d'optimiser le service au public.

Ainsi, le site Internet de l'ACD - accessible sous l'adresse [www.impôtsdirects.public.lu](http://www.impôtsdirects.public.lu) - est actualisé jour après jour. Les alias suivants permettent également d'accéder à la page d'accueil du site: [www.lir.lu](http://www.lir.lu), [www.rts.lu](http://www.rts.lu), [www.fiscal.lu](http://www.fiscal.lu), [www.steier.lu](http://www.steier.lu) et [www.einkommensteuer.lu](http://www.einkommensteuer.lu). En 2012, 48 «newsletters» ont été publiées et envoyées en ligne aux 4.072 abonnés.

En collaboration avec le «guichet.lu», l'ACD assiste les contribuables à la recherche d'une réponse fiscale d'ordre général, et ceci de manière complémentaire aux rapports traditionnels.

Cette charge ne se substitue pas aux attributions de l'ACD, mais donne des facilités aux citoyens et aux entreprises, pour permettre l'accomplissement de leurs démarches administratives obligatoires.

Le nombre des courriels répondus par le secrétariat de la direction de l'ACD en collaboration avec le helpdesk du «guichet.lu» en 2012 s'est élevé à 1.900.

Par ailleurs, l'ACD participe depuis quelques années à la semaine nationale du logement, offrant aux visiteurs des informations en matière d'impôts directs et coopère avec la Maison du Luxembourg à Thionville en tant que partenaire opérateur méthodologique.

À côté de cette collaboration au niveau étatique, l'ACD est régulièrement sollicitée par les «Internetstufen», les commissions consultatives communales, les établissements publics (comme la Chambre de Commerce et la Chambre des Métiers), les organisations patronales, syndicales et celles représentant la société civile, pour tenir des cours ou des exposés ou pour participer à des séances d'information afin de donner des explications sur la législation fiscale en général, ou, plus particulièrement, sur la déclaration d'impôt.

À l'exception des cours enseignés à l'Institut national d'administration publique (INAP) et à l'École supérieure du travail (EST), les activités se déroulent en dehors des heures de travail.

Les revenus touchés pour ces activités accessoires sont évidemment à imposer suivant le droit fiscal commun.

Finalement, il y a lieu de préciser que, suivant le principe général de droit de la suspicion légitime ancré également dans la loi générale des impôts, un fonctionnaire d'une administration fiscale n'est pas habilité à traiter les dossiers fiscaux dans lesquels il est directement ou indirectement impliqué.

#### Question 2585 (27.2.2013) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant la confection d'un catalogue du Musée National d'Histoire et d'Art:

Den nationale Musée fir Geschicht a Konscht MNHA huet eng aussergewéinlech räich Kollektioun vun engem Niveau, deen och kierzlech Fachleit a réimescher Geschicht an Archeologien a Staune gesat huet.

Leider waren dës Experten enttäuscht, datt de Musée kee Katalog vun deesen Ausstellungstécker konnt ubidden. Esou e Katalog, deen och déi eenzel kleng Fondstécker a Gebrauchsgéigestänn aus dem deegleche Liewen opzielt, beschreift an den Uert ugëtt, wou se fonnt goufen, ass net nëmmen eng wäertvoll Erënnerung un eng Visite am Musée, mä och e wichteg Instrument fir déi international Fuerschung.

An deem Kontext wëllt ech der Madame Kulturministesch dës Froe stellen:

1) Gëtt e Katalog vun den Ausstellungstécker aus dem MNHA ausgeschafft?

2) Wa jo, wéini ass dëse Katalog respektiv Katalogen iwwert déi verschidde Kollektiounen fäerdeg?

3) Wann neen, ass d'Regierung gewëllt, d'Moyene bereetzstellen, fir esou Katalogen ze editieren?

4) De Site um Spaweck vum MNHA, deen déi allerwichtigste Objete beschreift, ass ausschliesslech op Franséisch. Wäer et net sënnavoll, datt dëse Site och op Lëtzebuergesch, Däitsch an Englesch géif iwwersat ginn?





5) A wéi enge Sproochen a mat wéi enge Mëttele ginn d'Informatiounen am Musée selwer vermëttelt?

**Réponse** (24.4.2013) de **Mme Octavie Mordert**, *Ministre de la Culture*:

D'archeologesch Sammlung vum eisem nationale Musée fir Geschicht a Konscht (MNHA), déi zënter 2002 an enger ganz neier Presentatioun am Muséegebai um Fëschmaart gewise ginn, spigelen den iwweeraus räichen historesche Patrimoine op eisem klengen nationalen Territoire erëm.

Wann den Ursprung vun de Muséeensammlungen och schonn op d'19. Jorhonnert zréckgeet, esou ass et virun allem awer d'Aarbecht vun de professionellen Archeologen aus dem Musée respektiv zënter Juli 2011 vum Centre national de recherche archéologique (CNRA) vum MNHA, déi déi national Sammlungen an de leschte 40 Joer an engem Mooss uwuesse gelooss huet, dass mer vum Ausland dacks dofir beneit ginn.

Wann een da gesäit, wéi vill bedeutend Entdeckungen zënter der Réouverture vum MNHA am Joer 2002 schonn nees derbäikomm sinn (Altréier, Bartreng, Duelem, Mamer, Tételberg, fir nëmmen déi ze nennen), da versteet ee licht, dass mer et hei mat engem „work in progress“ ze dinn hunn. Déi grouss archeologesch Retrospektiv „Sous nos pieds - 15 ans d'archéologie au Luxembourg“, déi vum 20. Oktober 2011 bis zum 2. September 2012 am MNHA um Fëschmaart gewise gouf, war e wonnerbaren Témoignage vun der formidabler Aarbecht, déi eis Archeologen Dag fir Dag leeschten.

1) + 2) Gëtt e Katalog vun den Ausstellungsstécker aus dem MNHA ausgeschafft? Wa jo, wéini ass dese Katalog respektiv Katalogen iwwert déi verschidde Kollektiounen fäerdeg?

Den zweesprochege Katalog vun der Ausstellung „Sous nos pieds - 15 ans d'archéologie au Luxembourg“, dee vun den Archeologen vum Centre national de recherche archéologique (CNRA) ausgeschafft gouf, weist déi wichtegst Neuentdeckungen aus der Archeologie aus de leschte 15 Joer.

En Iwwersichtskatalog vun de prä- a protohistorische Sammlunge vum MNHA ass schonn 2005 mam Titel „Les collections du Musée National d'Histoire et d'Art. Préhistoire et Protohistoire au Luxembourg“ erauskomm.

An darselwechter Serie soll als nächst de Katalog vun de gallo-réimesche Kollektiounen erauskomm. D'Publikatioun vun deem Band ass virun allem doduerch no hanner geréckelt, well déi responsabel Auteure vum CNRA nach onbedéngt déi wichteg nei Entdeckung vun de leschte Jore mat verschaffe wollten. De Band misst awer ugangs 2014 fäerdeg sinn.

Duerno sollen dann déi mëttelalterlech an neizäitlech Kollektiounen drukommen. Am Moment gëtt awer och déi permanent Ausstellung vun der mëttelalterlecher an neizäitlecher Archeologie am Kader vun de Renovatiounsaarbechten am Gebai Wiltheim komplett iwwerschafft. Et mécht also Sënn, dee Katalog eréischt nom Enn vun deseen Aarbechte fäerdegstellen.

D'Publikatiounen vun dräi anere Kataloge vum MNHA sinn a Virbereedung a fir 2015 virgesinn: „Konscht“, „Ugewante Konscht“ an „Musée Dräi Eechelen“. Aktuell gëtt och déi permanent Ausstellung vun de Sektione Konscht an Ugewante Konscht am Kader vun den uewe genannte Renovatiounsaarbechten iwwerschafft.

3) Wann neen, ass d'Regierung gewëllt d'Moyene bereetzstellen, fir esou Katalogen ze editéieren?

D'Moyenen, fir déi Katalogen erauszeginn, sinn an der Budgetsenveloppe vum MNHA virgesinn an disponibel.

4) De Site vum Spaweck vum MNHA, deen déi allerwichtigst Objete beschreift, ass ausschliesslech op Franséisch. Wär et net sënnvoll, datt dese Site och op Lëtzebuergesch, Däitsch an Englesch géif iwwersat ginn?

Den Nationalmusée fir Geschicht a Konscht zielt zu de Pionéier vun de Lëtzebuurger Verwaltungen am Internet. Leider bitt déi deemoolog Programméierung vum Site keng aner Méiglechkeete wéi nëmmen eng Sprooch fir d'Navigatioun. De Musée stellt awer do, wou et méiglech ass (z. B. bei den temporären Ausstellungen), Informatiounen um Site an zwou Sproochen zur Verfügung.

D'Kontakter mam CTIE sinn opgeholl, fir e komplett neien Internetsite vum Musée auszuschaffen, deen och den neie Komponenten no der Renovatioun vum Wiltheim-Fligel wäert Rechnung droen.

Ech weisen zousätzlech op meng Äntwert op Är parlamentaresch Ufro N°2606 (cf. *compte rendu n°8/2012-2013*) hin.

5) A wéi enge Sproochen a mat wéi enge Mëttele ginn d'Informatiounen am Musée selwer vermëttelt?

Wat de Gebrauch vun de Sprooche betrëfft, erlaben ech mer op meng Äntwert op d'parlamentaresch Fro N°2364 (cf. *compte rendu n°3/2012-2013*) vum 29. November 2012 vum honorabelen Deputéierten Fernand Etgen ze verweisen, wou des Problematik ausféierlech behandelt gëtt.

**Question 2598** (5.3.2013) de **M. Jean Colombero** (*Onofhängeg*) concernant les **maladies chroniques**:

Das Durchschnittsalter der Bevölkerung, auch der Mediziner, wird in nächster Zukunft steigen. Parallel steigen die Krankheitsbilder der chronischen Affektionen und dementsprechend die Ausgabenlasten im Gesundheitswesen. In den USA redet man von 75% Mehrbelastung.

Fragen:

1) Gibt es ähnliche Trends in Luxemburg betreffend die Altersentwicklung und das Auftreten von chronischen Krankheiten und wie sieht es mit der Entwicklung der medizinischen Berufe aus? Wie viele Mediziner und Pflegefachkräfte müssen eingeplant werden, um die chronischen Krankheiten betreuen zu können? Wie werden die Trends sich auf die Ausgaben der Gesundheitskasse auswirken?

2) Gibt es einen nationalen Strategieplan, um den neuen Anforderungen, die durch das weitere Ansteigen der chronischen Erkrankungen hervorgerufen werden, begegnen zu können? Wo können die Eckdaten dieses Strategieplanes eingesehen werden?

3) Welche Rolle werden Informations- und Kommunikationstechnologien in der Versorgung von chronischen Krankheiten hierzulande zukünftig spielen?

4) Denkt der zuständige Minister nicht, dass ein neues Modell, das in der Erstversorgung angesiedelt ist, hierzulande umgesetzt werden muss? Welche konkreten Maßnahmen wurden in den letzten Jahren in dieser Hinsicht umgesetzt?

**Réponse** (16.4.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale*:

1) Der Anteil der älteren Bevölkerung (65 Jahre und darüber) bleibt in Luxemburg über die letzten 30 Jahre relativ konstant bei ca. 14%. Ebenfalls konstant sind die Anteile der beiden anderen Bevölkerungsgruppen 15- bis 64-jährige und 0- bis 14-jährige mit ca. 68% respektive 17%, wobei ein sehr geringer Anstieg in der Altersklasse 15-64 und ein sehr geringer Rückgang bei den Kindern zu verzeichnen ist.

Zur Entwicklung und dem Auftreten von chronischen Krankheiten wird auf den europäischen Gesundheitsbericht 2009<sup>1</sup> verwiesen, dessen Aussagen prinzipiell so auch auf Luxemburg angewandt werden können.

Betreffend die Entwicklung der medizinischen Berufe wird auf den „Rapport général sur la Sécurité sociale“ verwiesen<sup>2</sup>.

Hier einige Kernaussagen betreffend die Ärzte: höchste Anzahl von 45- bis 54-jährigen bei Spezialisten. Generalisten: höchste Anzahl von 50- bis 59-jährigen<sup>3</sup>. Konstanter Anstieg der Zahl der Ärzte seit 2003 Generalisten, Spezialisten, Zahnärzte und Krankenhausärzte<sup>4</sup>. Konstante Steigerung der Gesamthonorarkosten Ärzte seit 2003<sup>5</sup> (S. 85)

Zu dem genauen Bedarf an Medizinern und Pflegekräften können aufgrund der oben gemachten Aussagen zur demografischen Entwicklung, des medizinischen Fortschritts usw. keine verlässlichen Angaben gemacht werden. Aufgrund der Entwicklung der Ärztezahl dürfte es im Allgemeinen keine Engpässe geben.

Zu den Trends bei den Ausgaben der Gesundheitskasse wird wiederum auf den obengenannten europäischen Gesundheitsbericht 2009 verwiesen<sup>6</sup>, dessen Aussagen prinzipiell so auch für Luxemburg gelten.

2) Grundsätzlich gilt, dass die aktive Beteiligung von Patienten an ihrer Behandlung dazu

<sup>1</sup> Gesundheit und Gesundheitssysteme, Teil 2 Gesundheitssituation in der Europäischen Region, Derzeitige und künftige Herausforderungen S. 57 ff.

<sup>2</sup> Rapport général sur la Sécurité sociale au Grand-Duché de Luxembourg 2011, Kapitel 2 Les Ressources Humaines du Secteur de la Santé, S. 77 ff.

<sup>3</sup> Idem S. 81

<sup>4</sup> Idem S. 84

<sup>5</sup> Idem S. 85

<sup>6</sup> Gesundheit und Gesundheitssysteme, Teil 2 Gesundheitssituation in der Europäischen Region, Derzeitige und künftige Herausforderungen S. 82 ff.

beitragen kann, die negativen Auswirkungen chronischer Erkrankungen auf den physischen und psychischen Gesundheitszustand und die Funktionsfähigkeit zu verringern. Patientenaufklärung, -schulungen, kontinuierliche Information lassen Eigenverantwortlichkeit des Patienten zu und verlagern die Rolle der Gesundheitsfachkräfte von Autorität zu gemeinschaftlichen Entscheiden in Fragen der adäquaten Therapie bei Auftreten einer chronischen Erkrankung.

Diese Neuausrichtung in der Therapie des Patienten, die auch als nationaler Strategieplan zur Behandlung chronischer Krankheiten angesehen werden kann, fand 2010 mit der Einführung des Referenzarztes die entsprechende gesetzliche Regelung im Gesetz zur Gesundheitsreform<sup>7</sup>.

3) Aus der Antwort zu Frage 2 ergibt sich, dass dem Patienten zukünftig vermehrt Informationen zu seiner Erkrankung zur Verfügung gestellt werden müssen. Einen Beitrag dazu können die verschiedenen Informations- und Kommunikationstechnologien leisten.

Das Portail Santé ist bereits ein Beispiel hierfür: Unter der Rubrik Krankheiten und Behandlungen finden sich unter anderem vielfältige Informationen zu einigen der häufigsten chronischen Erkrankungen, wie z. B. Schlaganfall, BPCO, Diabetes.

4) Der Begriff „Erstversorgung“ ist in diesem Zusammenhang, der von chronischen Erkrankungen handelt, missverständlich. Erstversorgung im deutschen Sprachgebrauch bedeutet: das Leisten Erster Hilfe, Beispiel: die Erstversorgung von Unfallverletzten.

Geht man davon aus, dass hier mit Erstversorgung die Gesundheitsförderung, Prävention, Zugang zu medizinischer Diagnose, Beratung und Behandlung usw. von chronischen Krankheiten gemeint ist, so kann wiederum auf die entsprechende gesetzliche Regelung im Gesetz zur Gesundheitsreform, Art. 7 Absatz 1-2, verwiesen werden.

**Question 2601** (6.3.2013) de **M. Emile Eicher** (CSV) concernant la **construction d'un nouveau Lycée technique Agricole (LTA)**:

C'est en 1927 que la Chambre des Députés a donné son feu vert pour la construction de l'école agricole, qui au moment de son inauguration en 1932 comprenait 122 élèves répartis en cinq classes. Aujourd'hui l'école devenue entre-temps le Lycée technique Agricole compte 650 élèves répartis sur une cinquantaine de classes différentes. Ces élèves sont logés dans des infrastructures datant de la première construction, auxquelles on a dans la mesure du possible ajouté de nouvelles salles. Malgré ces efforts, on a finalement été forcé de recourir à des locaux se situant à l'extérieur du site. Pour remédier à cette situation peu tenable et pour permettre au LTA de pouvoir se développer à sa guise, la Chambre des Députés a voté le 27 mars 2012 avec une large majorité en faveur de la construction d'un Lycée technique Agricole à Gilsdorf (LTA). Force est de constater que, depuis cette date, le collège échevinal des bourgmestre et échevins de la Ville de Diekirch s'oppose à la réalisation du projet en question et ceci pour différentes raisons. Reste à souligner que d'après mes informations, les capacités structurelles et fonctionnelles du lycée sont dépassées de manière à ce qu'elles risquent d'empêcher le fonctionnement tout court de l'école.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- De quels moyens le Ministre dispose-t-il pour pouvoir débloquer la situation actuelle?

- Au cas où cette situation de blocage perdurerait, comment le Ministre envisage-t-il de pouvoir garantir à court terme le fonctionnement du lycée et préconise-t-il une solution alternative pour la construction du lycée?

- Monsieur le Ministre, dans le scénario actuel, qu'en est-il des projets d'implantation de nouveaux bâtiments pour les laboratoires de l'Administration des Services techniques de l'Agriculture (ASTA) et pour les locaux administratifs pour la Chambre d'Agriculture, qui étaient prévus d'être construits ultérieurement sur le même site?

- Finalement Monsieur le Ministre pourrait-il m'informer sur les coûts que ce projet a déjà engendrés au stade actuel?

<sup>7</sup> Art. 7 Absatz 3-6 der Loi du 17 décembre 2010 portant réforme du système de soins de santé <http://www.legilux.public.lu/leg/a/archives/2010/0242/a242.pdf#page=2>

**Réponse** (18.4.2013) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Par sa question parlementaire, l'honorable Député souhaite avoir des précisions relatives au nouveau Lycée technique Agricole planifié à Gilsdorf.

En effet, en date du 27 mars 2012, la Chambre des Députés a voté en faveur de la construction du Lycée technique Agricole à Gilsdorf.

Il est à noter que la commune de Diekirch ne doit pas être sollicitée pour l'octroi d'une autorisation de bâtir relative aux bâtiments du fait que le nouveau Lycée technique Agricole est prévu d'être construit exclusivement sur le territoire de la commune de Bettendorf. De plus, la plupart des constructions se situent sur une partie de terrains actuellement déjà classée en «zone réservée pour éducation et équipements sportifs» dans le PAG de Bettendorf. Une modification ponctuelle du PAG est en cours de manière à intégrer les parties des bâtiments dépassant la zone constructible actuelle de la commune de Bettendorf.

Un deuxième moyen d'avancer avec le projet consisterait à établir un plan d'occupation du sol (POS). Il s'agit d'un plan d'aménagement qui porterait sur les parcelles cadastrales constituant l'aire du nouveau Lycée technique Agricole à Gilsdorf en définissant une affectation précise et détaillée.

Il est à noter qu'une autorisation de bâtir devra toujours être délivrée par la commune de Diekirch pour toute construction se situant sur son territoire. Pourtant, le bourgmestre ne peut refuser l'octroi de l'autorisation que lorsque les travaux envisagés ne seraient pas conformes au POS.

Par ailleurs, des solutions alternatives concernant tant l'accès au site que l'évacuation des eaux de pluie et des eaux usées ont été élaborées.

Le Lycée technique Agricole fonctionne actuellement sur plusieurs sites à savoir:

- le site central à Ettelbruck, regroupant notamment ateliers, serres, sport et pensionnat,

- la ferme Scholtes pour dépôt et travaux pratiques à Bettendorf,

- le hall pour travaux pratiques à Colmar-Berg.

En ce moment, il est prévu de continuer à faire fonctionner le lycée dans des infrastructures existantes tenues en bon état, en attendant la mise en service du nouveau Lycée technique Agricole à Gilsdorf. Bien que la situation ne soit pas optimale, une solution alternative pour la construction du lycée n'est pas envisagée.

Quant à la Chambre d'Agriculture et l'ASTA, l'on précise que dans le cadre de la modification ponctuelle du plan d'aménagement général, les deux communes concernées, Diekirch et Bettendorf, ont revendiqué de voir diminuer l'impact du site sur le paysage par l'implantation des nouveaux bâtiments pour les laboratoires et bureaux précités à un endroit autre que celui du site «Kriewinkel». Plusieurs autres options d'emplacement sont actuellement sous analyse mais aucune décision n'a, pour l'instant, été prise.

Au stade actuel les coûts que le projet du nouveau Lycée technique Agricole a engendrés se situent à environ 2.700.000 € TTC, comprenant travaux de sondages et honoraires pour études d'avant-projet et d'exécution.

**Question 2603** (6.3.2013) de **Mme Sylvie Andrich-Duval** (CSV) concernant les **panneaux signalant des hameaux et lieux-dits**:

Dans notre pays il existe, à côté des villes, villages et autres agglomérations plus ou moins grandes des hameaux et autres lieux-dits qui se caractérisent par une dénomination spécifique.

Ainsi, à titre d'exemple, à la ville de Dudelange sont attachés deux quartiers ayant un nom historique particulier, à savoir Budersberg (Butschebuerg) et Burange (Bireng).

En ce qui concerne le quartier de Budersberg, ce dernier a toujours été signalé par un panneau routier spécifique, portant l'inscription Budersberg - Butschebuerg.

Or, depuis plusieurs mois, ce panneau de signalisation a été enlevé par l'Administration des Ponts et Chaussées.





À ce sujet, je désire interroger Monsieur le Ministre sur les points ci-après:

1. Monsieur le Ministre est-il au courant que ce panneau a été enlevé par l'administration concernée?

2. Si oui, Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer les raisons, respectivement m'éclairer sur les critères appliqués généralement en la matière?

3. Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'il convient de replacer le panneau en question à son emplacement initial pour des raisons historiques et culturelles bien fondées d'après les recherches du syndicat d'intérêt local (I.V.Q.B.)?

**Réponse (18.4.2013) de M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:**

Par sa question parlementaire, l'honorable Députée souhaite avoir des précisions relatives aux panneaux de signalisation des hameaux et lieux-dits.

En effet, les panneaux de localisation (E,9a, E,9aa, E,9b et E,9ba) indiquent le début d'une agglomération ou d'un lieu-dit assimilé à une agglomération. Sur la voirie étatique ils sont posés par les services des Ponts et Chaussées en conformité avec le Code de la Route qui dispose à l'article 2 que «1.31. 1. Agglomération: espace de fonds bâtis comprenant au moins dix maisons d'habitation rapprochées et disposant chacune d'au moins un accès individuel à la voie publique; les limites de l'agglomération sont constituées par le premier et le dernier groupe de trois maisons qui sont distantes les unes des autres de moins de 100 mètres; ces limites sont indiquées par les signaux E,9a et E,9b placés conformément à l'article 108 à l'entrée de l'agglomération à moins de 100 mètres de la première et de la dernière maison ayant un accès individuel à la voie publique, dans la mesure où la configuration des lieux le permet; les lieux-dits qui répondent aux critères qui précèdent sont assimilés aux agglomérations.»

En ce qui concerne les noms inscrits sur les panneaux, l'Administration des Ponts et Chaussées se réfère à la liste publiée par l'Institut Grand-Ducal et plus spécialement à la Section de linguistique, d'ethnologie et d'onomastique. À noter que cette liste a déjà généré dans le passé quelques discussions du point de vue de l'orthographe utilisée pour écrire les noms.

En ce qui concerne en l'occurrence la situation exposée par l'honorable Députée, mes services n'estiment pas qu'il convient de replacer le panneau du fait que le caractère de l'agglomération prédomine nettement sur le lieu-dit. En effet, dans le cas relevé par Madame la Députée Andrich-Duval, il s'agit de l'agglomération de Dudelange, «Butschebuerg» étant un quartier de Dudelange. Il n'est pas dans les habitudes de mes services de signaler les quartiers d'une agglomération à l'aide de panneaux de localisation.

Enfin, une autre raison pour laquelle mes services ont choisi de ne pas utiliser ni «Butschebuerg» ni «Budersberg» est le fait qu'aucun des noms n'est repris sur la liste mentionnée ci-dessus.

**Question 2610 (14.3.2013) de M. Carlo Wagner (DP) concernant la fusion des hôpitaux du Kirchberg et de la Zithaklinik:**

L'Hôpital du Kirchberg et la Zithaklinik ont récemment signé un accord de principe visant à moyen terme la fusion des deux établissements hospitaliers.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre peut-il me dire à quel stade se trouvent les différentes fusions et/ou projets de fusion dans le paysage hospitalier luxembourgeois?

- Le Ministère de la Santé est-il impliqué dans les négociations entre l'Hôpital du Kirchberg et la Zithaklinik? Dans l'affirmative, en quoi consistent les premiers résultats et conclusions de ces négociations?

**Réponse (13.5.2013) de M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé:**

La décision d'entamer une collaboration plus étroite entre la Fondation François Elisabeth (FFE) et la Zithaklinik devant aboutir à une fusion relève des Conseils d'administration de ces deux entités juridiques.

En effet, aussi bien la Zithaklinik que la FFE, qui est le gestionnaire du Centre hospitalier du Kirchberg (CHK), sont des personnes morales de droit privé qui ne sont pas soumises à ma tutelle et qui sont organisées selon les seules règles du droit privé.

Le CHK est également déjà né d'un processus de fusion qui avait pour objectif de réunir les Cliniques Sacré-Cœur, Ste Elisabeth et St François au sein d'un nouvel établissement hospitalier géré par la FFE qui, par la suite, a encore repris les activités de la Clinique Sainte-Marie et repris la Clinique Privée Dr E. Bohler.

Néanmoins, en tant qu'établissements hospitaliers, le CHK et la Zithaklinik sont également soumis à la planification hospitalière et j'ai dès lors été informé par les organismes gestionnaires de ces deux établissements hospitaliers de leur volonté de rapprochement qui a pour finalité de fusionner les prédits établissements.

Par ailleurs, la convention de collaboration entre la FFE et la Zithaklinik m'a également été transmise.

Mes services ne sont pas directement impliqués dans les négociations entre la FFE et la Zithaklinik et ils ne disposent dès lors pas de détails ni sur l'état actuel des travaux de rapprochement entre ces deux établissements ni sur leur contenu.

Je voudrais rappeler à cet endroit les fusions récentes entre établissements hospitaliers que j'ai toujours encouragées car elles ont abouti à une concentration de certaines activités médicales tout en garantissant une meilleure prise en charge des patients en milieu hospitalier.

Ainsi, le Centre Hospitalier Emile Mayrisch (CHEM) est également né de deux processus de fusion consécutifs qu'à traversés l'Hôpital de la Ville d'Esch-sur-Alzette, d'abord en 2004 avec l'Hôpital de Dudelange et, ensuite début 2008, avec l'Hôpital Princesse Marie-Astrid de Niederkorn (HPMA).

En effet, depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2004, l'activité hospitalière de l'Hôpital de la Ville de Dudelange est exploitée par le Centre Hospitalier Emile Mayrisch, qui a maintenu son statut d'établissement d'utilité publique.

Suite à cette première fusion de deux structures hospitalières du sud du pays, une démarche de rapprochement entre l'HPMA et le CHEM avait débuté fin 2005.

Le 12 mars 2007, un accord de collaboration avait été signé entre le CHEM et l'HPMA pour aboutir en date du 17 décembre 2007 à la signature officielle de la convention de fusion entre ces deux établissements.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2008, le CHEM a repris l'exploitation hospitalière de l'HPMA, tout en conservant son statut de fondation ainsi que sa dénomination, et organise son exploitation hospitalière sur trois sites, à savoir Esch, Niederkorn et Dudelange.

Pour les régions du Nord, la démarche de rapprochement entre l'Hôpital St Louis d'Ettebruck et la Clinique St Joseph de Wiltz a abouti, suite à l'adoption de la loi du 20 avril 2009, à la création d'un nouvel établissement public dénommé «Centre Hospitalier du Nord» qui a pour mission l'exploitation des hôpitaux d'Ettebruck et de Wiltz.

Ces exemples de fusions récentes constituent la preuve qu'une concentration de certaines activités médicales par des synergies stratégiques entre établissements hospitaliers est bénéfique lorsqu'elle a comme finalité de garantir une meilleure prise en charge des patients en milieu hospitalier.

**Question 2611 (12.3.2013) de Mme Nancy Arendt (CSV) concernant le sport à l'école:**

Lors de l'assemblée générale du Comité Olympique et Sportif Luxembourgeois (COSL) du 2 mars 2013, le président de l'Association des Professeurs d'Éducation Physique (APEP) Claude Schumacher a ouvertement critiqué la décision prise par le Ministère de l'Éducation nationale de réduire de deux heures à une heure hebdomadaire l'éducation physique dans le programme des 12<sup>e</sup> et 13<sup>e</sup> de l'Enseignement secondaire technique.

Dans les trois à quatre années scolaires à venir, pas moins de 3.500 élèves seront concernés par cette mesure. Soulevons que la surcharge pondérale et l'obésité chez les jeunes et adolescents (dépassant les 20% au Luxembourg!) ne cesse d'être un phénomène plus qu'inquiétant dans notre société et qu'il est indispensable de réagir, en particulier dans le cadre de l'éducation nationale.

Le président de l'APEP tenait à rappeler que la Ministre de l'Éducation nationale s'était juste-

ment engagée en faveur d'un renforcement de la place du sport au sein de l'enseignement scolaire dans le cadre du plan d'actions publié il y a un an et demi.

La décision prise par le Gouvernement semble pourtant être en contradiction avec ses objectifs. C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale:

1. Comment la Ministre explique-t-elle cette divergence entre l'objectif fixé par le plan d'actions quant à la place du sport à l'école d'un côté et la décision récente de réduire l'éducation physique dans l'Enseignement secondaire technique de l'autre côté?

2. La Ministre n'est-elle pas d'avis que la réduction de l'éducation physique dans le programme scolaire est le mauvais message pour la promotion de la mobilité et la lutte contre l'obésité chez nos enfants?

3. La Ministre serait-elle prête à revenir sur sa décision et réfléchir à une autre solution, s'alignant sur les objectifs du plan d'actions gouvernemental?

**Réponse (29.4.2013) de Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:**

Ad 1) Pour les classes de 10<sup>e</sup> et 11<sup>e</sup> de la formation de technicien, deux leçons hebdomadaires d'éducation physique et sportive sont actuellement dispensées, ce qui correspond au quart du temps disponible pour toutes les disciplines de l'enseignement général.

Lors de la révision curriculaire des différentes formations professionnelles pour les classes de 12<sup>e</sup> et de 13<sup>e</sup>, il s'est avéré qu'au niveau de l'enseignement général il ne restait plus que 6 heures disponibles dans la grille horaires. De ce fait une révision à la baisse, en terme d'heures, pour certaines disciplines n'a pas pu être évitée. Il est à signaler que dans le cadre de la formation professionnelle, les équipes curriculaires fonctionnent en partenariat avec l'État luxembourgeois et les chambres professionnelles patronales et salariales.

Afin de compenser la perte d'une leçon d'éducation physique dans les classes de 12<sup>e</sup> et 13<sup>e</sup> de la formation de l'EST, le Ministère a proposé d'introduire une 3<sup>e</sup> leçon d'éducation physique et sportive pour les classes de 8<sup>e</sup> du cycle inférieur de l'EST. Par cette mesure de compensation, le statut de l'E.P.S. au lycée serait rehaussé. Une prise de position de la part de la commission nationale concernée ne m'est pas encore parvenue.

Je me permets de rappeler aussi l'introduction d'une 3<sup>e</sup> leçon d'éducation physique et sportive dans le régime préparatoire afin de mieux pouvoir agir contre la sédentarité des jeunes.

L'importance de l'enseignement physique et sportif n'est donc nullement négligée de façon généralisée tout au long de l'EST, mais est au contraire renforcée dans les cycles inférieurs.

Je regrette qu'on persiste de refuser de reconnaître les multiples efforts concrets de mon département en faveur de la promotion de l'éducation physique et sportive dans les écoles et lycées au Luxembourg.

Ad 2) Lors d'une réunion entre les départements concernés de mon ministère et plusieurs membres de la commission nationale concernée, l'offre de parler avec les différentes équipes curriculaires sur la possibilité d'intégrer le volet de la maintenance et de la santé au travail dans les différents modules de l'enseignement professionnel a été faite. Le directeur à la formation professionnelle est disposé à organiser une réunion en la matière.

Par ailleurs, la proposition faite par les professeurs d'éducation physique et sportive quant à l'implémentation du projet MOBAQ dans les classes de 7<sup>e</sup> de l'enseignement secondaire technique a trouvé mon soutien en encourageant l'introduction d'outils d'évaluation permettant de mieux connaître la situation de la santé motrice de nos élèves en début de leur scolarité dans l'enseignement secondaire.

Ad 3) Compte tenu des réponses aux questions ad 1) et ad 2), je confirme la politique du Gouvernement qui vise à mettre l'accent sur une bonne hygiène de vie, une alimentation saine et une activité physique dès le plus jeune âge.

**Question 2614 (14.3.2013) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant les frais d'inscription à l'Université du Luxembourg:**

D'Uni Lëtzebuerg huet dëslescht eng Erhéijung vun den Aschreiwungskäschte bekannt ginn. Betraff sinn d'Studenten, déi vun der nächster Rentrée un am éischten oder zweete Semester vun engem Bachelor-Programm ageschriwwen

sinn. Fir dës Studente belafe sech d'Aschreiwungskäschten net méi op 200 Euro, mä op 400 Euro pro Semester. D'Uni Lëtzebuerg huet dës Erhéijung domadder begrënn, datt duerch déi zousätzlech Recetten eng Rei Studenten am Kader vun hirem obligatoreschen Auslandssemester solle finanziell ënnerstëtzt ginn.

Dowéinst wéilt ech dem Här Minister dës Fro stellen:

1. Wéi vill Studenten, déi op der Uni Lëtzebuerg ageschriwwen sinn oder waren, hunn zënter 2009 a pro Joer eng Demande fir eng Erasmus-Bourse agereecht?

2. Wéi vill vun deene Studenten hunn hire Wunnsätz zu Lëtzebuerg?

3. Wéi vill vun deenen Demandé goufen accordéiert, respectivement refuséiert?

4. Wat fir Grënn goufe bei de Refuse genannt?

5. Wéi vill Studenten, déi hire Wunnsätz zu Lëtzebuerg hunn oder haten, si vun deene Refuse betraff? A wéi vill Studenten, déi hire Wunnsätz am Ausland hunn oder haten, si betraff?

6. Wéi vill Studenten, déi op der Uni Lëtzebuerg ageschriwwen sinn oder waren, hunn eng Erasmus-Bourse accordéiert kritt, obwuel fir si d'Méiglechkeet bestoung, eng Dispens ze kréien oder obwuel si vum obligatoreschen Auslandssemester exemptéiert waren?

7. Wéi vill Studenten, déi op der Uni Lëtzebuerg ageschriwwen sinn oder waren, hu keng Erasmus-Bourse accordéiert kritt, obwuel fir si den Auslandssemester en obligatoresche Charakter hat?

8. Wéi vill Studenten, déi hire Wunnsätz zu Lëtzebuerg hunn, mä op enger auslännescher Uni ageschriwwen sinn oder waren, hunn zënter 2009 a pro Joer eng Demande fir eng Erasmus-Bourse agereecht?

9. Wéi vill vun deenen Demandé goufen accordéiert, respectivement refuséiert?

10. Wat fir Grënn goufe bei de Refuse genannt?

11. Mat wat fir enger finanzieller Ënnerstëtzung kënnen d'Studente rechnen, déi hire Wunnsätz zu Lëtzebuerg hunn, op enger auslännescher Uni ageschriwwen sinn an eng Erasmus-Bourse refuséiert kréien?

**Réponse (15.4.2013) de M. François Biltgen, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:**

J'ai l'honneur d'apporter les précisions suivantes en réponse à la question parlementaire n°2614 de Monsieur le Député Fernand Kartheiser.

Réponse aux questions 1, 3, 7:

	2010-2011	2011-2012	2012-2013
demandes	542	575	549
accordées	457	505	473
refusées	85	70	76

Réponse à la question 2:

	2010-2011	2011-2012	2012-2013
demandes LU	488	502	480
accordées LU	412	441	410
refusées LU	85	61	70

Réponse à la question 4:

Les étudiants auxquels la bourse Erasmus n'a pas été accordée ne présentent pas un profil académique permettant un départ financé; ils n'avaient pas acquis suffisamment d'ECTS et/ou leur moyenne de notes était trop faible comparativement à d'autres étudiants, l'attribution des bourses Erasmus étant faite de manière compétitive, sur critères académiques. Ceci est réalisé en pleine conformité avec la Charte Erasmus signée entre l'Université du Luxembourg et la Commission européenne, qui assure le financement de cette mobilité Erasmus à travers l'agence ANEFORÉ.

Une bourse Erasmus a également été refusée à un étudiant pour fraude en 2012-2013.

Réponse à la question 5:

	2010-2011	2011-2012	2012-2013
refus	85	70	76
résidents LU	76	61	70
résidents à l'étranger	9	9	6

Réponse à la question 6:

Aucun étudiant exempté n'a bénéficié d'une bourse Erasmus dans ces conditions. Les étudiants ayant obtenu une dispense de mobilité





n'ont pas obtenu de bourse Erasmus non plus; cependant, seuls les étudiants ayant effectivement fait une demande de dispense sont comptabilisés. Il n'est pas possible de dénombrer les étudiants éligibles à une dispense et qui n'en font pas la demande.

Réponse aux questions 8, 9:

	2009-2010	2010-2011
demandes	113	92
accordées	99	83
annulées	4	5
refusées	10	4

À partir de l'année académique 2011-2012, les étudiants domiciliés au Luxembourg et inscrits à une université à l'étranger, n'ont plus la possibilité de faire une demande de bourse Erasmus auprès d'ANEFORÉ, mais doivent adresser cette demande auprès de leur «université d'envoi».

Réponse à la question 10:

Année académique 2009-2010 - demandes refusées: 10

1: date limite de l'envoi de la demande de la bourse Erasmus non respectée

1: mobilité en Suisse, à ce moment la Suisse ne faisait pas partie du programme Lifelong Learning

1: pas dans les attributions d'ANEFORÉ

7: étudiants à l'Université du Luxembourg qui doivent faire leur demande de bourse d'Erasmus auprès du SEVE de l'Université du Luxembourg

Année académique 2010-2011 - demandes refusées: 4

1: non-résident luxembourgeois

1: pas dans les attributions d'ANEFORÉ

1: pour l'année académique 2011-2012

1: demande envoyée deux fois

Réponse à la question 11:

Dans le cadre du programme Erasmus ces étudiants ne peuvent pas avoir une aide financière sauf si leur université d'envoi leur accorde la bourse Erasmus.

## Question 2617 (14.3.2013) de M. Marc Spautz (CSV) concernant les mesures anti-bruit sur la ligne ferroviaire Luxembourg-Esch-sur-Alzette:

En vertu de la directive 2002/49/CE du 25 juin 2002 relative à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement et transposée en droit luxembourgeois par la loi du 2 août 2006 modifiant la loi modifiée du 21 juin 1976 relative à la lutte contre le bruit, l'Administration de l'Environnement a élaboré des cartes de bruit stratégiques et des plans d'action de lutte contre le bruit pour les infrastructures de transport majeures du Grand-Duché dont la ligne ferroviaire Luxembourg-Esch-sur-Alzette.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Quelles sont les mesures de lutte contre le bruit envisagées sur la ligne ferroviaire Luxembourg-Esch-sur-Alzette?

- Quelles sont les priorités pour la mise en œuvre de ces mesures de réduction du bruit?

- La mise en œuvre de ces mesures est-elle assurée par la Société Nationale des Chemins de Fer Luxembourgeois ou bien des tiers?

**Réponse (23.4.2013) de M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:**

Par sa question parlementaire n°2617 du 14 mars 2013, l'honorable Député Marc Spautz souhaite s'informer au sujet des mesures antibruit sur la ligne ferroviaire Luxembourg-Esch-sur-Alzette.

En vertu de la directive 2002/49/CE du 25 juin 2002 relative à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement, un plan de lutte contre le bruit ferroviaire, fondé sur les résultats de la cartographie de bruit présentant plus de 60.000 mouvements de trains par an, a été établi par l'Administration de l'Environnement pour la ligne Luxembourg-Bettembourg-Esch-sur-Alzette. Ce plan d'action identifie les zones exposées aux niveaux de bruit les plus élevés. Dans ce contexte la Société Nationale des Chemins de Fer Luxembourgeois, ci-après les CFL, avec l'accord du groupe de travail «Réduction des nuisances sonores sur le Rail», dont des représentants du MDDI et de l'Administration de

l'Environnement font partie, a traité l'arrêt ferroviaire de Noertzange comme projet-pilote. Actuellement en cours de finalisation, ce projet servira dans un premier temps de base pour fixer les technologies utilisées pour la construction des écrans antibruit sur d'autres sites fortement urbanisés. Ainsi, les CFL ont développé, de concert avec un bureau spécialisé en la matière, un écran semi-vitré permettant de garantir un grand pouvoir d'absorption tout en préservant un sentiment de sécurité et de visibilité aux clients. La mise en œuvre d'une partie des écrans acoustiques est déjà achevée (écran en béton-bois) ainsi que les éléments semi-vitrés seront mis en place au courant du deuxième semestre 2013.

Compte tenu que l'arrêt de Noertzange a fait l'objet d'un projet architectural afin de s'intégrer au mieux avec le projet de résidence universitaire élaboré par le Service des Sites et Monuments dans le cadre de la réhabilitation de l'ancien Bâtiment Voyageurs, les CFL ont développé des auvents en béton dont les sous-faces vont être enduites d'un matériau hautement absorbant afin de limiter la réverbération des ondes sonores vers le voisinage lors du passage des trains.

Complémentairement aux mesures précitées et afin d'optimiser le gain sonore auprès des habitations avoisinantes, les CFL sont en train d'analyser la mise en œuvre de «raildampers» (absorbants de rail). Pour des raisons de sécurité ferroviaire, cette dernière mesure sera uniquement mise en œuvre lorsqu'un fournisseur sera en possession d'un agrément de la part d'un autre réseau ferroviaire européen.

Pour ce qui est des efforts entrepris sur l'agglomération de Schifflange, les CFL ont finalisé une étude de dimensionnement acoustique des protections à mettre en œuvre sur l'ensemble du territoire de Schifflange en y intégrant d'ores et déjà les éléments de projets des suppressions des trois passages à niveau 91, 91a et 92. Dès finalisation des concepts architecturaux communaux et étatiques et consécutivement à l'accord des instances concernées quant à l'échéancier de réalisation, ce projet pourra être entamé.

Complémentairement à ces projets, les CFL ont également traité le point critique que représente le viaduc d'Esch-sur-Alzette de par sa localisation acoustiquement inappropriée. En effet, cet ouvrage se situe en plein site urbain avec des immeubles d'habitation directement contigus et de hauteur largement supérieure. Des travaux de modernisation pour remplacer la fixation directe du rail par une pose ballastée ont été réalisés en 2011. Ces mesures ont déjà contribué à réduire l'émission de bruit solide. Est prévue comme mesure antibruit supplémentaire la mise en place d'écrans acoustiques sur les corniches du tablier. Ces travaux étaient prévus pour fin 2012, mais l'administration communale d'Esch-sur-Alzette a demandé d'étudier une variante qui vient d'être approuvée et qui permettra aux CFL de finaliser cette mesure pour fin 2013.

En complément à ces projets, les CFL de leur côté ont également mis en place:

- un programme de «meulage acoustique» des rails. En effet, depuis quelques années, les CFL organisent le passage d'un train de meulage qui permet de meuler le plan de roulement avec des meules spécialement conçues à cet effet. Cette mesure permet de diminuer les nuisances sonores provenant du contact rail roue,

- ainsi qu'un programme de mise en place de graisseurs de rail utilisant un produit biodégradable et qui permet de diminuer les tonalités aigües lors de la circulation ferroviaire dans des courbes de faible rayon. Ce type d'installation a déjà été mis en place sur le viaduc d'Esch-sur-Alzette.

Suivant le plan d'action, un des points critiques restant à traiter est l'agglomération de Bettembourg. Dans le cas de la nouvelle ligne Luxembourg-Bettembourg, comprenant à moyen terme la reconstruction de la gare de Bettembourg, les CFL ont entamé les études acoustiques et vibratoires pour la planification des mesures antibruit en consultation avec l'Administration de l'Environnement.

À noter que la totalité des mesures antibruit énumérées ci-avant et planifiées par les CFL sont à charge du Fonds du rail.

## Question 2619 (18.3.2013) de Mme Tessa Scholtes (CSV) concernant les accidents causés par des conducteurs roulant à contresens:

De nos jours, à en juger le nombre de cas cités dans la presse, de plus en plus d'accidents routiers semblent être causés par des automobilistes conduisant à contresens.

En 2005, une question parlementaire ayant un objet similaire avait été soumise aux Ministres des Transports et des Travaux publics. Dans leur réponse de l'époque, les ministres avaient indiqué que d'une part, les systèmes d'exploitation n'étaient pas encore suffisamment sophistiqués pour détecter les conducteurs roulant à contresens en rase campagne. Les ministres relevaient d'autre part que les installations sur les portiques permettant la détection de tels conducteurs ne donneraient pas entière satisfaction, mais que l'Administration des Ponts et Chaussées ferait continuellement des essais pour améliorer leur fonctionnement.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser plusieurs questions à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région et à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1) Sur base des statistiques policières ou autres peut-on conclure à une augmentation de tels accidents routiers?

2) Quelles en sont les raisons (conduite en état d'ivresse ou sous l'influence de stupéfiants, suicide, conditions atmosphériques, mauvaise signalisation routière...)?

3) Est-ce que des améliorations notables ont pu être réalisées sur les systèmes d'exploitation aussi bien en rase campagne que sur les portiques? Qu'en est-il des aménagements sur les bretelles relatés dans la réponse des ministres précitée?

4) Combien d'accidents ont pu être évités grâce aux systèmes de détection de conducteurs roulant à contresens?

5) Est-ce que les ministres peuvent fournir des informations détaillées sur le fonctionnement de ces systèmes de détection et le déroulement ultérieur d'interceptions des conducteurs concernés?

6) Comment les ministres entendent-ils lutter à l'avenir contre ce «fléau»?

**Réponse commune (14.5.2013) de M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, et de M. Jean-Marie Haldorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:**

Par sa question parlementaire, l'honorable Députée souhaite avoir des informations sur les mesures susceptibles d'être prises à l'encontre des conducteurs roulant à contresens.

Les conducteurs qui roulent à contresens sont souvent soit sous l'influence de drogues et/ou d'alcool, soit des personnes pour lesquels il s'agit apparemment d'un défi ou d'une épreuve de courage de circuler à contresens, soit des personnes âgées qui sont rapidement désorientées dans le trafic.

Depuis 2005, il n'y a pas eu d'améliorations notables dans les systèmes d'exploitation. Néanmoins, nos services ont relancé en 2012 une nouvelle étude-pilote pour tester plusieurs équipements de comptage, mais des solutions viables de détection d'un contresens n'ont pas été présentées par les fournisseurs sollicités.

Il est impossible de déterminer combien d'accidents de ce type ont été évités grâce au système de détection du fait que ces données sont trop imprécises (détection du contresens, validation du contresens, arrêt du véhicule en contresens par les forces de l'ordre, nombre de véhicules sur l'autoroute potentiellement en danger, temps disponible afin de pourvoir réagir, etc.).

À part un cas où un usager de la route avait personnellement remercié les responsables du CITA d'avoir été averti rapidement à travers les panneaux à message variables de la présence d'un contresens, le CITA n'a pas de retour des usagers de la route avertis de la même manière.

Il faut aussi dire que les systèmes de détection automatiques restent un moyen de détection parmi d'autres (appels des usagers de la route, détection par les forces de l'ordre ou le CITA). La concomitance de ce système avec les messages et les scénarios déclenchés par les opérateurs CITA, la rapidité de réaction de tous les concernés ainsi que la concentration de tous les intervenants sont d'autant plus importantes pour arrêter un véhicule en contresens respectivement avertir les conducteurs roulant sur le tronçon concerné.

En principe, une intervention sur alerte contresens se déroule comme suit:

Alerte contresens par:

- un système automatique du CITA (caméras de comptage ou boucles de comptage dans la chaussée)

- appel téléphonique d'un usager de la route au CIN 113 ou au CSU 112

- recherche du véhicule sur les caméras de surveillance pour validation par le CITA

- lancement des scénarios «contresens» par les opérateurs CITA et affichage des messages variables sur les panneaux

- concertation entre les dispatchings du CIN/ CITA/CSU

- envoi des patrouilles de police sur place

- fermeture d'autoroute si nécessaire.

En France, les instances officielles considèrent que 1% du nombre total des accidents survenus sur des chaussées à voie séparée sont des accidents dus à des prises à contresens (chiffre datant de 2008).

En Allemagne, une moyenne de 20 morts par an dus à des prises à contresens s'oppose à environ 4.000 morts par an sur toutes les autoroutes, donc 0,5 %. Dans ce même pays, huit alertes de contresens par jour sont notées sur un réseau de plus de 12.000 km d'autoroute.

Depuis plus d'une dizaine d'années, l'Administration des Ponts et Chaussées a renforcé la signalisation réglementaire prévue par le Code de la Route par une signalisation verticale supplémentaire, à savoir le panneau «STOP autoroute». Cette signalisation est renforcée par un marquage horizontal.

Aujourd'hui, une détection de conducteurs à contresens n'est à 100% efficace que si elle est accompagnée d'un système d'avertissement des usagers de la route qui soit quasiment immédiate. L'Administration des Ponts et Chaussées suit de près les développements technologiques en la matière.

La Police grand-ducale ne dispose pas d'outil statistique fiable permettant de déterminer exactement le nombre exact d'accidents routiers causés par des automobilistes roulant à contresens. Il est donc impossible de confirmer une augmentation de tels accidents routiers. La police estime que la conduite en état d'ivresse peut être considérée comme raison d'accident.

## Question 2620 (19.3.2013) de M. Claude Adam (déi gréng) concernant la Rencontre internationale pédagogie & psychologie:

La semaine passée, du 14 au 15 mars, l'Éducation différenciée et le SCRIPT ont organisé au Campus Geeseknappchen la 10<sup>e</sup> Rencontre internationale pédagogie & psychologie avec comme thème «Intégration-Inclusion».

Les 8<sup>e</sup> (Gewalt an Schulen), 9<sup>e</sup> (Lehren und Erziehen heute) et 10<sup>e</sup> éditions de ces rencontres internationales ont été brièvement documentées par des numéros spéciaux du Courrier de l'Éducation nationale. Dans ce contexte, je souhaite avoir les précisions suivantes de Madame la Ministre:

1. Quels étaient les sujets des rencontres antérieures?

2. Existe-t-il des documents relatifs aux bilans et aux contenus de ces rencontres antérieures? Sont-ils accessibles au public?

3. Quel était l'impact budgétaire de la 10<sup>e</sup> Rencontre internationale? Quel montant a été dépensé en tant que gages/cachets et en tant que frais de voyage/séjour des orateurs?

4. Quel fut le budget alloué au remplacement du personnel de l'Éducation nationale invité en tant que participants?

5. Comment est-ce que ces Rencontres internationales s'intègrent dans la politique générale de formation continue, notamment en ce qui concerne les domaines prioritaires définis par le MENFP et l'importance des formations internes (Schulinterne Lehrer/-innen-Weiterbildung ou SchILW) organisées sur demande d'une école ou d'une équipe pédagogique?

**Réponse (15.4.2013) de Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:**

Ad 1.

La 10<sup>e</sup> Rencontre internationale pédagogie & psychologie a clôturé un cycle de dix colloques concernant les sujets suivants:

2004 «Hyperactivité»: Penser la complexité

2005 Troubles des apprentissages

2006 Troubles des comportements: Au-delà d'une normalisation

2007 Dyslexie: Zwischen Mythos und Wirklichkeit

2008 Rechen-Schwierigkeiten



- 2009 Lernen und Emotionen
- 2010 Abenteuer Lesen
- 2011 Gewalt an Schulen
- 2012 Lehren und Erziehen heute
- 2013 Integration-Inklusion

Les intervenants ont sensibilisé les partenaires scolaires aux facteurs qui sous-tendent les troubles des apprentissages et du comportement et ont montré des voies et moyens pour améliorer la prise en charge des élèves à besoins éducatifs spécifiques.

Ad 2.

Comme la 10<sup>e</sup> Rencontre internationale pédagogie & psychologie fut organisée en rétrospective des manifestations des années précédentes, il est envisagé de publier les exposés sous forme d'une brochure à l'attention du public intéressé. Les négociations afférentes avec les différents intervenants sont en cours. Le Centre de Technologie de l'Éducation a enregistré les séances des colloques des années 2010, 2011 et 2012 sur support informatique accessible au public sous <http://ediff.cte.lu>. L'enregistrement de l'édition 2013 sera prochainement en ligne.

Ad 3.

Les crédits réservés à l'organisation des manifestations en question sont imputés sur l'article 10.7.12.190 Colloques, séminaires, stages et journées d'études, frais d'organisation et de participation des budgets des dépenses et des recettes de l'Éducation différenciée, voire du Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.

L'impact budgétaire de la 10<sup>e</sup> Rencontre internationale fut plus important que celui des manifestations des années précédentes. En effet, le 14 mars 2013 a coïncidé avec le 40<sup>e</sup> anniversaire du service de l'Éducation différenciée et de l'introduction du droit à la scolarité des élèves à besoins éducatifs spécifiques. Ainsi cette dernière rencontre fut réservée à une rétrospective des années précédentes sous le concours d'un nombre plus important d'orateurs et s'est substituée à d'autres festivités.

Le tableau suivant reprend la ventilation des frais:

Intervenants (honoraires)	8.855 €
Frais de transport	7.200 €
Matériaux, équipements	1.000 €
Hôtels	2.435 €
Catering à l'attention des 300 participants du colloque	3.960 €
Déjeuners des intervenants	448 €
<b>Total</b>	<b>23.898 €</b>

Il faut relever dans ce contexte que les intervenants luxembourgeois n'ont pas touché d'indemnités.

Ad 4.

Les frais de remplacement ne peuvent pas être calculés étant donné que les formulaires d'inscription pour le colloque ne renseignent pas sur l'envergure de l'engagement éventuel de remplaçants. Certaines des absences ont probablement pu être compensées par des mesures d'organisation internes à l'école, ou l'échange de plages d'enseignement entre collègues assumant des demi-tâches. Le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle ne dispose pas non plus de renseignements sur les taux de paiement qui peuvent varier en fonction de la qualification des remplaçants. Une telle analyse, qui devrait se faire en collaboration avec l'Administration du personnel de l'État du Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative, engendrerait un investissement considérable en ressources humaines et de ce fait des coûts supplémentaires.

Ad 5.

Les objectifs des Rencontres internationales lors desquelles les intervenants tiennent des cours magistraux peuvent différer de ceux de la Schulinterne Lehrer-innen-Weiterbildung ou SchILW, mais ils ne se trouvent certainement pas en contradiction avec les domaines prioritaires définis par le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.

L'école inclusive ne se construira pas sans l'apport d'enseignants formés dans le domaine de la pédagogie spéciale.

Une manifestation organisée sous le concours d'experts à haute renommée peut motiver les enseignants à se perfectionner dans leur métier, soit par des études personnelles, soit par l'organisation de formations au sein de leur école.

Plusieurs des sujets traités lors des colloques ont été approfondis dans le cadre de formations continues consécutives. Ainsi le colloque Recherches-Schwierigkeiten a abouti à l'offre de séminaires dirigés conjointement par le Professeur Jens Holger Lorenz et Michael Gaidoschick. Le Professeur Bernd Ahrbeck, intervenant au colloque «Troubles des comportements: Au-delà d'une normalisation» a offert un module d'approfondissement sur le sujet en question dans le cadre de la formation «Grundlagen der Sonderpädagogik».

Les Rencontres internationales «pédagogie & psychologie» ont donc donné des impulsions pour l'organisation de cours de perfectionnement au sein des différents ordres d'enseignement.

Elles ont par ailleurs favorisé les échanges entre les partenaires scolaires, tant dans le cadre des discussions menées lors des colloques que dans le cadre des formations continues consécutives.

**Question 2622** (19.3.2013) de **M. Gast Gibéryen** (ADR) concernant le **plafonnement de l'index:**

Am Kader vun der aktueller Diskussioun iwwer e gedeckelten Index, schéngt et mir wichteg ze sinn, fir dës Diskussioun kënnen objektiv ze féieren, datt een dofir eng Rei vun zousätzlechen Informatiounen brauch.

An deem Kontext wéilt ech dem Här Minister dës Froe stellen:

1. Wéi vill géif de Stat als Patron bei sengem Personal, aktiv a pensionéiert, duerch e gedeckelten Index (zweemol de soziale Mindestloun) op ee Joer aspieren?

2. Wéi vill géif de Stat als Patron bei sengem Personal, aktiv a pensionéiert, duerch e gedeckelten Index (dräimol de soziale Mindestloun) op ee Joer aspieren?

**Réponse** (17.4.2013) de **Mme Octavie Mordert**, *Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative:*

Dans sa question parlementaire n°2622 du 18 mars 2013, l'honorable Député Monsieur Gast Gibéryen demande de connaître les répercussions sur les dépenses de l'État d'un plafonnement des tranches d'indice à deux fois et trois fois le salaire social minimum dans le cas de figure de l'échéance d'une tranche d'indice par an.

En réponse à sa question, je puis l'informer qu'un plafonnement d'une tranche d'indice de 2,5% à deux fois le salaire social minimum appliqué sur l'indemnité barémique et l'allocation de fin d'année des agents de l'État et sur la pension des retraités de l'État réduirait les dépenses annuelles de personnel de l'État de l'ordre de 23,6 millions d'euros.

Un plafonnement d'une tranche d'indice de 2,5% à trois fois le salaire social minimum appliqué sur l'indemnité barémique et l'allocation de fin d'année des agents de l'État et sur la pension des retraités de l'État réduirait les dépenses annuelles de personnel de l'État de l'ordre de 11,8 millions d'euros.

**Question 2624** (19.3.2013) de **M. Gast Gibéryen** (ADR) concernant le **plafonnement de l'index:**

Am Kader vun der aktueller Diskussioun iwwer e gedeckelten Index schéngt et mir wichteg ze sinn, fir dës Diskussioun kënnen objektiv ze féieren, datt een dofir eng Rei vun zousätzlechen Informatiounen brauch.

An deem Kontext wéilt ech dem Här Minister dës Froe stellen:

1. Wéi vill Cotisations géifen op ee Joer duerch de gedeckelten Index (2-mol de soziale Mindestloun) bei der Pensionskeess, bei der Gesondheetskeess a bei der Fleegeversécherung manner erakommen?

2. Wéi vill Cotisations géifen op ee Joer duerch de gedeckelten Index (3-mol de soziale Mindestloun) bei der Pensionskeess, bei der Gesondheetskeess a bei der Fleegeversécherung manner erakommen?

3. Wéi vill géif bei de Leeschtungen op ee Joer duerch de gedeckelten Index (2-mol de soziale Mindestloun) bei der Pensionskeess, bei der Gesondheetskeess a bei der Fleegeversécherung agespuert ginn?

4. Wéi vill géif bei de Leeschtungen op ee Joer duerch de gedeckelten Index (3-mol de soziale Mindestloun) bei der Pensionskeess, bei der Gesondheetskeess a bei der Fleegeversécherung agespuert ginn?

**Réponse** (2.5.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Sécurité sociale:*

1. Explikatiounen iwwer d'Methodologie, déi de Centre commun de la sécurité sociale (CCSS) ugewannt huet, fir auszerechnen ëm wéi vill d'Recetten u Cotisations géinge falen, wann den Index op 2- oder 3-mol de soziale Mindestloun (SML) gedeckelt géing ginn

D'Berechnung si gemaach ginn op Basis vun der Zuel u schaffende Leit vum Joer 2012. Déi jährléich geschëlte Cotisations ginn a Fonctioun vun de Salair ventiléiert, déi deelweis indexéiert sinn. Den indexéierten Deel bedréit entweder 2- oder 3-mol den SML. Eng Index-tranche ass agerechent ginn.

Den CCSS huet en plus de Prinzip applizéiert, dass de Plafond cotisable, deen equivalent zu 5-mol den SML ass (ausser bei der Fleegeversécherung), net duerch déi deelweis Indexéierung touchéiert gëtt, vu dass en direkt vum SML ofhänkt an integral ze indexéieren ass.

Fir d'Perte u Cotisations ze évaluieren, déi aus engem gedeckelten Index erfollegt, gëtt d'Differenz tëscht der Zomm vun den integral indexéierten, beitragspflichtige Salair an där vun den nëmmen deelweis indexéierte Salair gerechent.

2. Chiffere betreffend d'Reduktioun vun de Cotisationsrecettë bei Pensionsversécherung, Krankeversécherung a Fleegeversécherung

Den Tableau résuméiert d'Resultater vun der Simulatioun. D'Perte an absolute Chiffere pro Joer ass uginn, wann den Index op 2- oder 3-mol den SML limitéiert ass. Des Weideren ass d'relativ Moins-value ugi par rapport zu de Cotisations, déi geschëlt wieren, wann den Index net op 2- oder 3-mol den SML limitéiert wier.

Moins-value u Cotisations op ee Joer bei enger partieller Indexéierung (a Milliounen Euro)		
	Limitatioun vum Index op 2 SML	Limitatioun vum Index op 3 SML
Pensionsversécherung	14,81	7,12
Krankeversécherung - Soins	6,62	3,19
Krankeversécherung - Krankegeld	0,33	0,14
Fleegeversécherung	1,66	0,92
Gesamt Moins-value	23,42	11,38
Total vun de Cotisations	3.723,12	3.723,12
% vun der Perte	0,63%	0,31%

3. Auswierkung vum enger Deckelung vum Index op d'Prestatiounen

a) Krankeversécherung

Bei den Dépensé muss een tëscht folgende Kategorie vu Prestatiounen ënnerscheeden:

1. Prestatiounen am Spidolsberäich, déi budgetéiert sinn;

2. Prestatiounen, déi iwwerhol ginn a fir déi d'Tariffer indexéiert sinn (Dokteren, Zännokteren, verschidde Gesondheetsberuffer);

3. Prestatiounen, déi iwwerhol ginn a fir déi d'Tariffer net indexéiert sinn (Apdikteschkäschten, Laboratoireskäschten ausserhalb vum Spidol, medezinesch Hëllefsgesichter).

Fir den 1. Punkt ass d'Aféierung vun engem Plaffong theoretesch méiglech opgrond vun de reelle Personalkäschten, déi mat agerechent ginn, mä de Plaffong kann net évaluéiert ginn, ouni dass een d'genee Répartitioun vun de Salair vum Personal am Secteur kennt.

Wat de Punkt 2 ugeet, muss ee festhalen, dass de Sozialcode d'Applikatioun vun enger Index-tranche virgesäit. De proposéierte Plaffong schéngt schwéier realiséierbar. Eng subsidiäresch Léisung, wéi e globalen Taux moyen op d'Tariffer unzewenden oder en Taux moyen pro Gesondheetsberuff unzewenden, géing eng Ofännerung vum Sozialcode noutwendeg maachen, ouni vun de Schwierigkeiten ze schwätzen, déi eng objektiv Festleegung vun dem Taux mat sech bréngt géif.

Op de Punkt 3 huet d'Aféierung vun engem gedeckelten Index keen Afloss.

b) Fleegeversécherung

D'Indextranche huet keen Afloss op d'Fleegeversécherung. Et handelt sech quasi ëm e Parallelismus op Säite vun de Recetten a vun den Dépensen.

Wat allerdéngs d'Prestatiounen vun der Fleegeversécherung iwwer Hëllefsezeenen an d'Alters- a Fleegeheimer ugeet, esou muss ech do op de Punkt 2 hei virdu verweisen, well d'Geldwäerter vun deenen eenzelne Kategorien

u Prestatairen och indexéiert sinn. Déiselwech technesch Iwwerleegung sinn also ubruecht.

c) Pensionsversécherung

D'Aféierung vun engem Plaffong fir d'Applikatioun vum Index (sief et 2- oder 3-mol den SML) op d'Pensioun bréngt munch theoretesch a praktesch Problemer mat sech, well do d'uewer d'strikt Proportionalitéit, déi bis elo bestanen huet, ofgeschaaft géing ginn.

Ouni dës Problemer ze vergiessen, kann een à titre indicatif soen, dass eng Deckelung vun der Indexadaptatioun während zwielef Méint fir d'Pensioun vum Régime général géing zu enger Moins-value un Dépensé vun 3,6 Milliounen (Plaffong bei 2-mol den SML) oder 0,1 Millioun (Plaffong bei 3-mol den SML) fir e jährléche Gesamtmontant u Pensiounen vun 3.255 Milliounen féieren.

**Question 2625** (19.3.2013) de **M. Ben Fayot** (LSAP) concernant l'**obligation scolaire:**

L'article 7 de la loi du 6 février 2009 relative à l'obligation scolaire prévoit que tout enfant habitant le Luxembourg, âgé de quatre ans révolus avant le premier septembre, doit fréquenter l'école et que cette obligation s'étend sur douze années consécutives.

Par ailleurs, une procédure est prévue selon laquelle cette obligation scolaire est contrôlée et cette mission incombe soit au collège des bourgmestre et échevins, soit au bureau du syndicat scolaire intercommunal. Ainsi, pour le 1<sup>er</sup> octobre de chaque année, il est dressé une liste de tous les enfants résidant dans la commune et qui sont soumis à l'obligation scolaire. Lorsque le collège des bourgmestre et échevins ou le bureau du syndicat scolaire informé par le président du comité d'école ou le directeur du lycée constate par la suite une infraction à

l'obligation scolaire, il est censé mettre en demeure les parents concernés qui devraient prendre position dans un délai de huit jours.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Est-ce qu'il existe pour chaque commune un relevé détaillé reprenant chaque élève de l'enseignement fondamental qui réside dans la commune et qui y fréquente ou non l'école avec l'indication ou chaque enfant (commune et établissement scolaire) est scolarisé?

- Est-ce qu'un relevé chiffré et anonyme est disponible et public, qui renseigne pour chaque commune le nombre d'enfants qui fréquentent soit un établissement scolaire dans une autre commune du Luxembourg, soit une école à l'étranger?

- À défaut de relevé ou de registre, combien d'enfants de l'enseignement fondamental de chaque commune du pays sont scolarisés dans une autre commune luxembourgeoise, combien à l'étranger et dans quels pays?

- Est-ce que les raisons qui amènent les parents à scolariser leurs enfants en dehors de leur commune de résidence sont connues?

- À combien s'élève le «minerval» qui est payé par chaque commune à chaque autre commune pour les élèves qui fréquentent une école en dehors de leur commune de résidence?

**Réponse commune** (30.4.2013) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*, et de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

Ad 1) et 2)

La loi relative à l'obligation scolaire impose aux autorités communales de veiller au respect de l'obligation scolaire, c'est-à-dire de veiller à ce que tous les élèves âgés d'au moins quatre ans révolus avant le 1<sup>er</sup> septembre de l'année en cours fréquentent l'école pendant douze années consécutives à partir du 1<sup>er</sup> septembre qui



suit leur quatrième anniversaire. Les autorités communales doivent intervenir lorsque le président du comité d'école ou, le cas échéant, le directeur du lycée leur signale qu'un élève ne fréquente pas régulièrement l'école sans excuse valable.

Cette surveillance se fait moyennant collaboration entre les services communaux qui disposent des fichiers renseignant sur les enfants résidant dans la commune en âge de scolarité obligatoire et les services du ministère qui disposent du fichier élèves renseignant sur les enfants inscrits à des écoles publiques.

La loi autorise l'échange de fichiers entre les services concernés. Pour l'année scolaire 2013/2014, la collaboration sera mise en place de la manière suivante:

- l'autorité communale communique, pour le 15 septembre au plus tard, à chaque titulaire la liste des enfants inscrits à sa classe. Cette liste contient, pour chaque enfant, le nom et les prénoms, le matricule, le lieu de naissance, l'adresse, les noms des parents et éventuellement le nom du tuteur;

- les titulaires transcrivent ces données complétées par des informations d'ordre pédagogique et ensemble avec les renseignements de service dans la base de données du ministère.

Au plus tard le 30 octobre 2013, le service compétent du ministère communique aux administrations communales les noms des enfants de la commune qui sont inscrits à une école ou un lycée publics ainsi que le nom de l'établissement et la classe. Le fichier communal, mis en relation avec le fichier du ministère, permet de constater quels enfants de la commune ne sont pas inscrits à l'école publique. Il appartient alors aux autorités communales de faire vérifier comment ceux-ci suffisent à l'obligation scolaire, en exigeant la remise d'un certificat d'inscription scolaire.

Par ailleurs nos départements ne disposent pas d'informations détaillées quant aux relevés éventuellement établis dans ce cadre par les services administratifs des autorités communales.

Ad 3)

Grâce à la saisie des données des élèves mentionnées sub 1) dans les fichiers afférents, le relevé en annexe 1 de la présente a pu être établi. Il renseigne, pour l'année scolaire 2012/2013 et pour chaque commune ou syndicat de communes chargé de la mise en œuvre de l'enseignement fondamental, sur le nombre d'élèves scolarisés dans une autre commune luxembourgeoise.

Le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle ne dispose pas en ce moment d'informations communales exhaustives concernant la scolarisation d'enfants résidant au Grand-Duché et fréquentant l'enseignement fondamental dans un pays étranger.

Ad 4)

Selon l'article 20, alinéas 2 et 3 de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental les parents d'élèves de l'enseignement fondamental peuvent demander l'admission de leur enfant dans une école d'une autre commune en adressant une demande écrite dûment motivée au collège des bourgmestres et échevins de la commune où ils entendent inscrire leur enfant.

Celui-ci donne suite à la demande si l'organisation scolaire de la commune d'accueil le permet et après vérification des motifs par les services compétents.

Sont considérés comme motifs valables:

1. la garde de l'enfant par un membre de la famille jusque et y compris le 3<sup>e</sup> degré;
2. la garde de l'enfant par une tierce personne exerçant une activité d'assistance parentale agréée par l'État;
3. la garde de l'enfant par un organisme œuvrant dans le domaine socio-éducatif agréé par l'État;
4. la situation du lieu de travail d'un des parents.

Dans le cas où la commune d'accueil accepte la demande, la commune d'origine prend en charge les frais de scolarité de l'enfant dans la commune d'accueil.

Ad 5)

Par règlement grand-ducal du 28 avril 2011, celui du 14 mai 2009 déterminant les modalités suivant lesquelles un enfant peut être admis dans une école d'une commune autre que sa commune de résidence ainsi que le mode de calcul des frais de scolarité a été modifié dans le sens que la redevance annuelle pour frais de scolarité que le conseil communal de la commune d'accueil détermine ne peut dépasser

600 euros par élève. Le relevé en annexe 2 de la présente établit la liste des montants des redevances fixés par les différentes communes.

Pour les élèves admis à l'enseignement luxembourgeois et ne résidant pas au Grand-Duché, les communes peuvent fixer un minerval à régler par les parents de ces élèves lors de leur inscription à l'école.

Annexes: nombre d'élèves scolarisés résidant dans une autre commune, minerval scolaire perçu par les communes

(annexes à consulter auprès de l'administration parlementaire)

#### Question 2626 (20.3.2013) de M. Lucien Lux (LSAP) concernant la Luxembourg Air Rescue:

La mission de la Luxembourg Air Rescue (LAR) est de sauver des vies humaines et de préserver la santé de personnes en détresse par le biais d'hélicoptères de sauvetage et d'avions sanitaires au Luxembourg, dans la Grande Région et à travers le monde entier.

Or, le fonctionnement et le travail quotidien de la LAR à la station de l'Aéroport de Luxembourg s'avèrent, comme il ressort entre autres d'une interview avec le président de la LAR dans le Luxemburger Wort du 20 mars 2013, être entravés par des mesures de sécurité relatives aux accès dans l'enceinte aéroportuaire de plus en plus poussées, à tel point que des vies humaines seraient mises en péril.

Ainsi, par exemple, des pièces indispensables au bon fonctionnement des hélicoptères ne seraient, suite aux contrôles précités, pas arrivées, respectivement arrivées en retard avec comme conséquence la fermeture de la station de Luxembourg-ville pour la journée. Certains fournisseurs refuseraient même les livraisons suite aux procédures longues et fastidieuses.

Aussi des patients rapatriés, même dans des états très critiques, auraient dû supporter des attentes excessivement longues avant de pouvoir entrer dans l'enceinte de l'aéroport, avec toutes les conséquences pour les patients concernés.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- 1) Est-ce que Monsieur le Ministre peut confirmer, voire préciser les informations évoquées ci-dessus?
- 2) Les directives appliquées en matière de contrôle de sécurité sont-elles en phase avec les exigences légales applicables?
- 3) Si les problèmes rapportés s'avéraient exacts, quelles solutions le Ministre envisagerait-il afin d'y remédier?
- 4) Existe-t-il une possibilité afin d'adapter les contrôles de sécurité, certes nécessaires, aux besoins et activités de la LAR? La LAR et ses fournisseurs ne pourraient-ils pas, le cas échéant, bénéficier d'une priorité adaptée à la situation?

#### Question 2643 (25.3.2013) de M. Jean Colomera (Onofhängeg) concernant les problèmes de l'Air Rescue avec le service de sécurité de l'Aéroport de Luxembourg:

Der Präsident der „Luxemburger Air Rescue“ hat sich beklagt, dass seine Mitarbeiter Tag für Tag vom Sicherheitsdienst am Flughafen daran gehindert werden, ihre Arbeit zu verrichten. Unnütz verlorene Zeit kann dramatische Folgen haben. Ein Schreiben an den Transportminister hat die Situation nicht verändert. Es wird gesagt, dass Reglements da sind, um eingehalten zu werden. Diese gesetzlichen Auflagen sind aber in einem dringenden Fall kontraproduktiv.

Fragen:

- 1) Was sieht der Minister vor, um diese Situation zu verbessern?

2) Wie kann die Kontrollprozedur vereinfacht werden?

Réponse (6.5.2013) de M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

Les honorables Députés s'enquerraient des mesures de sûreté entravant selon les dires de LAR son fonctionnement quotidien.

Les mesures de sûreté en question sont imposées par la réglementation européenne en la matière et la législation luxembourgeoise ne saurait y déroger. Il est cependant connu que l'application de la nouvelle réglementation concernant le contrôle des fournisseurs d'aéroports en même temps que la préparation de deux audits consécutifs de la Commission européenne en la matière ont empêché temporairement toute modification substantielle du dispositif de sûreté en place et ont ainsi créé des surcharges ponctuelles à certains postes d'inspection-filtrage.

Les procédures applicables en matière de contrôle de sûreté sont conformes aux exigences légales européennes et nationales. La récente inspection de l'Aéroport de Luxembourg par la Commission européenne en février 2013 a d'ailleurs confirmé une application conforme aux normes européennes en question.

À l'avenir, les entraves opérationnelles pourront être amoindries par l'amélioration concomitante des infrastructures inhérentes aux postes de contrôle, l'instauration d'une zone délimitée permettant d'alléger les contrôles de sûreté et une adaptation de la gestion des flux d'accès à l'aéroport.

Les procédures récemment introduites prévoient déjà un traitement prioritaire pour les cas d'intervention urgente (ambulance et personnel médical) voire pour les fournitures afférentes. La mise en place d'une zone délimitée permettrait à LAR de gérer l'accès de ses fournisseurs à cette zone, ce qui ne signifie pas pour autant que ces derniers seraient dispensés de tout contrôle.

#### Question 2627 (20.3.2013) de M. Marcel Oberweis (CSV) concernant les métiers techniques:

Alors que le taux de chômage atteint toujours de nouveaux pics, y compris chez les jeunes, le secteur industriel est, aux dires de certains, créateur de nouveaux emplois. Selon la Fédération des industriels luxembourgeois (FEDIL), les postes déclarés sont toutefois loin de trouver preneur alors que les qualifications des demandeurs d'emploi laissent souvent à désirer.

Pour ce qui est des métiers techniques, les représentants de la FEDIL indiquent qu'ils cherchent surtout des personnes disposant du diplôme d'aptitude professionnelle (DAP), l'ancien CATP, mais aussi des candidats du niveau bachelor/master.

Une formation solide dispensée par des enseignants motivés constitue à cet égard une base importante pour l'obtention des qualifications requises.

Dans son rapport d'activité pour l'année 2012, le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche note toutefois que 344 candidats-professeurs n'étaient pas à même de terminer leur travail de candidature dans le délai imparti de 18 mois. Ce même rapport note que sur les 90 travaux de candidature remis durant l'année 2012 seulement 8 avaient une connotation technique alors qu'ils concernaient entre autres les domaines de l'électrotechnique, de la mécanique, de l'architecture et de la physique.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- 1) Comment expliquer la morosité des candidats-professeurs en ce qui concerne le travail de candidature? Les ministres sont-ils toujours

convaincus de l'utilité de ce travail de candidature?

2) Le nombre peu élevé de professeurs s'intéressant aux métiers techniques ne présage-t-il pas sur le nombre d'élèves de niveau DAP aptes à occuper les postes dans le secteur industriel? Comment les ministres entendent-ils revaloriser et orienter les élèves vers ces métiers?

3) Ne serait-il pas opportun de promouvoir davantage les sciences afin de préparer au mieux les jeunes au marché du travail ou pour débiter les études universitaires avec les connaissances indispensables?

Réponse commune (25.4.2013) de Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, et de M. François Biltgen, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

Ad 1)

Après avoir passé avec succès la période du stage pédagogique, les stagiaires-fonctionnaires sont nommés à la fonction de professeur et nommés soit à la carrière de professeur de lettres, de sciences, d'ingénieur, d'architecte... (grade E7), soit à la fonction de maître d'enseignement technique (grade E2), de maître de cours spéciaux (grade E3ter), ou soit de professeur d'enseignement technique (grade E5).

Le travail de candidature est une activité aboutissant à la rédaction d'un mémoire. Il constitue un «examen de promotion» permettant au fonctionnaire nommé à la fonction de candidat d'accéder à la carrière de professeur, de maître d'enseignement technique, de maître de cours spéciaux ou de professeur d'enseignement technique.

Le traitement des candidats est réduit de 18 points indiciaires (p.i.) pour les maîtres d'enseignement technique (grade E2), de 22 p.i. pour les maîtres de cours spéciaux (grade E3ter), de 26 p.i. pour les professeurs d'enseignement technique (E5) et de 30 p.i. pour les professeurs de lettres, de sciences... (grade E7). Les réductions de traitement sont supprimées dès que ces candidats présentent avec succès leur travail de candidature et ils peuvent bénéficier des coefficients prévus par le règlement grand-ducal du 24 juillet 2007 portant fixation de la tâche des enseignants des lycées et lycées techniques.

On distingue trois sortes de mémoires:

- le mémoire de recherche axé sur la spécialité disciplinaire du candidat,
- le mémoire pédagogique axé sur les sciences de l'éducation et
- le travail à objectifs pédagogiques. Ce travail constitue en général un projet d'élaboration de matériel didactique avec la présentation et l'analyse d'applications pratiques et concerne les maîtres d'enseignement technique (E2) ainsi que les maîtres de cours spéciaux (E3ter).

Le mémoire doit, soit porter sur un sujet qui relève de la première spécialité du candidat ou des sciences de l'éducation, soit documenter, sous la forme d'un rapport, la participation individuelle de l'auteur à un projet de recherche mené par un ou plusieurs des organismes mentionnés à l'article 2 du règlement grand-ducal du 24 juillet 2000.

On peut en effet constater que 344 candidats sont actuellement sursitaires, car ils n'ont pas remis leur travail de candidature endéans le délai de 18 mois. Huit candidats doivent présenter un nouveau travail étant donné que leur travail avait été jugé insuffisant et qu'il avait donc été refusé.

130 candidats de la promotion 12 pourront remettre leur travail de candidature en mai, respectivement en novembre 2013. En 2013, 482 candidats seront donc susceptibles de remettre leur travail de candidature.

Nous constatons effectivement que bon nombre de candidats-professeurs n'élaborent pas leur travail de candidature dans la période de candidature qui suit immédiatement le stage pédagogique. Seul un tiers des candidats élabore ce mémoire dans le délai imparti.

Les raisons invoquées par les candidats professeurs sont, soit d'ordre professionnel, c'est-à-dire la volonté de se concentrer sur les activités d'enseignement, soit d'ordre personnel et familial.

On peut cependant constater que l'intention de réaliser ce travail de candidature augmente avec les années qui passent et que les candidats des promotions plus anciennes ont réalisé leur travail de candidature à plus de 80%.

Suivez la Chambre des Députés  
sur FACEBOOK  
et TWITTER





Promo	suspens	dispense	réussite	refus	Total	% réussites
3	2	0	23	0	25	88,46153846
4	9	0	85	2	96	88,54166667
5	20	0	93	0	113	82,30088496
6	24	1	89	0	114	78,07017544
7	31	1	85	2	119	71,42857143
8	49	1	76	0	126	60,31746032
9	36	0	99	2	137	72,26277372
10	74	3	64	2	143	44,75524476
11	98	8	49	0	155	31,61290323
12	130	10	0	0	140	0
Total	473	24	663	8	1168	

Beaucoup de candidats-professeurs sont intéressés à élaborer un travail de candidature en relation avec les sciences de l'éducation, étant donné que leur recherche peut leur apporter de meilleures connaissances dans leur domaine. L'élaboration de cours ou de webfolios sont des éléments qui sont utiles à leur enseignement et sert également à d'autres professeurs.

Certains de ces mémoires ont même fait l'objet de publications scientifiques, d'autres ont constitué un premier pas à la réalisation d'une thèse de doctorat.

Tous ces travaux sont publics et transmis à la bibliothèque nationale où ils peuvent être consultés sous forme papier et depuis 2009 sous forme électronique.

Nous estimons donc que le travail de candidature constitue un travail de recherche précieux aussi bien dans le domaine pédagogique que dans le domaine de la recherche.

Ad 2)

Nous estimons qu'il est difficile de conclure du faible nombre de mémoires avec connotation technique que les professeurs ne s'intéressent pas aux domaines du secteur industriel. Ainsi en formation professionnelle, les sections à haute technicité menant ou bien au diplôme de technicien ou bien au DAP connaissent toujours un vif afflux d'élèves en classe de 10<sup>e</sup>. Aussi la réforme de la formation professionnelle qui est mise en œuvre depuis 2009 entend-elle mieux former les élèves qui s'apprentent à entrer sur le marché du travail.

Ad 3)

Le Gouvernement fait de nombreux efforts pour promouvoir les sciences. Ainsi, depuis 2008 une leçon supplémentaire est prévue dans les classes inférieures de l'enseignement secondaire et de l'enseignement secondaire technique pour les sciences naturelles. Le Gouvernement soutient également des activités parascolaires telles que des clubs de sciences. Cette année, le Luxembourg a organisé l'olympiade européenne des sciences rassemblant 135 élèves et 85 enseignants de 26 pays européens.

### Question 2628 (20.3.2013) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant les contrôles effectués par une société privée à l'Aéroport de Luxembourg:

Um Findel kontrolléiere Membere vu private Sécherheetsfirmen eng Rei vu vereedegte Beamte vu verschiddenen Administratiounen. Dat stellt natierlech eng Rei vu Froen, och wat d'Veutraue vum Stat a seng eege Beamten ugeet.

Dowéinst wéilt ech dem Här Minister fir nohaltig Entwécklung an Infrastrukturen an dem Här Minister vun der Fonction publique dës Froe stellen:

1. A wem sengem Optrag schaffen déi privat Sécherheetsfirmen, déi um Findel d'Personal kontrolléieren? Wat ass déi legal Basis dofir a wéi eng genee Rechter a Flichten hunn déi Leit? Wéi vill kaschten déi Kontrollen am Joer? Gouf et eng Soumission publique an, wa jo, fir wéi een Zäitraum gouf wéi en Optrag verginn?

2. Ass et an den Ae vun der Regierung korrekt, datt vereedegt Beamten net vun anere Beamten, mä duerch Membere vun enger privater Firma kontrolléiert ginn? Ginn déi statutaresch Rechter vun de Beamten net doduerch verletz?

3. Ass et an den Ae vun der Regierung korrekt, datt dat privat Personal, dat um Findel d'Kon-

trolle mécht, dacks nëmme Franséisch kann? Goufe Kenntniss am Lëtzebuergesch an an anere Sproochen net am Cahier des charges vun der Ausschreibung gefuerdert? Wann neen, firwat gouf eis Nationalsprooch net berücksichtegt?

4. Wéi eng legal Basis gëtt et fir déi Fouilles corporelles, déi do gemaach ginn? Wéi eng Kritikere muse bei Kierperduerschunge respektéiert ginn?

**Réponse commune (16.5.2013) de M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures et de Mme Octavie Modert, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:**

Den honorablen Deputéierte stellt d'Fro vum Vertraue vum Stat a seng vereedegt Beamten, déi sech och de Kontrollen um Findel mussen ennerleeën.

Et ass keng Fro vu Vertrauen a seng Beamten, mä eng strikt an einfach Uwendung vun der europäescher Reglementatioun a Saachen «sûreté aéroportuaire». De Stat dierf do keng Exceptiounen maachen.

Wat elo déi prezis Froe betrëfft, déi den honorablen Deputéierten ons stellt, wëlle mer folgend Äntwerten dozou ginn:

Déi privat Sécherheetsfirmen um Flughafen hunn ee Kontrakt mat lux-Airport a sinn agréiert vun der DAC. Hir Rechter a Flichte sinn am Artikel 39 quater vum Gesetz vum 31. Januar 1948 iwwert d'Navigation aérienne festgehale. Do steet ganz kloer, datt déi Leit an hirer Missioun dierfen eng Identitéitskaart froen an dann dierfen d'Kontrollen duerchféieren, wann een an déi reglementéiert Zone vum Flughafen era wëll. Wann eng Persoun sech weigert esou eng Kontroll matzemaachen, kann hir den Zougang vun de Sécherheetsbeamten verweigert ginn.

D'Kontrolle kaschten aacht Milliounen Euro d'Joer un Eegepersonal vu lux-Airport an 3,5 Milliounen Euro un externe Sécherheetsbeamten. Et handelt sech bei deem leschtgenannten em een négociéierte Marché.

Dovunner ofgesinn, datt et an dësem Kontext keng speziell statutaresch Rechter fir de Beamte gëtt, steet hei driwwer eng europäesch Reglementatioun, déi net duerch national Bestëmmunge kéint ëmgaange ginn.

Do spillen och erëm d'Qualifikationskritären, déi europäesch virgeschriwwen sinn. D'DAC dierf just déi Kritäre benotzen, fir ze kucken, ob een den Agrément kritt oder net. Wann de Stat do elo ee Sprochekritär derbäigesat hätt, wär en net konform zur europäescher Reglementatioun. Dovunner ofgesinn, melle sech ebe bal exklusiv franséischsproocheg Leit, mä déi kréien awer intern bei lux-Airport Coursen am Lëtzebuergesch.

Eng Annex vum Règlement (CE) n°300/2008 vum 11. März 2008 an d'Artikelen 23 a 24 vum Règlement grand-ducal vum 18. September 2012 applizéiere sech op d'Fouilles corporelles. Iwwregens huet d'europäesch Kommissioun déi korrekt Applikatioun vun de Kontrollen ufanks des Joers an engem Audit iwwerpréift a fonnt, datt de Flughafen konform zur Reglementatioun géif schaffen.

### Question 2629 (20.3.2013) de M. Gast Gibéryen (ADR) concernant l'emprunt contracté en décembre 2008:

Am Dezember 2008 huet de Lëtzebuerg Stat - am Kader vun der Rettung vun enger systemescher Bank zu Lëtzebuerg - iwwer eng öffentliche Souscriptioun en Emprunt vun zwou Milliarden Euro opgeholl, deen zu 3,75% verzinst ass. Vill Lëtzebuerg hu bei dëser Souscriptioun matgemaach. Dësen Emprunt leeft de 4. Dezember vun dësem Joer aus.

Dowéinst wéilt ech dem Här Minister vum Trésor dës Froe stellen:

1) A wéi enger Form wëllt de Stat dësen Emprunt verlängeren?

2) Ass d'Regierung der Meenung, datt d'Lëtzebuerg Spuerer iwwert d'Verlängerung oder eng nei Opleegung vun der öffentlecher Souscriptioun sollen un dësem Emprunt bedeelegt ginn?

3) Wann de Lëtzebuerg Spuerer soll un dësem Emprunt bedeelegt ginn, kann een dann dovunner ausgoen, datt den Zënssaz vun 3,75% bäibehale gëtt?

**Réponse (23.4.2013) de M. Jean-Claude Juncker, Ministre du Trésor:**

L'emprunt public de deux milliards d'euros émis en 2008 et venant à échéance le 4 décembre 2013 a été contracté pour financer l'acquisition de la BGL dans le cadre de la résolution ordonnée du groupe bancaire Fortis.

Le 10 avril 2013, le Premier Ministre, dans le cadre du discours sur l'état de la nation, a annoncé que si les conditions sont appropriées, l'état luxembourgeois est prêt en principe à céder sa participation dans BGL BNP Paribas d'ici la fin de l'année.

Au cas où l'état céderait sa participation dans BGL BNP Paribas avant l'échéance du 4 décembre, il n'y aura pas lieu de procéder au refinancement de cet emprunt. Si ce n'est pas le cas, les modalités d'émission de l'emprunt ainsi que le taux d'intérêt dépendront des conditions de marché.

### Question 2630 (21.3.2013) de M. André Bauler (DP) concernant le nouveau site pour la Chambre d'Agriculture et les laboratoires de l'Administration des Services techniques de l'Agriculture:

Le Gouvernement a décidé, il y a quelques années, d'ériger les nouveaux bâtiments du Lycée technique Agricole (LTA) au lieu-dit «Kriewinkel» près de Gilsdorf dans la commune de Bettendorf. Au départ il avait été envisagé d'y implanter également le siège de la Chambre d'Agriculture et des laboratoires de l'Administration des Services techniques de l'Agriculture (ASTA). Ces deux projets de construction n'ont finalement pas été retenus. Seule la construction des nouveaux bâtiments du Lycée technique Agricole (LTA) a été votée à la Chambre des Députés.

Voilà pourquoi je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer si ses services sont en train de chercher un site alternatif pour le nouveau siège de la Chambre d'Agriculture et pour les locaux destinés à héberger les laboratoires de l'Administration des Services techniques de l'Agriculture?

- Dans l'affirmative, la Chambre d'Agriculture et les laboratoires de l'ASTA seront-ils établis sur le territoire de la «Nordstad»? Dans la négative, quels autres sites éventuels seraient visés par le Gouvernement?

**Réponse (18.4.2013) de M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:**

Par sa question parlementaire, l'honorable Député souhaite avoir des précisions relatives au nouveau siège de la Chambre d'Agriculture et des laboratoires de l'Administration des Services techniques de l'Agriculture (ASTA) qui, initialement, étaient prévus d'être réalisés ensemble avec le nouveau Lycée technique Agricole à Gilsdorf.

Dans le cadre de la modification ponctuelle du plan d'aménagement général, les deux communes concernées, Diekirch et Bettendorf, ont revendiqué de voir diminuer l'impact du site sur le paysage par l'implantation des nouveaux bâtiments pour les laboratoires et bureaux précités à un endroit autre que celui du site «Kriewinkel». Au vu de cette demande, un nouveau site d'implantation alternatif pour les bâtiments administratifs devra être déterminé.

Une nouvelle implantation des laboratoires pour l'Administration des Services techniques de l'Agriculture (ASTA) avec les bureaux de la Chambre d'Agriculture devrait faire l'objet d'une analyse plus globale dans le cadre des discussions menées autour des sites disponibles dans la «Nordstad». Dans ce contexte, deux options sont actuellement sous analyse mais une décision n'a, pour l'instant, pas encore été retenue.

### Question 2632 (21.3.2013) de M. André Bauler (DP) concernant l'ancien couvent de Eisenborn:

Il me revient que l'État, en l'occurrence le Fonds du Logement, est propriétaire de l'ancien couvent de Eisenborn dans la commune de Junglinster.

Cette vieille demeure, ainsi que son parc, sont classés dans la catégorie des «monuments nationaux». Y résidaient, vers la fin des années 1990, des réfugiés venant de l'ex-Yougoslavie. Depuis leur départ, les bâtiments en question, d'un charme évident, ont été délaissés si bien qu'ils risquent de devenir vétustes selon les craintes de certains gens.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement:

- Quels ont été les travaux que l'État a fait réaliser durant l'état 2012?

- Le Fonds du Logement compte-t-il remettre en état la demeure pour y créer des logements sociaux dans un avenir proche? L'ancien couvent pourrait-il accueillir, le cas échéant, des étudiants de l'Université du Luxembourg?

- Dans l'affirmative, le hangar adjacent ferait-il également l'objet des travaux de rénovation?

- Dans la négative, le Fonds du Logement pourrait-il s'arranger avec la commune de Junglinster en vue de créer des unités d'habitation sur le site de l'ancien couvent? Les bâtiments et le parc pourraient-ils dès lors être cédés à la commune?

**Réponse (10.5.2013) de M. Marco Schank, Ministre du Logement:**

Le Fonds pour le développement du logement et de l'habitat - qui est propriétaire de l'immeuble en question - a procédé en 2012 à des travaux de désamiantage. Actuellement, le Fonds du Logement est en train d'analyser, ensemble avec les instances concernées, à savoir les autorités communales et le Service des sites et monuments nationaux, les différentes possibilités d'affectation des alentours du corps principal qui lui sera transformé en logements locaux.

À l'heure actuelle, Madame la Bourgmestre n'est pas en mesure d'autoriser les travaux envisagés, étant donné que la transformation du bâtiment en logements n'est pas conforme aux dispositions du plan d'aménagement général de la commune de Junglinster, de sorte que toute activité sur le chantier a dû être arrêtée.

Il n'est pas prévu d'y loger des étudiants de l'Université du Luxembourg, ni de céder les immeubles avec le parc à la commune de Junglinster. Cependant, il a été envisagé d'ouvrir le parc - réaménagé par le Fonds - au public en journée, dans la mesure où l'entretien ne sera pas à charge du Fonds.

### Question 2634 (21.3.2013) de M. Alexandre Krieps (DP) concernant les transferts de patients à des centres de phlébologie étrangers:

Il me revient que le nombre de patients transférés à des centres de phlébologie étrangers a augmenté sensiblement ces dernières années.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur le nombre de patients pris en charge en 2011 et 2012 par la CNS dans des centres de phlébologie étrangers (consultations et interventions)? Quels en étaient les coûts?

- Monsieur le Ministre ne croit-il pas utile de créer un centre d'excellence dans ce domaine au Luxembourg?

**Réponse (6.5.2013) de M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale, Ministre de la Santé:**

Il convient de rappeler tout d'abord, qu'en ce qui concerne les centres dans lesquels les patients se sont faits traiter, les transferts à l'étranger se font en principe uniquement dans des milieux universitaires ou des institutions spécialisées en vertu de l'article 25 des statuts de la Caisse Nationale de Santé.

Au courant de l'année 2011, 604 patients à charge de l'assurance maladie sont allés se faire traiter à l'étranger pour des cas de phlébologie, c'est-à-dire pour des maladies des veines.

Le coût y relatif s'est élevé à 324.955,90 EUR.

Pour l'année 2012, le nombre de patients s'élevait à 556. Cependant, et pour des raisons liées





à la procédure de remboursement des prestations entre institutions compétentes, la somme des frais pris en charge par la Caisse Nationale de Santé reste inconnue pour la prédite période.

Suivant les dispositions tant du règlement CE 883/2004 du 29 avril 2004 portant sur la coordination des systèmes de sécurité sociale et son règlement d'application 987/2009 du 16 septembre 2009 que des statuts de la Caisse Nationale de Santé, les consultations et traitements dûment autorisés par le Contrôle médical de la sécurité sociale sont pris en charge intégralement aux taux des tarifs applicables aux assurés sociaux de l'étranger.

Pour ce faire, le montant effectif des dépenses exposées pour les prestations de nature, tel qu'il ressort de la comptabilité de l'institution qui les a servies, est remboursé à cette dernière institution par l'institution compétente et ce par l'intermédiaire des organismes de liaison nationaux.

Pour l'année 2012, les décomptes afférents n'ont pas encore été définitivement traités par la Caisse Nationale de Santé, de sorte qu'il est à ce jour impossible de se prononcer quant aux coûts engendrés.

Je tiens finalement à informer l'honorable Député que la question relative à l'opportunité de créer un centre d'excellence sera traitée dans le cadre du futur plan hospitalier.

**Question 2636** (22.3.2013) de **M. Fernand Etgen (DP)** concernant l'impôt spécial dans l'intérêt du service incendie:

La loi du 22 avril 1905 concernant l'établissement d'un impôt spécial dans l'intérêt du service incendie prévoit que le produit de cet impôt est destiné à garantir le bon fonctionnement des services incendie et sauvetage. Cet impôt qui s'élève à 6% est prélevé sur les assurances incendie des particuliers. L'assureur étant celui qui doit s'en acquitter. Chaque corps de sapeurs pompiers bénévoles reçoit une prime d'encouragement et l'assurance accident des bénévoles est financée par ce biais tout comme l'acquisition de nouveau matériel et la formation des sapeurs pompiers. L'Administration de l'Enregistrement et des Domaines a ainsi engrangé 4,5 millions d'euros pour l'exercice 2012.

Par circulaire du 28 février 2013 Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région a prononcé un moratoire concernant l'allocation de subventions aux communes dans le cadre de l'acquisition de véhicules d'intervention pour les besoins des services de secours.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:

- Les recettes de l'impôt incendie sont-elles suffisantes pour satisfaire les besoins en assurance des bénévoles, de primes, de formation et d'acquisition de matériel?

- Quelles sont les recettes que l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines a engrangé ces cinq dernières années et quelle a été leur affectation?

- Quel a été le produit de l'impôt incendie pour l'exercice 2013 jusqu'à présent?

- Les communes profiteront-elles des recettes non affectées lors des exercices futurs?

**Réponse** (8.5.2013) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*:

Par sa question parlementaire, l'honorable Député souhaite avoir des précisions relatives à l'emploi du produit spécial dans l'intérêt du service incendie.

Tout d'abord, je tiens à préciser que le moratoire concernant l'allocation de subventions aux communes dans le cadre de l'acquisition de véhicules d'intervention pour les besoins des services de secours, que j'ai prononcé pour l'exercice 2013, n'est pas dû à une diminution des recettes du produit spécial ou à des restrictions budgétaires au niveau des services de secours. Cette décision est motivée par la nécessité d'instaurer dans le contexte de la réforme actuelle des services de secours une période de réflexion permettant d'analyser de façon critique les plans pluriannuels d'investissement en fonction d'une approche nationale basée sur une analyse des risques et de promouvoir, d'un commun accord avec les autorités communales, une politique cohérente de couverture des risques au Grand-Duché. Par ailleurs, la division d'incendie et de sauvetage de l'Administration des Services de Secours profitera de cette phase de réflexion pour l'élaboration de nouveaux modèles de cahiers de charges stan-

dardisés pour l'acquisition des véhicules d'intervention usuels.

En ce qui concerne les recettes de l'impôt spécial dans l'intérêt du service incendie, je peux affirmer que celles-ci sont suffisantes pour satisfaire les besoins en assurance des volontaires, des primes, de formation et d'acquisition de matériel.

Le tableau en annexe renseigne sur les recettes de l'impôt spécial au cours des cinq dernières années, ainsi que sur leur affectation.

Le Ministère de l'Intérieur et à la Grande Région ne connaîtra le produit de l'impôt spécial qu'à la fin de l'exercice 2013, c'est-à-dire au 1<sup>er</sup> trimestre 2014.

Le produit de l'impôt spécial est affecté chaque année dans son intégralité pour les besoins du service incendie, de sorte que la question des recettes non affectées lors des exercices futurs ne se pose pas.

(tableau à consulter auprès de l'administration parlementaire)

**Question 2637** (22.3.2013) de **M. André Bauler (DP)** concernant l'agence régionale de l'ADEM:

Lors d'une visite des locaux de l'ADEM à Luxembourg-Bonnevoie en novembre dernier, il m'a été signalé que les capacités de cette agence auraient atteint leurs limites, et au niveau du personnel administratif respectivement des conseillers professionnels et en ce qui concerne l'accueil des demandeurs d'emploi à proprement parler. À cette occasion il a été proposé d'envisager la création d'une nouvelle agence régionale à Mersch en vue de délester l'agence de Bonnevoie.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi:

- Monsieur le Ministre peut-il informer si ses services sont en train de réfléchir à l'ouverture d'une éventuelle agence régionale de l'ADEM à Mersch?

- Dans l'affirmative, le Ministère du Travail et de l'Emploi a-t-il déjà pu détecter des locaux appropriés? Combien de personnes devraient travailler dans cette nouvelle agence afin qu'un service de qualité puisse être assuré?

- Dans la négative, Monsieur le Ministre envisage-t-il de chercher un site alternatif?

**Réponse** (2.5.2013) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*:

Lors d'une visite des locaux de l'ADEM à Luxembourg-ville en date du 19 novembre 2012 par la Commission du Travail et de l'Emploi de la Chambre des Députés, la création d'une agence régionale de l'ADEM à Mersch a été évoquée.

Cette option avait été envisagée en raison du nombre élevé de demandeurs traité par l'agence de Luxembourg et de l'exiguïté des locaux de Diekirch, devenus trop petits suite à l'augmentation du nombre de demandeurs d'emploi inscrits.

Il n'y a cependant actuellement pas de projet concret concernant la création d'une agence à Mersch alors que des pourparlers sont en cours aussi bien avec l'Administration des Bâtiments publics qu'avec l'Administration du Cadastre et de la Topographie pour trouver une solution à Diekirch, et qu'une solution pour l'agence de Luxembourg doit être rapidement trouvée. La direction de l'ADEM a été chargée de faire des propositions en ce sens.

**Question 2638** (22.3.2013) de **M. Alexandre Krieps (DP)** concernant le Tramadol:

Suite au doublement du nombre de prescriptions pour l'opioïde synthétique Tramadol au cours des dernières cinq années, les experts britanniques viennent de proposer de mettre la substance incriminée sur la liste des stupéfiants.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur l'évolution du nombre de prescriptions de l'opioïde en question au Luxembourg?

- Monsieur le Ministre est-il au courant de l'usage de cette substance comme stupéfiant?

- Monsieur le Ministre entend-il également, à l'instar des autorités britanniques, inscrire le produit en question sur la liste des stupéfiants?

**Réponse** (25.4.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale*:

1) Suivant les renseignements fournis par la Caisse Nationale de Santé, le nombre de délivrances en officine ouverte au public de médicaments facturés et pris en charge par la Caisse Nationale de Santé ayant comme principe actif seul ou en association du Tramadol a évolué comme suit au cours des dernières années:

Année	Nombre de prescriptions	Variation en unités	Variation en %
2008	55.686	-	
2009	59.413	3.727	7%
2010	63.317	3.904	7%
2011	67.323	4.006	6%
2012	67.993	670	1%

2) Le Tramadol est un analgésique morphinique de puissance modérée, le potentiel d'abus du Tramadol est toutefois plus faible que celui de la morphine.

Cet opioïde synthétique n'est actuellement pas classé comme stupéfiant en vertu de la Convention unique sur les stupéfiants de 1961, qui est régulièrement amendée.

Cette convention, approuvée par une loi du 3 juillet 1972, a pour objectif de limiter la production et le commerce de substances interdites en établissant une liste de ces substances, qualifiées de stupéfiants.

Lors de la 56<sup>e</sup> session de la Commission des Stupéfiants de l'ONU, qui s'est récemment tenue à Vienne et à laquelle mon département a été représenté, le renforcement de la coopération internationale en matière de lutte contre le mésusage et le trafic d'opioïdes synthétiques non placés sous contrôle international, notamment de Tramadol, a été discuté.

Au moment des discussions au sein de la Commission des Stupéfiants, la délégation du Royaume-Uni a signalé qu'elle envisagerait de mettre le Tramadol sous contrôle en le soumettant aux mêmes mesures de contrôle que, par exemple, la morphine.

Aucun de nos pays voisins n'a placé le Tramadol sous un tel contrôle.

Mes services continuent à suivre de près l'évolution de ce dossier et aucune décision concernant un éventuel classement du Tramadol n'a été prise à ce stade.

**Question 2639** (22.3.2013) de **M. Marcel Oberweis (CSV)** concernant l'amiante au Luxembourg:

Comme le relate un article du «Journal» du 19 mars 2013, l'amiante, interdit dans toute l'Europe depuis 2005, n'a pas disparu. L'amiante a été utilisé dans l'industrie et la construction à cause notamment de ses caractéristiques réfractaires. Des études avaient pourtant démontré ses effets toxiques (l'amiante en vrac en particulier) sur l'organisme humain, pouvant provoquer des maladies cancérogènes. Au Luxembourg, neuf personnes sont décédées suite à une maladie professionnelle liée à l'amiante entre 2005 et 2010.

Le 21 mars 2013, le journal «L'essentiel.lu» a, quant à lui, publié un article racontant le mauvais sort vécu par un propriétaire qui a découvert la présence d'amiante dans son immeuble à Luxembourg. Son assurance n'a pas pris en charge les frais de désamiantage qui se sont avérés exorbitants, et le Ministère de la Santé a exclu une aide aux personnes privées.

Au Grand-Duché, l'utilisation d'amiante est prohibée depuis 2001. En me référant à la question parlementaire n°0313 du 14 décembre 2009 et à la réponse fournie le 18 janvier 2010 (cf. *compte rendu n°8/2009-2010*) par le Ministère de la Santé, il a été retenu entre autres qu'en France la loi impose à chaque propriétaire de procéder à une expertise ou à un inventaire d'amiante avant la mise en location ou la mise en vente de son logement (décrets 96-97, 97-855, 2001-840 et 2002-839).

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes aux Ministres de la Santé et du Logement:

- Les Ministres seraient-ils prêts à proposer une loi allant dans le sens de celle adoptée en France concernant l'inventaire obligatoire d'amiante pour les logements privés avant leur mise en location ou vente?

- Dans le cas d'une propriété privée construite avant l'interdiction de l'amiante en 2001 mais acquise après cette date, qui est responsable du désamiantage et des frais y reliés lorsqu'une présence d'amiante est détectée?

- Comment les déchets engendrés par le processus de désamiantage sont-ils traités?

**Réponse commune** (16.5.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*, et de **M. Marco Schank**, *Ministre du Logement, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures*:

Les ministres soussignés tiennent à préciser que la réglementation française, dont fait référence

l'honorable Député, fait obligation aux propriétaires de tous les immeubles bâtis, qu'ils appartiennent à des personnes privées ou à des personnes publiques, de rechercher la présence de flocages contenant de l'amiante dans les immeubles.

Ladite réglementation ne s'applique toutefois pas aux immeubles à usage d'habitation qui ne comportent qu'un seul logement.

Une telle pratique, qui doit être réalisée par des experts spécialisés, est très complexe. Par ailleurs, la présence d'amiante ne constitue pas nécessairement un risque sanitaire. En effet, il faut distinguer entre le ciment d'amiante où les fibres sont incorporées dans le ciment et ne peuvent être libérées que suite à une détérioration du matériau (perçement, cassures, effritements) et l'amiante en flocage, qui présente un risque beaucoup plus important. La mise en place d'un inventaire obligatoire semble beaucoup plus complexe que d'indiquer la simple présence ou absence d'amiante.

Par rapport au système français plus restrictif, la Belgique dispose d'un système de certification ou d'attestation volontaire pour qualifier les bâtiments de «asbestos-free» et «asbestos-safe». Les certificats sont délivrés par des laboratoires agréés.

En application des dispositions de la loi du 21 mars 2012 relative aux déchets, la responsabilité de procéder à l'évacuation des déchets revient au Grand-Duché de Luxembourg au producteur de déchets initial ou au détenteur de ces déchets. Par producteur, il faut entendre la personne dont l'activité a produit le déchet. Cette personne doit également supporter les frais qui en résultent. Il s'ensuit que les frais d'évacuation et d'élimination des déchets d'amiante reviennent à la personne qui prend l'initiative de procéder à l'enlèvement des produits contenant de l'amiante.

En ce qui concerne les procédés de traitement des déchets d'amiante, il convient de distinguer entre les différentes formes selon lesquelles ces produits se présentent:

- Les déchets d'amiante-ciment ainsi que les déchets de construction et de démolition solides contenant de l'amiante ou contaminés par de l'amiante sont éliminés par une mise en décharge. Les décharges en question disposent d'une zone spécialement autorisée pour ce type de déchets. Les décharges où sont éliminés ces déchets d'origine luxembourgeoise se trouvent surtout en Allemagne.

- Les déchets d'amiante qui ne sont pas intégrés dans une matrice cimentée mais qui se présentent plutôt sous forme de fibres libres compactées ou non comme p. ex. du matériel d'ébranchement ou de l'amiante floculé sont éliminés par mise en décharge souterraine dans des anciens dômes de sels en Allemagne.

- Les appareils électriques contenant de l'amiante («Nachtspeicheröfen») sont démontés dans des installations spécialisées à l'étranger et les différents composants contenant de l'amiante sont éliminés en décharge.

**Question 2640** (25.3.2013) de **M. Jean Colombera (Onofhängeg)** concernant l'hébergement web de sites commerciaux à caractère pornographique:

Es gibt Hinweise, dass der IT-Standort Luxemburg sehr gut als Hosting-Plattform für Webseiten mit kommerziell verwerteten Pornoinhalten fungiert. Dies wurde meines Erachtens nie in



den wirtschaftlichen Plänen öffentlich diskutiert. Auf der anderen Seite gibt es strenge Auflagen für Webinhalte mit dem nationalen Domainnamen .lu und es stellt sich die Frage einer Zuwiderhandlung mit gerichtlichen Folgen.

Fragen:

1) Kann die Ministerin bestätigen, dass solche Inhalte über eine .lu-Domain-Webseite nicht zugelassen sind und dass hier strafrechtlich verfolgt werden kann?

2) Wie können dann bei solchen strengen nationalen moralischen Vorgaben dennoch Server diese Inhalte ungehindert hosten und im Internet zur Verfügung stellen?

3) Will die Ministerin in diesem Bereich etwas ändern oder dies zulassen im Namen eines positiven Steuereinkommens?

4) Wie steht es mit den moralischen Grundsätzen, zu denen sich die Regierung verpflichtet fühlt, wenn es um das Generieren von Steuereinkommen geht, auch angesichts der Tatsache, dass es sich um eine vermeintliche Ausbeutung von Frauen handelt?

**Réponse (30.4.2013) de M. François Biltgen, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Ministre des Communications et des Médias:**

Ich erlaube mir, darauf hinzuweisen, dass man zwischen Domainname und Inhalt der Webseiten unterscheiden muss, umso mehr, da bei der Namensregistrierung oftmals der Inhalt noch nicht bekannt ist beziehungsweise der Name nicht unbedingt in direkter Verbindung zu dem Inhalt stehen muss. Dieses entspricht internationaler Praxis in freiheitlichen Rechtssystemen.

Ein .lu-Domainname kann unter folgenden Bedingungen nicht registriert werden:

1) Die beantragte Adresse existiert bereits.

2) Der Name enthält ein „-“, an dritter und vierter Stelle.

3) Der Name ist sittenwidrig oder widerspricht der öffentlichen Ordnung.

Ich möchte auch unmissverständlich klarstellen, dass die Diversifizierung des Medien- und IT-Standortes in keiner Hinsicht darauf abzielt, den Vertrieb und/oder die Lagerung von pornografischen Inhalten in und aus Luxemburg zu fördern.

Allerdings muss auch auf das in unserer Verfassung verankerte Prinzip der Handelsfreiheit hingewiesen werden.

Ist jedoch der Inhalt eines Internetauftritts gesetzeswidrig, so werden die Anbieter von den zuständigen Instanzen nach der bestehenden Gesetzeslage verfolgt und bestraft. Die Grundlagen, welche unseren Gerichten hierbei zur Verfügung stehen, wurden kürzlich erweitert. (Loi du 21 février 2013 relative à la lutte contre les abus sexuels et l'exploitation sexuelle des enfants et portant modification de plusieurs dispositions du Code pénal)

**Question 2641 (25.3.2013) de M. Jean Colombera (Onofhängeg) concernant le transit de poids lourds le long de la Moselle:**

Noch immer wird von betroffenen Anrainern darauf hingewiesen, dass sich die Situation des Schwerverkehrs an der Mosel nicht gebessert hat, trotz vermehrter Bußgelder, die den Fahrern des Transitverkehrs aufgebürdet werden. Um Zeit und Geld zu sparen, wird gegen die nationale Gesetzgebung, die vor Jahren im Rahmen von stringenten Transitvorschriften für schwere Lastwagen festgelegt wurde, verstoßen.

Fragen:

1) Kann der Minister diese Praxis bestätigen?

2) Sind dem Minister von Seiten der Sicherheitskräfte Verstöße auf dieser Strecke gegen die seit langem in Kraft gesetzten nationalen Transitbestimmungen mitgeteilt worden?

3) Bleibt die eingeführte nationale Gesetzgebung zum Transitverkehr durch Lastwagen über 3,5 Tonnen auch heute noch vollumfänglich in Kraft oder gab es in der Zwischenzeit eine Verwässerung durch Urteile des Europäischen Gerichtshofs?

4) Wäre die Einrichtung auf den Grenzposten einer automatischen Kameraeinrichtung für das Ablichten ausschließlich von Lastwagen eine Option für den zuständigen Minister?

5) Wie ist die Beibehaltung des Tanktourismus, der unter anderem durch Lastwagen bedient

wird, mit den Vorgaben zum obligatorischen Transitverkehr auf den nationalen Autobahnen zu vereinbaren?

**Réponse (10.5.2013) de M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:**

Par sa question parlementaire, l'honorable Député s'enquiert sur l'application et le contrôle du respect de la réglementation relative à la circulation de transit des poids lourds.

Tant dans l'intérêt de la sécurité routière que par souci de réduire les inconvénients des riverains dus au trafic lourd, les autorités luxembourgeoises ont pris l'habitude, depuis le début des années 80, d'obliger le trafic de transit des poids lourds à emprunter, dans la mesure où l'infrastructure routière requise est en place, les itinéraires autoroutiers et d'interdire l'utilisation d'itinéraires parallèles via la voirie normale. De nombreux règlements grand-ducaux pris depuis lors ont mis en pratique cette approche au rythme de l'extension du réseau autoroutier national.

Suivant les prescriptions prévues au règlement grand-ducal modifié du 5 mai 1994 limitant la circulation de transit sur une partie de la voie publique en vigueur, le trafic de transit (i. e. le trafic international traversant le Grand-Duché sans rupture de charge sur le territoire luxembourgeois) des véhicules d'une masse maximale autorisée supérieure à 3,5 t (nonobstant leur immatriculation luxembourgeoise ou autre) est tenu d'emprunter l'itinéraire autoroutier. Ledit règlement grand-ducal fixe également les tracés des itinéraires de transit.

Il en découle qu'un camionneur en transit est en infraction, dès qu'il quitte les itinéraires ainsi définis pour s'approvisionner sous quelque forme que ce soit.

Une jurisprudence européenne telle que mentionnée par l'honorable Député, susceptible d'atténuer les dispositions précitées, est inconnue à mes services.

Enfin, il relève de la compétence de la Police grand-ducale de veiller que les dispositions réglementaires relatives au transit de poids lourds, qui sont d'ailleurs applicables dans toute leur ampleur, soient respectées.

**Question 2642 (25.3.2013) de M. Jean Colombera (Onofhängeg) concernant le «précédent chypriote» et la confiance des épargnants:**

In dem Inselstaat Zypern ist es durch den europäischen Lösungsvorschlag zu einem gefährlichen Präzedenzfall gekommen, der als symbolcharakteristisch für die nächste Zukunft angesehen werden darf. Der Begriff Enteignung liegt in aller Munde und die Entscheidung der Finanzminister wurde als unverantwortlich eingeschätzt.

Fragen:

1) Wurde das Abstimmungsverhalten des Luxemburger Finanzministers mit der Regierung abgestimmt?

2) Kann die Regierung bestätigen, dass es im Fall eines Falles niemals eine Steuer auf Sparguthaben geben wird, die dazu verwendet würde, um in Not geratene etablierte Banken zu retten, auch wenn dies von europäischen und internationalen Instanzen so eingefordert würde?

3) Dieselbe Frage in Bezug auf die Einzahlungen auf Rentenkonto im Rahmen der privaten Rentenvorsorge („prévoyance vieillesse“).

4) Was will die Regierung tun, um das Vertrauen der Kleinsparer und Kleinanleger in Bankprodukten, unter anderem das Sparkonto, wieder herzustellen?

5) Die britische Regierung hat den UK-Bürgern und Geschäftsfirmen eine Garantie in Aussicht gestellt, die Kapitalsteuer, sollte sie von der zypriotischen Regierung erhoben werden, integral zurückzuerstatten. Wie würde die luxemburgische Regierung mit luxemburgischen Firmen und Staatsbürgern vorgehen, die in Zypern Bankkonten betreiben?

6) Wird sich die luxemburgische Regierung fortan dafür einsetzen, dass dieser Präzedenzfall der zwangsweisen Besteuerung von Spareinlagen für die Rettung von maroden Finanzinstituten auf europäischer Ebene sich nicht mehr wiederholen darf?

**Réponse (17.5.2013) de M. Luc Frieden, Ministre des Finances:**

Ziel der Beschlüsse der Eurogruppe war, die Stabilität der Eurozone zu bewahren und den finanziellen Zusammenbruch Zyperns zu verhindern. Um das finanzielle Hilfspaket der Eurozone zu begrenzen, wurde auch ein Beitrag der

Kunden der notleidenden Banken vorgesehen. Die Eurogruppe hat mehrmals bestätigt, dass Guthaben auf Konten, die 100.000 Euro nicht überschreiten, hiervon ausgenommen sind und bleiben.

Die generelle Frage der eventuellen Einbeziehung von Kundendepots über 100.000 Euro bei Restrukturierungen von Banken wird derzeit in der EU im Rahmen der Diskussionen über Bankenabwicklung diskutiert. Luxemburg steht einer solchen Einbeziehung aus Gründen des Vertrauens in das Bankenwesen zurückhaltend gegenüber.

**Question 2644 (27.3.2013) de M. André Bauler (DP) concernant l'éventuelle fermeture du centre de distribution de l'Entreprise des P&T à Ingeldorf:**

Il me revient que le centre de distribution de l'Entreprise des Postes et Télécommunications à Ingeldorf, commune d'Erpeldange, pourrait fermer ses portes d'ici l'an 2015 pour être établi au Roost dans le canton de Mersch.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer cette information?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il expliquer les raisons d'une éventuelle fermeture du centre de distribution, installé actuellement dans la zone industrielle de Ingeldorf?

- Monsieur le Ministre pourrait-il d'ores et déjà fournir, le cas échéant, des informations sur la réaffectation des bâtiments de ce centre qui ont été rénovés il y a à peine quelques années?

**Réponse (7.5.2013) de M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:**

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Monsieur André Bauler concernant la fermeture éventuelle du centre de distribution de l'EPT à Ingeldorf, je peux vous confirmer que l'Entreprise des Postes et Télécommunications envisage l'acquisition (sous réserve de l'accord du conseil d'administration de l'EPT) d'un terrain à Roost (Bissen) en vue de la construction d'un centre de distribution, en remplacement du centre actuellement implanté à Mersch.

En effet, le centre de distribution actuel à Mersch ne correspond pas aux besoins de l'Entreprise des P&T de par sa localisation au centre de la localité et de ses surfaces limitées.

Pour l'analyse préliminaire de la future construction projetée, diverses options sont envisagées pour l'organisation et la répartition des services de distribution des envois postaux et des colis dans les régions concernées en vue des infrastructures disponibles à Ingeldorf et envisageables à Roost. Il est en effet nécessaire d'adapter au mieux les infrastructures aux besoins futurs dans le contexte d'un volume postal en régression et d'un volume colis en progression.

Sans pouvoir prévoir les résultats des analyses et l'organisation à moyen et long terme, les centres de Mersch/Roost et Ingeldorf resteront des bases importantes pour les réseaux de distribution de l'Entreprise des P&T, et un abandon du centre à Ingeldorf n'est pas prévu.

**Question 2646 (29.3.2013) de M. Léon Gloden (CSV) concernant la répartition entre l'État et les communes des recettes générées par les agents municipaux:**

Conformément à l'article 99 alinéa 2 de la loi communale du 13 décembre 1988, les agents municipaux concourent, sous l'autorité du collègue des bourgmestre et échevins, en accord avec le commandant du commissariat de police concerné, à la constatation d'infractions en matière de stationnement. Ce faisant, ces derniers génèrent pour ainsi dire des recettes pour le budget de l'État.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:

1) Quel est le montant annuel généré par les agents municipaux en rapport avec la constatation des infractions en matière de stationnement depuis 2009? Le ministre peut-il me fournir des statistiques détaillées par commune?

2) Le ministre peut-il me confirmer qu'une partie des recettes engendrées par les agents municipaux sont reversées aux communes? Dans l'affirmative, quel est le montant global alloué

aux communes depuis 2009? Le ministre peut-il par ailleurs me fournir des statistiques détaillées par commune?

3) Le ministre peut-il enfin m'expliquer le mécanisme de calcul servant de base à la détermination de ces divers montants?

**Réponse (6.5.2013) de M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:**

L'article 5 sous 3 alinéa 4 de la loi du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques stipule:

«Les communes peuvent soumettre le stationnement et la parage sur certaines voies publiques au paiement d'une taxe; ces taxes ont le caractère d'impôts communaux. Elles sont dédommagées sur base forfaitaire pour le déchet de recettes résultant du non-paiement des taxes de stationnement et de parage sur leur territoire respectif. L'assiette de ce dédommagement est constituée par le montant des avertissements taxés décernés en matière de stationnement et de parage payants. Le montant du dédommagement correspond à 75% du taux réglementaire appliqué aux termes du catalogue des avertissements taxés; les modalités de calcul des parts revenant aux différentes communes concernées sont déterminées par règlement grand-ducal.»

Le deuxième paragraphe du premier article du règlement grand-ducal du 26 août 1993 relatif aux avertissements taxés, aux consignations pour contrevenants non-résidents ainsi qu'aux mesures d'exécution de la législation en matière de mise en fourrière des véhicules et en matière de permis à points précise:

«La détermination des parts des communes dans le montant total des avertissements taxés décernés du chef des infractions reprises aux rubriques 107-38 à 107-44 du catalogue annexé se fait annuellement au prorata des avertissements taxés de l'espèce décernés sur le territoire des communes concernées par les membres de la Police grand-ducale; la Police grand-ducale tient à cet effet la statistique afférente et en adresse à la fin de chaque année une copie comportant des données dépersonnalisées au ministre ayant les Finances dans ses attributions.»

Étant donné que les articles 107-38 à 107-44 se basent sur le stationnement payant, la liste «Parts des communes» ne concerne que les communes disposant d'une réglementation de parking payant tandis que la liste «Montant annuel des avertissements taxés émis par agents municipaux et par année» comprend les infractions constatées en matière de stationnement de toutes les communes disposant d'un service parking.

Les statistiques demandées sont jointes en annexe de la présente.

(annexe à consulter auprès de l'administration parlementaire)

**Question 2648 (2.4.2013) de M. Jean Colombera (Onofhängeg) concernant l'audit de la santé au travail et la codification des incapacités de travail:**

Betreffend das Dokument „Audit de la santé au travail au Luxembourg“ wurde dies weder vom das Audit beauftragenden Ministerium (www.sante.lu) noch im Parlament (www.chd.lu) einem breiten Publikum zugänglich gemacht. Nur ein Gutachten durch die Gewerkschaft OGB-L wurde in diesem Zusammenhang direkt auf dem Internet gefunden.

Zudem wird auf der Internetseite des Ministeriums weiterhin die Liste der Kodierungen für Pathologien, die zu einer Arbeitsunfähigkeit führen, aufgelistet, aber hier wird offensichtlich, dass psychosoziale Problematiken wie beispielsweise Burn-out nicht aufgelistet werden, da diese Liste bereits 1998 veröffentlicht wurde.

Fragen:

1) Warum wird das Dokument über das Audit nicht einem eventuell interessierten Publikum zugänglich gemacht?

2) Denkt der Minister nicht auch, dass die Kodierungen, die auf dem Formular „Constat d'Incapacité de Travail“ eingetragen werden, detaillierter ausgelegt werden müssten, insbesondere was die Erkrankungen aus der Arbeitsmedizin mit psychosozialen Charakter anbelangt? (Burn-out, Depressionen durch Arbeitsdruck, Mobbing, Angstzustände wegen imminenter Arbeitsplatzverlust...)

3) Denkt der Minister nicht auch, dass es eine ganz neue Rubrik auf diesem Formular geben müsste, welche sich auf „Pathologies en rapport avec la relation au travail“ bezieht?



**Réponse** (13.5.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo**, Ministre de la Santé:

Am 14. Dezember 2012 habe ich zusammen mit der arbeitsmedizinischen Abteilung der „Direction de la Santé“ das „Audit de la santé au travail“ sämtlichen Partnern vorgestellt, also sowohl den Arbeitgeber- und Arbeitnehmervertretungen als auch den arbeitsmedizinischen Diensten und den staatlichen Dienststellen, die an der Ausarbeitung beteiligt waren. Am selben Tag fand darüber hinaus eine Pressekonferenz statt, über die in der Tagespresse und in einer Fernsehreportage berichtet wurde.

Im Vorfeld der am 19. März 2013 organisierten Aktualitätsstunde im Parlament wurde jedem Abgeordneten ein Exemplar des Audits in elektronischer Form zugestellt.

Das Audit, welches auch auf der Internetseite<sup>1</sup> (Portail Santé) konsultiert werden kann, ist demnach einem breiten Publikum bekannt und zugänglich gemacht worden.

Für die vom Abgeordneten aufgelisteten Fragen im Zusammenhang mit Berufskrankheiten werde ich zu gegebenem Zeitpunkt die „Commission supérieure des maladies professionnelles“ befassen.

**Question 2649** (2.4.2013) de **M. Jean Colombera** (*Onofhängeg*) concernant le **droit d'asile pour les collaborateurs du contingent luxembourgeois au cours des missions de l'ISAF**:

Im Rahmen der ISAF NATO-Mission ist ein Luxemburger Kontingent in Afghanistan stationiert. Bei Einsätzen wird auf die Dienste lokaler Kräfte zurückgegriffen, beispielweise Afghanen, die als Übersetzer dienen. Diese werden von den Taliban gerne als „ungläubige Spione“ betrachtet und sind Revancheakten ausgesetzt, hauptsächlich nach Abzug der ausländischen Truppen. Sie arbeiten auch als Übersetzer für Journalisten und Hilfsorganisationen. Es stellt sich die Frage, aus moralischen Gründen diesen Personen Asyl anzubieten.

Fragen:

1) Gibt es afghanische Mitarbeiter, die dem nationalen Luxemburger Kontingent ihre Hilfsdienste angeboten haben oder auf deren Hilfsdienste die Luxemburger Armee bei ihrem Einsatz in Kabul/Kandahar zurückgreifen musste?

2) Sind bei der Regierung Asylanträge von afghanischen Mitarbeitern unserer Armee eingegangen, und wenn ja, wie viele?

3) Wie viel afghanische Mitarbeiter insgesamt mitsamt ihren Angehörigen könnten von einem Asylrecht in Luxemburg profitieren?

4) Für wann ist der endgültige und restlose Abzug der verbleibenden Luxemburger Armeeangehörigen aus Afghanistan vorgesehen?

**Réponse** (15.5.2013) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de la Défense*:

D'Kontingente vun der Lëtzebuurger Arméi, déi säit 2003 an Afghanistan am Asaz waren, sief et bis d'lescht Joer zu Kabul oder säit September 2012 zu Kandahar, hu kee lokaalt Personal agestallt, wéi dat aner Arméei gemaach hunn. D'Missioun vun eisen Zaldoten huet ëmmer doranner bestanen, Deeler vu Militärlageren ze bewaachen. Contrairement zu aneren Alliiéierte sinn eis Zaldoten ni um Terrain agesat ginn, wat effektiv d'Noutwendegkeet mat sech bruecht hätt, op lokaalt Personal zrëckzegräifen, wéi zum Beispill Interpretéren an Iwwersetzer. Eis Kontingente sinn och, wat d'Logistik ugeet, ëmmer a méi grouss auslännesch Eenheeten agegliddert gewiescht, esou dass all materiell Organisatioun vun deenen Eenheete matgedroe ginn ass. Och do ass et net zu direkte Kontakter tëscht eisen Zaldoten an den afghaneschen Autoritéiten an der Bevölkerung komm. Eis Arméi ass dowéinst net an esou eng Situatioun komm wéi aner Arméien, déi lokaalt Personal agestallt hunn, géint dat et heiansdo Menacé gëtt.

**Question 2650** (3.4.2013) de **M. Fernand Kartheiser** (*ADR*) concernant l'**entrevue de Monsieur le Ministre des Affaires étrangères avec son homologue brésilien**:

Bannen e puer Wochen ass den Här Minister Asselborn zweemol a Brasilien geflunn, fir säin Homolog zu Brasília ze treffen. Den Ausseministère huet an där Saach bis well dräi Communiquéé publizéiert: een de 16. März, dann een de 17. März an elo nees een den 1. Abrëll.

Op déi Manéier gouf d'Öffentlechkeet dorwäer informéiert, datt dem Här Minister Asselborn säi Rendez-vous mat sengem brasilianeschen Homolog a leschter Minutt ofgesot gouf. Déi éischt Rees huet also schlussendlech nëmmen dozou gedéngt, fir zwee Lëtzebuergesch Honorarkonsulen a Brasilien ze besichen, een zu São Paulo an een zu Rio de Janeiro. Den Här Asselborn ass den 2. an 3. Abrëll nach eemol a Brasilien geflunn, fir dee Rendez-vous nozehuelen.

Als Ursach fir de geplätzte Rendez-vous mat Senger Exzellenz dem Här Antonio de Aguiar Patriota goufen «circonstances exceptionnelles» genannt an d'Annulatioun war an der leschter Minutt geschitt. Et ass an der Diplomatie méi wéi aussergewöhnlech, datt e Gaascht, dee vun esou wäit kënn, net empfaang gëtt. Wann dat dann esou gewiescht wär, da wär et och éischer un dem brasilianesche Minister gewiescht, fir de Geste ze maachen an op Lëtzebuerg ze kommen.

An deem Zesummenhank wollt ech dem Här Minister Asselborn dës Froe stellen:

1. Wat waren déi «circonstances exceptionnelles», déi a leschter Minutt zu der Annulatioun vum Här Minister Asselborn sengem Rendez-vous mat sengem brasilianeschen Homolog geféiert hunn?

2. War déi Rees gutt genuch preparéiert? Hätt et gehollef, wa mir e residenten Ambassadeur zu Brasília gehat hätten, amplaz datt probéiert gëtt, fir esou Rendez-vous vu Lëtzebuerg aus ze arrangéieren?

3. Wéi vill Leit ware bei där éischer Rees dobäi (Politiker, Fonctionnaires, Journalisten, Vertreter vun der Economie, eventuell nach anerer)? Wéi vill huet déi Rees am Ganze kascht (Fligerbilljeën oder Locatioun vun engem Fliger, Hotelen, aner Fraisen)?

4. Wéi eng Konsequenze ginn aus dëser Affär gezunn?

**Réponse** (19.4.2013) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères*:

Ad 1) D'«circonstances exceptionnelles» waren d'Amtsaféierung vum Poopst François an d'Nouvelle, dass de Minister Patriota mat der Presidentin Rousseff misst e ganzen Dag éischer reese wéi geplangt.

Ad 2) D'Rees war ganz gutt preparéiert.

Ad 3) Dräi Leit hu mech begleet, an zwar eisen Ambassadeur, den Directeur politique adjoint a mäin Attaché de presse. D'Rees huet am Ganzen 33.918,05 Euro kascht.

Ad 4) Ech hu mech agesat, fir d'Interesse vu Cargolux a Brasilien ze verdeedegen. D'Konsequenz ass, dass d'Gespräicher elo scho mat de brasilianeschen Autoritéiten ugelaft sinn.

**Question 2651** (8.4.2013) de **M. Jean Colombera** (*Onofhängeg*) concernant la **pension d'orphelin**:

Betreffend die Waisenrente gibt es Fälle, wo verwaiste Kinder keine Rente bekommen. Ich kenne einen Fall, wo das überlebende Elternteil zwei Jahre lang keine „cotisation“ einbezahlt hat und deshalb nach seinem Tod das Kind nicht in den Genuss der Waisenrente kommen konnte. Die frühere Ombudsfrau für Kinder hat dies auch schon angeprangert.

Fragen:

1) Warum bekommt das Kind keine Waisenrente ausbezahlt, wenn nicht einbezahlt wurde?

2) Wie viele solcher Fälle sind bekannt?

3) Ist hier nicht eine Abänderung des Gesetzes im Sinne des Kindes notwendig?

**Réponse commune** (14.5.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Sécurité sociale*, et de **Mme Marie-Josée Jacobs**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*:

Ad 1) Das Recht auf eine Hinterbliebenenrente und somit auch das Recht auf eine Waisenrente gilt als abgeleitetes Recht (oder Drittrecht), welches sich auf den Versicherungsverlauf des verstorbenen Versicherten stützt.

Damit für die Hinterbliebenen ein Anrecht auf Rente besteht, müssen aus dem Versicherungsverlauf des Verstorbenen, der zum Zeitpunkt des Todes noch keine persönliche Rente bezogen hat, Versicherungszeiten von mindestens zwölf Monaten während der letzten drei Jahre vor dem Ableben nachgewiesen werden können. Es muss sich hierbei um Zeiten aus der Pflichtversicherung, der Weiterversicherung oder der freiwilligen Versicherung handeln.

Die Erfüllung der Wartezeit von zwölf Monaten ist nicht erforderlich, falls der Tod während der

Versicherungszeit eingetreten ist und auf einen Unfall oder auf eine anerkannte Berufskrankheit zurückzuführen ist.

Pflichtversicherung, Weiterversicherung und freiwillige Versicherung unterliegen der Zahlung von Beiträgen. Pflichtversicherungszeiten, Weiterversicherungszeiten und freiwillige Versicherungszeiten, für welche Beiträge ausstehen, werden nicht als Versicherungszeiten anerkannt.

Ad 2) Abgelehnte Anfragen auf Waisenrenten, bei denen die Ablehnung auf Nichterfüllung der Wartezeit wegen ausstehender Beiträge zurückzuführen ist, werden nicht gesondert statistisch erfasst. Es ist der nationalen Pensionsversicherungsanstalt somit nicht möglich herauszufinden, wie viele Waisen betroffen sind. In Anbetracht der gesetzlichen Regelungen, welche äußerst vorteilhaft für potenzielle Anwärter auf Überlebens- und Waisenrenten sind, kann es sich jedoch nur um Ausnahmefälle handeln. Zudem besteht in bestimmten Fällen die Möglichkeit, dass nicht beglichene Beiträge im Todesfall des Versicherten rückwirkend durch Drittpersonen eingezahlt werden (siehe liberale Brufe) und auf diese Weise die Überlebenden in den Genuss einer Rente kommen.

Es ist schwierig, Stellung zu einem spezifischen Fall zu beziehen, wenn nicht alle wichtigen Daten bekannt sind, und demzufolge ist es auf jeden Fall angebracht, bei den kompetenten Sachbearbeitern der Pensionskasse (CNAP) nachzufragen, welches die genauen Gründe sind, aus denen in dem vom geehrten Abgeordneten angesprochenen konkreten Fall keine Waisenrente ausbezahlt wird.

Ad 3) Eine diesbezügliche Abänderung des Rentensystems würde zu einem Paradigmenwechsel führen, also zum Ausstieg aus einem beitragsbezogenen Rentensystem zu Gunsten einer Volksversicherung. Für einen diesbezüglichen Regimewechsel hat es in den vergangenen Jahrzehnten in Luxemburg jedoch nie eine politische Mehrheit gegeben.

Allerdings gibt es im Bereich der Familien- und Integrationspolitik Möglichkeiten, diese spezifischen Härtefälle aufzufangen.

**Question 2658** (16.4.2013) de **M. Fernand Etgen** (*DP*) concernant la **réfection du mur du pont traversant la Sûre au lieu-dit «Heischtergronn»**:

En date du 7 mars 2013 un accident mortel s'est produit sur la N12 au lieu-dit «Heischtergronn». Un poids lourd avait rompu le mur du pont traversant la Sûre et la route avait dû être barrée pendant des heures.

Force est de constater que cinq semaines après cet accident, les travaux de réparation du mur n'ont pas encore été entamés.

L'absence d'un mur de sécurité sur le pont en aval d'une pente et derrière un virage sur un tronçon de route présentant un taux d'accidents élevé présente un réel danger. Ceci est d'autant plus déplorable que l'endroit en question constitue un point dangereux, notamment pour les motocyclistes à l'approche de la saison estivale.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Pour quand est-ce que les travaux de réfection du mur sont prévus?

- Quelle sera la durée de ce chantier?

- Est-il dans le cadre de ces travaux également prévu de greneler le tapis avec la mise en œuvre d'un revêtement antidérapant dans le virage en question?

**Réponse** (15.5.2013) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Par sa question parlementaire, l'honorable Député souhaite avoir des précisions relatives aux travaux de réparation du mur d'un pont traversant l'Alzette, sur la N12 au «Heischtergronn», endommagé suite à un accident mortel le 7 mars dernier.

Le lendemain de cet accident, les services de l'Administration des Ponts et Chaussées ont procédé à la mise en place de barrières de sécurité massives ancrées directement au pont et surmontées de clignotants pour avertir de loin les usagers de la route. À noter aussi que du côté des barrières temporaires, le trottoir a été fermé aux piétons pour des raisons de sécurité.

Parallèlement, des offres ont été demandées auprès différentes entreprises pour ériger un nouveau mur de sécurité sur le pont. En plus, d'importants blocs de mur restent à être enlevés du lit de la Sûre. Le temps nécessaire pour

tous ces travaux, surtout manuels, est difficile à estimer.

À partir du moment où l'offre avec le meilleur rapport qualité/prix aura été retenue, l'Administration des Ponts et Chaussées fera procéder au plus vite aux réparations qui s'imposent. En attendant, le système de retenue monté sur le pont à titre provisoire présente toutes les caractéristiques techniques nécessaires pour remplir sa fonction de sécurisation de cet emplacement.

À remarquer enfin qu'à la suite de deux campagnes durant ces dernières années pour greneler le revêtement actuel de la N12 au «Heischtergronn», peu d'accidents y ont été enregistrés. Ainsi le nombre des camions gravement accidentés endéans les trois dernières années s'élève à deux accidents. Comme le revêtement est mis à rude épreuve par un trafic de poids lourds croissant et a souffert outre mesure après un long hiver, son renouvellement complet cette année est inévitable. Pour des raisons techniques et pour ne pas compromettre sa durabilité, le nouveau tapis ne pourra être grenelé qu'après un an, ceci aux endroits critiques, c'est-à-dire dans les virages dangereux. Une optimisation du marquage routier et de la signalisation verticale est prévue de même que la réalisation d'une étude pour vérifier l'opportunité de la mise en place de voies de détresse aux endroits où cela devait s'avérer faisable.

**Question urgente 2692** (30.4.2013) de **Mme Viviane Loschetter** (*déi gréng*) concernant les **licenciements auprès de l'OPE**:

D'après nos informations, OPE aurait licencié quelque 40 personnes avec effet immédiat et sans indemnités légales et extra légales. De plus, pour des raisons procédurales, ces personnes n'auraient pas le droit actuellement de s'inscrire à l'ADEM.

D'une manière générale il faut souligner que la gestion de cette crise par la direction respectivement les membres du conseil d'administration manque de professionnalisme à tous les niveaux. Plus spécialement, l'absence de communication de la part de l'OPE ne fait que contribuer à l'opacité générale qui enveloppe cette affaire et représente une source d'insécurité supplémentaire pour tous les salariés de la structure.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Quelles mesures Monsieur le Ministre entend-il entreprendre afin de clarifier les divers rumeurs qui ne cessent de se répéter?

- Quelles mesures Monsieur le Ministre entend-il entreprendre afin que l'a.s.b.l. adhère aux mesures courantes d'aide au réemploi?

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance de mesures de réemploi qui se trouveraient dans un plan social?

- Par quels moyens Monsieur le Ministre entend-il apporter enfin de la transparence dans cette affaire et ceci plus spécialement quant aux salariés qui résistent un licenciement collectif ainsi qu'aux fonds publics «disparus».

**Réponse** (10.5.2013) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*:

Le Ministère ne réagit pas par rapport à des rumeurs. Il a procédé à une résiliation de la convention avec OPE aussitôt que la situation financière et les problèmes de gestion internes au réseau l'ont requis, tout en prenant les mesures pour assurer aux personnes occupées dans les CIG la sécurité de l'emploi.

Les personnes licenciées par l'a.s.b.l. OPE (centre de ressources) peuvent avoir, d'après la loi, droit à l'aide au réemploi. Le Ministère a prévu d'organiser un «job day», permettant aux anciens salariés d'OPE de rencontrer des employeurs potentiels, y compris les responsables des CIG.

Les salariés licenciés vont bénéficier des droits réservés à toutes les personnes ayant perdu leur emploi dans des circonstances semblables tel que l'inscription à l'ADEM, l'indemnité de chômage, l'aide au réemploi et l'accompagnement en vue de trouver un nouvel emploi. La transparence pour les fonds provenant du Fonds pour l'emploi a été assurée grâce au nouveau système de financement mis en place en 2012. Un état exact de la situation financière sera établi en collaboration avec les CIG, respectivement les communes engagées dans le réseau.

<sup>1</sup> <http://www.sante.public.lu/publications/impacts-milieu-vie/sante-travail/audit-sante-travail-luxembourg-2012/audit-sante-travail-luxembourg-2012.pdf>